Référendum : 23 pages de résultats et d'analyses

Le Monde

ÉDITION SPÉCIALE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14821 7 F

MARDI 22 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les dirigeants européens accueillent avec soulagement le « oui » de la France à Maastricht

• Faible écart entre partisans et adversaires du traité (51,04 % contre 48,95 %)
• Le franc à nouveau attaqué au sein d'un SME en crise

En dépit d'un résultat serré – le « oui » obtient 51,04 % des suffrages exprimés, le « non » 48,95 %, – l'issue du référendum organisé le 20 septembre en France et autorisant la ratification du traité de Maastricht a provoqué satisfaction et soulagement chez les dirigeants européens. M. John Major, président en exercice de la CEE, qui fait face au renforcement du courant des « eurosceptiques » en Grande-Bretagne, a annoncé qu'un conseil européen extraordinaire aurait lieu au début d'octobre.

Dimanche soir, M. François Mitterrand a déclaré, comme il l'avait indiqué au début de la campagne, qu'il n'y avait « ni vainqueurs ni vaincus ». Il a ajouté que, si le vote « engage toute la France », il respecte « les sentiments des libres citoyens qui, en votant « non », ont voulu sauvegarder des valeurs dans lesquelles ils croient ». M. Jacques Chirac, en minorité au sein du RPR où le « non » a été majoritaire, remettra en jeu son mandat de président lors d'un conseil national, le 23 septembre. L'étroitesse de la marge entre le « oui » et le « non » pourrait compromettre les projets de « recomposition » et l'élargissement de la majorité présidentielle.

Lundi en début d'après-midi, le franc était à nouveau attaqué, la spéculation s'efforçant de le dégager du mark (lire page 47). Le système monétaire européen, au lendemain du scrutin, est toujours en crise.



Incertitudes monétaires

LA France a évité le grand saut dans l'inconnu. Dès 20 heures dimanche, les milieux économiques français et étrangers, soulagés, rangeaient dans leurs cartons les scénarios catastrophes qu'ils avaient imaginés pour le cas où le « non » l'emporterait. Le « petit oui » à Maastricht lève une hypothèque. Mais les éléments fondamentaux à l'origine de la tourmente monétaire récente subsistent, avec des conséquences plus inquiétantes peut-être qu'on ne l'avait prédit pour la France.

Réunis dimanche soir à Washington, les ministres des finances et les gouverneurs de la CEE ont estimé que le résultat positif du référendum français « atténuera les tensions sur les marchés des changes ». Aucune des causes principales de la tourmente monétaire n'a pourtant disparu : l'économie américaine reste amorphe ; l'Allemagne poursuit toujours une politique monétaire restrictive. L'écart de rendements entre le dollar et le deutschemark reste élevé et continue à pousser la monnaie allemande vers le haut. Les réunions de Washington, au cours du week-end, ont confirmé la persistance d'un vif désaccord entre l'Allemagne et ses partenaires anglais et américain. « Nos interlocuteurs n'ont pas exigé [de nous] une nouvelle baisse des taux d'intérêt », s'est pourtant réjoui M. Theo Waigel, ministre allemand des finances.

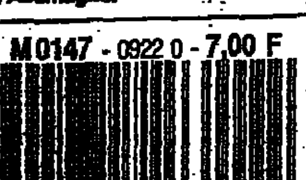
S'AJOUTENT à cela les divergences économiques au sein des Douze. Le timide « oui » français n'a pas, d'un coup de baguette magique, rétabli les équilibres économiques en Italie, en Grande-Bretagne et en Espagne. L'incertitude porte aujourd'hui sur la détermination des dirigeants politiques de ces pays à remettre leurs économies sur les rails européens. La timidité du vote français risque d'y renforcer la pression des anti-européens. Il y aura, peut-être, moins de fluctuations sauvages, mais les monnaies européennes devraient continuer à être perturbées avant le conseil européen convoqué pour début octobre par M. John Major.

La meilleure preuve en est la nouvelle attaque que subit le franc en ce début de semaine, après le bref soulagement qu'a connu notre monnaie au lendemain du scrutin. La poursuite du glissement des monnaies faibles mises en flottement la semaine dernière, livre et lire, tire le franc vers le bas et excite la spéculation, qui se lance à nouveau à l'assaut avec, pour objet, de le décrocher du deutschemark.

AU-DELA, avec la crise persistante du système monétaire européen, la nouvelle donne économique et politique pourrait enfin relancer, en France, le débat sur la stratégie gouvernementale de « désinflation compétitive ». Depuis 1987 et le dernier réajustement monétaire global au sein du SME, l'économie française a réalisé d'importants gains de compétitivité sur les marchés mondiaux.

La dévaluation du dollar, puis celles de la livre, de la lire et dans une moindre mesure de la peseta, remettent en cause ces gains. Pour rester dans la course, un nouveau plan d'austérité budgétaire et salarial pourrait être nécessaire.

La conduite de la politique dite du « franc fort » ne pourra se poursuivre qu'avec l'aide de l'Allemagne.


M 0147 - 0922 0 - 7,00 F

Sans élan

par Bruno Frappat

Pas de rejet, mais pas d'élan. La France adhère à Maastricht comme on fait son devoir : sans enthousiasme. Ric-rac. Pionnière de la Communauté, par la vertu et la vision de ceux qui l'ont dirigée depuis la seconde guerre mondiale, elle a emprunté d'un pas lourd le chemin de l'Union européenne.

« Ni vainqueurs ni vaincus », a redit François Mitterrand. Les partisans du « oui » ont eu la victoire terne et ceux du « non » la défaite satisfaite. Ce que le résultat dit de l'état du pays sera à méditer par ceux qui le dirigent aujourd'hui, comme par ceux qui aspirent à le diriger demain.

La France du « non » est plurielle. On y trouve ceux que l'époque brutalise : chômeurs des zones sinistrées, ruraux des campagnes inquiètes, adeptes de valeurs qu'ils croient menacées, gens d'« en bas » à mille lieues des lointains décideurs.

Lire la suite page 3

Pièges d'une victoire

par Jean-Marie Colombani

Ni franc ni massif, le « oui » français à Maastricht est, plus simplement, un « oui » modeste. Mais il existe, ce qui est somme toute l'essentiel. Ne serait-ce que parce qu'il permet à la France de démentir le sombre pronostic de l'historien allemand Rudolf von Thadden, qui expliquait, pour le regretter, avant le scrutin : *« De grands projets, souvent portés par de grands hommes, naissent dans ce pays, mais les Français ne sont pas à la hauteur de leurs idées ».* Les Français ont été, de justesse, à la hauteur de cette dernière grande utopie collective qu'est la construction européenne, qui valait bien un référendum. La dynamique européenne va donc pouvoir reprendre ses droits. Mais, comme l'ont dit MM. Pasqua et Séguin, *« plus rien ne sera comme avant ».*

Ceux qui auront en charge l'application du traité seront certes liés par la ratification française, validée par le suffrage universel ; mais il leur faudra, tout au long de celle-ci, tenir compte des réticences, des peurs, des refus qui se sont manifestés à travers l'ampleur du « non ». L'Europe telle qu'elle s'est construite pendant quarante ans, *celle du « despotisme » éclairé*, a vécu. Il va falloir lui substituer une Europe mieux prise en charge par ses propres citoyens, qui intègre les préoccupations de cette opinion publique européenne qui voit le jour au fil des consultations et des processus de ratification dans chacun des pays membres. Mais contrairement à ce que ces mêmes MM. Pasqua et Séguin ont voulu nous faire croire, au soir du scrutin, au mépris du plus élémentaire sentiment démocratique, le traité instituant l'Union européenne n'est pas *« en charpie »*, le « oui » est bien un « oui », aussi sûrement que le « non » danois, pourtant acquis avec une marge extrêmement faible, était bien un « non ».

Lire la suite page 6

La politique à deux vitesses

par Thomas Ferenczi

M. Mitterrand a gagné son pari. De peu, mais il l'a gagné. Il souhaitait une grande explication sur le traité de Maastricht : elle a eu lieu. Il espérait une forte participation : elle s'est produite. Il escomptait enfin une nette approbation : il ne l'a pas obtenue, puisque les Français ne se sont prononcés qu'à une faible majorité en faveur de l'Union européenne, mais avec le succès du « oui » il a au moins arraché l'essentiel.

L'opinion, qui, il y a un mois, à en croire les instituts de sondage, se laissait séduire par les partisans du « non », a finalement basculé dans le camp du « oui », après l'entrée en lice de M. Giscard d'Estaing le 27 août, de M. Mitterrand, le 3 septembre et de M. Chirac le 7 : ces quelques jours ont été probablement décisifs. Le mouvement pour le « oui » a reçu alors une nouvelle impulsion. En face, malgré l'inlassable activité déployée par MM. Pasqua, Séguin et de Villiers, la campagne contre la ratification de Maastricht a marqué le pas et, même si le « non » semble avoir repris sa progression dans les derniers jours, celle-ci ne lui a pas permis de franchir la barre des 50 %.

Lire la suite page 8

Lire aussi

Les résultats définitifs du ministère de l'intérieur

Les électeurs étaient invités à répondre par « oui » ou par « non » à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne ? »

	Métropole			Outre-Mer (*)			Total		
	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.
Inscrits	37 115 349			1 218 347			38 333 696		
Votants	26 396 369			315 273			26 711 642		
Abstentions	10 718 980	28,88		903 074	74,12		11 622 054	30,31	
Bulletins blancs ou nuls	878 220	2,36		27 896	2,29		906 116	2,36	
Suffrages exprimés	25 518 149			287 377			25 805 526		
Oui	12 967 498	34,93	50,81	205 212	16,84	71,40	13 172 710	34,36	51,04
Non	12 550 651	33,81	49,18	82 165	6,74	28,59	12 632 816	32,95	48,95

(*) Avec le vote des Français de l'étranger.

L'ÉCONOMIE

Marasme ou krach ?

L'affolement des marchés *monétaires* depuis une semaine n'est pas de bon augure. La reprise, qu'on croyait proche, ne vient pas et les signaux d'alarme se multiplient. Endettement des Etats, déflation des actifs, fragilisation des banques, et surtout taux d'intérêt excessifs : tout se mêle pour déprimer l'économie.

● Métier : ex-président ● La Compagnie de Suez malade de ses victoires pages 35 à 40

Le sommaire complet se trouve page 47

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,60 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الأصل

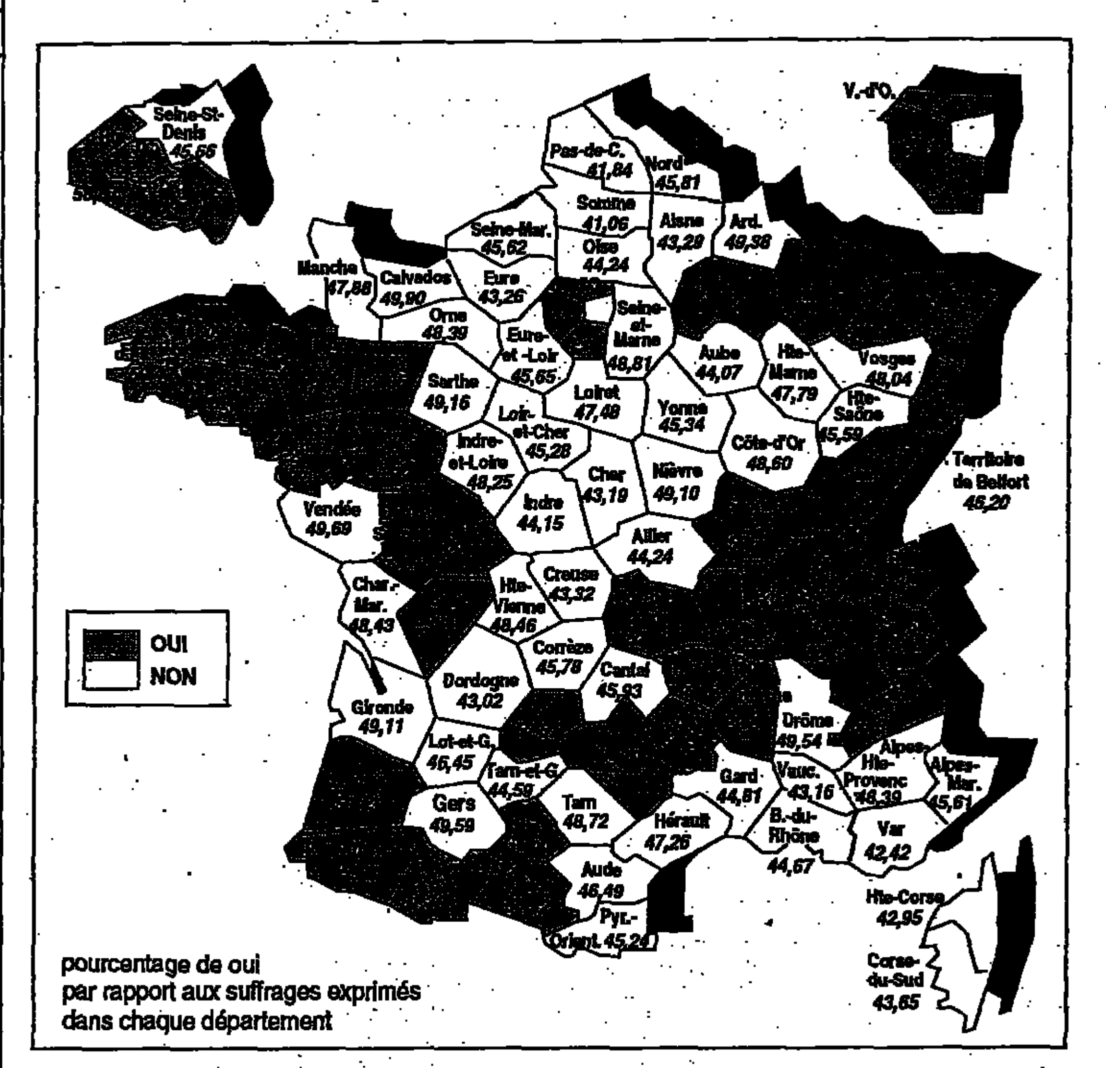
LE RÉFÉRENDUM SUR

Les résultats dans les départements *(d'après nos statistiques)*

	Insc.	Vot.	Abst.	Expr.	OUI		NON	
					Voix	%	Voix	%
Ain	293095	205087	30,02	198163	108761	54,88	89402	45,11
Aisne	366171	267320	26,99	259164	112218	43,29	146946	56,70
Allier	261899	184226	29,65	176120	77927	44,24	98193	55,75
Alpes-de-Haute-Provence	99459	72537	27,06	69674	33 717	48,39	35957	51,60
Hautes-Alpes	84354	59166	29,85	56833	30622	53,88	26211	46,11
Alpes-Maritimes	655114	430512	34,28	421933	192 450	45,61	229483	54,38
Ardèche	204988	146868	28,35	140518	71 620	50,96	68898	49,03
Ardennes	190800	132311	30,65	128182	63 297	49,38	64885	50,61
Ariège	107132	76649	28,45	73639	37 056	50,32	36583	49,67
Aube	187957	133706	28,86	129360	57 011	44,07	72349	55,92
Aude	220291	160947	26,93	155617	72 358	46,49	83259	53,50
Aveyron	212083	156762	26,08	147329	82 573	56,04	64756	43,95
Bouches-du-Rhône	1072325	735673	31,39	718207	320 833	44,67	397374	55,32
Calvados	420614	301981	28,20	293370	146 396	49,90	146 974	50,09
Cantal	125248	85454	31,77	82003	37 668	45,93	44335	54,06
Charente	249912	178674	28,50	171405	85 709	50	85696	49,99
Charente-Maritime	381975	267922	29,85	258818	125360	48,43	133458	51,56
Cher	222677	158599	28,77	152346	65 805	43,19	86541	56,80
Corrèze	183884	136646	25,68	130823	59 893	45,78	70930	54,21
Corse-du-Sud	71023	39483	44,40	38394	16 759	43,65	21635	56,34
Haute-Corse	86205	47477	44,92	46323	19899	42,95	26424	57,04
Côtes-d'Or	313418	221465	29,33	215002	104510	48,60	110492	51,39
Côtes-d'Armor	414626	304545	26,54	292605	176 139	60,19	116466	39,80
Creuse	107968	73212	32,19	69876	30271	43,32	39 605	56,67
Dordogne	301258	228258	24,23	218865	94 163	43,02	124702	56,97
Doubs	303675	220493	27,39	213093	112 861	52,96	100232	47,03
Drôme	280408	199701	28,78	192182	95 213	49,54	96969	50,45
Eure	345353	252535	26,87	244999	106006	43,26	138993	56,73
Eure-et-Loir	260179	192238	26,11	186141	84 982	45,65	101159	54,34
Finistère	615853	442887	28,08	428861	254 910	59,43	173951	40,56
Gard	398820	287718	27,85	278652	124 890	44,81	153762	55,18
Haute-Garonne	609195	435692	28,48	422591	227 291	53,78	195300	46,21
Gers	136753	100992	26,15	96486	47 857	49,59	48629	50,40
Gironde	781392	565687	27,60	550270	270 245	49,11	280025	50,88
Hérault	535384	380879	28,85	369784	174 769	47,26	195015	52,73
Ille-et-Vilaine	551419	393151	28,70	377576	236 862	62,73	140714	37,26
Indre	178154	131589	26,13	125286	55 318	44,15	69968	55,84
Indre-et-Loire	352403	255326	27,54	246393	118 888	48,25	127505	51,74
Isère	632405	440404	30,36	426604	237 376	55,64	189228	44,35
Jura	173071	126614	26,84	121725	63 267	51,97	58458	48,02
Landes	237604	174822	26,42	167991	89 764	53,43	78227	46,56
Loir-et-Cher	219496	165372	24,65	158775	71 905	45,28	86870	54,71
Loire	474207	318594	32,81	305003	159 246	52,21	145757	47,78
Haute-Loire	156990	111839	28,76	105543	56 445	53,48	49098	46,51
Loire-Atlantique	725219	513748	29,15	495725	281 695	56,82	214030	43,17
Loiret	372594	278387	25,28	268731	127 608	47,48	141 123	52,51
Lot	122227	92550	24,28	88 120	46 332	52,57	41788	47,42
Lot-et-Garonne	222311	165231	25,67	158583	73 673	46,45	84910	53,54
Lozère	56782	41400	27,08	39577	21 495	54,31	18082	45,68
Maine-et-Loire	472168	343481	27,25	327359	182 418	55,72	144941	44,27
Manche	340961	248787	27,03	240554	115 190	47,88	125364	52,11
Marne	354290	235533	33,51	228760	116 995	51,14	111765	48,85
Haute-Marne	145826	101902	30,12	98294	46 977	47,79	51317	52,20
Mayenne	200733	148815	25,86	140778	74 132	52,65	66646	47,34
Meurthe-et-Moselle	463408	315472	31,92	306198	167 829	54,81	138369	45,18
Meuse	139591	99355	28,82	95932	50 986	53,14	44946	46,85
Morbihan	453313	329458	27,32	316269	179237	56,67	137032	43,32
Moselle	681394	460201	32,46	445721	254 708	57,14	191013	42,85
Nièvre	173635	123760	28,72	119185	58 522	49,10	60663	50,89
Nord	1639572	1175399	28,31	1133129	519 170	45,81	613959	54,18
Oise	464627	344767	25,79	335139	148 299	44,24	186840	55,75
Orne	209403	155202	25,88	149702	72 450	48,39	77 252	51,60
Pas-de-Calais	998887	737715	26,14	708118	296 280	41,84	411838	58,15
Puy-de-Dôme	403057	284785	29,34	272394	141 926	52,10	130468	47,89
Pyrénées-Atlantiques	419253	298343	28,83	287982	153815	53,41	134167	46,58
Hautes-Pyrénées	173128	122530	29,22	118084	60 651	51,36	57433	48,63
Pyrénées-Orientales	259448	176928	31,80	171753	77 704	45,24	94049	54,75
Bas-Rhin	624528	437218	29,99	423885	290 754	68,59	133 131	31,40
Haut-Rhin	443994	314607	29,14	304519	186 937	61,38	117582	38,61
Rhône	859746	598113	30,43	582134	325 497	55,91	256637	44,08
Haute-Saône	166869	122219	26,75	117263	53 464	45,59	63799	54,40
Saône-et-Loire	392000	264890	32,42	252748	128 157	50,70	124591	49,29
Sarthe	366802	259536	29,24	247786	121 813	49,16	125973	50,83
Savoie	236577	162260	31,41	157413	85 503	54,31	71910	45,68
Haute-Savoie	353762	250216	29,26	243487	138 986	57,08	104501	42,91
Paris	1105076	752956	31,86	738120	461 450	62,51	276670	37,48
Seine-Maritime	804903	579159	28,04	560203	255 613	45,62	304590	54,37
Seine-et-Marne	638923	452915	29,11	441256	215 384	48,81	225872	51,18
Yvelines	784033	573159	26,89	561118	321 932	57,37	239186	42,62
Deux-Sèvres	253 269	183959	27,36	174704	92 780	53,10	81924	46.89
Somme	382372	289143	24,38	279966	114 959	41,06	165007	58,93
Tarn	253509	189039	25,43	179131	87 286	48,72	91845	51,27
Tarn-et-Garonne	147422	111229	24,55	106557	47 521	44,59	59036	55,40
Var	560404	390235	30,36	381613	161 893	42,42	219720	57,57
Vaucluse	309337	226725	26,70	219754	94 865	43,16	124889	56,83
Vendée	377547	282328	25,22	268612	133 499	49,69	135113	50,30
Vienne	271606	198334	26,97	189548	94 987	50,11	94561	49,88
Haute-Vienne	259854	191315	26,37	181316	87 879	48,46	93 437	51,53
Vosges	274683	196869	28,32	188289	90 466	48,04	97823	51,95
Yonne	221876	160563	27,63	155516	70 524	45,34	84992	54,65
Territoire de Belfort	85552	60614	29,14	58355	26 965	46,20	31390	53.79
Essonne	665653	481419	27,67	469519	256 450	54,61	213069	45,38
Hauts-de-Seine	786532	551617	29,86	539851	305 956	56,67	233895	43,32
Seine-Saint-Denis	668049	438695	34,33	427478	195 190	45,66	232 288	54,33
Val-de-Marne	669718	465684	30,46	454594	232 660	51,17	221934	48,82
Val-d'Oise	578082	408508	29,33	398814	205 530	51,53	193284	48,46
Total métropole	37 111 742	26 389 286	28.89	25 512 160	12 964 102	50.81	12 548 058	49.18
Guadeloupe	225 263	37 454	83,37	32 062	21 629	67,45	10 433	32,54
Guyane	34 197	6 371	81,36	5 791	3 903	67,39	1 888	32,60
Martinique	227 014	55 534	75,53	42 572	30 707	72,12	11 865	27,87
Mayotte	28246	1618	94,27	1535	1 173	76,41	362	23,58
Nouvelle-Calédonie	92619	31247	66,26	29749	14 783	49,69	14966	50,30
Polynésie française	106724	22594	78,83	21 131	14879	70,41	6252	29,58
Réunion	333625	99920	70,05	83547	62 072	74,29	21475	25,70
St-Pierre-et-Miquelon	4 197	402	90,42	335	215	64,17	120	35,82
Wallis-et-Futuna	7058	3839	45,60	3820	2 924	76,54	896	23,45
Total outre-mer	1 058 943	258 979	75,54	220 542	152 285	69,05	68 257	30,94
Total (1)	38 170 667	26 648 265	30.18	25 732 702	13 116 387	50.97	12 616 315	49.02

(1) Sauf les Français de l'étranger.

Un « oui » riche



Quelle est la France du «oui»? A l'évidence, la France riche : une bonne partie de l'Ile-de-France et la quasi-totalité de la région Rhône-Alpes. Apparemment la *France frontalière, des Pyrénées à* l'Alsace, à l'exclusion du Nord. Le Bas-Rhin, déjà classé «premier» département européen en 1972, à l'occasion du référendum sur l'élargissement de la CEE, avec 84,56 %, obtient, cette fois encore, le meilleur résultat en métropole (68,59 %). Plus sûrement, la France démocrate-chrétienne, traditionnellement attachée à la construction européenne : l'Alsace, où l'extrême droite obtenait d'excellents résultats lors des dernières élections municipales et régionales et où l'enjeu européen apparaît comme un bon antidote, et l'Ouest, en dépit du poids de l'agriculture. Cette juxtaposition de critères ne correspond pas à l'opposition simple entre France urbaine et France *rurale*.

Dans le groupe des départements où une majorité s'est déclarée en faveur du traité de Maastricht, la Lozère (54,31 %) et l'Aveyron (56,05 %) côtoient d'ailleurs le Rhône (55,91 %) et Paris (62,52 %); le Morbihan (56,67 %) et la *Haute-Loire* (53,48 %), les Yvelines (57,37 %) et les Hauts-de-Seine (56,67 %) – en dépit du combat du président du conseil général, M. Charles Pasqua; l'Ille-et-Vilaine (62,73 %) et le Jura (51,98 %), l'Essonne (54,62 %) et le Bas-Rhin.

Le facteur urbain est pourtant *incontestable. Le «oui» l'emporte* ainsi dans vingt-neuf des trente-cinq villes métropolitaines de plus de cent mille habitants. Dans ce groupe, la palme revient à Strasbourg (72,22 %), devant Rennes (69,69 %) – six parmi les sept grandes villes rétives au traité sur l'Union européenne sont concentrées dans le sud de la France, de Nice à Perpignan. La personnalité du maire importe alors peu : ainsi Tours vote en faveur de Maastricht (52,45 %), en dépit de l'hostilité au *traité européen de son maire*, M. Jean Royer.

Ce même facteur explique d'ailleurs, pour une large part, le vote *favorable de départements plus* ruraux : l'Ille-et-Vilaine, les Pyrénées-Orientales, les Hautes-Pyrénées, mais aussi le Puy-de-Dôme, *la Saône-et-Loire*, ou même la Lozère. Dans ces derniers départements, où la réforme de la politique agricole commune fait déjà sentir ses effets, la victoire du «oui» peut apparaître comme une surprise. C'est en fait le poids des villes qui fait pencher la balance en faveur de la ratification du traité européen. Ponctuellement, l'engagement des cadres politiques favorables à Maastricht a pu jouer. Ainsi en est-il dans la Haute-Loire, que dirige un centriste, *M. Jacques* Barrot, qui présente de nombreuses similitudes avec le Cantal voisin où le «non» triomphe.

La carte électorale de la droite

En fait, le Français du «oui» n'a guère changé depuis les débuts de la construction européenne. Autant les clivages politiques montrent *leurs limites lors de ce référendum*, autant l'appartenance socioprofessionnelle continue de dessiner, depuis maintenant près de quarante ans, deux groupes aux contours bien définis.

Le «oui» est bien représenté chez les jeunes et chez les inactifs, *d'une part*. On sait *d'autre part* que l'adhésion à l'Europe croît avec le niveau de revenu et le niveau de formation. Les sondages effectués avant le référendum l'avaient déjà pronostiqué. Parmi *les villes* ayant obtenu les meilleurs résultats pour Maastricht, les communes alsaciennes alternent avec les communes aisées de la région parisienne, *Neuilly-sur-Seine* (62,88 % de «oui»), Sceaux (67,11 %), Saint-Cloud (64,67 %), les beaux quartiers de la capitale, *et les communes résidentielles* de la banlieue lyonnaise. On retrouve ce même profil dans un département opposé à Maastricht comme *l'Allier, où Vichy est la seule ville* où le «oui» l'emporte.

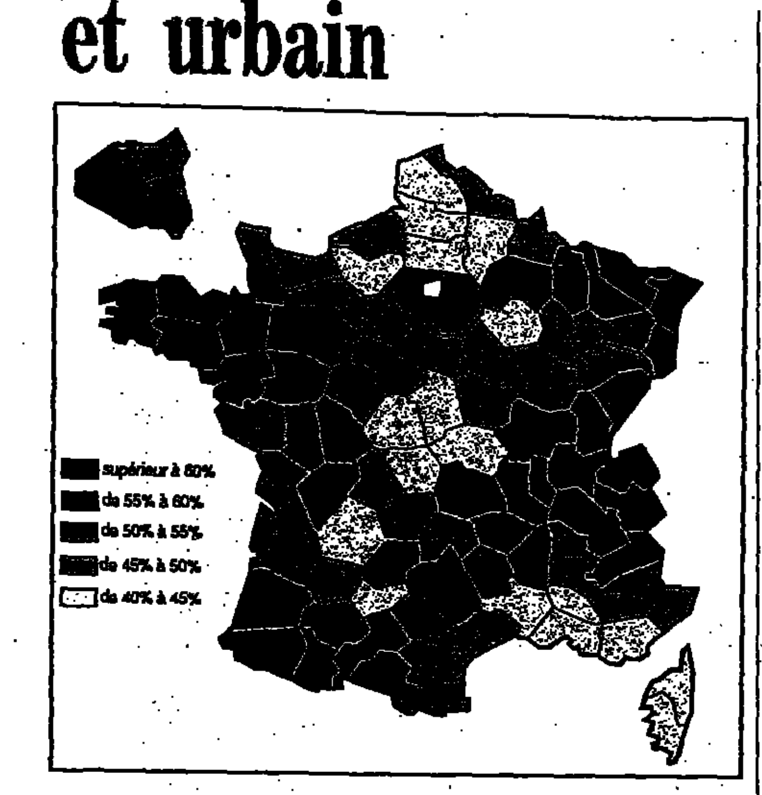
L'analyse des résultats met aussi en évidence l'attraction qu'exerce sur les cadres moyens, les cadres supérieurs et les professions libérales, la construction européenne. D'où les forts scores de villes réputées dynamiques et riches de ces catégories socioprofessionnelles, telles que Strasbourg, Paris (62,51 %), Lyon (60,28 %) et Toulouse (56,58 %). *La France du* «oui» s'accommode aussi de faibles taux de chômage : l'Ile-de-France, Rhône-Alpes et l'Alsace.

Il n'y a donc rien de surprenant si la carte politique du «oui» emprunte beaucoup, dans ses grandes lignes à celle de la droite. Bien que traditionnellement soutenus par les électeurs des villes, les socialistes ne peuvent se satisfaire d'un vote qui ne coïncide pas, loin s'en faut, avec les couches qui se portaient traditionnellement sur elle. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes de ce référendum qui voit *M. François Mitterrand* sauvé sur le fil par un électorat qui ne ressemble en rien à celui qui avait assuré son élection à la présidence *de la République* en *1981*. L'exemple de Paris est, à ce titre, particulièrement éclairant.

GILLES PARIS

L'UNION EUROPÉENNE

et urbain



LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM DANS LES RÉGIONS

(d'après nos statistiques)

	Abstention %	Oui %	Non %
ALSACE	29,63	65,58	34,41
AQUITAINE	26,98	49,26	50,73
AUVERGNE	29,65	49,36	50,63
BOURGOGNE	29,99	48,71	51,28
BRETAGNE	27,76	59,85	40,14
CENTRE	26,40	46,10	53,89
CHAMPAGNE-ARDENNE	31,33	48,62	51,37
CORSE	44,69	43,27	56,72
FRANCHE-COMTÉ	27,32	50,26	49,73
ILE-DE-FRANCE	30,83	54,44	45,55
LANGUEDOC-ROUSSILLON	28,75	46,40	53,59
LIMOUSIN	27,28	46,60	53,39
LORRAINE	31,24	54,43	45,56
MIDI-PYRÉNÉES	27,82	51,67	48,32
NORD-PAS-DE-CALAIS	27,49	44,28	55,71
BASSE-NORMANDIE	27,29	48,86	51,13
HAUTE-NORMANDIE	27,69	44,91	55,08
PAYS-DE-LA-LOIRE	27,75	53,60	46,39
PICARDIE	25,71	42,94	57,05
POITOU-CHARENTES	28,34	50,20	49,79
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	31,14	44,66	55,33
RHONE-ALPES	30,40	54,42	45,57

Sans élan

Suite de la première page

Une France du désarroi, travaillée par les militants du simplisme offrant des certitudes aux paumés de tous ordres. Une France des catégories maltraitées et des banlieues sans repères.

La France du «oui» aussi est multiple. Urbaine, insérée dans son temps, aisée – à tous les sens du mot –, plus jeune, culturellement assise. Une France qui a moins à redouter que l'autre les aventures de l'ouverture au monde environnant. Mieux armée.

Le résultat étriqué du référendum démontre qu'après plus de trente-cinq ans de construction européenne – une génération ! – tout reste à dire à une moitié des Français pour les convaincre que l'Europe est une perspective plus qu'une menace. Voilà qui illustre le grave déficit pédagogique d'une élite qui a, à l'échelon du continent, imaginé une gigantesque construction réglementaire, institutionnelle, économique, sans se soucier vraiment d'en rendre compte aux peuples.

A une Europe d'experts, il faudra bien se décider à faire succéder une Europe des citoyens.

«Mon champ, disait Goethe, *c'est le temps.»* Ce fut aussi celui des premières décennies de la construction européenne. Les bouleversements géopolitiques de la planète comme les pesantes incertitudes que font planer la crise économique des pays riches et la pression des pauvres sur leurs frontières nécessitent une accélération de cette histoire-là.

«Expliquer l'Europe»

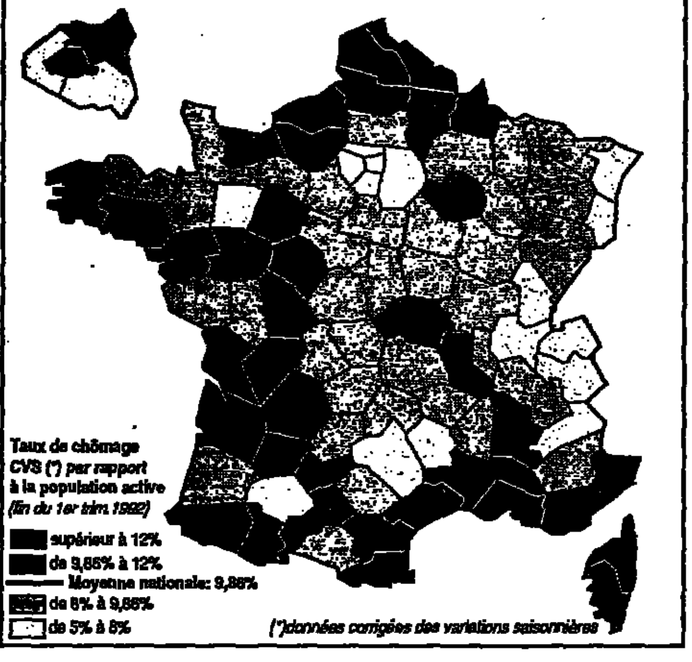
Mais, pour s'y livrer, il y faudra la force d'une conviction collective à l'intérieur de chaque nation. Le temps n'a plus guère le temps.

Désormais, a dit Mario Soares, *«il reste à expliquer l'Europe»*. John Major, en annonçant que le prochain sommet d'octobre devra se fixer pour objectif d'*«avoir le soutien des peuples»*, ne dit pas autre chose. Cette pédagogie du futur a manqué jusqu'alors.

Si la France veut conserver un rôle moteur dans l'Union qui se met en place, il faudra que ses dirigeants fassent la preuve qu'ils ont compris qu'en adhérant à Maastricht de la manière dont elle l'a fait la France réclamait un dessein plus clair et un langage plus ardent.

BRUNO FRAPPAT

Le «non» de la France rurale et ouvrière



Cinquante-trois départements métropolitains, sur quatre-vingt-seize, ont voté majoritairement contre le traité d'Union européenne. La France du «non» est celle des régions ou des villes en difficulté, dont les exemples les plus évidents sont fournis par le Nord-Pas-de-Calais et la Haute-Normandie, d'une part, par Marseille de l'autre. Parmi les treize régions métropolitaines, sur vingt-deux, où le «non» l'a emporté, la Picardie arrive en tête (avec 57,05 % de votes négatifs), suivie par la Corse (56,72 %), le Nord-Pas-de-Calais (55,71 %), Provence-Alpes-Côte-d'Azur (55,33 %) et la Haute-Normandie (54,37 %).

C'est, d'abord, la France rurale qui redoute les conséquences de la réforme de la politique agricole commune. Les producteurs de pommes de terre ou de betteraves de l'Aisne et de la Brie, les céréaliers de la Beauce, les éleveurs du Limousin, d'Auvergne et de Normandie, les producteurs de primeurs du Sud-Ouest et de Provence ont rallié autour d'eux des majorités de refus. C'est bien d'un vote rural qu'il s'agit, car on constate que souvent, dans ces mêmes départements, les villes ont, au contraire, approuvé le traité de Maastricht. Ce n'est pas le cas de toutes. Périgueux est au diapason de la Dordogne. Avignon a voté comme son département, dont les responsables syndicaux agricoles avaient manifesté leur colère contre le pouvoir à la fin du mois d'août, après s'être solidarisés, en juillet, avec les routiers, corporation importante dans le chef-lieu du Vaucluse.

M. Philippe Arnaud, secrétaire général de la coordination rurale, s'est déclaré, dimanche soir, *«très déçu»* par la victoire du «oui», mais il aurait pu observer que l'action menée depuis plus d'un an par les agriculteurs contre la politique communautaire a porté ses fruits. Les ruraux se sont solidarisés avec les paysans pour manifester leur refus d'une Europe ressentie comme une menace. En Corrèze, malgré l'engagement des parlementaires – à commencer par M. Jacques Chirac – en faveur du traité, celui-ci a été rejeté dans deux cent trente-six communes sur deux cent quatre-vingt-six, y compris Ussel, principale agglomération de la circonscription du président du RPR.

Les villes qui subissent un déclin ont aussi choisi le «non». Leur carte se confond en partie avec celle de la France rurale. Carcassonne, Narbonne et Castelnaudary, dans l'Aude, Béziers, dans l'Hérault, souffrent de n'avoir pas trouvé les voies d'un développement capable de remplacer l'activité qu'elles devaient à la viticulture. Loin de se réjouir de l'expansion de Montpellier, elles envient la prospérité de la capitale régionale.

La France de la crise

Ce phénomène n'affecte pas seulement les villes dont la vie est liée, directement ou indirectement, à l'agriculture. D'autres délaissées des choix d'aménagement du territoire figurent parmi les cités où le «non» est le plus fort, telle Arles (Bouches-du-Rhône), qui, comme ses voisines Avignon et Nîmes, a voté contre Maastricht, de même que Sète, dans l'Hérault, Amiens et Abbeville, dans la Somme, Beauvais, dans l'Oise.

Marseille vient naturellement en tête de ces villes que les mutations économiques ont appauvries et qui ont émis, sur le traité d'Union européenne, un vote de protestation contre le pouvoir autant que contre l'Europe. Deuxième ville de France, elle apparaît comme la capitale de la France de la crise, que dessine le vote de dimanche. Le Pas-de-Calais, avec 58,15 % de «non», vient, aussitôt après la Somme (58,93 %), en tête de ces départements où les dégâts des restructurations industrielles des dix dernières années se mesurent au niveau de chômage, très supérieur à la moyenne nationale. Alors que celle-ci est de 9,86 % (en données corrigées), il dépasse 12 % dans quatorze départements, dont un seul, la Loire-Atlantique, a voté majoritairement «oui». La carte du chômage et celle du vote «non» se recoupent largement.

Parmi les villes qui ont le plus massivement rejeté Maastricht, celles qui ont été frappées, au cours des dernières années, par des fermetures d'entreprises figurent en bonne place. C'est le cas de La Seyne-sur-Mer, dans le Var, et de La Ciotat, dans les Bouches-du-Rhône, victimes de l'effondrement de la construction navale, de Valenciennes ou de Denain, dans le Nord, qui ont subi la crise de la sidérurgie. Cependant, la partie de la Lorraine également concernée par cette crise a, elle, voté «oui», mais il est vrai que le chômage y est inférieur au taux national, grâce à une politique de reconversion réussie et grâce, aussi, à la mobilité dont ont fait preuve beaucoup de jeunes de cette région.

Illustration de la «société duale», le vote de dimanche met en évidence les contours d'une France des laissés-pour-compte, titulaires du RMI ou candidats à l'être, chômeurs ne pouvant prétendre qu'à des emplois peu qualifiés. Des villes comme Calais et Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, Amiens, dans la Somme, Saint-Quentin, dans l'Aisne, Le Havre, en Seine-Maritime, Cherbourg, dans la Manche, Montluçon, dans l'Allier, où le «non» est majoritaire, sont de celles où toute une partie de la population connaît ou côtoie la pauvreté, voire la misère.

La France des banlieues

Même dans les régions qui ont donné un net avantage au «oui», le vote des banlieues est allé souvent en sens inverse. Mantes-la-Jolie, qui est devenue l'exemple-type des villes où se concentrent les problèmes de chômage et de délinquance parmi les jeunes, souvent issus de l'immigration, se distingue par son vote négatif dans un département d'Ile-de-France, les Yvelines, où le «oui» dépasse 57 %. La Seine-Saint-Denis tout entière a voté «non» (à 54,33 %), de même qu'Argenteuil et Goussainville, dans le Val-d'Oise, Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, Creil, dans l'Oise, Saint-Etienne-du-Rouvray, en Seine-Maritime, Vénissieux ou Saint-Fons, dans le Rhône.

La France de la crise et celle des banlieues correspondent à la géographie de la classe ouvrière, qui s'est majoritairement prononcée contre Maastricht. Les départements déjà cités le montrent, mais il est significatif que dans certains de ceux où le «oui» l'emporte, les villes à population ouvrière se distinguent par le choix contraire. C'est le cas, dans la Loire, à Firminy, à Rive-de-Gier ou à La Ricamarie; dans la Saône-et-Loire, à Montceau-les-Mines; dans le Puy-de-Dôme, à Thiers.

La plupart des départements qui ont voté «non» dimanche faisaient partie de ceux qui, le 10 mai 1981, avaient apporté leurs suffrages à M. François Mitterrand. Le 24 avril 1988 encore, au premier tour de l'élection présidentielle, ils se situaient parmi ceux qui avaient donné une majorité de voix aux candidats de la gauche, de l'extrême gauche ou des écologistes, avant de soutenir M. Mitterrand au second tour, le 8 mai. La comparaison avec 1981 est particulièrement frappante : les départements en tête du «non» sont ceux qui avaient voté le plus massivement pour le candidat de la gauche face à M. Valéry Giscard d'Estaing. Ce sont, par ordre décroissant des voix recueillies par M. Mitterrand, la Seine-Saint-Denis, l'Aude, le Pas-de-Calais, la Dordogne, la Corrèze, la Somme, la Nièvre, la Haute-Vienne, l'Aisne, la Creuse, le Gard, l'Allier, les Bouches-du-Rhône...

On retrouve ces mêmes départements parmi ceux qui avaient réélu M. Mitterrand avec le plus d'entrain en 1988. Le «non» est majoritaire dans cinquante et un des soixante-dix-huit départements métropolitains qui avaient voté, il y a quatre ans, pour le président de la République. Le Parti communiste a su anticiper et amplifier ce phénomène, qui apparaît nettement dans des départements (la Seine-Saint-Denis) ou des villes (Ivry-sur-Seine, Nanterre, Le Havre, Saint-Quentin, Aubagne...) qu'il contrôle, voire dans des villes qu'il avait perdues en 1989, comme Saint-Dizier, Villeneuve-Saint-Georges ou Amiens. En revanche, sur le pourtour méditerranéen et en Corse, c'est un «non» de droite, voire d'extrême droite qui s'affirme nettement.

Les élections régionales de mars dernier avaient révélé le délitement de ce que M. Mitterrand appelait autrefois le «peuple de gauche» et l'isolement du Parti socialiste, le Front national prenant pied sur le terrain perdu par la gauche. Ce n'est pas à ses partisans d'il y a onze ans, ni même à ceux d'il y a quatre ans, que M. Mitterrand doit d'avoir obtenu le «oui» qu'il demandait aux Français.

PATRICK JARREAU

Les sept précédents référendums

28 septembre 1958 (approbation de la Constitution de la V[e] République) :
I., 45 840 642; V., 36 893 979; A., 19,51 %; E., 36 486 251; OUI, 31 066 502 (85,14 %); NON, 5 419 749 (14,85 %).

8 janvier 1961 (approbation de la politique d'autodétermination en Algérie) :
I., 32 520 233; V., 23 986 913; A., 26,24 %; E., 23 265 444; OUI, 17 447 669 (74,99 %); NON, 5 817 775 (25 %).

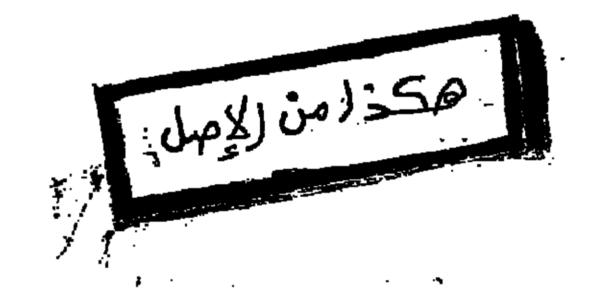
8 avril 1962 (approbation des accords d'Evian sur l'indépendance de l'Algérie) :
I., 27 582 072; V., 20 779 303; A., 24,66 %; E., 19 675 497; OUI, 17 866 423 (90,80 %); NON, 1 809 074 (9,19 %).

28 octobre 1962 (élection du président de la République au suffrage universel) :
I., 28 185 478; V., 21 694 563; A., 23,02 %; E., 21 125 054; OUI, 13 150 516 (62,25 %); NON, 7 974 538 (37,74 %).

27 avril 1969 (régionalisation et réforme du Sénat) :
I., 29 392 390; V., 23 552 611; A., 19,86 %; E., 22 908 855; NON, 12 007 102 (52,41 %); OUI, 10 901 753 (47,58 %).

23 avril 1972 (élargissement de la Communauté économique européenne à la Grande-Bretagne, à l'Irlande, au Danemark et à la Norvège) :
I., 29 820 464; V., 17 964 607; A., 39,75 %; E., 15 878 488; OUI, 10 847 554 (68,31 %); NON, 5 030 934 (31,68 %).

6 novembre 1988 (statut de la Nouvelle-Calédonie) :
I., 38 025 823; V., 14 028 705; A., 63,10 %; E., 12 371 046; OUI, 9 896 498 (79,99 %); NON, 2 474 548 (20 %).



La voiture de demain est une Audi.

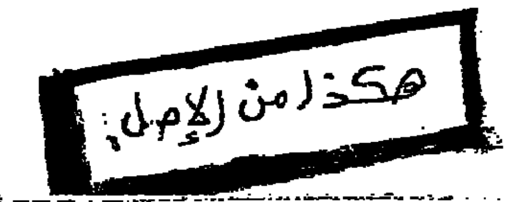
Les ingénieurs Audi ont fabriqué un monstre. Le plus beau, le plus rapide des monstres : l'Avus. Moteur 12 cylindres en W, 509 ch, 340 km/h sur circuit, de 0 à 100 en 3 s.

Prototype

Mais, au-delà des performances, aussi impressionnantes soient-elles, le véritable enjeu était de rendre le monstre maîtrisable. En l'équipant de toute la technologie Audi en matière de

Le hasard n'a pas de place




هكذا من الإعلان


Audi



Avec 30,31 % d'abstention

La participation a été supérieure de dix points à celle de 1972

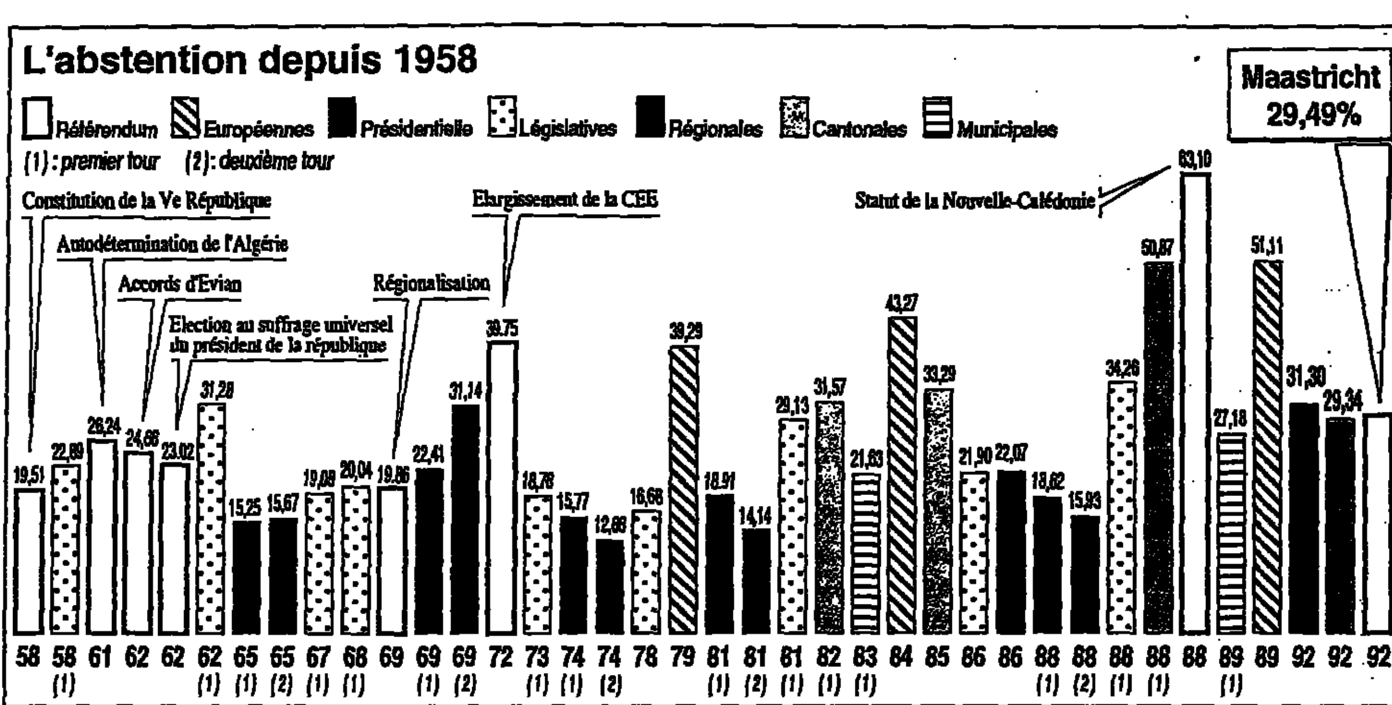
Avec 30,31 % de *non-votants* selon la dernière totalisation du *ministère de l'intérieur*), le référendum sur Maastricht se situe *loin des «pics» abstentionnistes* des élections européennes de 1989 (*51,11 %*) et du *référendum* organisé en 1988 sur les accords de Matignon à *propos* de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (63,10 %).

Dans le premier cas, il s'agissait *plutôt* d'une confirmation, les élections au Parlement européen ayant toujours été marquées par des taux d'abstention élevés : *39,29 % en 1979, puis 43,27 %* en 1984. Dans le second, la faible participation *n'avait pas été non* plus une surprise puisqu'il s'agissait *d'un vote dépourvu* d'un véritable enjeu national, pour lequel le RPR avait d'ailleurs recommandé la non-participation *à ses électeurs.*

Le référendum sur le traité de Maastricht *paraissait conjuguer* ces deux handicaps : l'Europe, *traditionnellement peu attractive*, et l'absence d'enjeu national, puisque le *président de la République* avait annoncé bien avant *le résultat qu'il n'entendait pas* lier son destin politique au sort des urnes. *Le référendum comparable* organisé par Georges Pom*pidou en 1972 sur l'élargissement* de la Communauté économique *européenne* à la *Grande-Bretagne*, l'Irlande, au Danemark et *à la Norvège – où les socialistes* avaient appelé à l'abstention – *n'avait pas été une réussite puisque* près de 40 % des électeurs (39,75 %) avaient refusé d'y prendre part. Il n'en a pas été de même avec Maastricht.

Le faible intérêt de l'opinion *enregistré* au mois de juin n'a cessé de se corriger au cours de *l'été. Le débat véritable qui s'est* instauré, aiguillonné par les scores serrés délivrés par les instituts de sondage, explique la fai*blesse relative de l'abstention. Le* taux de participation de ce réfé*rendum s'ajoute aux bons résul*tats des dernières élections régio*nales et cantonales. S'il est* évidemment plus bas que pour *une présidentielle, élection reine* de la Vᵉ République, il peut être *mis en parallèle avec les résultats* recueillis ordinairement aux élec*tions municipales, élections de* proximité s'il en est, qui mobilisent toujours les électeurs. En matière d'abstention, le référen*dum de 1992 se situe* donc entre celui de 1972 et les référendums gaullistes des *années 60, qui* avaient, eux, un caractère plébiscitaire, la participation la moins forte (73,76 %) ayant eu lieu en 1961 à propos de l'autodétermination en Algérie. La pratique référendaire paraissait presque vouée aux oubliettes de la Vᵉ République depuis le départ du général de Gaulle, après le référendum de 1969 sur la décen*tralisation et le Sénat (19,86 %* d'abstention). Le vote sur Maastricht la remet en selle de belle manière.

G. P.



Les réactions à l'Elysée et à Matignon

M. Mitterrand : «Le vote de ce jour engage toute la France»

Le président de la République est intervenu, dimanche peu après 22 heures, à la télévision depuis le palais de l'Elysée. Voici le texte intégral de sa déclaration :

«Mes chers compatriotes, nous venons de vivre en ce dimanche 20 septembre l'un des jours les plus importants de l'histoire de notre pays. Car la France non seulement assure son avenir, renforce sa sécurité et consolide la paix dans une région du monde si cruellement déchirée par la guerre, *mais elle démontre aussi, et surtout*, qu'elle est encore et toujours capable d'inspirer l'Europe, en mesure désormais d'égaler les plus grandes puissances de la terre.

» *A l'heure où je m'exprime, en effet*, il paraît certain qu'une majorité d'entre vous a approuvé le traité d'Union européenne adopté à *Maastricht que je vous ai soumis* et qu'ont soutenu des femmes et des hommes dont la fermeté de conviction et le courage intellectuel l'ont emporté sur d'autres considérations partisanes.

» Je veux en votre nom les remercier et c'est à vous, Français, à vous qui avez voté «oui» à la France, «oui» à l'Europe, «oui» à l'espoir, que va d'abord ma gratitude. J'ai dit au début de la campagne *électorale qu'il n'y aurait* à l'issue de ce scrutin ni vainqueurs ni vaincus. *Le vote de ce jour* engage toute la France, mais je *respecte les sentiments des libres* citoyens qui, en votant «non», ont *voulu sauvegarder des valeurs* dans lesquelles ils croient.

» Imaginez maintenant la joie des pays de la Communauté, des amis les plus proches, qui attendaient de nous les signes dont ils avaient besoin. Imaginez la joie des autres pays européens, qui, presque tous, aspirent à nous rejoindre, surtout ceux qui ont été si longtemps privés de liberté.

» *Je suis heureux, mes chers* compatriotes, que vous ayez *choisi la jeunesse, le renouveau, la* sauvegarde du présent, qui exige de *vous* tant *d'efforts*, et les chances, toutes les chances des lendemains.

» Vive la République ! Vive la France !»

M. Bérégovoy : «Le gouvernement sera plus qu'hier à l'écoute du pays»

M. Bérégovoy a fait, dimanche soir, la déclaration suivante :

«*Le président de la République* s'est adressé à chacune et à chacun d'entre vous. Après un *débat qui* a honoré notre démocratie, le peuple *français a approuvé le traité* d'Union européenne qu'il leur avait soumis. *Le succès du «oui» n'est* pas le succès d'un camp contre un autre. *C'est le choix du bon sens et* de la jeunesse. C'est un succès pour l'Europe, une *victoire pour* la France.

» En cet instant, je souhaite rendre un double hommage. D'abord à François Mitterrand, auquel je dis la reconnaissance du pays pour avoir permis à la France de franchir une nouvelle étape dans la voie de la construction européenne. Ensuite, à tous ceux qui, au cours de ces dernières semaines, se sont engagés résolument en faveur de la ratification, fidèles à la mémoire des femmes et des hommes qui ont lutté depuis quarante-cinq ans pour réconcilier les peuples européens. Désormais, nous pouvons ouvrir à nos enfants une ère de paix et de progrès.

» Le scrutin a été serré. Des questions ont été posées, des inquiétudes exprimées par les agriculteurs, par les ouvriers, par les Français les plus exposés aux duretés de l'existence. A tous, sans exception, je dis que le gouvernement les a entendus, que tout sera entrepris pour parfaire l'édification d'une communauté européenne plus démocratique et plus sociale. La France a besoin, nous le savons tous, d'une agriculture moderne, d'une monnaie solide et de rapports sociaux plus équilibrés. *Cela ne peut s'accomplir qu'a*vec votre concours, qu'avec le concours de *tous* les Français. *Le* gouvernement y travaillera sans relâche. *Il sera plus qu'hier à* l'écoute du pays.»

Pièges d'une victoire

Suite de la première page

Hormis ce dérapage, les réactions des principaux responsables *politiques* du pays *permettent* de prendre l'exacte mesure de ce *scrutin, qui fut, au vrai sens du* terme, historique : il conditionne *le sort de dix autres pays et* couronne les efforts d'une diplomatie *française couvrant* deux Républiques et assumés par quatre présidents.

Miracle !

Dans un pays qui compte trois millions de chômeurs, et est dirigé par un pouvoir discrédité, c'est pourtant miracle, a dit en substance M. Giscard d'Estaing, que le «oui» l'ait emporté. L'ancien président a eu parfaitement raison de faire valoir que la formation qu'il dirige, l'UDF, a *«sauvé»* le résultat. M. Mitterrand ne s'est d'ailleurs pas fait faute de louer *«la fermeté de conviction et le courage intellectuel»* de ceux qui, dans l'opposition, ont en effet permis que le «oui» l'emporte. Dans le *partage des responsabilités, la* palme revient à la famille libérale *et centriste, dont l'électorat s'est* prononcé à plus de 60 % en faveur de l'Union européenne, tandis *que* le RPR a peu suivi son chef de file (34 %).

M. Jacques Toubon, lui, a élargi *la réflexion, en évoquant un «formidable défi»* lancé à tous les hommes politiques. Tous doivent en effet s'interroger sur la coupure que ce scrutin a concrétisée. Coupure sociologique : les Français qui attendaient des socialistes que leur sort soit amélioré par leur gestion ont voté «non» ; ceux qui se sont enrichis ont voté «oui» ; la France des ouvriers et des employés, celle que François Mitterrand avait attirée à lui en 1981, *a voté «non»* ; la France des cadres, des instruits, des élites, a *voté «oui». Coupure géographique* : les centres-villes d'un côté, les paysans de l'autre ; des régions de vieille implantation socialiste du *côté* du refus et du repli (Languedoc-Roussillon et surtout Nord-Pas-de-Calais), des régions «de droite» du côté de l'ouverture et du risque (Rhône-Alpes, et surtout Ile-de-France) ; des zones qui ont plus que d'autres payé le prix du sang en faveur de l'ancrage européen, au point de le plébisciter (l'Alsace et la Lorraine), d'autres, qui ont sans doute la mémoire plus courte, franchement hostiles.

M. Pierre *Bérégovoy n'a pas été* moins pertinent que M. Toubon en insistant sur la nécessité, pour le gouvernement, d'être *«plus qu'hier à l'écoute du pays»*. La leçon vaut d'ailleurs pour tout le monde, opposition comprise. Personne ne peut douter de la bonne foi et de la bonne volonté du premier ministre. Mais lui-même est désormais en droit de s'interroger sur la possibilité qu'il aura de passer aux actes. Car c'est l'opposition qui, malgré ses divisions, sort renforcée de ce scrutin : dominante dans le «non», elle a été déterminante pour le «oui». Sans doute serait-il exagéré d'affirmer qu'un pouvoir qui sollicite l'électorat, et *qui obtient de lui* une approbation, se trouve affaibli par celle-ci. *Chacun voit bien pourtant* que le président comme le gouvernement *ne peuvent* dégager, dans l'immédiat, aucune marge de manœuvre supplémentaire.

Quelques jours de stabilité

L'oxygène dont ils ont un urgent *besoin ne pouvait venir que de la* mise sur pied, ne fût-ce qu'à l'état d'ébauche, d'une majorité européenne qui, à partir de la fracture qui était apparue au sein de la droite, aurait pu prolonger un «effet Maastricht». Las ! il ne s'est pas produit. Car l'étroitesse du succès, et la maladresse de M. Fabius (lequel a cru bon de proclamer la victoire du président en *liant* celle-ci à une recomposition politique), ont conduit *diverses personnalités de la droite* modérée à écarter brutalement, dès dimanche *soir, une telle perspective*. Il ne s'est plus trouvé que Brice Lalonde pour mettre en avant, avec l'approbation de Michel Noir, l'idée d'une majorité *«libérale, sociale et écologique»*. Mais tous les autres avaient les yeux rivés sur les résultats des sondages effectués à la sortie des urnes et portant sur les intentions de vote au prochain scrutin législatif : ils tracent, pour la coalition RPR-UDF, la perspective d'une victoire écrasante.

Celle-ci conduit naturellement à écarter toute idée de dissolution de l'Assemblée nationale, à l'initiative du pouvoir : il y perdrait les quelques jours de stabilité politique que le «oui» lui garantit, et décréterait lui-même l'heure de la fin de son mandat. En revanche, tout laisse penser que pour tenter d'effacer les traces de la querelle qui l'a divisée l'opposition cherchera à se ressouder, au moins aux yeux de l'opinion, à la première occasion venue. De ce point de vue, rien de tel qu'une bonne motion de censure ! En choisissant, par exemple, de déposer celle-ci à l'issue de l'examen de la partie «recettes» du projet de budget, l'appoint des députés communistes sera aisé à obtenir, la direction du PCF n'étant jamais en retard d'une «complicité objective» avec la droite. Il y a donc fort à parier que MM. Chirac et Balladur d'un côté, Pasqua et Séguin de l'autre, trouveront provisoirement un terrain d'entente sur le dos du gouvernement, et tenteront, par le biais de la censure, de parvenir à une dissolution de l'Assemblée nationale.

Une élection présidentielle anticipée ?

Dans ces conditions, le pouvoir devra *peut-être se résoudre* à envisager une élection présidentielle anticipée. M. Mitterrand a gagné le référendum, mais il reste cerné. Et il ne peut vraisemblablement briser cet encerclement qu'en tentant, à terme, une sortie par le haut. Une telle hypothèse est sans doute peu conforme à son tempérament de guerrier patient et obstiné ; mais elle serait sans doute, pour lui et pour les siens, le meilleur cas de figure possible. Que les socialistes soient contraints maintenant d'affronter des élections *législatives*, ou que celles-ci viennent à leur heure, peu importe : le *naufrage politique est au bout de* la route. Que le calendrier soit *bouleversé et que l'élection prési*dentielle soit avancée, et la gauche socialiste retrouve une chance sinon de se perpétuer, du moins de se rétablir. Car autant la perspective législative paraît fermée, autant l'échéance présidentielle rouvre le jeu.

Naturellement, il est possible d'objecter à ces considérations d'opportunité *que le président est* parfaitement à même d'affronter une nouvelle cohabitation, et d'attendre que la droite s'affaiblisse. Mais au train où vont les choses il risque fort d'être privé de l'assise parlementaire qui lui permettrait de tenir dans de bonnes conditions. En outre, lui-même et son gouvernement sont à court de projet : l'ancrage européen avait été annoncé comme étant le grand dessein du second septennat. Or le voilà accompli. D'une certaine façon, la messe est dite. Le grand œuvre est achevé, la mission accomplie. Comment ne pas penser, *dans ces conditions*, à un mandat abrégé, qui permettrait à M. Mitterrand de prendre le pays à témoin du chemin parcouru, et qui conduirait l'Histoire à en prendre acte ?

JEAN-MARIE COLOMBANI

POINT DE VUE

Et maintenant ?

par Jean-Louis Bianco

APRÈS avoir retenu son souffle, l'Europe tout entière pousse un «ouf» de soulagement. La France, encore un peu ivre d'Europe et de référendum, retourne à sa vie quotidienne. Et *la médiocrité* politicienne, un instant troublée, se réinstalle comme si rien ne s'était passé.

Et pourtant ! Comment ne pas voir que ces vingt jours de septembre qui ont ébranlé l'Europe ont aussi redonné à la politique sa noblesse et à la France un projet. Ce projet s'appelle démocratie directe et Europe vivante.

Démocratie directe : je sais que l'expression fait peur en France, où *l'on se souvient*, avec *raison*, du danger de plébiscite, où l'on souligne, à juste titre, qu'il *nous* faut un Parlement plus fort, des syndicats plus forts, brefs des structures de représentation solides entre le citoyen et l'Etat.

Mais n'oublions pas l'article 6 *de la Déclaration des droits de* l'homme de 1789 : *«La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation.» Des citoyens majeurs, informés*, ont bien le droit en effet de *décider directement de leur avenir.* Le référendum ne s'use *que* si l'on *ne s'en sert pas* ou si *l'on s'en* sert mal. Il n'est pas la réponse à tout. *Il n'est pas toujours opportun*, mais il fait partie, indiscutablement, de la *démocratie moderne.*

Comment retrouver ce goût passionné du débat *qui* a emporté la France pendant quelques semaines *où tant de citoyens se sont faits à* la fois étudiants et précepteurs ? *Je propose quatre idées pour une* démocratie vivante :

1. Un référendum pour décider demain de l'élargissement de l'Europe, si possible dans tous les pays de la Communauté et pas seulement en France.

2. Un grand débat national autour du plan de la nation, sur quelques sujets majeurs (aménagement du territoire, défense...), en utilisant toute la gamme des moyens de communication et d'expression : assises locales, consultations par Minitel, forums dans la presse régionale et nationale, émissions de télévision proposant des scénarios alternatifs et, au bout du processus, débat au Parlement.

«Redonner le pouvoir aux citoyens»

3. L'apprentissage, à l'initiative des municipalités ou sur pétitions d'un nombre important de citoyens, du référendum local consultatif ou délibératif. Tant que nous n'en aurons pas fait l'expérience pendant un temps assez long, nous ne saurons pas si cela peut «marcher» ou pas, si les risques de déviation ou de détournement l'emportent sur l'avantage évident de «redonner le pouvoir aux citoyens». Quelques exemples : le choix entre plusieurs hypothèses d'accroissement d'impôts assorties de programmes d'équipement, les grandes options d'urbanisme, les grands choix en matière de circulation et de transport.

4. La médiation. Les Français en ont plus qu'assez de ne pas se voir reconnaître leurs droits, de se heurter à des murs dans l'administration et les services publics. Bien sûr, il faut d'abord que le gouvernement fasse respecter la loi et que l'administration respecte les citoyens. Vaste programme !

En attendant, des médiateurs locaux, dans chaque administration et dans chaque service public, devraient intervenir vite et efficacement pour régler les innombrables litiges qui minent quotidiennement la confiance des Français dans leur Etat.

Europe vivante : la construction de l'Europe est aujourd'hui l'un des seuls projets capables de mobiliser la jeunesse et de donner un souffle, un sens, une perspective à l'action politique.

Cette Europe sera ce *que nous* la ferons, nous les peuples, plus sociale ou plus libérale, plus organisée ou plus libre-échangiste. Mais elle *ne deviendra* proche, tangible, que si chacun, à sa manière et selon ses *moyens, peut devenir* un ouvrier de l'Europe :

– L'Europe *des jumelages : pas* seulement les villes, mais aussi les *écoles, les hôpitaux, les entreprises* ;

– L'Europe des *comités d'entreprise* ;

– L'Europe des apprentis et des étudiants : augmentons vite et fortement, avec la participation des régions, les programmes Erasmus et Petra, pour que la possibilité soit donnée à des dizaines de milliers de jeunes d'avoir un temps de formation dans au moins un autre pays d'Europe ;

– L'Europe du sport : championnats d'Europe, équipes d'Europe ;

– L'Europe industrielle, avec de nouveaux projets mobilisateurs, comme l'ont *été* Ariane et Airbus : pourquoi, par exemple, ne pas fabriquer ensemble le super-TGV européen de demain ? ;

– L'Europe démocratique, en jumelant débats d'orientation dans les Parlements nationaux et au Parlement européen.

Toutes ces idées sont discutables et perfectibles, mais j'ai une certitude : c'est *dans cette direction* qu'il faut exercer le renouvellement de notre vie *politique.*

▶ Jean-Louis Bianco est minis*tre de l'équipement, du logement et des transports.*

L'UNION EUROPÉENNE

Les réactions

Parmi les partisans du « oui »...

□ **M. Giscard d'Estaing (UDF) : « Un changement politique nécessaire ».** – M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF : *« Le rôle de notre famille politique a été important. (...) La majorité des électrices et des électeurs de l'UDF ont voté « oui », ils ont sans doute fait une grande partie de la différence. (...) Il y a une autre échéance au mois de mars prochain : c'est le changement de la politique de la France, et ce changement est d'autant plus nécessaire que les Français disent « oui » à l'Europe parce qu'il faudra qu'ils se mettent en situation de tirer avantage de l'union de l'Europe. (...) Chez celles et ceux qui ont voté « non », il y a des choses que nous devrons écouter et auxquelles il faudra apporter des réponses après mars prochain. »*

□ **M. Barre (divers droite) : « La voie de l'avenir ».** – M. Raymond Barre, député (app. UDC) du Rhône, ancien premier ministre : *« Malgré les vicissitudes et les secousses de la conjoncture, la France a choisi la voie de l'avenir. (...) Les Françaises et les Français de toutes tendances ont refusé les équivoques partisanes pour ne considérer que l'intérêt national. (...) Nous avons une double tâche : montrer que les craintes et les inquiétudes des partisans du « non » étaient vaines, (...) conserver notre cohésion pour que soit mise en œuvre et soutenue une action de réforme et de rénovation dont dépendra la place de la France dans l'Union européenne. »*

□ **M. Longuet (UDF-PR) : « Besoin de clarification ».** – M. Gérard Longuet, député (UDF-PR) de la Meuse, président du Parti républicain : *« Il est urgent que l'opposition s'affiche comme capable de prendre la relève. (...) Il y a un besoin de clarification. Il s'est dit pendant cette campagne des choses très contradictoires, et les électeurs de droite ont le droit de savoir (...) quelles sont nos lignes de force et quelle est notre cohérence. (...) Nous devons balayer devant notre porte. S'il n'y a pas de cohérence, il n'y a pas de résultat. »*

□ **M. Madelin (UDF-PR) : « Une France malheureuse ».** – M. Alain Madelin, député (UDF) d'Ille-et-Vilaine, vice-président du Parti républicain : *« Dans les « non » qui sont importants ce soir, c'est une France malheureuse, une France qui souffre de la politique agricole commune (...) et de la politique socialiste. Quand viendra l'heure de l'alternance, ces « non » seront de notre côté. »*

□ **M. Méhaignerie (CDS) : « Appel au secours ».** – M. Pierre Méhaignerie, président du CDS : *« La France est doublement malade : la France des ouvriers (...) et la France du monde rural. (...) Ces électeurs n'ont pas voté contre l'Europe, ils ont appelé au secours. »*

□ **Mme Veil (div. droite) : « Historique ».** – Mme Simone Veil, député européen, ancien président du Parlement européen : *« Je crois que c'est d'une importance historique. Cela permet à l'Europe et à la France de continuer. »*

□ **M. Juppé (RPR) : « Pas de triomphalisme ».** – M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : *« Il ne faut pas faire de triomphalisme et tenir compte du fait qu'un électeur sur deux pratiquement a voté « non ». La Communauté européenne ne pourra plus fonctionner demain comme hier ».* A propos des divisions au sein du RPR, M. Juppé a ajouté : *« Ce n'est pas une guerre de religion. (...) La meilleure manière de nous assurer que nous sommes tous décidés à continuer ensemble, c'est de le demander à nos militants. (...) Nous allons poser la question de confiance. (...) Je suis sûr que le Rassemblement pour la République refera très rapidement son unité et que l'opposition se retrouvera également unie. »*

□ **Le Mouvement européen : « Coup d'arrêt aux nationalismes ».** – Le Mouvement européen, présidé en France par M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne : *« La France (...) peut être fière d'avoir donné aux nationalismes qui déferlent sur notre continent depuis l'effondrement de l'empire soviétique le coup d'arrêt qu'il était urgent de leur apporter pour sauvegarder la paix, la prospérité et l'indépendance du continent. (...) L'Europe doit cesser d'être construite par des techniciens et par des diplomates, derrière des portes closes. »*

□ **M. Quilès (PS) : « Rejet de la démagogie ».** – M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : *« Les Français viennent de montrer leur attachement à la démocratie et aux institutions de la République. Ils ont prouvé en plus qu'ils savaient rejeter la démagogie des extrêmes en refusant de suivre ceux qui agitaient les peurs et les fantasmes. La victoire du « oui » est la preuve que le président de la République a eu raison de consulter directement les Français. Ce référendum a permis, grâce au débat public, d'enrichir la vie démocratique dans notre pays. Il a suscité une prise de conscience collective autour d'un grand projet. Son résultat a démontré que notre peuple a confiance en lui-même. »*

□ **Mme Guigou : « Faire une Europe meilleure ».** – Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes : *« Il faut comprendre le message des gens qui ont voté « non ». (...) Les inquiétudes et les craintes qui ont été exprimées ne doivent pas être négligées. Il faut faire une Europe meilleure, moins bureaucratique (...), dépasser le débat politicien ordinaire pour travailler sur un grand projet. »*

□ **M. Rocard (PS) : « Un peu déçu ».** – M. Michel Rocard, ancien premier ministre, s'est déclaré *« un peu déçu ». « J'aurais espéré une victoire plus large, témoignant d'un élan plus enthousiaste,* a-t-il dit. *L'étroitesse de la marge de manœuvre nous donne la mesure du travail qu'il faut reprendre pour soulager les difficultés des Français qui ont dit « non ».*

□ **M. Delors (PS) : « Un progrès décisif ».** – M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes : *« C'est un progrès décisif de la Communauté européenne. Les Françaises et les Français ont dit « oui » avec une faible marge. Qu'ils en soient remerciés pour la France, pour l'Europe, pour l'Histoire. »* A propos de ceux qui ont exprimé à travers un vote négatif *« leur angoisse »*, M. Delors a déclaré : *« Notre devoir est d'en tenir compte, tant au niveau national qu'au niveau européen. Nous n'y parviendrons qu'en approfondissant nos pratiques démocratiques. »*

□ **M. Lang (PS) : « Bleu-blanc-rouge ».** – M. Jack Lan, ministre de l'éducation et de la culture : *« Le rôle du président de la République a été déterminant puisque c'est lui qui a voulu que le peuple français soit consulté. Ce pari audacieux, qui n'était pas sans risque, a été ce soir gagné. (...) Les bulletins des Français sont bleu-blanc-rouge, pour une France qui va de l'avant. »*

□ **M. Fabius (PS) : « Un succès pour le président ».** – M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS : *« Le résultat est un succès pour notre démocratie et pour le président qui, en décidant le référendum, en a pris l'initiative. (...) L'Europe a gagné ce soir. (...) Non sans difficultés mais par étapes, la France va participer à la construction de l'Union européenne d'une façon déterminante. (...) Ce débat a exprimé aussi des inquiétudes, et il est clair qu'il faudra y répondre concrètement dans nos choix. »*

□ **M. Emmanuelli (PS) : « Les limites de l'économisme ».** – M. Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, président de l'Assemblée nationale : *« Force est de constater que le résultat est acquis de justesse et qu'un Français sur trois est resté indifférent à son propre destin. (...) Economisme et monétarisme ont leurs limites et la cohésion sociale doit redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : le premier objectif. »*

□ **M. Hory (MRG) : « Des clivages politiques nouveaux ».** – M. Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche : *« La campagne a fait apparaître des clivages politiques nouveaux. Une partie des votes négatifs expriment des inquiétudes légitimes qu'il appartient aux responsables nationaux et aux instances communautaires d'apaiser. »*

□ **M. Kouchner (maj. prés.) : « Le vent du boulet ».** – M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire : *« Les partisans du « oui » ont entendu le vent du boulet. Il faut tenir compte très largement de ce qui a été dit pour agrandir et approfondir le débat. » « Les étrangers sont devenus nos frères,* a-t-il ajouté, *en tout cas les Européens. »*

□ **M. Lalonde (Génération Ecologie) : « Vraie majorité ».** – M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie : *« Je ne plastronne pas. Ce n'est quand même pas passé loin. (...) Je pense qu'il y a une majorité en France, qui est à la fois libérale, sociale et écologique. Elle a juste 51 % des voix. Ce n'est pas beaucoup, c'est la vraie majorité. »*

□ **M. Waechter (Verts) : « Ambition ».** – M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, qui s'est prononcé en faveur du « oui » : *« Le résultat ne peut que nous conforter pour mettre, dans ce cadre qu'est Maastricht, une Europe plus démocratique et une véritable ambition sociale et environnementale. »*

□ **M. Désir (Le Mouvement) : « Un sérieux avertissement ».** – M. Harlem Désir, président du Mouvement : *« On ne peut pas faire l'Europe avec la moitié des Français. C'est non seulement un très sérieux avertissement contre une certaine façon de faire l'Europe complètement technocratique, uniquement autour du marché, mais aussi contre une certaine façon de faire de la politique. »*

□ **M. Kaspar (CFDT) : « Retrousser les manches ».** – M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT : *« Le problème qui nous est posé aujourd'hui, c'est de savoir si nous sommes prêts à répondre aux inquiétudes, aux interrogations qui se sont manifestées à travers cette élection. Inquiétude démocratique et inquiétude également par rapport à l'avenir et au problème de l'emploi (...). Maintenant, il faut retrousser les manches. »*

□ **M. Périgot (CNPF) : « Avertissement au gouvernement. »** – M. François Périgot, président du CNPF : *« C'est un avertissement au gouvernement, qui a très largement sous-estimé l'inquiétude des Français dans la crise économique et sociale que nous traversons. Cette insatisfaction (...) s'est largement exprimée dans le vote d'aujourd'hui et il est important que le gouvernement fasse tout pour que nous sortions de cette situation et notamment aider les entreprises les plus faibles à passer ce cap difficile. »*

...et ceux du « non »

□ **M. Pasqua (RPR) : « Une grande espérance est née ».** – M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, animateur avec M. Philippe Séguin du Rassemblement pour le « non » : *« Un Français sur deux nous a écoutés, a voté « non » (...), a refusé le type d'organisation de l'Europe qu'on lui propose, c'est-à-dire une Europe qui ne tienne aucun compte des peuples. Une grande espérance est née ce soir. L'important maintenant, c'est que l'opposition se rassemble dans la clarté pour incarner l'alternance. Si certains sont décidés à continuer à aider le président de la République et les socialistes, qu'ils le disent et qu'ils les rejoignent. Il ne suffit pas de dire : « Nous allons nous rassembler avec l'UDF » pour être certains d'incarner l'alternance. Si on veut diriger un pays, il faut mettre un terme à la coupure qui existe en son sein. »*

□ **M. Séguin (RPR) : « Poursuivre le combat ».** – M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, maire d'Epinal, animateur du Rassemblement pour le « non » avec M. Charles Pasqua : *« Le peuple français a eu conscience que rien désormais ne pourrait plus être comme avant, ni pour la construction européenne ni pour le débat démocratique en France. Malgré les pressions exercées, les appels à la peur, une absence d'équité manifeste, le traité de Maastricht sort en charpie du débat et du scrutin, et d'autres peuples européens sont prêts à prendre la relève pour parachever le rejet d'un mode de construction européenne que les gouvernants seraient mal inspirés de s'obstiner à promouvoir. Les Français ont fait la démonstration de leur volonté de reprendre en main leur destin et d'imposer le grand retour du politique contre toutes les dérives conservatrices et technocratiques. Je suis déterminé à poursuivre jusqu'au bout le combat engagé. »*

□ **M. de Villiers (UDF) : « Un oui penaud, étriqué ».** – M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée : *« Malgré la formidable pression médiatico-politique, le « oui » apparaît penaud, étriqué, essoufflé (...), équivoque. » « Aux partisans du « non », je dis : ne désespérez pas, gardez votre conviction intime et gardez l'espérance. Maastricht, c'est le mauvais chemin pour la France, pour l'Europe, mais l'histoire nous donnera raison ».*

□ **M. Marchais (PCF) : « Il ne faut pas pavoiser ».** – M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste : *« Les dirigeants du pays, de la droite et du patronat poussent sans doute un « ouf » de soulagement, mais ils auraient tort de pavoiser. (...) Ce sont les forces vives de notre pays, les forces de progrès qui ont donné au « non » son score important. »*

□ **M. Chevènement (PS) : « Un « non » de gauche puissant ».** – M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire-de-Belfort : *« Le « non » de gauche est très puissant. (...) Il est chargé d'espoir et tourné vers l'avenir (...). Il y a beaucoup de choses à faire avec cet immense mouvement des citoyens qui s'est dessiné, malgré la mobilisation et le chantage de tout l'establishment. »*

□ **Mme Garaud (div. droite) : « Piège mortel ».** – Mme Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou : *« Les citoyens, malgré le harcèlement dont ils ont été l'objet, ont voulu exprimer leur profond attachement à la nation. (...) Nous avons, quant à nous, tenté de montrer de toutes nos forces que le traité de Maastricht était un piège mortel, et nous sommes persuadés que, lorsque tomberont les faux-semblants et les peurs, la réalité apparaîtra. »*

□ **M. Le Pen (FN) : « Médiocre oui ».** – M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : *« La France française a perdu une bataille (...), mais elle n'a pas perdu la guerre (...). La page n'est pas tournée et j'appelle tous les patriotes qui se sont battus pour empêcher la France de basculer dans le précipice de Maastricht à s'unir pour que demain soit imposée dans les différentes élections que nous allons connaître une victoire inéluctable. (...) La France ne peut pas mourir, et ce sont ceux qui ont eu confiance dans sa pérennité et dans son éternité qui veilleront à ouvrir les yeux des Français sur la réalité (...) et les manœuvres qui leur ont été imposées pour essayer de leur arracher ce médiocre « oui ».*

هكذا من الأصل

LE RÉFÉRENDUM SUR L'UNION EUROPÉENNE

Les réactions au sein du RPR

M. Chirac : Ne pas « s'abandonner à des querelles secondaires »

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré dimanche soir :

« Il nous faut maintenant préparer l'avenir. L'Europe que nous allons continuer à construire devra être plus démocratique, plus proche des réalités quotidiennes, plus judicieuse quant à l'organisation de sa défense, plus solidaire avec les nouvelles démocraties de l'Est. Nous devons ensuite, c'est essentiel, préparer l'alternance si nécessaire après tant d'années de socialisme. Rien ne sera possible si la France ne s'engage pas dans une ambitieuse politique de réformes.

» Notre pays est dans une situation très préoccupante. Le chômage, l'insécurité, la stagnation économique, le malaise des banlieues, la crise du monde rural inquiètent à juste titre les Français. Nous devons les convaincre qu'une autre politique est possible, et seule l'opposition peut la concevoir et la conduire. Pour cela, elle doit d'abord restaurer son unité. Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à des querelles secondaires alors que l'enjeu est important. Je lance un appel pour que chacun retrouve sa place sereinement dans l'opposition. Celle-ci doit proposer aux Français un nouveau projet qui s'occupe de rassembler tous ceux qui ont été si profondément déçus par le socialisme.

» Il faut maintenant préparer et gagner les prochaines élections pour engager la France dans la voie du redressement. C'est plus que jamais, en tout cas, la tâche que je m'assigne. »

Un triple défi

par Olivier Biffaud

MINORITAIRE au sein du RPR sur la façon d'appréhender le traité de Maastricht, M. Jacques Chirac fait partie du camp européen timidement majoritaire dans le pays. Opposé à MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, le maire de Paris est, au même titre que M. Valéry Giscard d'Estaing, celui qui a sauvé M. François Mitterrand du désaveu populaire. Toujours perçu par les Français comme le meilleur présidentiable à droite, l'ancien premier ministre subit, selon une enquête de la SOFRES, une forte décote, au profit de son ancien ministre de l'intérieur, ce qui peut rendre espoir à M. Giscard d'Estaing. Ce dernier pourrait trouver dans cette nouvelle donne un intérêt à accepter, enfin, le déroulement des « primaires à la française », un système qui, faut-il le rappeler, a été inventé par M. Pasqua. Ainsi M. Chirac est-il aujourd'hui confronté à un triple défi : face au RPR, face à l'opposition et face aux Français.

Même si le Rassemblement pour le « non » à Maastricht, structure créée par MM. Séguin et Pasqua pour la campagne référendaire, est mort juridiquement dimanche 20 septembre à minuit, les deux concepteurs du produit ne s'en sont pas moins imposé une obligation de résultat : ils doivent, d'une manière ou d'une autre, gérer le potentiel politique qu'ils ont capitalisé. L'un et l'autre l'ont reconnu en parlant d'un « immense espoir » ou d'une « grande espérance » que « nul ne pourra décevoir ». En revanche, M. Chirac se verra peut-être reprocher – un peu facilement – d'avoir, par son engagement pour le « oui », privé l'opposition d'une victoire sur M. Mitterrand.

Décidés à ne pas disputer la présidence du RPR à M. Chirac – « Il sera réélu puisqu'il sera tout seul », sans candidat contre lui, a déclaré M. Pasqua à propos d'une relégitimation formelle que demandera le président du RPR, mercredi 23 septembre, devant le conseil national du mouvement – MM. Séguin et Pasqua vont tenter, cependant, d'obtenir un réajustement de la ligne du parti néogaulliste. Il n'est pas certain que les deux hommes aient la même vision de ce « réalignement ». Si le président du groupe RPR du Sénat souhaite voir pris en considération un électorat populaire qu'il a, pense-t-il, reconquis sur le Front national, le député des Vosges, pour sa part, est plus sensible au « grand retour du politique contre toutes les dérives conservatrices et technocratiques ». Cela revient à se demander si, pendant trois mois, le maire d'Epinal n'a pas tiré, involontairement, les marrons du feu pour le président du conseil général des Hauts-de-Seine. La réponse viendra rapidement, car, d'ores et déjà, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a lancé une invitation à M. Pasqua pour « actualiser » le projet du mouvement.

Le deuxième défi qui se présente à M. Chirac concerne plus largement l'union de l'opposition. Ne voulant pas s'apesantir, dimanche soir, sur la courte victoire du « oui », M. Chirac a lancé « un appel pour que chacun retrouve sa place sereinement dans l'opposition ». « Nous devons convaincre les Français qu'une autre politique est possible, a dit le président du RPR. (...) Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à des querelles secondaires alors que l'enjeu est si important. » Pour avoir étalé ses divisions d'appareil et fait éclater le décalage qui sépare l'électorat de droite des états-majors du RPR et de l'UDF, l'opposition ne sort pas triomphante de cette bataille.

Une position fragilisée

Pis, M. Chirac voit sa position se fragiliser, car M. Giscard d'Estaing le talonne dans les intentions de vote pour l'élection présidentielle, en raison de l'irruption de M. Pasqua dans le tableau des présidentiables. Circonstance aggravante, l'ancien premier ministre apparaît sur une courbe descendante, alors que l'ancien ministre de l'intérieur se situe sur une courbe ascendante. Pour conjurer ce phénomène, le président du RPR s'est présenté, dimanche soir, dans une intervention qui ne souffrait pas de questions en retour, comme le « patron » de l'opposition. « Il faut maintenant préparer et gagner les prochaines élections pour engager la France dans la voie du redressement », a-t-il affirmé, en ajoutant : « C'est plus que jamais la tâche que je m'assigne. »

Confronté à un parti chahuté et à un partenaire de l'opposition qui s'interroge sur les nécessités de l'union avec un RPR majoritairement « anti-Maastricht », M. Chirac tente de trouver son salut en s'adressant directement à l'électorat. C'est là son troisième et dernier défi. Pour faire pression sur son propre parti et sur l'UDF, il peut présenter un argumentaire plus qu'honorable. Il peut dire que les électeurs lui ont donné raison contre la majorité des cadres et des militants du RPR et il peut faire remarquer à l'UDF que sa ville – Paris – a apporté un soutien massif, sinon décisif, à la victoire du « oui ». Le bulldozer s'est remis en marche.

Le tandem Pasqua-Séguin soulagé

Charles Pasqua est heureux. S'il ne sourit pas devant les caméras et fait la mine des triomphes modestes, l'homme se promène dans les couloirs de la permanence du Rassemblement pour le non, rue François-Ier – chantonnant « les Bretons, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux... », mouillant sa chemise à force de répéter, de micro en micro, les conseils, voire les menaces, à ses amis du RPR et de l'opposition : « Il ne faut plus faire de politique en fonction d'ambitions personnelles, il faut retrouver la France des exclus, des défavorisés. Les Français ont tranché : ils ont montré leur volonté de voir la politique conduite autrement ».

Charles Pasqua et Philippe Séguin ont gagné. Leurs amis en sont persuadés, étonnés d'avoir suscité « un tel mouvement alors que tout le monde s'y était mis pour forcer au « oui » : le président de la République, son prédécesseur, tous les leaders des grands partis, les médias, les autorités morales et religieuses », savoure Bazile de Koch, le directeur de l'épisodique journal satirique *Jalons*. Député de Paris, Nicole Catala s'isole près d'un radiateur et répond au téléphone à un ami de l'opposition, sèchement : « Vous avez peut-être juridiquement raison, mais vous avez politiquement tort. » De son côté, Yves Guéna est optimiste : « Ce que le peuple a fait, le peuple peut le défaire car la souveraineté nationale est inaliénable ».

Un jeu de yo-yo

Les deux chefs de file du « non » se sont enfermés pendant plus d'une heure avant les déclarations officielles. « Ils écrivant », chuchote l'entourage. « Ils sont à deux doigts de déclarer la guerre à Chirac », assure un militant qui voudrait croire à l'euphorie d'un nouveau parti. D'estocade, il n'y en aura pourtant pas : Charles Pasqua se bornant à souhaiter que « Jacques Chirac soit porteur d'une grande ambition » et à dire à ses amis qu'ils « seraient bien inspirés de prendre en considération cette nouvelle aspiration, de montrer que l'opposition a changé ». Et, répète-t-il encore, il y a trop de décalage entre « la France qui profite et celle qui périclite. » Autour des écrans de télévision, l'ambiance est électrique. Le « oui » et le « non » jouent au yo-yo et plusieurs fois, les militants y croient : « On a gagné ! »

Dans les couloirs, on parle déjà des investitures pour les législatives, la rue François-Ier, c'est presque un RPR bis. Deux dames esquivent les caméras, venues de loin, y compris d'Helsinki : « On fait trop BCBG. » A la télévision, Jacques Delors est annoncé. « Voilà un chômeur de plus », marmonne Charles Pasqua qui, un peu plus tard, tire la langue à Simone Veil par écran interposé.

« I don't speak english »

Quelques proches assurent cependant que Charles Pasqua et Philippe Séguin sont plutôt soulagés. « Soulagés d'avoir fait un aussi bon score tout en n'ayant pas gagné. Vous imaginez l'état du RPR si le « non » avait cartonné ? L'important était de « renouer avec le gaullisme populaire ». « C'est la seule manière de gagner les législatives, ajoutent-ils. Après, on verra bien ce que deviendra Chirac... » Philippe Séguin, lui, a déjà disparu derrière les portes capitonnées. Il vient de manifester sa détermination à « poursuivre jusqu'au bout le combat qui a été engagé ». Et il est retourné s'enfermer sans même vouloir répondre à une journaliste britannique. « Parlez français ici. I don't speak english. » Pour l'anglais, ce soir, c'est aussi « non ».

Si le tandem Pasqua-Séguin savoure sa réussite parmi les ovations et les bulles de champagne, Alain Juppé, de l'autre côté de la Seine, a l'air quelque peu esseulé. Le siège du RPR, rue de Lille, est pratiquement désert. « On n'a pas fait venir les militants », s'excuse un hiérarque. Alain Juppé s'éponge le front. Charles Pasqua est à l'écran. Devant les caméras le secrétaire général du RPR retrouve le sourire et propose une « clarification ». Sous le choc, un membre de son entourage est moins enthousiaste et finit par confier : « On n'y croit plus ».

D. L. G. et C. L.

La politique à deux vitesses

Suite de la première page

L'annonce de la maladie de M. Mitterrand a-t-elle contribué au succès du « oui » ? C'est possible, dans la mesure où elle a pu inciter quelques-uns des adversaires de Maastricht à ménager le chef de l'Etat et à dissocier ainsi leur opposition au traité de leur rejet du pouvoir socialiste. Mais ce « découplage » avait commencé avant même l'hospitalisation de M. Mitterrand : si celle-ci l'a renforcé, elle ne l'a pas provoqué. Le président de la République, puissamment aidé par les deux principaux chefs de l'opposition, a su convaincre de nombreux Français qui lui sont aujourd'hui hostiles qu'en votant pour le traité de Maastricht ils ne votaient pas pour lui, mais pour une cause qui le dépasse. Il faut croire qu'il ne les pas tous convaincus, tant s'en faut, l'étroitesse du score s'expliquant sans doute en partie par le refus d'une fraction de l'électorat de lui accorder le bénéfice d'une victoire.

Si serré soit-il, le résultat du référendum est d'abord un succès pour la construction de l'Europe, qui acquiert pour la première fois une légitimité populaire. En même temps, elle est devenue en France un thème de controverse, et ne cessera pas de l'être. C'est dire que les gouvernements veilleront avec plus de vigilance que par le passé à ne pas laisser se développer la « dérive technocratique » unanimement condamnée au cours de la campagne, que le Parlement, comme la Constitution révisée lui en donne désormais les moyens, sera plus attentif aux travaux des organes bruxellois et que la Commission, comme l'a promis M. Delors, tentera de corriger, autant qu'elle le pourra, les défauts qui lui sont reprochés. Bref, il faudra tenir compte des avertissements reçus des Français. L'équilibre sera difficile à trouver entre les exigences des uns et des autres, mais il y va de la vitalité de la Communauté.

« Une façon de faire l'Europe »

Au-delà du débat sur l'Europe, le scrutin fait naître d'autres interrogations, qui portent sur la pratique même de la politique en France. A gauche comme à droite, on s'est dit sensible, dimanche soir, au décalage constaté entre le choix des dirigeants politiques, pour la plupart favorables au « oui », et celui de l'électorat, qui s'est divisé à parts presque égales. Conscient de cette rupture entre le peuple et ses représentants, M. Pierre Bérégovoy a assuré que les « inquiétudes » exprimées notamment par les agriculteurs et les ouvriers avaient été entendues par le gouvernement. M. Jacques Delors a souligné qu'on ne répondrait aux « angoisses » des Français qu'en « approfondissant » la démocratie « tant au niveau national qu'au niveau européen », M. Jean-Louis Bianco appelle, dans nos colonnes, à un « renouvellement » de la vie politique. C'est à la fois « une façon de faire l'Europe » et « une façon de faire de la politique », comme l'a dit M. Harlem Désir, qui a été montrée du doigt par les électeurs. L'ensemble de la classe politique en a pris « pour son grade », selon l'expression de M. Jacques Toubon : il lui appartient d'en tirer la leçon en se mettant à l'écoute de la population et en répondant au « grand retour du politique » imposé, selon M. Philippe Séguin, par les Français.

Le coup de semonce s'adresse d'abord aux socialistes, qui sont, malgré la victoire du « oui », les premières cibles des critiques. Tout indique en effet que M. Mitterrand a été « lâché » par ceux qui formaient naguère « le peuple de gauche » et que M. Bérégovoy définit aujourd'hui comme « les Français les plus exposés aux duretés de l'existence ». Lucide, M. Jean Poperen constate que « des forces populaires importantes ont manqué à ce combat ». La France qui a rejeté le traité de Maastricht est avant tout celle qui souffre parce qu'elle est la principale victime du chômage, de l'exclusion, de la pauvreté, qu'elle se sent abandonnée, qu'elle se méfie de l'avenir. M. Lionel Stoleru n'avait pas tout à fait tort de dire, dimanche soir, que « c'est la France socialiste qui a voté « non ». La formule est sans doute excessive, car cette France de la peur et du repli n'est déjà plus socialiste depuis longtemps. Mais il est vrai qu'elle l'était en 1981 et que, sans elle, le PS n'a aucune chance de se maintenir au pouvoir.

Sans elle, la droite est également mutilée, comme le montre la division du RPR, qui met M. Chirac en minorité dans son propre parti. L'ancien premier ministre a aussitôt lancé un appel à l'unité de l'opposition afin que se rassemblent « tous ceux qui ont été si profondément déçus par le socialisme ». Il n'entend pas laisser M. Charles Pasqua prendre la tête d'un rassemblement qui naîtrait du « non » à Maastricht. De même, M. Giscard d'Estaing a appelé ses amis à « travailler à la préparation de l'alternance ».

A défaut d'une recomposition politique qui, apparemment, n'est pas à l'ordre du jour, les chefs de file des deux coalitions appelées à s'affronter aux prochaines élections législatives vont donc s'employer à rallier un électorat populaire qui s'est rangé dimanche sous l'étendard du « non ». Si la cassure révélée par le référendum, expression d'une « France à deux vitesses » porteuse de tous les dangers, devait se confirmer dans les prochains scrutins, une telle évolution serait une grave menace pour la cohésion nationale.

THOMAS FERENCZI

A la télévision

Noël pour les battus

Dès 20 heures, la SOFRES et BVA en tombaient d'accord, tout était joué. TF1 pouvait bien entretenir le doute en égrenant de loin en loin les « totalisations partielles » du ministère de l'intérieur qui ne basculèrent définitivement dans le « oui » que deux heures plus tard, le ton assuré de tous les débatteurs tuait ce faux suspense.

Que restait-il, alors, pour meubler de longues heures de direct ? Le retour aux affrontements balisés et aux invectives familières, chassés par le grand déballage inédit de la campagne.

« S'adresser aux gens »

Laurent Fabius déclencha les hostilités en assurant que le référendum constituait un succès pour le président de la République. Fureur immédiate de Simone Veil sur France 2, et de toute l'opposition. Ses lieutenants et le coupable lui-même n'eurent ensuite pas trop de la soirée pour rectifier le ton : ce n'était pas le résultat, bien évidemment, mais le déroulement du référendum lui-même qui constituait un succès présidentiel. La nuance n'avait échappé à personne.

Paul Amar sur France 2, Robert Namias et Gérard Carreyrou sur TF1, tentèrent ensuite, pour entretenir l'intérêt, de traquer les recompositions politiques. Après tout, Bruno Gollnisch (FN) avait bien fait état de « convergences » avec Guy Hermier (PC) pour que « le peuple français ne se désaisisse pas » de la question européenne ! Mais, pour le reste, nul n'avait apparemment envie de recomposer quoi que ce soit, et surtout pas Charles Pasqua et Philippe Séguin, même si, à l'instar des grands chefs de parti, ils se gardèrent bien de se risquer sur les plateaux de télévision où l'on peut toujours prendre des mauvais coups, et intervinrent de leur quartier général. Fallait-il voir, dans cette mise en scène, la revendication de traiter désormais à égalité avec Jacques Chirac ? Ils se gardèrent bien de le formuler.

Les « oui », d'ailleurs, ne triomphaient pas davantage, qui avaient senti passer le « vent du boulet » (Bernard Kouchner). Le « peuple du non », devant son poste, engrangea les démonstrations de sollicitude et les serments solennels : « Il faut changer de langage, trouver une manière différente de s'adresser aux gens » (François Bayrou) ; « Ça doit être notre préoccupation première » (Jean Poperen) ; « Il faut tenir compte des Français qui ont voté non » (Laurent Fabius et Jacques Chirac, presque dans les mêmes termes) ; « Tout va être entrepris pour construire une Europe plus démocratique et plus sociale. Le gouvernement sera, plus encore qu'hier, à l'écoute du pays » (Pierre Bérégovoy). Et chacun de jurer qu'on en finirait avec la technocratie, l'éloignement, etc. C'était Noël pour les battus.

Pour le reste, ce fut – sur France 2 surtout – une joyeuse et confuse profusion de reportages, d'interpellations et d'interruptions. A l'égard de Jean-Marie Le Pen ou de Philippe de Villiers, Paul Amar s'autorisa quelques piques qu'il aurait pu s'épargner. Le président de la commission des affaires étrangères du Bundestag, en direct de Bonn, assura que « la monnaie française est bien en ordre ».

Les Français ordinaires, précisément, étaient à l'honneur sur France 2. D'authentiques Français ordinaires, véritablement inconnus, issus d'une « société civile » qui, pour une fois, ne se réduisait pas à Harlem Désir et Bernard-Henri Lévy, même si eux aussi étaient présents. Un duel entre Francis Lalanne et Bernard-Henri Lévy tourna au désavantage du second, dominé aux décibels, une fois n'est pas coutume.

Gisèle Halimi offrit à la campagne une petite prolongation en assurant que Maastricht allait réduire la durée du congé de maternité, immédiatement contredite par Bernard Kouchner et Elisabeth Guigou.

Germaine et Tarzan

Côté « société civile », donc, on entrevit une commerçante contente qu'on ait sauvé les fromages au lait cru. Deux chômeurs – un « oui » plutôt cadre, et un « non » plutôt prolo – s'affrontèrent. L'agriculteur qui avait interpellé François Mitterrand à la Sorbonne fut traité de « pleurnichard » par un de ses collègues, partisan du « oui ». On entrevit le chauffeur routier Tarzan – pas une émission sans Tarzan, désormais – et Germaine, la marchande de poisson de Pézenas, propulsée au firmament quelques jours plus tôt par « Envoyé spécial ». Elle avait voté « non », mais apprécié toutes les interventions, et elle souhaita « bon rétablissement » au président.

On fut transporté dans une ferme normande, dans un débit de boissons d'un village frontalier avec la Belgique, sur le pont de l'Europe, à Strasbourg, où un étudiant laissa éclater sa joie. Mais il étudiait le droit communautaire, c'était donc bien le moins. Les deux chaînes nous firent aussi visiter des salles des changes qui, après un mouvement d'euphorie, étaient « tétanisées », expliqua-t-on, par l'étroitesse du score.

Donner la parole à des Français ordinaires, c'est très bien, mais cela requiert patience et bienveillance. Au lieu de quoi, bousculés, interrompus, ils peinèrent à s'imposer face aux professionnels. En outre, cette ouverture ne venait-elle pas un peu tard ? Par les visages de la poissonnière, des paysans ou des chômeurs, la télé, en fait, semblait signifier leur congé aux quelque trente-huit millions d'intrus, vedettes de quelques semaines pour avoir donné des sueurs froides aux sondagistes, aux journalistes et aux hommes politiques. Jusqu'à la prochaine, on les priait gentiment de retourner vaquer dans l'ombre.

DANIEL SCHNEIDERMANN

هكذا من الأصل

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM SUR L'UNION EUROPÉENNE

ILE-DE-FRANCE

Seule la banlieue rouge refuse Maastricht

L'union de l'Europe a été sauvée par l'Ile-de-France, et tout particulièrement par Paris : plus des deux tiers des voix qui ont permis au «oui» à la ratification du traité de Maastricht de l'emporter ont été fournis par la région capitale, et près de 38 % par la ville qui, de tout temps, a imposé sa volonté à l'ensemble du pays. Mais elle doit cette volonté européenne à son embourgeoisement, à l'urbanisation de ses dernières franges rurales et à l'amenuisement de sa population ouvrière : Neuilly a voté «oui», mais Saint-Denis a préféré le «non»; l'Ile-Saint-Louis a approuvé la construction européenne, le Vexin l'a refusé.

La périphérie parisienne, là où l'agriculture n'a pas encore été remplacée par les lotissements, a voté comme la France des champs, alors même que la Brie n'a pas grand-chose à voir avec les Causses. C'est à cause de cela que la Seine-et-Marne a, globalement, repoussé Maastricht, le rural y contaminant même les vieilles cités, où l'ancestrale tradition de la solidarité avec les campagnes environnantes a surmonté les réflexes des cadres venus habiter loin de leurs bureaux. Comme ailleurs dans la grande couronne, ce n'est que dans les communes les plus proches de la capitale, là où les employés et les cadres moyens ont trouvé un logement adapté à leur revenu, que le sentiment européen l'a emporté. Si le Val-d'Oise, les Yvelines et l'Essonne ont, contrairement à leur voisine, à laquelle, pourtant, elles ressemblent par bien des traits, préféré le «oui», c'est parce que, chez elles, les urbains sont plus nombreux que les ruraux. Mais partout le poids des «oui» s'alourdit en même temps que se raccourcit la distance avec Paris.

Toutes les cités de banlieue ne se sont pourtant pas montrées facilement européennes. Là où la tradition ouvrière est encore vivace, comme dans la partie industrielle de la vallée de la Seine, dans les Yvelines, là où la vie n'est qu'une survie dans un environnement sans grâce et sans travail, comme à La Courneuve, là où les usines ont fermé leurs portes en ne laissant derrière elles que des friches sans qu'apparaissent les bureaux promis pour les remplacer, comme dans La Plaine-Saint-Denis, le «non» l'a emporté facilement. Les cités neuves n'ont accepté la construction de l'Europe que lorsque la volonté de bâtir un environnement acceptable a été plus forte que la facilité de l'entassement d'appartements bruyants dans des tours et des barres et lorsqu'elles sont occupées non par les plus pauvres chassés par la rénovation de Paris mais par des employés ou des cadres moyens venus chercher espace et tranquillité, comme dans les villes nouvelles de Seine-et-Marne et des Yvelines, ou par des chercheurs qui ont voulu habiter près de leur laboratoire, comme sur le plateau de Saclay.

Face à ces réalités sociologiques, les pesanteurs politiques n'ont été que de peu de poids. Et si, sur les 199 communes les plus importantes d'Ile-de-France, 71 ont voté «non», ce sont pour 43 d'entre elles des cités communistes. Le PC apparaît, en effet, comme le parti le plus en symbiose avec ses électeurs puisque, sur ses 53 villes, il n'y en a eu que 10 à ne pas suivre ses consignes, et en général des communes que la pression immobilière a sérieusement embourgeoisées, comme Fontenay-sous-Bois. Le PS pourrait certes, lui aussi, se féliciter que sur ses 42 villes seules neuf aient donné la priorité au «non»; mais il lui faut convenir que ce sont, en général, de vieilles cités socialistes, comme Bondy ou Mantes-la-Ville.

Que les communes gérées par l'UDF aient été, pour 30 sur 32, fidèles au «oui» n'est pas surprenant, d'autant que les deux qui n'ont pas suivi les consignes de leurs maires, Rosny-sous-Bois et Chanteloup-les-Vignes, ont des sociologies en général peu favorables aux centristes et aux «libéraux». Le RPR peut, lui aussi, faire remarquer que sur ses 51 villes, il n'y en a eu que onze à refuser la ratification du traité de Maastricht. Mais ce résultat constitue, justement, un cuisant échec pour ses élus qui dans leur grande majorité, en banlieue, avaient appelé à voter «non».

La défaite de M. Pasqua et de ses hommes

La défaite est particulièrement lourde pour M. Charles Pasqua. Non seulement la ville qui lui a donné le seul mandat au suffrage direct dont il dispose, Neuilly-sur-Seine, a refusé de le suivre dans son refus de Maastricht, mais «son» département des Hauts-de-Seine l'a sèchement désavoué : toutes les communes, sauf quatre dirigées par les communistes et Villeneuve-la-Garenne, gérée par la droite, ont voté «oui» sans rechigner. Dans cette déroute, il a entraîné la plupart de ses vassaux, qu'ils soient de son fief ou de ses marches : MM. Patrick Balkany à Levallois-Perret, Robert-André Vivien à Saint-Mandé, Roland Nungesser à Nogent-sur-Marne, Franck Borotra à Versailles. Pour ce dernier le revers est particulièrement sévère. Les dernières élections lui permettaient d'espérer mettre la main sur les Yvelines : il doit aujourd'hui constater que le vieux fonds centriste de ce département est encore vivace, alors même que Mme Christine Boutin, enfant de ce courant, avait, elle aussi, mené une vigoureuse campagne pour le «non».

L'échec de ces deux hommes, dans les Hauts-de-Seine et dans les Yvelines, qui, en s'appuyant sur la force du RPR en Ile-de-France, s'étaient bâti des fiefs d'où ils contestaient la suzeraineté du maire de Paris, a de quoi réjouir et rassurer M. Jacques Chirac : dans «sa» région au moins, les électeurs de son mouvement ont voté comme lui. Tous les élus franciliens du RPR savent dorénavant que le président de leur parti a plus d'autorité sur leurs mandants qu'eux-mêmes. Cela se savait déjà pour la capitale; cela semble être vrai aussi pour sa périphérie.

Le succès de M. Chirac est particulièrement net dans sa ville. Tous les arrondissements de Paris ont donné la victoire au «oui», et en général très nettement, puisque seuls les trois secteurs populaires des 18e, 19e et 20e arrondissements sont en dessous de la barre des 60 % des suffrages exprimés, le record étant atteint dans le 6e avec 70,15 %. Les quelques élus parisiens qui avaient pris le risque d'aller à l'encontre du souhait de leur maire (MM. Michel Caldaguès dans le 1er arrondissement, Edouard Frédéric-Dupont dans le 7e, Gabriel Kaspereit dans le 9e, Claude-Gérard Marcus dans le 10e, Mme Nicole Catala et M. Christian de La Malène dans le 14e) ont été désavoués. Quand à M. Georges Sarre, élu du 11e, il doit se dire qu'il a eu raison de se montrer discrètement solidaire du gouvernement plutôt que de son ami Chevènement, à l'inverse de son suppléant, M. Jean-Yves Autexier, lieutenant national du maire de Belfort.

En se rangeant dans le camp des «oui», M. Chirac a sauvegardé son rang de présidentiable. Il a aussi préservé son autorité de maire de Paris et de «patron» de la droite en Ile-de-France.

THIERRY BRÉHIER

PARIS

L., 1 105 076; V., 752 956; A., 31,86 %
B. et N., 14 836; E., 738 120.
OUI...... 461 450 (62,51 %-41,75 %)
NON..... 276 670 (37,48 %-25,03 %)

1988. – L., 1 238 623; V., 952 184; A., 23,12 %; E., 932 825. – Chirac, 297 514 (31,67); Mitterrand, 277 768 (29,47); Barre, 128 128 (13,59); Le Pen, 126 123 (13,38); Lajoinie, 34 477 (3,65); Waechter, 34 316 (3,64); Juquin, 25 964 (2,75); Laguiller, 14 820 (1,57); Boussel, 3 215 (0,34).
1972. – L., 1 284 554; V., 730 256; A., 43,15 %; E., 645 484. – OUI, 475 126 (73,60 %); NON, 170 358 (26,39 %).

∴

1er arrondissement
L., 10 000; V., 6 784; A., 32,16 %
B. et N., 114; E., 6 670.
OUI...... 4 099 (61,45 %-40,99 %)
NON..... 2 571 (38,54 %-25,71 %)

2e arrondissement
L., 9 998; V., 6 425; A., 35,73 %
B. et N., 111; E., 6 314.
OUI...... 4 111 (65,10 %-41,11 %)
NON..... 2 203 (34,89 %-22,03 %)

3e arrondissement
L., 18 317; V., 12 309; A., 32,80 %
B. et N., 259; E., 12 050.
OUI...... 8 328 (69,11 %-45,46 %)
NON..... 3 722 (30,88 %-20,31 %)

4e arrondissement
L., 17 973; V., 12 589; A., 29,95 %
B. et N., 230; E., 12 359.
OUI...... 8 295 (67,11 %-46,15 %)
NON..... 4 064 (32,88 %-22,61 %)

5e arrondissement
L., 39 249; V., 27 977; A., 28,71 %
B. et N., 550; E., 27 427.
OUI...... 18 586 (67,76 %-47,35 %)
NON..... 8 841 (32,23 %-22,52 %)

6e arrondissement
L., 28 102; V., 20 365; A., 27,53 %
B. et N., 361; E., 20 004.
OUI...... 14 034 (70,15 %-49,93 %)
NON..... 5 970 (29,84 %-21,24 %)

7e arrondissement
L., 34 581; V., 24 839; A., 28,17 %
B. et N., 366; E., 24 473.
OUI...... 15 819 (64,63 %-45,74 %)
NON..... 8 654 (35,36 %-25,02 %)

8e arrondissement
L., 22 506; V., 15 352; A., 31,78 %
B. et N., 225; E., 15 127.
OUI...... 9 268 (61,26 %-41,18 %)
NON..... 5 859 (38,73 %-26,03 %)

9e arrondissement
L., 30 554; V., 20 478; A., 32,97 %
B. et N., 338; E., 20 140.
OUI...... 12 612 (62,62 %-41,27 %)
NON..... 7 528 (37,37 %-24,63 %)

10e arrondissement
L., 41 173; V., 27 030; A., 34,35 %
B. et N., 522; E., 26 508.
OUI...... 16 252 (61,30 %-39,47 %)
NON..... 10 256 (38,69 %-24,90 %)

11e arrondissement
L., 68 598; V., 45 510; A., 33,65 %
B. et N., 967; E., 44 543.
OUI...... 28 186 (63,27 %-41,08 %)
NON..... 16 357 (36,72 %-23,84 %)

12e arrondissement
L., 74 091; V., 50 736; A., 31,52 %
B. et N., 1 050; E., 49 686.
OUI...... 30 794 (61,97 %-41,56 %)
NON..... 18 892 (38,02 %-25,49 %)

13e arrondissement
L., 88 470; V., 61 294; A., 30,71 %
B. et N., 1 384; E., 59 910.
OUI...... 37 516 (62,62 %-42,40 %)
NON..... 22 394 (37,37 %-25,31 %)

14e arrondissement
L., 71 620; V., 49 300; A., 31,16 %
B. et N., 1 010; E., 48 290.
OUI...... 30 818 (63,81 %-43,02 %)
NON..... 17 472 (36,18 %-24,39 %)

15e arrondissement
L., 124 264; V., 86 900; A., 30,06 %
B. et N., 1 571; E., 85 329.
OUI...... 54 678 (64,07 %-44,00 %)
NON..... 30 651 (35,92 %-24,66 %)

16e arrondissement
L., 88 075; V., 63 174; A., 28,27 %
B. et N., 909; E., 62 265.
OUI...... 39 136 (62,85 %-44,43 %)
NON..... 23 129 (37,14 %-26,26 %)

17e arrondissement
L., 85 324; V., 58 589; A., 31,33 %
B. et N., 1 037; E., 57 552.
OUI...... 35 262 (61,26 %-41,32 %)
NON..... 22 290 (38,73 %-26,12 %)

18e arrondissement
L., 89 453; V., 56 555; A., 36,77 %
B. et N., 1 311; E., 55 244.
OUI...... 32 289 (58,44 %-36,09 %)
NON..... 22 955 (41,55 %-25,66 %)

19e arrondissement
L., 74 734; V., 49 045; A., 34,37 %
B. et N., 1 138; E., 47 907.
OUI...... 28 044 (58,53 %-37,52 %)
NON..... 19 863 (41,46 %-26,57 %)

20e arrondissement
L., 51 066; V., 33 469; A., 34,45 %
B. et N., 801; E., 32 668.
OUI...... 19 414 (59,42 %-38,01 %)
NON..... 13 254 (40,57 %-25,95 %)

Mode d'emploi

Nous publions dans les pages suivantes les résultats du référendum du 20 septembre, autorisant le président de la République à ratifier le traité sur l'Union européenne.

A l'exception de l'Ile-de-France, pour laquelle ils sont regroupés, les résultats sont présentés par ordre alphabétique des départements. Chaque résultat global de département est suivi du rappel du premier tour de l'élection présidentielle du 24 avril 1988 et du référendum du 23 avril 1972 portant élargissement de la Communauté européenne. Pour chaque département, nous publions également, outre les résultats du chef-lieu, ceux des communes de plus de dix mille habitants.

Pour chaque résultat figurent entre parenthèses les pourcentages calculés par rapport aux suffrages exprimés et par rappport aux inscrits.

ESSONNE

L., 665 653; V., 481 419; A., 27,67 %
B. et N., 11 900; E., 469 519.
OUI...... 256 450 (54,61 %-38,52 %)
NON..... 213 069 (45,38 %-32,00 %)

1988. – L., 636 023; V., 520 135; A., 18,22 %; E., 511 638. – Mitterrand, 168 543 (32,94); Chirac, 98 927 (19,33); Barre, 81 081 (15,84); Le Pen, 76 656 (14,98); Lajoinie, 35 100 (6,86); Waechter, 22 179 (4,33); Juquin, 17 509 (3,42); Laguiller, 9 569 (1,87); Boussel, 2 094 (0,40).
1972. – L., 395 517; V., 243 455; A., 38,44 %; E., 214 698. – OUI, 133 796 (62,31 %); NON, 80 902 (37,68 %).

∴

Évry
L., 19 615; V., 13 331; A., 32,03 %
B. et N., 351; E., 12 980.
OUI...... 7 742 (59,64 %-39,46 %)
NON..... 5 238 (40,35 %-26,70 %)

Athis-Mons
L., 15 780; V., 10 980; A., 30,41 %
B. et N., 272; E., 10 708.
OUI...... 5 467 (51,05 %-34,64 %)
NON..... 5 241 (48,94 %-33,21 %)

Brétigny-sur-Orge
L., 11 466; V., 8 420; A., 26,56 %
B. et N., 226; E., 8 194.
OUI...... 4 381 (53,46 %-38,20 %)
NON..... 3 813 (46,53 %-33,25 %)

Brunoy
L., 15 854; V., 11 055; A., 30,26 %
B. et N., 238; E., 10 817.
OUI...... 6 183 (57,16 %-38,99 %)
NON..... 4 634 (42,83 %-29,22 %)

Chilly-Mazarin
L., 10 405; V., 7 288; A., 29,95 %
B. et N., 152; E., 7 136.
OUI...... 4 154 (58,21 %-39,92 %)
NON..... 2 982 (41,78 %-28,65 %)

Corbeil-Essonnes
L., 18 696; V., 12 493; A., 33,17 %
B. et N., 364; E., 12 129.
NON..... 6 783 (55,92 %-36,28 %)
OUI...... 5 346 (44,07 %-28,59 %)

Courcouronnes
L., 5 860; V., 4 483; A., 23,49 %
B. et N., 106; E., 4 377.
OUI...... 2 664 (60,86 %-45,46 %)
NON..... 1 713 (39,13 %-29,23 %)

Draveil
L., 17 148; V., 11 820; A., 31,07 %
B. et N., 296; E., 11 524.
OUI...... 6 279 (54,48 %-36,61 %)
NON..... 5 245 (45,51 %-30,58 %)

Épinay-sous-Sénart
L., 6 490; V., 4 263; A., 34,31 %
B. et N., 102; E., 4 161.
OUI...... 2 248 (54,02 %-34,63 %)
NON..... 1 913 (45,97 %-29,47 %)

Étampes
L., 11 682; V., 8 130; A., 30,40 %
B. et N., 233; E., 7 897.
NON..... 4 683 (59,30 %-40,08 %)
OUI...... 3 214 (40,69 %-27,51 %)

Gif-sur-Yvette
L., 13 774; V., 10 475; A., 23,95 %
B. et N., 184; E., 10 291.
OUI...... 7 418 (72,08 %-53,85 %)
NON..... 2 873 (27,91 %-20,85 %)

Grigny
L., 10 945; V., 6 295; A., 42,48 %
B. et N., 160; E., 6 135.
NON..... 3 340 (54,44 %-30,51 %)
OUI...... 2 795 (45,55 %-25,53 %)

Juvisy-sur-Orge
L., 8 019; V., 5 544; A., 30,86 %
B. et N., 136; E., 5 408.
OUI...... 2 980 (55,10 %-37,16 %)
NON..... 2 428 (44,89 %-30,27 %)

Longjumeau
L., 11 740; V., 7 826; A., 33,33 %
B. et N., 196; E., 7 630.
OUI...... 4 287 (56,18 %-36,51 %)
NON..... 3 343 (43,81 %-28,47 %)

Massy
L., 22 136; V., 15 136; A., 31,62 %
B. et N., 399; E., 14 737.
OUI...... 8 821 (59,85 %-39,84 %)
NON..... 5 916 (40,14 %-26,72 %)

Mennecy
L., 7 829; V., 5 633; A., 28,04 %
B. et N., 99; E., 5 534.
OUI...... 3 245 (58,63 %-41,44 %)
NON..... 2 289 (41,36 %-29,23 %)

Montgeron
L., 14 599; V., 10 057; A., 31,11 %
B. et N., 266; E., 9 791.
OUI...... 5 298 (54,11 %-36,29 %)
NON..... 4 493 (45,88 %-30,77 %)

Morangis
L., 6 324; V., 4 650; A., 26,47 %
B. et N., 124; E., 4 526.
OUI...... 2 402 (53,07 %-37,98 %)
NON..... 2 124 (46,92 %-33,58 %)

Morsang-sur-Orge
L., 11 940; V., 8 575; A., 28,18 %
B. et N., 232; E., 8 343.
NON..... 4 324 (51,82 %-36,21 %)
OUI...... 4 019 (48,17 %-33,65 %)

Orsay
L., 10 182; V., 7 571; A., 25,64 %
B. et N., 164; E., 7 407.
OUI...... 4 987 (67,32 %-48,97 %)
NON..... 2 420 (32,67 %-23,76 %)

Palaiseau
L., 19 309; V., 13 712; A., 28,98 %
B. et N., 320; E., 13 392.
OUI...... 8 020 (59,88 %-41,53 %)
NON..... 5 372 (40,11 %-27,82 %)

Ris-Orangis
L., 14 628; V., 10 348; A., 29,25 %
B. et N., 269; E., 10 079.
OUI...... 5 344 (53,02 %-36,53 %)
NON..... 4 735 (46,97 %-32,36 %)

Saint-Michel-sur-Orge
L., 12 479; V., 8 799; A., 29,48 %
B. et N., 221; E., 8 578.
OUI...... 5 012 (58,42 %-40,16 %)
NON..... 3 566 (41,57 %-28,57 %)

Sainte-Geneviève-des-Bois
L., 18 461; V., 12 983; A., 29,67 %
B. et N., 336; E., 12 647.
OUI...... 6 729 (53,20 %-36,44 %)
NON..... 5 918 (46,79 %-32,05 %)

Savigny-sur-Orge
L., 21 026; V., 15 171; A., 27,84 %
B. et N., 361; E., 14 810.
OUI...... 8 022 (54,16 %-38,15 %)
NON..... 6 788 (45,83 %-32,28 %)

Les Ulis
L., 10 426; V., 7 761; A., 25,56 %
B. et N., 221; E., 7 540.
OUI...... 4 526 (60,02 %-43,41 %)
NON..... 3 014 (39,97 %-28,90 %)

Verrières-le-Buisson
L., 10 596; V., 7 865; A., 25,77 %
B. et N., 183; E., 7 682.
OUI...... 5 143 (66,94 %-48,53 %)
NON..... 2 539 (33,05 %-23,96 %)

Vigneux-sur-Seine
L., 15 060; V., 9 680; A., 35,72 %
B. et N., 275; E., 9 405.
NON..... 5 191 (55,19 %-34,46 %)
OUI...... 4 214 (44,80 %-27,98 %)

Viry-Châtillon
L., 15 858; V., 11 644; A., 26,57 %
B. et N., 320; E., 11 324.
OUI...... 5 886 (51,97 %-37,11 %)
NON..... 5 438 (48,02 %-34,29 %)

Yerres
L., 17 744; V., 13 023; A., 26,60 %
B. et N., 320; E., 12 703.
OUI...... 7 259 (57,14 %-40,90 %)
NON..... 5 444 (42,85 %-30,68 %)

∴

Les électeurs ont donné au «oui» une majorité nettement supérieure à la moyenne nationale. Il faut y voir les effets d'une bonne campagne menée par les dirigeants socialistes locaux qui font triompher le «oui» dans leurs fiefs : à Evry, dont le maire est M. Jacques Guyard, et à Massy, dont le maire est M. Claude Germon, le «oui» atteint près de 60 % des suffrages exprimés. En revanche, les dirigeants du RPR, qui s'étaient dans leur grande majorité prononcés pour le «non», n'ont pas été suivis, même dans leurs communes. Mennecy, dont le maire est M. Xavier Dugoin, député RPR et président du conseil général, qui avait pris la tête de la croisade contre la ratification, a voté «oui» à 58,63 %.

Les élus communistes ont été mieux entendus de leurs électeurs : le «non» l'emporte dans les principales municipalités communistes du département, à l'exception de Palaiseau et de Ris-Orangis; c'est aussi le «oui» qui gagne à Saint-Michel-sur-Orge et à Sainte-Geneviève-des-Bois, dont les maires sont d'anciens communistes en rupture avec leur parti.

HAUTS-DE-SEINE

L., 786 532; V., 551 617; A., 29,86 %
B. et N., 11 766; E., 539 851.
OUI...... 305 956 (56,67 %-38,89 %)
NON..... 233 895 (43,32 %-29,73 %)

1988. – L., 816 777; V., 660 647; A., 19,11 %; E., 652 128. – Mitterrand, 189 811 (29,10); Chirac, 161 206 (24,71); Barre, 107 684 (16,51); Le Pen, 96 321 (14,77); Lajoinie, 44 758 (6,86); Waechter, 23 964 (3,67); Juquin, 15 775 (2,41); Laguiller, 10 267 (1,57); Boussel, 2 343 (0,35).
1972. – L., 770 901; V., 456 119; A., 40,83 %; E., 405 219. – OUI, 265 429 (65,50 %); NON, 139 790 (34,49 %).

∴

Nanterre
L., 38 471; V., 25 959; A., 32,52 %
B. et N., 648; E., 25 311.
NON..... 13 492 (53,30 %-35,07 %)
OUI...... 11 819 (46,69 %-30,72 %)

Antony
L., 35 024; V., 26 174; A., 25,26 %
B. et N., 605; E., 25 569.
OUI...... 15 564 (60,87 %-44,43 %)
NON..... 10 005 (39,12 %-28,56 %)

Asnières-sur-Seine
L., 37 736; V., 25 330; A., 32,87 %
B. et N., 580; E., 24 750.
OUI...... 13 411 (54,18 %-35,53 %)
NON..... 11 339 (45,81 %-30,04 %)

Bagneux
L., 20 739; V., 13 440; A., 35,19 %
B. et N., 332; E., 13 108.
NON..... 6 837 (52,15 %-32,96 %)
OUI...... 6 271 (47,84 %-30,23 %)

Bois-Colombes
L., 13 802; V., 10 007; A., 27,49 %
B. et N., 262; E., 9 745.
OUI...... 5 401 (55,42 %-39,13 %)
NON..... 4 344 (44,57 %-31,47 %)

Boulogne-Billancourt
L., 56 001; V., 38 520; A., 31,21 %
B. et N., 639; E., 37 881.
OUI...... 22 713 (59,95 %-40,55 %)
NON..... 15 168 (40,04 %-27,08 %)

Bourg-la-Reine
L., 12 445; V., 8 779; A., 29,45 %
B. et N., 177; E., 8 602.
OUI...... 5 535 (64,34 %-44,47 %)
NON..... 3 067 (35,65 %-24,64 %)

Châtenay-Malabry
L., 17 343; V., 11 553; A., 33,38 %
B. et N., 252; E., 11 301.
OUI...... 6 911 (61,15 %-39,84 %)
NON..... 4 390 (38,84 %-25,31 %)

Châtillon
L., 15 683; V., 11 138; A., 28,98 %
B. et N., 309; E., 10 829.
OUI...... 5 963 (55,06 %-38,02 %)
NON..... 4 866 (44,93 %-31,02 %)

Chaville
L., 12 043; V., 8 514; A., 29,30 %
B. et N., 183; E., 8 331.
OUI...... 5 179 (62,16 %-43,00 %)
NON..... 3 152 (37,83 %-26,17 %)

هكذا من الأصل

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Clamart
L., 30 207; V., 21 215; A., 29,76 %
B. et N., 365; E., 20 850.
OUI...... 11 980 (57,45 %-39,65 %)
NON...... 8 870 (42,54 %-29,36 %)

Clichy
L., 24 477; V., 15 441; A., 36,91 %
B. et N., 338; E., 15 103.
OUI...... 7 877 (52,15 %-32,18 %)
NON...... 7 226 (47,84 %-29,52 %)

Colombes
L., 44 272; V., 30 162; A., 31,87 %
B. et N., 716; E., 29 446.
OUI...... 14 894 (50,58 %-33,64 %)
NON...... 14 552 (49,41 %-32,86 %)

Courbevoie
L., 32 237; V., 23 685; A., 26,52 %
B. et N., 459; E., 23 226.
OUI...... 13 441 (57,87 %-41,69 %)
NON...... 9 785 (42,12 %-30,35 %)

Fontenay-aux-Roses
L., 14 889; V., 10 447; A., 29,83 %
B. et N., 225; E., 10 222.
OUI...... 6 274 (61,37 %-42,13 %)
NON...... 3 948 (38,62 %-26,51 %)

Garches
L., 11 101; V., 8 246; A., 25,71 %
B. et N., 140; E., 8 106.
OUI...... 4 876 (60,15 %-43,92 %)
NON...... 3 230 (39,84 %-29,09 %)

La Garenne-Colombes
L., 13 135; V., 9 185; A., 30,07 %
B. et N., 208; E., 8 977.
OUI...... 5 019 (55,90 %-38,21 %)
NON...... 3 958 (44,09 %-30,13 %)

Gennevilliers
L., 18 841; V., 12 091; A., 35,82 %
B. et N., 302; E., 11 789.
NON...... 7 328 (62,15 %-38,89 %)
OUI...... 4 461 (37,84 %-23,67 %)

Issy-les-Moulineaux
L., 28 311; V., 19 192; A., 32,21 %
B. et N., 439; E., 18 753.
OUI...... 11 155 (59,48 %-39,40 %)
NON...... 7 598 (40,51 %-26,83 %)

Levallois-Perret
L., 25 314; V., 18 415; A., 27,25 %
B. et N., 414; E., 18 001.
OUI...... 9 836 (54,64 %-38,85 %)
NON...... 8 165 (45,35 %-32,25 %)

Malakoff
L., 19 298; V., 12 302; A., 36,25 %
B. et N., 309; E., 11 993.
NON...... 6 403 (53,38 %-33,17 %)
OUI...... 5 590 (46,61 %-28,96 %)

Meudon
L., 28 772; V., 20 863; A., 27,48 %
B. et N., 377; E., 20 486.
OUI...... 12 924 (63,08 %-44,91 %)
NON...... 7 562 (36,91 %-26,28 %)

Montrouge
L., 21 892; V., 14 812; A., 32,34 %
B. et N., 322; E., 14 490.
OUI...... 8 218 (56,71 %-37,53 %)
NON...... 6 272 (43,28 %-28,64 %)

Neuilly-sur-Seine
L., 34 436; V., 25 885; A., 24,83 %
B. et N., 364; E., 25 521.
OUI...... 16 048 (62,88 %-46,60 %)
NON...... 9 473 (37,11 %-27,50 %)

Le Plessis-Robinson
L., 12 927; V., 9 083; A., 29,73 %
B. et N., 227; E., 8 856.
NON...... 4 450 (50,24 %-34,42 %)
OUI...... 4 406 (49,75 %-34,08 %)

Puteaux
L., 22 332; V., 15 858; A., 28,98 %
B. et N., 389; E., 15 469.
OUI...... 8 283 (53,54 %-37,09 %)
NON...... 7 186 (46,45 %-32,17 %)

Rueil-Malmaison
L., 39 458; V., 29 579; A., 25,03 %
B. et N., 634; E., 28 945.
OUI...... 16 362 (56,52 %-41,46 %)
NON...... 12 583 (43,47 %-31,88 %)

Saint-Cloud
L., 18 876; V., 13 246; A., 29,82 %
B. et N., 239; E., 13 007.
OUI...... 8 412 (64,67 %-44,56 %)
NON...... 4 595 (35,32 %-24,34 %)

Sceaux
L., 12 863; V., 9 706; A., 24,54 %
B. et N., 173; E., 9 533.
OUI...... 6 398 (67,11 %-49,73 %)
NON...... 3 135 (32,88 %-24,37 %)

Sèvres
L., 13 512; V., 10 049; A., 25,62 %
B. et N., 193; E., 9 856.
OUI...... 6 376 (64,69 %-47,18 %)
NON...... 3 480 (35,30 %-25,75 %)

Suresnes
L., 20 808; V., 14 549; A., 30,07 %
B. et N., 363; E., 14 186.
OUI...... 7 957 (56,09 %-38,24 %)
NON...... 6 229 (43,90 %-29,93 %)

Vanves
L., 14 515; V., 10 734; A., 26,04 %
B. et N., 235; E., 10 499.
OUI...... 6 524 (62,13 %-44,94 %)
NON...... 3 975 (37,86 %-27,38 %)

Ville-d'Avray
L., 7 132; V., 5 522; A., 22,57 %
B. et N., 93; E., 5 429.
OUI...... 3 782 (69,66 %-53,02 %)
NON...... 1 647 (30,33 %-23,09 %)

Villeneuve-la-Garenne
L., 11 285; V., 7 158; A., 36,57 %
B. et N., 185; E., 6 973.
NON...... 3 864 (55,41 %-34,24 %)
OUI...... 3 109 (44,58 %-27,54 %)

∴

Protagoniste du non, M. Charles Pasqua, président du conseil général, subit un sévère revers dans son département des Hauts-de-Seine, où le « oui » l'emporte très largement. Son échec est particulièrement sensible à Neuilly, dont il est le conseiller général, puisque les électeurs de cette ville ont préféré le choix de leur maire, M. Nicolas Sarkozy, député RPR, qui a été un des principaux lieutenants de M. Chirac dans cette campagne référendaire. Pratiquement toutes les villes du département ont donné la préférence au « oui », seules celles que dirigent le PC ont été, en général, fidèles à la consigne des communistes et de M. Pasqua. Le « oui » l'emporte largement dans les villes RPR dont les maires appelaient avec force à voter « non » (Levallois-Perret, Suresnes, Rueil-Malmaison, Asnières, Chatillon). L'approbation du traité de Maastricht est encore plus nette dans les communes (Antony, Boulogne-Billancourt, Neuilly) où les élus s'étaient prononcés en sa faveur.

SEINE-ET-MARNE

L., 638 923; V., 452 915; A., 29,11 %
B. et N., 11 659; E., 441 256.
NON...... 225 872 (51,18 %-35,35 %)
OUI...... 215 384 (48,81 %-33,71 %)

1988. – L., 609 181 ; V., 496 612 ; A., 18,47 % ; E., 488 006. – Mitterrand, 161 061 (33,00) ; Chirac, 96 909 (19,85) ; Le Pen, 86 638 (17,75) ; Barre, 73 770 (15,11) ; Lajoinie, 30 721 (6,29) ; Waechter, 18 612 (3,81) ; Juquin, 9 248 (1,89) ; Laguiller, 8 993 (1,84) ; Boussel, 2 054 (0,42).
1972. – L., 365 013 ; V., 230 058 ; A., 36,97 % ; E., 203 390. – OUI, 133 640 (65,70 %) ; NON, 69 750 (34,29 %).

∴

Melun
L., 18 563; V., 11 721; A., 36,85 %
B. et N., 326; E., 11 395.
NON...... 5 703 (50,04 %-30,72 %)
OUI...... 5 692 (49,95 %-30,66 %)

Avon
L., 8 162; V., 5 691; A., 30,27 %
B. et N., 162; E., 5 529.
OUI...... 3 033 (54,85 %-37,16 %)
NON...... 2 496 (45,14 %-30,58 %)

Brie-Comte-Robert
L., 6 406; V., 4 536; A., 29,19 %
B. et N., 118; E., 4 418.
OUI...... 2 239 (50,67 %-34,95 %)
NON...... 2 179 (49,32 %-34,01 %)

Champs-sur-Marne
L., 10 523; V., 7 023; A., 33,26 %
B. et N., 164; E., 6 859.
OUI...... 3 609 (52,61 %-34,29 %)
NON...... 3 250 (47,38 %-30,88 %)

Chelles
L., 26 096; V., 17 933; A., 31,28 %
B. et N., 430; E., 17 503.
NON...... 8 817 (50,37 %-33,78 %)
OUI...... 8 686 (49,62 %-33,28 %)

Combs-la-Ville
L., 10 902; V., 7 995; A., 26,66 %
B. et N., 214; E., 7 781.
OUI...... 4 323 (55,55 %-39,65 %)
NON...... 3 458 (44,44 %-31,71 %)

Coulommiers
L., 7 586; V., 4 819; A., 36,47 %
B. et N., 140; E., 4 679.
NON...... 2 400 (51,29 %-31,63 %)
OUI...... 2 279 (48,70 %-30,04 %)

Dammarie-les-Lys
L., 11 277; V., 7 338; A., 34,92 %
B. et N., 161; E., 7 177.
NON...... 3 731 (51,98 %-33,08 %)
OUI...... 3 446 (48,01 %-30,55 %)

Fontainebleau
L., 10 194; V., 6 784; A., 33,45 %
B. et N., 152; E., 6 632.
OUI...... 3 622 (54,61 %-35,53 %)
NON...... 3 010 (45,38 %-29,52 %)

Lagny-sur-Marne
L., 10 697; V., 6 969; A., 34,85 %
B. et N., 176; E., 6 793.
OUI...... 3 602 (53,02 %-33,67 %)
NON...... 3 191 (46,97 %-29,83 %)

Lognes
L., 4 451; V., 2 972; A., 33,22 %
B. et N., 72; E., 2 900.
OUI...... 1 816 (62,62 %-40,79 %)
NON...... 1 084 (37,37 %-24,35 %)

Meaux
L., 21 348; V., 13 973; A., 34,54 %
B. et N., 427; E., 13 546.
NON...... 6 857 (50,62 %-32,12 %)
OUI...... 6 689 (49,37 %-31,33 %)

Le Mée-sur-Seine
L., 10 930; V., 7 101; A., 35,03 %
B. et N., 203; E., 6 898.
OUI...... 3 556 (51,55 %-32,53 %)
NON...... 3 342 (48,44 %-30,57 %)

Mitry-Mory
L., 9 785; V., 6 787; A., 30,63 %
B. et N., 182; E., 6 605.
NON...... 3 979 (60,24 %-40,66 %)
OUI...... 2 626 (39,75 %-26,83 %)

Moissy-Cramayel
L., 5 869; V., 4 005; A., 31,76 %
B. et N., 133; E., 3 872.
NON...... 1 996 (51,54 %-34,00 %)
OUI...... 1 876 (48,45 %-31,96 %)

Montereau-Fault-Yonne
L., 8 326; V., 5 694; A., 31,61 %
B. et N., 169; E., 5 525.
NON...... 3 268 (59,14 %-39,25 %)
OUI...... 2 257 (40,85 %-27,10 %)

Nemours
L., 6 128; V., 4 112; A., 32,89 %
B. et N., 122; E., 3 990.
NON...... 2 207 (55,31 %-36,01 %)
OUI...... 1 783 (44,68 %-29,09 %)

Noisiel
L., 6 953; V., 4 672; A., 32,80 %
B. et N., 108; E., 4 564.
OUI...... 2 573 (56,37 %-37,00 %)
NON...... 1 991 (43,62 %-28,63 %)

Ozoir-la-Ferrière
L., 9 623; V., 6 851; A., 28,80 %
B. et N., 146; E., 6 705.
OUI...... 3 666 (54,67 %-38,09 %)
NON...... 3 039 (45,32 %-31,58 %)

Pontault-Combault
L., 14 014; V., 9 811; A., 29,99 %
B. et N., 244; E., 9 567.
OUI...... 5 161 (53,94 %-36,82 %)
NON...... 4 406 (46,05 %-31,43 %)

Provins
L., 6 185; V., 3 948; A., 36,16 %
B. et N., 116; E., 3 832.
NON...... 1 986 (51,82 %-32,10 %)
OUI...... 1 846 (48,17 %-29,84 %)

Roissy-en-Brie
L., 10 332; V., 6 654; A., 35,59 %
B. et N., 179; E., 6 475.
OUI...... 3 400 (52,50 %-32,90 %)
NON...... 3 075 (47,49 %-29,76 %)

Saint-Fargeau-Ponthierry
L., 6 773; V., 4 601; A., 32,06 %
B. et N., 99; E., 4 502.
OUI...... 2 368 (52,59 %-34,96 %)
NON...... 2 134 (47,40 %-31,50 %)

Savigny-le-Temple
L., 8 996; V., 6 378; A., 29,10 %
B. et N., 198; E., 6 180.
OUI...... 3 226 (52,20 %-35,86 %)
NON...... 2 954 (47,79 %-32,83 %)

Torcy
L., 8 839; V., 5 532; A., 37,41 %
B. et N., 124; E., 5 408.
OUI...... 3 120 (57,69 %-35,29 %)
NON...... 2 288 (42,30 %-25,88 %)

Vaires-sur-Marne
L., 7 746; V., 5 294; A., 31,65 %
B. et N., 116; E., 5 178.
OUI...... 2 817 (54,40 %-36,36 %)
NON...... 2 361 (45,59 %-30,48 %)

Villeparisis
L., 10 381; V., 6 836; A., 34,14 %
B. et N., 178; E., 6 658.
NON...... 3 666 (55,06 %-35,31 %)
OUI...... 2 992 (44,93 %-28,82 %)

∴

Avec 51,18 % des suffrages exprimés en faveur du « non », la Seine-et-Marne reste fidèle à son image de département relativement conservateur et encore fortement marqué par le monde rural. Dans les petites communes rurales de l'est et du sud du département, le « non » fait un raz de marée. Le « oui » ne l'emporte vraiment que dans les villes nouvelles de Marne-la-Vallée et de Melun-Sénart, où le PS est bien implanté. En revanche Meaux et Montereau-Faut-Yonne, dont les maires sont socialistes, ont donné la préférence au « non », comme Provins, la ville de M. Alain Peyrefitte, qui, en fin de campagne, avait appelé à voter « oui », et Coulommiers, dont le maire est M. Guy Drut, député RPR, qui s'était rangé dans le camp du « oui ».

SEINE-SAINT-DENIS

L., 668 049; V., 438 695; A., 34,33 %
B. et N., 11 217; E., 427 478.
NON...... 232 288 (54,33 %-34,77 %)
OUI...... 195 190 (45,66 %-29,21 %)

1988. – L., 710 366 ; V., 552 355 ; A., 22,24 % ; E., 543 651. – Mitterrand, 178 928 (32,91) ; Le Pen, 107 692 (19,81) ; Chirac, 79 419 (14,61) ; Lajoinie, 73 425 (13,50) ; Barre, 60 309 (11,09) ; Waechter, 17 768 (3,26) ; Juquin, 13 880 (2,55) ; Laguiller, 9 846 (1,81) ; Boussel, 2 284 (0,42).
1972. – L., 624 961 ; V., 369 034 ; A., 40,95 % ; E., 333 364. – NON, 168 688 (50,60 %) ; OUI, 164 676 (49,39 %).

∴

Bobigny
L., 19 420; V., 12 261; A., 36,86 %
B. et N., 320; E., 11 941.
NON...... 7 267 (60,85 %-37,42 %)
OUI...... 4 674 (39,14 %-24,06 %)

Aubervilliers
L., 29 064; V., 16 907; A., 41,82 %
B. et N., 431; E., 16 476.
NON...... 9 754 (59,20 %-33,56 %)
OUI...... 6 722 (40,79 %-23,12 %)

Aulnay-sous-Bois
L., 37 592; V., 24 844; A., 33,91 %
B. et N., 609; E., 24 235.
NON...... 12 719 (52,48 %-33,83 %)
OUI...... 11 516 (47,51 %-30,63 %)

Bagnolet
L., 15 739; V., 9 933; A., 36,88 %
B. et N., 237; E., 9 696.
NON...... 5 423 (55,93 %-34,45 %)
OUI...... 4 273 (44,06 %-27,14 %)

Le Blanc-Mesnil
L., 23 730; V., 15 817; A., 33,34 %
B. et N., 376; E., 15 441.
NON...... 8 834 (57,21 %-37,22 %)
OUI...... 6 607 (42,78 %-27,84 %)

Bondy
L., 23 334; V., 15 395; A., 34,02 %
B. et N., 406; E., 14 989.
NON...... 7 621 (50,84 %-32,66 %)
OUI...... 7 368 (49,15 %-31,57 %)

Le Bourget
L., 6 523; V., 4 508; A., 30,89 %
B. et N., 120; E., 4 388.
NON...... 2 362 (53,82 %-36,21 %)
OUI...... 2 026 (46,17 %-31,05 %)

Clichy-sous-Bois
L., 9 618; V., 5 918; A., 38,46 %
B. et N., 153; E., 5 765.
NON...... 3 289 (57,05 %-34,19 %)
OUI...... 2 476 (42,94 %-25,74 %)

La Courneuve
L., 14 630; V., 9 365; A., 35,98 %
B. et N., 223; E., 9 142.
NON...... 5 974 (65,34 %-40,83 %)
OUI...... 3 168 (34,65 %-21,65 %)

Drancy
L., 34 481; V., 21 942; A., 36,36 %
B. et N., 598; E., 21 344.
NON...... 12 756 (59,76 %-36,99 %)
OUI...... 8 588 (40,23 %-24,90 %)

Épinay-sur-Seine
L., 24 494; V., 15 079; A., 38,43 %
B. et N., 402; E., 14 677.
OUI...... 7 397 (50,39 %-30,19 %)
NON...... 7 280 (49,60 %-29,72 %)

Gagny
L., 21 581; V., 14 795; A., 31,44 %
B. et N., 387; E., 14 408.
NON...... 7 265 (50,42 %-33,66 %)
OUI...... 7 143 (49,57 %-33,09 %)

Les Lilas
L., 11 249; V., 7 869; A., 30,04 %
B. et N., 169; E., 7 700.
OUI...... 4 091 (53,12 %-36,36 %)
NON...... 3 609 (46,87 %-32,08 %)

Livry-Gargan
L., 21 322; V., 15 572; A., 26,96 %
B. et N., 391; E., 15 181.
OUI...... 7 600 (50,06 %-35,64 %)
NON...... 7 581 (49,93 %-35,55 %)

Montfermeil
L., 10 731; V., 7 594; A., 29,23 %
B. et N., 218; E., 7 376.
NON...... 4 051 (54,92 %-37,75 %)
OUI...... 3 325 (45,07 %-30,98 %)

Montreuil
L., 44 386; V., 28 864; A., 34,97 %
B. et N., 744; E., 28 120.
NON...... 14 925 (53,07 %-33,62 %)
OUI...... 13 195 (46,92 %-29,72 %)

Neuilly-Plaisance
L., 10 229; V., 7 274; A., 28,88 %
B. et N., 167; E., 7 107.
NON...... 3 652 (51,38 %-35,70 %)
OUI...... 3 455 (48,61 %-33,77 %)

Neuilly-sur-Marne
L., 13 679; V., 11 116; A., 29,10 %
B. et N., 328; E., 10 788.
OUI...... 5 500 (50,98 %-35,07 %)
NON...... 5 288 (49,01 %-33,72 %)

Noisy-le-Grand
L., 24 982; V., 17 098; A., 31,55 %
B. et N., 442; E., 16 656.
OUI...... 8 902 (53,44 %-35,63 %)
NON...... 7 754 (46,55 %-31,03 %)

Noisy-le-Sec
L., 19 183; V., 12 533; A., 34,66 %
B. et N., 313; E., 12 220.
NON...... 6 751 (55,24 %-35,19 %)
OUI...... 5 469 (44,75 %-28,50 %)

Pantin
L., 21 949; V., 13 577; A., 38,14 %
B. et N., 367; E., 13 210.
NON...... 6 763 (51,19 %-30,81 %)
OUI...... 6 447 (48,80 %-29,37 %)

Les Pavillons-sous-Bois
L., 10 874; V., 7 133; A., 34,40 %
B. et N., 195; E., 6 938.
OUI...... 3 549 (51,15 %-32,63 %)
NON...... 3 389 (48,84 %-31,16 %)

Pierrefitte-sur-Seine
L., 10 614; V., 7 350; A., 30,75 %
B. et N., 180; E., 7 170.
NON...... 4 244 (59,19 %-39,98 %)
OUI...... 2 926 (40,80 %-27,56 %)

Le Pré-Saint-Gervais
L., 7 145; V., 4 799; A., 32,83 %
B. et N., 144; E., 4 655.
OUI...... 2 494 (53,57 %-34,90 %)
NON...... 2 161 (46,42 %-30,24 %)

Le Raincy
L., 9 126; V., 6 266; A., 31,33 %
B. et N., 100; E., 6 166.
OUI...... 3 541 (57,42 %-38,80 %)
NON...... 2 625 (42,57 %-28,76 %)

Romainville
L., 12 740; V., 8 037; A., 36,91 %
B. et N., 163; E., 7 874.
NON...... 4 978 (63,22 %-39,07 %)
OUI...... 2 896 (36,77 %-22,73 %)

Rosny-sous-Bois
L., 20 965; V., 13 774; A., 34,30 %
B. et N., 320; E., 13 454.
NON...... 6 829 (50,75 %-32,57 %)
OUI...... 6 625 (49,24 %-31,60 %)

Saint-Denis
L., 35 743; V., 21 328; A., 40,32 %
B. et N., 525; E., 20 803.
NON...... 12 072 (58,03 %-33,77 %)
OUI...... 8 731 (41,96 %-24,42 %)

Saint-Ouen
L., 17 106; V., 11 300; A., 33,94 %
B. et N., 319; E., 10 981.
NON...... 6 543 (59,58 %-38,24 %)
OUI...... 4 438 (40,41 %-25,94 %)

Sevran
L., 20 675; V., 13 247; A., 35,92 %
B. et N., 334; E., 12 913.
NON...... 7 122 (55,15 %-34,44 %)
OUI...... 5 791 (44,84 %-28,00 %)

Stains
L., 15 780; V., 10 034; A., 36,41 %
B. et N., 282; E., 9 752.
NON...... 6 175 (63,32 %-39,13 %)
OUI...... 3 577 (36,67 %-22,66 %)

Tremblay-en-France
L., 17 877; V., 12 293; A., 31,23 %
B. et N., 351; E., 11 942.
NON...... 6 914 (57,89 %-38,67 %)
OUI...... 5 028 (42,10 %-28,12 %)

Villemomble
L., 15 945; V., 11 305; A., 29,10 %
B. et N., 260; E., 11 045.
NON...... 5 650 (51,15 %-35,43 %)
OUI...... 5 395 (48,84 %-33,83 %)

Villepinte
L., 12 779; V., 8 917; A., 30,22 %
B. et N., 247; E., 8 670.
NON...... 4 668 (53,84 %-36,52 %)
OUI...... 4 002 (46,15 %-31,31 %)

Villetaneuse
L., 4 144; V., 2 744; A., 33,78 %
B. et N., 68; E., 2 676.
NON...... 1 633 (61,02 %-39,40 %)
OUI...... 1 043 (38,97 %-25,16 %)

∴

Dans l'un des deux départements dirigés par le Parti communiste, où le Front national a franchi la barre des 21 % des voix aux élections régionales du printemps 1992 et où la majorité des élus RPR – dont deux députés (MM. Robert Pandraud et Eric Raoult) et un sénateur (M. Robert Calmejane) – s'étaient prononcés contre le traité de Maastricht, la victoire du « non » était attendue. Toutes les villes dirigées par le PC ont effectivement voté « non », avec quatre des cinq ayant un maire RPR (la cinquième étant Noisy-le-Grand) mais aussi une des trois de l'UDF (Rosny-sous-Bois) et les deux gérées par un divers droite (Le Bourget et Montfermeil). Le « non » l'emporte à Bondy, dont le maire est M. Claude Fuzier, sénateur socialiste, et où a été élue Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation et aux droits de la femme.

هكذا من الأصل

SUR L'UNION EUROPÉENNE

VAL-DE-MARNE

L., 669 718 ; V., 465 684 ; A., 30,46 %
B. et N., 11 090 ; E., 454 594.
OUI...... 232 660 (51,17 %-34,73 %)
NON...... 221 934 (48,82 %-33,13 %)

1988. – I., 700 106 ; V., 560 287 ; A., 19,97 % ; E., 549 303. – Mitterrand, 172 814 (31,46) ; Chirac, 106 428 (19,37) ; Le Pen, 85 940 (15,64) ; Barre, 77 060 (14,02) ; Lajoinie, 60 123 (10,94) ; Waechter, 20 882 (3,80) ; Juquin, 14 763 (2,68) ; Laguiller, 8 976 (1,63) ; Boussel, 2 317 (0,42).

1972. – I., 594 455 ; V., 359 260 ; A., 39,56 % ; E., 320 763. – OUI, 187 516 (58,45 %) ; NON, 133 247 (41,54 %).

∴

Créteil
L., 43 240 ; V., 28 414 ; A., 34,28 %
B. et N., 748 ; E., 27 666.
OUI...... 16 315 (58,97 %-37,73 %)
NON...... 11 351 (41,02 %-26,25 %)

Alfortville
L., 19 301 ; V., 13 081 ; A., 32,22 %
B. et N., 396 ; E., 12 685.
OUI...... 6 483 (51,10 %-33,58 %)
NON...... 6 202 (48,89 %-32,13 %)

Arcueil
L., 11 603 ; V., 7 675 ; A., 33,85 %
B. et N., 204 ; E., 7 471.
NON...... 3 933 (52,64 %-33,89 %)
OUI...... 3 538 (47,35 %-30,49 %)

Boissy-Saint-Léger
L., 7 518 ; V., 5 230 ; A., 30,43 %
B. et N., 153 ; E., 5 077.
OUI...... 2 621 (51,62 %-34,86 %)
NON...... 2 456 (48,37 %-32,66 %)

Bonneuil-sur-Marne
L., 7 473 ; V., 5 034 ; A., 32,63 %
B. et N., 151 ; E., 4 883.
NON...... 2 897 (59,32 %-38,76 %)
OUI...... 1 986 (40,67 %-26,57 %)

Bry-sur-Marne
L., 9 092 ; V., 6 532 ; A., 28,15 %
B. et N., 130 ; E., 6 402.
OUI...... 3 618 (56,51 %-39,79 %)
NON...... 2 784 (43,48 %-30,62 %)

Cachan
L., 13 015 ; V., 9 376 ; A., 27,96 %
B. et N., 251 ; E., 9 125.
OUI...... 5 375 (58,90 %-41,29 %)
NON...... 3 750 (41,09 %-28,81 %)

Champigny-sur-Marne
L., 39 549 ; V., 26 593 ; A., 32,75 %
B. et N., 577 ; E., 26 016.
NON...... 14 370 (55,23 %-36,33 %)
OUI...... 11 646 (44,76 %-29,44 %)

Charenton-le-Pont
L., 14 302 ; V., 9 706 ; A., 32,13 %
B. et N., 226 ; E., 9 480.
OUI...... 5 336 (56,28 %-37,30 %)
NON...... 4 144 (43,71 %-28,97 %)

Chennevières-sur-Marne
L., 9 174 ; V., 6 367 ; A., 30,59 %
B. et N., 159 ; E., 6 208.
OUI...... 3 281 (52,85 %-35,76 %)
NON...... 2 927 (47,14 %-31,90 %)

Chevilly-Larue
L., 9 217 ; V., 6 477 ; A., 29,72 %
B. et N., 165 ; E., 6 312.
OUI...... 3 231 (51,18 %-35,05 %)
NON...... 3 081 (48,81 %-33,42 %)

Choisy-le-Roi
L., 18 430 ; V., 12 077 ; A., 34,47 %
B. et N., 301 ; E., 11 776.
NON...... 6 168 (52,37 %-33,46 %)
OUI...... 5 608 (47,62 %-30,42 %)

Fontenay-sous-Bois
L., 31 062 ; V., 20 392 ; A., 34,35 %
B. et N., 490 ; E., 19 902.
OUI...... 9 970 (50,09 %-32,09 %)
NON...... 9 932 (49,90 %-31,97 %)

Premier vote électronique à Santeny

La petite commune de Santeny (Val-de-Marne) a été le cadre de la première expérience de vote électronique en France. Ses 1 866 électeurs étaient invités à voter deux fois : une première fois de façon officielle et traditionnelle et, pour ceux qui le désiraient, une deuxième fois avec une carte à puce.

Semblable à celle utilisée pour le téléphone, cette carte utilise un système appelé *CIVIS* qui allie une machine à voter et un Minitel, ce qui permet de suivre en direct les chiffres de participation. Ce deuxième vote n'avait bien sûr qu'un intérêt expérimental. Quelques secondes après la clôture du scrutin le résultat pouvait s'afficher : 966 « oui » et 535 « non »... du moins pour l'électronique. Car on découvrait, après le dépouillement traditionnel, un résultat (déclaré officiel) quelque peu différent : seulement 961 « oui » et 559 « non ». Explication officielle : les électeurs « effrayés » par la carte à puce, qui ont refusé de participer à cette simulation, étaient des partisans du « non ».

F. G.

Fresnes
L., 13 086 ; V., 9 039 ; A., 30,92 %
B. et N., 190 ; E., 8 849.
OUI...... 5 009 (56,60 %-38,27 %)
NON...... 3 840 (43,39 %-29,34 %)

Gentilly
L., 8 655 ; V., 5 916 ; A., 31,64 %
B. et N., 140 ; E., 5 776.
NON...... 3 156 (54,63 %-36,46 %)
OUI...... 2 620 (45,36 %-30,27 %)

L'Haÿ-les-Roses
L., 17 204 ; V., 12 367 ; A., 28,11 %
B. et N., 286 ; E., 12 081.
OUI...... 7 251 (60,01 %-42,14 %)
NON...... 4 830 (39,98 %-28,07 %)

Ivry-sur-Seine
L., 25 147 ; V., 17 963 ; A., 28,56 %
B. et N., 335 ; E., 17 628.
NON...... 12 743 (72,28 %-50,67 %)
OUI...... 4 885 (27,71 %-19,42 %)

Joinville-le-Pont
L., 10 201 ; V., 7 330 ; A., 28,14 %
B. et N., 180 ; E., 7 150.
OUI...... 3 864 (54,04 %-37,87 %)
NON...... 3 286 (45,95 %-32,21 %)

Le Kremlin-Bicêtre
L., 9 797 ; V., 6 908 ; A., 29,48 %
B. et N., 189 ; E., 6 719.
OUI...... 3 526 (52,47 %-35,99 %)
NON...... 3 193 (47,52 %-32,59 %)

Limeil-Brévannes
L., 8 102 ; V., 5 981 ; A., 26,17 %
B. et N., 135 ; E., 5 846.
NON...... 3 080 (52,68 %-38,01 %)
OUI...... 2 766 (47,31 %-34,13 %)

Maisons-Alfort
L., 32 149 ; V., 22 256 ; A., 30,77 %
B. et N., 580 ; E., 21 676.
OUI...... 11 359 (52,40 %-35,33 %)
NON...... 10 317 (47,59 %-32,09 %)

Nogent-sur-Marne
L., 16 287 ; V., 11 676 ; A., 28,31 %
B. et N., 226 ; E., 11 450.
OUI...... 6 615 (57,77 %-40,61 %)
NON...... 4 835 (42,22 %-29,68 %)

Orly
L., 10 641 ; V., 7 019 ; A., 34,03 %
B. et N., 187 ; E., 6 832.
NON...... 3 815 (55,84 %-35,85 %)
OUI...... 3 017 (44,15 %-28,35 %)

Ormesson-sur-Marne
L., 5 992 ; V., 4 443 ; A., 25,85 %
B. et N., 108 ; E., 4 335.
OUI...... 2 185 (50,40 %-36,46 %)
NON...... 2 150 (49,59 %-35,88 %)

Le Perreux-sur-Marne
L., 18 136 ; V., 12 605 ; A., 30,49 %
B. et N., 293 ; E., 12 312.
OUI...... 6 998 (56,83 %-38,58 %)
NON...... 5 314 (43,16 %-29,30 %)

Le Plessis-Trévise
L., 8 242 ; V., 6 010 ; A., 27,08 %
B. et N., 142 ; E., 5 868.
OUI...... 3 105 (52,91 %-37,67 %)
NON...... 2 763 (47,08 %-33,52 %)

Saint-Mandé
L., 11 993 ; V., 8 718 ; A., 27,30 %
B. et N., 190 ; E., 8 528.
OUI...... 5 078 (59,54 %-42,34 %)
NON...... 3 450 (40,45 %-28,76 %)

Saint-Maur-des-Fossés
L., 45 873 ; V., 33 151 ; A., 27,73 %
B. et N., 674 ; E., 32 477.
OUI...... 18 268 (56,24 %-39,82 %)
NON...... 14 209 (43,75 %-30,97 %)

Saint-Maurice
L., 5 723 ; V., 3 993 ; A., 30,22 %
B. et N., 106 ; E., 3 887.
OUI...... 2 319 (59,66 %-40,52 %)
NON...... 1 568 (40,33 %-27,39 %)

Sucy-en-Brie
L., 15 501 ; V., 11 643 ; A., 24,88 %
B. et N., 252 ; E., 11 391.
OUI...... 6 563 (57,61 %-42,33 %)
NON...... 4 828 (42,38 %-31,14 %)

Thiais
L., 14 018 ; V., 10 124 ; A., 27,77 %
B. et N., 249 ; E., 9 875.
OUI...... 5 044 (51,07 %-35,98 %)
NON...... 4 831 (48,92 %-34,46 %)

Valenton
L., 5 316 ; V., 3 407 ; A., 35,91 %
B. et N., 50 ; E., 3 357.
NON...... 2 444 (72,80 %-45,97 %)
OUI...... 913 (27,19 %-17,17 %)

Villejuif
L., 24 277 ; V., 16 819 ; A., 30,72 %
B. et N., 328 ; E., 16 491.
NON...... 9 732 (59,01 %-40,08 %)
OUI...... 6 759 (40,98 %-27,84 %)

Villeneuve-le-Roi
L., 10 318 ; V., 7 212 ; A., 30,10 %
B. et N., 213 ; E., 6 999.
NON...... 4 001 (57,16 %-38,77 %)
OUI...... 2 998 (42,83 %-29,05 %)

Villeneuve-Saint-Georges
L., 13 413 ; V., 9 178 ; A., 31,57 %
B. et N., 278 ; E., 8 900.
NON...... 4 941 (55,51 %-36,83 %)
OUI...... 3 959 (44,48 %-29,51 %)

Villiers-sur-Marne
L., 13 080 ; V., 9 046 ; A., 30,84 %
B. et N., 224 ; E., 8 822.
OUI...... 4 601 (52,15 %-35,17 %)
NON...... 4 221 (47,84 %-32,27 %)

Vincennes
L., 26 925 ; V., 18 914 ; A., 29,75 %
B. et N., 406 ; E., 18 508.
OUI...... 11 068 (59,75 %-41,07 %)
NON...... 7 440 (40,24 %-27,66 %)

Vitry-sur-Seine
L., 40 251 ; V., 26 682 ; A., 33,71 %
B. et N., 694 ; E., 25 988.
NON...... 14 069 (54,13 %-34,95 %)
OUI...... 11 919 (45,86 %-29,61 %)

∴

Le « oui » l'a emporté d'une courte tête, malgré l'importance de l'électorat communiste dans le Val-de-Marne (un des deux départements dirigés par le PC) et l'engagement de certains dirigeants locaux de l'opposition en faveur du « non ». En fait, les villes tenues par la droite ont en majorité approuvé le traité, même lorsque leurs maires avaient pris fait et cause pour le « non », comme MM. Alain Griotteray (UDF-PR) à Charenton, Roland Nungesser (RPR) à Nogent, Robert-André Vivien (RPR) à Saint-Mandé et Jean-Louis Beaumont (div. d.) à Saint-Maur. Le « oui » l'emporte également dans toutes les villes socialistes, à l'exception notable de Villeneuve-Saint-Georges, dont le maire est M. Roger-Gérard Schwartzenberg (MRG). Pas de surprise, en revanche, dans les villes communistes, où le « non » l'emporte largement, à deux exception près : Chevilly-Larue et Fontenay-sous-Bois ; mais à Ivry et à Valenton le « non », dépasse la barre des 72 %.

VAL-D'OISE

L., 578 082 ; V., 408 508 ; A., 29,33 %
B. et N., 9 694 ; E., 398 814.
OUI...... 205 530 (51,53 %-35,55 %)
NON...... 193 284 (48,46 %-33,43 %)

1988. – I., 572 242 ; V., 463 008 ; A., 19,08 % ; E., 455 676. – Mitterrand, 151 269 (33,19) ; Le Pen, 82 387 (18,08) ; Chirac, 82 039 (18,00) ; Barre, 66 223 (14,53) ; Lajoinie, 35 978 (7,89) ; Waechter, 17 356 (3,80) ; Juquin, 10 198 (2,23) ; Laguiller, 8 224 (1,80) ; Boussel, 2 002 (0,43).

1972. – I., 384 593 ; V., 235 247 ; A., 38,83 % ; E., 209 575. – OUI, 126 255 (60,24 %) ; NON, 83 320 (39,75 %).

∴

Pontoise
L., 14 015 ; V., 10 010 ; A., 28,57 %
B. et N., 262 ; E., 9 748.
OUI...... 5 361 (54,99 %-38,25 %)
NON...... 4 387 (45,00 %-31,30 %)

Argenteuil
L., 48 287 ; V., 31 004 ; A., 35,79 %
B. et N., 775 ; E., 30 229.
NON...... 16 640 (55,04 %-34,46 %)
OUI...... 13 589 (44,95 %-28,14 %)

Arnouville-lès-Gonesse
L., 7 764 ; V., 5 348 ; A., 31,11 %
B. et N., 139 ; E., 5 209.
NON...... 2 726 (52,33 %-35,11 %)
OUI...... 2 483 (47,66 %-31,98 %)

Bezons
L., 13 237 ; V., 8 538 ; A., 35,49 %
B. et N., 183 ; E., 8 355.
NON...... 4 875 (58,34 %-36,82 %)
OUI...... 3 480 (41,65 %-26,28 %)

Cergy
L., 18 858 ; V., 12 837 ; A., 31,92 %
B. et N., 295 ; E., 12 542.
OUI...... 7 572 (60,37 %-40,15 %)
NON...... 4 970 (39,62 %-26,35 %)

Cormeilles-en-Parisis
L., 10 451 ; V., 7 805 ; A., 25,31 %
B. et N., 168 ; E., 7 637.
OUI...... 4 221 (55,27 %-40,38 %)
NON...... 3 416 (44,72 %-32,68 %)

Deuil-la-Barre
L., 12 321 ; V., 8 414 ; A., 31,71 %
B. et N., 215 ; E., 8 199.
OUI...... 4 417 (53,87 %-35,84 %)
NON...... 3 782 (46,12 %-30,69 %)

Domont
L., 8 328 ; V., 6 379 ; A., 23,40 %
B. et N., 162 ; E., 6 217.
OUI...... 3 227 (51,90 %-38,74 %)
NON...... 2 990 (48,09 %-35,90 %)

Eaubonne
L., 15 284 ; V., 10 998 ; A., 28,04 %
B. et N., 258 ; E., 10 740.
OUI...... 6 273 (58,40 %-41,04 %)
NON...... 4 467 (41,59 %-29,22 %)

Enghien-les-Bains
L., 6 584 ; V., 4 944 ; A., 24,90 %
B. et N., 78 ; E., 4 866.
OUI...... 2 902 (59,63 %-44,07 %)
NON...... 1 964 (40,36 %-29,82 %)

Éragny
L., 8 151 ; V., 6 059 ; A., 25,66 %
B. et N., 146 ; E., 5 913.
OUI...... 3 333 (56,36 %-40,89 %)
NON...... 2 580 (43,63 %-31,65 %)

Ermont
L., 16 550 ; V., 11 456 ; A., 30,77 %
B. et N., 277 ; E., 11 179.
OUI...... 5 990 (53,58 %-36,19 %)
NON...... 5 189 (46,41 %-31,35 %)

Franconville
L., 20 260 ; V., 13 808 ; A., 31,84 %
B. et N., 324 ; E., 13 484.
OUI...... 7 149 (53,01 %-35,28 %)
NON...... 6 335 (46,98 %-31,26 %)

Garges-lès-Gonesse
L., 13 969 ; V., 8 683 ; A., 37,84 %
B. et N., 197 ; E., 8 486.
NON...... 4 647 (54,76 %-33,26 %)
OUI...... 3 839 (45,23 %-27,48 %)

Gonesse
L., 11 268 ; V., 7 488 ; A., 33,54 %
B. et N., 187 ; E., 7 301.
NON...... 3 775 (51,70 %-33,50 %)
OUI...... 3 526 (48,29 %-31,29 %)

Goussainville
L., 11 729 ; V., 8 301 ; A., 29,22 %
B. et N., 218 ; E., 8 083.
NON...... 5 014 (62,03 %-42,74 %)
OUI...... 3 069 (37,96 %-26,16 %)

Herblay
L., 12 954 ; V., 9 721 ; A., 24,95 %
B. et N., 246 ; E., 9 475.
OUI...... 5 245 (55,35 %-40,48 %)
NON...... 4 230 (44,64 %-32,65 %)

Jouy-le-Moutier
L., 6 955 ; V., 5 259 ; A., 24,38 %
B. et N., 130 ; E., 5 129.
OUI...... 2 956 (57,63 %-42,50 %)
NON...... 2 173 (42,36 %-31,24 %)

Montigny-lès-Cormeilles
L., 8 549 ; V., 5 920 ; A., 30,75 %
B. et N., 134 ; E., 5 786.
NON...... 3 031 (52,38 %-35,45 %)
OUI...... 2 755 (47,61 %-32,22 %)

Montmagny
L., 5 273 ; V., 3 923 ; A., 25,60 %
B. et N., 99 ; E., 3 824.
NON...... 1 956 (51,15 %-37,09 %)
OUI...... 1 868 (48,84 %-35,42 %)

Montmorency
L., 13 061 ; V., 9 132 ; A., 30,08 %
B. et N., 203 ; E., 8 929.
OUI...... 5 232 (58,59 %-40,05 %)
NON...... 3 697 (41,40 %-28,30 %)

Osny
L., 7 140 ; V., 5 370 ; A., 24,78 %
B. et N., 123 ; E., 5 247.
OUI...... 2 835 (54,03 %-39,70 %)
NON...... 2 412 (45,96 %-33,78 %)

Persan
L., 4 886 ; V., 3 162 ; A., 35,28 %
B. et N., 70 ; E., 3 092.
NON...... 2 000 (64,68 %-40,93 %)
OUI...... 1 092 (35,31 %-22,34 %)

Saint-Brice-sous-Forêt
L., 5 949 ; V., 4 298 ; A., 27,75 %
B. et N., 75 ; E., 4 223.
OUI...... 2 426 (57,44 %-40,77 %)
NON...... 1 797 (42,55 %-30,20 %)

Saint-Gratien
L., 12 589 ; V., 8 697 ; A., 30,91 %
B. et N., 174 ; E., 8 523.
OUI...... 4 707 (55,22 %-37,38 %)
NON...... 3 816 (44,77 %-30,31 %)

Saint-Leu-la-Forêt
L., 9 194 ; V., 6 954 ; A., 24,36 %
B. et N., 157 ; E., 6 797.
OUI...... 4 057 (59,68 %-44,12 %)
NON...... 2 740 (40,31 %-29,80 %)

Saint-Ouen-l'Aumône
L., 9 500 ; V., 6 336 ; A., 33,30 %
B. et N., 176 ; E., 6 160.
NON...... 3 169 (51,44 %-33,35 %)
OUI...... 2 991 (48,55 %-31,48 %)

Sannois
L., 13 373 ; V., 9 423 ; A., 29,53 %
B. et N., 281 ; E., 9 142.
OUI...... 4 753 (51,99 %-35,54 %)
NON...... 4 389 (48,00 %-32,81 %)

Sarcelles
L., 25 864 ; V., 15 982 ; A., 38,20 %
B. et N., 418 ; E., 15 564.
OUI...... 8 495 (54,58 %-32,84 %)
NON...... 7 069 (45,41 %-27,33 %)

Soisy-sous-Montmorency
L., 9 837 ; V., 6 769 ; A., 31,18 %
B. et N., 118 ; E., 6 651.
OUI...... 3 758 (56,50 %-38,20 %)
NON...... 2 893 (43,49 %-29,40 %)

Taverny
L., 15 262 ; V., 10 493 ; A., 31,24 %
B. et N., 287 ; E., 10 206.
OUI...... 5 768 (56,51 %-37,79 %)
NON...... 4 438 (43,48 %-29,07 %)

Vauréal
L., 4 183 ; V., 3 282 ; A., 21,53 %
B. et N., 77 ; E., 3 205.
OUI...... 1 881 (58,68 %-44,96 %)
NON...... 1 324 (41,31 %-31,65 %)

Villiers-le-Bel
L., 11 271 ; V., 7 197 ; A., 36,14 %
B. et N., 196 ; E., 7 001.
NON...... 3 563 (50,89 %-31,61 %)
OUI...... 3 438 (49,10 %-30,50 %)

Le Val-d'Oise a approuvé le traité à une *majorité légèrement plus importante* que sur le plan national. Mais sa partie rurale s'est prononcée massivement pour le « non » avec des scores records de 60 % à Magny-en-Vexin, et même de 65 % à Cormeilles-en-Vexin. Le PS essuie plusieurs défaites significatives dans des villes qu'il gère, notamment à Saint-Ouen-l'Aumône, qui a voté à 51,5 % « non » alors que son maire, M. Alain Richard, est député rocardien. A noter enfin, l'échec relatif de M. Michel Poniatowski, un des principaux lieutenant de M. de Villiers dans son combat contre la ratification du traité : à l'Isle-Adam, la commune dont il est le maire, le « non » ne dépasse pas 50,5 %.

YVELINES

L., 784 033 ; V., 573 159 ; A., 26,89 %
B. et N., 12 041 ; E., 561 118.
OUI...... 321 932 (57,37 %-41,06 %)
NON...... 239 186 (42,62 %-30,50 %)

1988. – I., 772 804 ; V., 634 280 ; A., 17,92 % ; E., 625 151. – Mitterrand, 183 684 (29,38) ; Chirac, 163 090 (24,48) ; Barre, 115 565 (18,48) ; Le Pen, 94 100 (15,05) ; Lajoinie, 29 282 (4,68) ; Waechter, 24 713 (3,95) ; Juquin, 12 634 (2,02) ; Laguiller, 9 874 (1,57) ; Boussel, 2 209 (0,35).

1972. – I., 492 126 ; V., 300 065 ; A., 39,02 % ; E., 266 090. – OUI, 185 851 (69,84 %) ; NON, 80 239 (30,15 %).

∴

Versailles
L., 54 809 ; V., 40 937 ; A., 25,30 %
B. et N., 663 ; E., 40 274.
OUI...... 23 966 (59,50 %-43,72 %)
NON...... 16 308 (40,49 %-29,75 %)

Achères
L., 8 709 ; V., 5 771 ; A., 33,73 %
B. et N., 150 ; E., 5 621.
NON...... 2 866 (50,98 %-32,90 %)
OUI...... 2 755 (49,01 %-31,63 %)

Andrésy
L., 13 724 ; V., 9 778 ; A., 28,75 %
B. et N., 252 ; E., 9 526.
OUI...... 5 376 (56,43 %-39,17 %)
NON...... 4 150 (43,56 %-30,23 %)

Aubergenville
L., 5 800 ; V., 4 078 ; A., 29,68 %
B. et N., 106 ; E., 3 972.
NON...... 2 047 (51,53 %-35,29 %)
OUI...... 1 925 (48,46 %-33,18 %)

Bois-d'Arcy
L., 6 699 ; V., 5 057 ; A., 24,51 %
B. et N., 117 ; E., 4 940.
OUI...... 2 818 (57,04 %-42,06 %)
NON...... 2 122 (42,95 %-31,67 %)

Carrières-sous-Poissy
L., 4 802 ; V., 3 366 ; A., 29,90 %
B. et N., 79 ; E., 3 287.
NON...... 1 753 (53,33 %-36,50 %)
OUI...... 1 534 (46,66 %-31,94 %)

Carrières-sur-Seine
L., 6 230 ; V., 4 516 ; A., 27,51 %
B. et N., 100 ; E., 4 416.
OUI...... 2 316 (52,44 %-37,17 %)
NON...... 2 100 (47,55 %-33,70 %)

La Celle-Saint-Cloud
L., 14 741 ; V., 10 446 ; A., 29,13 %
B. et N., 169 ; E., 10 277.
OUI...... 6 643 (64,63 %-45,06 %)
NON...... 3 634 (35,36 %-24,65 %)

Chanteloup-les-Vignes
L., 3 361 ; V., 2 210 ; A., 34,24 %
B. et N., 49 ; E., 2 161.
NON...... 1 094 (50,62 %-32,54 %)
OUI...... 1 067 (49,37 %-31,74 %)

Chatou
L., 18 142 ; V., 12 918 ; A., 28,79 %
B. et N., 251 ; E., 12 667.
OUI...... 7 860 (62,05 %-43,32 %)
NON...... 4 807 (37,94 %-26,49 %)

Le Chesnay
L., 19 631 ; V., 13 659 ; A., 30,42 %
B. et N., 207 ; E., 13 452.
OUI...... 8 486 (63,08 %-43,22 %)
NON...... 4 966 (36,91 %-25,29 %)

Les Clayes-sous-Bois
L., 10 483 ; V., 7 329 ; A., 30,08 %
B. et N., 190 ; E., 7 139.
OUI...... 4 112 (57,59 %-39,22 %)
NON...... 3 027 (42,40 %-28,87 %)

Conflans-Sainte-Honorine
L., 19 480 ; V., 13 833 ; A., 28,98 %
B. et N., 363 ; E., 13 470.
OUI...... 7 407 (54,98 %-38,02 %)
NON...... 6 063 (45,01 %-31,12 %)

Élancourt
L., 12 187 ; V., 9 206 ; A., 24,46 %
B. et N., 228 ; E., 8 978.
OUI...... 5 709 (63,58 %-46,84 %)
NON...... 3 269 (36,41 %-26,82 %)

Fontenay-le-Fleury
L., 7 984 ; V., 5 568 ; A., 30,26 %
B. et N., 146 ; E., 5 422.
OUI...... 3 250 (59,94 %-40,70 %)
NON...... 2 172 (40,05 %-27,20 %)

Guyancourt
L., 9 298 ; V., 6 826 ; A., 26,58 %
B. et N., 161 ; E., 6 665.
OUI...... 4 049 (60,75 %-43,54 %)
NON...... 2 616 (39,24 %-28,13 %)

Houilles
L., 17 363 ; V., 12 757 ; A., 26,52 %
B. et N., 293 ; E., 12 464.
OUI...... 6 806 (54,60 %-39,19 %)
NON...... 5 658 (45,39 %-32,58 %)

Limay
L., 6 564 ; V., 4 710 ; A., 28,24 %
B. et N., 126 ; E., 4 584.
NON...... 2 659 (58,00 %-40,50 %)
OUI...... 1 925 (41,99 %-29,32 %)

Maisons-Laffitte
L., 15 035 ; V., 10 875 ; A., 27,66 %
B. et N., 163 ; E., 10 712.
OUI...... 6 461 (60,31 %-42,97 %)
NON...... 4 251 (39,68 %-28,27 %)

Mantes-la-Jolie
L., 18 939 ; V., 11 261 ; A., 40,54 %
B. et N., 271 ; E., 10 990.
NON...... 5 974 (54,35 %-31,54 %)
OUI...... 5 016 (45,64 %-26,48 %)

Mantes-la-Ville
L., 10 886 ; V., 7 790 ; A., 28,44 %
B. et N., 204 ; E., 7 586.
NON...... 4 026 (53,07 %-36,98 %)
OUI...... 3 560 (46,92 %-32,70 %)

Marly-le-Roi
L., 11 814 ; V., 8 523 ; A., 27,85 %
B. et N., 176 ; E., 8 347.
OUI...... 5 601 (67,10 %-47,40 %)
NON...... 2 746 (32,89 %-23,24 %)

Maurepas
L., 13 638 ; V., 9 608 ; A., 29,54 %
B. et N., 200 ; E., 9 408.
OUI...... 5 951 (63,25 %-43,63 %)
NON...... 3 457 (36,74 %-25,34 %)

Montesson
L., 7 732 ; V., 5 661 ; A., 26,78 %
B. et N., 98 ; E., 5 563.
OUI...... 3 382 (60,79 %-43,74 %)
NON...... 2 181 (39,20 %-28,20 %)

Montigny-le-Bretonneux
L., 16 178 ; V., 12 206 ; A., 24,55 %
B. et N., 272 ; E., 11 934.
OUI...... 7 905 (66,23 %-48,86 %)
NON...... 4 029 (33,76 %-24,90 %)

Les Mureaux
L., 13 255 ; V., 8 579 ; A., 35,27 %
B. et N., 224 ; E., 8 355.
NON...... 4 421 (52,91 %-33,35 %)
OUI...... 3 934 (47,08 %-29,67 %)

Le Pecq
L., 11 673 ; V., 7 984 ; A., 31,60 %
B. et N., 110 ; E., 7 874.
OUI...... 5 040 (64,00 %-43,17 %)
NON...... 2 834 (35,99 %-24,27 %)

Plaisir
L., 14 329 ; V., 9 938 ; A., 30,64 %
B. et N., 231 ; E., 9 707.
OUI...... 6 073 (62,56 %-42,38 %)
NON...... 3 634 (37,43 %-25,36 %)

Poissy
L., 19 535 ; V., 14 328 ; A., 26,65 %
B. et N., 318 ; E., 14 010.
OUI...... 7 240 (51,67 %-37,06 %)
NON...... 6 770 (48,32 %-34,65 %)

Rambouillet
L., 15 376 ; V., 11 581 ; A., 24,68 %
B. et N., 261 ; E., 11 320.
OUI...... 6 175 (54,54 %-40,15 %)
NON...... 5 145 (45,45 %-33,46 %)

Saint-Cyr-l'École
L., 9 042 ; V., 6 438 ; A., 28,79 %
B. et N., 173 ; E., 6 265.
OUI...... 3 285 (52,43 %-36,33 %)
NON...... 2 980 (47,56 %-32,95 %)

Saint-Germain-en-Laye
L., 26 111 ; V., 18 067 ; A., 30,80 %
B. et N., 329 ; E., 17 738.
OUI...... 11 229 (63,30 %-43,00 %)
NON...... 6 509 (36,69 %-24,92 %)

Sartrouville
L., 25 626 ; V., 17 936 ; A., 30,00 %
B. et N., 408 ; E., 17 528.
OUI...... 9 047 (51,61 %-35,30 %)
NON...... 8 481 (48,38 %-33,09 %)

Trappes
L., 11 102 ; V., 7 239 ; A., 34,79 %
B. et N., 177 ; E., 7 062.
NON...... 3 896 (55,16 %-35,09 %)
OUI...... 3 166 (44,83 %-28,51 %)

Vélizy-Villacoublay
L., 14 926 ; V., 10 831 ; A., 27,43 %
B. et N., 219 ; E., 10 612.
OUI...... 5 897 (55,56 %-39,50 %)
NON...... 4 715 (44,43 %-31,58 %)

Verneuil-sur-Seine
L., 8 340 ; V., 6 013 ; A., 27,90 %
B. et N., 122 ; E., 5 891.
OUI...... 3 391 (57,56 %-40,65 %)
NON...... 2 500 (42,43 %-29,97 %)

Le Vésinet
L., 11 613 ; V., 8 436 ; A., 27,35 %
B. et N., 144 ; E., 8 292.
OUI...... 5 187 (62,55 %-44,66 %)
NON...... 3 105 (37,44 %-26,73 %)

Viroflay
L., 10 802 ; V., 7 825 ; A., 27,55 %
B. et N., 180 ; E., 7 645.
OUI...... 5 010 (65,53 %-46,38 %)
NON...... 2 635 (34,46 %-24,39 %)

Voisins-le-Bretonneux
L., 6 229 ; V., 5 061 ; A., 18,75 %
B. et N., 99 ; E., 4 962.
OUI...... 3 484 (70,21 %-55,93 %)
NON...... 1 478 (29,78 %-23,72 %)

∴

Le « oui » est très largement majoritaire dans un département où neuf parlementaires sur dix-sept ont fait campagne *contre* le traité de Maastricht. Le résultat n'est donc pas conforme aux clivages politiques traditionnels, mais aux clivages sociaux : de grosses communes socialistes confrontées à des difficultés telles que le chômage ou l'immigration (Mantes-la-Jolie, Les Mureaux) ont voté « non », tandis que les communes résidentielles ont fait gagner le « oui » en dépit des prises de position contraires de leurs parlementaires (Poissy, Le Vésinet, Rambouillet), ou des conseillers généraux (Maisons-Laffitte, Verneuil-sur-Seine).

Dans les zones rurales, le « non » reste dominant, mais il est globalement contrebalancé par le vote des propriétaires de résidences secondaires. Le « oui » l'emporte également nettement à Versailles, la principale ville du département, malgré l'engagement pour le « non » des deux députés RPR de la ville, MM. Etienne Pinte et Franck Borotra (le premier proche de M. Séguin, le second de M. Pasqua).

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

AIN

L., 293 095 ; V., 205 087 ; A., 30,02 %
B. et N., 6 924 ; E., 198 163.

OUI...... 108 761 (54,88 %-37,10 %)
NON..... 89 402 (45,11 %-30,50 %)

1988. – I., 284 999 ; V., 230 969 ; A., 18,96 % ; E., 226 668. – Mitterrand, 71 195 (31,40) ; Barre, 48 082 (21,21) ; Chirac, 43 343 (19,12) ; Le Pen, 36 464 (16,08) ; Lajoinie, 10 036 (4,42) ; Waechter, 9 176 (4,04) ; Juquin, 4 120 (1,81) ; Laguiller, 3 416 (1,50) ; Boussel, 836 (0,36).

1972. – I., 207 202 ; V., 108 248 ; A., 47,75 % ; E., 95 664. – OUI, 70 990 (74,20 %) ; NON, 24 674 (25,79 %).

∴

Bourg-en-Bresse

L., 21 244 ; V., 14 463 ; A., 31,91 %
B. et N., 506 ; E., 13 957.

OUI...... 8 619 (61,75 %-40,57 %)
NON..... 5 338 (38,24 %-25,12 %)

Ambérieu-en-Bugey

L., 6 515 ; V., 4 311 ; A., 33,82 %
B. et N., 135 ; E., 4 176.

OUI...... 2 238 (53,59 %-34,35 %)
NON..... 1 938 (46,40 %-29,74 %)

Bellegarde-sur-Valserine

L., 5 870 ; V., 3 658 ; A., 37,68 %
B. et N., 93 ; E., 3 565.

OUI...... 2 007 (56,29 %-34,19 %)
NON..... 1 558 (43,70 %-26,54 %)

Oyonnax

L., 10 547 ; V., 6 956 ; A., 34,04 %
B. et N., 185 ; E., 6 771.

NON..... 3 403 (50,25 %-32,26 %)
OUI...... 3 368 (49,74 %-31,93 %)

∴

Sauf rares exceptions, les villes principales du département et le pays de Gex – qui héberge de nombreux fonctionnaires internationaux – ont voté majoritairement pour le «oui», alors que les régions rurales ont nettement choisi le «non». L'UDF avait été, pendant la campagne, la formation la plus active : à Belley, ville dont le maire est M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes et président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, le «oui» atteint 61,50 %. Le scrutin confirme, d'ailleurs, le caractère légitimiste des électeurs du département : à peu près partout, ils ont suivi, en faveur du «oui» comme du «non», les prises de position de leurs élus. Seule exception à la règle, Pont-d'Ain, où, malgré son engagement pour le «oui», M. Jacques Boyon, trésorier national du RPR et proche de M. Jacques Chirac, a été contredit par ses administrés.

AISNE

L., 366 171 ; V., 267 320 ; A., 26,99 %
B. et N., 8 156 ; E., 259 164.

NON..... 146 946 (56,70 %-40,13 %)
OUI...... 112 218 (43,29 %-30,64 %)

1988. – I., 365 487 ; V., 306 266 ; A., 16,20 % ; E., 299 997. – Mitterrand, 118 641 (39,64) ; Chirac, 51 498 (17,16) ; Le Pen, 40 220 (13,40) ; Barre, 39 969 (13,32) ; Lajoinie, 26 918 (8,97) ; Waechter, 9 802 (3,26) ; Laguiller, 7 368 (2,45) ; Juquin, 4 181 (1,39) ; Boussel, 1 400 (0,46).

1972. – L., 298 200 ; V., 201 605 ; A., 32,39 % ; E., 179 469. – OUI, 106 773 (59,49 %) ; NON, 72 696 (40,50 %).

∴

Laon

L., 16 046 ; V., 10 890 ; A., 32,14 %
B. et N., 355 ; E., 10 535.

OUI...... 5 724 (54,33 %-35,67 %)
NON..... 4 811 (45,66 %-29,98 %)

Château-Thierry

L., 9 052 ; V., 6 026 ; A., 33,42 %
B. et N., 196 ; E., 5 830.

NON..... 3 001 (51,47 %-33,15 %)
OUI...... 2 829 (48,52 %-31,25 %)

Chauny

L., 8 118 ; V., 5 611 ; A., 30,88 %
B. et N., 192 ; E., 5 419.

NON..... 3 055 (56,37 %-37,63 %)
OUI...... 2 364 (43,62 %-29,12 %)

Hirson

L., 7 303 ; V., 4 818 ; A., 34,02 %
B. et N., 188 ; E., 4 630.

NON..... 2 555 (55,18 %-34,98 %)
OUI...... 2 075 (44,81 %-28,41 %)

Saint-Quentin

L., 36 771 ; V., 26 031 ; A., 29,20 %
B. et N., 770 ; E., 25 261.

NON..... 14 145 (55,99 %-38,46 %)
OUI...... 11 116 (44,00 %-30,23 %)

Soissons

L., 17 108 ; V., 10 642 ; A., 37,79 %
B. et N., 292 ; E., 10 350.

OUI...... 5 323 (51,42 %-31,11 %)
NON..... 5 027 (48,57 %-29,38 %)

Tergnier

L., 10 626 ; V., 7 277 ; A., 31,51 %
B. et N., 206 ; E., 7 071.

NON..... 4 053 (57,31 %-38,14 %)
OUI...... 3 018 (42,68 %-28,40 %)

Avec un taux de participation particulièrement élevé (73 %), les électeurs ont majoritairement dit «non» à Maastricht. La tendance est plus marquée dans le Nord – probablement à cause de son caractère rural – que dans le sud. Les appels à voter «non» de MM. Daniel Le Meur, député, maire (PC) de Saint-Quentin, André Rossi, député (UDF), et Jacques Braconnier, sénateur RPR, ont été visiblement entendus. Seules deux villes de plus de 15 000 habitants ont opté pour le «oui» : Laon (dont le maire, M. Jean-Claude Lamant, RPR, était partisan du «oui») et Soissons (où le député PS, M. René Dosière, appelait également à voter «oui»).

ALLIER

L., 261 899 ; V., 184 226 ; A., 29,65 %
B. et N., 8 106 ; E., 176 120.

NON..... 98 193 (55,75 %-37,49 %)
OUI...... 77 927 (44,24 %-29,75 %)

1988. – L., 266 200 ; V., 220 197 ; A., 17,28 % ; E., 214 919. – Mitterrand, 65 073 (30,27) ; Chirac, 41 821 (19,45) ; Lajoinie, 38 943 (18,11) ; Barre, 32 230 (14,99) ; Le Pen, 21 801 (10,14) ; Waechter, 6 443 (2,99) ; Juquin, 4 583 (2,13) ; Laguiller, 3 161 (1,47) ; Boussel, 864 (0,40).

1972. – L., 240 913 ; V., 145 615 ; A., 39,55 % ; E., 127 779. – OUI, 73 779 (57,73 %) ; NON, 54 000 (42,26 %).

Moulins

L., 14 411 ; V., 9 269 ; A., 35,68 %
B. et N., 316 ; E., 8 953.

NON..... 4 589 (51,25 %-31,84 %)
OUI...... 4 364 (48,74 %-30,28 %)

Cusset

L., 9 940 ; V., 6 737 ; A., 32,22 %
B. et N., 317 ; E., 6 420.

NON..... 3 350 (52,18 %-33,70 %)
OUI...... 3 070 (47,81 %-30,88 %)

Montluçon

L., 30 257 ; V., 19 942 ; A., 34,09 %
B. et N., 842 ; E., 19 100.

NON..... 9 770 (51,15 %-32,29 %)
OUI...... 9 330 (48,84 %-30,83 %)

Vichy

L., 18 566 ; V., 12 196 ; A., 34,31 %
B. et N., 399 ; E., 11 797.

OUI...... 6 074 (51,48 %-32,71 %)
NON..... 5 723 (48,51 %-30,82 %)

Yzeure

L., 9 494 ; V., 6 609 ; A., 30,38 %
B. et N., 293 ; E., 6 316.

OUI...... 3 279 (51,91 %-34,53 %)
NON..... 3 037 (48,08 %-31,98 %)

∴

Dans l'Allier, le rejet de Maastricht est net. Seules 21 communes sur 320 ont voté pour. Vichy est l'unique grande ville où le «oui» l'emporte, avec un écart de 440 voix, grâce à l'engagement personnel pour Maastricht de son maire, M. Claude Malhuret (UDF-PR). A Montluçon, administrée par M. Pierre Goldberg (PC), et à Moulins, dirigée par une municipalité divers droite, le «non» triomphe en revanche assez nettement.

Le score du «non» était somme toute prévisible dans ce département rural où le PC reste influent (près de 20 % lors des dernières élections régionales). Le «oui» a pâti également de l'absence d'engagement de la droite libérale en sa faveur – à l'exception du sénateur Jean Cluzel (UDF-CDS) – et particulièrement de la grande réserve de la majorité du conseil général que préside M. Gérard Dériot (divers droite).

Le centre de l'Europe vote contre Maastricht

MOULINS

de notre correspondant

Promu centre géographique de l'Europe depuis l'unification de l'Allemagne, Saint-Clément, petit village de l'Allier ancré dans la montagne bourbonnaise, a rejeté le traité de Maastricht.

Les habitants n'ont pas encore tiré parti de leur position privilégiée, bien qu'ils aient vu défiler de nombreuses chaînes de télévision étrangères depuis deux ans. Les professionnels de l'information ne s'y arrêtent guère, et les touristes moins encore, préférant séjourner à Vichy, distant de 40 kilomètres. La récente notoriété de Saint-Clément, enfin, ne gomme pas les difficultés du monde rural.

Sur quelque 300 électeurs inscrits, le «non» l'a emporté par 100 voix contre 98. Ce résultat ne constitue pas vraiment une surprise. Le 20 juin, quand Saint-Clément a inauguré le pavillon symbolisant le toit de l'Europe, les officiels avaient dû essuyer le mécontentement des agriculteurs opposés à la réforme de la politique agricole commune. Depuis plusieurs mois, leurs syndicats retardaient la tenue de cette manifestation. Ils avaient fini par décourager quelques-unes des plus hautes personnalités européennes, qui n'étaient pas venues. Le slogan des 150 manifestants de juin, *«oui à une Europe forte dans un monde rural vivant»*, résonnait encore, dimanche, à Saint-Clément.

J.-Y. V.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

L., 99 459 ; V., 72 537 ; A., 27,06 %
B. et N., 2 863 ; E., 69 674.

NON..... 35 957 (51,60 %-36,15 %)
OUI...... 33 717 (48,39 %-33,90 %)

1988. – I., 97 417 ; V., 80 299 ; A., 17,57 % ; E., 78 689. – Mitterrand, 23 895 (30,36) ; Chirac, 14 436 (18,34) ; Le Pen, 13 156 (16,71) ; Barre, 12 345 (15,68) ; Lajoinie, 7 224 (9,18) ; Waechter, 3 555 (4,51) ; Juquin, 2 417 (3,07) ; Laguiller, 1 345 (1,70) ; Boussel, 316 (0,40).

1972. – I., 67 662 ; V., 41 326 ; A., 38,92 % ; E., 34 458. – OUI, 21 849 (63,40 %) ; NON, 12 609 (36,59 %).

∴

Digne-les-Bains

L., 10 672 ; V., 7 283 ; A., 31,75 %
B. et N., 231 ; E., 7 052.

OUI...... 3 632 (51,50 %-34,03 %)
NON..... 3 420 (48,49 %-32,04 %)

Manosque

L., 12 719 ; V., 9 139 ; A., 28,14 %
B. et N., 287 ; E., 8 852.

NON..... 4 429 (50,03 %-34,82 %)
OUI...... 4 423 (49,96 %-34,77 %)

∴

Les électeurs, dont le taux de participation est élevé (72,93 %), ont apporté à 51,60 % leurs suffrages au «non», comme le leur avait recommandé le président du conseil général, M. Pierre Rinaldi (RPR). Celui-ci a néanmoins été désavoué dans la ville dont il est maire, Digne, qui s'est prononcée à 51,50 % pour le «oui». A Manosque, en revanche, le «non» l'emporte – de 6 voix – alors que le maire, M. Louis Raffali (RPR), avait appelé à voter «oui», tout comme deux conseillers municipaux, par ailleurs conseillers généraux, MM. Gérard Belin (UDF-rad.) et Robert Honde (MRG).

HAUTES-ALPES

L., 84 354 ; V., 59 166 ; A., 29,85 %
B. et N., 2 333 ; E., 56 833.

OUI...... 30 622 (53,88 %-36,30 %)
NON..... 26 211 (46,11 %-31,07 %)

1988. – I., 81 702 ; V., 66 614 ; A., 18,46 % ; E., 65 265. – Mitterrand, 18 971 (29,06) ; Chirac, 13 457 (20,61) ; Barre, 12 930 (19,81) ; Le Pen, 8 941 (13,69) ; Lajoinie, 4 215 (6,45) ; Waechter, 3 475 (5,32) ; Juquin, 1 865 (2,85) ; Laguiller, 1 156 (1,77) ; Boussel, 255 (0,39).

1972. – I., 60 891 ; V., 35 670 ; A., 41,41 % ; E., 30 871. – OUI, 20 762 (67,25 %) ; NON, 10 109 (32,74 %).

∴

Gap

L., 22 515 ; V., 15 133 ; A., 32,78 %
B. et N., 588 ; E., 14 545.

OUI...... 8 846 (60,81 %-39,28 %)
NON..... 5 699 (39,18 %-25,31 %)

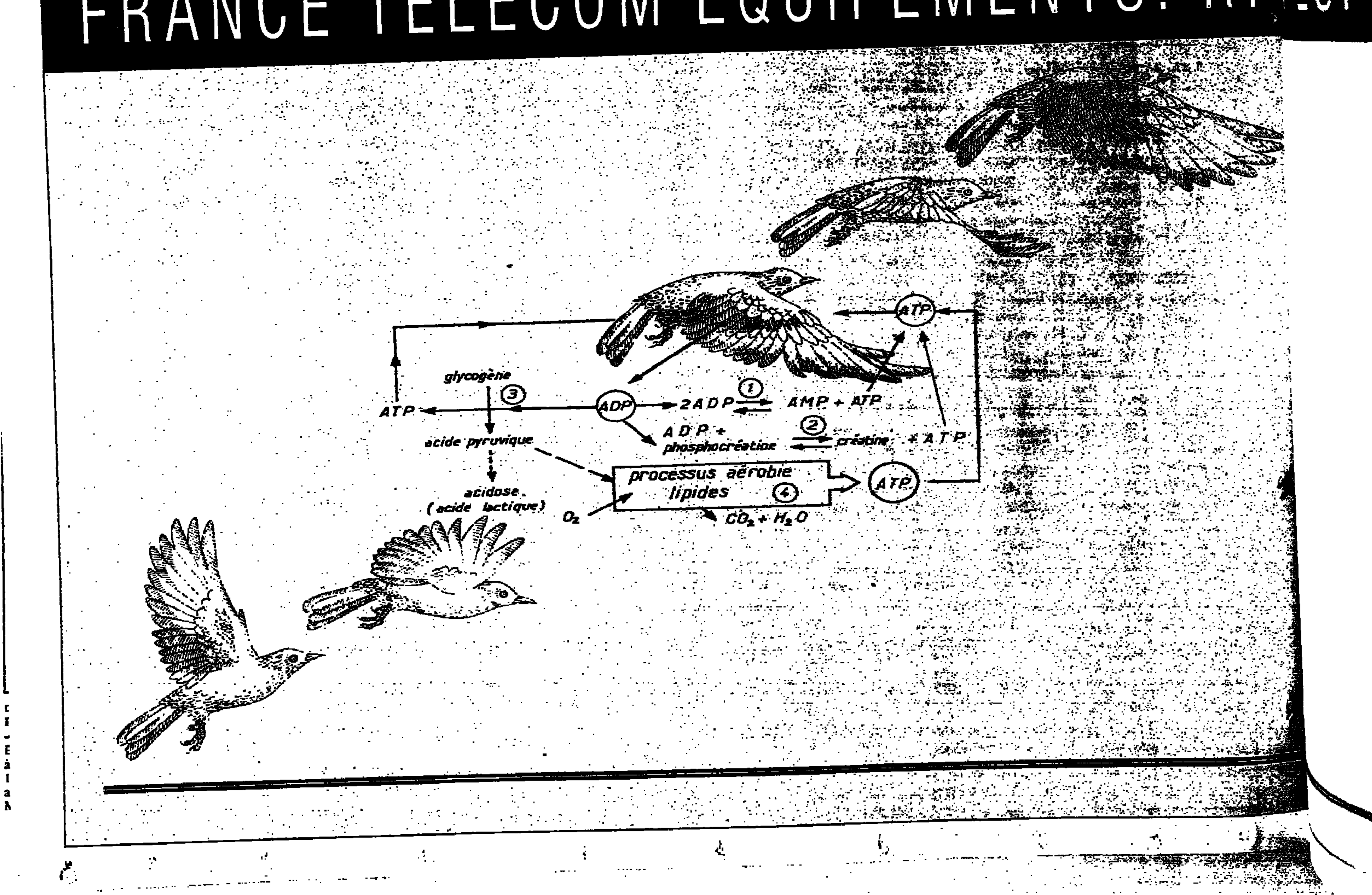
Briançon

L., 7 036 ; V., 4 483 ; A., 36,28 %
B. et N., 156 ; E., 4 327.

OUI...... 2 419 (55,90 %-34,38 %)
NON..... 1 908 (44,09 %-27,11 %)

∴

Les Hautes-Alpes offrent au «oui» son meilleur score de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 53,88 %. Les trois parlementaires du département, dont le président du conseil général, le maire de Gap, qui est aussi député européen, et les maires des principales villes, étaient favorables à un vote positif. Ces élus n'ont pas pour autant mené campagne tambour battant. Les opposants au traité ne sont pas réellement partis en guerre non plus. Les résultats donnent donc satisfaction aux principaux élus – socialistes, UDF et RPR – et aux dirigeants socio-professionnels qui prônaient conjointement le «oui». Au regard de la carte politique du département, ces résultats ne causent pas de surprise. Le succès du «non» dans le monde rural n'a pas suffi à faire contrepoids au «oui» des citadins.



SUR L'UNION EUROPÉENNE

ALPES-MARITIMES

L, 655 114; V 430 512; A., 34,28 %
B. et N., 579; E., 421 933.

NON...... 229 83 (54,38 %-35,02 %)
OUI...... 192 50 (45,61 %-29,37 %)

1988. – L., 648 14 ; V., 519 431 ; A., 19,91 % ; E., 2 759. – Mitterrand, 125 028 (24,3) ; Chirac, 124 581 (24,29) ; Le Pn, 124 281 (24,23) ; Barre, 76 759 (,96) ; Lajoinie, 31 737 (6,18) ; Waecter, 15 533 (3,02) ; Juquin, 7 643 (,49) ; Laguiller, 6 006 (1,17) ; Boussel 1 191 (0,23).

1972. – L., 43 909 ; V., 255 938 ; A., 41,82 % ; E., 2 825. – OUI, 150 814 (66,48 %) ; NO 76 011 (33,51 %).

∴

Nice

L, 228 409; V 139 488; A., 38,93 %
B. et N., 570; E., 136 918.

NON...... 73 12 (53,32 %-31,96 %)
OUI...... 63 06 (46,67 %-27,97 %)

Antibes

L, 44 898; V 29 290; A., 34,76 %
B. et N. 571; E., 28 719.

NON...... 15 65 (53,15 %-33,99 %)
OUI...... 13 54 (46,84 %-29,96 %)

Beausoleil

L, 9 115; V 5 401; A., 40,74 %
B. et N 110; E., 5 291.

NON...... 2 50 (55,75 %-32,36 %)
OUI...... 2 41 (44,24 %-25,68 %)

Cagnes-sur-Mer

L, 26 250; V 17 611; A., 32,91 %
B. et N. 336; E., 17 275.

NON...... 9 33 (54,60 %-35,93 %)
OUI...... 7 42 (45,39 %-29,87 %)

Cannes

L, 47 114; V 31 452; A., 33,24 %
B. et N. 556; E., 30 896.

NON...... 16 73 (54,28 %-35,60 %)
OUI...... 14 23 (45,71 %-29,97 %)

Le Cannet

L, 26 230; V 16 551; A., 36,90 %
B. et N. 319; E., 16 232.

NON...... 8 09 (53,03 %-32,82 %)
OUI...... 7 23 (46,96 %-29,06 %)

Carros

L, 5 840; V 3 932; A., 32,67 %
B. et N 88; E., 3 844.

NON...... 2 64 (58,89 %-38,76 %)
OUI...... 1 80 (41,10 %-27,05 %)

Grasse

L, 23 602; V 15 758; A., 33,23 %
B. et N. 346; E., 15 412.

NON...... 8 407 (54,54 %-35,61 %)
OUI...... 7 005 (45,45 %-29,67 %)

Mandelieu-la-Napoule

L, 10 664; V., 7 740; A., 27,41 %
B. et N., 149; E., 7 591.

NON...... 4 220 (55,59 %-39,57 %)
OUI...... 3 371 (44,40 %-31,61 %)

Menton

L, 19 453; V., 13 230; A., 31,98 %
B. et N., 245; E., 12 985.

NON...... 7 312 (56,31 %-37,58 %)
OUI...... 5 673 (43,68 %-29,16 %)

Mougins

L, 8 818; V., 6 064; A., 31,23 %
B. et N., 102; E., 5 962.

NON...... 3 215 (53,92 %-36,45 %)
OUI...... 2 747 (46,07 %-31,15 %)

Roquebrune-Cap-Martin

L, 8 712; V., 5 465; A., 37,27 %
B. et N., 71; E., 5 394.

NON...... 2 894 (53,65 %-33,21 %)
OUI...... 2 500 (46,34 %-28,69 %)

Saint-Laurent-du-Var

L, 15 881; V., 10 687; A., 32,70 %
B. et N., 221; E., 10 466.

NON...... 5 756 (54,99 %-36,24 %)
OUI...... 4 710 (45,00 %-29,65 %)

La Trinité

L, 6 546; V., 4 403; A., 32,73 %
B. et N., 109; E., 4 294.

NON...... 2 664 (62,04 %-40,69 %)
OUI...... 1 630 (37,95 %-24,90 %)

Vallauris

L, 14 988; V., 9 892; A., 34,00 %
B. et N., 226; E., 9 666.

NON...... 5 630 (58,24 %-37,56 %)
OUI...... 4 036 (41,75 %-26,92 %)

Vence

L, 10 132; V., 6 800; A., 32,88 %
B. et N., 121; E., 6 679.

OUI...... 3 374 (50,51 %-33,30 %)
NON...... 3 305 (49,48 %-32,61 %)

Villeneuve-Loubet

L, 7 096; V., 4 911; A., 30,79 %
B. et N., 81; E., 4 830.

NON...... 2 537 (52,52 %-35,75 %)
OUI...... 2 293 (47,47 %-32,31 %)

∴

Avec 54,38 % des suffrages, le «non» est largement en tête dans les Alpes-Maritimes. Sur les dix-sept grandes communes de la Côte d'Azur, une seule, Vence, a voté «oui». Ce résultat n'est pas une surprise dans un département très marqué par le Front National – M. Jean-Marie Le Pen avait obtenu un score de 27,25 % aux dernières élections régionales – et par la fédération RPR que dirige M. Christian Estrosi, proche de M. Charles Pasqua. La totalité des parlementaires RPR du département s'étaient clairement déclarés pour le «non». Les responsables locaux de l'UDF, partisans du «oui», se voient désavoués dans leur propre ville : Cannes, Menton et Mandelieu ont voté majoritairement «non».

ARDÈCHE

L, 204 988; V., 146 868; A., 28,35 %
B. et N., 6 350; E., 140 518.

OUI...... 71 620 (50,96 %-34,93 %)
NON...... 68 898 (49,03 %-33,61 %)

1988. – L., 203 625 ; V., 168 243 ; A., 17,33 % ; E., 164 977. – Mitterrand, 50 554 (30,64) ; Chirac, 32 987 (19,99) ; Barre, 31 409 (19,03) ; Le Pen, 21 272 (12,89) ; Lajoinie, 13 248 (8,03) ; Waechter, 6 825 (4,13) ; Juquin, 4 761 (2,88) ; Laguiller, 3 253 (1,97) ; Boussel, 668 (0,40).

1972. – L., 168 278 ; V., 101 772 ; A., 39,52 % ; E., 89 020. – OUI, 62 606 (70,32 %) ; NON, 26 414 (29,67 %).

∴

Privas

L, 5 876; V., 3 992; A., 32,06 %
B. et N., 142; E., 3 850.

OUI...... 2 198 (57,09 %-37,40 %)
NON...... 1 652 (42,90 %-28,11 %)

Annonay

L, 12 089; V., 7 595; A., 37,17 %
B. et N., 256; E., 7 339.

OUI...... 4 028 (54,88 %-33,31 %)
NON...... 3 311 (45,11 %-27,38 %)

Aubenas

L, 7 182; V., 5 181; A., 27,86 %
B. et N., 152; E., 5 029.

OUI...... 2 736 (54,40 %-38,09 %)
NON...... 2 293 (45,59 %-31,92 %)

Guilherand

L, 7 279; V., 5 281; A., 27,44 %
B. et N., 170; E., 5 111.

OUI...... 2 970 (58,10 %-40,80 %)
NON...... 2 141 (41,89 %-29,41 %)

∴

L'Ardèche et ses quatre principales villes ont voté «oui», y compris à Aubenas où le maire, M. Bernard Hugo, sénateur RPR, appelait à voter «non». En revanche, deux villes gérées par des socialistes, La Voulte et Le Teil – dont le maire est M. Robert Chapuis, proche de M. Michel Rocard – ont voté *«non», de même que la plupart des* petites communes rurales, en particulier celles du plateau ardéchois.

ARDENNES

L, 190 800; V., 132 311; A., 30,65 %
B. et N., 4 129; E., 128 182.

NON...... 64 885 (50,61 %-34,00 %)
OUI...... 63 297 (49,38 %-33,17 %)

1988. – L., 193 851 ; V., 158 136 ; A., 18,42 % ; E., 155 389. – Mitterrand, 57 793 (37,19) ; Chirac, 26 928 (17,32) ; Le Pen, 23 415 (15,06) ; Barre, 22 111 (14,22) ; Lajoinie, 12 748 (8,20) ; Waechter, 5 539 (3,56) ; Laguiller, 3 617 (2,32) ; Juquin, 2 584 (1,66) ; Boussel, 654 (0,42).

1972. – L., 165 269 ; V., 100 632 ; A., 39,11 % ; E., 89 380. – OUI, 59 382 (66,43 %) ; NON, 29 998 (33,56 %).

∴

Charleville-Mézières

L, 30 691; V., 19 979; A., 34,90 %
B. et N., 610; E., 19 369.

OUI...... 10 533 (54,38 %-34,31 %)
NON...... 8 836 (45,61 %-28,79 %)

Sedan

L, 11 493; V., 7 217; A., 37,20 %
B. et N., 211; E., 7 006.

OUI...... 3 760 (53,66 %-32,71 %)
NON...... 3 246 (46,33 %-28,24 %)

∴

Acquise sur le fil, la victoire du «non» est un peu inattendue dans ce département frontalier, très sensibilisé à l'Europe. En outre, les Ardennes ont largement bénéficié dans un passé récent des aides européennes – au titre du fonds européen pour le développement économique régional (FEDER), l'un des fonds structurels de la CEE, – afin d'engager leurs restructurations *industrielles. Les deux sénateurs* ardennais de l'opposition, le centriste Maurice Blin et M. Jacques Sourdille, RPR, président du conseil général, ainsi que les trois députés socialistes avaient pourtant appelé sans ambiguïté à voter «oui». Un «oui» qui ne l'emporte nettement que dans les deux villes principales du département : Charleville-Mézières et Sedan.

ARIÈGE

L, 107 132; V., 76 649; A., 28,45 %
B. et N., 3 010; E., 73 639.

OUI...... 37 056 (50,32 %-34,58 %)
NON...... 36 583 (49,67 %-34,14 %)

1988. – L., 108 146 ; V., 88 467 ; A., 18,19 % ; E., 86 818. – Mitterrand, 35 946 (41,40) ; Chirac, 15 781 (18,17) ; Lajoinie, 9 146 (10,53) ; Barre, 9 046 (10,41) ; Le Pen, 8 936 (10,29) ; Waechter, 3 055 (3,51) ; Juquin, 2 751 (3,16) ; Laguiller, 1 857 (2,13) ; Boussel, 300 (0,34).

1972. – L., 95 522 ; V., 50 630 ; A., 46,99 % ; E., 43 140. – OUI, 27 098 (62,81 %) ; NON, 16 042 (37,18 %).

∴

Foix

L, 6 139; V., 4 385; A., 28,57 %
B. et N., 481; E., 3 904.

OUI...... 2 250 (57,63 %-36,65 %)
NON...... 1 654 (42,36 %-26,94 %)

Pamiers

L, 8 822; V., 6 071; A., 31,18 %
B. et N., 203; E., 5 868.

NON...... 3 076 (52,41 %-34,86 %)
OUI...... 2 792 (47,58 %-31,64 %)

∴

L'Ariège, fief du PS, où seuls celui-ci et le MRG avaient appelé à voter «oui», confirme *timidement la tendance* nationale en faveur de la construction européenne alors que dans ce département les résultats des scrutins sont traditionnellement beaucoup plus nets en faveur des options socialistes. Le monde rural a voté contre l'Union européenne alors que les villes – notamment Saint-Girons, dans le Couserans, dont le canton est tenu par un conseiller général RPR – se sont prononcées pour le «oui». Le «non» l'emporte dans les régions en crise économique, dans le pays d'Olmes et à Mirepoix, pourtant réputés comme bastions socialistes.

AUBE

L, 187 957; V., 133 706; A., 28,86 %
B. et N., 4 346; E., 129 360.

NON...... 72 349 (55,92 %-38,49 %)
OUI...... 57 011 (44,07 %-30,33 %)

1988. – L., 192 647 ; V., 156 220 ; A., 18,90 % ; E., 151 483. – Mitterrand, 51 069 (33,71) ; Chirac, 31 040 (20,49) ; Barre, 26 929 (17,77) ; Le Pen, 21 838 (14,41) ; Lajoinie, 9 826 (6,48) ; Waechter, 5 302 (3,50) ; Laguiller, 2 869 (1,89) ; Juquin, 2 012 (1,32) ; Boussel, 598 (0,39).

1972. – L., 157 409 ; V., 98 152 ; A., 37,64 % ; E., 86 506. – OUI, 58 158 (67,23 %) ; NON, 28 348 (32,76 %).

∴

Troyes

L, 31 131; V., 20 062; A., 35,55 %
B. et N., 561; E., 19 501.

NON...... 10 117 (51,87 %-32,49 %)
OUI...... 9 384 (48,12 %-30,14 %)

La Chapelle-Saint-Luc

L, 6 859; V., 4 481; A., 34,66 %
B. et N., 115; E., 4 366.

NON...... 2 389 (54,71 %-34,83 %)
OUI...... 1 977 (45,28 %-28,82 %)

Romilly-sur-Seine

L, 9 999; V., 6 380; A., 36,19 %
B. et N., 228; E., 6 152.

NON...... 3 700 (60,14 %-37,00 %)
OUI...... 2 452 (39,85 %-24,52 %)

Saint-André-les-Vergers

L, 7 550; V., 5 237; A., 30,63 %
B. et N., 159; E., 5 078.

OUI...... 2 696 (53,09 %-35,70 %)
NON...... 2 382 (46,90 %-31,54 %)

∴

La victoire du «non» à près de 56 % n'est guère une surprise dans l'Aube, dans la mesure où la majeure partie des leaders politiques, notamment M. Robert Galley (RPR), député et maire de Troyes, et M. Philippe Adnot (divers droite), sénateur et président du conseil général, s'étaient engagés pour le «non». Deux cantons seulement sur trente-trois auront finalement penché vers le «oui». Le fief même de M. Michel Cartelet, député (PS) et maire de Romilly-sur-Seine, qui, lui s'était déclaré pour le «oui», a nettement basculé vers le «non» (60,1 %), pour lequel le PC, qui s'était vu ravir la municipalité en 1989, a largement fait campagne.

Le refus de Mailly-le-Camp

TROYES

de notre correspondante

Mailly-le-Camp pleure ses soldats. Afin de protester contre le manque de compensations à la dissolution du 3e régiment d'artillerie (1 100 militaires) installé sur sa commune, le conseil municipal de Mailly-le-Camp (Aube) a refusé tout net de tenir le bureau de vote. Situé entre Châlons-sur-Marne et Troyes, Mailly-le Camp abrite l'un des camps militaires les plus étendus de France, avec 13 000 hectares. *«Nous allons devenir un village sinistré»*, a déclaré M. Serge Ducasse, maire de Mailly, qui estime que la dissolution du 3e RA provoquera au total le départ de 1 500 personnes, soit 60 % de la population. Grâce aux délégués des partis politiques qui ont remplacé les élus au pied levé, le scrutin a pu avoir lieu. *Le «non» a recueilli* 59 %.

L. P.

هكذا من الأصل

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

AUDE

L., 220 291; V., 160 947; A., 26,93 %
B. et N., 5 330; E., 155 617.

NON...... 83 259 (53,50 %-37,79 %)
OUI....... 72 358 (46,49 %-32,84 %)

1988. – I., 216 722 ; V., 183 673 ; A., 15,24 % ; E., 179 923. – Mitterrand, 72 185 (40,11) ; Chirac, 31 753 (17,64) ; Le Pen, 24 685 (13,71) ; Barre, 18 588 (10,33) ; Lajoinie, 18 533 (10,30) ; Waechter, 5 676 (3,15) ; Juquin, 4 644 (2,58) ; Laguiller, 3 294 (1,83) ; Boussel, 565 (0,31).

1972. – I., 176 464 ; V., 92 519 ; A., 47,57 % ; E., 76 817. – OUI, 45 543 (59,28 %) ; NON, 31 274 (40,71 %).

∴

Carcassonne
L., 28 335; V., 19 556; A., 30,98 %
B. et N., 660; E., 18 896.

NON...... 9 837 (52,05 %-34,71 %)
OUI....... 9 059 (47,94 %-31,97 %)

Castelnaudary
L., 7 557; V., 5 323; A., 29,56 %
B. et N., 165; E., 5 158.

NON...... 2 633 (51,04 %-34,84 %)
OUI....... 2 525 (48,95 %-33,41 %)

Narbonne
L., 30 208; V., 20 422; A., 32,39 %
B. et N., 629; E., 19 793.

NON...... 11 249 (56,83 %-37,23 %)
OUI....... 8 544 (43,16 %-28,28 %)

∴

Département viticole dont l'attitude a toujours été méfiante vis-à-vis de la CEE, *l'Aude a, dans sa majorité,* exprimé un vote de protestation. Mais alors qu'il se divise traditionnellement entre un électorat rural proche du PS et l'électorat des villes plus conservateur *ce département a fait preuve, cette fois,* d'une grande unité contre le traité de Maastricht.

Deux raisons à cette évolution : la campagne pour le « non » menée par les maires RPR de Carcassonne et de Castelnaudary, et la crise viticole actuelle dont la politique agricole commune est rendue responsable par les professionnels

AVEYRON

L., 212 083; V., 156 762; A., 26,08 %
B. et N., 9 433; E., 147 329.

OUI....... 82 573 (56,04 %-38,93 %)
NON...... 64 756 (43,95 %-30,53 %)

1988. – I., 212 409 ; V., 179 497 ; A., 15,49 % ; E., 175 305. – Mitterrand, 68 860 (33,57) ; Chirac, 45 171 (25,76) ; Barre, 32 429 (18,49) ; Le Pen, 15 542 (8,86) ; Lajoinie, 7 852 (4,47) ; Waechter, 6 903 (3,93) ; Juquin, 4 062 (2,31) ; Laguiller, 3 804 (2,16) ; Boussel, 682 (0,38).

1972. – I., 188 502 ; V., 124 735 ; A., 33,82 % ; E., 104 251. – OUI, 78 726 (75,51 %) ; NON, 25 525 (24,48 %).

∴

Rodez
L., 14 678; V., 10 323; A., 29,67 %
B. et N., 469; E., 9 854.

OUI....... 6 367 (64,61 %-43,37 %)
NON...... 3 487 (35,38 %-23,75 %)

Millau
L., 15 933; V., 11 181; A., 29,82 %
B. et N., 548; E., 10 633.

OUI....... 6 012 (56,54 %-37,73 %)
NON...... 4 621 (43,45 %-29,00 %)

Villefranche-de-Rouergue
L., 8 580; V., 5 891; A., 31,34 %
B. et N., 332; E., 5 559.

OUI....... 3 531 (63,51 %-41,15 %)
NON...... 2 028 (36,48 %-23,63 %)

∴

La victoire du « oui » en Aveyron a surpris presque tout le monde, et d'abord les partisans du traité de Maastricht. Ceux-ci craignaient un vote *négatif des agriculteurs mécontents de* la politique agricole commune et redoutaient d'autant plus l'influence du RPR (dont les animateurs locaux, dans leur quasi-totalité, ont voté « non ») que les parlementaires de l'UDF n'étaient pas unanimes.

En fait, le vote des agriculteurs a été plus partagé que prévu grâce à l'appel de certains responsables agricoles, en particulier la prise de position du président de la chambre d'agriculture, M. André Cazals, et de certains politiques, notamment M. Marc Censi, UDF-PR, président du conseil régional, maire de Rodez, et M. Jean Puech, sénateur UDF-PR, président du conseil *général.*

Les zones urbaines ont nettement voté « oui ». Le « non » l'emporte surtout dans certaines communes de l'extrême nord et de l'extrême sud du *département,* là où les activités économiques sont en perte de vitesse et où les communautés locales désespèrent.

BOUCHES-DU-RHÔNE

L., 1 072 325; V., 735 673; A., 31,39 %
B. et N., 17 466; E., 718 207.

NON...... 397 374 (55,32 %-37,05 %)
OUI....... 320 833 (44,67 %-29,91 %)

1988. – I., 1 085 250 ; V., 867 931 ; A., 20,02 % ; E., 854 539. – Mitterrand, 230 388 (26,96) ; Le Pen, 225 595 (26,39) ; Chirac, 126 249 (14,77) ; Barre, 118 745 (13,89) ; Lajoinie, 95 622 (11,18) ; Waechter, 25 118 (2,93) ; Juquin, 19 374 (2,26) ; Laguiller, 11 049 (1,29) ; Boussel, 2 399 (0,28).

1972. – I., 788 589 ; V., 393 257 ; A., 50,13 % ; E., 348 315. – OUI, 206 341 (59,23 %) ; NON, 141 974 (40,76 %).

∴

Marseille
L., 447 933; V., 287 240; A., 35,87 %
B. et N., 5 613; E., 281 627.

NON...... 154 787 (54,96 %-34,55 %)
OUI....... 126 840 (45,03 %-28,31 %)

Aix-en-Provence
L., 70 229; V., 50 516; A., 28,06 %
B. et N., 1 268; E., 49 248.

OUI....... 27 306 (55,44 %-38,88 %)
NON...... 21 942 (44,55 %-31,24 %)

Allauch
L., 13 044; V., 9 190; A., 29,54 %
B. et N., 195; E., 8 995.

NON...... 5 020 (55,80 %-38,48 %)
OUI....... 3 975 (44,19 %-30,47 %)

Arles
L., 32 323; V., 22 380; A., 30,76 %
B. et N., 559; E., 21 821.

NON...... 12 879 (59,02 %-39,84 %)
OUI....... 8 942 (40,97 %-27,66 %)

Aubagne
L., 25 662; V., 17 802; A., 30,62 %
B. et N., 470; E., 17 332.

NON...... 10 275 (59,28 %-40,03 %)
OUI....... 7 057 (40,71 %-27,49 %)

Berre-l'Etang
L., 6 880; V., 4 791; A., 30,36 %
B. et N., 128; E., 4 663.

NON...... 2 983 (63,97 %-43,35 %)
OUI....... 1 680 (36,02 %-24,41 %)

Bouc-Bel-Air
L., 7 553; V., 5 769; A., 23,61 %
B. et N., 170; E., 5 599.

OUI....... 2 900 (51,79 %-38,39 %)
NON...... 2 699 (48,20 %-35,73 %)

Châteauneuf-lès-Martigues
L., 7 681; V., 5 724; A., 25,47 %
B. et N., 194; E., 5 530.

NON...... 3 020 (54,61 %-39,31 %)
OUI....... 2 510 (45,38 %-32,67 %)

Châteaurenard
L., 7 474; V., 5 502; A., 26,38 %
B. et N., 177; E., 5 325.

NON...... 3 449 (64,76 %-46,14 %)
OUI....... 1 876 (35,23 %-25,10 %)

La Ciotat
L., 22 781; V., 15 607; A., 31,49 %
B. et N., 414; E., 15 193.

NON...... 8 721 (57,40 %-38,28 %)
OUI....... 6 472 (42,59 %-28,40 %)

Fos-sur-Mer
L., 7 667; V., 5 493; A., 28,35 %
B. et N., 175; E., 5 318.

NON...... 2 950 (55,47 %-38,47 %)
OUI....... 2 368 (44,52 %-30,88 %)

Gardanne
L., 11 534; V., 7 842; A., 32,00 %
B. et N., 201; E., 7 641.

NON...... 4 742 (62,05 %-41,11 %)
OUI....... 2 899 (37,94 %-25,13 %)

Istres
L., 21 984; V., 15 098; A., 31,32 %
B. et N., 463; E., 14 635.

NON...... 7 548 (51,57 %-34,33 %)
OUI....... 7 087 (48,42 %-32,23 %)

Marignane
L., 19 919; V., 13 256; A., 33,45 %
B. et N., 323; E., 12 933.

NON...... 7 588 (58,67 %-38,09 %)
OUI....... 5 345 (41,32 %-26,83 %)

Martigues
L., 26 576; V., 19 135; A., 27,99 %
B. et N., 565; E., 18 570.

NON...... 10 611 (57,14 %-39,92 %)
OUI....... 7 959 (42,85 %-29,94 %)

Miramas
L., 13 249; V., 9 350; A., 29,42 %
B. et N., 293; E., 9 057.

NON...... 5 645 (62,32 %-42,60 %)
OUI....... 3 412 (37,67 %-25,75 %)

Les Pennes-Mirabeau
L., 13 725; V., 9 234; A., 32,72 %
B. et N., 204; E., 9 030.

NON...... 5 333 (59,05 %-38,85 %)
OUI....... 3 697 (40,94 %-26,93 %)

Port-de-Bouc
L., 10 352; V., 7 064; A., 31,76 %
B. et N., 128; E., 6 936.

NON...... 4 992 (71,97 %-48,22 %)
OUI....... 1 944 (28,02 %-18,77 %)

Rognac
L., 6 889; V., 4 757; A., 30,94 %
B. et N., 131; E., 4 626.

NON...... 2 552 (55,16 %-37,04 %)
OUI....... 2 074 (44,83 %-30,10 %)

Saint-Martin-de-Crau
L., 7 082; V., 5 426; A., 23,38 %
B. et N., 120; E., 5 306.

NON...... 2 725 (51,35 %-38,47 %)
OUI....... 2 581 (48,64 %-36,44 %)

Salon-de-Provence
L., 22 154; V., 15 459; A., 30,22 %
B. et N., 486; E., 14 973.

NON...... 7 906 (52,80 %-35,68 %)
OUI....... 7 067 (47,19 %-31,89 %)

Septèmes-les-Vallons
L., 6 746; V., 4 896; A., 27,42 %
B. et N., 127; E., 4 769.

NON...... 3 151 (66,07 %-46,70 %)
OUI....... 1 618 (33,92 %-23,98 %)

Tarascon
L., 8 088; V., 5 699; A., 29,53 %
B. et N., 176; E., 5 523.

NON...... 3 485 (63,09 %-43,08 %)
OUI....... 2 038 (36,90 %-25,19 %)

Vitrolles
L., 17 864; V., 12 532; A., 29,84 %
B. et N., 318; E., 12 214.

NON...... 6 774 (55,46 %-37,91 %)
OUI....... 5 440 (44,53 %-30,45 %)

∴

Le chômage qui affecte les Bouches-du-Rhône (plus de 14 %) a probablement joué un rôle important dans le large succès du « non » (55 %). Dans les communes agricoles du nord du département, le « non » dépasse souvent les 60 %, comme à Châteaurenard (64,76 %) et à Tarascon (63,09 %) mais aussi à Orgon (69,15 %) ou à Noves (67,87 %). Dans les communes dirigées par le PC, le « non » fait également des scores nettement plus élevés que la représentativité de ce parti : 71,97 % à Port-de-Bouc, 66,07 % à Septèmes-les-Vallons ou 62,05 % à Gardanne. Une partie importante de l'électorat de l'UDF semble s'être dissociée de la position de M. Jean-Claude Gaudin, sénateur (Rép. et ind.) et président (UDF-PR) du conseil régional. Sur vingt-quatre communes de plus de dix mille habitants, deux seulement, Aix-en-Provence (55,44 %) et Bouc-Bel-Air (51,7 %), donnent la victoire au « oui ». A Marseille, malgré l'engagement personnel en faveur du traité de Maastricht de M. Robert Vigouroux, sénateur (app. PS) et maire, et de M. Bernard Tapie, le « non » atteint 54,96 %.

CALVADOS

L., 420 614; V., 301 981; A., 28,20 %
B. et N., 8 611; E., 293 370.

NON...... 146 974 (50,09 %-34,94 %)
OUI....... 146 396 (49,90 %-34,80 %)

1988. – I., 414 386 ; V., 339 319 ; A., 18,11 % ; E., 333 018. – Mitterrand, 124 590 (37,41) ; Chirac, 66 242 (19,89) ; Barre, 60 613 (18,20) ; Le Pen, 36 822 (11,05) ; Lajoinie, 15 176 (4,56) ; Waechter, 13 639 (4,09) ; Laguiller, 7 733 (2,32) ; Juquin, 6 811 (2,04) ; Boussel, 1 392 (0,41).

1972. – I., 304 340 ; V., 188 727 ; A., 37,98 % ; E., 168 732. – OUI, 121 769 (72,16 %) ; NON, 46 963 (27,83 %).

∴

Caen
L., 65 494; V., 42 532; A., 35,05 %
B. et N., 1 068; E., 41 464.

OUI....... 25 346 (61,12 %-38,69 %)
NON...... 16 118 (38,87 %-24,60 %)

Bayeux
L., 9 718; V., 6 417; A., 33,96 %
B. et N., 185; E., 6 232.

OUI....... 3 329 (53,41 %-34,25 %)
NON...... 2 903 (46,58 %-29,87 %)

Hérouville-Saint-Clair
L., 12 216; V., 8 176; A., 33,07 %
B. et N., 213; E., 7 963.

OUI....... 4 587 (57,60 %-37,54 %)
NON...... 3 376 (42,39 %-27,63 %)

Lisieux
L., 14 747; V., 10 387; A., 29,56 %
B. et N., 451; E., 9 936.

OUI....... 5 103 (51,35 %-34,60 %)
NON...... 4 833 (48,64 %-32,77 %)

Vire
L., 9 125; V., 6 507; A., 28,69 %
B. et N., 317; E., 6 190.

OUI....... 3 596 (58,09 %-39,40 %)
NON...... 2 594 (41,90 %-28,42 %)

∴

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois sénateurs UDF, quatre députés UDF et deux députés PS) avaient appelé à voter « oui », le « non » l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté « *oui* » (*plus* de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le « non » progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté « non ». A Deauville, ville administrée par Mme Anne d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter « oui », le « non » l'emporte de vingt voix.

CANTAL

L., 125 248; V., 85 454; A., 31,77 %
B. et N., 3 451; E., 82 003.

NON...... 44 335 (54,06 %-35,39 %)
OUI....... 37 668 (45,93 %-30,07 %)

1988. – I., 125 241 ; V., 103 563 ; A., 17,30 % ; E., 101 737. – Chirac, 38 097 (37,44) ; Mitterrand, 32 340 (31,78) ; Barre, 11 723 (11,52) ; Le Pen, 7 225 (7,10) ; Lajoinie, 5 776 (5,67) ; Waechter, 2 487 (2,44) ; Laguiller, 1 966 (1,93) ; Juquin, 1 850 (1,81) ; Boussel, 273 (0,26).

1972. – I., 111 346 ; V., 68 529 ; A., 38,45 % ; E., 62 349. – OUI, 47 640 (76,40 %) ; NON, 14 709 (23,59 %).

∴

Aurillac
L., 19 518; V., 13 143; A., 32,66 %
B. et N., 463; E., 12 680.

OUI....... 7 291 (57,50 %-37,35 %)
NON...... 5 389 (42,50 %-27,61 %)

∴

Le Cantal, où plus du quart de la population vit directement de l'agriculture, a nettement voté contre le traité de Maastricht. La crainte des conséquences de la politique agricole commune explique largement ce résultat. L'engagement de nombreux élus RPR, du président du conseil général Roger Besse, et du député Pierre Raynal, ainsi que l'action de nombreux comités proches du RPR et du PC ont été également *déterminants. Le « oui » n'est* majoritaire qu'à Aurillac, administrée par M. René Souchon (PS), ancien ministre de l'agriculture. A Mauriac, sous-préfecture du Cantal dont le maire est M. Alain Goldfeil, collaborateur de M. Chirac à la mairie de Paris, le « oui » et le « non » se partagent exactement les suffrages des électeurs.

CHARENTE

L., 249 912; V., 178 674; A., 28,50 %
B. et N., 7 269; E., 171 405.

OUI....... 85 709 (50,00 %-34,29 %)
NON...... 85 696 (49,99 %-34,29 %)

1988. – I., 252 073 ; V., 208 149 ; A., 17,42 % ; E., 203 288. – Mitterrand, 84 146 (41,39) ; Chirac, 39 768 (19,56) ; Barre, 31 089 (15,29) ; Le Pen, 18 081 (8,89) ; Lajoinie, 14 282 (7,02) ; Waechter, 6 547 (3,22) ; Laguiller, 4 476 (2,20) ; Juquin, 4 112 (2,02) ; Boussel, 787 (0,38).

1972. – I., 205 831 ; V., 125 711 ; A., 38,92 % ; E., 109 497. – OUI, 71 733 (65,51 %) ; NON, 37 764 (34,48 %).

∴

Angoulême
L., 26 511; V., 17 661; A., 33,38 %
B. et N., 537; E., 17 124.

OUI....... 9 868 (57,62 %-37,22 %)
NON...... 7 256 (42,37 %-27,36 %)

Cognac
L., 11 846; V., 7 829; A., 33,91 %
B. et N., 233; E., 7 596.

OUI....... 4 145 (54,56 %-34,99 %)
NON...... 3 451 (45,43 %-29,13 %)

Soyaux
L., 6 108; V., 4 274; A., 30,02 %
B. et N., 130; E., 4 144.

OUI....... 2 179 (52,58 %-35,67 %)
NON...... 1 965 (47,41 %-32,17 %)

∴

La Charente dit « oui » du bout des lèvres : treize voix d'avance. Jamais le *département n'a été aussi partagé.* Dans les zones rurales, seule la ville de Jarnac – dont le président de la République est originaire – vote franchement en faveur du « oui » (57,07 %). Les résultats témoignent de la division très marquée des responsables politiques du département entre, d'un côté, M. Georges Chavanes, député (UDC) et maire d'Angoulême, qui affichait ses convictions européennes, et, de l'autre, un « trio » RPR, défenseur du « non », composé de MM. Pierre-Rémy Houssin, président du conseil général, Francis Hardy, maire de Cognac, et Michel Alloncle, sénateur.

CHARENTE-MARITIME

L., 381 975; V., 267 922; A., 29,85 %
B. et N., 9 104; E., 258 818.

NON...... 133 458 (51,56 %-34,93 %)
OUI....... 125 360 (48,43 %-32,81 %)

1988. – I., 380 831 ; V., 306 646 ; A., 18,50 % ; E., 299 939. – Mitterrand, 109 272 (36,43) ; Chirac, 60 534 (20,18) ; Barre, 54 219 (18,07) ; Le Pen, 33 497 (11,16) ; Lajoinie, 17 926 (5,97) ; Waechter, 11 003 (3,66) ; Laguiller, 6 315 (2,10) ; Juquin, 5 858 (1,95) ; Boussel, 1 315 (0,43).

1972. – I., 301 449 ; V., 168 973 ; A., 43,94 % ; E., 148 221. – OUI, 102 867 (69,40 %) ; NON, 45 354 (30,59 %).

∴

La Rochelle
L., 42 258; V., 28 565; A., 32,40 %
B. et N., 704; E., 27 861.

OUI....... 16 158 (57,99 %-38,23 %)
NON...... 11 703 (42,00 %-27,69 %)

Rochefort
L., 14 873; V., 9 935; A., 33,20 %
B. et N., 270; E., 9 665.

OUI....... 5 071 (52,46 %-34,09 %)
NON...... 4 594 (47,53 %-30,88 %)

Royan
L., 12 828; V., 8 755; A., 31,75 %
B. et N., 239; E., 8 516.

OUI....... 4 390 (51,55 %-34,22 %)
NON...... 4 126 (48,44 %-32,16 %)

Saintes
L., 18 176; V., 12 032; A., 33,80 %
B. et N., 421; E., 11 611.

OUI....... 6 291 (54,18 %-34,61 %)
NON...... 5 320 (45,81 %-29,26 %)

∴

Dans ce département très *rural,* à l'urbanisation disséminée, la campagne ouvertement opposée à la ratification du traité menée par le sénateur RPR, M. Michel Doublet, a été suivie par *son électorat : 61,72 % de « non » dans* son canton de Saint-Porchaire ; 60 % de « non » dans les régions ostréicoles de Marennes et d'Oléron. Si les villes de La Rochelle, dont le maire est M. Michel Crépeau (MRG), ou Saintes, la ville de l'ex-ministre socialiste de l'intérieur, M. Philippe Marchand, affichent respectivement 58 % et 54,18 % de « oui », l'importance du nombre des chômeurs et des pêcheurs dans le département semble avoir joué, de *même que, dans les milieux ruraux,* les associations de chasse qui ont largement fait campagne en faveur du « non ».

CHER

L., 222 677; V., 158 599; A., 28,77 %
B. et N., 6 253; E., 152 346.

NON...... 86 541 (56,80 %-38,86 %)
OUI....... 65 805 (43,19 %-29,55 %)

1988. – I., 225 337 ; V., 185 246 ; A., 17,79 % ; E., 181 212. – Mitterrand, 60 319 (33,28) ; Chirac, 33 926 (18,72) ; Barre, 30 034 (16,57) ; Lajoinie, 21 363 (11,78) ; Le Pen, 20 963 (11,56) ; Waechter, 5 873 (3,24) ; Laguiller, 4 180 (2,30) ; Juquin, 3 810 (2,10) ; Boussel, 744 (0,41).

1972. – I., 187 242 ; V., 116 627 ; A., 37,71 % ; E., 103 744. – OUI, 64 130 (61,81 %) ; NON, 39 614 (38,18 %).

∴

Bourges
L., 46 439; V., 30 348; A., 34,64 %
B. et N., 1 116; E., 29 232.

NON...... 14 752 (50,46 %-31,76 %)
OUI....... 14 480 (49,53 %-31,18 %)

Saint-Amand-Montrond
L., 12 953; V., 9 043; A., 30,18 %
B. et N., 381; E., 8 662.

NON...... 5 174 (59,73 %-39,94 %)
OUI....... 3 488 (40,26 %-26,92 %)

Vierzon
L., 20 976; V., 14 019; A., 33,16 %
B. et N., 277; E., 13 742.

NON...... 7 894 (57,44 %-37,63 %)
OUI....... 5 848 (42,55 %-27,87 %)

∴

Après une campagne centrée sur les dossiers agricoles, le « non » l'emporte avec 56,81 %. Il gagne jusque dans les grandes villes, y compris à Bourges, la ville du député et maire communiste, M. Jacques Rimbault, défavorable au traité, même si l'écart n'est que de 272 voix. Seules quatorze communes sur les 295 de ce département malade de son agriculture et en pleine tourmente industrielle se sont prononcées pour le « oui ». Il faut dire que la campagne des partisans du « oui » a plutôt brillé par sa pâleur et son manque de conviction, malgré l'engagement quasi unanime des leaders politiques du département. La discrétion de l'ancien ministre, M. Alain Calmat, l'absence pour maladie du sénateur UDF, M. Jacques Genton, maire de Sancerre et surtout président de la délégation du Sénat pour les *Communautés européennes, ainsi que « le dilemme »* exprimé par M. Jean-François Deniau (UDF), président du conseil général, député et ancien ministre, qui n'a appelé à voter « oui » qu'au dernier moment, ont pesé lourd et pénalisé fortement leur camp.

CORRÈZE

L., 183 884; V., 136 646; A., 25,68 %
B. et N., 5 823; E., 130 823.

NON...... 70 930 (54,21 %-38,57 %)
OUI....... 59 893 (45,78 %-32,57 %)

1988. – I., 186 099 ; V., 161 992 ; A., 12,48 % ; E., 158 903. – Chirac, 62 257 (39,17) ; Mitterrand, 45 965 (28,92) ; Lajoinie, 21 718 (13,36) ; Le Pen, 9 418 (5,92) ; Barre, 7 70 (4,84) ; Juquin, 5 039 (3,17) ; Waechter, 3 834 (2,41) ; Laguiller, 2 557 (1,0) ; Boussel, 412 (0,25).

1972. – I., 163 220 ; V., 109 688 ; A., 32,79 % ; E., 96 27. – OUI, 56 837 (59,04 %) ; NON, 39 30 (40,96 %).

∴

Tulle
L., 11 063; V., 7 07; A., 28,52 %
B. et N., 30 E., 7 601.

NON...... 3 885 51,11 %-35,11 %)
OUI....... 3 716 48,88 %-33,58 %)

Brive-la-Gaillarde
L., 33 254; V., 23 40; A., 29,51 %
B. et N., 913 E., 22 527.

OUI....... 11 589 51,44 %-34,84 %)
NON...... 10 938 48,55 %-32,89 %)

Ussel
L., 7 268; V., 5 19; A., 29,43 %
B. et N., 237 E., 4 892.

NON...... 2 461 50,30 %-33,86 %)
OUI....... 2 431 49,69 %-33,44 %)

∴

Les électeurs corréziens n'ont pas suivi l'avis de leus élus : dans ce département qui rete très rural, deux cent trente-six cormunes sur deux cent-quatre-vingt-si ont donné une majorité au « non », alors que les trois *députés, MM. Jacques Chirac (RPR),* François Hollande (S), Jean Charbonnel (majorité présidentielle), les deux sénateurs du départment, MM. Henri Belcour (RPR) et Georges Mouly *(UDF-rad.),* ainsi qe M. Jean-Pierre Dupont (RPR), prtident du conseil général, avaient applé à voter « oui ».

CORSE-DU-SUD

L., 71 023; V., 39 83; A., 44,40 %
B. et N., 1 089 E., 38 394.

NON...... 21 635 56,34 %-38,46 %)
OUI....... 16 759 43,65 %-23,59 %)

1988. – I., 92 030; V., 62 985 ; A., 31,56 % ; E., 61 92. – Chirac, 19 650 (31,73) ; Mitterrand 15 996 (25,83) ; Le Pen, 9 174 (14,1) ; Barre, 8 790 (14,19) ; Lajoinie, 5 61 (8,48) ; Waechter, 1 472 (2,37) ; Juquin, 1 106 (1,78) ; Laguiller, 38 (0,62) ; Boussel, 90 (0,14).

∴

Ajaccio
L., 24 249; V., 13 47; A., 44,95 %
B. et N., 227 E., 13 120.

NON...... 7 700 58,68 %-31,75 %)
OUI....... 5 420 41,31 %-22,35 %)

∴

La nette victoire du « non » ne constitue pas une surprise : ce résultat est cohérent avec [illegible] électorale des élus locaux hostiles à la ratification du traité de Maastricht, car craignant de voir la Corse perdre sa spécificité – notamment fiscale – dans l'Union européenne. Les résultats encore plus favorables au « non » à Ajaccio confirment cette orientation.

Quant à la famille nationaliste, elle *s'était divisée, dans l'ensemble de l'île,* entre le « non » (Accolta naziunale corsa), le « oui » (Mouvement pour l'autodétermination et l'abstention (UPC, Cuncolta nazunalista, I Verdi Corsi). A noter qu'à [illegible], où un gendarme mobile a été [illegible] dans la matinée de samedi à dimanche, le bureau de vote a été ouvert à [illegible] heures. Le scrutin s'y est déroulé sans incident.

HAUTE-CORSE

L., 86 205; V., 47 77; A., 44,92 %
B. et N., 1 154 E., 46 323.

NON...... 26 424 57,04 %-30,65 %)
OUI....... 19 899 42,95 %-23,08 %)

1988. – I., 114 561; V., 76 494 ; A., 33,22 % ; E., 75 25. – Mitterrand, 23 461 (31,17) ; Chirac, 22 868 (30,38) ; Barre, 9 06 (12,04) ; Le Pen, 9 040 (12,01) ; Lajoinie, 5 914 (7,85) ; Juquin, 2 323 (3,08) ; Waechter, 1 980 (2,63) ; Laguiller, 49 (0,66) ; Boussel, 107 (0,14).

∴

Bastia
L., 15 572; V., 8 25; A., 47,11 %
B. et N., 204 E., 8 031.

NON...... 4 648 57,87 %-29,84 %)
OUI....... 3 383 42,12 %-21,72 %)

∴

La nette victoire du « non » en Haute-Corse constitue une déception *pour M. Emile Zuccarelli, maire* (MRG) de Bastia, ministre des postes et télécommunications, qui avait fait campagne en faveur de la ratification du traité en sa qualité de président du *Comité corse pour le « oui ». Toutefois,* le maire de Bastia avait été fortement handicapé par les prises de positions hostiles au traité émanant de sa propre famille politique, notamment celle de M. François *Giacobbi, sénateur (RDE)* et ancien président du conseil général de la Haute-Corse.

L'hostilité au traité des communistes, partie prenante de la majorité municipale de Bastia n'a pas facilité la tâche de M. Zuccarelli. La question est de savoir si cet épisode référendaire aura une incidence sur les soutiens dont pourra bénéficier M. Zuccarelli aux prochaines élections législatives et municipales. (NDLR : lors du référendum de 1972, la Corse formait un seul département. Les résultats avaient alors été les suivants : L, 184 234 ; V., 78 585 ; A., 57,34 % ; E., 75 322. – OUI, 59 667 (79,21 %) ; NON, 15 655 (20,78 %)).

SUR L'UNION EUROPÉENNE

CÔTE-D'OR

L., 313 418; V., 221 465; A., 29,33 %
B. et N., 6 463; E., 215 002.

NON...... 110 492 (51,39 %-35,25 %)
OUI....... 104 510 (48,60 %-33,34 %)

1988. – I., 312 752 ; V., 254 901 ; A., 18,49 % ; E., 250 238. – Mitterrand, 89 469 (35,75) ; Chirac, 55 175 (22,04) ; Barre, 40 075 (16,01) ; Le Pen, 34 833 (13,91) ; Waechter, 10 244 (4,09) ; Lajoinie, 9 866 (3,94) ; Laguiller, 4 733 (1,89) ; Juquin, 4 605 (1,84) ; Boussel, 1 238 (0,48).

1972. – I., 241 260 ; V., 138 231 ; A., 42,70 % ; E., 121 131. – OUI, 87 356 (72,11 %) ; NON, 33 775 (27,88 %).

∴

Dijon
L., 73 491; V., 50 644; A., 31,08 %
B. et N., 1 250; E., 49 394.

OUI....... 27 174 (55,01 %-36,97 %)
NON...... 22 220 (44,98 %-30,23 %)

Beaune
L., 11 877; V., 8 292; A., 30,18 %
B. et N., 274; E., 8 018.

NON...... 4 101 (51,14 %-34,52 %)
OUI....... 3 917 (48,85 %-32,97 %)

Chenôve
L., 9 923; V., 6 151; A., 38,01 %
B. et N., 177; E., 5 974.

NON...... 3 369 (56,39 %-33,95 %)
OUI....... 2 605 (43,60 %-26,25 %)

Talant
L., 7 611; V., 5 461; A., 28,24 %
B. et N., 116; E., 5 345.

OUI....... 3 146 (58,85 %-41,33 %)
NON...... 2 199 (41,14 %-28,89 %)

∴

Farouche hérault du «non», Jean-Pierre Chevènement avait choisi Dijon pour son unique meeting hors de son fief belfortain. L'ancien ministre socialiste n'a pas fait le déplacement tout à fait en vain. Le «non» – défendu par trois députés sur cinq et deux sénateurs sur trois – l'emporte nettement sur l'ensemble du département, même si Dijon et son agglomération, faisant contrepoids aux communes rurales, ont largement voté en faveur de la ratification. La prise de position de M. Robert Poujade, député et maire RPR, en faveur du «oui» a pesé sur le comportement des électeurs des communes de droite, mais à Chenôve, la troisième ville du département, le «non» prôné par M. Roland Carraz, le très chevènementiste député et maire, l'emporte largement (56,39 %).

CÔTES-D'ARMOR

L., 414 626; V., 304 545; A., 26,54 %
B. et N., 11 940; E., 292 605.

OUI....... 176 139 (60,19 %-42,48 %)
NON...... 116 466 (39,80 %-28,08 %)

1988. – I., 412 856 ; V., 353 138 ; A., 14,46 % ; E., 347 495. – Mitterrand, 132 970 (38,26) ; Chirac, 65 718 (18,91) ; Barre, 59 859 (17,22) ; Le Pen, 28 627 (8,23) ; Lajoinie, 26 448 (7,61) ; Waechter, 14 307 (4,11) ; Juquin, 9 703 (2,79) ; Laguiller, 8 672 (2,49) ; Boussel, 1 191 (0,34).

1972. – I., 335 601 ; V., 218 227 ; A., 34,97 % ; E., 196 452. – OUI, 128 021 (65,16 %) ; NON, 68 431 (34,83 %).

∴

Saint-Brieuc
L., 32 144; V., 21 456; A., 33,25 %
B. et N., 592; E., 20 864.

OUI....... 13 639 (65,37 %-42,43 %)
NON...... 7 225 (34,62 %-22,47 %)

Dinan
L., 7 801; V., 5 375; A., 31,09 %
B. et N., 176; E., 5 199.

OUI....... 3 366 (64,74 %-43,14 %)
NON...... 1 833 (35,25 %-23,49 %)

Lannion
L., 11 870; V., 8 227; A., 30,69 %
B. et N., 296; E., 7 931.

OUI....... 5 206 (65,64 %-43,85 %)
NON...... 2 725 (34,35 %-22,95 %)

Plérin
L., 9 087; V., 6 437; A., 29,16 %
B. et N., 228; E., 6 209.

OUI....... 4 064 (65,45 %-44,72 %)
NON...... 2 145 (34,54 %-23,60 %)

Ploufragan
L., 7 532; V., 5 463; A., 27,46 %
B. et N., 241; E., 5 222.

OUI....... 3 216 (61,58 %-42,69 %)
NON...... 2 006 (38,41 %-26,63 %)

∴

Le net avantage pour le «oui», à l'instar des autres départements bretons, et la large participation au scrutin ont *«pleinement satisfait»* M. Charles Josselin (PS), secrétaire d'État à la mer et président du conseil général. Les *cinq députés, de même que les principaux* maires, responsables économiques et dirigeants syndicaux agricoles, avaient mené campagne pour le «oui». Cependant, le «non» s'est affirmé dans le sud-ouest du département, vieux fief communiste. Dans le canton de Callac, celui de M. Félix Leyzour, sénateur (PC), le «non» l'a même emporté.

CREUSE

L., 107 968; V., 73 212; A., 32,19 %
B. et N., 3 336; E., 69 876.

NON...... 39 605 (56,67 %-36,68 %)
OUI....... 30 271 (43,32 %-28,03 %)

1988. – I., 111 152 ; V., 89 163 ; A., 19,78 % ; E., 86 933. – Mitterrand, 30 269 (34,81) ; Chirac, 24 522 (28,20) ; Lajoinie, 9 725 (11,18) ; Barre, 8 658 (9,96) ; Le Pen, 6 770 (7,78) ; Juquin, 2 437 (2,80) ; Waechter, 2 196 (2,52) ; Laguiller, 1 995 (2,29) ; Boussel, 361 (0,41).

1972. – I., 109 403 ; V., 60 844 ; A., 44,38 % ; E., 53 448. – OUI, 31 676 (59,26 %) ; NON, 21 772 (40,73 %).

∴

Guéret
L., 9 656; V., 6 335; A., 34,39 %
B. et N., 249; E., 6 086.

OUI....... 3 340 (54,88 %-34,58 %)
NON...... 2 746 (45,11 %-28,43 %)

∴

La crise de l'élevage et les difficultés d'emploi que connaît le département ont largement contribué à la victoire du «non». Même les villes, à l'exception de Guéret, ont été majoritairement hostiles à la ratification du traité. Ce scrutin confirme, d'une certaine manière, la menace qui pèse sur la majorité socialiste dans la Creuse : de nombreux élus du PS, les seuls à avoir ouvertement fait campagne pour le «oui», ont été désavoués dans leurs communes, comme le sénateur William Chervy à Saint-Vaury, le député Gaston Rimareix à Mainsat et le président du conseil général, M. Thierry Chandernagor, à Mortroux.

DORDOGNE

L., 301 258; V., 228 258; A., 24,23 %
B. et N., 9 393; E., 218 865.

NON...... 124 702 (56,97 %-41,39 %)
OUI....... 94 163 (43,02 %-31,25 %)

1988. – I., 302 007 ; V., 257 774 ; A., 14,64 % ; E., 251 557. – Mitterrand, 87 646 (34,84) ; Chirac, 59 791 (23,76) ; Barre, 30 419 (12,09) ; Lajoinie, 28 529 (11,34) ; Le Pen, 24 682 (9,81) ; Waechter, 8 087 (3,21) ; Juquin, 6 979 (2,77) ; Laguiller, 4 581 (1,82) ; Boussel, 843 (0,33).

1972. – I., 255 729 ; V., 173 074 ; A., 32,32 % ; E., 149 546. – OUI, 91 398 (61,11 %) ; NON, 58 148 (38,88 %).

∴

Périgueux
L., 20 803; V., 14 472; A., 30,43 %
B. et N., 486; E., 13 986.

NON...... 7 396 (52,88 %-35,55 %)
OUI....... 6 590 (47,11 %-31,67 %)

Bergerac
L., 15 577; V., 11 197; A., 28,11 %
B. et N., 458; E., 10 739.

NON...... 5 503 (51,24 %-35,32 %)
OUI....... 5 236 (48,75 %-33,61 %)

∴

Comme à l'accoutumée, la Dordogne est le département d'Aquitaine où l'on a le plus voté. Le succès du «non» constitue une victoire personnelle pour M. Yves Guéna (RPR), sénateur et maire de Périgueux, qui avait engagé dès le mois de juin, avec l'appui de l'appareil local du RPR, une campagne vigoureuse contre Maastricht. La victoire du «non» est également celle du PCF, allié de circonstance de M. Guéna, (13 % des voix lors des dernières régionales) et des chasseurs, qui représentent 10 % de l'électorat. Peu implantés, l'UDF et le PS, malgré M. Roland Dumas, n'ont pu peser sur le scrutin. Certains élus du PS s'étaient d'ailleurs engagés sans enthousiasme. Lors d'un débat organisé, jeudi 17 septembre, au conseil général, l'un d'entre eux avait ainsi exprimé sa peur de voir la Dordogne devenir sous peu *«un morceau de viande bouillie avec un peu de sauce anglaise dessus».*

DOUBS

L., 303 675; V., 220 493; A., 27,39 %
B. et N., 7 400; E., 213 093.

OUI....... 112 861 (52,96 %-37,16 %)
NON...... 100 232 (47,03 %-33,00 %)

1988. – I., 306 829 ; V., 255 616 ; A., 16,69 % ; E., 250 444. – Mitterrand, 87 532 (34,95) ; Chirac, 53 886 (21,51) ; Barre, 39 135 (15,62) ; Le Pen, 36 109 (14,41) ; Waechter, 12 243 (4,88) ; Lajoinie, 8 631 (3,44) ; Laguiller, 6 439 (2,57) ; Juquin, 5 414 (2,16) ; Boussel, 1 055 (0,42).

1972. – I., 233 975 ; V., 139 774 ; A., 40,26 % ; E., 122 370. – OUI, 91 214 (74,53 %) ; NON, 31 156 (25,46 %).

∴

Besançon
L., 58 516; V., 40 522; A., 30,75 %
B. et N., 1 085; E., 39 437.

OUI....... 23 773 (60,28 %-40,62 %)
NON...... 15 664 (39,71 %-26,76 %)

Audincourt
L., 8 870; V., 5 466; A., 38,37 %
B. et N., 149; E., 5 317.

OUI....... 2 670 (50,21 %-30,10 %)
NON...... 2 647 (49,78 %-29,84 %)

Montbéliard
L., 15 998; V., 10 542; A., 34,10 %
B. et N., 334; E., 10 208.

OUI....... 5 478 (53,66 %-34,24 %)
NON...... 4 730 (46,33 %-29,56 %)

Pontarlier
L., 10 934; V., 7 843; A., 28,26 %
B. et N., 284; E., 7 559.

OUI....... 4 373 (57,85 %-39,99 %)
NON...... 3 186 (42,14 %-29,13 %)

Valentigney
L., 7 759; V., 4 979; A., 35,82 %
B. et N., 157; E., 4 822.

OUI....... 2 546 (52,79 %-32,81 %)
NON...... 2 276 (47,20 %-29,33 %)

∴

Le «oui» l'emporte assez nettement dans ce département frontalier de la Suisse. Le vote favorable à la ratification est surtout majoritaire dans les centres urbains, avec quelques réticences à Audincourt ou Valentigney, localités à forte densité ouvrière. Dans les campagnes, et singulièrement dans le haut-Doubs, où le monde paysan est resté traumatisé par les dispositions bruxelloises fixant des quotas pour la production laitière, le «non» est majoritaire. C'est le cas en particulier à Vercel, dont le maire, M. Georges Gruillot (RPR), président du conseil général, a fait campagne contre le traité. Mais c'est aussi le cas à Maisons-du-Bois-Lièvremont, où 56,4 % des électeurs n'ont pas suivi leur maire, M. Jean Pourchet (UDF-CDS), sénateur qui s'était prononcé pour le «oui».

DRÔME

L., 280 408; V., 199 701; A., 28,78 %
B. et N., 7 519; E., 192 182.

NON...... 96 969 (50,45 %-34,58 %)
OUI....... 95 213 (49,54 %-33,95 %)

1988. – I., 274 836 ; V., 225 752 ; A., 17,85 % ; E., 221 196. – Mitterrand, 69 913 (31,60) ; Chirac, 40 569 (18,34) ; Barre, 37 840 (17,10) ; Le Pen, 36 938 (16,69) ; Lajoinie, 14 120 (6,38) ; Waechter, 10 130 (4,57) ; Juquin, 6 547 (2,95) ; Laguiller, 4 292 (1,94) ; Boussel, 847 (0,38).

1972. – I., 206 744 ; V., 116 718 ; A., 43,54 % ; E., 99 171. – OUI, 68 108 (68,67 %) ; NON, 31 063 (31,32 %).

∴

Valence
L., 37 719; V., 24 896; A., 33,99 %
B. et N., 757; E., 24 139.

OUI....... 13 281 (55,01 %-35,21 %)
NON...... 10 858 (44,98 %-28,78 %)

Bourg-lès-Valence
L., 11 685; V., 8 120; A., 30,50 %
B. et N., 273; E., 7 847.

OUI....... 4 208 (53,62 %-36,01 %)
NON...... 3 639 (46,37 %-31,14 %)

Montélimar
L., 17 851; V., 13 038; A., 26,96 %
B. et N., 435; E., 12 603.

OUI....... 6 486 (51,46 %-36,33 %)
NON...... 6 117 (48,53 %-34,26 %)

Pierrelatte
L., 7 643; V., 5 286; A., 30,83 %
B. et N., 171; E., 5 115.

NON...... 3 010 (58,84 %-39,38 %)
OUI....... 2 105 (41,15 %-27,54 %)

Romans-sur-Isère
L., 19 271; V., 12 603; A., 34,60 %
B. et N., 483; E., 12 120.

OUI....... 6 318 (52,12 %-32,78 %)
NON...... 5 802 (47,87 %-30,10 %)

∴

Le «non» l'emporte avec 1 756 suffrages d'avance (50,45 %). Cette victoire vient essentiellement des cantons ruraux du sud du département, dont certains votaient à gauche jusqu'à une date récente, ainsi que de villes *moyennes de la vallée du Rhône.* En revanche, le «oui» est majoritaire dans les principales agglomérations, à l'exception notable de Pierrelatte, dont le maire est M. Jean Mouton, président (UDF-CDS) du conseil général, et où le «non» totalise 58,84 % des suffrages. A Valence, ville de M. Rodolphe Pesce (PS), le «oui» atteint 55,01 %.

EURE

L., 345 353; V., 252 535; A., 26,87 %
B. et N., 7 536; E., 244 999.

NON...... 138 993 (56,73 %-40,24 %)
OUI....... 106 006 (43,26 %-30,69 %)

1988. – I., 336 345 ; V., 279 159 ; A., 17,00 % ; E., 272 676. – Mitterrand, 99 559 (36,51) ; Chirac, 53 637 (19,67) ; Barre, 44 589 (16,35) ; Le Pen, 38 288 (14,04) ; Lajoinie, 15 811 (5,72) ; Waechter, 9 384 (3,44) ; Laguiller, 5 959 (2,18) ; Juquin, 4 458 (1,63) ; Boussel, 1 191 (0,43).

1972. – I., 229 589 ; V., 147 594 ; A., 35,71 % ; E., 130 491. – OUI, 86 329 (66,15 %) ; NON, 44 162 (33,84 %).

∴

Évreux
L., 24 368; V., 16 631; A., 31,75 %
B. et N., 428; E., 16 203.

OUI....... 8 521 (52,58 %-34,96 %)
NON...... 7 682 (47,41 %-31,52 %)

Bernay
L., 7 117; V., 4 848; A., 31,88 %
B. et N., 180; E., 4 668.

OUI....... 2 450 (52,48 %-34,42 %)
NON...... 2 218 (47,51 %-31,16 %)

هكذا من الأصل

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Louviers
L, 10 302; V., 6 987; A., 32,17 %
B. et N., 218; E., 6 769.
NON...... 3 575 (52,81 %-34,70 %)
OUI...... 3 194 (47,18 %-31,00 %)

Val-de-Reuil
L, 4 697; V., 2 996; A., 36,21 %
B. et N., 82; E., 2 914.
OUI...... 1 535 (52,67 %-32,68 %)
NON...... 1 379 (47,32 %-29,35 %)

Vernon
L, 12 863; V., 9 120; A., 29,09 %
B. et N., 256; E., 8 864.
OUI...... 4 451 (50,21 %-34,60 %)
NON...... 4 413 (49,78 %-34,30 %)

∴

L'Eure s'est nettement démarquée de la tendance nationale en se prononçant à 56,60 % pour le «non». Le «oui» arrive cependant en tête à Evreux, dont le maire, M. Roland Plaisance (rénovateur communiste), avait manifesté son opposition au traité de Maastricht, ainsi qu'à Vernon, domaine de la Société européenne de propulsion (SEP), malgré la prise de position pour le «non» de son maire, M. Jean-Claude Asphe (RPR). Louviers, en revanche, tout comme Brionne, fief du secrétaire d'Etat à la ville, M. François Loncle (PS), ont voté «non».

EURE-ET-LOIR

L, 260 179; V., 192 238; A., 26,11 %
B. et N., 6 097; E., 186 141.
NON...... 101 159 (54,34 %-38,88 %)
OUI...... 84 982 (45,65 %-32,66 %)

1988. – L., 256 470 ; V., 213 811 ; A., 16,63 % ; E., 209 405. – Mitterrand, 74 834 (35,73) ; Chirac, 40 427 (19,30) ; Barre, 36 879 (17,61) ; Le Pen, 32 245 (15,39) ; Lajoinie, 9 506 (4,53) ; Waechter, 7 078 (3,38) ; Laguiller, 4 189 (2,00) ; Juquin, 3 307 (1,57) ; Boussel, 940 (0,44).

1972. – L., 185 525 ; V., 122 607 ; A., 33,91 % ; E., 107 718. – OUI, 74 273 (68,95 %) ; NON, 33 445 (31,04 %).

∴

Chartres
L, 21 405; V., 14 989; A., 29,97 %
B. et N., 364; E., 14 625.
OUI...... 7 915 (54,11 %-36,97 %)
NON...... 6 710 (45,88 %-31,34 %)

Châteaudun
L, 8 845; V., 6 222; A., 29,65 %
B. et N., 262; E., 5 960.
OUI...... 3 094 (51,91 %-34,98 %)
NON...... 2 866 (48,08 %-32,40 %)

Dreux
L, 15 607; V., 9 616; A., 38,38 %
B. et N., 263; E., 9 353.
NON...... 5 016 (53,62 %-32,13 %)
OUI...... 4 337 (46,37 %-27,78 %)

Lucé
L, 11 035; V., 7 401; A., 32,93 %
B. et N., 218; E., 7 183.
NON...... 3 805 (52,97 %-34,48 %)
OUI...... 3 378 (47,02 %-30,61 %)

Nogent-le-Rotrou
L, 8 274; V., 6 017; A., 27,27 %
B. et N., 247; E., 5 770.
OUI...... 2 965 (51,38 %-35,83 %)
NON...... 2 805 (48,61 %-33,90 %)

Vernouillet
L, 5 968; V., 4 030; A., 32,47 %
B. et N., 128; E., 3 902.
NON...... 2 172 (55,66 %-36,39 %)
OUI...... 1 730 (44,33 %-28,98 %)

∴

A l'issue d'une campagne marquée par les coups de colère des agriculteurs, l'Eure-et-Loir a dit «non» à Maastricht. Un «non» franc et massif (54,34 % pour l'ensemble du département) dans la plupart des cantons du Dunois, du Perche et du Drouais, avec des pointes supérieures à 60 % dans ceux d'Orgères, Authon, Châteauneuf – le record revenant à La Ferté-Vidame (65,92 %). Trois cantons sur 29 – ceux de Chartres – ont voté pour Maastricht. Dans les villes, le «oui» l'emporte à Chartres (54,11 %), à Châteaudun (51,91 %), à Nogent-le-Rotrou (51,38 %) et à Mainvilliers... avec 3 voix d'avance. En revanche, le «non» est majoritaire à Dreux (53,62 %) et à Vernouillet (55,66 %), villes-fétiches du Front national, mais aussi, et cela est plus surprenant, à Lucé, tenu par le PS (52,97 %).

FINISTÈRE

L, 615 853; V., 442 887; A., 28,08 %
B. et N., 14 026; E., 428 861.
OUI...... 254 910 (59,43 %-41,39 %)
NON...... 173 951 (40,56 %-28,24 %)

1988. – L., 616 226 ; V., 512 056 ; A., 16,76 % ; E., 505 656. – Mitterrand, 180 541 (35,70) ; Chirac, 105 807 (20,92) ; Barre, 98 919 (19,56) ; Le Pen, 50 149 (9,91) ; Lajoinie, 21 918 (4,33) ; Waechter, 21 604 (4,27) ; Juquin, 14 007 (2,77) ; Laguiller, 11 061 (2,18) ; Boussel, 1 660 (0,32).

1972. – L., 505 931 ; V., 303 334 ; A., 40,04 % ; E., 277 724. – OUI, 210 425 (75,76 %) ; NON, 67 299 (24,23 %).

∴

Quimper
L, 38 874; V., 28 818; A., 25,86 %
B. et N., 946; E., 27 872.
OUI...... 18 564 (66,60 %-47,75 %)
NON...... 9 308 (33,39 %-23,94 %)

Brest
L, 90 723; V., 60 736; A., 33,05 %
B. et N., 1 403; E., 59 333.
OUI...... 37 352 (62,95 %-41,17 %)
NON...... 21 981 (37,04 %-24,22 %)

Concarneau
L, 14 822; V., 9 826; A., 33,70 %
B. et N., 263; E., 9 563.
OUI...... 5 518 (57,70 %-37,22 %)
NON...... 4 045 (42,29 %-27,29 %)

Douarnenez
L, 12 940; V., 8 648; A., 33,16 %
B. et N., 261; E., 8 387.
OUI...... 4 977 (59,34 %-38,46 %)
NON...... 3 410 (40,65 %-26,35 %)

Guipavas
L, 8 379; V., 6 478; A., 22,68 %
B. et N., 219; E., 6 259.
OUI...... 3 789 (60,53 %-45,22 %)
NON...... 2 470 (39,46 %-29,47 %)

Landerneau
L, 9 914; V., 6 943; A., 29,96 %
B. et N., 184; E., 6 759.
OUI...... 4 417 (65,34 %-44,55 %)
NON...... 2 342 (34,65 %-23,62 %)

Morlaix
L, 10 608; V., 7 440; A., 29,86 %
B. et N., 229; E., 7 211.
OUI...... 4 727 (65,55 %-44,56 %)
NON...... 2 484 (34,44 %-23,41 %)

Plougastel-Daoulas
L, 8 364; V., 5 890; A., 29,57 %
B. et N., 149; E., 5 741.
OUI...... 3 410 (59,39 %-40,76 %)
NON...... 2 331 (40,60 %-27,86 %)

Plouzané
L, 7 823; V., 5 621; A., 28,14 %
B. et N., 158; E., 5 463.
OUI...... 3 366 (61,61 %-43,02 %)
NON...... 2 097 (38,38 %-26,80 %)

Quimperlé
L, 7 902; V., 5 437; A., 31,19 %
B. et N., 175; E., 5 262.
OUI...... 3 230 (61,38 %-40,87 %)
NON...... 2 032 (38,61 %-25,71 %)

Le Relecq-Kerhuon
L, 7 442; V., 5 491; A., 26,21 %
B. et N., 129; E., 5 362.
OUI...... 3 318 (61,87 %-44,58 %)
NON...... 2 044 (38,12 %-27,46 %)

∴

Bien que le président du conseil général, M. Charles Miossec (RPR), ait invité l'électorat à voter «non», le «oui» l'a très largement emporté avec 59,44 %. Il n'y a là rien de particulièrement étonnant : la démocratie-chrétienne, qui a dirigé ce département pendant plusieurs décennies, l'ayant marqué d'une empreinte indélébile. Toutes les villes se sont prononcées pour la ratification du traité, parfois même avec des scores élevés, comme Quimper.

On s'attendait dans les campagnes, en raison des difficultés du monde agricole, à une victoire du «non». Il n'en a rien été et, dans l'intérieur, région exclusivement paysanne, le «oui» a triomphé dans cinquante-et-une localités sur les soixante-deux de l'arrondissement de Châteaulin. Cependant, dans le canton communiste de Huelgoat, secteur défavorisé à la population veillissante, quatre communes sur sept ont voté «non».

GARD

L., 398 820; V., 287 718; A., 27,85 %
B. et N., 9 066; E., 278 652.
NON...... 153 762 (55,18 %-38,55 %)
OUI...... 124 890 (44,81 %-31,31 %)

1988. – L., 394 396 ; V., 325 909 ; A., 17,36 % ; E., 319 464. – Mitterrand, 92 800 (29,04) ; Le Pen, 65 778 (20,59) ; Chirac, 49 060 (15,35) ; Barre, 46 525 (14,56) ; Lajoinie, 38 566 (12,07) ; Waechter, 10 514 (3,29) ; Juquin, 9 420 (2,94) ; Laguiller, 5 611 (1,75) ; Boussel, 1 190 (0,37).

1972. – L., 293 645 ; V., 164 764 ; A., 43,89 % ; E., 144 289. – OUI, 82 562 (57,21 %) ; NON, 61 727 (42,78 %).

∴

Nîmes
L, 75 097; V., 50 583; A., 32,64 %
B. et N., 1 257; E., 49 326.
NON...... 25 294 (51,27 %-33,68 %)
OUI...... 24 032 (48,72 %-32,00 %)

Alès
L, 26 538; V., 18 538; A., 30,14 %
B. et N., 615; E., 17 923.
NON...... 10 065 (56,15 %-37,92 %)
OUI...... 7 858 (43,84 %-29,61 %)

Bagnols-sur-Cèze
L, 12 132; V., 7 828; A., 35,47 %
B. et N., 251; E., 7 577.
OUI...... 3 837 (50,64 %-31,62 %)
NON...... 3 740 (49,35 %-30,82 %)

Beaucaire
L, 8 151; V., 5 757; A., 29,37 %
B. et N., 187; E., 5 570.
NON...... 3 627 (65,11 %-44,49 %)
OUI...... 1 943 (34,88 %-23,83 %)

Saint-Gilles
L, 7 102; V., 4 787; A., 32,59 %
B. et N., 93; E., 4 694.
NON...... 3 027 (64,48 %-42,62 %)
OUI...... 1 667 (35,51 %-23,47 %)

Vauvert
L, 6 319; V., 4 597; A., 27,25 %
B. et N., 167; E., 4 430.
NON...... 2 689 (60,69 %-42,55 %)
OUI...... 1 741 (39,30 %-27,55 %)

Villeneuve-lès-Avignon
L, 7 129; V., 5 595; A., 21,51 %
B. et N., 150; E., 5 445.
OUI...... 2 956 (54,28 %-41,46 %)
NON...... 2 489 (45,71 %-34,91 %)

∴

Avec 55,18 % de «non», le refus gardois de la ratification du traité de Maastricht est net. Il ne peut pourtant être tenu pour une défaite de M. Gilbert Baumet, président du conseil général, ou de M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, tous deux largement engagés, en ordre dispersé, dans la campagne pour le «oui». Les motifs de voter «non» étaient en effet, ici, nombreux : crise agricole, chômage, tradition communiste du bassin d'Alès et ancrage du Front national dans l'est du département. Le phénomène a donc été général (51,28 % dans le chef-lieu, Nîmes), avec un sommet à Beaucaire (plus de 65 %), et n'a épargné qu'une partie du Gard rhodanien (Bagnols-sur-Cèze et Villeneuve-lès-Avignon) et quelques communes protestantes des Cévennes.

HAUTE-GARONNE

L, 609 195; V., 435 692; A., 28,48 %
B. et N., 13 101; E., 422 591.
OUI...... 227 291 (53,78 %-37,31 %)
NON...... 195 300 (46,21 %-32,05 %)

1988. – L., 587 575 ; V., 478 936 ; A., 18,48 % ; E., 470 504. – Mitterrand, 189 847 (40,34) ; Chirac, 78 996 (16,78) ; Barre, 69 344 (14,73) ; Le Pen, 61 877 (13,15) ; Lajoinie, 27 778 (5,90) ; Waechter, 17 430 (3,70) ; Juquin, 14 254 (3,02) ; Laguiller, 9 442 (2,00) ; Boussel, 1 538 (0,32).

1972. – L., 406 113 ; V., 232 955 ; A., 42,63 % ; E., 197 723. – OUI, 134 221 (67,88 %) ; NON, 63 502 (32,11 %).

∴

Toulouse
L, 199 195; V., 126 775; A., 36,35 %
B. et N., 3 804; E., 122 971.
OUI...... 69 582 (56,58 %-34,93 %)
NON...... 53 389 (43,41 %-26,80 %)

Blagnac
L, 10 919; V., 8 052; A., 26,25 %
B. et N., 272; E., 7 780.
OUI...... 4 413 (56,72 %-40,41 %)
NON...... 3 367 (43,27 %-30,83 %)

Colomiers
L, 17 220; V., 12 640; A., 26,59 %
B. et N., 446; E., 12 194.
OUI...... 7 158 (58,70 %-41,56 %)
NON...... 5 036 (41,29 %-29,24 %)

Cugnaux
L, 7 394; V., 5 610; A., 24,12 %
B. et N., 189; E., 5 421.
OUI...... 3 030 (55,89 %-40,97 %)
NON...... 2 391 (44,10 %-32,33 %)

Muret
L, 11 210; V., 8 047; A., 28,21 %
B. et N., 276; E., 7 771.
OUI...... 3 982 (51,24 %-35,52 %)
NON...... 3 789 (48,75 %-33,80 %)

Plaisance-du-Touch
L, 6 361; V., 4 888; A., 23,15 %
B. et N., 190; E., 4 698.
OUI...... 2 568 (54,66 %-40,37 %)
NON...... 2 130 (45,33 %-33,48 %)

Ramonville-Saint-Agne
L, 7 977; V., 5 899; A., 26,04 %
B. et N., 206; E., 5 693.
OUI...... 3 816 (67,02 %-47,83 %)
NON...... 1 877 (32,97 %-23,53 %)

Saint-Gaudens
L, 8 671; V., 5 593; A., 35,49 %
B. et N., 227; E., 5 366.
OUI...... 2 860 (53,29 %-32,98 %)
NON...... 2 506 (46,70 %-28,90 %)

Tournefeuille
L, 10 464; V., 8 030; A., 23,26 %
B. et N., 249; E., 7 781.
OUI...... 4 566 (58,68 %-43,63 %)
NON...... 3 215 (41,31 %-30,72 %)

L'Union
L, 8 986; V., 6 746; A., 24,92 %
B. et N., 207; E., 6 539.
OUI...... 3 843 (58,77 %-42,76 %)
NON...... 2 696 (41,22 %-30,00 %)

∴

La Haute-Garonne a choisi le «oui» avec un peu plus d'ardeur que le reste du pays. Durant la campagne, le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis (UDF-CDS), avait appelé sa ville à décrocher le «titre de champion d'Europe». Avec 56,58 % de votes favorables, la «ville rose» ne se classe que très honorablement. D'autres communes de la périphérie toulousaine ont réalisé de meilleurs scores, telles Colomiers, Ramonville ou L'Union, qui, toutes, hébergent une forte population de cadres, employés dans les secteurs de la recherche et de l'aéronautique.

Sans originalité en cela, la Haute-Garonne enregistre une très nette coupure entre les villes et les campagnes, qui transcende en général les appels des porte-parole politiques. Il est ainsi significatif que le canton rural de Cintegabelle, dont M. Lionel Jospin, ancien ministre d'Etat, est conseiller général, ait voté «non». A l'inverse, la ville de Cugnaux, dont le maire RPR, M. Michel Aujoulat, avait appelé à se prononcer contre le traité de Maastricht, a choisi le «oui».

Détail original : le canton de Lanta n'a pas tranché pour ou contre l'Europe – il y a eu égalité entre les «oui» et les «non» !

GERS

L, 136 753; V., 100 992; A., 26,15 %
B. et N., 4 506; E., 96 486.
NON...... 48 629 (50,40 %-35,55 %)
OUI...... 47 857 (49,59 %-34,99 %)

1988. – L., 137 959 ; V., 113 734 ; A., 17,55 % ; E., 111 209. – Mitterrand, 44 651 (40,15) ; Chirac, 22 571 (20,29) ; Barre, 16 073 (14,45) ; Le Pen, 11 882 (10,68) ; Lajoinie, 6 614 (5,94) ; Waechter, 4 195 (3,77) ; Juquin, 2 684 (2,41) ; Laguiller, 2 175 (1,95) ; Boussel, 364 (0,32).

1972. – L., 115 662 ; V., 66 860 ; A., 42,19 % ; E., 55 795. – OUI, 36 489 (65,39 %) ; NON, 19 306 (34,60 %).

∴

Auch
L, 14 791; V., 10 463; A., 29,26 %
B. et N., 403; E., 10 060.
OUI...... 5 898 (58,62 %-39,87 %)
NON...... 4 162 (41,37 %-28,13 %)

∴

Avec la victoire du «non», c'est la tradition socialiste du département qui s'effrite. On peut voir dans ce résultat la conséquence directe du malaise agricole, marqué par une forte opposition à la politique agricole commune. La nouvelle personnalité forte du Gers, M. Yves Rispat (app. RPR, président du conseil général), est issue du monde rural et sa position n'a certainement pas été sans influence. A Auch toutefois, le député socialiste, M. Jean Laborde, a su convaincre ses administrés, qui se sont prononcés en faveur du «oui» à 58,62 %.

GIRONDE

L, 781 392; V., 565 687; A., 27,60 %
B. et N., 15 417; E., 550 270.
NON...... 280 025 (50,88 %-35,83 %)
OUI...... 270 245 (49,11 %-34,58 %)

1988. – L., 775 467 ; V., 638 770 ; A., 17,62 % ; E., 627 507. – Mitterrand, 243 844 (38,85) ; Chirac, 121 460 (19,35) ; Barre, 97 846 (15,59) ; Le Pen, 77 180 (12,29) ; Lajoinie, 39 532 (6,29) ; Waechter, 18 951 (3,02) ; Juquin, 13 702 (2,18) ; Laguiller, 12 674 (2,01) ; Boussel, 2 318 (0,36).

1972. – L., 598 433 ; V., 341 266 ; A., 42,97 % ; E., 298 649. – OUI, 208 924 (69,95 %) ; NON, 89 725 (30,04 %).

∴

Bordeaux
L, 111 665; V., 73 629; A., 34,06 %
B. et N., 1 563; E., 72 066.
OUI...... 40 198 (55,77 %-35,99 %)
NON...... 31 868 (44,22 %-28,53 %)

Ambarès-et-Lagrave
L, 6 783; V., 4 817; A., 28,98 %
B. et N., 143; E., 4 674.
NON...... 2 527 (54,06 %-37,25 %)
OUI...... 2 147 (45,93 %-31,65 %)

Arcachon
L, 10 109; V., 6 953; A., 31,21 %
B. et N., 135; E., 6 818.
NON...... 3 438 (50,42 %-34,00 %)
OUI...... 3 380 (49,57 %-33,43 %)

Bègles
L, 13 844; V., 10 208; A., 26,26 %
B. et N., 286; E., 9 922.
NON...... 5 685 (57,29 %-41,06 %)
OUI...... 4 237 (42,70 %-30,60 %)

Blanquefort
L, 7 464; V., 5 498; A., 26,33 %
B. et N., 178; E., 5 320.
OUI...... 2 847 (53,51 %-38,14 %)
NON...... 2 473 (46,48 %-33,13 %)

Le Bouscat
L, 14 189; V., 10 522; A., 25,84 %
B. et N., 233; E., 10 289.
NON...... 5 232 (50,85 %-36,87 %)
OUI...... 5 057 (49,14 %-35,64 %)

Cenon
L, 11 449; V., 7 664; A., 33,05 %
B. et N., 159; E., 7 505.
NON...... 3 776 (50,31 %-32,98 %)
OUI...... 3 729 (49,68 %-32,57 %)

Cestas
L, 11 173; V., 8 922; A., 20,14 %
B. et N., 208; E., 8 714.
OUI...... 4 967 (57,00 %-44,45 %)
NON...... 3 747 (42,99 %-33,53 %)

Eysines
L, 10 112; V., 7 363; A., 27,18 %
B. et N., 171; E., 7 192.
OUI...... 3 880 (53,94 %-38,37 %)
NON...... 3 312 (46,05 %-32,75 %)

Floirac
L, 9 349; V., 5 846; A., 37,46 %
B. et N., 142; E., 5 704.
NON...... 2 953 (51,77 %-31,58 %)
OUI...... 2 751 (48,22 %-29,42 %)

Gradignan
L, 13 178; V., 9 595; A., 27,18 %
B. et N., 222; E., 9 373.
OUI...... 5 659 (60,37 %-42,94 %)
NON...... 3 714 (39,62 %-28,18 %)

Gujan-Mestras
L, 8 499; V., 6 264; A., 26,29 %
B. et N., 164; E., 6 100.
NON...... 3 287 (53,88 %-38,67 %)
OUI...... 2 813 (46,11 %-33,09 %)

Libourne
L, 14 334; V., 9 897; A., 30,95 %
B. et N., 337; E., 9 560.
OUI...... 4 877 (51,01 %-34,02 %)
NON...... 4 683 (48,98 %-32,67 %)

Lormont
L, 9 134; V., 6 667; A., 27,00 %
B. et N., 180; E., 6 487.
NON...... 3 362 (51,82 %-36,80 %)
OUI...... 3 125 (48,17 %-34,21 %)

Mérignac
L, 34 280; V., 25 257; A., 26,32 %
B. et N., 584; E., 24 673.
OUI...... 13 926 (56,44 %-40,62 %)
NON...... 10 747 (43,55 %-31,35 %)

Pessac
L, 31 377; V., 22 196; A., 29,26 %
B. et N., 586; E., 21 610.
OUI...... 12 312 (56,97 %-39,23 %)
NON...... 9 298 (43,02 %-29,63 %)

Saint-Médard-en-Jalles
L, 15 562; V., 11 923; A., 23,38 %
B. et N., 281; E., 11 642.
OUI...... 6 176 (53,04 %-39,68 %)
NON...... 5 466 (46,95 %-35,12 %)

Talence
L, 19 319; V., 13 625; A., 29,47 %
B. et N., 340; E., 13 285.
OUI...... 7 889 (59,38 %-40,83 %)
NON...... 5 396 (40,61 %-27,93 %)

La Teste
L, 14 172; V., 10 134; A., 28,49 %
B. et N., 221; E., 9 913.
NON...... 5 405 (54,52 %-38,13 %)
OUI...... 4 508 (45,47 %-31,80 %)

Villenave-d'Ornon
L, 16 165; V., 11 594; A., 28,27 %
B. et N., 293; E., 11 301.
OUI...... 5 899 (52,19 %-36,49 %)
NON...... 5 402 (47,80 %-33,41 %)

∴

La victoire du «non» en Gironde s'explique en partie par le vote de l'électorat des communes rurales et viticoles du Médoc, fief du mouvement Chasse, Pêche, Nature et Traditions, hostile à Maastricht, et celui du bassin d'Arcachon, à l'exception de sa «capitale». Mais le «non» a aussi marqué des points dans les communes socialistes de la rive droite de la communauté urbaine bordelaise (Floirac, Lormont, Cenon), sans doute sous l'effet d'un réflexe sécuritaire. Sur la rive gauche, le «oui» est majoritaire. Ainsi à Bordeaux (55,77 % des voix), où M. Jacques Chaban-Delmas, favorable au traité, obtient satisfaction. Son éternel dauphin, M. Jacques Vallade (RPR), président du conseil régional Aquitaine et partisan du «non», se consolera en notant que trois départements sur cinq se sont prononcés contre la ratification du traité.

A Bègles, l'électorat inflige un revers à son maire, M. Noël Mamère (Génération Ecologie), très engagé en faveur du «oui», en accordant 57,29 % des voix au «non». Libourne, dont le maire est M. Gilbert Mitterrand (PS), se proclame en revanche européenne à une courte majorité (51,01 %).

HÉRAULT

L, 535 384; V., 380 879; A., 28,85 %
B. et N., 11 095; E., 369 784.
NON...... 195 015 (52,73 %-36,42 %)
OUI...... 174 769 (47,26 %-32,64 %)

1988. – L., 516 320 ; V., 422 193 ; A., 18,23 % ; E., 415 050. – Mitterrand, 129 162 (31,11) ; Le Pen, 82 655 (19,91) ; Chirac, 71 894 (17,32) ; Barre, 56 629 (13,64) ; Lajoinie, 37 516 (9,03) ; Juquin, 14 681 (3,53) ; Waechter, 13 887 (3,34) ; Laguiller, 7 120 (1,71) ; Boussel, 1 526 (0,36).

1972. – L., 348 690 ; V., 178 511 ; A., 48,80 % ; E., 153 857. – OUI, 91 738 (59,82 %) ; NON, 62 119 (40,37 %).

∴

Montpellier
L, 108 457; V., 72 103; A., 33,51 %
B. et N., 1 786; E., 70 317.
OUI...... 39 602 (56,31 %-36,51 %)
NON...... 30 715 (43,68 %-28,31 %)

Agde
L, 12 623; V., 9 179; A., 27,28 %
B. et N., 214; E., 8 965.
NON...... 5 078 (56,64 %-40,22 %)
OUI...... 3 887 (43,35 %-30,79 %)

Béziers
L, 48 340; V., 32 641; A., 32,47 %
B. et N., 897; E., 31 744.
NON...... 17 833 (56,17 %-36,89 %)
OUI...... 13 911 (43,82 %-28,77 %)

Castelnau-le-Lez
L, 8 733; V., 6 070; A., 30,49 %
B. et N., 153; E., 5 917.
OUI...... 3 295 (55,68 %-37,73 %)
NON...... 2 622 (44,31 %-30,02 %)

Frontignan
L, 11 424; V., 7 694; A., 32,65 %
B. et N., 212; E., 7 482.
NON...... 4 265 (57,00 %-37,33 %)
OUI...... 3 217 (42,99 %-28,16 %)

Lattes
L, 7 324; V., 5 282; A., 27,88 %
B. et N., 151; E., 5 131.
OUI...... 2 612 (50,90 %-35,66 %)
NON...... 2 519 (49,09 %-34,39 %)

Lunel
L, 11 521; V., 7 972; A., 30,80 %
B. et N., 232; E., 7 740.
NON...... 4 409 (56,96 %-38,26 %)
OUI...... 3 331 (43,03 %-28,91 %)

Mauguio
L, 8 391; V., 6 366; A., 24,13 %
B. et N., 184; E., 6 182.
NON...... 3 180 (51,43 %-37,89 %)
OUI...... 3 002 (48,56 %-35,77 %)

Sète
L, 29 240; V., 20 108; A., 31,23 %
B. et N., 587; E., 19 521.
NON...... 11 499 (58,90 %-39,32 %)
OUI...... 8 022 (41,09 %-27,43 %)

∴

Comme ses voisins, l'Aude et le Gard, l'Hérault a majoritairement refusé la ratification des accords de Maastricht. Ce rejet s'explique d'abord par l'histoire de cette région, encore attachée à son identité. Il trouve aussi ses racines dans les difficultés de ses viticulteurs, qui estiment avoir payé un lourd tribut à l'Europe. Le poids du PC, notamment autour de Sète et de Béziers, ainsi que l'audience du FN ont sans doute également joué. Sète a rejeté Maastricht à 58 % et Béziers à 56 %. Le mouvement RECOURS-France, hostile à Maastricht, a peut-être influencé une frange de l'électorat pied-noir, important dans ce département.

Dans ce paysage, toutefois, le chef-lieu, Montpellier, se distingue en approuvant les accords de Maastricht à 56,31 %. Ce qui est somme toute logique pour une ville tertiaire, universitaire, qui a fondé son développement sur la Communauté européenne.

ILLE-ET-VILAINE

L, 551 419; V., 393 151; A., 28,70 %
B. et N., 15 575; E., 377 576.
OUI...... 236 862 (62,73 %-42,95 %)
NON...... 140 714 (37,26 %-25,51 %)

1988. – L., 531 440 ; V., 440 908 ; A., 17,03 % ; E., 432 401. – Mitterrand, 162 633 (37,61) ; Chirac, 90 568 (20,94) ; Barre, 88 213 (20,40) ; Le Pen, 37 341 (8,63) ; Waechter, 19 071 (4,41) ; Lajoinie, 12 278 (2,83) ; Laguiller, 11 236 (2,59) ; Juquin, 9 260 (2,14) ; Boussel, 1 801 (0,41).

1972. – L., 401 093 ; V., 249 004 ; A., 37,91 % ; E., 223 612. – OUI, 175 760 (78,60 %) ; NON, 47 852 (21,39 %).

∴

Rennes
L, 114 462; V., 72 409; A., 36,73 %
B. et N., 1 918; E., 70 491.
OUI...... 49 130 (69,69 %-42,92 %)
NON...... 21 361 (30,30 %-18,66 %)

Cesson-Sévigné
L, 9 594; V., 7 209; A., 24,85 %
B. et N., 184; E., 7 025.
OUI...... 5 209 (74,14 %-54,29 %)
NON...... 1 816 (25,85 %-18,92 %)

Fougères
L, 16 640; V., 11 586; A., 30,37 %
B. et N., 513; E., 11 073.
OUI...... 7 032 (63,50 %-42,25 %)
NON...... 4 041 (36,49 %-24,28 %)

Saint-Malo
L, 35 501; V., 24 132; A., 32,02 %
B. et N., 766; E., 23 366.
OUI...... 14 012 (59,96 %-39,46 %)
NON...... 9 354 (40,03 %-26,34 %)

Vitré
L, 10 459; V., 7 391; A., 29,33 %
B. et N., 304; E., 7 087.
OUI...... 4 749 (67,01 %-45,40 %)
NON...... 2 338 (32,98 %-22,35 %)

∴

Les prises de position de tous les parlementaires, mais aussi celle du quotidien *Ouest-France*, résolument en faveur du «oui», ont porté leurs fruits. Seules quarante-deux des trois cent soixante-six communes ont dit «non» au traité (sept autres ont voté à égalité pour le «oui» et le «non»). C'est en zone rurale, notamment dans le nord du département – le moins développé et qui a le moins bénéficié de la politique agricole commune, – que le «non» s'est le plus manifesté.

L'effort particulier de sensibilisation à l'Europe (des conférences quotidiennes dans la semaine précédant le scrutin), fait à Rennes, la ville de M. Edmond Hervé (PS), député et ancien ministre de la santé, a donné de bons résultats puisque le «oui» y est de 7 points supérieur à l'ensemble du département. Parmi les circonscriptions législatives, c'est dans celle d'un député socialiste, M. Jean-Michel Boucheron (homonyme de l'ancien maire d'Angoulême) que le «oui» affiche le meilleur score, avec 68,90 %. Le «non» recueille 43,38 % des suffrages exprimés dans la circonscription du député centriste et maire de Saint-Malo, M. René Couanau.

INDRE

L, 178 154; V., 131 589; A., 26,13 %
B. et N., 6 303; E., 125 286.
NON...... 69 968 (55,84 %-39,27 %)
OUI...... 55 318 (44,15 %-31,05 %)

1988. – L., 181 927 ; V., 152 369 ; A., 16,24 % ; E., 147 931. – Mitterrand, 55 690 (37,64) ; Chirac, 29 401 (19,87) ; Barre, 21 672 (14,65) ; Le Pen,

SUR L'UNION EUROPÉENNE

16 778 (11,34) ; Lajoinie, 12 483 (8,43) ; Waechter, 4 291 (2,90) ; Laguiller, 3 844 (2,59) ; Juquin, 3 137 (2,12) ; Boussel, 635 (0,42).
1972. – I., 162 288 ; V., 104 422 ; A., 35,65 % ; E., 91 361. – OUI, 55 575 (60,83 %) ; NON, 35 786 (39,16 %).

∴

Châteauroux
L, 33 202 ; V., 23 178 ; A., 30,19 %
B. et N., 989 ; E., 22 189.
OUI...... 11 181 (50,38 %-33,67 %)
NON...... 11 008 (49,61 %-33,15 %)

Issoudun
L, 9 914 ; V., 7 286 ; A., 26,50 %
B. et N., 291 ; E., 6 995.
OUI...... 3 553 (50,79 %-35,83 %)
NON...... 3 442 (49,20 %-34,71 %)

∴

L'Indre se fait l'écho de l'opposition entre la *ville et la campagne* que l'on constate sur le plan national. Si Châteauroux a suivi son maire, M. Jean-Yves Gateaud (député PS), en votant «oui» à 50,38 %, et Issoudun le sien, M. André Laignel (PS, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire) en votant «oui» à 50,79 %, l'ensemble du département, en portant le «non» à 55,84 %, n'a pas du tout suivi le président du conseil général, M. Daniel Bernardet (UDF-PSD), préférant l'appel en faveur du «non» de M. François Gerbaud (sénateur RPR). Il est vrai que le «oui» de M. Bernardet était assez «timide» : il s'est félicité, dimanche soir, du *«petit oui»* qui permettrait de *«s'engager doucement dans l'Europe»*.

INDRE-ET-LOIRE

L, 352 403 ; V., 255 326 ; A., 27,54 %
B. et N., 8 933 ; E., 246 393.
NON...... 127 505 (51,74 %-36,18 %)
OUI...... 118 888 (48,25 %-33,73 %)
1988. – L., 351 108 ; V., 285 825 ; A., 18,59 % ; E., 279 280. – Mitterrand, 104 833 (37,53) ; Barre, 52 366 (18,75) ; Chirac, 51 106 (18,29) ; Le Pen, 34 155 (12,22) ; Lajoinie, 13 864 (4,96) ; Waechter, 9 655 (3,45) ; Laguiller, 6 229 (2,23) ; Juquin, 5 697 (2,03) ; Boussel, 1 375 (0,49).
1972. – L., 258 566 ; V., 155 479 ; A., 39,86 % ; E., 135 249. – OUI, 92 291 (68,23 %) ; NON, 42 958 (31,76 %).

∴

Tours
L, 73 042 ; V., 49 587 ; A., 32,11 %
B. et N., 1 337 ; E., 48 250.
OUI...... 25 311 (52,45 %-34,65 %)
NON...... 22 939 (47,54 %-31,40 %)

Amboise
L, 7 113 ; V., 5 085 ; A., 28,51 %
B. et N., 151 ; E., 4 934.
NON...... 2 556 (51,80 %-35,93 %)
OUI...... 2 378 (48,19 %-33,43 %)

Joué-lès-Tours
L, 22 753 ; V., 15 368 ; A., 32,45 %
B. et N., 429 ; E., 14 939.
OUI...... 8 167 (54,66 %-35,89 %)
NON...... 6 772 (45,33 %-29,76 %)

Saint-Avertin
L, 8 413 ; V., 6 396 ; A., 23,97 %
B. et N., 192 ; E., 6 204.
OUI...... 3 686 (59,41 %-43,81 %)
NON...... 2 518 (40,58 %-29,92 %)

Saint-Cyr-sur-Loire
L, 10 881 ; V., 7 728 ; A., 28,97 %
B. et N., 122 ; E., 7 606.
OUI...... 4 386 (57,66 %-40,30 %)
NON...... 3 220 (42,33 %-29,59 %)

Saint-Pierre-des-Corps
L, 11 130 ; V., 7 221 ; A., 35,12 %
B. et N., 276 ; E., 6 945.
NON...... 3 948 (56,84 %-35,47 %)
OUI...... 2 997 (43,15 %-26,92 %)

∴

L'Indre-et-Loire a dit «non» à 51,74 % ; mais la ville de Tours, malgré la position hostile à Maastricht exprimée par son maire, M. Jean Royer (divers droite), a voté majoritairement (52,45 %) pour le «oui». Saint-Pierre-des-Corps, bastion communiste, s'est nettement prononcé pour le «non» (56,84 %), avec un écart de près 1 000 voix pour un peu moins de 7 000 suffrages exprimés. A Amboise, l'influence des Debré (Michel, le père, ancien premier ministre et ex-maire, et Bernard, le fils, député de la circonscription) a permis au «non» de l'emporter (51,80 %). Les principales villes de l'agglomération tourangelle, tenues par la droite, ont dit «oui».

ISÈRE

L, 632 405 ; V., 440 404 ; A., 30,36 %
B. et N., 13 800 ; E., 426 604.
OUI...... 237 376 (55,64 %-37,53 %)
NON...... 189 228 (44,35 %-29,92 %)
1988. – L., 612 755 ; V., 501 994 ; A., 18,07 % ; E., 492 919. – Mitterrand, 167 115 (33,90) ; Barre, 83 421 (16,92) ; Chirac, 81 850 (16,60) ; Le Pen, 79 338 (16,09) ; Lajoinie, 33 729 (6,84) ; Waechter, 22 665 (4,59) ; Juquin, 13 991 (2,83) ; Laguiller, 8 830 (1,79) ; Boussel, 1 980 (0,40).
1972. – L., 429 833 ; V., 224 919 ; A., 47,67 % ; E., 195 887. – OUI, 128 894 (65,80 %) ; NON, 66 993 (34,19 %).

∴

Grenoble
L, 80 053 ; V., 53 252 ; A., 33,47 %
B. et N., 1 254 ; E., 51 998.
OUI...... 32 988 (63,44 %-41,20 %)
NON...... 19 010 (36,55 %-23,74 %)

Bourgoin-Jallieu
L, 12 585 ; V., 8 121 ; A., 35,47 %
B. et N., 285 ; E., 7 836.
OUI...... 4 190 (53,47 %-33,29 %)
NON...... 3 646 (46,52 %-28,97 %)

Échirolles
L, 18 448 ; V., 12 778 ; A., 30,73 %
B. et N., 347 ; E., 12 431.
OUI...... 7 011 (56,39 %-38,00 %)
NON...... 5 420 (43,60 %-29,37 %)

Fontaine
L, 12 686 ; V., 7 905 ; A., 37,68 %
B. et N., 221 ; E., 7 684.
OUI...... 4 061 (52,85 %-32,01 %)
NON...... 3 623 (47,14 %-28,55 %)

Meylan
L, 11 375 ; V., 8 159 ; A., 28,27 %
B. et N., 172 ; E., 7 987.
OUI...... 5 741 (71,87 %-50,47 %)
NON...... 2 246 (28,12 %-19,74 %)

Le Pont-de-Claix
L, 5 495 ; V., 3 685 ; A., 32,93 %
B. et N., 108 ; E., 3 577.
OUI...... 1 790 (50,04 %-32,57 %)
NON...... 1 787 (49,95 %-32,52 %)

Saint-Égrève
L, 9 962 ; V., 7 078 ; A., 28,95 %
B. et N., 194 ; E., 6 884.
OUI...... 4 381 (63,64 %-43,97 %)
NON...... 2 503 (36,35 %-25,12 %)

Saint-Martin-d'Hères
L, 15 293 ; V., 9 823 ; A., 35,76 %
B. et N., 260 ; E., 9 563.
OUI...... 5 313 (55,55 %-34,74 %)
NON...... 4 250 (44,44 %-27,79 %)

Seyssinet-Pariset
L, 6 973 ; V., 4 865 ; A., 30,23 %
B. et N., 133 ; E., 4 732.
OUI...... 2 923 (61,77 %-41,91 %)
NON...... 1 809 (38,22 %-25,94 %)

Vienne
L, 17 078 ; V., 11 668 ; A., 31,67 %
B. et N., 391 ; E., 11 277.
OUI...... 6 329 (56,12 %-37,05 %)
NON...... 4 948 (43,87 %-28,97 %)

Villefontaine
L, 6 795 ; V., 4 528 ; A., 33,36 %
B. et N., 108 ; E., 4 420.
OUI...... 2 614 (59,14 %-38,46 %)
NON...... 1 806 (40,85 %-26,57 %)

Voiron
L, 11 011 ; V., 7 687 ; A., 30,18 %
B. et N., 257 ; E., 7 430.
OUI...... 4 429 (59,60 %-40,22 %)
NON...... 3 001 (40,39 %-27,25 %)

∴

Avec 55,6 % des suffrages, l'Isère a *donné une confortable majorité* au «oui». C'est dans les grandes villes que le «oui» réalise les scores les plus élevés, *notamment* à Grenoble *dont* le maire, M. Alain Carignon (RPR), appelait à voter «oui», et à Vienne, dont le *maire* est M. Louis Mermaz (PS), ministre de l'agriculture. Les villes communistes de la couronne grenobloise, Saint-Martin-d'Hères, Echirolles, Fontaine et Pont-de-Claix, se sont également prononcées en faveur du «oui». Seuls quelques bastions du PC dans la vallée du Rhône, comme Roussillon et Saint-Maurice-l'Exil, ont *répondu par la négative.* Quant aux principaux partisans du «non» dans le département, MM. Michel Hannoun, *maire de Voreppe et président du* groupe RPR au conseil général, et Jean-François Delahais, député (PS) et *maire de Saint-Egrève, ils ont été désavoués* par les électeurs de leurs communes.

JURA

L, 173 071 ; V., 126 614 ; A., 26,84 %
B. et N., 4 889 ; E., 121 725.
OUI...... 63 267 (51,97 %-36,55 %)
NON...... 58 458 (48,02 %-33,77 %)
1988. – L., 173 510 ; V., 143 275 ; A., 17,42 % ; E., 140 076. – Mitterrand, 46 825 (33,42) ; Chirac, 26 292 (18,76) ; Barre, 24 415 (17,42) ; Le Pen, 20 347 (14,52) ; Lajoinie, 7 814 (5,57) ; Waechter, 7 497 (5,35) ; Laguiller, 3 445 (2,45) ; Juquin, 2 790 (1,99) ; Boussel, 651 (0,46).
1972. – L., 145 219 ; V., 87 631 ; A., 39,65 % ; E., 75 953. – OUI, 53 719 (70,72 %) ; NON, 22 234 (29,27 %).

∴

Lons-le-Saunier
L, 12 368 ; V., 8 357 ; A., 32,43 %
B. et N., 279 ; E., 8 078.
OUI...... 4 721 (58,44 %-38,17 %)
NON...... 3 357 (41,55 %-27,14 %)

Dole
L, 15 223 ; V., 10 828 ; A., 28,87 %
B. et N., 351 ; E., 10 477.
OUI...... 5 636 (53,79 %-37,02 %)
NON...... 4 841 (46,20 %-31,80 %)

Saint-Claude
L, 6 392 ; V., 4 419 ; A., 30,86 %
B. et N., 139 ; E., 4 280.
OUI...... 2 418 (56,49 %-37,82 %)
NON...... 1 862 (43,50 %-29,13 %)

∴

Villes et campagnes jurassiennes ont voté différemment. Dans les zones urbaines de Dole, Saint-Claude ou Lons-le-Saunier, le «oui» l'a emporté. Le constat mérite toutefois d'être nuancé par le score positif de quelques cantons ruraux, par exemple dans le haut Jura, où les agriculteurs sont moins touchés par la crise. Autre enseignement de ce scrutin, les électeurs n'ont pas toujours suivi les mots d'ordre de leurs élus, dans un sens comme dans un autre. C'est le cas à Damparis, où le conseiller général et maire communiste avait fait campagne pour le «non» alors que *le «oui» l'a emporté* à 55 %. C'est également le cas à Champagnolles, où la campagne en faveur du «non», animée par le sénateur et conseiller général RPR, M. Jean Charroppin, s'est soldée par une victoire du «oui».

Entre l'école et l'autoroute

LONS-LE-SAUNIER

de notre correspondant

L'école ou le vote ? A La Châtelaine, commune jurassienne dans laquelle l'inspecteur d'académie avait fermé l'école accueillant treize des enfants du village, le conseil *municipal a démissionné* en bloc, vendredi. La coupe était pleine. Déjà, à la rentrée, un *instituteur en retraite* avait maintenu l'école ouverte, en créant une «classe sauvage» avec le soutien des édiles.

Outré de la décision académique, le *maire a remis* l'urne et les clefs de l'unique bureau de vote aux fonctionnaires *dépêchés par la préfecture*... avant de partir à la chasse. Résultats : 97 électeurs – sur 122 habitants – sont allés aux urnes, accordant 37 voix au «non» et 33 au «oui».

Dans le Jura toujours, les *193 inscrits des listes de* Colonne, commune hostile au tracé de la future autoroute A39, ont manifesté leur courroux en mettant dans l'urne 102 bulletins blancs ! – *(Intérim.)*

LANDES

L, 237 604 ; V., 174 822 ; A., 26,42 %
B. et N., 6 831 ; E., 167 991.
OUI...... 89 764 (53,43 %-37,77 %)
NON...... 78 227 (46,56 %-32,92 %)
1988. – L., 233 725 ; V., 199 548 ; A., 14,62 % ; E., 195 604. – Mitterrand, 82 290 (42,06) ; Chirac, 41 076 (20,99) ; Barre, 29 273 (14,96) ; Le Pen, 17 529 (8,96) ; Lajoinie, 13 583 (6,94) ; Waechter, 4 549 (2,32) ; Juquin, 3 845 (1,96) ; Laguiller, 2 881 (1,47) ; Boussel, 578 (0,29).
1972. – L., 184 917 ; V., 122 749 ; A., 33,61 % ; E., 106 558. – OUI, 73 186 (68,68 %) ; NON, 33 373 (31,31 %).

∴

Mont-de-Marsan
L, 19 225 ; V., 13 049 ; A., 32,12 %
B. et N., 470 ; E., 12 579.
OUI...... 7 223 (57,42 %-37,57 %)
NON...... 5 356 (42,57 %-27,85 %)

Dax
L, 13 183 ; V., 8 717 ; A., 33,87 %
B. et N., 315 ; E., 8 402.
OUI...... 4 588 (54,60 %-34,80 %)
NON...... 3 814 (45,39 %-28,93 %)

∴

Les Landes, département de chasseurs et d'agriculteurs, ont cependant voté nettement pour le traité de Maastricht, malgré la solitude des élus socialistes, que peu de leaders de l'opposition avaient rejoints dans la bataille pour le «oui». La campagne, très mobilisée, a certes constitué un important îlot de résistance. Le succès du «non» dans deux cantons traditionnellement ancré à gauche, Gabarret et Tartas-Est, atteste de l'influence du lobby des chasseurs. Mais vingt-cinq des trente cantons du département ainsi que la majorité des villes ont choisi le «oui», y compris Tarnos, fief traditionnel du PC, où l'écart s'est réduit, il est vrai, au minimum.

LOIR-ET-CHER

L, 219 496 ; V., 165 372 ; A., 24,65 %
B. et N., 6 597 ; E., 158 775.
NON...... 86 870 (54,71 %-39,57 %)
OUI...... 71 905 (45,28 %-32,75 %)
1988. – L., 216 846 ; V., 183 361 ; A., 15,44 % ; E., 178 605. – Mitterrand, 63 492 (35,54) ; Chirac, 34 562 (19,35) ; Barre, 32 550 (18,22) ; Le Pen, 22 841 (12,78) ; Lajoinie, 11 438 (6,40) ; Waechter, 5 579 (3,12) ; Laguiller, 3 973 (2,22) ; Juquin, 3 449 (1,93) ; Boussel, 721 (0,40).
1972. – L., 168 801 ; V., 109 715 ; A., 35,00 % ; E., 96 091. – OUI, 63 147 (65,71 %) ; NON, 32 944 (34,28 %).

∴

Blois
L, 27 149 ; V., 19 215 ; A., 29,22 %.
B. et N., 613 ; E., 18 602.
OUI...... 10 167 (54,65 %-37,44 %)
NON...... 8 435 (45,34 %-31,06 %)

Romorantin-Lanthenay
L, 11 623 ; V., 8 503 ; A., 26,84 %
B. et N., 380 ; E., 8 123.
NON...... 4 296 (52,88 %-36,96 %)
OUI...... 3 827 (47,11 %-32,92 %)

Vendôme
L, 11 400 ; V., 8 342 ; A., 26,82 %
B. et N., 377 ; E., 7 965.
OUI...... 4 179 (52,46 %-36,65 %)
NON...... 3 786 (47,53 %-33,21 %)

∴

Le Loir-et-Cher est coupé en deux : Blois a nettement opté pour le «oui», derrière son ministre et maire, *M. Jack* Lang, mais les ruraux, majoritaires dans le département, ont voté «non» en plus grand nombre, faisant largement basculer le département. Si Vendôme a voté «oui», Romorantin, *malgré son député et maire socialiste*, a dit «non». Contrairement aux dernières élections régionales, «l'effet *Lang» n'a pas passé les murs de sa* ville. Il est vrai que le ministre de l'éducation nationale et de la culture n'avait pas *jugé utile de venir faire* campagne dans son département.

LOIRE

L, 474 207 ; V., 318 594 ; A., 32,81 %
B. et N., 13 591 ; E., 305 003.
OUI...... 159 246 (52,21 %-33,58 %)
NON...... 145 757 (47,78 %-30,73 %)
1988. – L., 477 662 ; V., 380 851 ; A., 20,26 % ; E., 373 215. – Mitterrand, 113 515 (30,41) ; Barre, 69 075 (18,50) ; Chirac, 66 909 (17,92) ; Le Pen, 64 808 (17,36) ; Lajoinie, 26 054 (6,98) ; Waechter, 15 141 (4,05) ; Juquin, 8 429 (2,25) ; Laguiller, 7 574 (2,02) ; Boussel, 1 710 (0,45).
1972. – L., 418 362 ; V., 230 574 ; A., 44,88 % ; E., 203 710. – OUI, 144 877 (71,11 %) ; NON, 58 833 (28,88 %).

∴

Saint-Étienne
L, 115 174 ; V., 68 812 ; A., 40,25 %
B. et N., 1 884 ; E., 66 928.
OUI...... 36 184 (54,06 %-31,41 %)
NON...... 30 744 (45,93 %-26,69 %)

Le Chambon-Feugerolles
L, 9 324 ; V., 5 952 ; A., 36,16 %
B. et N., 217 ; E., 5 735.
NON...... 3 352 (58,44 %-35,95 %)
OUI...... 2 383 (41,55 %-25,55 %)

Firminy
L, 14 272 ; V., 8 669 ; A., 39,25 %
B. et N., 340 ; E., 8 329.
NON...... 4 313 (51,78 %-30,22 %)
OUI...... 4 016 (48,21 %-28,13 %)

Montbrison
L, 8 696 ; V., 5 893 ; A., 32,23 %.
B. et N., 292 ; E., 5 601.
OUI...... 3 151 (56,25 %-36,23 %)
NON...... 2 450 (43,74 %-28,17 %)

La Ricamarie
L, 6 112 ; V., 3 772 ; A., 38,28 %
B. et N., 104 ; E., 3 668.
NON...... 2 436 (66,41 %-39,85 %)
OUI...... 1 232 (33,58 %-20,15 %)

Rive-de-Gier
L, 7 836 ; V., 5 147 ; A., 34,31 %
B. et N., 166 ; E., 4 981.
NON...... 2 562 (51,43 %-32,69 %)
OUI...... 2 419 (48,56 %-30,87 %)

Roanne
L, 24 171 ; V., 16 017 ; A., 33,73 %
B. et N., 605 ; E., 15 412.
OUI...... 7 898 (51,24 %-32,67 %)
NON...... 7 514 (48,75 %-31,08 %)

Roche-la-Molière
L, 6 118 ; V., 4 101 ; A., 32,96 %
B. et N., 161 ; E., 3 940.
NON...... 2 025 (51,39 %-33,09 %)
OUI...... 1 915 (48,60 %-31,30 %)

Saint-Chamond
L, 23 201 ; V., 15 492 ; A., 33,22 %
B. et N., 617 ; E., 14 875.
OUI...... 8 100 (54,45 %-34,91 %)
NON...... 6 775 (45,54 %-29,20 %)

Saint-Just-Saint-Rambert
L, 7 865 ; V., 5 454 ; A., 30,65 %
B. et N., 228 ; E., 5 226.
OUI...... 2 687 (51,41 %-34,16 %)
NON...... 2 539 (48,58 %-32,28 %)

∴

En votant «oui» à 52,21 %, les électeurs de la Loire n'ont pas suivi M. Lucien Neuwirth (RPR), président du conseil général, qui s'était déclaré tardivement contre la ratification du traité de Maastricht. A Saint-Étienne, où le maire, M. François Dubanchet (UDF-CDS), n'avait pas fait connaître clairement sa position, le «oui» atteint 54,06 % et la participation au scrutin est inférieure de sept points à la moyenne départementale. A Roanne, ville de M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, le «oui» devance le «non» de 384 voix seulement. Le «non» est majoritaire à Rive-de-Gier et dans les principales communes de la vallée de l'Ondaine dirigées par des maires communistes, où le FN avait progressé fortement à l'occasion des dernières élections cantonales et régionales. Ainsi, à La Ricamarie, le «oui» ne recueille que le tiers des suffrages exprimés.

HAUTE-LOIRE

L, 156 990 ; V., 111 839 ; A., 28,76 %
B. et N., 6 296 ; E., 105 543.
OUI...... 56 445 (53,48 %-35,95 %)
NON...... 49 098 (46,51 %-31,27 %)
1988. – L., 156 620 ; V., 129 093 ; A., 17,57 % ; E., 126 073. – Mitterrand, 37 791 (29,97) ; Barre, 27 016 (21,42) ; Chirac, 26 470 (20,99) ; Le Pen, 17 751 (14,07) ; Lajoinie, 5 608 (4,44) ; Waechter, 5 034 (3,98) ; Juquin, 2 912 (2,30) ; Laguiller, 2 891 (2,29) ; Boussel, 600 (0,47).
1972. – L., 137 360 ; V., 84 315 ; A., 38,61 % ; E., 73 861. – OUI, 57 302 (77,58 %) ; NON, 16 559 (22,41 %).

∴

Le Puy-en-Velay
L, 11 979 ; V., 7 959 ; A., 33,55 %
B. et N., 308 ; E., 7 651.
OUI...... 4 712 (61,58 %-39,33 %)
NON...... 2 939 (38,41 %-24,53 %)

∴

Le «oui» a emporté une victoire assez nette (53,4 %). Pourtant, celle-ci aurait pu être plus importante si tous les électeurs avaient suivi leurs leaders politiques. M. Jacques Barrot, député et président (UDF-CDS) du conseil général, M. Jean Proriol (UDF-PR), député, M. Jean-Paul Chambriard (UDF-PR), sénateur, et M. Adrien Gouteyron (RPR), sénateur, avaient en effet appelé à voter «oui». Dans ce département, le PC et le FN sont assez peu influents. Il en va de même pour la fraction du RPR anti-Maastricht. Quant aux leaders syndicaux agricoles, ils n'avaient pas fait campagne en faveur du «non».

C'est le mécontentement du monde rural qui a freiné le «oui». Bien que les aides européennes aux agriculteurs (producteurs de lait, notamment) aient été assez nombreuses, les électeurs des campagnes, inquiets pour l'avenir, ont voté contre la ratification du traité, mais aussi contre le pouvoir en place. La population urbaine, majoritaire, a rendu possible la victoire du «oui». Celui-ci l'a ainsi nettement emporté au Puy-en-Velay, plus grande ville du département.

LOIRE-ATLANTIQUE

L, 725 219 ; V., 513 748 ; A., 29,15 %
B. et N., 18 023 ; E., 495 725.
OUI...... 281 695 (56,82 %-38,84 %)
NON...... 214 030 (43,17 %-29,51 %)
1988. – L., 704 725 ; V., 573 653 ; A., 18,59 % ; E., 562 105. – Mitterrand, 206 809 (36,79) ; Barre, 111 809 (19,89) ; Chirac, 111 074 (19,76) ; Le Pen, 56 420 (10,03) ; Waechter, 23 978 (4,26) ; Lajoinie, 22 359 (3,97) ; Laguiller, 13 449 (2,39) ; Juquin, 13 345 (2,37) ; Boussel, 2 862 (0,50).
1972. – L., 517 586 ; V., 311 887 ; A., 39,74 % ; E., 278 468. – OUI, 214 318 (76,96 %) ; NON, 64 150 (23,03 %).

∴

Nantes
L, 157 575 ; V., 101 115 ; A., 35,83 %
B. et N., 2 405 ; E., 98 710.
OUI...... 60 686 (61,47 %-38,51 %)
NON...... 38 024 (38,52 %-24,13 %)

La Baule-Escoublac
L, 12 052 ; V., 8 455 ; A., 29,84 %
B. et N., 209 ; E., 8 246.
OUI...... 4 628 (56,12 %-38,40 %)
NON...... 3 618 (43,87 %-30,01 %)

Bouguenais
L, 9 710 ; V., 6 910 ; A., 28,83 %
B. et N., 235 ; E., 6 675.
OUI...... 3 853 (57,72 %-39,68 %)
NON...... 2 822 (42,27 %-29,06 %)

Carquefou
L, 8 271 ; V., 6 387 ; A., 22,77 %
B. et N., 217 ; E., 6 170.
OUI...... 3 737 (60,56 %-45,18 %)
NON...... 2 433 (39,43 %-29,41 %)

La Chapelle-sur-Erdre
L, 10 161 ; V., 7 669 ; A., 24,52 %
B. et N., 232 ; E., 7 437.
OUI...... 4 830 (64,94 %-47,53 %)
NON...... 2 607 (35,05 %-25,65 %)

Châteaubriant
L, 9 523 ; V., 6 621 ; A., 30,47 %
B. et N., 283 ; E., 6 338.
OUI...... 3 553 (56,05 %-37,30 %)
NON...... 2 785 (43,94 %-29,24 %)

Couëron
L, 11 084 ; V., 8 083 ; A., 27,07 %
B. et N., 258 ; E., 7 825.
OUI...... 4 287 (54,78 %-38,67 %)
NON...... 3 538 (45,21 %-31,91 %)

Guérande
L, 8 041 ; V., 5 814 ; A., 27,69 %
B. et N., 203 ; E., 5 611.
OUI...... 3 281 (58,47 %-40,80 %)
NON...... 2 330 (41,52 %-28,97 %)

Orvault
L, 17 019 ; V., 12 178 ; A., 28,44 %
B. et N., 306 ; E., 11 872.
OUI...... 7 770 (65,44 %-45,65 %)
NON...... 4 102 (34,55 %-24,10 %)

Rezé
L, 23 642 ; V., 16 027 ; A., 32,20 %
B. et N., 503 ; E., 15 524.
OUI...... 9 436 (60,78 %-39,91 %)
NON...... 6 088 (39,21 %-25,75 %)

Saint-Herblain
L, 27 943 ; V., 19 521 ; A., 30,13 %
B. et N., 548 ; E., 18 973.
OUI...... 11 922 (62,83 %-42,66 %)
NON...... 7 051 (37,16 %-25,23 %)

Saint-Nazaire
L, 44 811 ; V., 29 019 ; A., 35,24 %
B. et N., 850 ; E., 28 169.
OUI...... 17 026 (60,44 %-37,99 %)
NON...... 11 143 (39,55 %-24,86 %)

Saint-Sébastien-sur-Loire
L, 15 993 ; V., 11 550 ; A., 27,78 %
B. et N., 406 ; E., 11 144.
OUI...... 6 815 (61,15 %-42,61 %)
NON...... 4 329 (38,84 %-27,06 %)

Vertou
L, 12 588 ; V., 9 611 ; A., 23,64 %
B. et N., 345 ; E., 9 266.
OUI...... 5 449 (58,80 %-43,28 %)
NON...... 3 817 (41,19 %-30,32 %)

∴

Le département de Loire-Atlantique a répondu massivement «oui» à Maastricht. *A l'image de Nantes (61,48 %),* pas une ville de dix mille habitants et plus, de droite comme de gauche, ne manque à l'appel. *Y compris celles* dont le maire appelait à voter «non». C'est le cas de Saint-Nazaire, qui a *voté «oui» à plus de 60 % contre* l'avis de M. Joël Batteux (PS, tendance Chevènement). M. Luc Dejoie, sénateur RPR, *a été également désavoué dans* sa ville de Vertou, de même que Mme Elisabeth Hubert (député RPR) dans sa *circonscription nantaise.* Le «non» ne s'impose que dans deux bureaux populaires de Nantes (sur deux cents), parmi les fiefs communistes de la couronne nazairienne (Trignac, Montoir, Saint-Joachim) et dans quelques communes rurales en voie de désertification.

LOIRET

L, 372 594 ; V., 278 387 ; A., 25,28 %
B. et N., 9 656 ; E., 268 731.
NON...... 141 123 (52,51 %-37,87 %)
OUI...... 127 608 (47,48 %-34,24 %)
1988. – L., 364 925 ; V., 305 570 ; A., 16,26 % ; E., 298 538. – Mitterrand, 95 010 (31,82) ; Chirac, 62 761 (21,02) ; Barre, 54 581 (18,28) ; Le Pen, 44 554 (14,92) ; Lajoinie, 17 843 (5,97) ; Waechter, 11 161 (3,73) ; Laguiller, 6 057 (2,02) ; Juquin, 5 318 (1,78) ; Boussel, 1 253 (0,41).
1972. – L., 259 283 ; V., 167 237 ; A., 35,50 % ; E., 146 609. – OUI, 102 510 (69,92 %) ; NON, 44 099 (30,07 %).

∴

Orléans
L, 54 495 ; V., 38 914 ; A., 28,59 %
B. et N., 1 188 ; E., 37 726.
OUI...... 21 715 (57,55 %-39,84 %)
NON...... 16 011 (42,44 %-29,38 %)

Amilly
L, 7 734 ; V., 5 722 ; A., 26,01 %
B. et N., 202 ; E., 5 520.
NON...... 2 951 (53,46 %-38,15 %)
OUI...... 2 569 (46,53 %-33,21 %)

Châlette-sur-Loing
L, 6 915 ; V., 4 988 ; A., 27,86 %
B. et N., 170 ; E., 4 818.
NON...... 3 115 (64,65 %-45,04 %)
OUI...... 1 703 (35,34 %-24,62 %)

Fleury-les-Aubrais
L, 12 584 ; V., 9 055 ; A., 28,04 %
B. et N., 348 ; E., 8 707.
OUI...... 4 372 (50,21 %-34,74 %)
NON...... 4 335 (49,78 %-34,44 %)

Gien
L, 8 590 ; V., 6 271 ; A., 26,99 %
B. et N., 210 ; E., 6 061.
NON...... 3 389 (55,91 %-39,45 %)
OUI...... 2 672 (44,08 %-31,10 %)

Montargis
L, 8 800 ; V., 6 098 ; A., 30,70 %
B. et N., 154 ; E., 5 944.
NON...... 3 384 (56,93 %-38,45 %)
OUI...... 2 560 (43,06 %-29,09 %)

Olivet
L, 11 624 ; V., 8 829 ; A., 24,04 %
B. et N., 262 ; E., 8 567.
OUI...... 5 277 (61,59 %-45,39 %)
NON...... 3 290 (38,40 %-28,30 %)

Saint-Jean-de-Braye
L, 10 739 ; V., 7 228 ; A., 32,69 %
B. et N., 281 ; E., 6 947.
OUI...... 3 916 (56,36 %-36,46 %)
NON...... 3 031 (43,63 %-28,22 %)

Saint-Jean-de-la-Ruelle
L, 9 583 ; V., 6 719 ; A., 29,88 %
B. et N., 251 ; E., 6 468.
NON...... 3 260 (50,40 %-34,01 %)
OUI...... 3 208 (49,59 %-33,47 %)

Saran
L, 8 334 ; V., 6 333 ; A., 24,01 %
B. et N., 242 ; E., 6 091.
NON...... 3 265 (53,60 %-39,17 %)
OUI...... 2 826 (46,39 %-33,90 %)

∴

Dans ce département modéré où le président du conseil général, M. Kléber Malecot (UDF), ne s'était pas prononcé, le «non» l'emporte (52,51 %). A Orléans, dont le maire est M. Jean-Pierre Sueur (PS, secrétaire d'Etat aux *collectivités locales*), qui avait fait une campagne active en faveur du «oui», celui-ci vient nettement en tête (57,55 %). Dans le Montargois, on s'est plus souvent prononcé pour le «non», notamment à Montargis et à Chalette-sur-Loing, *fief communiste.* A Fleury-les-Aubrais cependant, autre fief communiste, c'est le «oui» qui gagne, de *très peu. A l'inverse, à Saint-Jean-de-la-*Ruelle, dont le maire est socialiste, le «non» est vainqueur. Une curiosité enfin : à *Menestreau-en-Villette,* bourgade de Sologne, le «oui» et le «non» obtiennent chacun 341 voix.

هكذا من الأصل

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

LOT

L, 122 227 ; V., 92 550 ; A., 24,28 %
B. et N., 4 430 ; E., 88 120.

OUI...... 46 332 (52,57 %-37,90 %)
NON...... 41 788 (47,42 %-34,18 %)

1988. – I., 121 744 ; V., 103 753 ; A., 14,77 % ; E., 101 401. – Mitterrand, 39 313 (38,76) ; Chirac, 24 160 (23,82) ; Barre, 12 285 (12,11) ; Le Pen, 8 452 (8,33) ; Lajoinie, 7 172 (7,07) ; Waechter, 4 466 (4,40) ; Juquin, 3 038 (2,99) ; Laguiller, 2 138 (2,10) ; Boussel, 377 (0,37).

1972. – I., 102 088 ; V., 70 755 ; A., 30,67 % ; E., 60 244. – OUI, 41 500 (68,88 %) ; NON, 18 744 (31,11 %).

∴

Cahors

L, 12 128 ; V., 8 955 ; A., 26,16 %
B. et N., 345 ; E., 8 610.

OUI...... 5 058 (58,74 %-41,70 %)
NON...... 3 552 (41,25 %-29,28 %)

∴

Le scrutin a fait apparaître une nette cassure entre le « non » des champs et le « oui » des six plus grandes localités du département. La sous-préfecture de Figeac, dont le maire socialiste est M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement, a choisi l'Europe à plus de 60 %.

LOT-ET-GARONNE

L, 222 311 ; V., 165 231 ; A., 25,67 %
B. et N., 6 648 ; E., 158 583.

NON...... 84 910 (53,54 %-38,19 %)
OUI...... 73 673 (46,45 %-33,13 %)

1988. – I., 224 088 ; V., 189 102 ; A., 15,61 % ; E., 184 797. – Mitterrand, 62 147 (33,62) ; Chirac, 34 239 (18,52) ; Barre, 29 635 (16,03) ; Le Pen, 28 485 (15,41) ; Lajoinie, 15 705 (8,49) ; Waechter, 6 431 (3,48) ; Juquin, 4 313 (2,33) ; Laguiller, 3 242 (1,75) ; Boussel, 600 (0,32).

1972. – I., 180 912 ; V., 116 545 ; A., 35,57 % ; E., 99 886. – OUI, 62 100 (62,17 %) ; NON, 37 786 (37,82 %).

∴

Agen

L, 18 819 ; V., 12 894 ; A., 31,48 %
B. et N., 410 ; E., 12 484.

OUI...... 6 711 (53,75 %-35,66 %)
NON...... 5 773 (46,24 %-30,67 %)

Marmande

L, 13 256 ; V., 9 442 ; A., 28,77 %
B. et N., 365 ; E., 9 077.

NON...... 4 736 (52,17 %-35,72 %)
OUI...... 4 341 (47,82 %-32,74 %)

Villeneuve-sur-Lot

L, 16 048 ; V., 11 059 ; A., 31,08 %
B. et N., 393 ; E., 10 666.

OUI...... 5 435 (50,95 %-33,86 %)
NON...... 5 231 (49,04 %-32,59 %)

∴

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale de M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide – voire réservée ou même très militante en faveur du « non » pour les conseillers généraux RPR – et si l'on se souvient des réactions hostiles de la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend mieux ces résultats, qui mettent en évidence le clivage ville-campagne. Agen et sa couronne, dont Villeneuve-sur-Lot, ont voté « oui », – mais Marmande, ville de M. Gérard Gouzes, président PS de la Commission des lois à l'Assemblée nationale, a voté « non ». Les « anti-Maastricht » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmandais, Landes de Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans certaines petites communes.

LOZÈRE

L, 56 782 ; V., 41 400 ; A., 27,08 %
B. et N., 1 823 ; E., 39 577.

OUI...... 21 495 (54,31 %-37,85 %)
NON...... 18 082 (45,68 %-31,84 %)

1988. – I., 57 132 ; V., 47 044 ; A., 17,65 % ; E., 46 225. – Chirac, 12 449 (26,93) ; Mitterrand, 12 406 (26,83) ; Barre, 9 982 (21,59) ; Le Pen, 5 377 (11,63) ; Lajoinie, 2 253 (4,87) ; Waechter, 1 583 (3,42) ; Juquin, 1 195 (2,58) ; Laguiller, 800 (1,73) ; Boussel, 180 (0,38).

1972. – I., 52 802 ; V., 33 538 ; A., 36,24 % ; E., 29 848. – OUI, 23 969 (80,30 %) ; NON, 5 879 (19,69 %).

∴

Mende

L, 6 850 ; V., 4 870 ; A., 28,90 %
B. et N., 180 ; E., 4 690.

OUI...... 3 017 (64,32 %-44,04 %)
NON...... 1 673 (35,67 %-24,42 %)

∴

Il est logique que dans un département qui a tissé depuis de nombreuses années des liens étroits avec la Communauté européenne (les aides de l'Europe ont atteint en Lozère 470 millions de francs en dix ans) le « oui » soit largement majoritaire. Ce résultat global cache pourtant de profondes disparités. Si les villes ont approuvé massivement le traité de Maastricht, certains cantons et communes rurales de l'Aubrac et de la Margeride ont voté « non ». Les agriculteurs, à l'évidence, ont utilisé le référendum pour manifester leur hostilité à la réforme de la politique agricole commune.

MAINE-ET-LOIRE

L, 472 168 ; V., 343 481 ; A., 27,25 %
B. et N., 16 122 ; E., 327 359.

OUI...... 182 418 (55,72 %-38,63 %)
NON...... 144 941 (44,27 %-30,69 %)

1988. – I., 460 597 ; V., 387 432 ; A., 15,88 % ; E., 376 863. – Mitterrand, 122 978 (32,63) ; Barre, 91 488 (24,27) ; Chirac, 83 133 (22,05) ; Le Pen, 35 901 (9,52) ; Waechter, 15 622 (4,14) ; Lajoinie, 10 353 (2,74) ; Laguiller, 9 673 (2,56) ; Juquin, 6 022 (1,59) ; Boussel, 1 683 (0,44).

1972. – I., 344 587 ; V., 217 647 ; A., 36,83 % ; E., 194 332. – OUI, 156 705 (80,12 %) ; NON, 38 627 (19,87 %).

∴

Angers

L, 78 382 ; V., 53 316 ; A., 31,97 %
B. et N., 1 777 ; E., 51 539.

OUI...... 31 811 (61,72 %-40,58 %)
NON...... 19 728 (38,27 %-25,16 %)

Avrillé

L, 9 017 ; V., 6 464 ; A., 28,31 %
B. et N., 179 ; E., 6 285.

OUI...... 4 073 (64,80 %-45,17 %)
NON...... 2 212 (35,19 %-24,53 %)

Cholet

L, 35 178 ; V., 23 975 ; A., 31,84 %
B. et N., 927 ; E., 23 048.

OUI...... 14 457 (62,72 %-41,09 %)
NON...... 8 591 (37,27 %-24,42 %)

Les Ponts-de-Cé

L, 7 675 ; V., 5 684 ; A., 25,94 %
B. et N., 245 ; E., 5 439.

OUI...... 3 171 (58,30 %-41,31 %)
NON...... 2 268 (41,69 %-29,55 %)

Saumur

L, 19 030 ; V., 12 419 ; A., 34,73 %
B. et N., 373 ; E., 12 046.

OUI...... 6 470 (53,71 %-33,99 %)
NON...... 5 576 (46,28 %-29,30 %)

Trélazé

L, 6 801 ; V., 4 320 ; A., 36,47 %
B. et N., 209 ; E., 4 111.

NON...... 2 139 (52,03 %-31,45 %)
OUI...... 1 972 (47,96 %-28,99 %)

∴

Le « oui » l'emporte assez largement dans le Maine-et-Loire (55,7 %), où les dix parlementaires (4 UDF, 2 CDS et 1 RPR chez les députés, 2 CDS et 1 UDF chez les sénateurs) s'étaient unanimement engagés dans la campagne pour le « oui ». Celui-ci l'emporte encore plus largement dans l'électorat urbain : 61,7 % à Angers, 62,7 % à Cholet – et même 53,7 % à Saumur, dont le maire RPR, M. Jean-Paul Hugot, s'était pourtant prononcé pour le « non ». Sièges de meetings tenus par les ténors nationaux de la campagne, Beaufort-en-Vallée a suivi M. Philippe Séguin pour le « non » (53,6 %), Saint-Florent-le-Vieil M. Valéry Giscard d'Estaing pour le « oui » (63 %), tandis que le Pin-en-Mauges, qui avait reçu M. Philippe de Villiers, n'a finalement accordé que 48,5 % au « non ».

MANCHE

L, 340 961 ; V., 248 787 ; A., 27,03 %
B. et N., 8 233 ; E., 240 554.

NON...... 125 364 (52,11 %-36,76 %)
OUI...... 115 190 (47,88 %-33,78 %)

1988. – I., 340 966 ; V., 281 665 ; A., 17,39 % ; E., 276 060. – Mitterrand, 93 265 (33,78) ; Chirac, 64 212 (23,26) ; Barre, 57 655 (20,88) ; Le Pen, 29 753 (10,77) ; Waechter, 11 917 (4,31) ; Lajoinie, 7 802 (2,82) ; Laguiller, 8 041 (2,18) ; Juquin, 4 210 (1,52) ; Boussel, 1 206 (0,43).

1972. – I., 272 228 ; V., 168 071 ; A., 38,26 % ; E., 151 802. – OUI, 123 017 (81,03 %) ; NON, 28 785 (18,96 %).

∴

Saint-Lô

L, 13 743 ; V., 9 611 ; A., 30,06 %
B. et N., 274 ; E., 9 337.

OUI...... 5 867 (62,83 %-42,69 %)
NON...... 3 470 (37,16 %-25,24 %)

Cherbourg

L, 15 297 ; V., 10 379 ; A., 32,15 %
B. et N., 224 ; E., 10 155.

NON...... 5 268 (51,87 %-34,43 %)
OUI...... 4 887 (48,12 %-31,94 %)

Equeurdreville-Hainneville

L, 11 723 ; V., 8 354 ; A., 28,73 %
B. et N., 195 ; E., 8 159.

NON...... 4 433 (54,33 %-37,81 %)
OUI...... 3 726 (45,66 %-31,78 %)

Granville

L, 8 761 ; V., 6 017 ; A., 31,32 %
B. et N., 171 ; E., 5 846.

OUI...... 3 221 (55,09 %-36,76 %)
NON...... 2 625 (44,90 %-29,96 %)

Octeville

L, 9 326 ; V., 6 597 ; A., 29,26 %
B. et N., 190 ; E., 6 407.

NON...... 3 489 (54,45 %-37,41 %)
OUI...... 2 918 (45,54 %-31,28 %)

Tourlaville

L, 10 842 ; V., 7 748 ; A., 28,53 %
B. et N., 185 ; E., 7 563.

NON...... 4 203 (55,57 %-38,76 %)
OUI...... 3 360 (44,42 %-30,99 %)

∴

Les prises de position favorables à l'Europe de la plupart des responsables politiques et socio-économiques du département n'y ont rien fait. Les électeurs, en majorité ruraux, de la Manche ont, pour la première fois depuis 1958, répondu « non » à un référendum. Dans les précédents scrutins référendaires, le « oui » l'avait toujours emporté à plus de 80 %, à l'exception du référendum de 1969 sur la régionalisation, où il n'avait obtenu que 58,5 %. Cette fois, les partisans du « non » ont trouvé un ferme soutien à Cherbourg et dans les faubourgs d'un port militaire qui ne pardonne pas au gouvernement le plan Joxe de restructuration des armées, synonyme de récession économique.

Domjean boude

CHERBOURG

de notre correspondant

Domjean et ses 824 habitants entendaient protester contre la suppression du service postal au 1er octobre, mais ne savaient pas comment se faire entendre. Alors, tout en appelant leurs concitoyens *« à accomplir leur devoir électoral »*, les élus de ce bourg de la Manche ont refusé d'organiser le scrutin. La préfecture y a pallié, aidée par un habitant qui a accepté de jouer les assesseurs. Sur les 568 électeurs inscrits, 290 sont allés voter, dont 162 pour le « non ».

R. M.

MARNE

L, 354 290 ; V., 235 533 ; A., 33,51 %
B. et N., 6 773 ; E., 228 760.

OUI...... 116 995 (51,14 %-33,02 %)
NON...... 111 765 (48,85 %-31,54 %)

1988. – I., 352 702 ; V., 284 626 ; A., 19,30 % ; E., 279 538. – Mitterrand, 96 748 (34,60) ; Chirac, 57 278 (20,49) ; Barre, 48 122 (17,21) ; Le Pen, 39 217 (14,02) ; Lajoinie, 16 351 (5,84) ; Waechter, 11 047 (3,95) ; Laguiller, 5 734 (2,05) ; Juquin, 3 960 (1,41) ; Boussel, 1 081 (0,38).

1972. – L, 274 112 ; V., 164 450 ; A., 40,00 % ; E., 146 454. – OUI, 100 732 (68,78 %) ; NON, 45 722 (31,21 %).

∴

Châlons-sur-Marne

L, 27 316 ; V., 16 643 ; A., 39,07 %
B. et N., 461 ; E., 16 182.

OUI...... 8 609 (53,20 %-31,51 %)
NON...... 7 573 (46,79 %-27,72 %)

Épernay

L, 16 526 ; V., 9 457 ; A., 42,77 %
B. et N., 269 ; E., 9 188.

OUI...... 4 641 (50,51 %-28,08 %)
NON...... 4 547 (49,48 %-27,51 %)

Reims

L, 93 907 ; V., 58 695 ; A., 37,49 %
B. et N., 1 463 ; E., 57 232.

OUI...... 32 034 (55,97 %-34,11 %)
NON...... 25 198 (44,02 %-26,83 %)

Tinqueux

L, 6 770 ; V., 4 570 ; A., 32,49 %
B. et N., 121 ; E., 4 449.

OUI...... 2 627 (59,04 %-38,80 %)
NON...... 1 822 (40,95 %-26,91 %)

Vitry-le-François

L, 9 062 ; V., 5 797 ; A., 36,02 %
B. et N., 186 ; E., 5 611.

OUI...... 2 863 (51,02 %-31,59 %)
NON...... 2 748 (48,97 %-30,32 %)

∴

Le « oui » l'emporte dans ce département placé pourtant au cœur des problèmes agricoles. Les neuf parlementaires du département, toutes tendances confondues, avaient pris position en faveur de Maastricht. Dans les trois principales villes, le « oui » sort vainqueur : nettement à Reims, ville qui aura servi d'étape au cours de la campagne à M. Le Pen mais aussi au premier ministre, M. Bérégovoy ; de justesse à Epernay, la cité du centriste Bernard Stasi, qui n'a pas ménagé ses efforts pour le succès du « oui ». Les meilleurs scores du « non » auront été enregistrés dans le vignoble champenois, sous influence lepéniste depuis quelques années et connaissant aujourd'hui une vraie crise économique ainsi que dans les zones où le PCF conserve une influence. Mais le succès du « oui » dans la capitale départementale, Châlons-sur-Marne, ville communiste, est cependant une sérieuse déconvenue pour ce parti.

HAUTE-MARNE

L, 145 826 ; V., 101 902 ; A., 30,12 %
B. et N., 3 608 ; E., 98 294.

NON...... 51 317 (52,20 %-35,19 %)
OUI...... 46 977 (47,79 %-32,21 %)

1988. – I., 147 196 ; V., 119 162 ; A., 19,04 % ; E., 116 285. – Mitterrand, 41 028 (35,28) ; Chirac, 22 767 (19,57) ; Le Pen, 18 176 (15,63) ; Barre, 18 166 (15,62) ; Lajoinie, 6 257 (5,38) ; Waechter, 4 891 (4,20) ; Laguiller, 2 800 (2,40) ; Juquin, 1 652 (1,42) ; Boussel, 548 (0,47).

1972. – I., 121 747 ; V., 78 208 ; A., 35,76 % ; E., 68 313. – OUI, 47 408 (69,39 %) ; NON, 20 905 (30,60 %).

∴

Chaumont

L, 17 608 ; V., 11 408 ; A., 35,21 %
B. et N., 376 ; E., 11 032.

OUI...... 6 200 (56,20 %-35,21 %)
NON...... 4 832 (43,79 %-27,44 %)

Saint-Dizier

L, 19 261 ; V., 11 412 ; A., 40,75 %
B. et N., 357 ; E., 11 055.

NON...... 6 026 (54,50 %-31,28 %)
OUI...... 5 029 (45,49 %-26,10 %)

∴

Dans ce département rural où le « non » l'emporte de près de 5 000 voix les élus semblent avoir très peu pesé sur les débats. M. Pierre Niederberger (UDF-PR), président du conseil général, avait refusé de s'engager, le sénateur M. Jacques Delong (RPR) avait prôné le « non », mais tous les autres parlementaires haut-marnais défendaient le « oui ». Ce manque d'influence des élus se vérifie au travers de la déconvenue du député socialiste, M. Guy Chanfrault, maire de Saint-Dizier, qui avait pris le parti du « oui » mais dont la ville s'est prononcée nettement pour le « non ». En revanche, le « oui » l'emporte dans le chef-lieu du département, Chaumont, la cité de M. Cyril de Rouvre (divers droite).

Le « non » de Colombey-les-Deux-Eglises

CHAUMONT

de notre correspondant

A Colombey-les-Deux-Eglises, petite commune de la Haute-Marne, où le général de Gaulle mourut le 9 novembre 1970 dans sa propriété de « La Boisserie », et où il est enterré, 415 des 565 électeurs inscrits ont participé au scrutin, soit une abstention de 26,54 %. Le « non » a recueilli 276 suffrages (soit 70,22 % des 393 suffrages exprimés) et le « oui », 117 (soit 29,77 %).

L. T.

MAYENNE

L, 200 733 ; V., 148 815 ; A., 25,86 %
B. et N., 8 037 ; E., 140 778.

OUI...... 74 132 (52,65 %-36,93 %)
NON...... 66 646 (47,34 %-33,20 %)

1988. – I., 196 728 ; V., 167 779 ; A., 14,71 % ; E., 162 608. – Mitterrand, 54 702 (33,64) ; Chirac, 39 235 (24,12) ; Barre, 38 063 (23,40) ; Le Pen, 13 346 (8,20) ; Waechter, 6 604 (4,06) ; Laguiller, 3 711 (2,28) ; Lajoinie, 3 555 (2,18) ; Juquin, 2 551 (1,56) ; Boussel, 841 (0,51).

1972. – L, 156 377 ; V., 106 375 ; A., 31,97 % ; E., 94 020. – OUI, 75 982 (80,81 %) ; NON, 18 038 (19,18 %).

∴

Laval

L, 31 782 ; V., 22 655 ; A., 28,71 %
B. et N., 950 ; E., 21 705.

OUI...... 13 369 (61,59 %-42,06 %)
NON...... 8 336 (38,40 %-26,22 %)

Château-Gontier

L, 7 690 ; V., 5 546 ; A., 27,88 %
B. et N., 287 ; E., 5 259.

OUI...... 3 234 (61,49 %-42,05 %)
NON...... 2 025 (38,50 %-26,33 %)

Mayenne

L, 9 093 ; V., 6 657 ; A., 26,78 %
B. et N., 376 ; E., 6 281.

OUI...... 3 833 (61,02 %-42,15 %)
NON...... 2 448 (38,97 %-26,92 %)

∴

Alors que les trois députés (2 UDF et un RPR) ainsi que la totalité des conseillers généraux RPR, s'appuyant sur le mécontentement du monde rural, avaient appelé à voter « non », le « oui » l'a finalement emporté en Mayenne. Cette victoire a été essentiellement obtenue grâce au vote des grandes agglomérations. A une semaine des sénatoriales, ce résultat est perçu surtout comme une victoire pour les deux sénateurs centristes (UDF-CDS), MM. Jean Arthuis et René Ballayer, qui ont mené campagne pour le « oui » dans un environnement qui leur était *a priori* défavorable.

MEURTHE-ET-MOSELLE

L, 463 408 ; V., 315 472 ; A., 31,92 %
B. et N., 9 274 ; E., 306 198.

OUI...... 167 829 (54,81 %-36,21 %)
NON...... 138 369 (45,18 %-29,85 %)

1988. – I., 469 562 ; V., 375 727 ; A., 19,98 % ; E., 368 383. – Mitterrand, 129 259 (35,08) ; Barre, 66 230 (17,97) ; Chirac, 57 583 (15,63) ; Le Pen, 54 695 (14,84) ; Lajoinie, 25 075 (6,80) ; Waechter, 15 484 (4,20) ; Laguiller, 9 697 (2,63) ; Juquin, 8 676 (2,35) ; Boussel, 1 684 (0,45).

1972. – I., 383 311 ; V., 242 429 ; A., 36,75 % ; E., 216 988. – OUI, 146 678 (67,59 %) ; NON, 70 310 (32,40 %).

∴

Nancy

L, 51 194 ; V., 33 056 ; A., 35,42 %
B. et N., 812 ; E., 32 244.

OUI...... 20 030 (62,12 %-39,12 %)
NON...... 12 214 (37,87 %-23,85 %)

Laxou

L, 9 310 ; V., 5 749 ; A., 38,24 %
B. et N., 154 ; E., 5 595.

OUI...... 3 361 (60,07 %-36,10 %)
NON...... 2 234 (39,92 %-23,99 %)

Longwy

L, 8 692 ; V., 5 660 ; A., 34,88 %
B. et N., 144 ; E., 5 516.

OUI...... 3 290 (59,64 %-37,85 %)
NON...... 2 226 (40,35 %-25,60 %)

Lunéville

L, 13 456 ; V., 8 569 ; A., 36,31 %
B. et N., 297 ; E., 8 272.

OUI...... 4 419 (53,42 %-32,84 %)
NON...... 3 853 (46,57 %-28,63 %)

Pont-à-Mousson

L, 8 921 ; V., 5 709 ; A., 36,00 %
B. et N., 185 ; E., 5 524.

OUI...... 3 018 (54,63 %-33,83 %)
NON...... 2 506 (45,36 %-28,09 %)

Saint-Max

L, 7 190 ; V., 4 791 ; A., 33,36 %
B. et N., 109 ; E., 4 682.

OUI...... 2 632 (56,21 %-36,60 %)
NON...... 2 050 (43,78 %-28,51 %)

Toul

L, 9 273 ; V., 6 016 ; A., 35,12 %
B. et N., 178 ; E., 5 838.

OUI...... 3 077 (52,70 %-33,18 %)
NON...... 2 761 (47,29 %-29,77 %)

Vandœuvre-lès-Nancy

L, 16 960 ; V., 11 016 ; A., 35,04 %
B. et N., 277 ; E., 10 739.

OUI...... 6 311 (58,76 %-37,21 %)
NON...... 4 428 (41,23 %-26,10 %)

Villers-lès-Nancy

L, 20 339 ; V., 13 877 ; A., 31,77 %
B. et N., 353 ; E., 13 524.

OUI...... 8 469 (62,62 %-41,63 %)
NON...... 5 055 (37,37 %-24,85 %)

Villerupt

L, 6 930 ; V., 4 311 ; A., 37,79 %
B. et N., 95 ; E., 4 216.

OUI...... 2 262 (53,65 %-32,64 %)
NON...... 1 954 (46,34 %-28,19 %)

∴

Toutes les circonscriptions ont accordé la majorité au « oui ». Ce résultat souligne le nouvel ancrage dans le département de l'UDF, sous la conduite du député et maire de Nancy, M. André Rossinot (UDF-rad.). Ce dernier confirme ainsi sa suprématie sur les ténors locaux du RPR qui, dans leur grande majorité, prônaient le « non », tels que MM. François Guillaume, député européen et ancien ministre, Gérard Léonard, député et maire de Saint-Max et délégué général du RPR, et Guy Corbiat, maire de Lunéville. Ce résultat constitue également un désaveu pour le président du conseil général, M. Jacques Baudot (UDF-CDS), candidat aux élections sénatoriales, qui s'était attiré les foudres de sa formation en annonçant son vote négatif. L'effondrement de l'audience des communistes se confirme, l'ensemble des fiefs où ils disposent de conseillers généraux ayant opté pour le « oui », y compris la ville de Longwy. Le « non » ne l'emporte que dans les cantons les plus agricoles, où la réforme de la PAC a été très largement utilisée contre le traité.

MEUSE

L, 139 591 ; V., 99 355 ; A., 28,82 %
B. et N., 3 423 ; E., 95 932.

OUI...... 50 986 (53,14 %-36,52 %)
NON...... 44 946 (46,85 %-32,19 %)

1988. – I., 140 246 ; V., 116 850 ; A., 16,68 % ; E., 114 166. – Mitterrand, 40 108 (35,13) ; Barre, 21 029 (18,41) ; Chirac, 20 617 (18,05) ; Le Pen, 17 130 (15,00) ; Lajoinie, 5 181 (4,53) ; Waechter, 5 111 (4,47) ; Laguiller, 2 975 (2,60) ; Juquin, 1 540 (1,34) ; Boussel, 475 (0,41).

1972. – L, 122 380 ; V., 83 627 ; A., 31,65 % ; E., 74 403. – OUI, 52 802 (70,96 %) ; NON, 21 601 (29,03 %).

∴

Bar-le-Duc

L, 11 007 ; V., 7 452 ; A., 32,29 %
B. et N., 233 ; E., 7 219.

OUI...... 4 337 (60,07 %-39,40 %)
NON...... 2 882 (39,92 %-26,18 %)

Verdun

L, 12 535 ; V., 8 109 ; A., 35,30 %
B. et N., 293 ; E., 7 816.

OUI...... 4 478 (57,29 %-35,72 %)
NON...... 3 338 (42,70 %-26,62 %)

∴

Malgré un environnement rural défavorisé, les Meusiens ont donné la majorité au « oui » au terme d'une campagne peu animée. Les réunions publiques ont été rares et se sont tenues à l'initiative quasi exclusive des partisans du « oui ». Député de la Meuse et président de la région Lorraine, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, avait pris position en faveur de la ratification du traité. Ce résultat le conforte. Dans les agglomérations, le « oui » l'emporte avec des scores plus confortables. Il atteint 60 % à Bar-le-Duc et 57,29 % à Verdun, deux municipalités socialistes.

MORBIHAN

L, 453 313 ; V., 329 458 ; A., 27,32 %
B. et N., 13 189 ; E., 316 269.

OUI...... 179 237 (56,67 %-39,53 %)
NON...... 137 032 (43,32 %-30,22 %)

1988. – I., 443 526 ; V., 372 208 ; A., 16,07 % ; E., 366 088. – Mitterrand, 128 067 (34,98) ; Chirac, 72 918 (19,91) ; Barre, 72 011 (19,67) ; Le Pen, 47 525 (12,98) ; Lajoinie, 15 954 (4,35) ; Waechter, 14 280 (3,90) ; Laguiller, 7 666 (2,09) ; Juquin, 6 403 (1,74) ; Boussel, 1 254 (0,34).

1972. – I., 343 397 ; V., 219 718 ; A., 36,01 % ; E., 200 072. – OUI, 151 717 (75,83 %) ; NON, 48 355 (24,16 %).

∴

Vannes

L, 26 359 ; V., 19 616 ; A., 26,14 %
B. et N., 496 ; E., 19 120.

OUI...... 12 184 (63,72 %-45,87 %)
NON...... 6 936 (36,27 %-26,11 %)

Auray

L, 6 541 ; V., 4 830 ; A., 26,15 %
B. et N., 149 ; E., 4 681.

OUI...... 2 717 (58,04 %-41,53 %)
NON...... 1 964 (41,95 %-30,02 %)

Hennebont

L, 10 249 ; V., 7 199 ; A., 29,75 %
B. et N., 272 ; E., 6 927.

OUI...... 3 914 (56,50 %-38,18 %)
NON...... 3 013 (43,49 %-29,39 %)

Lanester

L, 16 032 ; V., 10 940 ; A., 31,76 %
B. et N., 373 ; E., 10 567.

OUI...... 5 468 (51,74 %-34,10 %)
NON...... 5 099 (48,25 %-31,80 %)

Lorient

L, 41 785 ; V., 27 430 ; A., 34,35 %
B. et N., 817 ; E., 26 613.

OUI...... 15 018 (56,43 %-35,94 %)
NON...... 11 595 (43,56 %-27,74 %)

Ploemeur

L, 11 984 ; V., 8 732 ; A., 27,13 %
B. et N., 311 ; E., 8 421.

OUI...... 4 893 (58,10 %-40,82 %)
NON...... 3 528 (41,89 %-29,43 %)

Pontivy

L, 8 889 ; V., 6 461 ; A., 27,31 %
B. et N., 238 ; E., 6 223.

OUI...... 3 947 (63,42 %-44,40 %)
NON...... 2 276 (36,57 %-25,60 %)

∴

Les socialistes ont été les seuls à mener campagne en faveur du « oui », dans un département où les chefs de file de l'opposition UDF-RPR, ont évité, pour cause d'élections sénatoriales le 27 septembre, de se prononcer, ou l'ont fait à titre purement personnel, comme M. Raymond Marcellin (UDF-PR, président du conseil général). Vannes, avec un maire centriste, M. Pierre Pavec, qui ne s'était pas ouvertement engagé, privilégie plus nettement le « oui » que Lorient, où le maire socialiste, M. Jean-Yves Le Drian, ancien secrétaire d'Etat à la mer, a milité en faveur du « oui ».

Dans la troisième circonscription, principalement rurale, représentée à l'Assemblée nationale par M. Jean-Charles Cavaillé (RPR) – qui ne s'était pas prononcé, – le « oui » (56,71 %), obtient un score légèrement plus important que dans la quatrième (56,02 %), où le député CDS, M. Loïc Bouvard avait formulé son engagement en faveur du traité. A Lanester et Hennebont, deux municipalités communistes, le « non » est minoritaire.

MOSELLE

L, 681 394 ; V., 460 201 ; A., 32,46 %
B. et N., 14 480 ; E., 445 721.

OUI...... 254 708 (57,14 %-37,38 %)
NON...... 191 013 (42,85 %-28,03 %)

1988. – I., 666 371 ; V., 547 641 ; A., 17,81 % ; E., 535 978. – Mitterrand, 178 707 (33,34) ; Le Pen, 106 713 (19,90) ; Barre, 89 343 (16,66) ; Chirac, 87 136 (16,26) ; Waechter, 25 855 (4,82) ; Lajoinie, 21 881 (4,08) ; Laguiller, 16 341 (3,04) ; Juquin, 7 521 (1,40) ; Boussel, 2 481 (0,46).

1972. – I., 511 760 ; V., 331 654 ; A., 35,19 % ; E., 300 348. – OUI, 225 517 (75,08 %) ; NON, 74 831 (24,91 %).

∴

Metz

L, 69 894 ; V., 43 508 ; A., 37,75 %
B. et N., 1 093 ; E., 42 415.

OUI...... 25 681 (60,54 %-36,74 %)
NON...... 16 734 (39,45 %-23,94 %)

Behren-lès-Forbach

L, 4 757 ; V., 2 735 ; A., 42,50 %
B. et N., 66 ; E., 2 669.

OUI...... 1 348 (50,50 %-28,33 %)
NON...... 1 321 (49,49 %-27,76 %)

Creutzwald

L, 7 850 ; V., 5 347 ; A., 31,88 %
B. et N., 121 ; E., 5 226.

هكذا من الإصل

SUR L'UNION EUROPÉENNE

OUI...... 3 101 (59,33 %-39,50 %)
NON...... 2 125 (40,66 %-27,07 %)

Fameck
L, 13 206; V., 8 523; A., 35,46 % B. et N., 243; E., 8 280.
OUI...... 4 601 (55,56 %-34,84 %)
NON...... 3 679 (44,43 %-27,85 %)

Florange
L, 11 560; V., 7 545; A., 34,73 % B. et N., 201; E., 7 344.
OUI...... 3 820 (52,01 %-33,04 %)
NON...... 3 524 (47,98 %-30,48 %)

Forbach
L, 13 112; V., 7 628; A., 41,82 % B. et N., 179; E., 7 449.
OUI...... 4 382 (58,82 %-33,41 %)
NON...... 3 067 (41,17 %-23,39 %)

Freyming-Merlebach
L, 10 472; V., 6 730; A., 35,73 % B. et N., 215; E., 6 515.
OUI...... 3 659 (56,16 %-34,94 %)
NON...... 2 856 (43,83 %-27,27 %)

Hayange
L, 10 275; V., 6 602; A., 35,74 % B. et N., 212; E., 6 390.
OUI...... 3 416 (53,45 %-33,24 %)
NON...... 2 974 (46,54 %-28,94 %)

Montigny-lès-Metz
L, 16 526; V., 10 955; A., 33,71 % B. et N., 294; E., 10 661.
OUI...... 6 378 (59,82 %-38,59 %)
NON...... 4 283 (40,17 %-25,91 %)

Rombas
L, 6 386; V., 4 143; A., 35,12 % B. et N., 135; E., 4 008.
OUI...... 2 162 (53,94 %-33,85 %)
NON...... 1 846 (46,05 %-28,90 %)

Saint-Avold
L, 11 482; V., 7 333; A., 36,13 % B. et N., 180; E., 7 153.
OUI...... 4 234 (59,19 %-36,87 %)
NON...... 2 919 (40,80 %-25,42 %)

Sarrebourg
L, 8 559; V., 5 498; A., 35,76 % B. et N., 213; E., 5 285.
OUI...... 3 174 (60,05 %-37,88 %)
NON...... 2 111 (39,94 %-24,66 %)

Sarreguemines
L, 16 068; V., 9 666; A., 39,84 % B. et N., 298; E., 9 368.
OUI...... 5 664 (60,46 %-35,25 %)
NON...... 3 704 (39,53 %-23,05 %)

Stiring-Wendel
L, 8 831; V., 5 516; A., 37,53 % B. et N., 141; E., 5 375.
OUI...... 2 894 (53,84 %-32,77 %)
NON...... 2 481 (46,15 %-28,09 %)

Thionville
L, 26 237; V., 17 402; A., 33,67 % B. et N., 465; E., 16 937.
OUI...... 10 329 (60,98 %-39,36 %)
NON...... 6 608 (39,01 %-25,18 %)

Woippy
L, 7 059; V., 4 302; A., 39,05 % B. et N., 123; E., 4 179.
OUI...... 2 097 (50,17 %-29,70 %)
NON...... 2 082 (49,82 %-29,49 %)

Yutz
L, 18 196; V., 11 808; A., 35,10 % B. et N., 339; E., 11 469.
OUI...... 6 781 (59,12 %-37,26 %)
NON...... 4 688 (40,87 %-25,76 %)

∴

Le département de Robert Schuman, l'un des pères fondateurs de la construction européenne, a voté «oui» à 57,4 %, amplifiant, comme pour les précédents référendums, le score national. Le «oui» l'emporte dans 46 des 51 cantons tant dans les zones rurales qu'en milieu urbain. La palme revient au canton de Bitche, avec 64,04 %. Dans les quatre plus importantes communes du département, le «oui» frôle ou dépasse les 60 %. A Metz, M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat et candidat aux prochaines élections sénatoriales, qui avait fait campagne en faveur de la ratification du traité de Maastricht, n'a pas été désavoué. Les électeurs messins ont voté pour le «oui» à 60,55 %. A Thionville, en revanche, le maire communiste, M. Paul Souffrin, qui a milité pour le «non», n'a pas été suivi. Il n'est pas le seul dans ce cas. A Moyeuvre-Grande, fief du député et maire socialiste René Drouin, prônant le «oui», le «non» obtient 51,42 %.

NIÈVRE

L, 173 635; V., 123 760; A., 28,72 % B. et N., 4 575; E., 119 185.
NON...... 60 663 (50,89 %-34,93 %)
OUI...... 58 522 (49,10 %-33,70 %)

1988. – I., 177 184 ; V., 146 093 ; A., 17,53 % ; E., 143 197. – Mitterrand, 63 765 (44,52) ; Chirac, 24 376 (17,02) ; Barre, 17 831 (12,45) ; Le Pen, 13 925 (9,72) ; Lajoinie, 13 733 (9,59) ; Waechter, 4 013 (2,80) ; Juquin, 2 533 (1,76) ; Laguiller, 2 501 (1,74) ; Boussel, 520 (0,36).

1972. – I., 157 162 ; V., 88 661 ; A., 43,58 % ; E., 75 067. – OUI, 47 491 (63,26 %) ; NON, 27 576 (36,73 %).

∴

Nevers
L, 27 118; V., 17 745; A., 34,56 % B. et N., 570; E., 17 175.
OUI...... 9 748 (56,75 %-35,94 %)
NON...... 7 427 (43,24 %-27,38 %)

Cosne-Cours-sur-Loire
L, 8 509; V., 5 762; A., 32,28 % B. et N., 225; E., 5 537.
OUI...... 2 963 (53,51 %-34,82 %)
NON...... 2 574 (46,48 %-30,25 %)

Varennes-Vauzelles
L, 7 420; V., 5 556; A., 25,12 % B. et N., 207; E., 5 349.
NON...... 2 687 (50,23 %-36,21 %)
OUI...... 2 662 (49,76 %-35,87 %)

∴

L'échec du «oui» dans la Nièvre a fait l'effet d'un *coup de tonnerre*. Très rares étaient ceux qui s'attendaient à un succès du «non» dans le département de M. François Mitterrand et de M. Pierre Bérégovoy. Pourtant, de nombreux éléments structurels (culture rurale, esprit conservateur, vieilles traditions de gauche, déclin économique et vieillissement démographique) et des signaux politiques (les revers du PS aux régionales et aux cantonales) laissaient présager un rejet majoritaire du traité. L'avance du «oui» à Nevers, la ville du premier ministre, et à Cosne n'a pas compensé la marée du «non» dans la Nièvre rurale, y compris dans le Morvan. A Château-Chinon, le «oui» l'a toutefois emporté avec 58,65 %. Dans la commune communiste de Varennes-Vauzelles, troisième ville du département, le «non» devance le «oui» de vingt-cinq voix.

Le rituel tranquille de Château-Chinon

CHATEAU-CHINON

de notre correspondant

En cette chaude fin d'été, le Morvan regorge de champignons. M. François Mitterrand en est grand amateur. Un de ses fidèles morvandiaux a donc apporté un panier de cèpes fraîchement cueillis, dimanche matin, chez Ginette Chevrier, la veuve de l'ancien propriétaire de l'Hôtel du *Vieux-Morvan*, à *Château-Chinon*, où le chef de l'Etat a l'habitude de déjeuner les jours d'élections.

M. Mitterrand semblait en forme, serein et *détendu*, quand il est arrivé en voiture à Château-Chinon, vers midi et demi, en compagnie de son ami François de Grossouvre, *chez lequel il avait passé la* nuit, à Lusigny (Allier). Le président de la République n'a rien changé au rituel de ses journées de vote. Rejoint par son *épouse, par sa belle-sœur*, Mme Christine Gouze-Renal, et par son beau-frère, M. Roger Hanin, il a gagné en voiture la mairie, envahie depuis plusieurs heures par une nuée de journalistes. Et il a voté, peu avant 13 heures, comme un simple citoyen, n'était le déluge aveuglant des flashes.

Venu en voisin de Nevers, où il avait voté lui-même vers 11 heures, M. Bérégovoy a retrouvé le chef de l'Etat à la mairie. Après un bref entretien, *les deux hommes ont* descendu le perron sous le soleil. Parmi les quelques dizaines de badauds qui attendaient leur sortie, l'un d'eux a lancé : *«Bonne santé, monsieur le président !»*

Délaissant sa voiture, François Mitterrand a traversé la rue pour aller, selon son habi*tude, contempler la fontaine* animée de Niki de Saint-Phalle et Jean Tinguely qu'il a inaugurée il y a quatre ans et demi. Et, toujours selon le même *rituel tranquille*, il est descendu à pied jusqu'au 15 de la rue de Nevers, chez Ginette Chevrier, où *le déjeuner les attendait*, en compagnie de son épouse, de M. et Mme Bérégovoy et de M. René-Pierre Signé, sénateur, maire de Château-Chinon.

En milieu d'après-midi, selon son habitude encore, le chef de l'Etat est allé faire une petite visite au Musée du septennat pour y découvrir les salles *supplémentaires qui ont* été ouvertes au printemps. Et vers 17 h 30, sans savoir encore que le Morvan avait voté majoritairement «non», il *est parti en* voiture pour Nevers, et de là en avion pour Paris, où M. Bérégovoy l'avait précédé.

JACQUES SPINDLER

NORD

L, 1 639 572; V., 1 175 399; A., 28,31 % B. et N., 42 270; E., 1 133 129.
NON...... 613 959 (54,18 %-37,44 %)
OUI...... 519 170 (45,81 %-31,66 %)

1988. – I., 1 634 458 ; V., 1 360 078 ; A., 16,78 % ; E., 1 329 195. – Mitterrand, 488 371 (36,74) ; Barre, 207 212 (15,58) ; Le Pen, 201 473 (15,15) ; Chirac, 199 741 (15,02) ; Lajoinie, 137 487 (10,34) ; Waechter, 38 846 (2,92) ; Laguiller, 30 576 (2,30) ; Juquin, 20 434 (1,53) ; Boussel, 5 056 (0,38).

1972. – I., 1 360 808 ; V., 907 133 ; A., 32,84 % ; E., 800 462. – OUI, 495 128 (61,85 %) ; NON, 305 336 (38,14 %).

∴

Lille
L, 92 193; V., 57 423; A., 37,71 % B. et N., 1 664; E., 55 759.
OUI...... 31 180 (55,91 %-33,82 %)
NON...... 24 579 (44,08 %-26,66 %)

Anzin
L, 8 804; V., 5 945; A., 32,47 % B. et N., 214; E., 5 731.
NON...... 3 471 (60,56 %-39,42 %)
OUI...... 2 260 (39,43 %-25,67 %)

Armentières
L, 16 583; V., 11 681; A., 29,56 % B. et N., 536; E., 11 145.
NON...... 5 620 (50,42 %-33,89 %)
OUI...... 5 525 (49,57 %-33,31 %)

Bailleul
L, 9 310; V., 7 121; A., 23,51 % B. et N., 357; E., 6 764.
NON...... 3 622 (53,54 %-38,90 %)
OUI...... 3 142 (46,45 %-33,74 %)

Bondues
L, 7 246; V., 5 591; A., 22,84 % B. et N., 151; E., 5 440.
OUI...... 3 422 (62,90 %-47,22 %)
NON...... 2 018 (37,09 %-27,84 %)

Bruay-sur-l'Escaut
L, 7 673; V., 5 358; A., 30,17 % B. et N., 187; E., 5 171.
NON...... 3 372 (65,20 %-43,94 %)
OUI...... 1 799 (34,79 %-23,44 %)

Cambrai
L, 22 194; V., 15 855; A., 28,56 % B. et N., 557; E., 15 298.
NON...... 8 162 (53,35 %-36,77 %)
OUI...... 7 136 (46,64 %-32,15 %)

Caudry
L, 9 539; V., 6 965; A., 26,98 % B. et N., 290; E., 6 675.
NON...... 3 641 (54,54 %-38,16 %)
OUI...... 3 034 (45,45 %-31,80 %)

Comines
L, 7 538; V., 5 313; A., 29,51 % B. et N., 185; E., 5 128.
NON...... 2 866 (55,88 %-38,02 %)
OUI...... 2 262 (44,11 %-30,00 %)

Condé-sur-l'Escaut
L, 6 447; V., 4 390; A., 31,90 % B. et N., 147; E., 4 243.
NON...... 2 387 (56,25 %-37,02 %)
OUI...... 1 856 (43,74 %-28,78 %)

Coudekerque-Branche
L, 15 864; V., 12 011; A., 24,28 % B. et N., 493; E., 11 518.
NON...... 6 488 (56,32 %-40,89 %)
OUI...... 5 030 (43,67 %-31,70 %)

Croix
L, 13 443; V., 9 418; A., 29,94 % B. et N., 277; E., 9 141.
OUI...... 4 951 (54,16 %-36,82 %)
NON...... 4 190 (45,83 %-31,16 %)

Denain
L, 11 196; V., 7 746; A., 30,81 % B. et N., 225; E., 7 521.
NON...... 4 615 (61,36 %-41,22 %)
OUI...... 2 906 (38,63 %-25,95 %)

Douai
L, 25 434; V., 16 444; A., 35,34 % B. et N., 594; E., 15 850.
OUI...... 8 080 (50,97 %-31,76 %)
NON...... 7 770 (49,02 %-30,54 %)

Douchy-les-Mines
L, 6 579; V., 4 494; A., 31,69 % B. et N., 129; E., 4 365.
NON...... 2 849 (65,26 %-43,30 %)
OUI...... 1 516 (34,73 %-23,04 %)

Dunkerque
L, 49 757; V., 33 833; A., 32,00 % B. et N., 1 147; E., 32 686.
NON...... 16 871 (51,61 %-33,90 %)
OUI...... 15 815 (48,38 %-31,78 %)

Faches-Thumesnil
L, 12 323; V., 8 495; A., 31,06 % B. et N., 295; E., 8 200.
OUI...... 4 248 (51,80 %-34,47 %)
NON...... 3 952 (48,19 %-32,07 %)

Fourmies
L, 9 481; V., 6 697; A., 29,36 % B. et N., 272; E., 6 425.
NON...... 3 510 (54,63 %-37,02 %)
OUI...... 2 915 (45,36 %-30,74 %)

Grande-Synthe
L, 13 727; V., 9 305; A., 32,21 % B. et N., 383; E., 8 922.
NON...... 5 332 (59,76 %-38,84 %)
OUI...... 3 590 (40,23 %-26,15 %)

Gravelines
L, 8 187; V., 6 254; A., 23,61 % B. et N., 287; E., 5 967.
NON...... 3 512 (58,85 %-42,89 %)
OUI...... 2 455 (41,14 %-29,98 %)

Halluin
L, 11 417; V., 8 674; A., 24,02 % B. et N., 343; E., 8 331.
NON...... 4 234 (50,82 %-37,08 %)
OUI...... 4 097 (49,17 %-35,88 %)

Haubourdin
L, 9 020; V., 6 324; A., 29,88 % B. et N., 229; E., 6 095.
NON...... 3 377 (55,40 %-37,43 %)
OUI...... 2 718 (44,59 %-30,13 %)

Hautmont
L, 9 213; V., 6 216; A., 32,53 % B. et N., 166; E., 6 050.
NON...... 4 037 (66,72 %-43,81 %)
OUI...... 2 013 (33,27 %-21,84 %)

Hazebrouck
L, 14 584; V., 10 700; A., 26,63 % B. et N., 548; E., 10 152.
OUI...... 5 141 (50,64 %-35,25 %)
NON...... 5 011 (49,35 %-34,35 %)

Hem
L, 11 841; V., 8 604; A., 27,33 % B. et N., 310; E., 8 294.
OUI...... 4 496 (54,20 %-37,96 %)
NON...... 3 798 (45,79 %-32,07 %)

Jeumont
L, 6 161; V., 4 127; A., 33,01 % B. et N., 129; E., 3 998.
NON...... 2 149 (53,75 %-34,88 %)
OUI...... 1 849 (46,24 %-30,01 %)

Lambersart
L, 19 741; V., 14 297; A., 27,57 % B. et N., 432; E., 13 865.
OUI...... 8 185 (59,03 %-41,46 %)
NON...... 5 680 (40,96 %-28,77 %)

Lomme
L, 16 758; V., 12 139; A., 27,56 % B. et N., 476; E., 11 663.
NON...... 6 150 (52,73 %-36,69 %)
OUI...... 5 513 (47,26 %-32,89 %)

Loos
L, 11 430; V., 8 120; A., 28,95 % B. et N., 313; E., 7 807.
NON...... 4 136 (52,97 %-36,18 %)
OUI...... 3 671 (47,02 %-32,11 %)

Lys-lès-Lannoy
L, 8 522; V., 6 039; A., 29,13 % B. et N., 244; E., 5 795.
OUI...... 2 939 (50,71 %-34,48 %)
NON...... 2 856 (49,28 %-33,51 %)

La Madeleine
L, 13 518; V., 8 745; A., 35,30 % B. et N., 253; E., 8 492.
OUI...... 4 666 (54,94 %-34,51 %)
NON...... 3 826 (45,05 %-28,30 %)

Marcq-en-Barœul
L, 25 126; V., 17 281; A., 31,22 % B. et N., 452; E., 16 829.
OUI...... 9 399 (55,85 %-37,40 %)
NON...... 7 430 (44,14 %-29,57 %)

Marly
L, 7 645; V., 5 622; A., 26,46 % B. et N., 179; E., 5 443.
NON...... 3 089 (56,75 %-40,40 %)
OUI...... 2 354 (43,24 %-30,79 %)

Marquette-lez-Lille
L, 6 177; V., 4 379; A., 29,10 % B. et N., 153; E., 4 226.
NON...... 2 206 (52,20 %-35,71 %)
OUI...... 2 020 (47,79 %-32,70 %)

Maubeuge
L, 21 960; V., 13 681; A., 37,70 % B. et N., 397; E., 13 284.
NON...... 7 716 (58,08 %-35,13 %)
OUI...... 5 568 (41,91 %-25,35 %)

Mons-en-Barœul
L, 12 802; V., 8 848; A., 30,88 % B. et N., 295; E., 8 553.
OUI...... 4 605 (53,84 %-35,97 %)
NON...... 3 948 (46,15 %-30,83 %)

Mouvaux
L, 9 207; V., 7 159; A., 22,24 % B. et N., 211; E., 6 948.
OUI...... 4 121 (59,31 %-44,75 %)
NON...... 2 827 (40,68 %-30,70 %)

Raismes
L, 9 822; V., 6 843; A., 30,32 % B. et N., 218; E., 6 625.
NON...... 4 386 (66,20 %-44,65 %)
OUI...... 2 239 (33,79 %-22,79 %)

Ronchin
L, 12 277; V., 8 277; A., 32,58 % B. et N., 277; E., 8 000.
OUI...... 4 236 (52,95 %-34,50 %)
NON...... 3 764 (47,05 %-30,65 %)

Roncq
L, 8 663; V., 6 749; A., 22,09 % B. et N., 262; E., 6 487.
OUI...... 3 330 (51,33 %-38,43 %)
NON...... 3 157 (48,66 %-36,44 %)

Roubaix
L, 42 288; V., 26 994; A., 36,16 % B. et N., 829; E., 26 165.
OUI...... 13 162 (50,30 %-31,12 %)
NON...... 13 003 (49,69 %-30,74 %)

Saint-Amand-les-Eaux
L, 11 395; V., 7 874; A., 30,89 % B. et N., 310; E., 7 564.
NON...... 4 408 (58,27 %-38,68 %)
OUI...... 3 156 (41,72 %-27,69 %)

Saint-André
L, 6 630; V., 4 790; A., 27,75 % B. et N., 159; E., 4 631.
OUI...... 2 497 (53,91 %-37,66 %)
NON...... 2 134 (46,08 %-32,18 %)

Saint-Pol-sur-Mer
L, 15 190; V., 10 716; A., 29,45 % B. et N., 401; E., 10 315.
NON...... 6 413 (62,17 %-42,21 %)
OUI...... 3 902 (37,82 %-25,68 %)

Saint-Saulve
L, 7 259; V., 5 228; A., 27,97 % B. et N., 181; E., 5 047.
OUI...... 2 587 (51,25 %-35,63 %)
NON...... 2 460 (48,74 %-33,88 %)

Seclin
L, 8 156; V., 5 660; A., 30,60 % B. et N., 200; E., 5 460.
NON...... 3 268 (59,85 %-40,06 %)
OUI...... 2 192 (40,14 %-26,87 %)

Sin-le-Noble
L, 11 286; V., 7 303; A., 35,29 % B. et N., 281; E., 7 022.
NON...... 3 998 (56,93 %-35,42 %)
OUI...... 3 024 (43,06 %-26,79 %)

Somain
L, 8 442; V., 5 952; A., 29,49 % B. et N., 203; E., 5 749.
NON...... 3 692 (64,21 %-43,73 %)
OUI...... 2 057 (35,78 %-24,36 %)

Tourcoing
L, 52 880; V., 35 938; A., 32,03 % B. et N., 1 288; E., 34 650.
NON...... 18 134 (52,33 %-34,29 %)
OUI...... 16 516 (47,66 %-31,23 %)

Valenciennes
L, 23 109; V., 15 935; A., 31,04 % B. et N., 542; E., 15 393.
NON...... 7 744 (50,30 %-33,51 %)
OUI...... 7 649 (49,69 %-33,09 %)

Vieux-Condé
L, 7 621; V., 4 870; A., 36,09 % B. et N., 185; E., 4 685.
NON...... 2 957 (63,11 %-38,80 %)
OUI...... 1 728 (36,88 %-22,67 %)

Villeneuve-d'Ascq
L, 35 583; V., 25 298; A., 28,90 % B. et N., 759; E., 24 539.
OUI...... 14 986 (61,07 %-42,11 %)
NON...... 9 553 (38,92 %-26,84 %)

Wasquehal
L, 13 090; V., 9 208; A., 29,65 % B. et N., 306; E., 8 902.
OUI...... 4 974 (55,87 %-37,99 %)
NON...... 3 928 (44,12 %-30,00 %)

Wattignies
L, 9 069; V., 6 189; A., 31,75 % B. et N., 182; E., 6 007.
OUI...... 3 242 (53,97 %-35,74 %)
NON...... 2 765 (46,02 %-30,48 %)

Wattrelos
L, 29 258; V., 19 670; A., 32,77 % B. et N., 723; E., 18 947.
OUI...... 9 512 (50,20 %-32,51 %)
NON...... 9 435 (49,79 %-32,24 %)

∴

Les Nordistes n'ont pas suivi l'ancien premier ministre socialiste, M. Pierre Mauroy, toujours «patron» de la région, dans son credo européen. Alors qu'il explique depuis deux décennies que le avec est une «euro-région», le maire de Lille doit constater que plus de 54 % des Nordistes ont dit «non» à Maastricht. *Ce refus émane* de zones dont la reconversion a été mal faite ou négligée : des mineurs du Douaisis, des sidérurgistes de la Sambre (près de 57 % pour le «non» à Maubeuge) ou du Valenciennois. A Valenciennes, où le maire, M. Jean-Louis Borloo, qui vient de quitter le Parlement européen, avait appelé à voter «oui», du bout des lèvres il est vrai, le «non» recueille 50,3 % de suffrages.

Le «non» provient, aussi, des salariés du textile du nord de l'agglomération lilloise – le maire de Roubaix, M. André Diligent, sénateur (UDF-CDS), ayant toutefois réussi à faire passer le «oui» dans sa commune, – des transitaires en douane de la frontière, privés d'avenir par la disparition des contrôles aux frontières entraînée par l'Acte unique. A Comines-France, *ville jumelle de Comines-Belgique* et où avait eu lieu le jour même une fête de l'Europe, 55 % des électeurs se sont prononcés pour le «non».

Nouveau président de l'Internationale socialiste, M. Mauroy fera valoir que l'Europe peut être un «plus» et qu'il faut poursuivre la reconversion, peut-être encouragé par les 56 % de «oui» de la métropole lilloise, mais il ne devra pas oublier que ce sont les beaux quartiers qui ont assuré ce score.

OISE

L, 464 627; V., 344 767; A., 25,79 % B. et N., 9 628; E., 335 139.
NON...... 186 840 (55,75 %-40,21 %)
OUI...... 148 299 (44,24 %-31,91 %)

1988. – I., 443 577 ; V., 374 594 ; A., 15,55 % ; E., 367 477. – Mitterrand, 134 132 (36,50) ; Chirac, 65 199 (17,74) ; Le Pen, 61 478 (16,72) ; Barre, 51 639 (14,05) ; Lajoinie, 26 894 (7,31) ; Waechter, 12 253 (3,33) ; Laguiller, 8 678 (2,36) ; Juquin, 5 781 (1,57) ; Boussel, 1 423 (0,38).

1972. – I., 304 160 ; V., 203 222 ; A., 33,18 % ; E., 181 095. – OUI, 111 302 (61,46 %) ; NON, 69 793 (38,53 %).

∴

Beauvais
L, 30 912; V., 22 826; A., 26,15 % B. et N., 718; E., 22 108.
NON...... 11 422 (51,66 %-36,95 %)
OUI...... 10 686 (48,33 %-34,56 %)

Chantilly
L, 7 189; V., 4 775; A., 33,57 % B. et N., 88; E., 4 687.
OUI...... 2 497 (53,27 %-34,73 %)
NON...... 2 190 (46,72 %-30,46 %)

هكذا من الأصل

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Compiègne

L., 21 197 ; V., 15 261 ; A., 28,00 %
B. et N., 425 ; E., 14 836.

OUI...... 7 785 (52,47 %-36,72 %)
NON...... 7 051 (47,52 %-33,26 %)

Creil

L., 15 721 ; V., 9 606 ; A., 38,89 %
B. et N., 227 ; E., 9 379.

NON...... 5 077 (54,13 %-32,29 %)
OUI...... 4 302 (45,86 %-27,36 %)

Crépy-en-Valois

L., 8 570 ; V., 6 301 ; A., 26,47 %
B. et N., 187 ; E., 6 114.

NON...... 3 448 (56,39 %-40,23 %)
OUI...... 2 666 (43,60 %-31,10 %)

Méru

L., 6 203 ; V., 4 512 ; A., 27,26 %
B. et N., 116 ; E., 4 396.

NON...... 2 753 (62,62 %-44,38 %)
OUI...... 1 643 (37,37 %-26,48 %)

Montataire

L., 6 555 ; V., 4 453 ; A., 32,06 %
B. et N., 112 ; E., 4 341.

NON...... 2 893 (66,64 %-44,13 %)
OUI...... 1 448 (33,35 %-22,09 %)

Nogent-sur-Oise

L., 10 407 ; V., 7 069 ; A., 32,07 %
B. et N., 203 ; E., 6 866.

NON...... 3 630 (52,86 %-34,88 %)
OUI...... 3 236 (47,13 %-31,09 %)

Noyon

L., 7 503 ; V., 4 925 ; A., 34,35 %
B. et N., 129 ; E., 4 796.

NON...... 2 717 (56,65 %-36,21 %)
OUI...... 2 079 (43,34 %-27,70 %)

Pont-Sainte-Maxence

L., 5 952 ; V., 4 108 ; A., 30,98 %
B. et N., 89 ; E., 4 019.

NON...... 2 195 (54,61 %-36,87 %)
OUI...... 1 824 (45,38 %-30,64 %)

Senlis

L., 9 245 ; V., 6 386 ; A., 30,92 %
B. et N., 138 ; E., 6 248.

OUI...... 3 382 (54,12 %-36,58 %)
NON...... 2 866 (45,87 %-31,00 %)

∴

Les adversaires du traité de Maastricht ont mené jusqu'à la dernière minute une âpre campagne alors que les partisans du «oui» ont paru plutôt absents : un vote massif *pour le «non». Le «non»* a été net dans des petites communes où il a parfois dépassé les 75 % des suffrages exprimés ; mais le vote négatif n'a pas été seulement rural. On le constate dans des agglomérations populaires, touchées par le chômage et les problèmes d'intégration, comme Montataire, Creil, Nogent-sur-Oise, Meru et même Beauvais, chef-lieu du département.

Le «oui» est majoritaire dans les villes dont le niveau de vie moyen est plus élevé et où l'Europe ne fait pas peur, comme à Compiègne, Chantilly, Senlis *et Gouvieux. Dans cette ville,* considérée comme la plus riche du département, le «oui» a atteint 55,87 %.

ORNE

L., 209 403 ; V., 155 202 ; A., 25,88 %
B. et N., 5 500 ; E., 149 702.

NON...... 77 252 (51,60 %-36,89 %)
OUI...... 72 450 (48,39 %-34,59 %)

1988. – L., 210 113 ; V., 175 930 ; A., 16,26 % ; E., 172 246. – Mitterrand, 58 774 (34,12) ; Chirac, 40 298 (23,39) ; Barre, 33 282 (19,32) ; Le Pen, 20 313 (11,79) ; Waechter, 6 907 (4,00) ; Lajoinie, 5 136 (2,98) ; Laguiller, 4 029 (2,33) ; Juquin, 2 862 (1,66) ; Boussel, 645 (0,37).

1972. – L., 172 195 ; V., 108 786 ; A., 36,82 % ; E., 96 715. – OUI, 72 917 (75,39 %) ; NON, 23 798 (24,60 %).

∴

Alençon

L., 18 121 ; V., 12 047 ; A., 33,51 %
B. et N., 382 ; E., 11 665.

OUI...... 6 864 (58,84 %-37,87 %)
NON...... 4 801 (41,15 %-26,49 %)

Argentan

L., 10 546 ; V., 7 526 ; A., 28,63 %
B. et N., 268 ; E., 7 258.

NON...... 3 663 (50,46 %-34,73 %)
OUI...... 3 595 (49,53 %-34,08 %)

Flers

L., 10 429 ; V., 7 504 ; A., 28,04 %
B. et N., 292 ; E., 7 212.

OUI...... 4 077 (56,53 %-39,09 %)
NON...... 3 135 (43,46 %-30,06 %)

∴

Dans ce département traditionnellement rural et conservateur, le «non», soutenu par M. Daniel Goulet, député et conseiller régional (RPR), ainsi que *par M. Hubert d'Andigné, sénateur et* président du conseil général (RPR), l'a nettement emporté, bien que les autres parlementaires aient appelé à voter «oui». Si les principales villes de *l'Orne ont en majorité approuvé* la ratification du traité, ce n'est pas le cas d'Argentan où les «non» l'ont emporté de 68 voix, en dépit des efforts du maire de la ville, M. François Doubin (MRG), ancien ministre du commerce des gouvernements Rocard et Cresson.

PAS-DE-CALAIS

L., 998 887 ; V., 737 715 ; A., 26,14 %
B. et N., 29 597 ; E., 708 118.

NON...... 411 838 (58,15 %-41,22 %)
OUI...... 296 280 (41,84 %-29,66 %)

1988. – L., 985 579 ; V., 840 316 ; A., 14,73 % ; E., 817 315. – Mitterrand, 336 863 (41,21) ; Chirac, 118 599 (14,51) ; Barre, 114 054 (13,95) ; Lajoinie, 94 642 (11,67) ; Le Pen, 93 152 (11,39) ; Waechter, 22 507 (2,75) ; Laguiller, 22 412 (2,74) ; Juquin, 11 751 (1,43) ; Boussel, 3 335 (0,40).

1972. – L., 786 012 ; V., 532 880 ; A., 32,20 % ; E., 485 425. – OUI, 289 115 (57,82 %) ; NON, 196 310 (42,17 %).

∴

Arras

L., 25 615 ; V., 18 925 ; A., 26,11 %
B. et N., 665 ; E., 18 260.

OUI...... 9 267 (50,75 %-36,17 %)
NON...... 8 993 (49,24 %-35,10 %)

Auchel

L., 8 637 ; V., 6 284 ; A., 27,24 %
B. et N., 194 ; E., 6 090.

NON...... 4 171 (68,48 %-48,29 %)
OUI...... 1 919 (31,51 %-22,21 %)

Avion

L., 12 011 ; V., 8 476 ; A., 29,43 %
B. et N., 287 ; E., 8 189.

NON...... 5 832 (71,21 %-48,55 %)
OUI...... 2 357 (28,78 %-19,62 %)

Berck

L., 9 879 ; V., 6 775 ; A., 31,42 %
B. et N., 226 ; E., 6 549.

NON...... 3 960 (60,46 %-40,08 %)
OUI...... 2 589 (39,53 %-26,20 %)

Béthune

L., 19 088 ; V., 13 373 ; A., 29,94 %
B. et N., 574 ; E., 12 799.

NON...... 6 773 (52,91 %-35,48 %)
OUI...... 6 026 (47,08 %-31,56 %)

Boulogne-sur-Mer

L., 28 279 ; V., 17 748 ; A., 37,23 %
B. et N., 496 ; E., 17 252.

NON...... 9 019 (52,27 %-31,89 %)
OUI...... 8 233 (47,72 %-29,11 %)

Bruay-la-Buissière

L., 19 013 ; V., 12 518 ; A., 34,16 %
B. et N., 561 ; E., 11 957.

NON...... 6 699 (56,02 %-35,23 %)
OUI...... 5 258 (43,97 %-27,65 %)

Bully-les-Mines

L., 9 115 ; V., 6 654 ; A., 26,99 %
B. et N., 280 ; E., 6 374.

NON...... 3 707 (58,15 %-40,66 %)
OUI...... 2 667 (41,84 %-29,25 %)

Calais

L., 48 983 ; V., 31 627 ; A., 35,43 %
B. et N., 1 097 ; E., 30 530.

NON...... 18 455 (60,44 %-37,67 %)
OUI...... 12 075 (39,55 %-24,65 %)

Carvin

L., 10 811 ; V., 7 630 ; A., 29,42 %
B. et N., 297 ; E., 7 333.

NON...... 4 883 (66,58 %-45,16 %)
OUI...... 2 450 (33,41 %-22,66 %)

Courrières

L., 8 356 ; V., 5 745 ; A., 31,24 %
B. et N., 242 ; E., 5 503.

NON...... 3 377 (61,36 %-40,41 %)
OUI...... 2 126 (38,63 %-25,44 %)

Étaples

L., 7 959 ; V., 5 524 ; A., 30,59 %
B. et N., 230 ; E., 5 294.

NON...... 3 411 (64,43 %-42,85 %)
OUI...... 1 883 (35,56 %-23,65 %)

Harnes

L., 9 228 ; V., 6 398 ; A., 30,66 %
B. et N., 284 ; E., 6 114.

NON...... 3 944 (64,50 %-42,73 %)
OUI...... 2 170 (35,49 %-23,51 %)

Hénin-Beaumont

L., 18 136 ; V., 12 593 ; A., 30,56 %
B. et N., 544 ; E., 12 049.

NON...... 7 070 (58,67 %-38,98 %)
OUI...... 4 979 (41,32 %-27,45 %)

Lens

L., 24 273 ; V., 16 606 ; A., 31,58 %
B. et N., 697 ; E., 15 909.

NON...... 8 743 (54,95 %-36,01 %)
OUI...... 7 166 (45,04 %-29,52 %)

Liévin

L., 22 240 ; V., 15 180 ; A., 31,74 %
B. et N., 715 ; E., 14 465.

NON...... 8 241 (56,97 %-37,05 %)
OUI...... 6 224 (43,02 %-27,98 %)

Longuenesse

L., 7 877 ; V., 5 762 ; A., 26,85 %
B. et N., 256 ; E., 5 506.

OUI...... 2 895 (52,57 %-36,75 %)
NON...... 2 611 (47,42 %-33,14 %)

Méricourt

L., 8 738 ; V., 5 895 ; A., 32,53 %
B. et N., 185 ; E., 5 710.

NON...... 3 809 (66,70 %-43,59 %)
OUI...... 1 901 (33,29 %-21,75 %)

Montigny-en-Gohelle

L., 6 750 ; V., 4 725 ; A., 30,00 %
B. et N., 191 ; E., 4 534.

NON...... 2 854 (62,94 %-42,28 %)
OUI...... 1 680 (37,05 %-24,88 %)

Nœux-les-Mines

L., 9 155 ; V., 6 720 ; A., 26,59 %
B. et N., 268 ; E., 6 452.

NON...... 3 543 (54,91 %-38,70 %)
OUI...... 2 909 (45,08 %-31,77 %)

Oignies

L., 6 287 ; V., 4 557 ; A., 27,51 %
B. et N., 164 ; E., 4 393.

NON...... 2 656 (60,45 %-42,24 %)
OUI...... 1 737 (39,54 %-27,62 %)

Outreau

L., 9 744 ; V., 7 137 ; A., 26,75 %
B. et N., 277 ; E., 6 860.

NON...... 3 876 (56,50 %-39,77 %)
OUI...... 2 984 (43,49 %-30,62 %)

Le Portel

L., 6 710 ; V., 4 549 ; A., 32,20 %
B. et N., 114 ; E., 4 435.

NON...... 2 732 (61,60 %-40,71 %)
OUI...... 1 703 (38,39 %-25,38 %)

Saint-Martin-Boulogne

L., 8 324 ; V., 5 811 ; A., 30,18 %
B. et N., 182 ; E., 5 629.

NON...... 3 045 (54,09 %-36,58 %)
OUI...... 2 584 (45,90 %-31,04 %)

Saint-Omer

L., 9 891 ; V., 6 811 ; A., 31,13 %
B. et N., 273 ; E., 6 538.

OUI...... 3 374 (51,60 %-34,11 %)
NON...... 3 164 (48,39 %-31,98 %)

Sallaumines

L., 7 100 ; V., 4 590 ; A., 35,35 %
B. et N., 137 ; E., 4 453.

NON...... 3 005 (67,48 %-42,32 %)
OUI...... 1 448 (32,51 %-20,39 %)

∴

Avec un «non» supérieur à 58 %, l'un des plus élevés de France, le Pas-de-Calais illustre le décalage *révélé* par ce référendum entre l'électorat et les élus dans leur ensemble, particulièrement le PS, en dépit de son implantation massive et très populaire dans le *département.* La plupart des maires socialistes, partout favorables au «oui» même si leur engagement ne s'est guère exprimé pendant la campagne, ont été désavoués sous leur beffroi : MM. André Delelis à Lens, Jean-Pierre Kucheida à Liévin, Jacques Mellick à Béthune, où, pourtant, M. Laurent Fabius était venu présider, le 12 septembre, l'une des principales manifestations du PS dans cette campagne, la réunion de dirigeants de la gauche politique et syndicale européenne en faveur du traité de Maastricht.

En fait, c'est tout un département en crise qui a manifesté son désarroi. Le PC, qui avait fait fortement campagne contre le traité de Maastricht, se retrouve en phase avec son électorat : le «non» dépasse 60 % à Calais, 66 % à Carvin, de 70 % à Avion. Dans le bassin minier, dont le dernier puits a fermé en décembre 1991, le «non» est partout en force. Même M. Léonce Deprez *(UDF-PSD), maire du Touquet* et député, fortement engagé en faveur de Maastricht, n'est pas parvenu, à 30 voix près, à imposer le «oui» dans sa ville. Il n'y a guère qu'à Arques, où le patron de la cristallerie du même nom (dix mille salariés et une activité exportatrice) avait appelé à voter «oui», que ce dernier l'a emporté, avec 56 % des suffrages exprimés.

PUY-DE-DÔME

L., 403 057 ; V., 284 785 ; A., 29,34 %
B. et N., 12 391 ; E., 272 394.

OUI...... 141 926 (52,10 %-35,21 %)
NON...... 130 468 (47,89 %-32,36 %)

1988. – L., 401 454 ; V., 330 982 ; A., 17,55 % ; E., 322 984. – Mitterrand, 110 494 (34,21) ; Chirac, 63 316 (19,60) ; Barre, 56 408 (17,46) ; Le Pen, 37 400 (11,57) ; Lajoinie, 22 971 (7,11) ; Waechter, 13 021 (4,03) ; Juquin, 10 279 (3,18) ; Laguiller, 7 491 (2,31) ; Boussel, 1 604 (0,49).

1972. – L., 326 280 ; V., 183 449 ; A., 43,77 % ; E., 160 505. – OUI, 105 227 (65,55 %) ; NON, 55 278 (34,44 %).

∴

Clermont-Ferrand

L., 67 616 ; V., 44 218 ; A., 34,60 %
B. et N., 1 315 ; E., 42 903.

OUI...... 24 634 (57,41 %-36,43 %)
NON...... 18 269 (42,58 %-27,01 %)

Chamalières

L., 11 592 ; V., 8 365 ; A., 27,83 %
B. et N., 261 ; E., 8 104.

OUI...... 5 014 (61,87 %-43,25 %)
NON...... 3 090 (38,12 %-26,65 %)

Cournon-d'Auvergne

L., 12 080 ; V., 8 589 ; A., 28,89 %
B. et N., 342 ; E., 8 247.

OUI...... 4 617 (55,98 %-38,22 %)
NON...... 3 630 (44,01 %-30,04 %)

Issoire

L., 8 625 ; V., 5 822 ; A., 32,49 %
B. et N., 247 ; E., 5 575.

OUI...... 2 999 (53,79 %-34,77 %)
NON...... 2 576 (46,20 %-29,86 %)

Riom

L., 11 107 ; V., 8 003 ; A., 27,94 %
B. et N., 321 ; E., 7 682.

OUI...... 4 141 (53,90 %-37,28 %)
NON...... 3 541 (46,09 %-31,88 %)

Thiers

L., 9 328 ; V., 6 422 ; A., 31,15 %
B. et N., 375 ; E., 6 047.

NON...... 3 068 (50,73 %-32,89 %)
OUI...... 2 979 (49,26 %-31,93 %)

∴

Dans ce département, où l'UDF et le PS sont fortement implantés, la victoire du «oui» paraît bien timide. Les appels de M. Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional, et de M. Michel Charasse, ministre du budget, n'ont pas été aussi largement entendus que prévu. M. Giscard d'Estaing en sera certainement fort marri : la région Auvergne s'est même prononcée contre Maastricht. La population rurale, à laquelle s'était adressé à plusieurs reprises l'ancien président de la République, a nettement rejeté le traité. Les habitants de Clermont-Ferrand ont, en revanche, voté très majoritairement en faveur des accords sur l'Union européenne.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L., 419 253 ; V., 298 343 ; A., 28,83 %
B. et N., 10 361 ; E., 287 982.

OUI...... 153 815 (53,41 %-36,68 %)
NON...... 134 167 (46,58 %-32,00 %)

1988. – L., 413 587 ; V., 341 711 ; A., 17,37 % ; E., 335 141. – Mitterrand, 113 376 (33,82) ; Chirac, 81 986 (24,46) ; Barre, 60 678 (18,10) ; Le Pen, 35 817 (10,68) ; Lajoinie, 16 585 (4,94) ; Waechter, 11 428 (3,40) ; Juquin, 7 787 (2,32) ; Laguiller, 6 413 (1,91) ; Boussel, 1 072 (0,31).

1972. – L., 321 978 ; V., 196 785 ; A., 38,88 % ; E., 172 145. – OUI, 132 396 (76,90 %) ; NON, 39 749 (23,09 %).

∴

Pau

L., 50 175 ; V., 33 570 ; A., 33,09 %
B. et N., 1 022 ; E., 32 548.

OUI...... 18 728 (57,53 %-37,32 %)
NON...... 13 820 (42,46 %-27,54 %)

Anglet

L., 28 678 ; V., 16 958 ; A., 40,86 %
B. et N., 479 ; E., 16 479.

OUI...... 9 540 (57,89 %-33,26 %)
NON...... 6 939 (42,10 %-24,19 %)

Bayonne

L., 23 692 ; V., 16 063 ; A., 32,20 %
B. et N., 421 ; E., 15 642.

OUI...... 8 840 (56,51 %-37,31 %)
NON...... 6 802 (43,48 %-28,71 %)

Biarritz

L., 21 310 ; V., 14 301 ; A., 32,89 %
B. et N., 348 ; E., 13 953.

OUI...... 7 582 (54,33 %-35,57 %)
NON...... 6 371 (45,66 %-29,89 %)

Billère

L., 8 491 ; V., 5 557 ; A., 34,55 %
B. et N., 161 ; E., 5 396.

OUI...... 3 126 (57,93 %-36,81 %)
NON...... 2 270 (42,06 %-26,73 %)

Hendaye

L., 7 299 ; V., 4 886 ; A., 33,05 %
B. et N., 123 ; E., 4 763.

OUI...... 2 394 (50,26 %-32,79 %)
NON...... 2 369 (49,73 %-32,45 %)

Oloron-Sainte-Marie

L., 7 273 ; V., 5 357 ; A., 26,34 %
B. et N., 186 ; E., 5 171.

OUI...... 2 762 (53,41 %-37,97 %)
NON...... 2 409 (46,58 %-33,12 %)

Orthez

L., 7 941 ; V., 5 815 ; A., 26,77 %
B. et N., 262 ; E., 5 553.

OUI...... 3 440 (61,94 %-43,31 %)
NON...... 2 113 (38,05 %-26,60 %)

Saint-Jean-de-Luz

L., 9 487 ; V., 6 906 ; A., 27,20 %
B. et N., 180 ; E., 6 726.

OUI...... 3 458 (51,41 %-36,44 %)
NON...... 3 268 (48,58 %-34,44 %)

∴

La nette victoire du «oui» est plutôt une surprise dans le département des Pyrénées-Atlantiques, où le RPR (très bien implanté dans les cantons ruraux) et le mouvement Chasse, Pêche, Nature et Tradition avaient développé une *campagne* active contre la technocratie bruxelloise et contre les risques pour la France de perte d'identité. Dix-huit cantons ruraux ou de montagne ont bel et bien manifesté leur hostilité au traité, mais le *«oui»* l'a emporté dans trente-cinq cantons à caractère plus urbain et où le poids démographique des jeunes électeurs – notamment à Pau, Bayonne, Anglet et Biarritz – semble avoir été *déterminant.*

HAUTES-PYRÉNÉES

L., 173 128 ; V., 122 530 ; A., 29,22 %
B. et N., 4 446 ; E., 118 084.

OUI...... 60 651 (51,36 %-35,03 %)
NON...... 57 433 (48,63 %-33,17 %)

1988. – L., 171 749 ; V., 138 837 ; A., 19,16 % ; E., 135 854. – Mitterrand, 51 421 (37,85) ; Chirac, 24 917 (18,34) ; Barre, 21 219 (15,61) ; Le Pen, 13 497 (9,93) ; Lajoinie, 13 258 (9,75) ; Waechter, 4 336 (3,19) ; Juquin, 4 232 (3,11) ; Laguiller, 2 489 (1,83) ; Boussel, 485 (0,36).

1972. – L., 142 609 ; V., 81 973 ; A., 42,51 % ; E., 71 147. – OUI, 46 404 (65,22 %) ; NON, 24 743 (34,77 %).

∴

Tarbes

L., 32 966 ; V., 19 209 ; A., 41,73 %
B. et N., 532 ; E., 18 677.

OUI...... 9 806 (52,50 %-29,74 %)
NON...... 8 871 (47,49 %-26,90 %)

Lourdes

L., 12 631 ; V., 9 454 ; A., 25,15 %
B. et N., 301 ; E., 9 153.

OUI...... 4 797 (52,40 %-37,97 %)
NON...... 4 356 (47,59 %-34,48 %)

∴

Le chef-lieu du département, Tarbes, *et la ville de Lourdes ont fait basculer* de justesse les Hautes-Pyrénées et ses communes rurales dans le camp des pro-Maastricht. Le maire UDF-CDS de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy, *député européen,* n'a pourtant pas réussi à retrouver dans sa ville le score des élections européennes de juin 1989, où il avait fait obtenir son meilleur résultat national à la liste de Mme Simone Veil avec près de 48 % des suffrages.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

L., 259 448 ; V., 176 928 ; A., 31,80 %
B. et N., 5 175 ; E., 171 753.

NON...... 94 049 (54,75 %-36,24 %)
OUI...... 77 704 (45,24 %-29,94 %)

1988. – L., 251 898 ; V., 202 274 ; A., 19,70 % ; E., 198 501. – Mitterrand, 62 341 (31,40) ; Le Pen, 40 738 (20,52) ; Chirac, 35 354 (17,81) ; Barre, 26 584 (13,39) ; Lajoinie, 18 637 (9,38) ; Waechter, 6 329 (3,18) ; Juquin, 4 816 (2,42) ; Laguiller, 3 111 (1,56) ; Boussel, 591 (0,29).

1972. – L., 176 290 ; V., 92 520 ; A., 47,51 % ; E., 79 401. – OUI, 45 904 (57,81 %) ; NON, 33 497 (42,18 %).

∴

Perpignan

L., 67 882 ; V., 41 393 ; A., 39,02 %
B. et N., 1 077 ; E., 40 316.

NON...... 21 550 (53,45 %-31,74 %)
OUI...... 18 766 (46,54 %-27,64 %)

∴

La situation frontalière du département catalan et ses 10 % d'agriculteurs ont lourdement pesé en faveur du «non». L'ensemble des cantons ruraux s'est prononcé contre la ratification, à l'exception de celui de Prats-de-Mollo, en Vallespir, qui a donné 54,05 % au *«oui». Dans ce canton, les contrôles à* la frontière du col d'Ares ont été supprimés depuis le printemps dernier, avant la date d'application de l'Acte unique.

S'il atteint 53,45 % à Perpignan le «non» dépasse cette barre dans certains cantons de la ville, où se distingue habituellement le FN. C'est le cas, par exemple, dans les cantons de *Perpignan-2* et Perpignan-9 où le «non» atteint respectivement 57,50 % et 57 %.

BAS-RHIN

L., 624 528 ; V., 437 218 ; A., 29,99 %
B. et N., 13 333 ; E., 423 885.

OUI...... 290 754 (68,59 %-46,55 %)
NON...... 133 131 (31,40 %-21,31 %)

1988. – L., 617 322 ; V., 503 573 ; A., 18,42 % ; E., 493 935. – Mitterrand, 139 247 (28,19) ; Le Pen, 108 350 (21,93) ; Barre, 91 884 (18,60) ; Chirac, 86 908 (17,59) ; Waechter, 46 300 (9,37) ; Laguiller, 8 982 (1,81) ; Lajoinie, 6 465 (1,30) ; Juquin, 4 321 (0,87) ; Boussel, 1 480 (0,29).

1972. – L., 477 964 ; V., 280 499 ; A., 41,31 % ; E., 255 937. – OUI, 216 434 (84,56 %) ; NON, 39 503 (15,43 %).

∴

Strasbourg

L., 120 756 ; V., 78 173 ; A., 35,26 %
B. et N., 1 502 ; E., 76 671.

OUI...... 55 374 (72,22 %-45,85 %)
NON...... 21 297 (27,77 %-17,63 %)

Bischheim

L., 9 122 ; V., 5 456 ; A., 40,18 %
B. et N., 111 ; E., 5 345.

OUI...... 3 585 (67,07 %-39,30 %)
NON...... 1 760 (32,92 %-19,29 %)

SUR L'UNION EUROPÉENNE

Bischwiller
L, 5 397; V., 3 787; A., 29,83 %
B. et N., 125; E., 3 662.
OUI...... 2 400 (65,53 %-44,46 %)
NON..... 1 262 (34,46 %-23,38 %)

Haguenau
L, 17 437; V., 12 521; A., 28,19 %
B. et N., 297; E., 12 224.
OUI...... 8 433 (68,98 %-48,36 %)
NON..... 3 791 (31,01 %-21,74 %)

Hoenheim
L, 7 048; V., 4 909; A., 30,34 %
B. et N., 106; E., 4 803.
OUI...... 3 464 (72,12 %-49,14 %)
NON..... 1 339 (27,87 %-18,99 %)

Illkirch-Graffenstaden
L, 15 110; V., 10 194; A., 32,53 %
B. et N., 235; E., 9 959.
OUI...... 7 056 (70,85 %-46,69 %)
NON..... 2 903 (29,14 %-19,21 %)

Lingolsheim
L, 11 572; V., 7 700; A., 33,46 %
B. et N., 166; E., 7 534.
OUI...... 5 426 (72,02 %-46,88 %)
NON..... 2 108 (27,97 %-18,21 %)

Ostwald
L, 6 669; V., 4 652; A., 30,24 %
B. et N., 104; E., 4 548.
OUI...... 3 138 (68,99 %-47,05 %)
NON..... 1 410 (31,00 %-21,14 %)

Saverne
L, 5 830; V., 4 131; A., 29,14 %
B. et N., 133; E., 3 998.
OUI...... 2 839 (71,01 %-48,69 %)
NON..... 1 159 (28,98 %-19,87 %)

Schiltigheim
L, 17 118; V., 10 304; A., 39,80 %
B. et N., 230; E., 10 074.
OUI...... 7 041 (69,89 %-41,13 %)
NON..... 3 033 (30,10 %-17,71 %)

Sélestat
L, 10 756; V., 7 601; A., 29,33 %
B. et N., 309; E., 7 292.
OUI...... 4 924 (67,52 %-45,77 %)
NON..... 2 368 (32,47 %-22,01 %)

∴

Avec 68,6 % de «oui», le Bas-Rhin a voté massivement en faveur du traité de Maastricht. Strasbourg, siège du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, a encore fait mieux avec 72,2 %. La seule petite surprise vient du pourcentage de participation (70 %), qui n'a guère été plus élevé que la moyenne nationale alors que traditionnellement les Bas-Rhinois vont aux urnes en plus grand nombre. Une partie des partisans du «non» ont préféré, semble-t-il, s'abstenir.

Ce résultat était d'autant plus attendu qu'hormis les dirigeants du Front national et du PCF tous les responsables locaux, y compris au RPR et chez les Verts, avaient fait campagne pour l'Union européenne. Malgré les bons résultats en milieu rural du parti de M. Jean-Marie Le Pen lors des dernières élections régionales, l'engagement des Bas-Rhinois en faveur de la construction européenne ne s'est pas démenti.

HAUT-RHIN

L, 443 994; V., 314 607; A., 29,14 %
B. et N., 10 088; E., 304 519.
OUI...... 186 937 (61,38 %-42,10 %)
NON..... 117 582 (38,61 %-26,48 %)

1988. – L., 436 205 ; V., 358 361 ; A., 17,84 % ; E., 350 803. – Mitterrand, 103 851 (29,60) ; Le Pen, 76 158 (21,70) ; Barre, 63 421 (18,07) ; Chirac, 59 880 (17,06) ; Waechter, 32 810 (9,29) ; Laguiller, 6 032 (1,71) ; Lajoinie, 5 327 (1,51) ; Juquin, 2 637 (0,75) ; Boussel, 887 (0,25).

1972. – L., 350 298 ; V., 217 121 ; A., 38,01 % ; E., 195 589. – OUI, 161 306 (82,47 %) ; NON, 34 283 (17,52 %).

∴

Colmar
L, 35 261; V., 24 094; A., 31,66 %
B. et N., 720; E., 23 374.
OUI...... 15 723 (67,26 %-44,59 %)
NON..... 7 651 (32,73 %-21,69 %)

Cernay
L, 6 332; V., 4 286; A., 32,31 %
B. et N., 129; E., 4 157.
OUI...... 2 385 (57,37 %-37,66 %)
NON..... 1 772 (42,62 %-27,98 %)

Guebwiller
L, 6 457; V., 4 431; A., 31,37 %
B. et N., 155; E., 4 276.
OUI...... 2 722 (63,65 %-42,15 %)
NON..... 1 554 (36,34 %-24,06 %)

Illzach
L, 9 175; V., 6 151; A., 32,95 %
B. et N., 167; E., 5 984.
OUI...... 3 576 (59,75 %-38,97 %)
NON..... 2 408 (40,24 %-26,24 %)

Kingersheim
L, 7 513; V., 5 265; A., 29,92 %
B. et N., 140; E., 5 125.
OUI...... 3 077 (60,03 %-40,95 %)
NON..... 2 048 (39,96 %-27,25 %)

Mulhouse
L, 55 619; V., 36 341; A., 34,66 %
B. et N., 1 014; E., 35 327.
OUI...... 21 205 (60,02 %-38,12 %)
NON..... 14 122 (39,97 %-25,39 %)

Riedisheim
L, 8 424; V., 6 043; A., 28,26 %
B. et N., 170; E., 5 873.
OUI...... 3 904 (66,47 %-46,34 %)
NON..... 1 969 (33,52 %-23,37 %)

Rixheim
L, 7 926; V., 5 742; A., 27,55 %
B. et N., 173; E., 5 569.
OUI...... 3 396 (60,98 %-42,84 %)
NON..... 2 173 (39,01 %-27,41 %)

Saint-Louis
L, 10 525; V., 6 821; A., 35,19 %
B. et N., 214; E., 6 607.
OUI...... 4 033 (61,04 %-38,31 %)
NON..... 2 574 (38,95 %-24,45 %)

Wittelsheim
L, 7 122; V., 4 945; A., 30,56 %
B. et N., 172; E., 4 773.
OUI...... 2 555 (53,53 %-35,87 %)
NON..... 2 218 (46,46 %-31,14 %)

Wittenheim
L, 8 730; V., 6 050; A., 30,69 %
B. et N., 138; E., 5 912.
OUI...... 3 273 (55,36 %-37,49 %)
NON..... 2 639 (44,63 %-30,22 %)

∴

«A moins de 60 %, ce serait un petit oui», avait affirmé M. Hubert Haenel, sénateur (RPR) du Haut-Rhin. Avec plus de 61 % de voix pour le «oui», c'est donc la satisfaction chez les élus du département, qui avaient tous appelé à voter en faveur du traité de Maastricht, à l'exception de ceux du FN et des Verts. Ces derniers avaient laissé leurs sympathisants libres de leur choix en prenant ainsi une position différente de celle de leur leader national, M. Antoine Waechter. La victoire du «oui» n'atteint cependant pas la même ampleur selon les cantons ; ainsi, entre Colmar Nord (67,05 %) et Ferrette (51,52 %), il y a plus de quinze points d'écart.

RHÔNE

L, 859 746; V., 598 113; A., 30,43 %
B. et N., 15 979; E., 582 134.
OUI...... 325 497 (55,91 %-37,85 %)
NON..... 256 637 (44,08 %-29,85 %)

1988. – L., 880 708 ; V., 706 705 ; A., 19,75 % ; E., 695 528. – Mitterrand, 203 960 (29,32) ; Barre, 152 918 (21,98) ; Le Pen, 125 406 (18,03) ; Chirac, 120 767 (17,36) ; Lajoinie, 37 946 (5,45) ; Waechter, 26 478 (3,80) ; Juquin, 15 121 (2,17) ; Laguiller, 10 517 (1,51) ; Boussel, 2 416 (0,34).

1972. – L., 892 597 ; V., 372 112 ; A., 46,27 % ; E., 329 778. – OUI, 234 055 (70,97 %) ; NON, 95 723 (29,02 %).

∴

Lyon
L, 222 907; V., 151 275; A., 32,13 %
B. et N., 3 335; E., 147 940.
OUI...... 89 181 (60,28 %-40,00 %)
NON..... 58 759 (39,71 %-26,36 %)

Brignais
L, 5 385; V., 4 008; A., 25,57 %
B. et N., 120; E., 3 888.
OUI...... 2 193 (56,40 %-40,72 %)
NON..... 1 695 (43,59 %-31,47 %)

Bron
L, 20 819; V., 14 163; A., 31,97 %
B. et N., 352; E., 13 811.
OUI...... 7 654 (55,41 %-36,76 %)
NON..... 6 157 (44,58 %-29,57 %)

Caluire-et-Cuire
L, 26 276; V., 18 571; A., 29,32 %
B. et N., 411; E., 18 160.
OUI...... 11 525 (63,46 %-43,86 %)
NON..... 6 635 (36,53 %-25,25 %)

Décines-Charpieu
L, 12 650; V., 8 623; A., 31,83 %
B. et N., 219; E., 8 404.
OUI...... 4 424 (52,64 %-34,97 %)
NON..... 3 980 (47,35 %-31,46 %)

Écully
L, 11 706; V., 8 335; A., 28,79 %
B. et N., 152; E., 8 183.
OUI...... 5 381 (65,75 %-45,96 %)
NON..... 2 802 (34,24 %-23,93 %)

Francheville
L, 7 569; V., 5 536; A., 26,85 %
B. et N., 144; E., 5 392.
OUI...... 3 441 (63,81 %-45,46 %)
NON..... 1 951 (36,18 %-25,77 %)

Givors
L, 10 593; V., 6 476; A., 38,86 %
B. et N., 169; E., 6 307.
NON..... 3 876 (61,45 %-36,59 %)
OUI...... 2 431 (38,54 %-22,94 %)

Meyzieu
L, 16 432; V., 11 677; A., 28,93 %
B. et N., 290; E., 11 387.
OUI...... 6 189 (54,35 %-37,66 %)
NON..... 5 198 (45,64 %-31,63 %)

Oullins
L, 15 530; V., 10 847; A., 30,15 %
B. et N., 297; E., 10 550.
OUI...... 5 972 (56,60 %-38,45 %)
NON..... 4 578 (43,39 %-29,47 %)

Rillieux-la-Pape
L, 16 347; V., 10 301; A., 36,98 %
B. et N., 278; E., 10 023.
OUI...... 5 281 (52,68 %-32,30 %)
NON..... 4 742 (47,31 %-29,00 %)

Saint-Fons
L, 6 918; V., 4 623; A., 33,17 %
B. et N., 151; E., 4 472.
NON..... 2 401 (53,68 %-34,70 %)
OUI...... 2 071 (46,31 %-29,93 %)

Saint-Genis-Laval
L, 11 188; V., 8 110; A., 27,51 %
B. et N., 207; E., 7 903.
OUI...... 4 747 (60,06 %-42,42 %)
NON..... 3 156 (39,93 %-28,20 %)

Saint-Priest
L, 22 389; V., 15 211; A., 32,06 %
B. et N., 456; E., 14 755.
OUI...... 7 387 (50,06 %-32,99 %)
NON..... 7 368 (49,93 %-32,90 %)

Sainte-Foy-lès-Lyon
L, 13 031; V., 10 139; A., 22,19 %
B. et N., 215; E., 9 924.
OUI...... 6 483 (65,32 %-49,75 %)
NON..... 3 441 (34,67 %-26,40 %)

Tarare
L, 6 603; V., 4 182; A., 36,66 %
B. et N., 180; E., 4 002.
OUI...... 2 100 (52,47 %-31,80 %)
NON..... 1 902 (47,52 %-28,80 %)

Tassin-la-Demi-Lune
L, 7 569; V., 5 536; A., 26,85 %
B. et N., 144; E., 5 392.
OUI...... 3 441 (63,81 %-45,46 %)
NON..... 1 951 (36,18 %-25,77 %)

Vaulx-en-Velin
L, 16 433; V., 9 264; A., 43,62 %
B. et N., 264; E., 9 000.
NON..... 5 053 (56,14 %-30,74 %)
OUI...... 3 947 (43,85 %-24,01 %)

Vénissieux
L, 27 689; V., 17 856; A., 35,51 %
B. et N., 461; E., 17 395.
NON..... 9 430 (54,21 %-34,05 %)
OUI...... 7 965 (45,78 %-28,76 %)

Villefranche-sur-Saône
L, 14 144; V., 9 432; A., 33,31 %
B. et N., 264; E., 9 168.
OUI...... 4 727 (51,55 %-33,42 %)
NON..... 4 441 (48,44 %-31,39 %)

Villeurbanne
L, 58 755; V., 40 129; A., 31,70 %
B. et N., 1 028; E., 39 101.
OUI...... 22 768 (58,22 %-38,75 %)
NON..... 16 333 (41,77 %-27,79 %)

∴

La Fédération du Rhône du RPR s'était beaucoup investie pour le «non» derrière ses deux députés, MM. Jean Besson et Michel Terrot. Or, dans l'ensemble du département, le «oui» l'emporte avec 55,91 % des voix. Les deux élus enregistrent même une défaite dans les communes dont ils sont maires, Tarare et Oullins. Le «oui» réalise ses meilleurs scores à Lyon, la ville de M. Michel Noir (60,28 %), à Villeurbanne, commune socialiste (58,22 %), ainsi que dans la banlieue résidentielle de Lyon. En revanche, les communes dirigées par des maires communistes ont largement refusé de ratifier le traité : Vénissieux a voté «non» à 54,21 %, Vaulx-en-Velin à 56,14 %, Givors à 61,45 %.

Les communes de la banlieue lyonnaise gérées par des maires socialistes ont connu des résultats plus contrastés. Si à Bron, la ville de M. Jean-Jack Queyranne, ou à Meyzieu, celle de M. Jean Poperen, le «oui» l'a emporté, à Saint-Fons, dirigée par le sénateur Franck Serusclat, c'est le «non» qui a prévalu.

HAUTE-SAÔNE

L, 166 869; V., 122 219; A., 26,75 %
B. et N., 4 956; E., 117 263.
NON..... 63 799 (54,40 %-38,23 %)
OUI...... 53 464 (45,59 %-32,03 %)

1988. – L., 165 622 ; V., 139 138 ; A., 15,99 % ; E., 135 349. – Mitterrand, 50 658 (37,42) ; Chirac, 27 237 (20,12) ; Barre, 20 964 (15,48) ; Le Pen, 18 748 (13,85) ; Lajoinie, 6 261 (4,62) ; Waechter, 5 564 (4,11) ; Laguiller, 3 142 (2,32) ; Juquin, 2 228 (1,64) ; Boussel, 547 (0,40).

1972. – L., 134 370 ; V., 85 524 ; A., 36,35 % ; E., 73 324. – OUI, 49 704 (67,78 %) ; NON, 23 620 (32,21 %).

∴

Vesoul
L, 9 294; V., 6 637; A., 28,58 %
B. et N., 249; E., 6 388.
OUI...... 3 456 (54,10 %-37,18 %)
NON..... 2 932 (45,89 %-31,54 %)

∴

La forte mobilisation des électeurs du département (73,24 %) aura surtout profité au «non», que préconisaient les trois députés, MM. Bergelin et Legras pour le RPR et M. Jean-Pierre Michel pour le PS, alors que les deux sénateurs UDF, MM. Pierre Louvot et Michel Miroudot, ont fait timidement campagne pour le «oui». Si trois des cinq principales villes – Vesoul, Gray et Luxeuil – ont majoritairement voté «oui», les zones rurales ont, elles, nettement voté «non». Ce «non» à Maastricht était déjà inscrit dans le rejet de la réforme de la politique agricole commune (PAC) par les campagnes.

SAÔNE-ET-LOIRE

L, 392 000; V., 264 890; A., 32,42 %
B. et N., 12 142; E., 252 748.
OUI...... 128 157 (50,70 %-32,69 %)
NON..... 124 591 (49,29 %-31,78 %)

1988. – L., 396 538 ; V., 316 845 ; A., 20,09 % ; E., 309 299. – Mitterrand, 116 184 (37,56) ; Chirac, 63 609 (20,56) ; Barre, 53 137 (17,17) ; Le Pen, 34 374 (11,11) ; Lajoinie, 19 960 (6,45) ; Waechter, 10 089 (3,26) ; Laguiller, 5 748 (1,85) ; Juquin, 5 031 (1,62) ; Boussel, 1 167 (0,37).

1972. – L., 338 585 ; V., 185 604 ; A., 44,85 % ; E., 161 832. – OUI, 109 260 (67,51 %) ; NON, 52 572 (32,48 %).

Mâcon
L, 20 197; V., 12 570; A., 37,76 %
B. et N., 424; E., 12 146.
OUI...... 7 188 (59,17 %-35,58 %)
NON..... 4 958 (40,82 %-24,54 %)

Autun
L, 11 229; V., 7 964; A., 29,07 %
B. et N., 424; E., 7 540.
OUI...... 4 111 (54,52 %-36,61 %)
NON..... 3 429 (45,47 %-30,53 %)

Chalon-sur-Saône
L, 30 572; V., 19 486; A., 36,26 %
B. et N., 749; E., 18 737.
OUI...... 10 082 (53,80 %-32,97 %)
NON..... 8 655 (46,19 %-28,31 %)

Le Creusot
L, 17 706; V., 11 541; A., 34,81 %
B. et N., 528; E., 11 013.
OUI...... 6 029 (54,74 %-34,05 %)
NON..... 4 984 (45,25 %-28,14 %)

Digoin
L, 6 284; V., 4 047; A., 35,59 %
B. et N., 144; E., 3 903.
OUI...... 2 071 (53,06 %-32,95 %)
NON..... 1 832 (46,93 %-29,15 %)

Montceau-les-Mines
L, 16 880; V., 9 870; A., 41,52 %
B. et N., 422; E., 9 448.
NON..... 4 891 (51,76 %-28,97 %)
OUI...... 4 557 (48,23 %-26,99 %)

∴

Un score très serré pour une participation de 67,57 % : la Saône-et-Loire a dit timidement «oui». Dans ce département où l'agriculture fait vivre à peu près 11 % de la population active, on s'attendait logiquement à une percée du «non» dans les communes rurales. Elle a été compensée par le «oui» des villes, notamment à Mâcon – dont le maire et le député, M. Jean-Pierre Worms, sont socialistes – qui a accordé 59,18 % au «oui», ce qui fait d'elle la ville «la plus européenne» du département.

Deux agglomérations se distinguent par une victoire du «non» : Montceau-les-Mines (51,76 %) et Gueugnon (52,62 %). Le résultat de la première s'explique par la vigoureuse campagne d'opposition au traité menée par une figure locale du RPR, ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, M. André Jarrot, sénateur et par le maire, lui aussi RPR. Dans la seconde ville, dont le maire est socialiste, le score ne trouve pas d'explication. Chalon-sur-Saône, avec 53,8 % en faveur du «oui», a suivi les consignes de son maire, M. Dominique Perben (RPR). En revanche, dans la circonscription rurale de M. René Beaumont (UDF-PR), président du conseil général, qui prônait le «oui», le «non» l'a finalement emporté à 51,94 %.

SARTHE

L, 366 802; V., 259 536; A., 29,24 %
B. et N., 11 750; E., 247 786.
NON..... 125 973 (50,83 %-34,34 %)
OUI...... 121 813 (49,16 %-33,20 %)

1988. – L., 362 926 ; V., 298 055 ; A., 17,87 % ; E., 289 781. – Mitterrand, 110 379 (38,09) ; Chirac, 55 993 (19,32) ; Barre, 52 584 (18,14) ; Le Pen, 27 077 (9,34) ; Lajoinie, 17 863 (6,16) ; Waechter, 10 551 (3,64) ; Laguiller, 7 708 (2,65) ; Juquin, 6 256 (2,15) ; Boussel, 1 370 (0,47).

1972. – L., 278 377 ; V., 173 540 ; A., 37,66 % ; E., 154 317. – OUI, 101 245 (65,60 %) ; NON, 53 072 (34,39 %).

∴

Le Mans
L, 97 928; V., 64 348; A., 34,29 %
B. et N., 2 410; E., 61 938.
OUI...... 34 870 (56,29 %-35,60 %)
NON..... 27 068 (43,70 %-27,64 %)

Allonnes
L, 12 323; V., 8 647; A., 29,83 %
B. et N., 339; E., 8 308.
NON..... 4 410 (53,08 %-35,78 %)
OUI...... 3 898 (46,91 %-31,63 %)

La Flèche
L, 10 447; V., 7 295; A., 30,17 %
B. et N., 365; E., 6 930.
OUI...... 3 858 (55,67 %-36,92 %)
NON..... 3 072 (44,32 %-29,40 %)

Sablé-sur-Sarthe
L, 8 278; V., 5 608; A., 32,25 %
B. et N., 284; E., 5 324.
NON..... 2 815 (52,87 %-34,00 %)
OUI...... 2 509 (47,12 %-30,30 %)

∴

C'est la Sarthe rurale qui a imposé le «non» : sur trente et un cantons ruraux, vingt-huit ont rejeté Maastricht. Le poids du vote citadin, celui du Mans en particulier, n'a pas suffi à inverser la tendance. Il s'agit d'un échec relatif pour une bonne partie de la classe politique sarthoise, qui s'était engagée en faveur du «oui», derrière les socialistes et une grande partie de la droite modérée.

Seul, M. François Fillon, le tout récent président (RPR) du conseil général, proche de M. Philippe Séguin, s'était prononcé contre la ratification du traité. Le résultat du référendum dans la Sarthe, ainsi que les résultats enregistrés dans sa ville de Sablé, pourraient renforcer son assise politique. A gauche, La Flèche a offert un «oui» à son maire, le député socialiste M. Guy-Michel Chauveau. Au Mans, ville dirigée par une coalition d'anciens communistes et de socialistes, le succès du «oui» peut conforter les socialistes minoritaires, face à leurs partenaires «progressistes», qui s'étaient prononcés pour le «non». Le maire, M. Robert Jarry, avait évité de se prononcer.

SAVOIE

L, 236 577; V., 162 260; A., 31,41 %
B. et N., 4 847; E., 157 413.
OUI...... 85 503 (54,31 %-36,14 %)
NON..... 71 910 (45,68 %-30,39 %)

1988. – L., 230 132 ; V., 183 935 ; A., 20,07 % ; E., 180 616. – Mitterrand, 54 852 (30,36) ; Chirac, 37 843 (20,95) ; Barre, 32 598 (18,04) ; Le Pen, 27 465 (15,20) ; Lajoinie, 10 654 (5,89) ; Waechter, 9 034 (5,00) ; Juquin, 4 019 (2,22) ; Laguiller, 3 391 (1,87) ; Boussel, 762 (0,42).

1972. – L., 169 966 ; V., 94 272 ; A., 44,63 % ; E., 82 278. – OUI, 58 164 (70,69 %) ; NON, 24 114 (29,30 %).

∴

Chambéry
L, 28 228; V., 19 017; A., 32,63 %
B. et N., 465; E., 18 552.
OUI...... 10 896 (58,73 %-38,59 %)
NON..... 7 656 (41,26 %-27,12 %)

Aix-les-Bains
L, 15 985; V., 10 984; A., 31,28 %
B. et N., 309; E., 10 675.
OUI...... 5 849 (54,79 %-36,59 %)
NON..... 4 826 (45,20 %-30,19 %)

Albertville
L, 10 142; V., 6 360; A., 37,29 %
B. et N., 179; E., 6 181.
OUI...... 3 428 (55,46 %-33,80 %)
NON..... 2 753 (44,53 %-27,14 %)

∴

Les deux chefs de file de ce département frontalier de l'Italie, M. Michel Barnier (RPR), député et président du conseil général, ainsi que M. Louis Besson (PS), ancien ministre et maire de Chambéry, avaient fait une campagne active en faveur du «oui». A Coise, commune de M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement de Strasbourg, le «non» obtient 51,73 %. Les partisans du «non» l'emportent également à Modane (54,7 %), dont l'essentiel de l'activité repose sur *le contrôle douanier* des personnes et des marchandises franchissant la frontière, une activité que la construction européenne menace à terme.

HAUTE-SAVOIE

L, 353 762; V., 250 216; A., 29,26 %
B. et N., 6 729; E., 243 487.
OUI...... 138 986 (57,08 %-39,28 %)
NON..... 104 501 (42,91 %-29,53 %)

1988. – L., 336 725 ; V., 270 188 ; A., 19,76 % ; E., 265 382. – Mitterrand, 72 066 (27,15) ; Barre, 60 556 (22,81) ; Chirac, 59 765 (22,52) ; Le Pen, 41 067 (15,47) ; Waechter, 14 294 (5,38) ; Lajoinie, 8 520 (3,21) ; Juquin, 4 305 (1,62) ; Laguiller, 3 910 (1,47) ; Boussel, 899 (0,33).

1972. – L., 220 889 ; V., 124 749 ; A., 43,52 % ; E., 109 987. – OUI, 84 190 (76,54 %) ; NON, 25 797 (23,45 %).

∴

Annecy
L, 27 807; V., 18 619; A., 33,04 %
B. et N., 463; E., 18 156.
OUI...... 11 704 (64,46 %-42,09 %)
NON..... 6 452 (35,53 %-23,20 %)

Annecy-le-Vieux
L, 11 361; V., 8 138; A., 28,36 %
B. et N., 205; E., 7 933.
OUI...... 5 313 (66,97 %-46,76 %)
NON..... 2 620 (33,02 %-23,06 %)

Annemasse
L, 12 916; V., 8 515; A., 34,07 %
B. et N., 167; E., 8 348.
OUI...... 4 923 (58,97 %-38,11 %)
NON..... 3 425 (41,02 %-26,51 %)

Cluses
L, 7 913; V., 5 349; A., 32,40 %
B. et N., 151; E., 5 198.
OUI...... 2 890 (55,59 %-36,52 %)
NON..... 2 308 (44,40 %-29,16 %)

Cran-Gevrier
L, 7 901; V., 5 554; A., 29,70 %
B. et N., 151; E., 5 403.
OUI...... 3 410 (63,11 %-43,15 %)
NON..... 1 993 (36,88 %-25,22 %)

Sallanches
L, 7 224; V., 4 860; A., 32,72 %
B. et N., 136; E., 4 724.
OUI...... 2 384 (50,46 %-33,00 %)
NON..... 2 340 (49,53 %-32,39 %)

Seynod
L, 7 554; V., 5 623; A., 25,56 %
B. et N., 164; E., 5 459.
OUI...... 3 495 (64,02 %-46,26 %)
NON..... 1 964 (35,97 %-25,99 %)

Thonon-les-Bains
L, 18 082; V., 12 227; A., 32,38 %
B. et N., 269; E., 11 958.
OUI...... 6 944 (58,06 %-38,40 %)
NON..... 5 014 (41,93 %-27,72 %)

∴

Tandis que le bassin annécien, et plus généralement les agglomérations industrielles, se prononçaient pour le «oui», les zones rurales, en particulier les petites communes de montagne, ont voté plutôt «non». Les communes frontalières de la Suisse ont fortement contribué à la large victoire du «oui» (57,08 %) dans ce département, dont sept des huit parlementaires s'étaient prononcés dans ce sens. Emmenés par M. Bernard Bosson, député (UDF-CDS), maire d'Annecy et ancien ministre chargé des affaires européennes, ils ont davantage convaincu les électeurs de Haute-Savoie que M. Pierre Mazeaud, député (RPR), dont les prises de position en faveur du «non» n'ont guère influencé ses électeurs de Thonon, qui ont voté «oui» à 58,06 %.

SEINE-MARITIME

L, 804 903; V., 579 159; A., 28,04 %
B. et N., 18 956; E., 560 203.
NON..... 304 590 (54,37 %-37,84 %)
OUI...... 255 613 (45,62 %-31,75 %)

1988. – L., 808 059 ; V., 664 600 ; A., 17,75 % ; E., 650 890. – Mitterrand, 254 044 (39,03) ; Chirac, 109 137 (16,76) ; Barre, 104 552 (16,06) ; Le Pen, 73 097 (11,23) ; Lajoinie, 56 237 (8,64) ; Waechter, 21 820 (3,35) ; Laguiller, 15 701 (2,41) ; Juquin, 13 460 (2,06) ; Boussel, 2 842 (0,43).

1972. – L., 646 723 ; V., 400 912 ; A., 38,00 % ; E., 358 108. – OUI, 222 772 (62,20 %) ; NON, 135 336 (37,79 %).

∴

Rouen
L, 54 889; V., 37 926; A., 30,90 %
B. et N., 1 128; E., 36 798.
OUI...... 20 697 (56,24 %-37,70 %)
NON..... 16 101 (43,75 %-29,33 %)

Barentin
L, 8 037; V., 5 850; A., 27,21 %
B. et N., 195; E., 5 655.
NON..... 2 913 (51,51 %-36,24 %)
OUI...... 2 742 (48,48 %-34,11 %)

Bois-Guillaume
L, 8 082; V., 5 990; A., 25,88 %
B. et N., 138; E., 5 852.
OUI...... 3 640 (62,20 %-45,03 %)
NON..... 2 212 (37,79 %-27,36 %)

Bolbec
L, 7 995; V., 5 647; A., 29,36 %
B. et N., 188; E., 5 459.
NON..... 3 286 (60,19 %-41,10 %)
OUI...... 2 173 (39,80 %-27,17 %)

Canteleu
L, 7 926; V., 5 839; A., 26,33 %
B. et N., 189; E., 5 650.
NON..... 3 047 (53,92 %-38,44 %)
OUI...... 2 603 (46,07 %-32,84 %)

Déville-lès-Rouen
L, 7 576; V., 4 819; A., 36,39 %
B. et N., 182; E., 4 637.
NON..... 2 448 (52,79 %-32,31 %)
OUI...... 2 189 (47,20 %-28,89 %)

Dieppe
L, 23 957; V., 16 246; A., 32,18 %
B. et N., 529; E., 15 717.
NON..... 9 225 (58,69 %-38,50 %)
OUI...... 6 492 (41,30 %-27,09 %)

Elbeuf
L, 8 511; V., 5 526; A., 35,07 %
B. et N., 169; E., 5 357.
NON..... 2 944 (54,95 %-34,59 %)
OUI...... 2 413 (45,04 %-28,35 %)

Fécamp
L, 14 204; V., 9 598; A., 32,42 %
B. et N., 362; E., 9 236.
NON..... 4 718 (51,08 %-33,21 %)
OUI...... 4 518 (48,91 %-31,80 %)

Gonfreville-l'Orcher
L, 6 575; V., 4 699; A., 28,53 %
B. et N., 117; E., 4 582.
NON..... 3 348 (73,06 %-50,92 %)
OUI...... 1 234 (26,93 %-18,76 %)

Le Grand-Quevilly
L, 19 785; V., 15 121; A., 23,57 %
B. et N., 578; E., 14 543.
OUI...... 7 334 (50,42 %-37,06 %)
NON..... 7 209 (49,57 %-36,43 %)

Le Havre
L, 122 180; V., 80 638; A., 34,00 %
B. et N., 2 272; E., 78 366.
NON..... 44 384 (56,63 %-36,32 %)
OUI...... 33 982 (43,36 %-27,81 %)

Maromme
L, 8 015; V., 5 511; A., 31,24 %
B. et N., 211; E., 5 300.
NON..... 2 867 (54,09 %-35,77 %)
OUI...... 2 433 (45,90 %-30,35 %)

Mont-Saint-Aignan
L, 12 876; V., 9 091; A., 29,39 %
B. et N., 209; E., 8 882.
OUI...... 5 826 (65,59 %-45,24 %)
NON..... 3 056 (34,40 %-23,73 %)

Montivilliers
L, 11 193; V., 8 197; A., 26,76 %
B. et N., 253; E., 7 944.
NON..... 4 208 (52,97 %-37,59 %)
OUI...... 3 736 (47,02 %-33,37 %)

Oissel
L, 7 233; V., 5 007; A., 30,77 %
B. et N., 175; E., 4 832.
NON..... 2 970 (61,46 %-41,06 %)
OUI...... 1 862 (38,53 %-25,74 %)

Le Petit-Quevilly
L, 11 764; V., 8 152; A., 30,70 %
B. et N., 260; E., 7 892.
NON..... 4 396 (55,70 %-37,36 %)
OUI...... 3 496 (44,29 %-29,71 %)

Saint-Étienne-du-Rouvray
L, 16 924; V., 11 601; A., 31,45 %
B. et N., 356; E., 11 245.
NON..... 6 616 (58,83 %-39,09 %)
OUI...... 4 629 (41,16 %-27,35 %)

Sotteville-lès-Rouen
L, 19 705; V., 14 198; A., 27,94 %
B. et N., 540; E., 13 658.
NON..... 7 013 (51,34 %-35,58 %)
OUI...... 6 645 (48,65 %-33,72 %)

Yvetot
L, 7 798; V., 5 421; A., 30,48 %
B. et N., 210; E., 5 211.
NON..... 2 665 (51,14 %-34,17 %)
OUI...... 2 546 (48,85 %-32,64 %)

∴

La Seine-Maritime a assez nettement voté «non». Ces voix sont venues des régions rurales – et surtout urbaines, –

هكذا من الأصل

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

à l'exception de Rouen, dont le maire est M. Jean Lecanuet (UDF-CDS), et des communes résidentielles de sa périphérie, comme Mont-Saint-Aignan et Boisguillaume. L'électorat des villes de gauche a répondu par la négative, comme au Havre et à Dieppe, deux municipalités à direction communiste. Dans les villes socialistes, comme Elbeuf, Sotteville-lès-Rouen ou Fécamp, dont le maire est Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, le «non» est aussi majoritaire. M. Laurent Fabius, premier adjoint au maire de Grand-Quevilly, obtient une très courte victoire : le «oui» ne l'emporte que de 125 voix.

DEUX-SÈVRES

I., 253 269; V., 183 959; A., 27,36 %
B. et N., 9 255; E., 174 704.

OUI...... 92 780 (53,10 %-36,63 %)
NON...... 81 924 (46,89 %-32,34 %)

1988. – I., 260 098 ; V., 210 519 ; A., 15,82 % ; E., 204 237. – Mitterrand, 76 530 (37,47) ; Chirac, 43 303 (21,20) ; Barre, 43 181 (21,14) ; Le Pen, 15 299 (7,49) ; Waechter, 9 121 (4,46) ; Lajoinie, 6 507 (3,18) ; Laguiller, 5 430 (2,65) ; Juquin, 3 667 (1,79) ; Boussel, 1 199 (0,58).

1972. – I., 204 088 ; V., 125 088 ; A., 38,70 % ; E., 108 368. – OUI, 85 384 (78,79 %) ; NON, 22 984 (21,20 %).

Niort

I., 38 642; V., 25 622; A., 33,69 %
B. et N., 883; E., 24 739.

OUI...... 15 036 (60,77 %-38,91 %)
NON...... 9 703 (39,22 %-25,10 %)

Bressuire

I., 12 481; V., 9 361; A., 24,99 %
B. et N., 470; E., 8 891.

OUI...... 5 128 (57,67 %-41,08 %)
NON...... 3 763 (42,32 %-30,14 %)

Parthenay

I., 7 722; V., 5 670; A., 26,57 %
B. et N., 324; E., 5 346.

OUI...... 3 212 (60,08 %-41,59 %)
NON...... 2 134 (39,91 %-27,63 %)

Thouars

I., 7 434; V., 5 131; A., 30,97 %
B. et N., 233; E., 4 898.

OUI...... 2 868 (58,55 %-38,57 %)
NON...... 2 030 (41,44 %-27,30 %)

La majorité en faveur du «oui» (53,1 %) témoigne de l'engagement des élus du département, qui, dans leur très large majorité, s'étaient déclarés favorables au traité. C'est le cas de tous les élus UDF, prépondérants dans les Deux-Sèvres, et des élus socialistes à la tête des villes. Seul un parlementaire, M. Jean de Gaulle, député RPR, petit-fils du général de Gaulle, a affiché un *«non à titre personnel»*. C'est dans sa circonscription de Parthenay que le «oui» obtient son plus faible pourcentage, avec 50,29 % des suffrages exprimés.

SOMME

I., 382 372; V., 289 143; A., 24,38 %
B. et N., 9 177; E., 279 966.

NON...... 165 007 (58,93 %-43,15 %)
OUI...... 114 959 (41,06 %-30,06 %)

1988. – I., 381 128 ; V., 326 634 ; A., 14,29 % ; E., 319 563. – Mitterrand, 117 217 (36,68) ; Chirac, 53 997 (16,89) ; Barre, 47 458 (14,85) ; Le Pen, 44 095 (13,79) ; Lajoinie, 32 181 (10,07) ; Waechter, 9 171 (2,86) ; Laguiller, 8 390 (2,62) ; Juquin, 5 808 (1,81) ; Boussel, 1 246 (0,38).

1972. – I., 309 867 ; V., 220 602 ; A., 28,80 % ; E., 195 366. – OUI, 112 824 (57,75 %) ; NON, 82 542 (42,24 %).

Amiens

I., 74 587; V., 50 586; A., 32,17 %
B. et N., 1 467; E., 49 119.

NON...... 25 169 (51,24 %-33,74 %)
OUI...... 23 950 (48,75 %-32,11 %)

Abbeville

I., 17 165; V., 12 289; A., 28,40 %
B. et N., 465; E., 11 824.

NON...... 6 938 (58,67 %-40,41 %)
OUI...... 4 886 (41,32 %-28,46 %)

Albert

I., 7 626; V., 5 462; A., 28,37 %
B. et N., 182; E., 5 280.

NON...... 2 902 (54,96 %-38,05 %)
OUI...... 2 378 (45,03 %-31,18 %)

En votant «non» à 58,94 %, les électeurs de la Somme ont désavoué les quatre députés socialistes, MM. Jean-Claude Dessein (Amiens), Jacques Becq (Abbeville), Jacques Fleury (Roye) et Pierre Hiard (secteur du Vimeu), qui avaient préconisé le «oui». M. Gilles de Robien (UDF-PR), député, maire d'Amiens, favorable à la ratification, voit ses *consignes de vote un peu mieux suivies* avec un «oui» qui l'emporte à 51,38 % *dans la circonscription* d'Amiens-Sud. M. Gautier Audinot, apparenté RPR, hostile au traité, enregistre, pour sa part, un succès du «non» à 61,08 % dans la circonscription de Péronne-Albert.

TARN

I., 253 509; V., 189 039; A., 25,43 %
B. et N., 9 908; E., 179 131.

NON...... 91 845 (51,27 %-36,22 %)
OUI...... 87 286 (48,72 %-34,43 %)

1988. – I., 253 432 ; V., 216 101 ; A., 14,73 % ; E., 210 640. – Mitterrand, 76 917 (36,53) ; Chirac, 40 319 (19,15) ; Le Pen, 31 110 (14,77) ; Barre, 31 038 (14,74) ; Lajoinie, 12 998 (6,17) ; Waechter, 8 158 (3,87) ; Juquin, 4 862 (2,30) ; Laguiller, 4 358 (2,06) ; Boussel, 780 (0,37).

1972. – I., 212 888 ; V., 144 763 ; A., 32,00 % ; E., 120 975. – OUI, 84 404 (69,76 %) ; NON, 36 571 (30,23 %).

Albi

I., 31 580; V., 21 957; A., 30,47 %
B. et N., 1 037; E., 20 920.

OUI...... 11 370 (54,34 %-36,00 %)
NON...... 9 550 (45,65 %-30,24 %)

Carmaux

I., 8 621; V., 5 841; A., 32,24 %
B. et N., 285; E., 5 556.

OUI...... 3 109 (55,95 %-36,06 %)
NON...... 2 447 (44,04 %-28,38 %)

Castres

I., 30 602; V., 21 303; A., 30,38 %
B. et N., 932; E., 20 371.

NON...... 10 225 (50,19 %-33,41 %)
OUI...... 10 146 (49,80 %-33,15 %)

Gaillac

I., 7 826; V., 5 618; A., 28,21 %
B. et N., 250; E., 5 368.

NON...... 2 753 (51,28 %-35,17 %)
OUI...... 2 615 (48,71 %-33,41 %)

Graulhet

I., 8 743; V., 6 541; A., 25,18 %
B. et N., 338; E., 6 203.

NON...... 3 178 (51,23 %-36,34 %)
OUI...... 3 025 (48,76 %-34,59 %)

Mazamet

I., 8 280; V., 6 015; A., 27,35 %
B. et N., 219; E., 5 796.

NON...... 3 049 (52,60 %-36,82 %)
OUI...... 2 747 (47,39 %-33,17 %)

Malgré sa longue tradition socialiste, le Tarn a globalement refusé le traité de Maastricht. Le vote négatif est très net dans les cantons ruraux, mais ce rejet s'est également exprimé dans les principales villes du département, sauf à Albi et à Carmaux. Cette victoire du «non» est un vote de protestation de la part de populations rurales qui avaient déjà montré leur hostilité aux directives européennes, sur la chasse notamment. *Les difficultés économiques* (crise du textile et de la mégisserie) de villes comme Graulhet et Mazamet, comme les problèmes du pôle de conversion Albi-Carmaux, ont également contribué à renforcer ce rejet du traité. La plupart des élus locaux, excepté ceux du PS, avaient d'ailleurs soigneusement évité de trop s'engager dans la campagne.

TARN-ET-GARONNE

I., 147 422; V., 111 229; A., 24,55 %
B. et N., 4 672; E., 106 557.

NON...... 59 036 (55,40 %-40,04 %)
OUI...... 47 521 (44,59 %-32,23 %).

1988. – I., 145 512 ; V., 122 069 ; A., 16,11 % ; E., 119 313. – Mitterrand, 43 389 (36,36) ; Chirac, 24 351 (20,40) ; Le Pen, 18 123 (15,18) ; Barre, 16 350 (13,70) ; Lajoinie, 7 090 (5,94) ; Waechter, 4 692 (3,93) ; Juquin, 2 522 (2,11) ; Laguiller, 2 368 (1,98) ; Boussel, 428 (0,35).

1972. – I., 114 426 ; V., 72 881 ; A., 36,30 % ; E., 61 162. – OUI, 42 224 (69,03 %) ; NON, 18 938 (30,96 %).

Montauban

I., 33 690; V., 24 806; A., 26,36 %
B. et N., 929; E., 23 877.

OUI...... 12 302 (51,52 %-36,51 %)
NON...... 11 575 (48,47 %-34,35 %)

Castelsarrasin

I., 8 351; V., 5 973; A., 28,47 %
B. et N., 225; E., 5 748.

NON...... 3 256 (56,64 %-38,98 %)
OUI...... 2 492 (43,35 %-29,84 %)

Moissac

I., 8 638; V., 6 231; A., 27,86 %
B. et N., 280; E., 5 951.

NON...... 3 318 (55,75 %-38,41 %)
OUI...... 2 633 (44,24 %-30,48 %)

Dans ce fief de M. Jean-Michel Baylet, qui préside le conseil général, les scores du «non» en zone rurale et dans les villes de Castelsarrasin et de Moissac confirment le déclin de l'influence politique des radicaux de gauche et de leurs alliés socialistes. Un seul des parlementaires du département reste en phase avec l'électorat, le sénateur M. Jean Roger, membre... du MRG, qui avait appelé, lui, à voter contre le traité d'Union européenne.

VAR

I., 560 404; V., 390 235; A., 30,36 %
B. et N., 8 622; E., 381 613.

NON...... 219 720 (57,57 %-39,20 %)
OUI...... 161 893 (42,42 %-28,88 %)

1988. – I., 542 667 ; V., 440 097 ; A., 18,90 % ; E., 433 521. – Mitterrand, 110 356 (25,45) ; Le Pen, 108 752 (25,08) ; Chirac, 86 320 (19,91) ; Barre, 70 101 (16,17) ; Lajoinie, 30 871 (7,12) ; Waechter, 12 335 (2,84) ; Juquin, 8 350 (1,92) ; Laguiller, 5 302 (1,22) ; Boussel, 1 134 (0,26).

1972. – I., 345 471 ; V., 182 665 ; A., 47,12 % ; E., 159 867. – OUI, 102 797 (64,28 %) ; NON, 57 160 (35,73 %).

Toulon

I., 107 505; V., 71 870; A., 33,14 %
B. et N., 1 451; E., 70 419.

NON...... 40 552 (57,58 %-37,72 %)
OUI...... 29 867 (42,41 %-27,78 %)

Brignoles

I., 7 347; V., 5 163; A., 29,72 %
B. et N., 139; E., 5 024.

NON...... 2 991 (59,53 %-40,71 %)
OUI...... 2 033 (40,46 %-27,67 %)

La Crau

I., 7 555; V., 5 499; A., 27,21 %
B. et N., 116; E., 5 383.

NON...... 3 340 (62,04 %-44,20 %)
OUI...... 2 043 (37,95 %-27,04 %)

Draguignan

I., 19 291; V., 13 619; A., 29,40 %
B. et N., 369; E., 13 250.

NON...... 6 938 (52,36 %-35,96 %)
OUI...... 6 312 (47,63 %-32,71 %)

Fréjus

I., 25 489; V., 16 424; A., 35,56 %
B. et N., 367; E., 16 057.

NON...... 9 063 (56,44 %-35,55 %)
OUI...... 6 994 (43,55 %-27,43 %)

La Garde

I., 15 473; V., 10 584; A., 31,59 %
B. et N., 246; E., 10 338.

NON...... 6 102 (59,02 %-39,43 %)
OUI...... 4 236 (40,97 %-27,37 %)

Hyères

I., 31 479; V., 21 603; A., 31,37 %
B. et N., 473; E., 21 130.

NON...... 12 239 (57,92 %-38,87 %)
OUI...... 8 891 (42,07 %-28,24 %)

Ollioules

I., 7 300; V., 4 970; A., 31,91 %
B. et N., 107; E., 4 863.

NON...... 2 790 (57,37 %-38,21 %)
OUI...... 2 073 (42,62 %-28,39 %)

Roquebrune-sur-Argens

I., 6 348; V., 4 532; A., 28,60 %
B. et N., 103; E., 4 429.

NON...... 2 329 (52,58 %-36,68 %)
OUI...... 2 100 (47,41 %-33,08 %)

Saint-Raphaël

I., 20 677; V., 14 457; A., 30,08 %
B. et N., 279; E., 14 178.

NON...... 7 940 (56,00 %-38,40 %)
OUI...... 6 238 (43,99 %-30,16 %)

Sainte-Maxime

I., 7 149; V., 5 046; A., 29,41 %
B. et N., 92; E., 4 954.

NON...... 2 899 (58,51 %-40,55 %)
OUI...... 2 055 (41,48 %-28,74 %)

Sanary-sur-Mer

I., 11 674; V., 7 653; A., 34,44 %
B. et N., 155; E., 7 498.

NON...... 4 264 (56,86 %-36,52 %)
OUI...... 3 234 (43,13 %-27,70 %)

La Seyne-sur-Mer

I., 39 949; V., 25 765; A., 35,50 %
B. et N., 649; E., 25 116.

NON...... 15 485 (61,65 %-38,76 %)
OUI...... 9 631 (38,34 %-24,10 %)

Six-Fours-les-Plages

I., 21 652; V., 14 864; A., 31,35 %
B. et N., 322; E., 14 542.

NON...... 8 303 (57,09 %-38,34 %)
OUI...... 6 239 (42,90 %-28,81 %)

La Valette-du-Var

I., 13 874; V., 9 393; A., 32,29 %
B. et N., 204; E., 9 189.

NON...... 5 316 (57,85 %-38,31 %)
OUI...... 3 873 (42,14 %-27,91 %)

Seules dix-neuf communes, sur les cent cinquante-trois que compte le Var, ont voté pour le «oui». Toutes celles de plus de 10 000 habitants se sont prononcées pour le «non». *Ce résultat* est un échec pour les chefs de file de l'*opposition, comme* M. Maurice Arreckx, sénateur et président (UDF-PR) du conseil général, M. François Trucy, maire (UDF-PR) de Toulon, ou M. François Léotard, ancien maire (UDF-PR) de Fréjus, qui avaient fait campagne pour le «oui».

Ce vote reflète l'implantation du FN dans un département où M. Jean-Marie Le Chevallier, directeur de cabinet de M. le Pen et parlementaire européen, a *mené la campagne* contre la ratification. Le «non» l'emporte aussi largement à La Seyne (61,65 %) où les décisions européennes (plan Davignon) s'étaient traduites par la fermeture des chantiers navals.

VAUCLUSE

I., 309 337; V., 226 725; A., 26,70 %
B. et N., 6 971; E., 219 754.

NON...... 124 889 (56,83 %-40,37 %)
OUI...... 94 865 (43,16 %-30,66 %)

1988. – I., 304 161 ; V., 255 089 ; A., 16,13 % ; E., 249 682. – Mitterrand, 73 445 (29,41) ; Le Pen, 57 724 (23,11) ; Chirac, 41 769 (16,72) ; Barre, 37 911 (15,18) ; Lajoinie, 19 551 (7,83) ; Waechter, 9 240 (3,70) ; Juquin, 5 088 (2,03) ; Laguiller, 3 964 (1,58) ; Boussel, 1 002 (0,40).

1972. – I., 210 177 ; V., 125 018 ; A., 40,51 % ; E., 104 608. – OUI, 64 953 (62,09 %) ; NON, 39 655 (37,90 %).

Avignon

I., 52 044; V., 36 753; A., 29,38 %
B. et N., 971; E., 35 782.

NON...... 18 554 (51,85 %-35,65 %)
OUI...... 17 228 (48,14 %-33,10 %)

Apt

I., 7 197; V., 5 022; A., 30,22 %
B. et N., 185; E., 4 837.

NON...... 2 648 (54,74 %-36,79 %)
OUI...... 2 189 (45,25 %-30,41 %)

Bollène

I., 9 162; V., 6 175; A., 32,60 %
B. et N., 234; E., 5 941.

NON...... 3 663 (61,65 %-39,98 %)
OUI...... 2 278 (38,34 %-24,86 %)

Carpentras

I., 16 070; V., 10 986; A., 31,63 %
B. et N., 330; E., 10 656.

NON...... 6 207 (58,24 %-38,62 %)
OUI...... 4 449 (41,75 %-27,68 %)

Cavaillon

I., 14 154; V., 9 906; A., 30,01 %
B. et N., 343; E., 9 563.

NON...... 5 550 (58,03 %-39,21 %)
OUI...... 4 013 (41,96 %-28,35 %)

L'Isle-sur-la-Sorgue

I., 10 359; V., 7 068; A., 31,76 %
B. et N., 247; E., 6 821.

NON...... 3 695 (54,17 %-35,66 %)
OUI...... 3 126 (45,82 %-30,17 %)

Orange

I., 15 522; V., 11 286; A., 27,29 %
B. et N., 362; E., 10 924.

NON...... 6 397 (58,55 %-41,21 %)
OUI...... 4 527 (41,44 %-29,16 %)

Pertuis

I., 10 071; V., 7 059; A., 29,90 %
B. et N., 189; E., 6 870.

NON...... 3 704 (53,91 %-36,77 %)
OUI...... 3 166 (46,08 %-31,43 %)

Le Pontet

I., 9 568; V., 6 856; A., 28,34 %
B. et N., 33; E., 6 823.

NON...... 3 798 (55,66 %-39,69 %)
OUI...... 3 025 (44,33 %-31,61 %)

Sorgues

I., 9 683; V., 7 075; A., 26,93 %
B. et N., 168; E., 6 907.

NON...... 4 710 (68,19 %-48,64 %)
OUI...... 2 197 (31,80 %-22,68 %)

Le Vaucluse s'est massivement prononcé pour le «non». Si Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes, l'a emporté de peu dans sa petite commune de Caseneuve (111 «oui», contre 99 «non»), les grandes villes du département ont *toutes voté «non», sans exception.* Des taux supérieurs à 60 % sont même enregistrés dans les cantons de Bédarrides, Orange, Bollène, Carpentras-Sud et Beaumes-de-Venise. Dans un RPR divisé, des chefs de file comme M. Alain Dufaut, sénateur et vice-président du conseil général, M. Thierry Mariani, maire de Valréas, M. Jean-Michel Ferrand, député de Carpentras, M. Alain Milon, maire de Sorgues, *avaient fait campagne contre* le traité de Maastricht. Les trois députés socialistes, MM. Guy Ravier, André Borel et Jean Gatel, essuient un échec, alors que le FN va pouvoir se prévaloir de ce succès du «non» dans un département où M. Jean-Marie Le Pen avait obtenu plus de 23 % au premier tour de l'élection présidentielle de 1988.

VENDÉE

I., 377 547; V., 282 328; A., 25,22 %
B. et N., 13 716; E., 268 612.

NON...... 135 113 (50,30 %-35,78 %)
OUI...... 133 499 (49,69 %-35,35 %)

1988. – I., 364 447 ; V., 313 778 ; A., 13,90 % ; E., 305 641. – Mitterrand, 98 386 (32,19) ; Chirac, 74 923 (24,51) ; Barre, 73 397 (24,01) ; Le Pen, 26 589 (8,69) ; Waechter, 11 956 (3,91) ; Lajoinie, 8 306 (2,71) ; Laguiller, 6 748 (2,20) ; Juquin, 4 186 (1,36) ; Boussel, 1 150 (0,37).

1972. – I., 268 611 ; V., 185 308 ; A., 31,01 % ; E., 185 279. – OUI, 137 698 (83,31 %) ; NON, 27 581 (16,68 %).

La Roche-sur-Yon

I., 31 403; V., 22 609; A., 28,00 %
B. et N., 934; E., 21 675.

OUI...... 13 816 (63,74 %-43,99 %)
NON...... 7 859 (36,25 %-25,02 %)

Challans

I., 11 348; V., 7 882; A., 30,54 %
B. et N., 439; E., 7 443.

OUI...... 3 757 (50,47 %-33,10 %)
NON...... 3 686 (49,52 %-32,48 %)

Château-d'Olonne

I., 7 827; V., 5 687; A., 27,34 %
B. et N., 212; E., 5 475.

OUI...... 2 754 (50,30 %-35,18 %)
NON...... 2 721 (49,69 %-34,76 %)

Fontenay-le-Comte

I., 9 278; V., 6 665; A., 28,16 %
B. et N., 269; E., 6 396.

OUI...... 3 650 (57,06 %-39,34 %)
NON...... 2 746 (42,93 %-29,59 %)

Les Herbiers

I., 9 222; V., 7 153; A., 22,43 %
B. et N., 440; E., 6 713.

OUI...... 3 643 (54,26 %-39,50 %)
NON...... 3 070 (45,73 %-33,28 %)

Les Sables-d'Olonne

I., 13 079; V., 8 640; A., 33,93 %
B. et N., 203; E., 8 437.

NON...... 4 232 (50,16 %-32,35 %)
OUI...... 4 205 (49,83 %-32,15 %)

M. Philippe de Villiers (UDF-PR), député, président du conseil général et fondateur du mouvement Combat pour les valeurs, n'a pas totalement convaincu son terroir. Si le «non», qu'il défendait avec ardeur, l'emporte d'une courte tête dans le département, le «oui» triomphe parfois de façon inattendue, comme autant de réactions significatives à cette «chape de plomb» que l'on reproche parfois à M. de Villiers d'imposer à l'assemblée départementale et aux élus de droite. Ainsi, la petite localité des Epaisses vote «oui» à 52,08 %, alors qu'elle recueille depuis une décennie les dividendes du spectacle du Puy-du-Fou, créé par M. de Villiers. A Montaigu, chef-lieu du canton, qui a élu celui-ci, le «oui» l'emporte sans ambiguïté. Aux Herbiers, capitale du bocage vendéen, la suprématie des pro-Maastricht est écrasante également. Le bastion «rose» de La Roche-sur-Yon est toujours aussi rebelle à ses offensives.

Cette victoire à l'arraché (compte tenu de l'apport des voix du FN et du PC) sonne comme un avertissement *pour M. de Villiers. Dans* la perspective des prochaines échéances électorales. M. Philippe Mestre, député UDF, engrange 52,99 % de «oui» dans sa circonscription, pour une mise en garde sans frais à l'égard de son ancien protégé.

VIENNE

I., 271 606; V., 198 334; A., 26,97 %
B. et N., 8 786; E., 189 548.

OUI...... 94 987 (50,11 %-34,97 %)
NON...... 94 561 (49,88 %-34,81 %)

1988. – I., 270 895 ; V., 224 460 ; A., 17,14 % ; E., 218 446. – Mitterrand, 82 706 (37,86) ; Chirac, 47 558 (21,77) ; Barre, 35 797 (16,38) ; Le Pen, 20 325 (9,30) ; Lajoinie, 12 761 (5,84) ; Waechter, 8 382 (3,83) ; Laguiller, 4 962 (2,26) ; Juquin, 4 930 (2,25) ; Boussel, 1 035 (0,47).

1972. – I., 209 706 ; V., 134 076 ; A., 36,06 % ; E., 117 357. – OUI, 81 327 (69,29 %) ; NON, 36 030 (30,70 %).

Poitiers

I., 43 402; V., 30 424; A., 29,90 %
B. et N., 999; E., 29 425.

OUI...... 17 492 (59,44 %-40,30 %)
NON...... 11 933 (40,55 %-27,49 %)

Châtellerault

I., 24 233; V., 16 321; A., 32,64 %
B. et N., 649; E., 15 672.

OUI...... 7 955 (50,75 %-32,82 %)
NON...... 7 717 (49,24 %-31,84 %)

Le «oui» l'emporte seulement de 426 voix, alors que les principaux dirigeants politiques avaient activement pris position en faveur de la ratification du traité : MM. Jacques Santrot, député (PS), maire de Poitiers, René Monory, sénateur (UDF-CDS), président du conseil général, et Jean-Pierre Raffarin, député européen, président (UDF-PR) du conseil régional de Poitou-Charentes. Dans la ville industrielle de Châtellerault, administrée par Mme Edith Cresson, ancien premier ministre, les «non» talonnent les «oui». Ils l'emportent nettement dans la région d'élevage ovin du Montmorillonnais. En revanche, Poitiers, capitale *régionale* et ville *universitaire*, a donné près de 60 % de voix au «oui».

HAUTE-VIENNE

I., 259 854; V., 191 315; A., 26,37 %
B. et N., 9 999; E., 181 316.

NON...... 93 437 (51,53 %-35,95 %)
OUI...... 87 879 (48,46 %-33,81 %)

1988. – I., 262 298 ; V., 221 440 ; A., 15,57 % ; E., 215 029. – Mitterrand, 81 401 (37,85) ; Chirac, 47 599 (22,13) ; Lajoinie, 24 430 (11,36) ; Barre, 23 614 (10,98) ; Le Pen, 16 852 (7,83) ; Juquin, 8 710 (4,05) ; Waechter, 6 637 (3,08) ; Laguiller, 4 941 (2,29) ; Boussel, 845 (0,39).

1972. – I., 230 561 ; V., 139 241 ; A., 39,60 % ; E., 118 854. – OUI, 68 502 (57,63 %) ; NON, 50 352 (42,36 %).

Limoges

I., 82 517; V., 59 430; A., 27,97 %
B. et N., 2 873; E., 56 557.

OUI...... 30 095 (53,21 %-36,47 %)
NON...... 26 462 (46,78 %-32,06 %)

Saint-Junien

I., 8 651; V., 6 234; A., 27,93 %
B. et N., 335; E., 5 899.

NON...... 3 437 (58,26 %-39,72 %)
OUI...... 2 462 (41,73 %-28,45 %)

Le verdict des urnes – 51,53 % des suffrages exprimés en faveur du «non» – est rude pour le PS, qui dispose de l'exclusivité de la représentation parlementaire (quatre députés, deux sénateurs) et de la majorité absolue au conseil général. A peine plus d'une vingtaine de communes ont donné une majorité au «oui», dont Limoges, qui compte à elle seule plus du tiers des électeurs du département. Dans le fief *communiste* de Saint-Junien, l'hostilité à la ratification du traité est particulièrement marquée, avec 58,26 % des suffrages exprimés.

VOSGES

I., 274 683; V., 196 869; A., 28,32 %
B. et N., 8 580; E., 188 289.

NON...... 97 823 (51,95 %-35,61 %)
OUI...... 90 466 (48,04 %-32,93 %)

1988. – I., 276 186 ; V., 227 691 ; A., 17,27 % ; E., 220 582. – Mitterrand, 78 034 (35,37) ; Chirac, 42 324 (19,18) ; Barre, 38 298 (17,36) ; Le Pen, 32 837 (14,88) ; Waechter, 10 612 (4,81) ; Lajoinie, 8 666 (3,92) ; Laguiller, 5 612 (2,54) ; Juquin, 3 190 (1,44) ; Boussel, 1 009 (0,45).

1972. – I., 235 520 ; V., 154 231 ; A., 34,51 % ; E., 134 988. – OUI, 98 057 (72,64 %) ; NON, 36 931 (27,35 %).

Épinal

I., 22 336; V., 15 731; A., 29,57 %
B. et N., 487; E., 15 244.

NON...... 8 358 (54,82 %-37,41 %)
OUI...... 6 886 (45,17 %-30,82 %)

Saint-Dié

I., 15 201; V., 9 897; A., 34,89 %
B. et N., 402; E., 9 495.

OUI...... 5 393 (56,79 %-35,47 %)
NON...... 4 102 (43,20 %-26,98 %)

Dans les Vosges, le «non» l'emporte nettement, avec 51,95 %. A Epinal, *ville de M. Philippe* Séguin, le «non» s'impose plus nettement encore avec 54,83 %, un score toutefois inférieur à celui de son résultat aux élections municipales de 1989 (64 %). C'est dans les zones industrielles touchées par la crise économique et en milieu rural que le «non» obtient cependant les meilleurs résultats, à l'image de la *vallée de la haute et de la moyenne* Moselle. La victoire du «non» à Contrexeville et à Golbey constitue la véritable surprise de ce scrutin. Les maires socialistes de ces deux villes avaient milité pour le «oui». A Saint-Dié-des-Vosges et à Remiremont, en revanche, le «oui» l'emporte ainsi que le demandaient M. Christian Pierret, député PS, *et M.* Christian Poncelet, sénateur RPR, président du conseil *général du département.*

YONNE

I., 221 876; V., 160 563; A., 27,63 %
B. et N., 5 047; E., 155 516.

NON...... 84 992 (54,65 %-38,30 %)
OUI...... 70 524 (45,34 %-31,78 %)

1988. – I., 221 190 ; V., 181 773 ; A., 17,82 % ; E., 177 801. – Mitterrand, 58 944 (33,15) ; Chirac, 35 494 (19,96) ; Barre, 30 639 (17,23) ; Le Pen, 27 966 (15,72) ; Lajoinie, 11 211 (6,30) ; Waechter, 6 451 (3,62) ; Laguiller, 3 211 (1,80) ; Juquin, 3 010 (1,69) ; Boussel, 875 (0,49).

1972. – I., 179 375 ; V., 113 232 ; A., 36,87 % ; E., 99 912. – OUI, 67 369 (67,42 %) ; NON, 32 543 (32,57 %).

Auxerre

I., 21 998; V., 14 711; A., 33,12 %
B. et N., 491; E., 14 220.

OUI...... 7 748 (54,43 %-35,18 %)
NON...... 6 480 (45,56 %-29,45 %)

Sens

I., 14 793; V., 10 386; A., 29,79 %
B. et N., 378; E., 10 008.

NON...... 5 317 (53,12 %-35,94 %)
OUI...... 4 691 (46,87 %-31,71 %)

L'Yonne vote généralement comme la France. Cette fois, les Icaunais ont marqué leur différence et rejeté le traité de Maastricht à 54,65 %. Sur quarante-deux cantons, seuls les quatre d'Auxerre ont donné l'avantage au «oui», restant ainsi fidèles au maire et président du conseil régional, M. Jean-Pierre Soisson, chaud partisan de l'approbation du traité.

M. Henri de Raincourt (UDF-PR), sénateur et président du conseil général depuis mars dernier, qui soutenait activement la campagne de M. Philippe de Villiers, ne cachait pas sa satisfaction. Le résultat de ce scrutin est pour lui une victoire personnelle. En revanche, les électeurs de Tonnerre n'ont pas suivi leur maire, l'ancien garde des sceaux Henri Nallet, qui faisait campagne pour le «oui».

TERRITOIRE-DE-BELFORT

I., 85 552; V., 60 614; A., 29,14 %
B. et N., 2 259; E., 58 355.

NON...... 31 390 (53,79 %-36,69 %)
OUI...... 26 965 (46,20 %-31,51 %)

1988. – I., 84 928 ; V., 69 547 ; A., 18,11 % ; E., 67 921. – Mitterrand, 24 983 (36,78) ; Chirac, 11 749 (17,29) ; Le Pen, 11 390 (16,76) ; Barre, 9 437 (13,89) ; Waechter, 3 589 (5,28) ; Lajoinie, 3 047 (4,48) ; Laguiller, 1 966 (2,89) ; Juquin, 1 410 (2,07) ; Boussel, 350 (0,51).

1972. – I., 65 456 ; V., 38 865 ; A., 40,62 % ; E., 33 844. – OUI, 23 013 (68,40 %) ; NON, 10 631 (31,59 %).

Belfort

I., 27 983; V., 18 253; A., 34,77 %
B. et N., 660; E., 17 593.

NON...... 9 623 (54,69 %-34,38 %)
OUI...... 7 970 (45,30 %-28,48 %)

Avec 53,79 % de «non» dans l'ensemble du département et 54,69 % à *Belfort, ville dont il est le maire*, M. Jean-Pierre Chevènement (PS) enregistre sur ses terres un résultat favorable à ses thèses. M. Raymond Forni (PS), député, maire de Delle, chef de file du «oui», subit le contrecoup de cette tendance avec un «non» qui l'emporte à 54,87 % dans son propre fief municipal. Dans un contexte qui ne lui était pas favorable, il a toutefois réussi à hisser le «oui» au niveau départemental à 46,20 %.

هكذا من الأصل

RÉFÉREN[DUM] SUR L'UNION EUROPÉENNE

Très faible participation dans les DOM-TOM

Un « oui » aussi massif... que l'abstention

Dans les départements et territoires d'outre-mer, les taux d'abstention ont été particulièrement élevés, mais cela ne constitue pas une surprise car l'Europe a toujours été un sujet très éloigné des préoccupations des populations locales. Et quand les sujets de mécontentement locaux viennent s'ajouter à cette indifférence proportionnelle et à l'éloignement géographique, les conditions sont réunies pour que ce phénomène atteigne des sommets.

C'est ce qui s'est produit ce dimanche 20 septembre, en particulier dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, où les élus locaux ont recommandé aux électeurs de s'abstenir en signe de protestation contre l'attitude du gouvernement qu'ils jugent trop mou vis-à-vis des autorités canadiennes pour tout ce qui touche à la pêche dans cette zone. De même dans la collectivité territoriale de Mayotte où le principal parti, le Mouvement populaire mahorais, avait donné une consigne identique pour marquer sa désapprobation devant le refus de Paris de soumettre les ressortissants comoriens à un visa d'entrée.

La bonne participation enregistrée à *Wallis-et-Futuna s'explique* par des raisons analogues : dans ce territoire du Pacifique, les électeurs ont également suivi les recommandations de leurs élus, divisés sur l'attitude à observer à l'égard du gouvernement.

Partout ailleurs, l'abstention a été d'autant plus forte que les principales formations de gauche, à l'exception des socialistes, appelaient elles aussi à s'abstenir ou à voter blanc ou nul. Il en résulte donc, un peu artificiellement, une expression massive du « oui » qui atteignait au total, en moyenne, *avant le dépouillement des votes en Polynésie*, 68,90 % des suffrages exprimés, la palme revenant à Wallis-et-Futuna (76,54 %), Mayotte (76,41 %), la Réunion (74,29 %) et la Martinique (72,12 %).

Un seul territoire d'outre-mer s'est prononcé *majoritairement en faveur du « non »* : la Nouvelle-Calédonie où, paradoxalement, ce sont les électeurs d'origine européenne, concentrés dans l'agglomération de Nouméa, qui ont exprimé, à plus de 53 %, leurs craintes de l'Europe alors que dans les deux *autres provinces, à dominante canaque*, les électeurs se sont, au contraire, révélés plutôt partisans du traité de Maastricht.

A. R.

• DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE

L, 225 263; V., 37 454; A., 83,37 %
B. et N., 5 392; E., 32 062.

OUI...... 21 629 (67,45 %- 9,60 %)
NON...... 10 433 (32,54 %- 4,63 %)

1988. – I., 196 670 ; V., 82 346 ; A., 58,12 % ; E., 76 853. – Mitterrand, 42 283 (55,01) ; Chirac, 19 452 (25,31) ; Barre, 8 118 (10,56) ; Lajoinie, 4 197 (5,46) ; Le Pen, 1 292 (1,68) ; Laguiller, 602 (0,78) ; Waechter, 452 (0,58) ; Juquin, 317 (0,41) ; Boussel, 140 (0,18).

1972. – I., 141 930 ; V., 32 388 ; A., 77,18 % ; E., 30 462. – OUI, 29 034 (95,31 %) ; NON, 1 428 (4,68 %).

∴

Basse-Terre
L, 9 310; V., 1 764; A., 81,05 %
B. et N., 267; E., 1 497.
OUI...... 1 000 (66,80 %-18,74 %)
NON...... 497 (33,19 %- 5,33 %)

Les Abymes
L, 25 323; V., 5 623; A., 77,79 %
B. et N., 932; E., 4 691.
OUI...... 3 360 (71,62 %-13,26 %)
NON...... 1 331 (28,37 %- 5,25 %)

Baie-Mahault
L, 7 974; V., 1 555; A., 80,49 %
B. et N., 217; E., 1 338.
OUI...... 941 (70,32 %-11,80 %)
NON...... 397 (29,67 %- 4,97 %)

Capesterre-Belle-Eau
L, 10 301; V., 1 901; A., 81,54 %
B. et N., 438; E., 1 463.
OUI...... 1 000 (68,35 %- 9,70 %)
NON...... 463 (31,64 %- 4,49 %)

Le Gosier
L, 11 242; V., 2 015; A., 82,07 %
B. et N., 307; E., 1 708.
OUI...... 1 172 (68,61 %-10,42 %)
NON...... 536 (31,38 %- 4,76 %)

Lamentin
L, 7 092; V., 1 376; A., 80,59 %
B. et N., 146; E., 1 230.
OUI...... 996 (80,97 %-14,04 %)
NON...... 234 (19,02 %- 3,29 %)

Morne-à-l'Eau
L, 10 813; V., 1 390; A., 87,14 %
B. et N., 117; E., 1 273.
OUI...... 946 (74,31 %- 8,74 %)
NON...... 327 (25,68 %- 3,02 %)

Le Moule
L, 12 810; V., 1 569; A., 87,75 %
B. et N., 236; E., 1 333.
OUI...... 971 (72,84 %- 7,58 %)
NON...... 362 (27,15 %- 2,82 %)

Petit-Bourg
L, 9 313; V., 1 823; A., 80,42 %
B. et N., 221; E., 1 602.
OUI...... 1 254 (78,27 %-13,46 %)
NON...... 348 (21,72 %- 3,73 %)

Pointe-à-Pitre
L, 16 625; V., 3 004; A., 81,93 %
B. et N., 400; E., 2 604.
OUI...... 1 757 (67,47 %-10,56 %)
NON...... 847 (32,52 %- 5,09 %)

Saint-Claude
L, 6 345; V., 1 194; A., 81,18 %
B. et N., 106; E., 1 088.
OUI...... 751 (69,02 %-11,83 %)
NON...... 337 (30,97 %- 5,31 %)

Saint-Martin
L, 7 916; V., 1 485; A., 81,24 %
B. et N., 41; E., 1 444.
NON...... 1 041 (72,09 %-13,15 %)
OUI...... 403 (27,90 %- 5,09 %)

Sainte-Anne
L, 10 820; V., 1 452; A., 86,58 %
B. et N., 224; E., 1 228.
NON...... 616 (50,16 %- 5,69 %)
OUI...... 612 (49,83 %- 5,65 %)

Sainte-Rose
L, 8 352; V., 1 400; A., 83,23 %
B. et N., 201; E., 1 199.
OUI...... 922 (76,89 %-11,83 %)
NON...... 277 (23,10 %- 3,31 %)

∴

La large victoire du « oui » en Guadeloupe ne constitue pas une surprise et doit être mise en rapport avec le taux très élevé d'abstention. Les appels à voter « non » lancés par les indépendantistes et les communistes, ainsi que la timide campagne socialiste pour le « oui », n'ont pas eu d'effet sur un électorat qui se mobilise très peu pour les scrutins nationaux et qui se sent largement étranger aux enjeux européens. Cela avait conduit les anciens communistes regroupés au sein du Parti progressiste démocratique guadeloupéen, derrière M. Ernest Moutoussamy, député, et M. Henri Bangou, sénateur, à se déclarer prudemment pour l'abstention, tandis que les responsables du RPR avaient refusé de se prononcer publiquement.

MARTINIQUE

L, 227 014; V., 55 534; A., 75,53 %
B. et N., 12 962; E., 42 572.

OUI...... 30 707 (72,12 %-13,52 %)
NON...... 11 865 (27,87 %- 5,22 %)

1988. – I., 216 422 ; V., 124 719 ; A., 42,37 % ; E., 116 938. – Mitterrand, 68 846 (58,87) ; Chirac, 23 228 (19,86) ; Barre, 19 125 (16,35) ; Lajoinie, 2 319 (1,98) ; Le Pen, 1 365 (1,16) ; Laguiller, 826 (0,70) ; Waechter, 686 (0,58) ; Juquin, 350 (0,29) ; Boussel, 193 (0,16).

1972. – I., 161 789 ; V., 60 798 ; A., 62,42 % ; E., 54 041. – OUI, 50 601 (93,63 %) ; NON, 3 440 (6,36 %).

∴

Fort-de-France
L, 58 923; V., 14 474; A., 75,43 %
B. et N., 3 549; E., 10 925.
OUI...... 7 653 (70,05 %-12,98 %)
NON...... 3 272 (29,94 %- 5,55 %)

Ducos
L, 6 567; V., 1 770; A., 73,04 %
B. et N., 457; E., 1 313.
OUI...... 909 (69,23 %-13,84 %)
NON...... 404 (30,76 %- 6,15 %)

Le François
L, 11 511; V., 2 839; A., 75,33 %
B. et N., 752; E., 2 087.
OUI...... 1 455 (69,71 %-12,64 %)
NON...... 632 (30,28 %- 5,49 %)

Gros-Morne
L, 6 790; V., 1 660; A., 75,55 %
B. et N., 442; E., 1 218.
OUI...... 879 (72,16 %-12,94 %)
NON...... 339 (27,83 %- 4,99 %)

Le Lamentin
L, 14 408; V., 3 968; A., 72,45 %
B. et N., 887; E., 3 081.
OUI...... 1 633 (53,00 %-11,33 %)
NON...... 1 448 (46,99 %-10,04 %)

Rivière-Pilote
L, 8 398; V., 2 025; A., 75,88 %
B. et N., 1 601; E., 424.
OUI...... 253 (59,66 %- 3,01 %)
NON...... 171 (40,33 %- 2,03 %)

Le Robert
L, 10 993; V., 3 251; A., 70,42 %
B. et N., 798; E., 2 453.
OUI...... 1 670 (68,07 %-15,19 %)
NON...... 783 (31,92 %- 7,12 %)

Saint-Joseph
L, 7 448; V., 1 784; A., 76,04 %
B. et N., 369; E., 1 415.
OUI...... 971 (68,62 %-13,03 %)
NON...... 444 (31,37 %- 5,96 %)

Sainte-Marie
L, 13 636; V., 3 184; A., 76,65 %
B. et N., 608; E., 2 576.
OUI...... 2 193 (85,13 %-16,08 %)
NON...... 383 (14,86 %- 2,80 %)

Schoelcher
L, 9 190; V., 2 610; A., 71,59 %
B. et N., 276; E., 2 334.
OUI...... 1 757 (75,27 %-19,11 %)
NON...... 577 (24,72 %- 6,27 %)

La Trinité
L, 7 588; V., 1 789; A., 76,42 %
B. et N., 262; E., 1 527.
OUI...... 1 189 (77,86 %-15,66 %)
NON...... 338 (22,13 %- 4,45 %)

∴

Le score du « oui » revêt en Martinique une ampleur assez illusoire dans la mesure où il y a eu non seulement une forte abstention, mais aussi 12 923 bulletins blancs ou nuls (23,34 %) à la suite du mot d'ordre lancé par le Parti progressiste martiniquais qui réclamait que le *« peuple martiniquais »* soit *« consulté »* séparément *« sur son intégration ou son association à l'Europe ».*

GUYANE

L, 34 197; V., 6 371; A., 81,36 %
B. et N., 580; E., 5 791.

OUI...... 3 903 (67,39 %-11,41 %)
NON...... 1 888 (32,60 %- 5,52 %)

1988. – I., 30 216 ; V., 16 921 ; A., 43,99 % ; E., 16 356. – Mitterrand, 8 495 (51,93) ; Chirac, 4 998 (30,55) ; Barre, 1 498 (9,15) ; Le Pen, 771 (4,71) ; Waechter, 191 (1,16) ; Laguiller, 148 (0,90) ; Lajoinie, 112 (0,68) ; Juquin, 105 (0,64) ; Boussel, 38 (0,23).

1972. – I., 18 224 ; V., 4 897 ; A., 73,12 % ; E., 4 500. – OUI, 4 225 (93,88 %) ; NON, 275 (6,11 %).

∴

Cayenne
L, 13 334; V., 2 018; A., 84,86 %
B. et N., 214; E., 1 804.
OUI...... 1 245 (69,01 %- 9,33 %)
NON...... 559 (30,98 %- 4,19 %)

Kourou
L, 3 070; V., 967; A., 68,50 %
B. et N., 52; E., 915.
OUI...... 588 (64,26 %-19,15 %)
NON...... 327 (35,73 %-10,65 %)

Matoury
L, 3 021; V., 706; A., 76,63 %
B. et N., 69; E., 637.
OUI...... 442 (69,38 %-14,63 %)
NON...... 195 (30,61 %- 6,45 %)

Rémire-Montjoly
L, 3 633; V., 838; A., 76,93 %
B. et N., 71; E., 767.
OUI...... 567 (73,92 %-15,60 %)
NON...... 200 (26,07 %- 5,50 %)

Saint-Laurent-du-Maroni
L, 2 420; V., 396; A., 83,63 %
B. et N., 28; E., 368.
OUI...... 202 (54,89 %- 8,34 %)
NON...... 166 (45,10 %- 6,85 %)

∴

Les différents appels à l'abstention *ont été suivis, surtout dans les communes* dirigées par le Parti socialiste guyanais, qui *« exige la prise en compte des revendications guyanaises pour un nouveau statut politico-administratif ».* C'est à Maripasoula que la participation a été la plus faible (4,16 %). En revanche, les électeurs amérindiens de la commune de Trois-Sauts ont fait spectaculairement exception en allant voter à 95 %. Du coup, le « oui » prédomine dans les grandes communes, même à Saint-Laurent-du-Maroni, dont le maire, M. Léon Bertrand, député RPR, avait pourtant invité à voter « non » en se réclamant des options de M. Philippe Séguin.

LA RÉUNION

L, 333 625; V., 99 920; A., 70,05 %
B. et N., 16 373; E., 83 547.

OUI...... 62 072 (74,29 %-18,60 %)
NON...... 21 475 (25,70 %- 6,43 %)

1988. – I., 292 622 ; V., 215 473 ; A., 26,36 % ; E., 211 111. – Mitterrand, 107 976 (51,14) ; Barre, 51 733 (24,50) ; Chirac, 36 850 (17,45) ; Lajoinie, 5 363 (2,54) ; Le Pen, 3 740 (1,77) ; Laguiller, 1 826 (0,86) ; Waechter, 1 651 (0,78) ; Juquin, 1 299 (0,61) ; Boussel, 673 (0,31).

1972. – I., 156 845 ; V., 80 887 ; A., 48,55 % ; E., 78 083. – OUI, 69 371 (88,84 %) ; NON, 8 712 (11,15 %).

∴

Saint-Denis
L, 63 989; V., 21 746; A., 66,01 %
B. et N., 1 042; E., 20 704.
OUI...... 14 891 (71,92 %-23,27 %)
NON...... 5 813 (28,07 %- 9,08 %)

Le Port
L, 19 339; V., 2 181; A., 88,72 %
B. et N., 122; E., 2 059.
OUI...... 1 359 (66,00 %- 7,02 %)
NON...... 700 (33,99 %- 3,61 %)

La Possession
L, 8 607; V., 1 825; A., 78,79 %
B. et N., 113; E., 1 712.
OUI...... 1 163 (67,93 %-13,51 %)
NON...... 549 (32,06 %- 6,37 %)

Saint-André
L, 19 007; V., 4 952; A., 73,94 %
B. et N., 271; E., 4 681.
OUI...... 3 591 (76,71 %-18,89 %)
NON...... 1 090 (23,28 %- 5,73 %)

Saint-Benoît
L, 15 050; V., 4 493; A., 70,14 %
B. et N., 411; E., 4 082.
OUI...... 3 117 (76,35 %-20,71 %)
NON...... 965 (23,64 %- 6,41 %)

Saint-Joseph
L, 14 014; V., 4 139; A., 70,46 %
B. et N., 264; E., 3 875.
OUI...... 3 165 (81,67 %-22,58 %)
NON...... 710 (18,32 %- 5,06 %)

Saint-Leu
L, 12 447; V., 3 255; A., 73,84 %
B. et N., 245; E., 3 010.
OUI...... 2 257 (74,98 %-18,13 %)
NON...... 753 (25,01 %- 6,04 %)

Saint-Louis
L, 23 284; V., 2 563; A., 88,99 %
B. et N., 127; E., 2 436.
OUI...... 1 876 (77,01 %- 8,05 %)
NON...... 560 (22,98 %- 2,40 %)

Saint-Paul
L, 38 177; V., 9 058; A., 76,27 %
B. et N., 557; E., 8 501.
OUI...... 6 165 (72,52 %-16,14 %)
NON...... 2 336 (27,47 %- 6,11 %)

Saint-Pierre
L, 31 401; V., 6 923; A., 77,95 %
B. et N., 483; E., 6 440.
OUI...... 4 706 (73,07 %-14,98 %)
NON...... 1 734 (26,92 %- 5,52 %)

Sainte-Marie
L, 11 649; V., 2 543; A., 78,16 %
B. et N., 180; E., 2 363.
OUI...... 1 659 (70,20 %-14,24 %)
NON...... 704 (29,79 %- 6,04 %)

Sainte-Suzanne
L, 8 898; V., 857; A., 90,36 %
B. et N., 32; E., 825.
OUI...... 496 (60,12 %- 5,57 %)
NON...... 329 (39,87 %- 3,69 %)

Le Tampon
L, 27 365; V., 11 479; A., 58,05 %
B. et N., 762; E., 10 717.
OUI...... 8 319 (77,62 %-30,40 %)
NON...... 2 398 (22,37 %- 8,76 %)

∴

La participation a à peine dépassé le *quart des électeurs inscrits mais* cela n'est pas surprenant puisque les formations politiques locales n'avaient pas vraiment mené campagne. L'appel à l'abstention lancé par le Parti communiste réunionnais a été largement suivi dans les municipalités dirigées par les communistes locaux, indépendants du PCF. Le « non » – préconisé surtout par la CGT départementale – n'ayant pas fait recette, le « oui » de la Réunion à l'Union européenne apparaît néanmoins massif.

• TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE-CALÉDONIE

L, 92 619; V., 31 247; A., 66,26 %
B. et N., 1 498; E., 29 749.

NON...... 14 966 (50,30 %-16,15 %)
OUI...... 14 783 (49,69 %-15,96 %)

1988. – I., 88 223 ; V., 51 309 ; A., 41,84 % ; E., 50 805. – Chirac, 37 915 (74,62) ; Le Pen, 6 297 (12,39) ; Barre, 3 123 (6,14) ; Mitterrand, 2 532 (4,98) ; Waechter, 308 (0,60) ; Laguiller, 293 (0,57) ; Lajoinie, 168 (0,33) ; Juquin, 92 (0,18) ; Boussel, 79 (0,15).

1972. – I., 47 540 ; V., 23 269 ; A., 51,05 % ; E., 22 215. – OUI, 20 230 (91,06 %) ; NON, 1 985 (8,93 %).

∴

Nouméa
L, 33 004; V., 15 413; A., 53,29 %
B. et N., 685; E., 14 728.
NON...... 7 845 (53,26 %-23,76 %)
OUI...... 6 883 (46,73 %-20,85 %)

Dumbéa
L, 4 711; V., 2 078; A., 55,89 %
B. et N., 93; E., 1 985.
NON...... 1 086 (54,71 %-23,05 %)
OUI...... 899 (45,28 %-19,08 %)

Mont-Dore
L, 8 659; V., 4 025; A., 53,51 %
B. et N., 226; E., 3 799.
NON...... 2 022 (53,22 %-23,35 %)
OUI...... 1 777 (46,77 %-20,52 %)

∴

Si le « non » l'emporte à Nouméa, dans sa banlieue et dans l'ensemble de la province sud de la Nouvelle-Calédonie (53,23 %), fief de la communauté d'origine européenne, où le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, s'était rallié, à titre personnel, aux prises de position de MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin, le « oui » apparaît majoritaire, en revanche, dans les deux provinces où *la population est en majorité d'origine* mélanésienne et où le Front de libération national kanak socialiste (FLNKS), qui les contrôle politiquement, avait appelé ses militants à participer au scrutin sans donner de consigne de vote.

Dans la province des îles Loyauté, où l'abstention a été massive (91,15 %), le « oui » (811 voix contre 304) obtient 72,73 % des suffrages exprimés et il prédomine aussi dans la province nord (80,52 % d'abstention), où il recueille 61,99 % des suffrages (2 367 voix contre 1 451). C'est dans cette dernière province, toutefois, que l'abstention enregistre son record national au bureau de vote des très indépendantistes îles Belep où il n'y a eu... aucun votant.

WALLIS-ET-FUTUNA

L, 7 058; V., 3 839; A., 45,60 %
B. et N., 19; E., 3 820.

OUI...... 2 924 (76,54 %-41,42 %)
NON...... 896 (23,45 %-12,69 %)

1988. – I., 8 316 ; V., 6 020 ; A., 27,60 % ; E., 6 013. – Chirac, 3 143 (52,27) ; Barre, 2 364 (39,31) ; Mitterrand, 434 (7,21) ; Le Pen, 37 (0,61) ; Waechter, 12 (0,19) ; Laguiller, 10 (0,16) ; Boussel, 7 (0,11) ; Juquin, 4 (0,06) ; Lajoinie, 2 (0,03).

1972. – I., 3 780 ; V., 3 098 ; A., 18,04 % ; E., 3 074. – OUI, 2 705 (87,99 %) ; NON, 369 (12,00 %).

∴

La participation n'a pas été aussi importante qu'elle l'avait été aux élections territoriales du mois de mars (81,66 %), mais les électeurs qui se sont exprimés ont largement suivi les consignes de leur député radical de gauche, M. Kamilo Gata, et du nouveau président de l'assemblée locale, M. Soane Muni Uhila (sans étiquette), partisans d'un vote légitimiste de soutien au gouvernement central. Le sénateur RPR du territoire, M. Sosefo Makapé Papilio, qui avait appelé à voter « non », n'a guère été suivi.

POLYNÉSIE-FRANÇAISE

I., 106 724; V., 22 594; A., 78,82 %
B. et N., 1 463; E., 21 131.

OUI...... 14 879 (70,41 %-13,94 %)
NON...... 6 252 (29,58 %- 5,85 %)

1988. – I., 107 984 ; V., 60 585 ; A., 43,89 % ; E., 59 381. – Mitterrand, 26 051 (43,87) ; Chirac, 23 700 (39,91) ; Barre, 5 992 (10,09) ; Le Pen, 1 728 (2,91) ; Waechter, 555 (0,93) ; Lajoinie, 512 (0,86) ; Laguiller, 394 (0,66) ; Juquin, 304 (0,51) ; Boussel, 145 (0,24).

1972. – I., 45 064 ; V., 19 848 ; A., 55,95 % ; E., 18 961. – OUI, 14 346 (75,66 %) ; NON, 4 615 (24,33 %).

∴

Papeete
L, 13 479; V., 2 494; A., 81,49 %
B. et N., 311; E., 2 183.
OUI...... 1 631 (74,71 %-12,10 %)
NON...... 552 (25,28 %- 4,09 %)

Faaa
L, 11 147; V., 773; A., 93,06 %
B. et N., 44; E., 729.
OUI...... 528 (72,42 %- 4,73 %)
NON...... 201 (27,57 %- 1,80 %)

Mahina
L, 5 386; V., 1 923; A., 64,29 %
B. et N., 96; E., 1 827.
OUI...... 1 451 (79,41 %-26,94 %)
NON...... 376 (20,58 %- 6,98 %)

Pirae
L, 7 186; V., 994; A., 86,16 %
B. et N., 62; E., 932.
OUI...... 704 (75,53 %- 9,79 %)
NON...... 228 (24,46 %- 3,17 %)

Punaauia
L, 8 592; V., 2 347; A., 72,68 %
B. et N., 106; E., 2 241.
OUI...... 1 594 (71,12 %-18,55 %)
NON...... 647 (28,87 %- 7,53 %)

∴

La faiblesse de la participation constitue un désaveu pour les deux députés du territoire, MM. Alexandre Léontieff et Emile Vernaudon, qui se réclament de la majorité présidentielle et qui avaient opté pour le « oui », alors que le président du gouvernement du territoire, M. Gaston Flosse, ancien député RPR, et le chef indépendantiste du Front de libération de la Polynésie, M. Oscar Temaru, avaient recommandé, au contraire, l'abstention. Le « oui » l'emporte largement (70,41 %) mais cette « victoire » annonce des lendemains difficiles pour l'opposition locale.

• COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

I., 4 197; V., 482; A., 90,42 %
B. et N., 67; E., 335.

OUI...... 215 (64,17 %- 5,12 %)
NON...... 120 (35,82 %- 2,85 %)

1988. – I., 4 426 ; V., 2 480 ; A., 43,96 % ; E., 2 150. – Chirac, 752 (34,97) ; Mitterrand, 693 (32,23) ; Barre, 304 (14,13) ; Waechter, 181 (8,41) ; Le Pen, 106 (4,93) ; Laguiller, 60 (2,79) ; Juquin, 20 (0,93) ; Lajoinie, 20 (0,93) ; Boussel, 14 (0,65).

1972. – I., 3 420 ; V., 2 280 ; A., 33,33 % ; E., 2 192. – OUI, 2 079 (94,84 %) ; NON, 113 (5,15 %).

∴

Le maire de Saint-Pierre, M. Albert Pen, en rupture avec le groupe socialiste du Sénat, avait recommandé aux *électeurs de l'archipel de ne pas participer* à la consultation pour protester contre l'autorisation donnée aux pêcheurs canadiens de continuer à pêcher la coquille Saint-Jacques dans les eaux de la collectivité territoriale. Son appel a été massivement suivi et le score du « non » n'a qu'une valeur relative, bien que celui-ci soit nettement prédominant dans les suffrages exprimés.

MAYOTTE

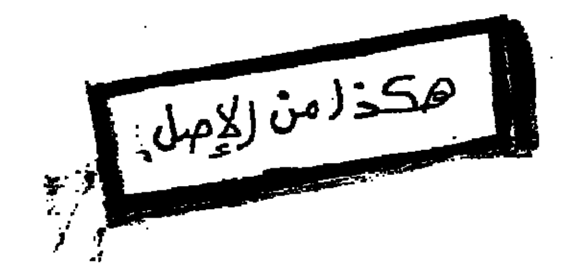
L, 28 246; V., 1 618; A., 94,27 %
B. et N., 83; E., 1 535.

OUI...... 1 173 (76,41 %- 4,15 %)
NON...... 362 (23,58 %- 1,28 %)

1988. – I., 22 254 ; V., 15 365 ; A., 30,95 % ; E., 15 222. – Barre, 8 352 (54,86) ; Chirac, 5 615 (36,88) ; Mitterrand, 610 (4,00) ; Le Pen, 196 (1,28) ; Lajoinie, 190 (1,24) ; Juquin, 89 (0,58) ; Laguiller, 79 (0,51) ; Boussel, 54 (0,35) ; Waechter, 37 (0,24).

∴

L'appel à l'abstention lancé par le Mouvement populaire mahorais (MPM), qui contrôle le conseil général de cette collectivité de l'océan Indien, a été massivement suivi. Le score du « oui », recommandé par le député UDF-CDS, M. Henry Jean-Baptiste, ne revêt donc qu'un intérêt anecdotique.



Grande-Bretag

Allemagn

Les réactions à l'étranger après le « oui » français à Maastricht

Œuvre utile

par Jean-Pierre Langellier

«Votez «oui», mais pas trop!», avait conseillé avec humour un journal britannique aux électeurs français. Ils ont entendu l'appel au-delà de toute espérance. Leur «oui» ne fut ni *«allègre»* ni *«communicatif»* – hélas! pour M. Jack Lang, – mais seulement parcimonieux. Comme le constatait, dimanche soir, le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, les partisans du traité d'Union européenne *«n'ont pas de quoi pavoiser»*.

Mais en politique seul l'échec est haïssable. Et, qu'on pavoise ou non, le «oui» a remporté une victoire, fût-ce à la Pyrrhus. C'est d'abord une victoire de la France sur elle-même. A l'instant de vérité, elle a fait passer l'Europe avant ses tourments. Hésitant à poursuivre l'aventure à Douze au même rythme, tentée sinon par un repli du moins par un répit, elle ne s'est finalement pas abandonnée à ses *«anciens parapets»*.

A-t-elle pressenti, au terme du grand débat national qu'elle venait de vivre, qu'un «non» frileux, buté, «provincial», eût tenu du caprice et frôlé la trahison de l'œuvre commune entreprise de longue date? Que succomber à l'isolement l'aurait privée pour longtemps de son rang dans le monde? Pour continuer à donner de la voix et à peser sur le destin de l'Europe, elle se devait de ne pas faire obstacle au mouvement qui, depuis quarante ans, porte les pays du Vieux Continent à s'associer toujours plus étroitement.

Mieux expliquer

A l'heure de son premier vrai rendez-vous démocratique avec l'Europe, la France a fait prévaloir la raison sur ses vertiges. Son choix a une grande force symbolique. Il redonne toutes ses chances à l'union de l'Europe, idée française par excellence. Le grand projet de Jean Monnet et Robert Schuman, patiemment mis en œuvre par plusieurs générations, peut poursuivre son destin. Il en sera ainsi tant que le couple franco-allemand, principal dépositaire de l'héritage des pères fondateurs et cheville ouvrière de l'Europe, ne sera pas saisi par le doute.

Il n'empêche. En ce lendemain de référendum, modestement victorieux, la plupart des dirigeants européens s'accordent à juger que *«rien ne sera plus comme avant»*. Le succès du «oui» français est trop étroit pour – à lui seul – redonner à l'Europe de Maastricht ce surcroît de légitimité dont elle était en quête. De toutes les capitales provenait dimanche soir un leitmotiv que M. Jacques Delors avait résumé récemment en une simple formule : *«L'Europe sera démocratique ou ne sera pas.»*

En Allemagne, par exemple, M. Helmut Kohl affirme que l'Europe de Maastricht devra *«être proche des citoyens»*; M. Waigel estime nécessaire *«de mieux la vendre»*, de *«dire pourquoi elle est une entreprise rentable»*; et le chef de l'opposition social-démocrate, M. Björn Engholm, voit dans le vote français un *«signal d'alarme»*. Le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, souligne qu'il faut *«mieux expliquer l'Europe»*, et M Delors assure que son *«devoir»* sera de tenir compte des *«angoisses»* de ceux qui ont voté «non».

Après le «non» danois et le modeste «oui» français, les Douze semblent avoir enfin pris conscience que c'en était fini de l'Europe en catimini. A chaque nouvelle étape, la Communauté devra désormais s'assurer que ses objectifs sont compris du plus grand nombre. Il ne sera plus possible de prendre les opinions de court par une démarche volontariste, ou de les priver d'un débat dont les Français ont donné envie à tous. Transparence et participation seront, dans l'après-Maastricht, les deux atouts de l'«Europe démocratique». Si cette heureuse évolution se confirmait, le référendum français aura fait œuvre utile en contribuant à purger l'Europe de ses arrogances.

Le résultat très serré du référendum français n'a pas suscité en Europe des vagues déferlantes d'enthousiasme, même si les partenaires de la France ont manifesté leur évidente satisfaction et leur soulagement de voir le traité de Maastricht sorti, pour l'heure, de l'ornière. *«La France sauve l'Europe par les cheveux»*, titrait, lundi matin, le quotidien madrilène *Diario 16*, tandis que la classe politique unanime saluait le verdict français, rapporte notre correspondant à Madrid, Michel Bole-Richard. En Irlande, toutes les formations politiques principales ont exprimé leur approbation parlant même *«du courage et de la confiance des Français»*, souligne notre correspondant à Dublin, Joe Mulholland.

Le vote français a donc bien été salué comme il convenait, mais il a été souvent assorti d'une invitation, plus ou moins appuyée, à rectifier le tir européen pour prendre en compte la manifestation d'un euroscepticisme évident qui s'est cristallisé sur le traité de Maastricht. Le président du Parlement européen, M. Egon Klepsch, s'est certes réjoui de ce résultat, qui renforce sa conviction qu'il faut aller de l'avant, mais il a mis en garde contre les effets pervers d'une *«Europe bureaucratique et centralisée»*.

Le patronat suisse (Vorort) a également estimé que la faible majorité recueillie par le «oui» en France était *«un avertissement clair aux architectes de Bruxelles pour qu'ils ne précipitent pas la construction de l'Europe par des décisions centralisatrices et peu transparentes»*. En Grèce, signale notre correspondant à Athènes, Didier Kunz, si le leader de l'opposition socialiste, M. Andréas Papandréou, a *«salué la fin heureuse»* du référendum, il n'en a pas moins estimé qu'une *«révision de Maastricht»* était indispensable pour mieux prendre en compte, notamment, la dimension sociale de l'Europe.

Le ministre des finances des Pays-Bas, M. Wim Kok, souligne notre correspondant à La Haye, Christian Chartier, a applaudi la décision française, mais sans cacher son inquiétude quant à l'avenir du traité, qui, a-t-il dit, *«manque d'une base solide : il n'est pas renégociable mais il faudra bien réfléchir à la marche à suivre pour l'appliquer, car on ne peut pas continuer de cette façon»*.

Les pays européens candidats à l'adhésion à la CEE se sont, quant à eux, félicités de l'issue du référendum français, à l'instar de la Finlande, qui a estimé, par la bouche de son ministre du commerce extérieur, M. Pertti Salolainen, que *«la Finlande n'a désormais aucune raison de modifier son calendrier pour des pourparlers en vue de son intégration»*. La Norvège prévoit toujours de présenter sa candidature, a expliqué le premier ministre norvégien, M. Gro Harlem Brundtland.

Le «oui» français a été accueilli également avec soulagement en Autriche. Le président de la République, M. Thomas Klestil, a parlé d'une *«décision heureuse»* et a exprimé l'espoir qu'elle permettra d'entamer en 1993 les négociations entre Vienne et Bruxelles. Le gouvernement autrichien a toutefois déjà pris la précaution de lancer une campagne d'information – qui reste d'ailleurs très controversée – pour préparer la population au référendum qui aura lieu avant l'adhésion de l'Autriche à la CEE, probablement en 1995 ou 1996, rapporte notre correspondante à Vienne, Waltraud Baryli.

La victoire du «oui» permet *«à la candidature de la Suède à la CEE d'avancer d'un pas»*, a également conclu, dimanche soir à Stockholm, le directeur général de la Confédération du patronat suédois (SAF), M. Goeran Thunhammar. Le président de la Suisse, M. René Felber, a exprimé le même espoir pour son pays. En revanche, du côté de la Pologne, également candidate à l'intégration, mais dans une perspective plus lointaine, la frilosité française *«ne constitue pas une très bonne nouvelle»*. C'est ce qu'a expliqué M. Henryk Goryszewski, vice-premier ministre chargé de l'économie, qui est personnellement *«opposé à l'intégration politique»* de l'Europe, contrairement au premier ministre, Mme Hanna Suchocka.

Enfin, les Etats-Unis ont affirmé qu'ils *«soutiennent l'intégration européenne»*, mais laissent à leurs partenaires européens le soin d'en définir la forme. C'est la prudente déclaration faite, dimanche, par le président George Bush, qui s'est prononcé en faveur d'un système économique international *«adapté aux besoins de l'après-guerre froide»*.

Grande-Bretagne : un cadeau empoisonné pour M. Major

LONDRES

de notre correspondant

De nouveau, l'hypothèque française techniquement levée, l'attention de l'Europe se tourne vers la Grande-Bretagne. A un double titre : la ratification future du traité de Maastricht par la Chambre des communes ne sera pas une simple formalité, et Londres, qui détient la présidence de la Communauté, se doit de prendre des initiatives pour relancer l'élan du processus européen, cassé par le «non» danois.

Les Britanniques se seraient bien passés de recevoir des Français cette responsabilité de faire vivre ou d'enterrer l'avenir de la construction européenne. Nulle liesse n'a accueilli l'annonce du «oui» timidement exprimé par la France. Maastricht soulève, en Grande-Bretagne, bien plus de tensions qu'il ne règle de problèmes. Alors, si d'aventure les Français avaient dit «non», le drame, au bout du compte, n'aurait pas été si grand.

Le traité aurait été «mort», comme l'avait préalablement constaté M. Major, et il est probable que, passés quelques regrets de circonstance, c'est un sentiment de soulagement qui aurait prévalu dans les états-majors des partis conservateur et travailliste, ainsi qu'au 10, Downing Street. Une victoire du «non» n'aurait bien sûr pas présenté que des avantages : elle aurait fait resurgir le risque de voir se forger une alliance franco-allemande à vocation dominatrice, entérinant une Europe «à deux vitesses» où la Grande-Bretagne, tant en raison de la faiblesse de son économie et de sa monnaie que de la tiédeur de ses convictions «intégrationnistes», aurait été reléguée dans le peloton de queue.

Mais comme ce scénario était très abstrait, les discours étaient déjà prêts pour tirer les conclusions d'une victoire du «non». La présidence britannique avait établi depuis longtemps l'agenda des tâches qui attendent, avec ou sans Maastricht, la Communauté européenne (l'élargissement de la CEE, la mise en place du marché unique, etc.). A Londres, sous la pression des sondages pessimistes, on imaginait déjà M. Major reprendre le flambeau de l'«esprit européen», rassembler les morceaux épars de la construction européenne démantelée par le pays qui a toujours prétendu en être l'architecte, la France. Au lieu de cette «divine surprise» secrètement espérée par certains, la victoire du «oui» ressemble fort à un cadeau empoisonné.

Cet acquiescement à peine audible venu d'outre-Manche est peut-être la pire des réponses, puisqu'il ne tranche pas clairement entre la position du gouvernement – officiellement europhile – de M. Major et celle du camp des «eurosceptiques» emmenés par Mme Thatcher. Pis : il accorde presque une «victoire morale» aux seconds tout en poussant le premier à aller de l'avant. C'est donc un «oui» de la discorde, qui va creuser un peu plus les divisions que l'Europe a fait naître au sein des partis conservateur et travailliste, et jusque dans les rangs du gouvernement. Il rappelle ainsi cette guerre fratricide qui avait eu lieu il y a deux ans au sein de la formation tory et qui avait abouti à un «putsch» en douceur pour écarter Mme Thatcher.

Mesurant sans doute la somme des difficultés qu'engendre pour lui cette victoire, c'est avec une mine contractée que M. John Major a félicité le président Mitterrand, qui n'avait d'égale que la satisfaction triste affichée par le chef de file de l'opposition et du Parti travailliste, M. John Smith. Certes, l'approbation française conforte la cohérence de la politique proeuropéenne du premier ministre.

Une victoire des eurosceptiques

Elle atténue un peu les plaies récemment infligées à la crédibilité de sa stratégie économique par la toute récente tempête monétaire, l'humiliation subie par la sortie non souhaitée de la livre sterling du mécanisme de change du système monétaire européen (SME), et sa dévaluation de fait. Mais le baume n'a que l'épaisseur de l'avantage remporté, en France, par le «oui».

M. Major sait à quoi il doit s'attendre : la veille du scrutin français, Mme Thatcher avait clairement affiché sa position : *«Il est grand temps d'effectuer un revirement complet de politique à propos de Maastricht, comme celui qui a été fait s'agissant du mécanisme de change européen.»* La dévaluation de la livre est une défaite économique pour la Grande-Bretagne, mais une victoire politique pour le camp des «eurosceptiques».

Tout ceci n'a fait que fortifier la méfiance instinctive des Britanniques envers une plus grande intégration européenne, ressentie comme une atteinte à leur souveraineté. Un sondage, effectué il y a quelques jours par l'institut MORI, indique que si un référendum était organisé en Grande-Bretagne, 47 % des Britanniques se prononceraient en faveur du «non», contre 24 % pour le «oui» (avec 29 % d'abstentions). Il va être, d'autre part, de plus en plus difficile à M. Major de continuer à s'opposer à l'organisation d'une consultation populaire, souhaitée, selon l'institut Gallup, par 81 % des Britanniques.

Le premier ministre va donc s'efforcer de laisser retomber le plus longtemps possible les passions européennes : ce n'est pas avant l'année prochaine que le texte de ratification reviendra devant les Communes. D'ici là, on espère bien, à Londres, qu'un second référendum danois aura eu lieu. Une confirmation du «non» présenterait bien des avantages, évitant ainsi aux Britanniques d'avoir à se prononcer. Le problème est que l'on pense manifestement la même chose à Copenhague, ce qui signifie qu'une course de lenteur est engagée entre les deux pays. Une chose est sûre : le «oui» l'a emporté en France, les ennuis de M. Major commencent...

LAURENT ZECCHINI

Allemagne : le regard tourné vers Londres

BONN

de notre correspondant

Le résultat serré du référendum français sur le traité de Maastricht a été accueilli, dimanche soir 20 septembre, dans les milieux officiels allemands avec un optimisme de commande, qui traduit surtout le soulagement de ne pas se retrouver en Europe devant un vide politique dangereux. Un «non» français aurait constitué un sérieux revers pour le chancelier Kohl, qui n'a jamais cessé de réaffirmer la nécessité de mener de pair les unifications européenne et allemande. Avant de se poser trop de questions sur l'art et la manière, l'important pour Bonn était que la France ratifie. On s'y refuse à faire la fine bouche. *«Une majorité est une majorité»*, souligne le responsable des questions de sécurité du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Karl Lammers. *«C'est une décision importante pour l'Europe»*, a renchéri l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher.

Tous les yeux sont maintenant dirigés vers la Grande-Bretagne, qui s'est signalée ces derniers jours par de vives critiques contre la politique allemande de taux d'intérêts élevés. Les premières réactions officielles soulignent que le vote français doit avoir valeur d'entraînement. Ce résultat va donner *une «nouvelle impulsion»* au processus d'unification européenne, assure le chancelier Helmut Kohl, l'œil tourné vers Londres

Un refus des Français de ratifier Maastricht aurait signifié la mort du traité. Un «non» anglais, estimaient dimanche soir certains responsables allemands, relancerait l'idée d'une Communauté à deux vitesses. Aussi bien dans le camp gouvernemental que dans le parti social-démocrate, on sort du débat qui vient d'avoir lieu en France renforcé dans le sentiment qu'il est plus urgent que jamais de rapprocher l'Europe de ses citoyens et de clarifier les différents niveaux de pouvoir. Lors de la négociation des accords de Maastricht, les Allemands avaient beaucoup reproché aux Français de s'être montrés très réticents sur la consolidation de l'Europe politique. Les commentaires faits en France au soir du référendum semblent traduire une prise de conscience nouvelle jugée ici positive. Le processus de ratification du traité commencera en Allemagne le 7 octobre. Le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, a réaffirmé dimanche soir que le traité ne devait pas échouer à cause de l'Allemagne, car il est une barrière contre *«le bacille du nationalisme»*. La quasi-certitude que le Parlement ratifiera le traité d'ici à décembre n'évitera cependant pas à l'Allemagne un débat qui s'annonce aussi émotionnel qu'en France.

Les sondages montrent que les Allemands ont, eux aussi, des sentiments très mêlés à l'égard de l'Europe. Selon le baromètre politique du groupe de recherches électorales de Mannheim, publié vendredi 17 septembre, 46 % des Allemands voteraient aujourd'hui pour Maastricht et 41 % contre. Pourtant, 34 % ne voient que des inconvénients dans la Communauté européenne et 46 % y voient autant d'inconvénients que d'avantages. Enfin, 70 % sont contre l'abandon du deutschemark pour l'écu européen.

Les adversaires du traité, qui se recrutent sur tout l'échiquier politique, mobilisent. Ils réclament, à l'exemple de la France, un référendum qui n'est pas prévu par la Constitution. Ils jouent pêle-mêle de la peur de l'abandon du deutschemark, de la crainte du Moloch administratif de Bruxelles, de la critique du déficit démocratique de l'Union politique européenne.

Exploitée par l'extrême droite, cette coalition des mécontents se nourrit en profondeur des problèmes d'identité que connaît l'Allemagne depuis la réunification. *«Après l'effondrement des blocs*, avertit M. Gert Walther, conseiller du président du SPD, *il faut redonner à nos sociétés une raison d'être. (...) Il faut le faire avant qu'elles n'éclatent. Il est essentiel pour les Allemands de trouver dans l'Europe une réponse à ce problème d'identité.»*

HENRI DE BRESSON

Le bon choix de M. Helmut Kohl

Le week-end aura été fort contrasté pour le chancelier allemand, bombardé d'œufs à Suhl, dans l'ex-RDA, où une foule hostile manifestait sa frustration devant la dure réalité d'une unification dont elle attendait monts et merveilles, M. Helmut Kohl a appris avec un soulagement certain la victoire, étroite, mais indiscutable du «oui» français à Maastricht.

Un résultat inverse n'aurait vraiment pas arrangé les affaires d'un chancelier en butte aux attaques les plus vives depuis sa marche triomphale vers l'unification du pays. La poursuite du processus d'unification européenne, pour lequel il s'est engagé au moins aussi intensément que M. François Mitterrand, lui permet de tenir mieux les rênes d'un pays qui a de plus en plus tendance à ne voir midi qu'à sa porte.

Montrée du doigt à Londres, à Rome et à Washington comme la principale responsable du désordre monétaire intervenu ces derniers jours, soupçonnée d'être à la merci de *«vieux démons»* et de la fièvre xénophobe, la République fédérale est partagée entre la fierté malsaine de posséder une monnaie dominatrice et l'inquiétude devant cette levée de boucliers quasi unanime de ses partenaires. Dans ce contexte, M. Helmut Kohl ne peut que se féliciter d'avoir apporté sa contribution à la défense du «oui» lors de l'intervention télévisée de François Mitterrand : une abstention aurait pu être, à la lumière des événements monétaires ultérieurs, interprétée comme un signe supplémentaire du repli allemand sur sa monnaie et ses problèmes.

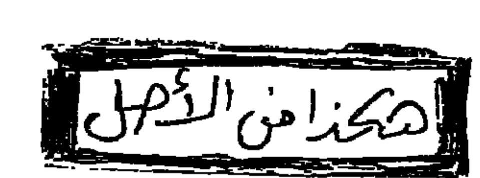
«Un service inestimable»

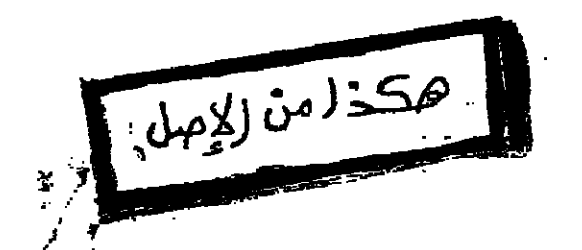
En Allemagne, l'accélération de la construction européenne dessine en filigrane une recomposition politique : elle traverse une coalition gouvernementale où les intégristes du deutschemark, représentés essentiellement par la CSU bavaroise et la Bundesbank, s'opposent aux tenants de la monnaie européenne, représentés au sein de la CDU, du FDP et du SPD. Le leader social-démocrate, M. Björn Engholm a estimé que la France avait rendu *«un service inestimable à l'Europe»*, montrant dans ce domaine une convergence de vue avec M. Helmut Kohl qui laisse grande ouverte la porte aux arrangements politiques ultérieurs.

Pour le chancelier, l'unification allemande et l'unification européenne ont toujours été *«les deux faces d'une même médaille»*. Il s'est attaché jusque là à polir, avec plus ou moins de bonheur, le côté allemand de celle-ci, en demandant à ses partenaires de patienter pour l'autre face. Qu'il n'ait pas de souci à se faire pour la ratification parlementaire du traité en Allemagne ne le dispense pas d'être sensible aux divers messages qui lui parviennent des pays voisins.

Le débat français a montré, parfois bien maladroitement, qu'une certaine arrogance allemande «énervait» même les Européens aux convictions les mieux ancrées. Expliquer à ses concitoyens que l'Europe maastrichtienne n'est pas le simple décalque d'une Allemagne satisfaite d'elle-même sera le défi majeur d'un chancelier plus que jamais contesté à la veille du dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

LUC ROSENZWEIG





LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

Les déclarations parmi les Douze

Soulagement et gratitude...

□ **M. HELMUT KOHL : « un nouvel élan pour l'Europe ».** – Selon le chancelier allemand, le « oui » français va donner *« un nouvel élan pour l'Europe ». « Nous sommes devant des défis que nous ne pouvons assumer avec la seule politique nationale. Il n'y a pas d'alternative à une politique commune européenne »*, a-t-il ajouté. Mais M. Kohl a affirmé que le prochain conseil extraordinaire de la CEE devrait s'employer *« à éliminer les peurs à l'égard d'une bureaucratie trop puissante »* à Bruxelles et *« corriger les sources d'erreurs »*. M. Kohl a également demandé que la CEE s'élargisse rapidement aux pays de l'AELE qui en ont fait la demande.

□ **M. JOHN MAJOR : « clarifier ».** – Le premier ministre britannique a annoncé, dimanche soir, qu'il convoquait un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze au début du mois d'octobre. Ce sommet devrait, selon M. Major, dont le pays assume actuellement la présidence semestrielle de la CEE, étudier les moyens de faire avancer l'Europe *« de manière à avoir le soutien des peuples »*. Il a également indiqué qu'il fallait maintenant *« clarifier »* les intentions du Danemark et parler des problèmes monétaires et du système monétaire européen. Le processus de ratification en Grande-Bretagne *« attendra les clarifications danoises et les résultats de ce sommet »*, a-t-il précisé.

□ **M. RUUD LUBBERS : « s'investir dans des dossiers pratiques ».** – Tout en se disant *« soulagé »* par le résultat du référendum – qui ne l'a *« pas surpris »*, – le chef du gouvernement néerlandais a souligné qu'*« il était juste que le traité de Maastricht n'ait pas été trop ambitieux »*. M. Ruud Lubbers a estimé que *« l'Europe devrait s'investir dans des dossiers pratiques, tels l'approfondissement du marché unique, la lutte contre la criminalité ou la politique d'immigration »*.

□ **M. GIULIANO AMATO : « un soupir de soulagement ».** – *« Si les électeurs français n'avaient pas voté « oui », quarante années de travail auraient sans doute été réduites à néant, ce qui aurait provoqué des dégâts irréparables »*, a déclaré le président du conseil italien. Ce vote, a-t-il ajouté, a été *« un soupir de soulagement (...). Il nous faut maintenant d'autres aspects de la coopération européenne : le social, la cohésion économique, la politique de sécurité et de défense commune. Nous pouvons faire tout cela, maintenant que les Français ont voté oui »*.

□ **M. FELIPE GONZALEZ : « une bonne nouvelle ».** – *« Satisfait »* du résultat du référendum, le chef du gouvernement espagnol a affirmé que la France *« qui est un élément fondamental dans le projet d'intégration européenne »* a apporté *« une impulsion au processus de construction de l'Union »*. Les Français, a-t-il dit, *« ont choisi un chemin correct »* qui *« écarte des incertitudes »* et favorise *« une plus grande stabilité économique et monétaire »*.

□ **M. JEAN-LUC DEHAENE : « mieux expliquer ».** – Le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, a déclaré que le débat en France sur Maastricht a *« souligné la nécessité de mieux expliquer le contenu du traité à la population »*. Il a ajouté que *« de nouveaux efforts doivent être consacrés à résorber le déficit démocratique dans le processus d'unification européenne »*.

□ **M. GEORGE WOHSARLT : « réfléchir posément ».** – Le secrétaire d'Etat luxembourgeois aux affaires étrangères s'est dit *« soulagé »* à l'annonce de la victoire du « oui » en France et espère que ce résultat *« apportera une certaine accalmie dans le système monétaire européen et nous aidera à réfléchir posément sur l'Union économique et monétaire »*.

□ **M. MARIO SOARES : « très content ».** – Le président portugais a estimé que la courte victoire du « oui » prouve qu'*« il reste à expliquer l'Europe ». « Nous sommes très contents du résultat*, a-t-il ajouté, *mais cela prouve qu'il y a encore beaucoup de confusion chez les gens. »* Le chef du gouvernement, M. Anibal Cavaco Silva, lui aussi satisfait, a estimé que l'issue de la consultation démontrait que la France demeurait *« un pilier de la construction européenne, ce qui est pour nous très important »*.

□ **M. POUL SCHLÜTER : « des éléments du traité sont inacceptables ».** – Le premier ministre conservateur danois s'est déclaré satisfait par la *« petite victoire »* du « oui » en France. Il a estimé *« intéressant d'observer la forte proportion des opposants à l'Union européenne dans un pays qui a été à la pointe de la construction de l'Europe »*. Ce résultat montre, à ses yeux, que *« certains éléments du traité sont inacceptables pour les citoyens français et danois, et dans d'autres pays »*. Pour M. Schlüter, *« le traité de Maastricht n'entrera jamais en vigueur le 1er janvier 1993, sans la participation danoise. Il le sera à une date ultérieure, lorque le problème danois sera résolu »*.

□ **M. ALBERT REYNOLDS : « un soutien à l'idéal européen ».** – Pour le premier ministre irlandais, l'issue du scrutin français est une *« nouvelle preuve de soutien à l'idéal européen existant au sein des peuples d'Europe. La France a été à l'avant-garde de la construction d'une Europe intégrée. Le résultat positif enregistré aujourd'hui au référendum est par conséquent pour nous un grand motif de satisfaction »*.

□ **M. CONSTANTIN MITSOTAKIS : « chaleureux remerciements ».** – Le premier ministre conservateur grec, M. Constantin Mitsotakis, a estimé que le vote francais *« avait levé le dernier obstacle sur la voie de l'unité européenne »*. Il a, de plus, exprimé aux Français *« les chaleureux remerciements du peuple grec »*.

A Bruxelles

Les eurocrates ne pavoisent pas

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Comme tous les soirs à 19 heures, un employé à l'accent italien baissait les drapeaux de chacun des Douze, alors que les journalistes affluaient dans la salle de presse de l'état-major de l'« eurocratie ». La soirée la plus longue de l'histoire communautaire commençait avant que les différentes couleurs nationales soient hissées de nouveau sur les mâts, le lendemain à 7 heures.

Finalement, les cœurs ne sont pas en berne mais personne ne pavoise. C'est dans un silence profond qu'a été accueillie à 20 heures l'annonce des premières prévisions. Dès 20 h 15, le socialiste belge Karel Van Miert prit le risque d'être le premier commissaire européen à s'exprimer à la tribune, en l'absence de M. Jacques Delors, à l'œuvre à Paris. Ce fut pour faire un examen de conscience, plutôt que pour crier victoire.

« Ce résultat est très serré. Parmi ceux qui ont voté « non », il y a des gens que nous pouvons encore convaincre (...). Nous ne pouvons pas dire que nous continuerons comme avant. Il convient d'analyser les raisons multiples et contradictoires pour lesquelles beaucoup ont voté contre le traité. Il y en a qui estiment avoir été touchés dans l'exercice de leur profession. Je pense aux agriculteurs et aux routiers, soumis à la concurrence. »

Une heure plus tard, c'est au tour du libéral allemand Martin Bangemann, en charge de la politique de la concurrence et des institutions financières, de parler devant les dizaines de caméras de télévision, pour lesquelles sa corpulence et sa truculence sont une aubaine. Il commence par déclarer qu'il ne parlera pas dans sa langue, mais en anglais, pour être compris de tous. Déjà, M. Van Miert s'était surtout exprimé dans la langue de M. Major. Embêtant pour les preneurs de son et révélateur du recul de la francophonie communautaire, quoi qu'on en dise. *« Ce sont quand même les Français qui ont voté ce soir ! »* lance une journaliste. Du coup, M. Bangemann consent à saluer le « oui » de l'Hexagone dans la langue idoine et lève un verre de rouge en déclarant : *« Je bois du vin français. »* Rires, les seuls de la soirée.

Les fonctionnaires européens ont pu mesurer pendant leurs vacances leur impopularité auprès de certains de leurs concitoyens. Ils en conçoivent de l'amertume et un besoin de s'expliquer. Il y a du travail en perpective pour lundi. Un énième conseil des ministres de l'agriculture débutera l'après-midi dans un immeuble voisin.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Italie : « Si nous n'avions pas franchi cet obstacle... »

ROME

de notre correspondante

« J'accueille ce vote avec grand plaisir et je pousse un soupir de soulagement ! Il reste encore beaucoup d'obstacles à surmonter mais si nous n'avions pas franchi celui-là, c'est quarante ans de travail qui seraient partis en miettes et les dommages auraient été irréparables. L'Europe est une grande chance pour l'Italie même avec tous ses défauts et ses faiblesses. » Il est un peu plus de 20 heures, dimanche 20 septembre à Rome, et le journal de la première chaîne, le « TG Uno », a annoncé depuis un bon quart d'heure les premières estimations qui donnent une faible majorité au « oui » français à Maastricht : à l'instar de son président du conseil, M. Giuliano Amato, engagé dans une tentative désespérée pour redonner confiance et crédibilité à son pays, l'Italie, le *« mauvais élève »* de la Communauté, mais aussi un de ses plus fervents défenseurs, respire à son tour. Doublement.

« La victoire du « oui » à Paris préserve le futur de l'Europe et donc celui de notre pays, qui s'est senti indissolublement lié au sort de l'Europe. Nous devons remercier la France, qui a su, même avec une courte majorité, repousser le fantasme de la « grandeur » et de l'isolationnisme contraire aux exigences de l'avenir », résume, de son côté, le président du Sénat, M. Giovanni Spadolini. L'Italie bénéficie d'un sursis, mais tout reste à faire. Après une semaine de tempête monétaire sur la lire, le gouvernement, qui vient de décider – depuis Washington où se tient la réunion des ministres des finances de la CEE, – que la monnaie nationale ne réintégrerait pas mardi, comme prévu précédemment, le SME, compte à présent sur l'effet *« stabilisateur »* du référendum français.

Dynamique nouvelle

Comme il compte aussi, dès lundi, où les décrets-lois si contestés sur la retraite et la santé devaient être présentés à la Chambre, sur la dynamique nouvelle donnée aux accords de Maastricht pour inciter le pays à accepter, au nom de l'Europe sauvée, de justesse mais sauvée, l'amère potion de l'austérité : *« Si, ces jours-ci, nous n'avions pas adopté ce train de mesures qui seront très sévères pour certains, je ne sais pas si nous aurions pu prétendre nous insérer dans l'Europe »*, a encore déclaré, dimanche soir, M. Amato, concluant : *« Nous avons trois ans pour changer. Il nous faut penser à nos enfants plus qu'à nous. »*

Mais après le soulagement, l'inquiétude, ou du moins une certaine perplexité sur la fragilité du vote français et les difficultés qui ne manqueront pas d'en découler. Si le *Corriere della Sera* et la plupart des autres grands journaux retiennent essentiellement que *« l'Europe est sauvée » – « la France dit « oui » d'un souffle »*, constate en première page le quotidien *la Stampa*, – dans *Il Manifesto* (gauche communiste), qui titre, lui « Un demi « oui », l'éditorial de Valentino Parlato pose une question bien embarrassante : *« Au point où nous en sommes*, écrit-il, *entre le « oui » et le « non » français, la différence est infime. »*

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Etats-Unis : oui à l'Europe, non à l'eurocratie...

WASHINGTON

de notre correspondant

Le « oui » a été bien reçu à Washington. Quoi qu'en pensent certains hommes politiques français, ceux qui faisaient campagne pour le « oui » en insinuant que les Américains étaient pour le « non », les Etats-Unis veulent le succès de Maastricht. L'irritation qu'ils peuvent manifester ça et là, sur le dossier de la défense ou du commerce, ne doit pas cacher l'essentiel : dans l'instabilité de l'après-guerre froide, les Etats-Unis sont en faveur d'une Europe forte et unie qui serait un pôle d'équilibre à l'heure du démantèlement de l'empire soviétique.

M. George Bush l'a dit dimanche après-midi, en recevant les ministres des finances du G-7 : *« Les Etats-Unis soutiennent l'intégration européenne, une intégration européenne qui ouvre les marchés »*, a déclaré le président américain, laissant aux intéressés le soin d'en définir les formes. Son porte-parole, M. Marlin Fitzwater, le rappelait aussi : *« Nous pensons, et nous avons dit en son temps, que le traité de Maastricht et le renforcement de l'unite européenne sont des évolutions positives. »* Le *New York Times* écrivait samedi : *« Les Etats-Unis ont un profond intérêt à voir se réaliser l'intégration européenne. (...) La défaite de Maastricht, dans l'environnement pessimiste actuel pourrait engager l'Europe dans la mauvaise direction. »*

Ancien membre du Conseil national de sécurité et expert reconnu en politique étrangère, M. Helmut Sonnenfeldt déclarait dimanche au *Monde* : *« Au Congrès et dans l'administration, la majorité était en faveur du « oui. »* Il ajoutait, cependant : *« Plus facilement que le « non », ce « oui » devrait donner l'occasion de modifier sensiblement certaines des dispositions du traité sur la monnaie et le rôle du Parlement* [européen]. » Helmut Sonnenfeldt estime que *« Maastricht a été mal négocié »*, que le traité représente *« un pas en avant décidé beaucoup trop rapidement par des technocrates »*, sans tenir compte des opinions publiques.

La satisfaction enregistrée à Washington ne doit pas cacher un autre sentiment exprimé ici : les Américains ne se font guère d'illusions sur la capacité des Européens à aller plus avant dans le renforcement de leur union. En témoigneraient la totale impuissance des Européens à arrêter le carnage yougoslave et, ces derniers jours, l'éclatement de leur système monétaire.

Pour l'heure, loin de voir se constituer une superpuissance européenne, et donc un éventuel concurrent, sur le Vieux Continent, les Américains perçoivent, et décrivent, l'Europe comme une région quasi sinistrée, en proie à des maux qui évoquent le spectre des années 30 : xénophobie, exaspération des nationalismes, tourmente monétaire, guerre. Sans doute faut-il vivre à Bruxelles et à Paris, ou être sujet aux hallucinations, pour imaginer les Etats-Unis fous d'inquiétude devant l'apparition d'une superpuissance européenne, qui leur paraît hautement improbable.

ALAIN FRACHON

Japon : satisfaction officielle et attentisme

TOKYO

de notre correspondant

Soulagement officiel et incertitude sur les conséquences en politique intérieure française d'une si faible marge d'approbation au traité de Maastricht sont les premières réactions enregistrées au Japon, où, en raison du décalage horaire, les journaux du matin n'ont pas été en mesure de publier de commentaires.

Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères *« se félicite du résultat positif du référendum »* et souligne la nécessité de renforcer les liens de partenaires entre la Communauté européenne et le Japon. Selon M. Hyodo, directeur de la division Europe de ce ministère, *« le Japon souhaite une Europe stable et une transition en douceur du traité de Rome à celui de Maastricht »*. Un autre haut fonctionnaire estime, pour sa part, que *« la marge étroite des suffrages en faveur du « oui » incite à s'interroger sur le véritable vainqueur de cette consultation. La division de l'opinion publique française aura sans doute un impact sur les débats en Grande-Bretagne et en Allemagne et témoigne en tout cas de la fragilité d'une identité européenne. »*

D'autres interlocuteurs pensent que *« si la France détenait en quelque sorte la clé de l'Europe, la confusion dans les esprits dont a témoigné la campagne du référendum sur le traité de Maastricht et, aujourd'hui, ses résultats montrent que la construction européenne ne se fait pas dans l'euphorie. Le « oui » français ne fait qu'à moitié disparaître le choc du « non » danois : le lancement triomphal de l'Europe n'a pas eu lieu. »*

A la Bourse de Tokyo, l'impact en milieu de journée était faible. Plusieurs facteurs expliquent le phénomène : l'indice s'est consolidé autour des 18 000 yens et mercredi prochain est un jour férié au Japon. Les milieux d'affaires, qui ont accueilli favorablement la nouvelle, à commencer par le président de Nissan, attendent surtout de voir son impact sur les taux d'intérêt et le marché des changes.

PHILIPPE PONS

La France, grande inspiratrice du traité

Dans le texte signé à Maastricht, Paris avait fait prévaloir, avec l'appui de Bonn, sa conception de la construction européenne

Le volet Union économique et monétaire (UEM) du traité est la consécration d'une œuvre de longue haleine entreprise par la France – dès les années 60 – en faveur d'une union monétaire européenne. Et c'est en se ralliant aux vues françaises que l'Allemagne a accepté de sacrifier son mark sur l'autel de l'Union monétaire – sans pourtant obtenir totalement ce qu'elle souhaitait en échange en matière de renforcement des pouvoirs du Parlement européen.

L'Acte unique entériné, c'est au cours du conseil européen de juin 1988, à Hanovre, qu'un comité d'experts emmené par le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, avait été chargé de tracer les premières épures de la future Union économique et monétaire. Pour s'édifier, elle pouvait compter sur des fondations économiques vieilles de plusieurs décennies. La France restait donc dans sa logique, convaincue que l'instauration d'un grand marché unique ne pouvait se passer d'une stabilité monétaire définitive.

Cette conception a prévalu, débouchant sur le principe d'une monnaie unique, et non plus seulement commune comme le souhaitaient certains partenaires de la France. Mme Elisabeth Guigou, à des postes divers, a d'ailleurs joué un rôle-clé dans les négociations de la conférence intergouvernementale sur la la future Union économique et monétaire.

A Maastricht, lors du conseil européen (9 et 10 décembre 1991), c'est encore la France qui a obtenu à l'arraché que le principe de l'irréversibilité du passage à la monnaie unique avant la fin du siècle soit bien acté par le traité. Radieux, le ministre de l'économie et des finances français d'alors, M. Pierre Bérégovoy, s'était d'ailleurs empressé de venir annoncer la bonne nouvelle du succès de l'UEM, dès le lundi 9 décembre 1991, alors que la partie Union politique du traité était encore, à ce moment-là, sérieusement enlisée.

« Esotérique »

Cette partie Union politique porte d'une façon encore plus nette la marque de la France et de l'Allemagne. Une double motivation était à l'origine de la proposition commune Mitterrand-Kohl du 19 avril 1990 – qualifiée à l'époque d'*« ésotérique » par Mme Margaret Thatcher* – qui avait déclenché le processus de création d'une seconde conférence intergouvernementale. Une avancée aussi substantielle que la monnaie unique, nécessitant une forte convergence des économies, pouvait difficilement se réaliser sans un renforcement très net de la coopération politique des Douze, estimait la France.

Le décalage entre une Europe communautaire « géant économique » et « nain politique » pouvait difficilement perdurer sans créer des déséquilibres et des distorsions préjudiciables à l'avenir de la construction européenne, expliquait-on alors au Quai d'Orsay. En outre, le changement de la donne internationale en Europe après l'effondrement de l'empire soviétique (unification allemande, germes de conflits, désengagement américain, nouvelles demandes d'adhésion, etc.) imposait aux Douze de rechercher au plus vite la voie d'une union politique, articulée notamment autour d'une politique étrangère et de sécurité commune et d'une défense européenne crédibles.

Il fallait, affirmait la France, retrouver un souffle politique épuisé depuis l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954. Elle souhaitait également un renforcement explicite du rôle du conseil européen (chefs d'Etat et de gouvernement). *« Le conseil européen seul peut donner une impulsion forte en matière de politique étrangère mais notre souci serait de rehausser le niveau de l'ensemble des institutions communautaires »*, entendait-on alors dans les milieux diplomatiques français.

Pour autant, la France n'a jamais semblé très active pour renforcer les pouvoirs du Parlement européen : « par réalisme », disait-on, les Britanniques y étant résolument hostiles, mais sans doute aussi par manque de conviction sur ce point. Elle avait même proposé, en vain, le principe de création d'une seconde chambre européenne composée de représentants des Parlements nationaux. Les députés européens s'y étaient montrés d'emblée extrêmement hostiles.

La France et l'Allemagne ont donc imposé à leurs partenaires, plus ou moins consentants, *« une marche forcée »* vers l'Union politique, pour reprendre l'expression du président de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Jean Lecanuet. En avril et en juin 1990, lors des deux conseils européens de Dublin, les partenaires de la France et de l'Allemagne se ralliaient finalement à leur proposition : la conférence intergouvernementale sur l'Union politique était née, donnant au traité son allure bicéphale, même si l'une des deux têtes (l'économique) restait dominante.

Le 14 octobre 1991, la France et l'Allemagne faisaient à leurs partenaires un certain nombre de nouvelles propositions pour que l'Europe affirme encore plus nettement son identité de défense. Malgré les réticences de certains de ses partenaires au sein de l'Union de l'Europe occidentale, la France et l'Allemagne feront adopter à Maastricht par les Neuf une déclaration renforçant le rôle d'une UEO destinée, à terme, à devenir le bras armé d'une Europe de défense autonome.

Fruit d'un compromis avec les Européens les plus atlantistes, les objectifs d'une politique de défense commune sont restés toutefois relativement sybillins dans la rédaction du traité, contrairement à ce que souhaitait Paris. Mais, au grand dam du président de la Commission, M. Jacques Delors, les négociateurs français ont défendu sur un certain nombre de dossiers-clés (la politique étrangère et de sécurité par exemple) une logique qui restait intergouvernementale et non communautaire.

A l'époque, juste avant le conseil de Maastricht, M. Delors s'était vivement emporté contre un traité jugé *« inapplicable et paralysant » : « On ne maintient pas le cap vers une Communauté telle que l'ont voulue ses fondateurs (...). A quoi bon faire figurer la vocation fédérale comme une sorte d'alibi pour pêcheur repentant dans le préambule du traité ? »*

Ce principe devait finalement disparaître de la version définitive du traité alors que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, ne s'était pas privé de rappeler avec insistance son importance devant le Sénat et l'Assemblée nationale (*le Monde* des 29 juin 1990 et 29 novembre 1991). Mme Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, devait estimer, par la suite, qu'une querelle sémantique était hors de saison et ne devait pas freiner les avancées concrètes de l'Europe. Bref, la France maintenait le cap d'un pragmatisme à *principes*, mêlant à la fois la logique intergouvernementale et communautaire.

PIERRE SERVENT

ET LES CONSÉQUENCES DU « OUI » FRANÇAIS A MAASTRICHT

Le traité loin d'être sauvé

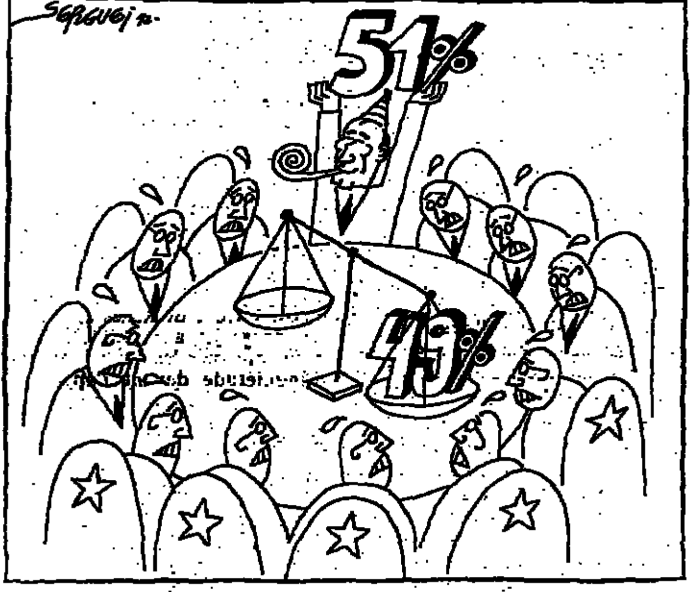
par Claire Tréan

DANS la véritable course d'obstacles qu'est décidément la ratification du traité de Maastricht par les pays qui l'ont signé, une étape de plus vient certes d'être franchie grâce au *« oui »* des Français. Mais on est malgré tout loin du compte. Loin d'abord de cette présomption qui voulait que la France, après avoir fourni la plupart des « despotes éclairés » qui conçurent la Communauté puis l'Union européennes, donnât à cette entreprise sa « vraie » caution démocratique, celle du peuple.

Loin aussi d'avoir définitivement sauvé le traité de Maastricht des embûches qui le guettent encore. On aurait peine à déceler, dans les réactions officielles et les commentaires de presse des pays voisins, cette *« joie »* dont parlait dimanche soir le président de la République. Les Français ne sont pas les héros de l'Europe et la marche vers Maastricht paraît encore bien longue.

Les « anti-Maastricht » aiguillonnés

L'idée était qu'une ratification populaire en France aurait un effet bénéfique partout où le traité est encore vigoureusement contesté, en particulier à Londres, et qu'elle faciliterait grandement le retour des brebis danoises égarées vers le bercail communautaire. Or l'effet produit par le référendum français est à peu près inverse.



Au Danemark, les détracteurs de Maastricht, un moment déconcertés par leur propre succès au référendum du 2 juin, se sentent confortés par les indécisions françaises. Les dirigeants de Copenhague, écartelés entre ces électeurs et des partenaires européens qui leur demandent de tenir bon sur l'objectif Maastricht, seront beaucoup mieux à même de faire comprendre aux seconds qu'ils doivent donner des gages aux premiers. Les responsables danois ne pouvaient de ce point de vue espérer meilleur résultat de la consultation de dimanche en France.

La campagne qui l'a précédée, la surprise que fut pour nos voisins la montée en puissance du « non » français, avaient déjà, avant même le scrutin, produit en Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, en Allemagne, leur effet indésirable pour les gouvernants : un regain de vigueur des « anti-Maastricht » plus fort encore que ce qu'avait engendré en juin le « non » danois. La tempête monétaire de la semaine dernière a de nouveau aiguillonné les « eurosceptiques » britanniques et les aigres propos adressés en haut lieu aux Allemands auront eu raison, au moins provisoirement, de tout sens de la solidarité européenne dans ce pays. Le résultat de dimanche en France n'est pas de nature à renverser la vapeur.

Pas d'application au 1er janvier

Un « oui » franc et massif des Français aurait sans doute aidé M. John Major à se tirer de la très difficile situation dans laquelle il se trouve, en tant que défenseur d'un traité contesté au sein même de son propre parti et qu'il doit soumettre à la Chambre des communes pour ratification. Il est à craindre que le résultat mitigé de dimanche n'incite le premier ministre britannique à chercher les moyens de s'en tirer autrement. Mais comment ?

Il est déjà à peu près acquis que le traité de Maastricht n'entrera pas en vigueur au 1er janvier 1993, comme l'avaient souhaité ses signataires. La première chose dont M. Major a déclaré avoir besoin pour calmer la contestation chez les conservateurs est une solution au problème du Danemark. Le gouvernement danois envisage de présenter le mois prochain à la Communauté des propositions qui mériteront sans doute discussion. L'affaire n'est en effet pas simple : il s'agit de fournir une réponse aux objections multiples des électeurs, sans pour autant modifier le traité, ce qui impliquerait de reprendre de zéro toutes les procédures de ratification.

Une idée assez répandue est que cette affaire sera bouclée (*sous forme de déclaration des Douze parallèle au traité*) lors du sommet ordinaire qui doit marquer la fin de la présidence britannique, en décembre à Edimbourg. Le gouvernement de Londres, en tout cas ne sollicitera pas la ratification aux Communes *« avant la clarification des intentions danoises et les conclusions »*, a déclaré dimanche soir M. Major. Le gouvernement danois se retournerait ensuite vers les électeurs, avec des engagements nouveaux de ses partenaires européens, au premier *semestre de l'année prochaine*. L'entrée en vigueur du traité serait ainsi différée de quelques mois, ce qui n'a d'ailleurs rien de dramatique.

Mais cela suffira-t-il à M. John Major pour obtenir une majorité parlementaire sur le texte ? En convoquant pour le début du mois d'octobre un sommet extraordinaire, le premier ministre britannique a aussi indiqué que la question du mécanisme des taux de changes serait également à l'ordre du jour et qu'il faudrait *« prendre en compte les nombreuses inquiétudes qui se sont exprimées dans la Communauté ces dernières semaines »*. Les Douze avaient déjà décidé en juin, avec plus ou moins de conviction, de plancher sur le principe de « subsidiarité » pour rassurer tous ceux qui redoutent une emprise « bureaucratique » croissante de Bruxelles. M. John Major devrait faire preuve d'un zèle particulier dans cette entreprise.

Il pourrait d'autre part, sous la pression des eurosceptiques, se montrer particulièrement rigide sur d'autres dossiers qui attendent les Douze, à commencer par celui du budget communautaire.

D'autre part, les désordres monétaires de la semaine dernière (dont le référendum français n'est pas directement responsable même s'il les a amplifiés) imposent de nouveaux préalables à l'achèvement des ratifications. Il faut ramener deux monnaies dans le système monétaire européen (pour ce qui est de la livre, divers milieux dirigeants britanniques n'y sont pas favorables à brève échéance et certains réclament une réforme du SME) et redonner une crédibilité à l'objectif de l'Union économique et monétaire.

Quelles concessions M. John Major jugera-t-il nécessaire d'obtenir de ses partenaires européens pour amadouer les opposants dans son propre parti, qui actuellement vocifèrent beaucoup ? On ne le saura que dans quelque temps. Mais le résultat du référendum français n'a fait qu'accroître l'incertitude sur ce point. Contrairement à ce qu'affirmait dimanche soir M. Mitterrand, il n'est pas le *« signal »* dont avaient besoin certains de nos partenaires européens dans l'embarras.

Prolongeant ce que prévoit le texte et allant au-devant de ce que souhaite l'opinion

Paris envisage de réorganiser au profit des Etats la répartition des pouvoirs au sein de l'Union

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

N'était le déréglement monétaire, qui n'est pas près de se laisser oublier, même si la lire réintègre rapidement le système monétaire européen (SME), l'activité communautaire, une fois la page tournée et l'engagement de la France conforté, serait prête à reprendre comme si de rien n'était. Les Douze devraient, certes, consentir un effort d'imagination pour régler la question danoise, mais retrouveraient bien vite sur la table leurs dossiers familiers, tels le financement de la Communauté au cours des années à venir ou l'imbroglio des négociations commerciales de l'Uruguay Round.

Cette image lénifiante ne correspond évidemment pas à la réalité. L'électrochoc a été trop fort pour ne pas laisser de trace. L'opinion publique, réveillée par ce scrutin risqué, vient de signifier qu'elle entendait ne plus laisser aux seuls experts le contrôle de cette grande affaire. Elle aspire à savoir où va la construction européenne, à y voir plus clair sur les objectifs poursuivis et les moyens mis en œuvre.

Les péripéties de la ratification du traité de Maastricht feront, de la sorte, de 1992 une année charnière : la politique de relance de la construction européenne engagée en 1985 avec l'Acte unique s'apprête à entrer dans sa phase de mise en œuvre, alors que va débuter, parallèlement aux négociations d'adhésion avec les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) qui sont candidats (1) une réflexion sur l'organisation, le fonctionnement de l'Union européenne, sur le partage des compétences et des pouvoirs entre les Etats et les institutions communes.

Le prochain élargissement de la CEE rend nécessaire une réforme de ses méthodes de travail pour notamment éviter un alourdissement du processus de décision, et donc son affaiblissement. Avant l'été, pour des raisons d'opportunité politique (éviter de mettre sur la table ce dossier sensible avant le référendum), la Commission de Bruxelles, suivie par les Douze, avait estimé qu'il serait prématuré d'ouvrir immédiatement ce débat.

Elle faisait valoir qu'une Communauté comptant quinze ou seize membres pourrait fonctionner sans dommage avec les institutions actuelles et que, de surcroît, le traité de Maastricht ayant prévu la convocation en 1996 d'une conférence intergouvernementale pour délibérer de ces questions institutionnelles, il n'y avait pas lieu d'avancer l'échéance. Mais, avec la campagne électorale en France, le climat a changé au point que certains dirigeants, tel M. Valéry Giscard d'Estaing, ont suggéré qu'on active la réflexion sur l'avenir de l'Union.

A Paris, on paraît tout à fait disposé à se prêter à cet effort de clarification, tout en sachant qu'il soulèvera de nouvelles tempêtes, moins peut-être cette fois en France qu'au sein des pays partenaires. Reprenant l'argument souvent développé par les avocats du « oui » pendant la campagne, on y fait valoir que le traité de Maastricht représente déjà une évolution par rapport au traité de Rome ou à l'Acte unique.

Le rôle du Conseil européen (où siègent les chefs d'Etat et de gouvernement) y est mieux assis, en matière de politique étrangère et de sécurité. Les procédures intergouvernementales l'emportent sur les procédures communautaires classiques, de nouveaux centres de pouvoir sont créés, au premier rang desquels, pièce centrale de l'Union économique et monétaire (UEM), la Banque centrale européenne.

Une union moins centralisée

Dans la perspective d'une Union, qui non seulement s'élargit (ce qui demande des aménagements spécifiques), mais accroît son champ d'action, il s'agirait donc, considérant que c'est là le vœu implicitement exprimé par la majorité des Français, d'accentuer progressivement cet infléchissement. Nos penseurs parisiens ont apparemment en tête une Union moins centralisée, moins « communautaire », où les institutions actuelles, pour certains types d'action touchant au cœur de la souveraineté, devraient laisser le premier rôle aux Etats ou, encore, à des organisations nouvelles très intégrées (type Banque centrale européenne) qui fonctionneraient selon des procédures qui leur sont propres.

Dans les différents domaines où la coopération intergouvernementale serait la règle, la pondération des voix prévue par le traité de Rome pour prendre les décisions devrait être revue, au profit des « grands » pays, on le devine : *« Le calcul de la majorité doit être établi en fonction des moyens que chacun possède »*, explique notre interlocuteur parisien.

Dans l'Union ainsi projetée, la réalité du pouvoir se déplacerait donc au détriment principalement de la Commission européene et du Parlement européen. Mais, hormis les domaines, considérables, où le modèle communautaire traditionnel serait maintenu, les petits pays se verraient proposer un rôle relatif moins important que celui qui leur est reconnu par le traité de Rome.

Il est vrai que la participation à ces formes nouvelles de coopération (la politique étrangère commune ou la politique de défense demeurent les meilleurs exemples) se déterminerait sans doute sur une base volontaire (Europe à géométrie variable) et que, par ailleurs, le processus de décision pourrait, le cas échéant, y évoluer dans un sens plus communautaire. Il n'en est pas moins évident que de telles propositions, si elles sont formalisées, soulèveront un tollé à Bruxelles, Lisbonne ou Copenhague.

Institutions anonymes

Le schéma esquissé à Paris part d'une observation originale Aujourd'hui, l'Union européenne marche à l'envers : *« Elle est très développée dans des domaines qui, dans une fédération, sont de la compétence des Etats fédérés, mais ne possède aucune des compétences qui appartiennent à l'Etat fédérale. »* Cette situation *« bizarre »* a des origines historiques : les « pères de l'Europe », Jean Monnet le premier, ont voulu bâtir la Communauté à partir de solidarités pratiques, rendre aux peuples du continent l'habitude de travailler ensemble. Il fallait donc que la gestion des domaines de compétence commune soit assurée par des institutions anonymes, que les décisions prises n'apparaissent pas comme des décisions allemandes, italiennes ou françaises.

Depuis, on a poursuivi dans cette voie. Les institutions de la Communauté ont accumulé des compétences, pensant sans doute que c'était le seul moyen d'avoir accès à celles, les plus nobles, qui sont les attributs normaux d'un Etat fédéral ou confédéral. Cette manière de faire, qui a provoqué à la longue un sentiment d'étouffement et la révolte d'une partie de l'opinion publique contre la boulimie réglementaire des institutions bruxelloises, ne peut continuer.

« Il convient de remettre la construction européenne sur ses pieds, en laissant de la place aux Etats, en leur rendant une partie des compétences qui ont été exercées par la Commission, mais qu'elle peut rendre désormais sans danger. Les Douze décideraient ensemble des objectifs à atteindre, fixeraient une obligation de résultat, mais laisseraient aux Etats la liberté des moyens. »

L'objectif, ici, n'est pas tant de parvenir à une redistribution politique des pouvoirs que de rendre le système moins pesant, de *« laisser respirer l'espace communautaire »*, avec l'idée que les Douze, ou demain les Quinze, n'ont plus besoin (le pli de travailler ensemble étant pris) d'un carcan réglementaire pour le modeler. On reconnaît cependant que cette évolution, à savoir l'allégement du dispositif réglementaire, ne pourra s'opérer que de façon très progressive.

Au-delà de ces aménagements, le domaine communautaire continuerait à fonctionner avec les mêmes règles qu'aujourd'hui. Mais comment mieux faire coopérer les Etats membres qui le désirent dans les domaines impliquant de façon directe la souveraineté nationale, telles la politique étrangère ou la défense ? Première observation, il n'y a pas ici de *« communautarisation »* possible : il est est exclu, aujourd'hui, que les moyens de l'action (la police, l'armée) soient mis à la disposition d'une institution commune. Les Douze devraient pouvoir arrêter une orientation collective au sein du Conseil européen, mais la responsabilité et la décision d'exécution ne peuvent que rester nationales.

Un noyau dur

On peut cèrtes imaginer que, au fur et à mesure, les compétences de l'Union dans ces domaines de souveraineté s'élargissent, qu'elle se voie attribuer des pouvoirs de gestion allant bien au-delà de ce qu'autorise Maastricht. Dans cette hypothèse, le Conseil européen verra son rôle encore s'accroître et fonctionnera de manière plus intégrée.

Mais c'est en vue de ce stade qu'est suggérée une réforme de taille : le régime de vote devra être défini de telle façon qu'il revienne aux pays membres détenant les moyens de l'action de jouer le rôle central dans la prise de décision. Sachant que les Etats membres de cette Union de demain ne seront nullement forcés de participer à la totalité des initiatives ou politiques menées de façon collective, on en arrive à la conclusion que, si ce schéma était retenu, la réalité du pouvoir y serait exercée par un noyau dur, ressemblant étrangement à ce qu'on appelait jadis un directoire.

Troisième niveau de pouvoir, dont la promotion paraît souhaitée, la délégation de compétence à des organes spécialisés, très intégrés, dotés de mandats précis, où le rapport de force entre les Etats certes peut exister, mais de façon différente, sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à un régime de vote pondéré.

La mise en œuvre du traité de Maastricht va donner le coup d'envoi à de tels aménagements. Quant à son prolongement, les Français, conscients des résistances qu'ils vont provoquer, souhaitent voir la réflexion se développer de façon progressive. Hésitants, hier, c'est-à-dire en 1990, aux premiers jours de l'initiative franco-allemande en faveur d'une Union politique européenne, ils paraissent aujourd'hui plus sûrs de leur fait, comme si le débat qui vient de se dérouler, aussi important que le scrutin, avait légitimé par avance leurs audaces sacrilèges.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Autriche, Finlande, Suède et Suisse.

Les chantiers de la Communauté

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Soulagée mais secouée, la Communauté, paralysée depuis juin, va redémarrer. Les ministres des finances se sont retrouvés à Washington aussitôt connus les résultats du scrutin français, et les ministres de l'agriculture tenaient séance lundi à Bruxelles.

La première préoccupation des Douze, qui pourrait ne pas s'apparenter à une promenade de santé, consistera à mener à son terme la ratification du traité de Maastricht, avec l'espoir qu'il puisse entrer en vigueur le plus près possible de la date prévue du 1er janvier 1993 *(voir ci-contre)*.

Autre urgence, redonner sa crédibilité au système monétaire européen (SME) sur lequel, malgré ses imperfections, il sera précieux de s'appuyer pour progresser vers l'Union économique et monétaire (UEM). On fait valoir à Bruxelles que son implosion des jours passés s'explique par l'addition de circonstances exceptionnelles ainsi que par la perception trop tardive, par les gouvernements comme par les marchés, de la profondeur des déséquilibres italiens et anglais.

Bref, le SME n'aurait pas autant démérité et, dans l'attente d'une baisse des taux, le plus important pourrait être maintenant de considérer avec plus d'attention encore que dans le passé les programmes de convergence des Etats membres. Le marché, souligne-t-on à Bruxelles, rassuré par le « oui » français attend les signaux lui confirmant que le projet d'intégration n'est pas abandonné.

La mise en œuvre du programme d'UEM implique des contraintes supplémentaires auxquelles les pays les moins prospères de la CEE ne pourront pas faire face s'ils ne sont pas aidés. Telle est la problématique du « plan Delors 2 », c'est-à-dire de la programmation budgétaire de la Communauté pour les cinq années à venir (1993-1997). L'objectif des Douze est de parvenir à un accord lors du Conseil qui se tiendra à Edimbourg en décembre prochain. La Commission a proposé d'accroître de 30 % d'ici à 1997 les sommes pouvant être affectées au budget européen, ce que les États membres « débiteurs nets » trouvent excessif. C'est le cas surtout du Royaume-Uni, de l'Allemagne, mais aussi de la France.

L'Espagne, dont la dévaluation de la peseta vient de révéler, si besoin était, la fragilité économique, pourrait susciter de fortes tensions au sein de la Communauté si elle avait l'impression que les promesses qui lui ont été faites à Maastricht sont en passe d'être oubliées. La Grèce, l'Irlande, le Portugal suivraient. Ce débat budgétaire s'annonce tendu. Ce devrait rester, sauf dérapage financier majeur, la grande affaire de l'automne.

A Lisbonne, en juin dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ont décidé d'engager les négociations sur l'élargissement avec les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) candidats à l'adhésion, à savoir, à ce jour, l'Autriche, la Finlande, la Suède et la Suisse, aussitôt que le traité de Maastricht aura été ratifié et la programmation budgétaire adoptée. Ils vont devoir examiner les avis que la Commission leur a soumis concernant l'Autriche et la Suède (les autres suivront) et réfléchir notamment aux engagements qu'il conviendra de réclamer aux candidats (qui sont neutres) en matière de politique étrangère et de défense.

Sans y mettre beaucoup du leur, les Etats-Unis pressent la Communauté de consentir l'effort nécessaire pour que l'Uruguay Round, ces négociations commerciales engagées en 1986 à Punta-del-Este, puisse être conclu avant le 3 novembre, date de l'élection présidentielle. Les Américains caressaient l'espoir qu'une victoire du « oui » conduirait les Français à plus de souplesse sur les dossiers agricoles qui bloquent la négociation. Le mécontentement manifesté par les agriculteurs français pendant la campagne pourrait avoir l'effet inverse, sans compter que les Douze n'ont guère de raisons de bouger dans le sens souhaité par Washington, alors que les Américains, de leur côté, ne tiennent pas compte de leur demande.

Ph. L.

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

Poursuite difficile des pourparlers israélo-syriens

Menacées de blocage à la fin de la semaine dernière, les négociations de paix entre Israël et la Syrie devaient reprendre lundi 21 septembre à Washington, selon le ministre israélien de l'intérieur, M. Arie Déri. La Syrie et les Etats-Unis n'avaient pas encore confirmé lundi matin cette affirmation.

« La formule permettant la poursuite des négociations avec les Syriens a été trouvée », a déclaré dimanche M. Déri, qui a accusé Damas d'avoir provoqué une *« crise artificielle »* dans le but d'amener les Etats-Unis à faire pression sur l'Etat juif. Damas et les autres parties arabes aux négociations de paix avaient demandé jeudi pour la première fois l'intervention de Washington pour débloquer les pourparlers, mais l'administration américaine garde pour l'instant un profil bas. – *(AFP.)*

□ **IRAK : sept ans de prison pour trois Suédois égarés.** – Trois Suédois, appréhendés le 3 septembre à la frontière irako-koweïtienne, ont été condamnés à sept ans de prison pour violation du territoire irakien, a-t-on appris, dimanche 20 septembre, auprès du ministère des affaires étrangères à Stockholm. Travaillant au Koweït pour la compagnie Ericsson, ces Suédois s'étaient perdus dans la zone frontalière alors qu'ils installaient des stations de téléphonie mobile. – *(AFP.)*

□ **Téhéran est prêt à « collaborer » avec Bonn à l'enquête sur l'assassinat de dirigeants kurdes.** – Démentant les accusations selon lesquelles il serait impliqué dans l'assassinat de quatre dirigeants kurdes à Berlin (*le Monde* du 19 septembre), l'Iran s'est déclaré, dimanche 20 septembre, *« prêt à collaborer pleinement avec le gouvernement allemand pour élucider »* cette affaire. La police allemande, pour sa part, a fait savoir qu'elle ne détient *« aucune piste sérieuse »*. – *(AFP).*

□ **JORDANIE : manœuvres militaires avec les Américains.** – Des manœuvres conjointes aériennes jordano-américaines – les premières depuis trois ans – ont eu lieu, la semaine dernière, à Jafer, dans le sud-est du pays, a-t-on appris, samedi 19 septembre, de source informée. Huit avions de chasse américains F-15 ainsi que deux cents pilotes et coéquipiers ont été engagés dans ces manœuvres, baptisées « Eager Tiger ». – *(AFP.)*

□ **LIBAN : diffusion d'une interview du général Aoun.** – Pour la première fois depuis l'éviction (en octobre 1990) et l'exil en France du général Michel Aoun, une chaîne de télévision privée libanaise a diffusé, samedi 19 septembre, une interview de près de trois heures de l'ancien chef du gouvernement libanais. Le général a notamment critiqué les Etats-Unis, qui, a-t-il dit, *« utilisent le Liban comme appât »* pour obtenir de la Syrie des concessions dans les négociations de paix israélo-arabes. – *(AFP.)*

□ **YÉMEN : attentats en série à Sanaa.** – Jusqu'à présent dirigée contre l'un des deux partis au pouvoir, le Parti socialiste yéménite, la vague de violence qui sévit au Yémen depuis son unification en mai 1990 a visé, à la fin de la semaine dernière, l'autre parti, le Congrès populaire général présidé par le chef de l'Etat. Selon une source officielle, trois engins ont explosé, sans faire de victimes, le premier, jeudi 17 septembre près du siège du parti, les deux autres, le lendemain près du domicile du président et de celui de son gendre. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : six morts après les funérailles des victimes du Ciskei.** – Les autorités du bantoustan du Ciskei ont annoncé dimanche 20 septembre que six personnes ont été tuées vendredi et samedi à King-William's Town, lors des incidents qui ont suivi les funérailles des victimes de la fusillade du 7 septembre (*le Monde* daté 20-21 septembre). Sept autres personnes ont trouvé la mort, au cours de ces deux jours, dans des cités noires de Johannesburg et du Cap. – *(AFP, Reuter.)*

□ **AFGHANISTAN : cessez-le-feu à Kaboul.** – Un cessez-le-feu a été décidé, dimanche 20 septembre pour midi, après trois jours de combats intenses entre deux factions islamiques en lutte depuis plusieurs mois pour le contrôle d'une partie de Kaboul : l'Ittehad, sunnite, pro-saoudien, et le Wahdat, chiite, proche de l'Iran. Des tirs de roquettes continuaient pourtant de se produire dans la banlieue occidentale, à Kushal Mena. Il y a eu au moins cinq morts et des dizaines de blessés depuis le 18 septembre. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **ÉTATS-UNIS : un ancien chef d'état-major soutient M. Bill Clinton.** – L'amiral (en retraite) William Crowe, chef d'état-major des armées d'octobre 1985 à septembre 1989, a accordé, samedi 19 septembre, son appui à M. Bill Clinton, candidat démocrate à la Maison Blanche. L'amiral Crowe a estimé qu'*« une attention démesurée »* avait été accordée au fait que M. Clinton n'avait pas fait son service militaire pendant la guerre du Vietnam. Les Américains ont besoin de *« nouveaux dirigeants »* pour résoudre les graves problèmes intérieurs, a-t-il estimé. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Le Sénat a voté un moratoire sur les essais nucléaires.** – Par 55 voix contre 40, le Sénat américain a adopté, dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 septembre, un moratoire sur les essais nucléaires, qui prévoit leur suspension jusqu'en juillet 1993, et leur interdiction totale à partir du 30 septembre 1996, sauf si un pays étranger s'y livre d'ici là. Le président George Bush devrait y opposer son veto. Son administration juge la poursuite des essais indispensable, notamment pour tester l'efficacité de l'armement américain. – *(Reuter.)*

□ **PÉROU : assassinat de quatre personnes et manifestation pour la paix.** – Quatre personnes – trois policiers et un responsable de la distribution de vivres – ont trouvé la mort au cours du week-end à Lima, lors d'opérations menées par des commandos du mouvement « maoïste » du Sentier lumineux. Par ailleurs, environ cinq mille personnes ont manifesté dans la capitale, dimanche 20 septembre, une semaine après l'arrestation du chef du Sentier lumineux, Abimaël Guzman, pour réclamer la fin des violences politiques. – *(AFP, Reuter.)*

□ **SINGAPOUR : deux navires en feu dans le détroit de Malacca.** – Un pétrolier japonais battant pavillon libérien et un porte-conteneurs de Hongkong enregistré à Panama ont pris feu, dimanche 20 septembre, après être entrés en collision dans le détroit de Malacca. Un marin a été tué, neuf sont portés disparus, et vingt-neuf des quarante-cinq autres membres des deux équipages ont déjà pu être sauvés, selon la compagnie d'assurances Lloyds. – *(AFP, AP.)*

□ **SOUDAN : pas d'évacuation des habitants de Juba.** – Le ministre d'Etat à la présidence, M. Ghazi Salaheddine, a rejeté les demandes d'évacuation des civils de Juba, capitale du sud du Soudan, soumise, depuis trois mois, aux attaques répétées de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS). A son avis, la récente visite sur place du secrétaire général adjoint des Nations unies pour les questions humanitaires, M. Jan Eliasson, *« est un démenti aux affirmations des rebelles selon lesquelles la ville est isolée »*. Les 400 000 habitants de Juba sont tributaires du pont aérien qui relie la ville au monde extérieur, les voies terrestres et fluviales étant difficiles d'accès en raison des hostilités. – *(AFP.)*

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE : les trois communautés ayant fourni des « garanties de sécurité »

Le HCR recommande la reprise des vols humanitaires

Cinq « casques bleus » français *ont été légèrement blessés*, dimanche après-midi 20 septembre, lors d'une opération de déminage près du port de Zadar, sur la côte adriatique, dans *l'ouest de la Croatie, a-t-on* appris à l'état-major de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) à Zagreb.

Atteints par des éclats aux *membres et au visage, les cinq* « casques bleus » ont été transportés à l'antenne chirurgicale de Gracac, à environ 70 kilomètres à l'est de Zadar, où est *implanté le poste de commandement* du bataillon français d'infanterie déployé en Croatie. Les combats en Bosnie-Herzégovine ont fait, au cours du week-*end, quatre-vingt-six* morts selon Radio-Sarajevo.

Un avion des Nations unies a atterri, dimanche 20 septembre, à Sarajevo pour tester les conditions d'une reprise des vols humanitaires suspendus depuis le 3 septembre, a annoncé un porte-parole de la FORPRONU. La veille, le haut commissaire aux réfugiés (HCR), Mme Sadako Ogata, avait recommandé, à Genève, la reprise immédiate de ces vols, les dirigeants des communautés serbe, croate et musulmane de Bosnie-Herzégovine s'étant engagés – par écrit – à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnels de l'ONU.

A New-York, le Conseil de sécurité a adopté, samedi, une résolution (477) stipulant notamment que la nouvelle République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne saurait succéder automatiquement, au sein de l'ONU, à l'ancienne Fédération socialiste yougoslave – qui comprenait les Etats aujourd'hui indépendants de Slovénie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine.

Le Conseil recommande à l'Assemblée générale de faire en sorte que le nouvel Etat yougoslave *« présente une demande d'adhésion et ne participe pas aux travaux de l'Assemblée »*. La question devrait être examinée dans les prochains jours.

La résolution ne réclame pas explicitement l'exclusion de la « Yougoslavie » de toutes les instances de l'ONU, ce qui a permis le soutien de la Russie. Le texte avait été présenté par la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Etats-Unis et le Maroc.

Cette décision n'avait toujours pas été, dimanche, commentée officiellement à Belgrade. Les médias de la capitale se sont bornés à reproduire les commentaires et propos de personnalités étrangères à ce sujet. Seul le quotidien *Politika*, citant une déclaration faite, samedi soir à New-York, par le représentant yougoslave aux Nations unies, M. Dragomir Djokic, selon laquelle cette décision est *« illégale et sans aucun fondement »*, a estimé pour sa part que le Conseil de sécurité a arrêté *« une des décisions les plus injustes de l'histoire de l'organisation mondiale »*.

Contrairement au gouvernement de Serbie et au Parti socialiste au pouvoir, qui ne cachent pas leur hostilité à son égard, le premier ministre de la nouvelle Yougoslavie, M. Milan Panic, souhaite que celle-ci fasse une demande d'ad*mission à l'ONU et* qu'elle remplisse pour cela toutes les conditions posées par l'organisation mondiale. Il a gagné, sur ce point, l'appui de la majeure partie de l'opposition démocratique et la sympathie d'une opinion qui regarde avec angoisse se resserrer l'étau de l'embargo international sur la Serbie et le Monténégro et l'aggravation de leur isolement. M. Milan Panic devait entamer, lundi 21 septembre, une visite de dix jours aux Etats-Unis. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Un journaliste allemand tué.** – Des sources militaires croates ont rapporté la mort, samedi 19 septembre, d'un journaliste allemand au cours d'une attaque contre la ville de Mostar, en Bosnie-Herzégovine. Elles ont identifié la victime sous le nom de Georg Pfuhl, sans pouvoir préciser l'organe de presse pour lequel il travaillait. Une seconde personne a été tuée et six autres blessées au cours de ces affrontements. La mort de Georg Pfuhl porte à vingt-huit le nombre de journalistes tués depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie. – *(Reuter.)*

□ **TURQUIE : plusieurs assassinats dans le Sud-Est anatolien.** – L'agence de presse turque semi-officielle Anatolie a indiqué, dimanche 20 septembre, que des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont assassiné, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, trois personnes, dont un homme politique local, le président du Parti populiste social-démocrate (SHP, membre minoritaire de la coalition gouvernementale) de la ville de Savur. De son côté, l'Institut kurde de Paris indique qu'un écrivain et dramaturge kurde, Musa Anter, âgé de soixante-quatorze ans, et l'une des figures de proue du mouvement kurde de Turquie, a été tué dimanche à Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est, par *« la contre-guérilla »*.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE
Le président Kafi appelle au « consensus national »

Dans un discours prononcé, dimanche 20 septembre, devant les cadres de la nation, le président du Haut Comité d'Etat (HCE) a souhaité que se dégage un *« consensus national »* qui permette au pays de *« disposer du répit indispensable pour sortir de la crise dans les meilleures conditions »*. M. Ali Kafi a invité *« ceux qui pratiquent la violence à se repentir et à renouer avec le sentiment patriotique et le souci des intérêts supérieurs de la nation »*.

Rejetant *« tout débat avec ceux qui persistent dans le terrorisme, le sabotage et les appels au meurtre »*, M. Kafi a aussi exclu de ce dialogue *« les personnes qui par leur comportement, leurs déclarations ou par leurs appuis politico-financiers soutiennent le terrorisme et n'hésitent pas à se compromettre avec les forces étrangères qui n'ont jamais manifesté pour l'Algérie d'autre sentiment que la haine »*. – *(AFP, Reuter.)*

ALLEMAGNE
Nouvelles violences xénophobes

Les violences xénophobes se sont poursuivies en Allemagne dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 septembre, dans l'ex-RDA, où un poste de police a été attaqué, mais également à l'ouest du pays, où une personne a été intoxiquée par des fumées d'incendie.

A Wismar, sur le littoral de la Baltique, pour la sixième nuit consécutive, des extrémistes de droite, qui criaient des slogans racistes et xénophobes, ont jeté des engins incendiaires en direction de la police postée devant un centre pour demandeurs d'asile. Une trentaine de personnes ont été appréhendées.

Des attaques au cocktail Molotov contre des centres pour demandeurs d'asile ont eu lieu dans la région de Stendal. A Kloetze, un incendie naissant a pu être rapidement maîtrisé. Une dizaine de casseurs ont été arrêtés par la police.

A Senftenberg, dans le Brandebourg, quatre-vingts jeunes environ ont attaqué le poste de police à coups de pierre et de barre de fer, endommageant plusieurs fenêtres et la porte d'entrée. A Geisenheim, en Hesse, un habitant d'un centre pour demandeurs d'asile attaqué au cocktail Molotov a été intoxiqué par les fumées de l'incendie qui s'est déclaré. A Ratisbonne, en Bavière, deux charges incendiaires ont visé un foyer abritant soixante-dix Allemands originaires d'Europe de l'Est. – *(AFP.)*

ESTONIE
M. Ruutel en tête de l'élection présidentielle

L'actuel président du Parlement estonien, M. Arnold Ruutel, est arrivé en tête du premier tour des élections présidentielles, dimanche 20 septembre, en Estonie, avec 43,05 % des voix, selon les premiers résultats publiés lundi.

M. Ruutel (ancien communiste), qui dirige le Conseil suprême (Parlement) depuis 1983, n'a pas obtenu la majorité absolue requise pour une élection directe. Il devra affronter, dans un deuxième tour devant le Parlement, M. Lennart Meri, ancien ministre des affaires étrangères, qui est arrivé en deuxième position avec 29,02 % des voix. Le taux de participation a été de l'ordre de 70 %. – *(AFP.)*

GÉORGIE
Embuscade meurtrière en Abkhazie

Vingt-neuf combattants géorgiens ont été tués et un autre a été grièvement blessé, dans la soirée du samedi 19 septembre, lorsque l'autocar qui les transportait est tombé dans une embuscade tendue par les forces séparatistes abkhazes près de Gagra, dans le nord de l'Abkhazie (ouest de la Géorgie), selon un communiqué des autorités géorgiennes, qui ajoute que les assaillants ont *« fait exploser »* le véhicule.

De violents combats ont opposé ces derniers jours les troupes géorgiennes aux séparatistes abkhazes, compromettant fortement les accords de paix. Après la proclamation de l'indépendance du Parlement abkhaz, en juillet, le Conseil d'Etat de Géorgie a envoyé des forces en Abkhazie, en expliquant qu'il s'agissait de lutter contre *« des actes terroristes »*.

Par ailleurs, les élections législatives en Géorgie – comme sur le territoire de l'Abkhazie, – auront finalement lieu le 11 octobre, comme prévu, a annoncé, samedi 19 septembre, l'agence *Itar-Tass*. La veille, l'agence avait annoncé le report de la consultation en raison de l'aggravation de la situation en Abkhazie. – *(AFP, Reuter.)*

HAUT-KARABAKH
Très violents combats après une offensive azérie

Les forces azerbaïdjanaises ont lancé une vaste offensive autour du Haut-Karabakh, au prix de la perte de près de quatre cent hommes, selon les Arméniens (cela n'est pas confirmé de source indépendante), qui reconnaissent avoir eu, de leur côté, vingt-six tués. L'offensive azérie a été lancée, vendredi soir, sur plusieurs fronts, notamment vers le corridor ouvert en mai entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. Les forces azéries auraient été stoppées à 12 kilomètres de cette voie vitale, empruntée à la fois par les renforts arméniens et, selon des visiteurs récents, les civils décidés à fuir leurs terres bombardées depuis des semaines par des avions azerbaïdjanais. Selon le Comité de défense arménien du Haut-Karabakh, près d'une centaine de jeunes azéris ont été tués autour de ce corridor, les autres dans le sud-est et l'est de la place forte arménienne.

Le président azerbaïdjanais, M. Aboulfaz Eltchibey, a, pour la première fois dans ce conflit, chiffré le coût des combats : de 25 à 30 millions de roubles par jour, a-t-il dit dimanche lors d'une interview à la télévision de la CEI. Il a souhaité l'envoi d'observateurs *« russes, kazakhs et géorgiens »*, tout en déplorant que *« la France, les Etats-Unis, la Russie et l'Ukraine »* prêtent si peu *« d'attention »* au conflit, dont tous les efforts récents de médiation (CSCE et Kazakhstan), ont, rappelle-t-on, échoué. – *(AFP, Reuter.)*

NIGÉRIA
Nouvelles « primaires » avant l'élection présidentielle

Les premiers résultats de la deuxième phase des élections primaires, qui s'est déroulée samedi 19 septembre, confirmaient lundi l'avance de MM. Shehu Musa Yar'Adua et Olu Falae au sein du Parti social-démocrate (PSD), et de MM. Alhaji Umaru Shinkafi, Alhaji Bamanga Tukur et Alhaji Adamu Ciroma au sein de la Convention nationale républicaine (CNR).

Cette consultation des membres des deux partis autorisés, chargés de choisir leur candidat à l'élection présidentielle de décembre prochain, se déroule en trois phases, chacune concernant dix Etats de la fédération. A Lagos, la deuxième phase a été marquée par une vive contestation au sein du PSD. – *(AFP.)*

NOUVELLE-ZÉLANDE
Le scrutin majoritaire « à l'anglaise » est aboli

Les Néo-Zélandais se sont massivement prononcés par référendum, le samedi 19 septembre, pour l'abolition du mode de scrutin à la majorité simple à un tour. Sur les 67 % des quelque 2,2 millions d'électeurs qui ont voté, 85 % ont demandé l'abandon de ce système, hérité de la Grande-Bretagne.

Les citoyens devaient se prononcer sur le maintien ou non de la formule actuelle et, sinon, manifester leur préférence pour l'un ou l'autre parmi quatre modes de scrutin qui leur étaient suggérés. Si 70 % des votants ont ainsi manifesté leur préférence pour un scrutin proportionnel mixte, similaire à celui utilisé en Allemagne, le choix définitif fera l'objet d'un second référendum, organisé en même temps que les prochaines législatives, en octobre 1993.

Les petits partis avaient fait campagne pour la modification, qui augmentera leurs chances de remporter des sièges. Aucune consigne de vote n'avait, en revanche, été donnée par les deux grandes formations, le Parti national et le Parti travailliste, auxquelles le système majoritaire a permis d'exercer alternativement le pouvoir depuis un demi-siècle. – *(AFP.)*

EUROPE

ROUMANIE

Fissures dans l'embargo anti-serbe

La Roumanie, qui vient de prendre des mesures renforçant théoriquement l'embargo de l'ONU contre la Serbie, est, avec la voie du Danube, un des principaux «poumons» des Serbes, de l'avis des diplomates sur place.

GIURGIU

de notre envoyé spécial

Le capitaine Theodor Spirea *«n'accuse personne»* de violer l'embargo décidé par l'ONU, le 30 mai, à l'encontre de la Serbie et du Monténégro. Dans son bureau surplombant le Danube, le directeur du port de Giurgiu, à 60 kilomètres au sud de Bucarest, se contente de lire le registre du trafic fluvial, fort réduit par ces temps de basses eaux.

Il énumère les huit bâtiments, russes, qui, depuis le début de septembre, lui ont annoncé revenir de Belgrade chargés de maïs ou de blé. Dans le sens inverse, les bateaux, battant pavillon russe et plus rarement ukrainien, transportent principalement du charbon, du minerai ou des produits laminés et *«très peu de pétrole»*, selon lui, vers Belgrade.

Le capitaine ne les *«suspecte»* en rien : l'équipage annonce ouvertement par radio sa destination, sa cargaison. *«Ils ont peut-être l'autorisation, ils ont l'air si sûrs d'eux»*, poursuit-il. L'Ukraine a affirmé, fin août, que les marchandises envoyées par le Danube vers Belgrade étaient, en fait, *«en transit»*, autorisé par l'ONU, vers la Macédoine. Le chef de la diplomatie russe, M. Andreï Kozirev, a, quant à lui, déclaré que, *«si les informations* [sur la violation du blocus] *étaient confirmées, nous enquêterons, et les gens qui ont violé le décret du président Eltsine sur l'application des sanctions seront punis»*.

Même si le capitaine Spirea était sûr qu'un bateau viole l'embargo, il n'aurait pas le pouvoir de l'arrêter. Son devoir *«n'est pas de surveiller ce que font les autres Etats sur le Danube»*, doté d'un statut d'«eau internationale» depuis un accord datant de 1948, comme le souligne, impuissant, le gouvernement roumain. Son rôle est de veiller à ce que la Roumanie respecte la décision de l'ONU. Sur ce point, le capitaine est catégorique, comme le sont les autorités de Bucarest.

Celles-ci, sans renier leurs amitiés serbes traditionnelles mais aussi plus récentes (un des premiers voyages du président roumain Iliescu fut pour son homologue serbe Slobodan Milosevic), ont décidé d'appliquer le blocus, tout en demandant des compensations financières, la Serbie étant l'un des principaux partenaires commerciaux du pays. Bien que Bucarest, qui estime avoir déjà perdu 3 milliards de dollars à cause de l'embargo contre l'Irak, n'ait pas reçu un centime, la décision semble respectée, du moins sur le papier. Le capitaine Spirea en veut pour preuve les onze péniches immobilisées dans son port dès la décision de l'ONU.

A l'invitation du gouvernement roumain, toujours suspecté de tenir un double langage, des experts internationaux ont même inspecté, en vain, du 15 au 18 août, la dizaine de points de contrôle roumains. Pourtant, l'hebdomadaire indépendant *Expres* a fait état, à la mi-septembre, du chargement dans le port de Constantza de plusieurs citernes de gazole et d'essence à destination d'une très petite ville de Macédoine ou de Banja-Luka, le fief serbe du nord de la Bosnie.

Pour éviter les destinations «théoriques» mais légales, Bucarest vient de conditionner toute exportation vers les ex-républiques yougoslaves à l'obtention d'une licence. Un certificat d'arrivée «à bon port» devra être ensuite fourni.

Cette mesure est cependant plus modeste que celle prise par la CEE, qui exige maintenant une licence d'importation délivrée par les autorités de Bosnie, de Croatie, de Slovénie ou de Macédoine. Sous l'ombrelle de la CSCE et après une décision à Prague, des observateurs permanents doivent «bientôt» arriver dans le pays. Mais rien ne dit qu'ils auront le droit d'intercepter les bateaux suspects, puisque même la flotte européenne, qui croise sous pavillon de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) dans l'Adriatique, n'a pas le droit d'arraisonner ni de perquisitionner et se contente de contrôles radio. Aux Portes de fer, où les embarcations doivent emprunter des écluses pour traverser l'immense barrage hydroélectrique que la Roumanie partage toujours avec la Serbie, un réel contrôle serait pourtant aisé.

«Petits» trafics

Il semble plus difficile de mettre fin aux «petits trafics», qui prennent de grandes proportions, auxquels se livrent «touristes» serbes et roumains entre l'ouest de la Roumanie et la Serbie voisine. Technicien au chômage depuis que son entreprise de Timisoara tourne au ralenti à cause de l'embargo, Doru se livre ainsi, comme beaucoup d'habitants de l'ouest de la Roumanie, à un petit jeu, mais qui lui rapporte gros.

L'opération consiste à faire remplir, après plusieurs heures de queue, son réservoir et si possible des jerricans – moyennant pourboire car c'est théoriquement interdit, – à la station la plus proche de la frontière. Puis à aller revendre en Serbie pour près de 2 deutschemarks (7 francs) le litre, l'essence payée 120 lei (1,50 franc) le litre en Roumanie.

Pour éviter l'interminable attente à la frontière, Doru revend parfois le contenu de son réservoir dans le no man's land ou bien aux nombreux Serbes venus s'approvisionner en Roumanie. A Moravitza, l'un des points de passage vers la Serbie, un responsable des douanes roumaines semble s'amuser de ce qu'il ne peut *«même pas appeler un trafic»*, précisant que les *pommes de terre et la bière sont «moins chères de l'autre côté»*.

Des responsables de la communauté serbe de la région de Timisoara répètent que la pénurie d'essence qui affecte la région est due à *«un problème d'approvisonnement»*. M. Sereboliub Misckovic, rédacteur en chef du journal serbe du Banat *Notre mot*, explique que sa communauté ne peut apporter à ses frères de Serbie qu'une *«aide symbolique»*. Sur laquelle il reste très discret, par modestie, sans doute.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

HONGRIE : bientôt à Budapest

Un «Musée fantôme» des reliques socialistes

BUDAPEST

de notre correspondant

Il y aura bientôt un Musée du communisme en Hongrie, ou plutôt un parc d'attractions des reliques de l'art socialiste. Après avoir longtemps tergiversé sur le sort à réserver aux nombreux monuments érigés pendant quarante ans aux héros de la République populaire, la municipalité de Budapest a décidé de regrouper ces vestiges du passé dans un parc d'attractions, à la périphérie de la capitale.

L'ouverture est prévue pour le printemps prochain mais le coup d'envoi du démantèlement des statues a été donné à la mi-septembre. Au total, cinquante-huit bustes et monuments devraient être soigneusement démontés à Budapest d'ici le 23 octobre, date anniversaire du début de l'insurrection de 1956, écrasée par l'Armée rouge.

L'avenir de ces reliques a déclenché un débat passionnel entre les militants de la destruction et les partisans de la conservation. Certains ont voulu regrouper ces symboles sur le site du camp de Recsk, le goulag hongrois des années 50, alors que d'autres ont proposé de les vendre aux enchères à *«des Américains riches»* et de redistribuer l'argent aux victimes de 1956.

Pour mettre un terme aux actions de représailles qui ont déjà endommagé plusieurs monuments, la municipalité de Budapest a finalement décidé de les mettre à l'abri de la vindicte populaire en invoquant la *«protection du patrimoine»*: Marx, Engels, Hô Chi Minh et les autres seront donc préservés dans un parc d'attractions, mais leur nouvelle résidence a déjà été baptisée le «Musée des fantômes».

YVES-MICHEL RIOLS

GRANDE-BRETAGNE : le congrès des libéraux-démocrates

Etre ou ne pas être proches des travaillistes

Troisième formation de l'échiquier politique britannique, les libéraux-démocrates ont obtenu des résultats électoraux décevants aux élections générales d'avril. Leur congrès, qui vient de s'achever, à Harrogate (North-Yorkshire), a traduit leur difficulté à se situer par rapport au Parti travailliste.

LONDRES

de notre correspondant

Un délégué, lors du congrès d'Harrogate qui s'est achevé le jeudi 17 septembre, a résumé crûment la situation : à ce rythme, nous devrions avoir une légère majorité après les élections parlementaires de 3216... Il mettait l'accent sur une réalité politique : en dépit d'une campagne électorale unanimement qualifiée d'imaginative, de leurs idées souvent originales et du charisme de leur chef de file, M. Paddy Ashdown, les libéraux-démocrates n'ont recueilli que 18 % des suffrages exprimés lors des élections parlementaires d'avril, et ne comptent que vingt élus à la chambre des Communes, soit un de plus qu'après le scrutin de 1987. Si la déception fut réelle, M. Ashdown n'en reste pas moins l'artisan d'un relatif renouveau de son parti.

Celui-ci est issu de la défunte alliance libéraux-SDP, laquelle avait été laissée moribonde après le départ, il y a trois ans, de son chef, lord David Owen, actuel négociateur de la CEE dans le conflit yougoslave. Mais les libéraux n'ont plus jamais occupé le devant de la scène politique depuis Lloyd George, en 1922, si l'on excepte l'expérience du pacte Lib-Lab (Lab pour Labour), dans les années 70. Depuis, les militants de la formation de M. Ashdown ont été nourris dans l'illusion qu'ils pouvaient constituer – seuls – une alternative à la domination du Parti conservateur dans la vie politique britannique. Il reste de cette ambition une méfiance innée des militants à l'égard des travaillistes, c'est-à-dire de toute idée de pacte électoral, celui-ci présentant le risque de permettre aux travaillistes de phagocyter les libéraux-démocrates, au lieu de l'inverse.

M. Ashdown a pu mesurer, à Harrogate, à quel point cette défiance envers le parti de M. John Smith est vivace. Plusieurs délégués ont rappelé que lors des derniers jours de la campagne électorale, les conservateurs avaient convaincu avec succès les électeurs qu'un vote en faveur des libéraux-démocrates risquait de permettre à M. Neil Kinnock (ancien chef du Labour) d'arriver à Downing-Street. Tour à tour, des responsables comme M. Charles Kennedy et sir David Steel, respectivement président du parti et ancien chef de file des libéraux, ainsi que de nombreux militants, ont souligné le risque de voir les libéraux-démocrates perdre leur *«identité»*. M. Ashdown a donc reçu mandat pour que, à l'échelon local, des liens puissent se nouer avec d'autres formations (c'est-à-dire essentiellement le Labour), afin de s'opposer aux conservateurs.

Une «coopération» et un «dialogue» sont donc possibles, mais pas un pacte électoral au niveau national. Il n'est donc plus question de ce «réalignement» politique jugé si nécessaire il y a quelques mois. Mais la question de fond demeure : les libéraux-démocrates doivent-ils continuer à revendiquer le pouvoir par et pour eux-mêmes, alors que chacun sait que leur seul espoir d'y parvenir est de s'entendre avec le Labour? Il est vrai qu'il faudrait pour cela que les travaillistes prennent enfin position en faveur d'une réforme de la loi électorale (adoption de la représentation proportionnelle), ce qui n'est toujours pas le cas.

LAURENT ZECCHINI

ASIE

Plus de trois mille victimes au Pakistan

Inondations meurtrières dans le sous-continent indien

Des inondations ravagent depuis quelques jours le nord du sous-continent indien. Elles ont pris, au Pakistan, l'ampleur d'une catastrophe nationale : déjà plus de trois mille morts y sont recensés.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Dans la province pakistanaise du Pendjab, ce «pays des cinq rivières» où les fleuves ont débordé en raison de pluies de mousson particulièrement abondantes, des centaines de villages sont inondés, et des centaines de milliers d'habitants, des paysans pour la plupart, sont sans abri. Des bilans – il est vrai contradictoires – font déjà état de plus de 3 000 morts et disparus.

Les conséquences économiques de ces crues seront lourdes pour la région qui est le grenier du pays. Près de 70 % de la récolte de coton sont considérés comme perdus. Les autorités pakistanaises redoutent par ailleurs des épidémies dans les campagnes, où flottent des cadavres d'hommes et d'animaux. Des médecins signalent une augmentation des cas de malaria et de choléra. Ils réclament des approvisionnements rapides en nourriture et en eau potable.

Au Cachemire pakistanais, où des dizaines de milliers de villageois ont dû abandonner leur foyer, la situation était toute aussi grave, ces derniers jours. Des centaines de personnes sont mortes noyées ou sont portées disparues, emportées dans des éboulements et des coulées de boue, de toute façon fréquents dans cette région très montagneuse. La province de la Frontière du nord-ouest (NWFP) est, elle aussi, gravement touchée : plus de 900 décès sont rapportés dans le seul district du Hazara.

Les eaux commencent à baisser au Pendjab. Mais il n'en va pas de même pour la province méridionale du Sind : l'Indus, en crue torrentielle, déverse, depuis vendredi 18 septembre, 1 million de mètres cubes par seconde à travers le barrage de Guttu au nord, de Sukkur et de Kotri, plus au sud, vers la mer d'Oman. Les spécialistes estiment cependant que ces ouvrages peuvent supporter ce débit. Il faut souhaiter que les ingénieurs sindis ne répètent pas l'erreur tragique de leurs collègues pendjabis : les vannes du barrage de Mangla auraient été soudain ouvertes, alors que les eaux montaient, sans que personne n'ait été prévenu. Près de 400 personnes, selon la presse, auraient péri. Un présentateur de télévision a été limogé pour avoir répercuté l'information...

Plus de 500 morts en Inde

Ces inondations, les plus graves depuis l'indépendance en 1947, risquent de fragiliser un peu plus la coalition islamique modérée au pouvoir à Islamabad. Le premier ministre, M. Nawaz Sharif, déjà soumis à de fortes pressions, vient de se voir accusé par M[me] Benazir Bhutto, chef de l'opposition, de tarder à débloquer des fonds d'urgence pour les sinistrés. Le quotidien *The Muslim* affirme, de son côté, qu'une part de l'enveloppe destinée aux victimes a été *«détournée»* au profit de la Ligue musulmane, principal parti de la coalition au pouvoir. Les autorités ont, pour l'instant, décidé de ne pas faire appel à l'aide internationale, et ont créé un fonds de 50 millions de dollars. Londres a cependant offert 100 000 livres, et la France 500 000 francs.

Les pluies torrentielles ont également eu des conséquences tragiques en Inde, où le bilan est de plus de 500 morts. L'Etat de Jammu et Cachemire a été très touché. Le ministre de la santé, M. L. Fothedar, qui revient de ce territoire, estime que 350 personnes y sont mortes noyées ou ensevelies. Quelque 15 000 maisons ont été emportées par les flots ou endommagées, et 300 000 hectares de terres cultivables sont sous les eaux. La route entre Srinagar et Jammu est impraticable en raison d'éboulements. Des hélicoptères de l'armée ont multiplié les missions pour ravitailler des villages isolés. En Uttar-Pradesh, les pluies de mousson ont également fait des ravages, et le Gange est en crue. La ville sainte de Bénarès et sa région sont touchées, ainsi que d'autres centres urbains importants, telle Allahabad.

En dépit de ce bilan tragique, la «bonne mousson» de cet été en Inde aura – contrairement au Pakistan – des répercussions globalement positives. Une mauvaise saison des pluies aurait encore aggravé les conséquences de la sécheresse dont souffraient 70 millions d'Indiens il y a quelques semaines. Non seulement l'agriculture, mais le pays tout entier aurait été atteint, parce qu'il est à 70 % rural, et parce que New-Delhi, lancée dans une profonde réforme de libéralisation économique sous l'impulsion du premier ministre Narasimha Rao, doit réduire ses subventions aux paysans, notamment s'agissant des engrais. Cette décision, dont l'application a partiellement commencé, implique que l'agriculture se montre plus performante qu'elle ne l'a jamais été.

BRUNO PHILIP

Sur fond de tension croissante entre les deux pays

Pékin et Hanoï discutent de leur contentieux frontalier

Le vice-ministre chinois des affaires étrangères est arrivé à Hanoï, vendredi 18 septembre, pour des discussions avec les autorités du Vietnam sur le contentieux frontalier qui s'envenime entre les deux pays. M. Xu Dunxin doit ensuite se rendre à Phnom-Penh.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le contentieux s'alourdit entre la Chine et le Vietnam, moins d'un an après la «normalisation», célébrée le *5 novembre 1991. Pékin ne manque* pas une occasion, en effet, d'affirmer sa *«souveraineté»* – objet d'une loi votée par son Parlement en février – sur la mer de Chine méridionale et les archipels qui s'y trouvent, les Paracels et les Spratleys.

Dernier litige en date : l'arraisonnement, depuis trois mois, par la *marine chinoise, de nombreux cargos* vietnamiens (de huit à dix-neuf selon les sources) qui font des navettes entre Hongkong et les ports de Hong-Gai et de Haïphong, dans le golfe du Tonkin. Une fois leur cargaison saisie, les navires sont autorisés à reprendre leur route. La presse vietnamienne a admis que ces bateaux transportaient souvent des produits de contrebande, notamment des limousines, destinées à la Chine méridionale. Hanoï, et Londres, ont protesté contre ces arraisonnements.

Hanoï accuse aussi Pékin d'avoir entrepris, toujours dans le golfe du Tonkin, un forage et des relevés sismiques de son côté d'une ligne de démarcation maritime sur laquelle la Chine et la France, alors puissance coloniale au Vietnam, s'étaient entendues en 1887. Les Chinois rétorquent que ces recherches pétrolières ont lieu *«dans un secteur sous juridiction chinoise»*, à l'ouest de l'île de Haïnan. Les Vietnamiens reprochent également à Pékin d'avoir récemment accordé à une société américaine, la Crestone Energy, des droits d'exploration dans un secteur qu'ils considèrent comme appartenant à leur plateau continental méridional, à l'ouest de l'archipel des Spratleys. Enfin, Hanoï a accusé Pékin d'avoir violé sa souveraineté en prenant possession, le 8 juillet, d'un ou deux récif (s) de ce même archipel.

Un contentieux persiste également sur la frontière terrestre entre les deux pays, théâtre de très violents combats début 1979, à telle enseigne que le commerce, très important, y est illicite faute d'accord sur des contrôles douaniers. Le Vietnam s'inquiète notamment d'une invasion, sur son marché, de produits de consommation chinois auxquels la production locale, plus chère et plus médiocre, ne peut faire face.

Attitude ambiguë

M. Xu Dunxin, premier officiel chinois de haut rang à se rendre au Vietnam depuis la visite officielle, en avril, de M. Qian Qichen, chef de la diplomatie de Pékin, est censé tâter le terrain en vue d'organiser des négociations au fond, prévues pour octobre, et l'éventuelle visite, annoncée pour la fin de l'année, de M. *Li* Peng, premier ministre chinois. L'attitude de Pékin est ambiguë. Les Chinois se montrent rassurants dans les forums internationaux, en affirmant notamment que les différends en mer de Chine méridionale doivent être réglés par la négociation.

Ils n'en exercent pas moins, sur place, des pressions croissantes sur Hanoï. Ils en ont les moyens : en raison de son isolement diplomatique et de la quasi-inexistence de sa flotte de guerre, le Vietnam ne peut qu'émettre des protestations verbales et tenter de s'appuyer davantage sur les Etats non communistes de l'Asie du Sud-Est, que les prétentions chinoises inquiètent également. Trois autres pays de la région en effet – Bruneï, la Malaisie et les Philippines – revendiquent, en partie, les Spratleys.

Cependant, bien que les relations entre la Chine et le Vietnam aient rarement été si médiocres – et rien n'indique qu'elles vont s'améliorer de sitôt, – les deux pays ne semblent pas près de remettre en cause leur *modus vivendi* sur le Cambodge, sanctionné, il est vrai, par les accords de paix de Paris signés par dix-neuf pays sous l'égide des Nations unies.

JEAN-CLAUDE POMONTI

SOCIÉTÉ

Alors que le mouvement des surveillants se poursuit

Les détenus de Clairvaux ont réintégré leurs cellules

Les deux cent vingt détenus de la maison centrale de Clairvaux (Aube), qui avaient été évacués mardi 15 septembre vers les prisons d'Aiton (Savoie) et de Saint-Quentin Fallavier (Isère) afin de permettre une fouille complète de l'établissement, ont réintégré leurs cellules dimanche 20 septembre. Lors de leur arrivée, le personnel de la prison réuni devant la porte d'entrée leur a tourné le dos afin de manifester sa colère. La veille, le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, s'était rendu à Bar-sur-Aube (Aube) afin de rencontrer les représentants des personnels de Clairvaux. *Il ne s'agissait pas de négocier, mais d'améliorer la sécurité de la maison centrale.* Une enveloppe budgétaire de 10 millions de francs sera consacrée à cet objectif. La moitié de cette somme sera investie avant la fin de l'année et l'autre moitié avant le mois de mars 1993. Le blocage des établissements se poursuivait, dimanche 20 septembre. Selon la chancellerie, le mouvement s'effritait cependant légèrement : soixante-dix-sept établissements fonctionnaient normalement dimanche contre soixante-deux samedi. Les syndicats, qui estimaient le nombre d'établissements touchés à cent dix, mettaient toutefois ce léger recul en rapport avec le repos du dimanche. « Le mouvement reprendra de plus belle lundi », promettaient-ils durant le week-end.

Les visiteurs du samedi

LYON

de notre bureau régional

Il fait beau samedi après-midi. Devant la porte jaune moutarde de Saint-Paul, les surveillants ont organisé une buvette, « Au Maton glouton », avec de la bière et des sodas au frais dans des glacières de camping, des cageots de pommes et d'oranges, cinq ou six tables, quelques chaises, et des merguez aux heures des repas. *Mais le cœur n'y est pas.* Canettes en main, trois gardiens de la paix devisent paisiblement avec les serveurs. Les autres jeunes surveillants qui se sont « collés au piquet » regardent mélancoliquement le temps passer au ralenti. Huit jours déjà, de quoi se sentir « *installés* » dans un mouvement, même s'il fait du surplace. De quoi languir aussi. « *Levée des sanctions sans conditions* », proclame imperturbablement leur banderole.

Dans la rue Smith, bordée par l'un des hauts murs de la prison, noir, poussiéreux, et d'où monte une suffocante odeur d'urine, trois « beurettes » et un groupe d'adolescents s'offrent une séance de « parloir sauvage » avec des détenus, à peine plus âgés qu'eux, dont les bras, les jambes parfois, un bout de visage, émergent entre les barreaux des fenêtres du dernier étages des bâtiments C et D. « *Ça va, toi ? – Ouais, et toi, ça va ? – Ouais.* » Bribes d'un dialogue crié, forcément élémentaire. « *Combien tu as fait ? Huit mois ? – Non, un an et demi, je suis le seul à rester – Où il est, Jean-Pierre ? Toujours à ton étage ? – Je sais pas, avec la grève, on se voit pas...* » D'une fenêtre à l'autre, un sac de plastique circule, le long d'un manche à balai. Un rire fuse, presque incongru. La vie continue.

Ici, les vrais « parloirs familles » n'ont jamais été interrompus, à peine perturbés. Au risque de déplaire aux avocats – certains, au barreau de Lyon, considérant que l'entrave à leur activité porte préjudice à leurs clients, envisagent quelque protestation solennelle, – l'administration considère toujours, assez justement, que les visites des proches constituent la priorité. Le contact indispensable, vital.

« Ils ont le droit de se défendre »

Il est 16 h 30 et le dernier groupe de l'après-midi ressort justement. Quelque chose d'une sortie d'hôpital. La même lueur de tristesse dans les regards, des yeux rougis parfois, des postures et des mots de pauvres gens, quelles que soient les conditions sociales. Une différence, cependant : ces hésitations teintées de gêne pour évoquer le cas de celui à qui on vient de rendre visite. « *Le fils tient bien le coup, le moral est assez bon. Le plus pénible pour lui, c'est de ne plus pouvoir cantiner. Il est à court de cigarettes, et ça, quand on est oisif, c'est terrible* », explique un retraité en allumant sa gitane papier maïs.

Deux dames franchissent le porche, pratiquement bras dessus, bras dessous. Elles ne sont pas parentes, pas encore amies, *mais elles se sont connues au fil des parloirs*. Le mari de l'une occupait la quatrième place – un matelas de mousse glissé sous les trois lits superposés, durant la journée – dans la cellule du fils de l'autre, qui a des cheveux blancs et des manières de maman poule. L'extrême promiscuité de l'intérieur peut ainsi créer des liens de l'autre côté des grilles. « *Avec les policiers, tout marche bien, ils font ce qu'ils peuvent vis-à-vis de nous comme avec les détenus. Personne ne s'en plaint. Il y a quand même quelques fortes têtes pour les insulter, les provoquer. C'est pour ça qu'on est inquiètes, on a toujours peur que ça dégénère* », raconte la maman, qui n'oublie pas de souligner qu'avec les surveillants, *habituellement*, il n'y a pas de problème non plus. « *D'ailleurs, on ne leur en veut pas, ils ont le droit de se défendre et de réclamer des effectifs supplémentaires.* » Avant de faire un faux pas, son fils était chauffeur routier. La grève, il a connu.

Six jours d'attente pour une douche

« *La durée moyenne des parloirs a dû être légèrement réduite* », nous avait indiqué le directeur des prisons de Lyon, qui, depuis le « lâchage » des premiers surveillants, doit, avec ses quatre adjoints et dix surveillants-chefs, orchestrer l'activité des CRS, des compagnies d'intervention des polices urbaines et des appelés du contingent pour faire tourner une « *boutique* » où se relaient en temps normal trois cents surveillants.

Selon les familles, les entrevues ont au contraire plutôt débordé, passant d'une demi-heure à trois quarts d'heure. « *Par contre, pour s'inscrire, c'est beaucoup plus compliqué. Au lieu de téléphoner, il faut se déplacer la veille et faire la queue. Vendredi, la bousculade était telle que j'ai été projetée par terre* », raconte l'une des visiteuses.

Le fils et le mari, qui étaient employés à repeindre la salle de sport de la maison d'arrêt, se retrouvent sans activité depuis une semaine. Et ils ont dû attendre six jours avant de pouvoir prendre une douche. Outre la cantine, c'est le courrier qui semble leur manquer le plus. Pour ce qui est des colis, contrairement à une idée largement répandue, ils ne sont pas autorisés, sauf pour Noël. Pas question d'apporter des oranges, des friandises, du tabac, ni même de la lecture aux pensionnaires de la maison d'arrêt. Les cadeaux se font par le biais des mandats.

Pour s'exprimer, les sentiments doivent, eux, se plier à un rituel inchangé. « *Les papiers réglementaires à la main, on franchit le porche, on laisse ses sacs et ses objets métalliques dans un casier, on passe sous un portique de détection – il fonctionne bien, puisqu'il s'est déclenché avec ma montre – et on répond à un appel fait à partir des cartes d'identité. Ensuite, on nous attribue un parloir numéroté, où l'on attend le détenu, qui, avant et après, est soumis à une fouille.* » Par précaution, les visiteurs hommes reçoivent sur la main un coup de tampon dont un lecteur optique vérifie la présence à la sortie. Les deux dames ne comprennent pas que des armes aient pu être introduites à Clairvaux. Mais elles savent une chose : elles seront là mardi, prochain jour des parloirs.

ROBERT BELLERET

FAITS DIVERS

Un gendarme mobile tué en Corse-du-Sud

BASTIA

de notre correspondant

Fabrice Aufort, un gendarme mobile âgé de vingt-six ans, célibataire, originaire d'Angoulême (Charente), a été tué (1) d'un coup de fusil, dimanche matin 20 septembre, au cours d'une patrouille à Zonza, commune de Corse-du-Sud située à 20 kilomètres au nord-ouest de Porto-Vecchio.

Vers 5 h 30, un fourgon de gendarmerie avec, à son bord, deux gendarmes mobiles affectés à la surveillance de la mairie de Zonza venait de prendre place en contrebas du bâtiment communal lorsqu'un coup de feu retentissait. Une cartouche de chevrotines à neuf grains, tirée par un seul homme embusqué à une distance de 20 à 30 mètres, pénétrait par la lunette arrière du fourgon. Touché à la tête par deux grains de plomb, Fabrice Aufort a été tué sur le coup. Profitant de la confusion, le tireur prenait la fuite sans difficulté, d'autant que le reste du village était plongé dans l'obscurité en raison d'une panne du réseau d'éclairage, qui pourrait bien être la conséquence d'un sabotage.

Selon M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, « *une mission de surveillance avait été mise en place à la suite d'un coup de téléphone anonyme annonçant que la mairie sauterait dans la nuit de samedi à dimanche* ». Pendant toute la nuit, des patrouilles de gendarmes mobiles de l'escadron de Châtellerault basé à Sartène, avaient effectué des missions de surveillance autour de la mairie de Zonza. Le ministre de l'intérieur a appelé « *l'ensemble des forces de l'ordre à rechercher le ou les coupables avec une détermination sans relâche afin que ce crime trouve son juste châtiment* ».

Dans la journée de dimanche, les premières investigations des enquêteurs permettaient d'auditionner cinq personnes à titre de témoins. « *Nous n'excluons aucune piste, nous effectuons des vérifications diverses* », confiait un gendarme de la brigade de Levie, petite commune proche de Zonza, au moment où l'un des témoins ressortait libre après son audition.

Le meurtre du gendarme Aufort intervient un mois après la réunion à Paris du comité interministériel sur la Corse au cours duquel avait notamment été annoncé un accroissement de 10 % des effectifs de police et de gendarmerie dans l'île.

MICHEL CODACCIONI

(1) C'est le onzième représentant des forces de l'ordre tué en Corse depuis 1975 et le trentième meurtre perpétré dans l'île depuis le début de l'année.

SCIENCES

Succès de la deuxième mission de la navette spatiale Endeavour

La cinquantième mission d'une navette spatiale américaine – et la deuxième de la navette Endeavour – qui a pris fin dimanche 20 septembre à 14 h 53 (heure de Paris) à Cap Canaveral (Floride), après huit jours et cent vingt-sept révolutions, a inauguré avec succès les premières expériences de coopération spatiale entre les Etats-Unis et le Japon.

La totalité des quarante-trois expériences conduites à bord du laboratoire Spacelab ont réussi, particulièrement les trente-quatre expériences japonaises qui ont couté 210 millions de dollars à Tokyo (environ 1 milliard de francs) dont 91 millions payés à la NASA.

Ce vol a permis de faire voler non seulement le premier astronaute scientifique japonais et la première femme noire, mais aussi le premier couple marié d'astronautes. Toutefois les seules expériences de sexualité et de reproduction à bord d'Endeavour ont été menées sur des batraciens, a indiqué la NASA.

Les biologistes se sont félicités de la découverte immédiate réalisée dans le domaine de la reproduction sexuelle des grenouilles. « *Nous nous attendions à un développement anormal des embryons et tout semble indiquer que les têtards sont normaux*, a déclaré Ken Souza, responsable de cette expérience au Centre de recherche spatiale d'Ames près de San-Francisco (Californie). *C'est la première fois que nous avons une ovulation et une fertilisation dans l'espace produisant l'apparition d'embryons d'une espèce développée comme les amphibiens.* » – (AFP.)

EN BREF

□ **Arrestation à Paris de deux membres présumés des Brigades rouges.** – Deux membres présumés des Brigades rouges italiennes ont été interpellés par la police française, vendredi 18 septembre, à Paris. Franco Messina et Paola Maturi, tous deux âgés de trente-huit ans, faisaient l'objet de mandats d'arrêt internationaux. Ils étaient notamment recherchés pour l'assassinat d'un commissaire de police, à Rome, en 1981, ainsi que pour tentatives d'assassinat, séquestration, association de malfaiteurs et détention d'armes de guerre. Ils devraient prochainement être extradés.

□ **Affaire URBA : l'information peut se poursuivre.** – La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a autorisé, vendredi 18 septembre, la poursuite de l'information judiciaire dans le cadre de l'affaire Urba sur le financement occulte du Parti socialiste. Le Conseil d'Etat avait déclaré irrecevable (*le Monde* du 3 février) la constitution de partie civile du député européen des Verts, M. Gérard Monnier-Besombes. Les magistrats lyonnais ont confirmé l'irrecevabilité de la plainte, mais ils ont estimé que l'information pouvait tout de même se poursuivre. Trois élus socialistes des Bouches-du-Rhône, les députés MM. Michel Pezet et Philippe Sanmarco, et un ancien adjoint au maire de Marseille, M. Philippe Rastoin, sont cités dans ce dossier.

□ **Environnement : fermeture d'une décharge de déchets industriels filiale de Pechiney.** – La décharge située à Vif (Isère) et utilisée par l'usine Cezus-Chimie de Jarrie (Isère), une filiale de Pechiney, a été fermée le 18 septembre après la découverte d'uranium et de thorium dans les 2 000 tonnes de déchets entreposés sur le site depuis 1977. L'usine traite notamment du zirconium, métal utilisé pour gainer les barres de combustible dans les centrales nucléaires. Le personnel de Cezus-Chimie doit subir un examen médical complet le 21 septembre. Les résultats d'expertises plus poussées permettront, dans un mois, de savoir si il y a danger ou non, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ayant pour l'instant fait prendre des « *mesures conservatoires par prudence* ».

RELIGIONS

Le cardinal Lustiger crée un secrétariat d'études politiques

Archevêque de Paris, le cardinal Lustiger a créé un secrétariat d'études politiques, notamment chargé d'entretenir une relation suivie entre l'Eglise catholique et les milieux politiques et parlementaires. Sa direction a été confiée au Père Alain Maillard de La Morandais, qui, dit sa lettre de mission, aura une tâche de « *conseiller moral et spirituel* » des élus. Ce secrétariat devra informer l'archevêque de Paris sur « *les besoins spirituels et moraux de ce milieu* », assurer une diffusion des « *messages* » du cardinal Lustiger auprès des responsables politiques et faire le lien entre eux et les organismes nationaux de l'épiscopat, chargés des « *sujets à interférence morale et politique* ». Ce secrétariat sera situé au 12, rue de Martignac, Paris-7e.

[Né le 29 mars 1935 au Croisic (Loire-Atlantique), Alain Maillard de La Morandais a fait ses études à Nantes et à Rome, au séminaire français et à l'Université grégorienne. Il est docteur en théologie et en histoire. Ordonné prêtre à Paris en 1963, il a été aumônier de lycée et d'université. Coresponsable de la fondation de Radio Notre-Dame, il a été curé de Notre-Dame-du-Travail de Plaisance (1983-1992), avant d'être nommé récemment curé de la paroisse Sainte-Clotilde. Officier de réserve, il a servi pendant vingt-huit mois en Algérie. De cette expérience de guerre, il a ramené un ouvrage publié en 1990 au Seuil, sous le titre *L'homme est seul*.]

Deux cent cinquante ans après le premier culte en français

Les héritiers de Martin Luther

Une série de manifestations marquent à Paris le 250e anniversaire du premier culte luthérien célébré en langue française. Un colloque a notamment réuni, jeudi 17, vendredi 18 et samedi 19 septembre à la mairie du treizième arrondissement, les principaux spécialistes du luthéranisme français.

« *Vous êtes passés des ambassades aux maisons de la République* » : la formule de Jacques Toubon, venu saluer ses hôtes à la mairie du treizième arrondissement, soulignait la trajectoire originale d'un luthéranisme longtemps apparu – à l'image de l'islam d'aujourd'hui – comme une religion de l'étranger, avant de s'intégrer dans la société française, se plaçant même à la pointe de ses combats pour la tolérance et la modernité.

C'est le 16 septembre 1742 que le culte luthérien – interdit en France depuis 1521 – est célébré pour la première fois en langue française dans un lieu protégé par l'exterritorialité : la chapelle de l'ambassade de Suède où, depuis 1626, se retrouvaient déjà, autour de Martin Luther, une cohorte de princes scandinaves et allemands. Condamnés par la toute-puissante Sorbonne, les amis du pasteur – les « Bibliens », comme on disait à l'époque – avaient été chassés de Paris. Grâce aux ambassades, celles de Suède et du Danemark, ils retrouvent droit de cité. Au temps des « princes » succède, de la Régence à la Révolution, le temps des « humbles », comme l'écrit Janine Driancourt-Girod (1), immigrés d'une Allemagne déchirée par les guerres civiles ou artisans français.

Réorganisant tous les cultes, Napoléon, en 1806, reconnaît officiellement l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, lui donnant même sa première église, celle des Billettes. C'est la fin de la clandestinité. Français à part entière, aux « princes » et aux « humbles » se joignent enfin des bourgeois et des notables, banquiers, entrepreneurs, scientifiques, les Schlumberger, Rapp ou Cuvier. L'« inspection » luthérienne de Paris, qui s'étend jusqu'à Lyon, Nice et Marseille, et celle de Montbéliard comptent jusqu'à une cinquantaine de lieux de culte aujourd'hui.

« La justice gratuite et libératrice de Dieu »

Les luthériens ne sont guère nombreux en France (environ 30 000), sauf en Alsace, où la proximité de l'Allemagne et le Concordat en font une Eglise séparée, l'Eglise de la Confession d'Augsburg d'Alsace et de Lorraine (ECAAL), forte de 200 000 fidèles. Mais le colloque de Paris a permis de mesurer l'apport singulier de ce luthéranisme à la société française, aux autres confessions issues de la Réforme, au catholicisme et à l'orthodoxie.

Protestants à part entière, ils ont popularisé les thèses de Martin Luther sur la « *justication par la foi seule* », qui rompait avec la croyance selon laquelle l'homme ne doit son salut qu'à son mérite et à ses œuvres. Selon le principe de la « *souveraineté des deux règnes* », ils sont soucieux de l'autonomie du politique et ne se prononcent pas, à la différence des réformés largement majoritaires dans le protestantisme français, sur les problèmes de société. Leur sens plus prononcé de l'autorité de l'Eglise, de la hiérarchie, du dogme, de la liturgie, du sacrement, fait enfin des luthériens les protestants les plus proches des catholiques.

Aussi sont-ils les mieux placés pour jouer un rôle de passerelle œcuménique. Interrogé sur ce que le catholicisme et le concile Vatican II (1962-1965) doivent au luthéranisme, le Père Hervé Legrand, membre de la commission internationale de dialogue, a cité une liste impressionnante d'acquis : le renouveau théologique, la traduction de l'Ecriture sainte dans la vie, la conception de l'Église comme « peuple de Dieu », la nécessité d'une réforme permanente de l'Eglise dans son existence historique, la compréhension du ministère comme service, le sens de la « *justice gratuite et libératrice de Dieu* ». Avant de conclure qu'au plan œcuménique on a fait plus de progrès en vingt-cinq ans qu'en quatre siècles depuis la Réforme.

Luther, « *notre maître à tous* » ? Tous les participants n'étaient pas loin de revendiquer son héritage, laissant le théologien luthérien André Birmelé poser la seule question qui vaille encore pour les chrétiens attachés à leur réunification : comment passer d'un « *ensemble de convergences* » à une « *convergence d'ensemble* » ?

HENRI TINCQ

(1) *L'Insolite Histoire des luthériens de Paris*, de Janine Driancourt-Girod, Albin Michel, septembre 1992, 382 pages, 150 F. Du même auteur, vient aussi de paraître *Ainsi priaient les luthériens*, le Cerf, 235 pages, 110 F.

► **Parmi un ensemble de conférences et de cérémonies, il faut signaler l'exposition « Etre luthérien à Paris, 1742-1992 », jusqu'au 30 septembre au cloître des Billettes, 22, rue des Archives, à Paris-4e, ainsi que le concert du 24 septembre à 19 heures à l'église allemande, 25, rue Blanche, Paris-9e.**

SPORTS

BASKET-BALL : la reprise du championnat de France

Levallois fait rêver les banlieues

Lors de la première journée du championnat de basket de nationale A1, samedi 19 septembre, Limoges s'est imposé sur le terrain du promu Levallois (92-86). Mais, malgré les 33 points de Young et les 26 d'Ivanovic, le vice-champion de France a dû avoir recours à deux prolongations. Une satisfaction pour Levallois : la partie a eu lieu devant une salle comble (3 400 spectateurs).

A Levallois, samedi soir, joueurs, dirigeants et supporters avaient échangé leurs illusions de victoire contre une envie de spectacle. Pour son premier match en nationale A1, le club recevait Limoges, l'équipe-phare du basket français des années 80.

« On s'attaque à l'Everest d'entrée », s'inquiétait l'entraîneur Jacky Renaud, regrettant de ne pas avoir pu recevoir les vice-champions de France *« au beau milieu de l'hiver, au retour d'un déplacement dans les pays Baltes »*. *« Ce genre d'équipe est hors de portée*, renchérissait un ancien joueur aujourd'hui installé à Neuilly, *notre meilleur joueur ne pourrait même pas rentrer dans leur cinq majeur »*. Aussitôt, un jeune Antillais coiffé d'une casquette rouge tempérait ce jugement : *« Non, on a maintenant un très bon US, Michael Brooks, qui était à Limoges l'an dernier. Le malaise, chez nous, c'est les Céfrans* (Français) . »

Dans le nouveau palais des sports Marcel-Cerdan (inauguré en février), les discussions s'enflammaient sur la valeur supposée des différents joueurs, mais, même dans les hyperboles les plus improvisées, personne n'osait imaginer un exploit face aux sextuples champions de France.

« Notre première victoire, ce sera le public, avait prévenu Jean-Pierre Staelens, ancien international devenu manager général de Levallois. *Nous allons devenir le club des Hauts-de-Seine et de la banlieue, là où les jeunes s'identifient de plus en plus aux stars de la NBA. D'ailleurs, à terme, nous ferons sûrement jouer des jeunes d'Ile-de-France, on y dispose d'un bon réservoir. En football, par exemple, c'est ici que Guy Roux fait tout son recrutement. »*

En attendant d'être sur le terrain dans quelques années, beaucoup de futurs basketteurs se trouvaient dans les tribunes samedi. Tel Karim, treize ans, venu de Seine-Saint-Denis, qui n'a découvert le basket que cet été, en regardant les Jeux olympiques à la télé. Depuis, il a réclamé la construction d'un *playground* (terrain découvert) dans son quartier : *« Peut-être que quand je serai grand, je pourrais devenir pro et gagner beaucoup d'argent »*, rêve-t-il à voix haute. Il n'est pas le seul à espérer. Les effectifs de tous les clubs gonflent. Levallois compte 228 licenciés cette année.

L'exemple Sonko

« Il n'est pas rare maintenant de voir des jeunes des banlieues se balader avec des ballons de basket sous le bras, remarque Jacky Renaud. *C'est bon pour nous. Plus tard, dans nos journées de sélection, on trouvera peut-être la perle rare, comme Mustapha Sonko. »* Ce jeune Africain de vingt ans et 1,92 mètre, joueur de Sceaux (A2), représente actuellement le symbole de la réussite. Il a déjà signé pour jouer à Gravelines l'an prochain, dans l'un des meilleurs clubs de l'Hexagone.

A Levallois, les vedettes sont originaires d'ailleurs. Michael Brooks et Larry Robinson viennent des Etats-Unis, Laurent Sénéchal du Nord, Patrick Cham et Patrick Perroni des Antilles. Mais, déjà, toutes ont été promues au rang de stars locales, au même titre que Terence Stansbury, deuxième arrière très spectaculaire et animateur principal de la saison presque parfaite de l'an dernier (24 victoires en 26 matchs). A l'intersaison, le grand Terence se faisait une joie de découvrir l'élite. Hélas, une opération du cartilage rotulien l'a éloigné des salles de basket pour plusieurs mois.

Dès le début de la rencontre face à Limoges, son remplaçant Larry Robinson tenait à montrer qu'il pouvait également épater le public, *rythmant ses applaudissements* après chaque panier. Les 3 400 spectateurs de Levallois avaient bien besoin de ce maître de cérémonie, tellement ils semblaient désorganisés. Sans chorale, sans pom-pom girls, ils donnaient parfois l'impression de s'effacer devant le petit kop limougeaud qui ne comprenait pourtant qu'une vingtaine d'inconditionnels tout de jaune vêtus, cette couleur étant celle des maillots brillants des Lakers adoptés cette année par les coéquipiers de Richard Dacoury.

Le comportement des supporters trahissait la différence entre la fougue du club banlieusard et l'expérience des internationaux limougeauds ; entre une formation qui serait comblée par une septième place et une équipe qui compte rivaliser avec les grands d'Europe. D'ailleurs, à la mi-temps, le score est de 41 à 32 en faveur de Limoges.

Après la pause, la folie envahit enfin le palais des sports. Les joueurs de Jacky Renaud reviennent à 49-49, puis prennent l'avantage à 61-60. Dans les tribunes, jeunes BCBG aux vestes de couleur et gamins blacks-blancs-beurs des cités synchronisent leurs battements de pied pour créer un brouhaha effrayant. En quelques minutes, le public le plus disparate de France est devenu l'un des plus unis. En nouvel animateur des soirées basket, Larry Robinson réclame plus d'encouragements. Il les obtient. Transcendé, le jeune appelé du contingent, Laurent Sénéchal (22 ans) multiplie les exploits techniques. Il porte la marque à 67-61 à trois minutes de la fin.

Malheureusement pour Levallois, c'est généralement dans les dernières minutes que l'expérience paie : Limoges arrache des prolongations (70-70), pour l'emporter finalement de six points (92-86) après deux nouvelles périodes de cinq minutes. A Levallois, le rêve est passé, mais la joie demeure.

GUILLAUME CLÉMENT

Le Rallye Paris-Moscou-Pékin

Une course par élimination

Les rescapés du premier Rallye Paris-Moscou-Pékin devraient arriver dans la capitale chinoise dimanche 27 septembre. Après les deux premières épreuves chronométrées disputées sur le territoire chinois, la Citroën ZX du Français Pierre Lartigue était en tête, dimanche 20 septembre, devant trois Mitsubishi Pajero, pilotées par le Japonais Kenjiro Shinozuka, l'Allemand Erwin Weber et le Français Bruno Saby.

Turugart Pass. Pour les concurrents des 93 autos, 15 motos, 24 camions de course et 23 d'assistance qui avaient pris le départ de Paris mardi 1er septembre (*le Monde* du 1er septembre), cette arche de pierre plantée dans un décor lunaire à 3 800 mètres d'altitude pour marquer le passage entre le Kirghizotan et la Chine, était le premier objectif à atteindre. Les 69 rescapés (1) qui l'ont franchie, jeudi 17 septembre, ont désormais l'assurance, même s'ils devaient abandonner la course, de voir Pékin.

De la traversée des six Républiques de la CEI, les concurrents du Paris-Moscou-Pékin auront surtout retenu la chaleur de l'accueil des populations. L'offrande des bols de lait caillé ou des bouquets de fleurs des champs au passage à proximité des yourtes (tentes de feutre). L'immensité des champs de culture en Russie, puis des steppes du Kazakhstan parcourues par les troupeaux de chevaux, de saïgas (antilopes) et de chameaux.

Ce parcours, souvent interminable et monotone, mais très cassant et parsemé de saignées, s'est toutefois révélé beaucoup plus sélectif que prévu. Après douze épreuves spéciales représentant 4 630 kilomètres chronométrés en CEI, les écarts étaient considérables. Si Stephan Peterhansel et Thierry Magnaldi, les deux motards d'usine (Yamaha Motor France), qui avaient toujours fait route ensemble, n'étaient séparés que d'une minute, Philippe Bermudes, troisième et premier « privé », comptait plus de vingt et une heures de retard.

Chez les autos, le duel attendu entre Citroën et Mitsubishi avait tenu ses promesses. A un rythme presque comparable à ceux des spéciales du championnat du monde des rallyes, Pierre Lartigue (Citroën), vainqueur de quatre secteurs chronométrés, et Bruno Saby (Mitsubishi), qui s'était montré trois fois le plus rapide, se sont livrés à un extraordinaire chassé-croisé pour la première place, jusqu'à ce que l'ancien vainqueur du Monte-Carlo ne perde près de deux heures pour une biellette de direction cassée dans la dernière spéciale en CEI.

Cette course par élimination entre les favoris avait commencé dès la cinquième épreuve spéciale, avec l'abandon du Finlandais Timo Salonen, dont la ZX avait brûlé peu avant Kenkijak (Kazakhstan). Après avoir failli vivre la même mésaventure, le Suédois Bjorn Waldegard a accumulé les heures de retard, tout comme Hubert Auriol, son coéquipier chez Citroën. Le premier pour une boîte de vitesses bloquée dans la traversée du désert du Karakum (Turkménistan), puis une biellette de suspension cassée avant Chimkent (Kazakhstan). Le second pour des ruptures de pont arrière puis avant dans les deux mêmes étapes.

Depuis qu'ils ont pénétré en Chine, les rescapés du Paris-Moscou-Pékin ont retrouvé à partir de Aksu les chemins empruntés soixante ans plus tôt par la Croisière jaune de Citroën. Pierre Lartigue, doté d'une confortable avance au classement, rêve de signer un nouveau chapitre à la gloire de la marque au chevron. Les trois équipages des Mitsubishi Pajero qui le suivent vont désormais guetter la moindre de ses défaillances sur les 3 740 kilomètres, dont 1 877 en secteurs chronométrés, qui les séparaient encore, dimanche 20 septembre, de la capitale chinoise.

GÉRARD ALBOUY

(1) 61 autos et camions et 8 motos en course, et 22 véhicules d'assistance.

GOLF : le 23e Trophée Lancôme

Mark Roe, en stratège

Mark Roe a remporté, dimanche 20 septembre, le 23e Trophée Lancôme de Saint-Nom-la-Bretèche comptant pour le circuit professionnel européen et doté de 4 750 000 francs en rendant une *dernière carte* de 65 pour un total de 267 (13 au-dessous du par). Ce Britannique de 29 ans devance l'Argentin Vicente Fernandez et signe sa première grande victoire. Son compatriote Nick Faldo, numéro un mondial et favori de l'épreuve, a terminé dix-septième.

L'affaire a ulcéré le petit monde du Trophée Lancôme. Celui que l'on attendait le plus cette année sur le parcours de Saint-Nom-la-Bretèche, Nick Faldo, alléché par l'offre d'une coquette somme de 100 000 dollars (plus de 500 000 francs), a craché dans la soupe. Le numéro mondial et favori de l'épreuve, vexé d'avoir raté son premier parcours, compromettant, ainsi la victoire finale, s'était répandu, jeudi, en propos acerbes sur l'épreuve, *« véritable garden-party où les spectateurs ne connaissent rien au sport »*. Définitivement fâché avec son chouchou, le public a laissé l'ingrat se débattre dans les profondeurs du classement pour saluer la première victoire majeure du Britannique Mark Roe, beaucoup moins connu mais plus jovial que son compatriote.

Une victoire servie par la chance

Nick Faldo jeté aux oubliettes, la dernière journée promettait d'être passionnante, huit joueurs se tenant en deux points. La victoire devait être une affaire de sang-froid, Mark Roe en a fait un combat de stratège. Le Britannique, en effet, aurait dû être plus fébrile que ses vieux briscards d'adversaires, l'Espagnol José-Maria Olazabal et l'Australien Peter Senior, notamment, ou que le Néo-Zélandais Franck Nobilo, tenant du titre. Ces hommes sillonnent le circuit mondial pendant l'année alors que Roe, 48e golfeur européen, ne connaît que les fairways du Vieux Continent. Ses nerfs à vif lui ont collé une belle insomnie, mais, au matin, il masquait sa fébrilité sous une humeur badine dont il est coutumier.

Belle victoire, servie par la chance, Mark Roe ne le cache pas. Deuxième ex-aequo à l'issue des trois premiers jours avec José-Maria Olazabal, l'Argentin Eduardo Romero et le Britannique Jim Payne, il a gagné au tirage au sort, avec ce dernier, le privilège de fermer le ban de la compétition aux côtés du leader, l'Australien Peter Senior. Au quatorzième trou, la balle de Roe qui allait se noyer dans le *rough*, les herbes hautes, a rebondi sur la cuisse d'une spectatrice et s'en est retournée sur le fairway, plus accueillant. *« J'ai réussi à faire un quatre sur ce trou, mais sans cette dame, ç'aurait pu être un cinq ou un six »*, soupire-t-il. Cette victoire couronne un stratagème classique mais efficace : l'intimidation. *« Il fallait que je frappe un bon coup dès le début du parcours pour déstabiliser Senior »*, auteur d'une belle carte de 66 (soit quatre sous le par) la veille».

Et quel début ! Front buté, tête baissée, Mark Roe attaque et réussit d'entrée trois *birdies* (un coup en dessous du par). Interloqué, Peter Senior craque le premier et commet deux *bogeys* (un coup au-dessus du par) aux trous sept et huit. *Il ne reviendra jamais dans* une partie dont Mark Roe est maître, Jim Payne faisant office d'excellent faire-valoir. Les deux partenaires intimidés, il faut contenir le retour du groupe précédent, sans cesse menaçant (Olazabal, Romero et Barry Lane). Mark Roe accélère la cadence à la hussarde. *Piaffant d'impatience, il aiguillonne* ses deux adversaires et, très vite, sous le ciel blanc et frileux, la bande des trois talonne l'avant-dernier groupe qui ne goûte guère cette insolente pression. Agacés, Eduardo Romero et José-Maria Olazabal plient au seizième trou. Ils finiront respectivement à dix et neuf en dessous du par. *Le bon* tour de Mark est joué.

Fin stratège décidément. Après une partie presque parfaite, le vainqueur a enfin révélé qu'il souffrait de fortes douleurs au dos. Une semaine de physiothérapie devrait remettre cet ancien plongeur friand de trampoline. Mark Roe tient désormais à être en forme pour disputer les grands tournois auxquels il peut désormais prétendre.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats

ATHLÉTISME

RECORD DU MONDE A LA PERCHE

L'Ukrainien Sergueï Bubka a battu pour la trente-deuxième fois (seize en plein air et seize en salle) le record du monde du saut à la perche, en franchissant 6,13 m à son premier essai, samedi 19 septembre à Tokyo. Cette performance améliore d'un centimètre son précédent record, battu le 30 août à Padoue, et lui permet de hisser à la même hauteur ses deux records en salle et en plein air.

AUTOS-MOTOS

PARIS-MOSCOU-PÉKIN
(Classements généraux dimanche 20 septembre)

Autos. – 1. P. Lartigue-M. Perin (Fra., Citroën ZX), 24 h 42 min 15 s de pénalisation ; 2. K. Shinozuka-H. Magne (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), à 38 min 11 s ; 3. E. Weber-M. Hiemer (All., Mitsubishi Pajero), à 1 h 25 min 52 s ; 4. B. Saby-D. Serieys (Fra., Mitsubishi Pajero), à 1 h 50 min 47 s ; 5. H. Auriol-P. Monnet (Fra., Citroën ZX), à 4 h 30 min 23 s ; 6. B. Waldegard-F. Gallagher (Suè.-G-B, Citroën ZX), à 8 h 26 min 4 s ; 7. A. Ambrosino-A. Guehennec (Fra., Citroën ZX), à 9 h 0 min 33 s ; 8. G. Sarrazin-G. Trouble (Fra., Toyota Land Cruiser), à 15 h 6 min 55 s ; 9. M. La Caze-A. Fieuw (Fra.-Bel., Toyota Land Cruiser), à 15 h 10 min 18 s ; 10. J. Bouchet-J. Leran (Fra., Nissan Terrano), à 16 h 10 min 45 s.

Motos. – 1. S. Peterhansel (Fra., Yamaha XTZ 850), 74 h 58 min 48 s ; 2. T. Magnaldi (Fra., Yamaha XTZ 850), à 10 min 28 s ; 3. P. Bermudes (Fra., Yamaha 660), à 42 h 23 min 42 s ; 4. D. Pescheur (Fra., Yamaha 600 XT), à 54 h 24 min 32 s ; 5. P. Landereau (Fra., Yamaha 660), à 63 h 34 min 10 s.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Première journée)

*CRO Lyon b. Montpellier	88-81
Le Mans b. *Racing-PSG	95-90
Limoges b. *Levallois	92-86
*Pau-Orthez b. Châlons	84-69
Cholet b. *Roanne	82-67
*Antibes b. Villeurbanne	88-74
Gravelines b. *Dijon	91-85

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Septième journée)

*Montpellier et Paris St-Germain	0-0
*Nantes b. Lens	3-2
*Marseille et Le Havre	1-1
Auxerre b. *Sochaux	3-0
*Bordeaux b. Monaco	1-0
*Lille et Metz	1-1
*Strasbourg et Toulon	1-1
*St-Etienne b. Nîmes	1-0
*Caen b. Toulouse	4-1
*Valenciennes et Lyon	0-0

Classement. – 1. Paris SG, Nantes 12 pts ; 3. Marseille, 11 ; 4. Auxerre, 10 ; 5. Bordeaux, 9 ; 6. Metz, Montpellier, Monaco, Saint-Etienne et Strasbourg, 8 ; 11. Lille et Sochaux, 7 ; 13. Caen et Le Havre, 6 ; 15. Toulon, 5 ; 16. Lyon, 4 ; 17. Lens, Valenciennes et Nîmes, 3 ; 20. Toulouse, 2.

Deuxième division

GROUPE A

*Nancy b. Ajaccio	3-0
*Annecy b. Epinal	4-2
*Valence b. Cannes	2-1
*Alès et Mulhouse	2-2
*Nice et Louhans-Cuiseaux	1-1
Istres b. *Rodez	4-1
Perpignan b. *Créteil	2-1
*Sedan et Charleville	1-1
Bastia et Martigues (à Ajaccio)	1-1

Classement. – 1. Martigues 12 pts ; 2. Bastia, 10 ; 3. Istres, Mulhouse et Charleville, 9.

GROUPE B

*Guingamp b. Lorient	4-1
*Rouen b. La Roche-sur-Yon	3-0
Tours b. *Amiens	2-0
*Angers b. Ancenis	2-0
*Dunkerque b. Red Star	2-1
*Gueugnon b. Beauvais	2-0
*Laval et Le Mans	2-2
*Niort b. Châteauroux	1-0
*Bourges et Rennes	0-0

Classement. – 1. Rouen 13 pts ; 2. Niort, 11 ; 3. Beauvais et Angers, 10.

MOTOCYCLISME

BOL D'OR

L'équipage britannique composé de Carl Fogarty, Terry Rymer et Steve Hislop, sur Kawasaki, a remporté, dimanche 20 septembre au Castellet (Var), la 56e édition du Bol d'Or motocycliste en devançant la deuxième moto de la marque japonaise, pilotée par les Français Alex Vieira, Jean-Louis Battistini et Jehan d'Orgeix. Ce doublé permet à Kawasaki de gagner pour la deuxième année consécutive le championnat du monde d'endurance.

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Troisième journée)

POULE 1

Bègles-Bordeaux b. *Nice	19-14
*Auch b. Graulhet	30-15
*Toulon b. Dax	35-27
*Stade Toulousain b. Chalon-sur-Saône	80-8

Classement. – 1. Toulouse 9 pts ; 2. Auch et Bègles-Bordeaux, 7.

POULE 2

*SBUC b. Agen	15-6
Béziers b. *Tyrosse	29-25
*Rumilly b. Biarritz	27-19
*Tarbes b. Nîmes	29-9

Classement. – 1. Tarbes, Biarritz et Nîmes, 7 pts.

POULE 3

*Narbonne b. Grenoble	22-14
*Montferrand b. Racing CF	35-26
Pau b. *Bourgoin	22-15
*Bayonne b. Cognac	26-20

Classement. – 1. Montferrand 9 pts ; 2. Bayonne, Narbonne et Grenoble, 7.

POULE 4

*Castres b. Valence-d'Agen	33-10
Perpignan b. *Montpellier	12-9
*Le Creusot b. Colomiers	19-12
*Mont-de-Marsan et Brive	19-19

Classement. – 1. Perpignan 9 pts ; 2. Brive, 8 ; 3. Castres, 7.

TENNIS

TOURNOI DE BORDEAUX

L'Ukrainien Andreï Medvedev a remporté, dimanche 20 septembre, le tournoi de Bordeaux, doté de 330 000 dollars, en battant en finale l'Espagnol Sergi Bruguera (6-3, 1-6, 6-2). En demi-finales, l'Ukrainien avait battu le Français Rodolphe Gilbert (6-4, 6-3), tandis que l'Espagnol avait éliminé Cédric Pioline (6-2, 6-4).

CARNET

Mariages

– M. et Mme Jean-Pierre RIOUX,
Mme Huberthe AIMÉE-BLANCHENAY,
M. et Mme Jean-Jacques THOUMIEUX
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Emmanuelle RIOUX
et
Xavier THOUMIEUX,

le 19 septembre 1992.

Décès

– Espéranto France
a le regret de faire part du décès, le 7 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de son vice-président

Emmanuel CHICOT,
représentant permanent
auprès de l'UNESCO,
membre d'honneur
de l'Association universelle
d'espéranto à Rotterdam,
coordinateur de différentes sessions
de l'UNESCO sur la communication
et les droits de l'homme.

4 *bis*, rue de la Cerisaie,
75004 Paris.

– M. Jean Maccario,
Tom et Maya,
M. et Mme Sébastien Maccario,
M. et Mme Jean-Paul Masson,
Yann et Marine Masson,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Anne MASSON,

survenu le 16 septembre 1992.

22, rue d'Alembert,
92190 Meudon.

– Mme Cécile Pabois,
Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thérèse
Et leurs familles,
ont la tristesse d'annoncer le décès, dans la Paix, le 16 septembre 1992, de

Jean PABOIS.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Vous pouvez manifester votre amitié à Médecins sans frontières.

Les Terrasses de Crussol,
07500 Granges-lès-Valence.

– Mme Jean-Marcel Routon,
son épouse,
Michel et Marie-Claude Routon,
Jean-Michel et Chantal Arlie,
ses enfants,
Hélène, Viviane et Mathilde,
Isabelle et Joachim,
ses petits-enfants,
ont la profonde douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean Marcel ROUTON,

survenu le 28 août 1992.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 29 août, à 10 heures, en l'église de Saint-Mathieu (Haute-Vienne).

« J'ai combattu jusqu'au bout, le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi. »
Epître de Paul à Timothée.
(chapitre IV, verset 7.)

47, avenue du Général-de-Gaulle,
24100 Bergerac.

– Mme Alain Sarrot,
son épouse,
Camille, Mathilde, Marine, Justine et Clément,
ses enfants,
Mme Paul Sarrot,
sa mère,
Mme Francis Huchet,
sa belle-mère,
Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain SARROT,

survenu le jeudi 17 septembre 1992, à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 22 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, Paris-8e, suivie de l'inhumation au cimetière de Nitry (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.

Avis de messe

– En souvenir de

Anne CELLIER,

une messe sera célébrée le samedi 26 septembre, à 10 heures, chapelle Institut de l'Assomption, 4, rue de Lübeck, Paris-16e.

– Une messe sera célébrée à la mémoire de

Valérie STOLIAROFF,

le jeudi 24 septembre 1992, à 18 h 30, en l'église russe, 12, rue Daru, Paris-8e.

(Voir *le Monde* du 21 août.)

Communications diverses

– **Sessions d'hébreu biblique.** – Un dimanche par mois, sessions hiver et été.

Renseignements : Les Sessions d'hébreu, 5, rue Lally-Tollendal, 75019 Paris. Tél. : 42-00-53-58, sur répondeur. Permanence le vendredi

CULTURE

MUSIQUES

Luigi Nono chez les lions

Un concert unique à la basilique Saint-Marc pour rendre hommage au compositeur mort il y a deux ans

VENISE

de notre envoyée spéciale

La lire était en train de s'écrouler. Mais ce n'était pas la passion de la spéculation qui avait massé, dans la *nuit du 15 septembre*, une foule éperdue devant la porte de côté de la *basilique San Marco, bataillons* de malheureux grondant leur déconvenue *au visage de policiers*, brandissant pour les plus chanceux de précieux petits billets et dès lors autorisés à foncer dans le tas pour crapahuter vaille que vaille jusqu'à une minuscule grille entrebâillée. Le magot, c'était un concert essentiellement consacré à Luigi Nono, Vénitien aristocratiquement retiré sur l'île de la Giudecca *tant qu'il vivait, mais* que sa mort, le 10 mai 1990, a transformé en mythe et véritablement «starifié» bien au-delà des limites de *la Sérénissime.*

Nono composait, dit-on, en se promenant dans sa ville, au rythme lent des trompes de bateaux, des appels d'enfants, de la déambulation des badauds, *dans la réverbération si par*ticulière des quais et des places entourées d'eau. Il s'enfermait ensuite dans un studio – celui de Fribourg, en compagnie d'André Richard, l'ami, l'irremplaçable second – et retravaillait sur l'instrument, sur la voix et sur les mille et une transformations permises par l'électronique; naissaient des œuvres exigeantes, secrètes, le plus souvent imprégnées de militantisme politique, mais habitées par les émanations, les bouffées, la légèreté de réverbération, les brusques percées stridentes de cette acoustique urbaine unique au *monde.*

Rêves de promenades

L'une des œuvres les plus inspirées du dernier Nono (elle fut composée en 1982), la plus belle peut-être, est ce *Deuxième Journal polonais* sous-titré *Quando stanno morendo*, selon les trois premiers mots d'un poème de Velimir Khlebnikov. Les trois voix de soprano, qui se relaient dans l'extrême aigu énoncent le texte syllabe après syllabe avec une lenteur infinie : le mot cesse d'être matériel. Mais les harmoniques suraiguës d'une flûte basse, les raucités orageuses d'un violoncelle amplifié inscrivent tout le centre de la déclamation (un poème de fin du monde, signé Pasternak) sur un horizon apocalyptique.

Il arrivait que Nono rêvât, au cours de ses promenades. Il imaginait que ses œuvres pussent un jour s'échapper de l'acoustique prosaïque des salles *pour s'élever en volutes là* où il les avait mentalement inscrites : *sous la coupole dorée et entre les* nefs symétriques de Saint-Marc. Le rêve aujourd'hui réalisé, on est bien forcé de reconnaître que ça n'était pas une utopie... Cette musique de notre fin de siècle, avec ses tempos lentissimes, la limpidité de ses sons *filtrés par l'électronique*, avec ses haut-parleurs répartis autour du public *en une ronde de relais spatialisés*, oui, cette musique «contemporaine» est faite pour une acoustique stéréophonique et expérimentale conçue voilà près de dix siècles. Les techniciens du Studio de Fribourg, André Richard à la baguette, et une escouade de formidables interprètes avaient, il est vrai, mesuré l'enjeu.

Pour corser la démonstration et, peut-être, pour rassurer les autorités ecclésiastiques, une première partie *était consacrée à des œuvres pour* double chœur d'Andrea et de Giovanni Gabrieli. Sanctus à douze parties ou Magnificat à dix-huit voix, ces pages ont été écrites pour Saint-Marc aux seizième et dix-septième siècles. Elles ont résonné là, magnifiquement. Mais loin de raffinements vocaux à l'ancienne et d'instruments *historiques, on a perdu entre-temps* le style d'articulation, l'étirement des tempos, la netteté des attaques. Et sans ces recettes d'exécution, l'acoustique vénitienne devient un obstacle insurmontable. Alors que Nono règne à Saint-Marc, les Gabrieli y sont devenus des intrus. Paradoxe temporel.

ANNE REY

Œdipe au Japon

Créé par le chef d'orchestre Seiji Ozawa le Saito Kinen Festival sera bientôt programmé sur ARTE

MATSUMOTO

de notre envoyé spécial

Pourquoi le Japon, qui, depuis près de quarante ans, forme des théories d'interprètes, éprouve-t-il tant de difficultés à exporter sa vie musicale, en dehors de ces violonistes, altistes et violoncellistes qui viennent grossir les rangs anonymes *des musiciens d'orchestre*? Seul le chef d'orchestre Seiji Ozawa a réussi à s'intégrer durablement dans la vie musicale internationale, depuis sa victoire, en 1959, au concours de chefs d'orchestre de Besançon.

Après l'avoir entendu diriger, à *Matsumoto*, le Saito Kinen Orchestra dans le *Divertimento pour cordes KV 136* de Mozart, une transcription pour grand orchestre de la *Chaconne pour violon seul* de Bach par le professeur Hideo Saito et *Œdipus Rex* de Stravinsky, on pouvait en tout cas se convaincre que cette notoriété n'est pas usurpée. Si le *mot perfection* a un *sens* en musique, les cordes de cette formation *méritent* qu'on le leur *applique* : parfaite est leur justesse, parfaite l'homogénéité de leurs phrasés, parfait l'équilibre de pupitres qui résistent à toutes les nuances dynamiques, à toutes les ruptures de ton.

Expérience renouvelée le 13 septembre avec la création de l'*Ode à l'automne* de Takemitsu (pendant raffiné et mélancolique de *l'Après-Midi d'un faune* de Debussy), une *Sérénade pour cordes* de Tchaïkovski et une *Première Symphonie* de Brahms, qui firent pleurer le sévère violoncelliste brésilien Antonio Meneses, Premier Prix du Concours Tchaïkovski et soliste choisi par Karajan pour son dernier enregistrement du *Don Quichotte* de Richard Strauss...

L'enseignement du professeur Hideo Saito

Lorsque l'on demande à Seiji Ozawa pourquoi il est le seul interprète japonais à arpenter le monde et pourquoi ses orchestres voyagent si peu, il répond : *«Nous n'avons pas de grandes maisons de disques basées au Japon qui pourraient montrer au reste du monde ce dont nos musiciens sont capables. Moi, j'ai la chance d'enregistrer pour Philips et Deutsche Grammophon. Mais pour être honnête, même excellents, nos orchestres ne bénéficient pas de la tradition des grandes formations européennes et américaines. C'est pourquoi j'ai voulu créer cet orchestre, il y a dix ans, en conviant les meilleurs musiciens d'orchestre japonais, émigrés dans le monde entier où ils travaillent au sein des plus grands orchestres, afin de constituer un orchestre japonais qui soit le réceptacle de la grande tradition européenne. Philips a accepté de produire nos disques* (1). *Et voyez la chance que nous avons eue, la ville de Matsumoto a décidé de construire une grande salle de concert, dotée d'une fosse pour l'opéra. Il ne nous restait plus qu'à fonder un festival.»*

Comment est-il possible d'atteindre un tel résultat en quinze jours de travail? *«Tous les instrumentistes à cordes de l'orchestre*, souligne Seiji Ozawa, *ont reçu l'enseignement du professeur Hideo Saito dont la formation porte le nom. Né en 1902, mort l'an dernier, cet homme a été l'un des pédagogues qui aura le plus marqué la vie musicale de notre pays. Tout jeune, il est allé en Europe pour recevoir l'enseignement du grand violoncelliste Emmanuel Feuermann à Berlin et pour étudier le solfège, une grande spécialité française, au Conservatoire de Paris.*

» Il en a ramené la certitude que la base d'un orchestre était le quatuor à cordes, que le travail de la justesse, du vibrato et la concentration pendant les répétitions étaient les conditions sine qua non *pour obtenir les meilleurs résultats possibles. A cette époque, cette conception de l'orchestre n'était pas répandue. Son acharnement à voir ses idées triompher ne lui a pas fait que des amis. Mais voyez le résultat : quel orchestre peut en si peu de temps monter un opéra, une symphonie, la* Sérénade *de Tchaïkovski, un* Divertimento *de Mozart, et assurer la création d'une œuvre spécialement commandée à Toru Takemitsu?»*

Au cœur de la programmation du Saito Kinen Festival, la production d'*Œdipus Rex* de Stravinsky. Sa qualité musicale irréprochable et sa réalisation scénique méritaient que le producteur Peter Gelb réunisse les forces de Philips, de la télévision allemande ZDF et de la Cami-Vidéo pour la filmer (elle doit être diffusée en *février* ou *mars prochains* sur ARTE). Ozawa et Peter Gelb ont voulu marquer un grand coup en choisissant Philip Langridge pour tenir le rôle du roi Œdipe, Jessye Norman pour celui de Jocaste, Bryn Terfel pour celui de Créon et Harry Peters pour celui de Tirésias, en confiant à la grande actrice japonaise Kayoko Shiraishi la tâche ardue d'être la narratrice de la tragédie d'Œdipe (jamais voix n'a *paru* ainsi naître de la terre, mystérieuse et vociférante) et au danseur Min Tanaka le rôle de son double.

La mise en scène de l'Américaine Julie Taymor et son idée de faire doubler les chanteurs, figés dans des poses statiques, par des danseurs et de les coiffer de grands masques blanchâtres est, en revanche, bien banale. Elle fut cependant sauvée par l'immense décor, symétrique lui aussi, de Georges Tsypin (collaborateur de Sellars pour *la Mort de Klinghofer* de John Adams), évoquant tout à la fois un toit de pagode et une gigantesque araignée, maîtresse du temps, portant sur son dos les protagonistes surveillés par un grand œil flottant dans l'air.

Une mise en scène transfigurée par les somptueux haillons de bure et les sublimes robes de coton rèche blanc ou bleu d'Emi Wada (qui dessina les costumes de *Ran* de Kurosawa) et par les maquillages de Reiko Kruk (l'*Hamlet* de Vitez, le *Peer Gynt* de Chéreau). Presque effacée par les lumières de Jean Kalman (il a éclairé le *Pelléas et Mélisande* de Peter Stein, à Cardiff et au Châtelet), glacis de couleurs transparentes, violentes ou fuligineuses qui irradient le plateau. Cet *Œdipus Rex* fut salué par une ovation de trente minutes. Seiji Ozawa aimerait le conduire au succès... à l'Opéra-Bastille.

ALAIN LOMPECH

(1) Philips a publié en France la *Première* et la *Quatrième Symphonie* de Brahms par le Saito Kinen Orchestra et Ozawa (1 CD 432 121-2 et 1 CD 432 391-2), ainsi qu'un disque consacré à *November Steps* et au *Concerto pour alto* de Takemitsu (1 CD 432 176-2).

Des forces pour la Biennale

«Autour de Luigi Nono» : c'est sous ce titre qu'aura lieu, du 10 au 20 juin 1993, la prochaine Biennale de musique de Venise, réveillée après quatre années de somnolence par l'arrivée de Mario Messinis à la direction artistique (il succède au compositeur Silvano Bussotti). Déjà aux commandes à Venise dans les années 80, avant de passer à la RAI et de diriger le Festival de Gibellina, Messinis a composé un programme de choix autour de son compositeur fétiche; le concert du 15 septembre à Saint-Marc en était la préfiguration.

Le Nono des années 50 sera largement représenté au programme de 1993 ainsi que l'époque de ses compositions spatialisées et de l'électronique *live*. *No hay Caminar... Andrei Tarkovski* se trouvera notamment confronté à *Carré* de Stockhausen et aux *Trente pièces pour cinq orchestres* de Cage. Toujours au chapitre de la musique spatiale seront jouées des pages de Nunes, Rihm, Lachenmann, Sciarrino. Fidèle à sa tradition de prospection, la prochaine Biennale créera en outre des partitions des Espagnols Guerrero et Sotelo, du Suisse Jarrekk, de l'Autrichien Furrer, des Chinois Guo Wenjing et Qu Xiaosong, des Italiens Cappelli et Francesconi. *Dom Perlimplin* de Maderna, *la Madre invita a comer* de Luis de Pablo (une création) et le Sette Canzoni de Malipiero seront représentés par le théâtre de marionnettes de Palerme. Au cours de deux colloques organisés avec l'aide des Editions Ricordi et d'autres institutions, des spécialistes internationaux se pencheront sur les difficultés d'interprétation spécifiques au dernier Nono.

Paolo Portoghesi, directeur général de la Biennale, s'est félicité que 1 million de lires ait déjà été réunies pour cette édition exceptionnelle, dans un pays où la crise frappe la culture de plein fouet. Trois cents millions de lires restent à trouver. Le budget du Festival d'art contemporain de Gibellina, en Sicile, a été amputé cette année de 60 %.

A. R.

PHOTOGRAPHIE

Le corps signature

Les derniers autoportraits du Finlandais Arno Minkkinen amorcent le dialogue homme-femme

Quel corps! Taille : 1,95 m. Allure : squelettique. Souplesse : maximale. Cadre : la Finlande. Arno Rafael Minkkinen revient aujourd'hui sur les cimaises de Suzel Berna, nu, dans l'eau, les herbes, la neige, le sable, la glace ou le feu. Rarement photographe aura autant fait corps avec la nature vierge de son pays où il ne vit plus – il est installé aux Etats-Unis – mais qu'il retrouve pour des prises de vue au déclencheur automatique.

«La nature est à la source de la photo finlandaise», affirme son principal représentant, un personnage timide et emprunté, aux jambes si maigres qu'elles n'en finissent plus. Ce que Minkkinen a fait subir à son corps est effrayant : *«Je n'utilise pas de mannequin. Comment oser demander à quelqu'un de faire ce que je m'impose?»* : Les bras liés comme des tentacules, le dos et le torse pliés comme le ferait un acrobate, le corps plongé dans l'eau glacée, sous la glace, par moins - degrés. Juste vingt secondes avant de remettre ses vêtements. Une seule photo, deux



ARNO RAFAEL MINKKINEN

«Autoportrait avec Maija-Kaarina», Syamä, Finlande, 1992.

serait suicidaire. Et une infection des oreilles comme séquelles. *«J'en subis encore les conséquences.»*

Maltraiter son corps est la meilleure façon de faire oublier son visage, qu'il juge laid, et qui l'a si longtemps complexé : *«J'ai réglé mes problèmes personnels par l'autoportrait, et celui de mon visage en ne le montrant pas. Ça semble stupide de s'occuper de son visage, mais lorsque vous avez quatorze ans, que vous êtes amoureux et rejeté, ça prend des proportions importantes. Surtout quand on est attiré par les plus belles filles.»*

La photographie sera la meilleure thérapie. Débutant dans l'image publicitaire, aux Etats-Unis, Minkkinen a voulu suivre un stage de Diane Arbus : *«Avec mon bec de lièvre, je pensais être un bon sujet pour elle.»* Après le suicide de la photographe, Minkkinen a posé un miroir dans l'herbe, a enlevé ses vêtements, et a photographié son corps. Premier autoportrait. *«C'était un plaisir. Je ne m'étais jamais vu nu. Je n'aurais pas poursuivi si je n'avais pas le corps que j'ai.»* Son corps le guide : *«A Prague, je n'arrivais pas à trouver la maison du grand photographe Sudek. Je sortais d'un très bon repas, je me suis déshabillé sous la pluie, j'ai fait un autoportrait et ensuite j'ai trouvé la maison...»* Son corps est sa signature, au point de dessiner, dans son cliché le plus célèbre, le M de Minkkinen avec son bras et ses jambes.

Aujourd'hui, Arno Minkkinen avoue avoir épuisé les limites de son corps (au bord d'une écluse, dans les vagues, dans un cercueil, en lévitation, offrande sur un autel). *«Il m'a fallu ouvrir d'autres portes. J'ai donc travaillé avec une femme, son visage, qui contraste avec le mien qui est si laid.»* Dans son dernier travail, le bras et la main – longs comme une chistera – apparaissent le plus souvent, et entourent le visage d'une femme, comme pour le protéger.

L'évolution des autoportraits de Minkkinen est limpide. Au départ, un exorcisme. Puis l'exploration de nouvelles formes – *«Je tiens à photographier des choses que personne n'a vues, que personne ne pense ou n'ose faire.»* Ensuite, l'attachement à son pays. *La* volonté d'intégrer l'homme à la nature (à la différence de John Coplans, mais comme Dieter Appelt). Traduire la force et la fragilité humaines. Aujourd'hui, comme pour boucler la boucle, sa présence est à peine perceptible, juste pour dialoguer avec la femme qu'il accueille dans le cadre mais qu'il n'ose affronter.

Jamais Minkkinen n'a voulu regarder les choses en face. Il se repose sur son intuition, mais surtout sur son appareil. Comme si voir limitait l'imagination et la création : *«C'est très important de ne jamais voir ce que je prends. L'appareil est meilleur qu'on ne le pense. Il peut prendre des choses que je n'imagine pas. Je suis juste là pour l'aider. Notre collaboration est si étroite qu'elle me permet de prendre peu d'images.»* Il lui arrive d'être déçu. *«Quand le miracle ne se fait pas, je me mets en colère.»*

Le genre a ses limites : celui de *tomber dans une symbolique un peu* forcée, quasi religieuse. Mystique, Minkkinen? *«Un peu. Mon père voulait que je devienne prêtre à dix-huit ans. Depuis, je crois beaucoup plus aux femmes qu'en Dieu.»*

MICHEL GUERRIN

▶ Galerie Suzel Berna, 18, rue des Tournelles, 75004. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 19 h 30. Jusqu'au 31 octobre. Tél. : 48-87-30-33.

CINÉMA

Michael Tolkin, le roman d'un joueur

The Player, le livre, sorti aux Etats-Unis *il y a quatre ans*, vient d'être publié en France (Editions de l'Archipel), quelques mois après la sortie du film de Robert Altman. Michael Tolkin, son auteur, scénariste malheureux, l'avait écrit comme un adieu à Hollywood. *Aujourd'hui*, Tolkin, qui ressemble plus à un intellectuel new-yorkais (front *dégarni*, lunettes, teint pâle) qu'à un *player* de Hollywood, est de passage à Paris pour discuter du financement de son second long métrage. Il en profite pour raconter l'histoire d'une réconciliation.

Né à New-York *il y a* une quarantaine d'années, Michael Tolkin est arrivé en Californie à l'âge de dix ans, dans les bagages de son père, qui écrivait les gags de *Sid Caesar*, l'une de vedettes de l'âge d'or de la télévision. *«Woody Allen, Neil Simon, c'est mon père qui les a engagés»*, se souvient Tolkin. Naturellement, l'adolescent voulait faire du cinéma.

Après une première tentative, un script envoyé à Spielberg au moment de *Duel*, il va à New-York, où il se fait journaliste (au *Village Voice* et au *Los Angeles Times*) pendant six ans avant de repartir pour la Californie.

«Quand je suis arrivé à Hollywood en 1978, raconte Michael Tolkin, *je croyais encore au cinéma, j'espérais encore en faire. Et puis, au bout de six ans, je suis devenu comme David Kahane, le héros de* The Player, *arrogant, stupide, plein d'idées prétentieuses. Etant fondamentalement une personne négative, j'espérais qu'il y aurait de la place au cinéma pour des sentiments négatifs, mais ces sentiments-là ont été bannis de Hollywood en 1980. Pour travailler j'ai donc été obligé d'assassiner une grande part de moi-même.*

L'histoire d'un producteur assassin

» Finalement, j'ai écrit un film qui s'appelait Gleamin'The Cube, *une histoire de skateboard, qui a été tournée avec Christian Slater. Le film n'a pas marché, ce fut ma dernière tentative pour écrire un film commercial. Le genre de film dont Hollywood voulait, et je me suis senti encore plus mal. Je me suis dit : je peux devenir un mercenaire ou faire autre chose de ma vie. Et j'ai décidé d'écrire un roman.»*

Ensuite tout est allé très vite, le producteur David Brown a acheté les droits du livre, à la grande surprise de Tolkin, qui ne croyait pas Hollywood capable de produire l'histoire d'un producteur assassin qui s'en tire sans dommage.

Tolkin a également réalisé *The Rapture*, une satire des milieux fondamentalistes américains, qui sortira peut-être un jour en France et a écrit un scénario qu'il tournera en janvier : *«Le film s'appelle* The New Age. *Pour résumer l'histoire en moins de vingt-cinq mots : il est agent à Hollywood, elle est graphiste, sans grand talent. Il perd son travail, elle aussi. Ils veulent divorcer mais n'en ont pas les moyens. Comme la seule chose qu'ils sachent faire c'est du shopping, ils ouvrent un magasin de vêtements pour financer leur divorce.»*

Un film *«sur l'amour et l'économie»*, à moyen budget, qui se voudrait plus proche du cinéma italien des années 50 que de la production hollywoodienne. *«J'en ai assez que le cinéma américain me vole mes larmes. Ghost est un film malhonnêtement sentimental. A part les films auxquels j'ai collaboré* [il sourit], *j'ai l'impression que Hollywood n'a rien produit d'intéressant depuis* Apocalypse Now.*»*

THOMAS SOTINEL

▶ *The Player*, de Michael Tolkin, Editions de l'Archipel. 230 pages, 98 F.

هكذا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

Un monde entier en quinze jours

Avec humour, Toronto propose un panorama exhaustif des festivals

TORONTO

correspondance

Les programmateurs du Festival de Toronto portent la multiculture dans leurs gènes. L'un, spécialiste des cinémas asiatiques, est un Américain ayant longtemps vécu à Paris. L'autre, d'origine scandinave, parle le français comme Edwige Feuillère mais a découvert l'espagnol à travers l'argot cubain. Le troisième épice quatre ou cinq langues d'un accent grec – les autres sont à l'avenant. Leur sens commun de la fête, leur humour passablement tordu, alliés à une vraie curiosité, font basculer l'équilibre de la programmation du devoir vers le plaisir.

Cette année, plus de trois cents films étaient présentés à Toronto, répartis en plusieurs sections : Galas, Cinéma contemporain, Panorama Canada, Gros Plan sur une cinématographie (le cinéma iranien), Coup de chapeau (à l'actrice-productrice-scénariste-réalisatrice Sylvia Chang) et Folie de minuit (films sado-masochistes japonais ou séries Z ultra-sanguinolentes). Certains films ont déjà «fait» Cannes, Berlin, Venise ou Telluride (après tout, la manifestation de Toronto s'appelle Festival des festivals), la plupart sont cependant inédits – mais tous, et cela se sent, ont été non pas rassemblés ou ramassés mais choisis. Galas, premières mondiales ou nord-américaines sont les locomotives, qui attirent stars, public, vendeurs, acheteurs, producteurs, distributeurs. La France présentait vingt films, dont *l'Amant*, *Indochine*, *IP5* et *Tous les matins du monde*.

Toutes sections confondues, on s'est aperçu qu'un nombre inhabituel de films étaient réalisés par des acteurs. Outre *Epouses et maris* de Woody Allen (*le Monde* du 17 septembre), Toronto affichait *Bob Roberts* de Tim Robbins, *Mac* de John Turturro, *Peter's Friends*, de Kenneth Brannagh, *Passion*, de la Chinoise Sylvia Chang, *Stepping Razor-Red X*, (un documentaire sur le reggaeman Peter Tosh assassiné en 1987) de Nicholas Campbell. En première mondiale, on découvrait, *A River Runs Through It*, de Robert Redford et *Mr. Saturday Night*, de et avec Billy Crystal.

La pêche au lancer comme métaphore

«Dans notre famille, il n'y avait pas de différence bien définie entre la religion et la pêche au lancer.» S'inspirant d'un roman de Norman Maclean, Robert Redford réalisateur renoue, après la parenthèse de *Milagro*, avec les histoires de famille. Abandonnant les banlieusards contemporains (*Des gens comme les autres*, qui lui valut l'Oscar du meilleur film en 1980) Redford filme les rapports entre les deux fils d'un pasteur presbytérien, de 1910 à 1935. L'un (Craig Scheffer), introverti, contemplatif, est porté sur la littérature ; l'autre (Brad Pitt, sosie du Redford d'il y a trente ans), séduisant, aventureux, téméraire, deviendra journaliste. De l'enfance à l'âge adulte, vingt-cinq ans d'une fraternité ponctuée de silences parfois pesants et de retrouvailles au bord de la rivière. Ou, la pêche au lancer comme métaphore de la vie, dans un Montana magnifiquement filmé par le Français Philippe Rousselot.

Avec *Monsieur Samedi soir*, Billy Crystal, qui fait ses débuts de metteur en scène, rend hommage à l'âge d'or de la télévision américaine, celle de Jack Benny, Steve Allen ou Milton Berle, quand les «gagmen» avaient pour noms Woody Allen (cité dans le film), Larry Gelbart ou Neil Simo. L'hommage est parfois acerbe : en quarante ans de carrière, Buddy Young Jr (le comique qu'a imaginé Crystal) ne fera jamais aussi bien que ses collègues et Billy Crystal fait la part belle à l'amertume, la hargne et l'égocentrisme d'un amuseur qui piétinerait, pour réussir, sa femme, ses enfants et ce frère qui lui sert depuis toujours de souffre-douleur. *«A l'exception du* Lenny *de Bob Fosse, personne n'a jamais donné un portrait vrai de la vie d'un comique,* déclarait Billy Crystal. *Je voulais créer un Willy Loman* [le commis voyageur d'Arthur Miller] *qui ferait rire.»* Billy Crystal emprunte à Martin Scorsese cette définition de *Mr. Saturday Night* : *«C'est le rôle de toute une vie – une sorte de* Raging Jew.»

Billy Crystal, vedette au box-office, a quand même eu besoin de chance pour bénéficier du soutien d'un grand studio. Que dire alors du «tex-mex» (Texan d'origine mexicaine) Robert Rodriguez. Il n'envisageait même pas qu'*El Mariachi* – révélation pimentée du Festival – voie jamais la lumière d'un projecteur de salle. *«Depuis presque dix ans, je tournais des petites vidéos que je montais sur deux magnétoscopes branchés en parallèle,* raconte Rodriguez. *Nous destinions uniquement* El Mariachi *au marché de la vidéo latino. Avec l'argent qu'on aurait gagné, on en aurait tourné deux autres du même acabit – ma «Trilogie». Mais j'étais prêt, si jamais je réussissais à décrocher un budget décent pour un premier film, à prétendre que je n'avais jamais rien fait auparavant.»* Réalisateur, scénariste, producteur, directeur photo, chef monteur et preneur de son (*«on n'a jamais fait plus d'une prise»*), Robert Rodriguez filme un joueur de mariachi, tout de noir vêtu, poursuivi par des tueurs qui l'ont pris pour un dealer de drogue.

Pour réunir son financement, Rodriguez, vingt-quatre ans, a «vendu» son corps à la recherche médicale : il se fait cobaye pour un laboratoire pharmaceutique. Budget total : 7 000 dollars (oui, sept mille !). *«A un million de dollars près»*, ajoute-t-il en riant. Car une vidéocassette d'*El Mariachi* a atterri sur le bureau d'un agent de Hollywood. Celui-ci la porte à la Columbia, qui financera le transfert en 35 mm du film, puis le tirage des copies et la distribution.

HENRI BÉHAR

DANSE

Du patio à la cour

La vigueur d'une Espagne restée proche de la vie et des traditions

LYON

de notre envoyée spéciale

Salle fébrile pour l'unique concert d'Antonio Montoya Flores, dit El Farruco, un des rois du flamenco, venu à Lyon avec ses trois filles – La Farruquita, Faraona, La Reta – et le petit prince, Farruquito. Glorieuse famille gitane qui a mis tout le monde d'accord dès la première note de guitare : quand le flamenco a de l'âme, quand la spontanéité est l'élément constructif du spectacle, qu'importe qu'il soit dansé sur scène ou au sein du clan. Après un court prologue musical, il faut voir avec quelle insolence de la jeunesse La Reta fait son entrée. La désinvolture qu'elle glisse dans sa démarche tricotée frise le chef-d'œuvre.

La Farruquita, beau tempérament de femme dans sa maturité, laisse apparaître sans crainte sa masculinité, en pantalon et haut noirs. Elle reprend la grande tradition d'une Carmen Amaya, le kitsch en moins. Rarement on a eu l'occasion de voir une danseuse «discuter» avec autant de vivacité, d'autorité, avec le chant et la guitare. Faraona, agile comme le sont souvent les personnes corpulentes, a troublé les spectateurs avec un jeu de tabliers inoubliable. Un vrai défilé de mode, du style : je viens de quitter ma cuisine pour quelques pas de danse dans le patio… Irrésistible d'humour. Ses voltes possèdent une ampleur et une hauteur inattendues. Son flamenco dessine dans l'espace une ligne pure, claire. Leurs pieds à toutes les trois savent tout aussi bien faire gronder le sol que suggérer le balancement du brin d'herbe.

Farruquito, le joker de la représentation, est un enfant de huit ans. El Farruco, victime d'une crise cardiaque l'an dernier et, depuis, plus ou moins condamné au repos, désigne clairement son héritier quand il vient exécuter quelques figures parfaites aux côtés de son neveu. L'enfant a ensuite dansé seul, le clan en arc-de-cercle derrière lui. Farruquito fait des gammes flamenca épatantes avec beaucoup de sang-froid, imite un tantinet Michael Jackson, jette sa veste dans la salle. Cabot ? Non, adorable. Grand danseur en herbe à protéger : on compte sur le patriarche.

Sarabande, fandango, chaconne

On s'attendait après un tel spectacle à trouver tout un peu pâle. Pas du tout. Après la tripe, on allait connaître les subtilités de l'intellect avec la compagnie Ris et Danceries, spécialiste de la danse baroque : *Zarandanzas* est une étude comparée sur l'évolution des danses populaires en Espagne et en France au dix-septième siècle. Sarabande, fandango, chaconne, en se fixant progressivement sous le règne de Louis XIV, donneront le ballet classique français et la fameuse Escuela Bolera espagnole, dont la famille Pericet vient de donner une éblouissante démonstration (*le Monde* du 18 septembre). D'un côté, le corps se guinde, de l'autre, il reste souple. Le danseur espagnol ne montera jamais sur pointes, mais gardera les frappes de pied et de castagnettes, la hanche déliée. On danse toujours la sardane, le fandango et la séguédille. En France, le folklore n'a pas la même santé, il s'en faut.

Les costumes et les coiffures, imaginés par Delia Cancela pour *Zarandanzas*, sont des Mécanos de tissus : avec une simple pièce ajoutée, ils perdent leur austérité et deviennent des petites merveilles d'artifices, rejoignant ainsi l'analyse de Richard Alewyn : *«Comme n'avait de valeur que ce qui était visible, la signification du costume dépendait beaucoup de la quantité de matériau qu'il permettait d'exposer. L'homme, considéré comme surface d'exposition, est un être imparfait, dont la façade naturelle est fort étroite. (…) Bien pis : les proportions d'un roi ne se distinguaient pas de celles d'un paysan. La mode eut donc pour rôle de réparer ce que la nature avait raté.» (l'Univers du baroque*, Ed. Gonthier).

La deuxième partie de *Zarandanzas* – suite de détails chorégraphiques découpés dans la première partie – se déroule sur un plateau gris comme le béton. Une véritable mise à nu, une manière de montrer que la chorégraphie est née d'un regard contemporain. Pour un peu, on se croirait chez Forsythe, voire Cunningham. Francine Lancelot a doublé son savoir-faire de celui de ses danseurs : Ana Yepes et de Serge Ambert. L' «Opa» de la famille Yepes est réussie : Ana, mais aussi Ignacio, son frère. Il a composé une magnifique partition pour l'étrange deuxième partie : «du baroque atonal». Et la guitare solo est jouée, comme de bien entendu, par Narciso, le père. Davantage de dramaturgie aurait contribué à un succès plus complet : la touche d'Alfredo Arias, conseiller artistique, est ici trop légère.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Zarandanzas* sera repris du 20 au 22 octobre, à la Maison des arts, à Créteil, et les 27 et 28, au Théâtre municipal, à Tourcoing.

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AUDITORIUM DU LOUVRE (40-20-52-29). Stefan Vladar, Quatuor *Artis : 20 h 30 mer. 12 h 30 jeu. Piano.* Schumann, Brahms.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Ces Merveilleux Fous sonnant : 19 h 30 ven., sam.

CHAPELLE SAINT-LOUIS-DE-LA-SALPÊTRIÈRE. Jean-Marc Pulfer : 16 h 30 dim. Orgue.

EGLISE DE LA MADELEINE. *Orchestre* Bernard Thomas : 20 h 30 jeu. Chœur de chambre de Versailles, *Bernard Thomas* (direction). Vivaldi Orchestre symphonique AMA-*DEUS : 20 h 30 mar.* Doris Lamprecht (mezzo-soprano), Verena Keller (soprano), Guy Flechter (ténor), Jean-Louis Jardon (basse), Ensemble symphonique de Versailles, Richard Boudarham (direction). Requiem de Mozart.

EGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT. Le Concert spirituel : 20 h 45 jeu. Isabelle Desrochers (soprano), Jean-Paul Fouchécourt, Hervé Lamy (ténors), Peter Harvey (basse), Hervé Niquet (direction). Campra. Dans le cadre des Fêtes d'automne 1992.

EGLISE SAINT-EUSTACHE. Chœur de Radio-France : 20 h 30 mer. Michel Bouvard (orgue), François Polgar (direction). Duruflé.

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestre *Harmonia Nova* : 20 h 30 mar. Chœur Saint-Thomas d'Aquin, Didier Bouture (direction). Vivaldi, Haendel.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. *Orchestre Bernard Thomas : 20 h 30* mer. Hans Covert (pianoforte), Bernard Thomas (direction). Chopin Les Trompettes de Versailles : 16 h dim. Haendel, Vivaldi, Purcell, Telemann Le Philharmonia de chambre : 20 h 30 ven., sam. Dario Perez (violon, direction).

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Chœur Kutaissy : 20 h 45 sam. ; 17 h dim. Cantiques et chants sacrés du Caucase.

EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN. Grandes Voix orthodoxes de Roumanie : 15 h 30 dim. ; 20 h lun. F. Paraschiv (ténor), C. Graur (baryton), N. Necula (basse), Valentin Gruescu (direction).

GALERIE PEINTURE FRAICHE (45-51-00-85). Ensemble vocal Métamorphoses : 20 h 30 jeu., ven., sam. Claire Gouton (soprano), Jacques Maes (haute-contre), Eric Trémolières, Jean-François Chiama (ténors), Maurice Bour*bon (basse, direction)*. De Bertrand.

HOTEL DE SULLY. The Dufay Collective : 20 h 45 jeu. Musique de danse du Moyen Age. Dans le cadre du Festival d'Ile-de-France.

LE MADIGAN (42-27-31-51). Sylvie Hue, Sabine Chefson : 22 h 30 mer., ven. Clarinette, harpe. Debussy, Müller, Tisné, Lemeland, Granados William Bensimhon, Jacqueline Baumier : 22 h 30 *jeu. Piano à quatre mains.* Weber, Brahms, Rachmaninov, Chabrier.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Ensemble Sirin : jusqu'au 17 octobre. 20 h 30 *mar. Andreï Kotov (direction).* Dans le cadre du Festival d'art sacré de la Ville de Paris.

MUSÉE D'ORSAY (40-49-48-27). Quatuor Ravel : 18 h 45 jeu. Hanna Schaer (mezzo-soprano), Isabelle Moretti (harpe), Chœur de l'Orchestre national de Lyon, *Bernard Têtu (direction).* Caplet Quatuor Sine Nomine : 12 h 30 mar. Bri*gitte Desnoues (mezzo-soprano), Tho*mas Prévost (flûte). Honegger, Milhaud.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Orchestre de l'Opéra de Paris : 20 h lun. Jacques Tys (hautbois), Romain Guyot (clarinette), Marc Chalmot (cor), Laurent Lefèvre (basson), Myung-Whun Chung *(direction). Mozart, Rimski-Korsakov.*

OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-86-88-83). Les Mousquetaires au *couvent* : jusqu'au 7 octobre. 20 h ven., sam., lun., mar. ; 17 h dim. Opéra de *Varney. Gabriel Bacquier (basse),* Michel Vaissière (baryton), Pierre Catala (ténor), *Lucette Raillat (mezzo-soprano),* Carole Clin, Patricia Jumelle, Cécile Gallois (sopranos), Orchestre *ProMélodia,* Chœurs du CNIPAL, Jean-Paul Chicheret (direction), Michel Dunand (mise en scène).

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). *Les Musiciens du Roy : jusqu'au 23 sep*tembre. 21 h mer. Marais, Bach, Tele*mann, Mozart Ensemble Ars Antiqua de* Paris : 18 h 45 21 h jeu. Musique au *temps de Saint-Louis, musique à la cour* de Bourgogne Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45 21 h ven. *Musique* au temps des troubadours et des trouvères, musique espagnole du XVIe siècle Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 26 septembre. 18 h 45 21 h sam. Musique au temps des croisades Ars Antiqua de Paris : 18 h 45 21 h dim. *Musique polyphonique du Moyen âge* Ensemble Ars Antiqua de Paris : *18 h 45 21 h lun. Musique du haut* Moyen Age Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45 21 h mar.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Orchestre symphonique français : *20 h 30 mer. Riccardo Caramella* (piano), Laurent Petitgirard (direction). Saint-Saëns, Ferrero, Mozart.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orchestre national de France : 20 h 30 jeu. *Eugen Indjic (piano), Valentin Kojin* (direction). Thomson, Stravinsky, Weill *Der Freischutz : 20 h 30 sam.* Opéra de Weber (version de concert). Marie Atger, *Anna Holroyd (sopranos), Warren* Ellsworth (ténor), John Paul Bogart, Jacques Schwarz, Peter Petrov (basses), Thierry Felix (baryton-basse), Jean-Luc Chaignaud (baryton), Orchestre symphonique *français,* Chœur de Ville-d'Avray, Laurent Petitgirard (direction) Orchestre *Bernard Thomas : 20 h 30 lun.* Yves Henri, Pascal Le Corre, Frédéric *Aguessy, François Wiegel (piano), Phi*lippe Bernold, Benoît Fromanger (flûte), Thierry Caens (trompette), Philippe Nadal (violoncelle), Maxime Tholence (violon), Dominique Vidal (clarinette), Christine Icart (harpe), Bernard Thomas (direction) Orchestre symphonique fran*çais : 20 h 30 mar. Vanessa Mae* (violon), Andréa Bacchetti (piano), Eric *Fajeau, Laurent Petitgirard (direction).* Mozart, Paganini, Mendelssohn.

Périphérie

CHAUMES-EN-BRIE. EGLISE (64-42-31-61). Davitt Moroney, Olivier Baumont : 21 h sam. Clavecin. F. Couperin, A. L. Couperin, Forqueray. Dans le cadre du Festival Couperin.

COULOMMIERS. COMMANDERIE DES TEMPLIERS (64-65-08-61). Philippe Bachman : 21 h sam. Grieg, Ravel, Stravinsky, Albeniz et Poulenc.

ECOUEN. CHATEAU. Doulce Mémoire : 16 h dim. Dans le cadre du Festival d'Ile-de-France.

***MAGNY-LES HAMEAUX. GRANGES* DE PORT-ROYAL.** The Dufay *Collective : 20 h 45 ven. Musique de* danse du Moyen Age. Dans le cadre du Festival d'Ile-de-France.

NUCOURT. EGLISE SAINT-QUENTIN. Ensemble Clément Janequin : 17 h 30 sam. *Desprez, Janequin, Lassus,* Lejeune. Dans le cadre du Festival d'Ile-de-France.

***SAINT-DENIS. MAISON DE LA* LÉGION D'HONNEUR** (42-43-77-72). *José-Luis Baretto, Stéphane Spira : 18 h* dim. Baryton, piano. Gardel.

> **Nous publions le lundi (daté *mardi*) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).**

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. MAISON CLAUDE-DEBUSSY. Mireille *Faye-Mora : 19 h mar. Piano.* Fauré, Dupont, Debussy, Ravel. Dans le cadre *du Festival Debussy.*

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS (30-87-07-07). Bernard Ringeissen : 20 h 30 ven. Piano. Ravel, Debussy. *Dans le cadre du Festival Debussy.*

TAVERNY. EGLISE NOTRE-DAME (30-40-50-70). Orchestre Pierre Menet : 21 h ven. Véronique Briel (piano). Rameau, Rossini, Mendelssohn, Mozart Trio Brentano : 21 h sam. Beethoven, Fauré, Brahms.

***VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU* CHATEAU.** Solistes de la Grande Ecurie et la Chambre du roy : 17 h dim. James Bowman (contre-ténor). Vivaldi, Monteverdi, Hasse Il Seminario Musicale : 20 h 30 jeu. Monika Frimmer (soprano), Gérard Lesne (haute-contre). Corelli, Pergolese, Scarlatti.

VERSAILLES. CHATEAU. Castor et Pollux : 20 h 30 mer. Opéra de Rameau (version de concert). Howard Crook, Mark Padmore, Adrien Brand (ténors), Agnès Mellon, Véronique Gens, Sandrine Piau, Claire Brua (sopranos), René Schirrer (baryton), Jérôme Correas (baryton-basse), Jean-Claude Sarragosse (basse), Les Arts florissants, William Christie (direction) Quatuor Mosaïques : *17 h sam. Mozart, Haydn* Gustav Leonhardt : 20 h 30 sam. Clavecin. Couperin, Weckmann, Kerll, Boehm, Forqueray.

VILLE-D'AVRAY. CHATEAU (47-50-44-28). Humberto Quagliata : 20 h 30 mer. Piano. De Falla, Granados, *Mompou, Albeniz.*

OPÉRAS

***CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE* PARIS** (40-28-28-40). Eugène Onéguine : 19 h 30 lun. Opéra de Tchaïkovski. Sarah Walker, Dagmar Peckova (mezzo-sopranos), Nuccia Focile (soprano), Dimitri Hvorostovsky (baryton), Neil Schicoff (ténor), Alexander Anisimov (basse), Chœur de chambre de Saint-Pétersbourg, Orchestre de Paris, *Semyon Bychkov (direction),* Adolf Dresen (mise en scène).

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Les Noces de Figaro : jusqu'au 16 octobre. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Mozart. Jorma Hynninen, Gilles Cachemaille, Jean-Philippe Marlière (barytons), Marga*ret-Jane Wray,* Marie McLaughlin, Inge Dreisig (sopranos), Romuald Tesarowicz (basse), Diana Montague, Jane Bunnell (mezzo-sopranos), Edoardo Gimenez, Robert Dume (ténors), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Theodor Guschlbauer (direction).

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Steve Potts Sextet. Richard Galliano : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Ricky Ford : 22 h 30 dim. ; Paris Jazz Repertoire Orchestra : 22 h 30 lun. ; Jam Session : 22 h 30 *mar.*

AU GRAND REX (45-08-93-89). Stray Cats : 20 h 30 mar.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jam Session : jusqu'au 30 septembre. 22 h 30 *mer. ; Ecume : 22 h 30 jeu., ven., sam.* ; Audition publique de deux groupes : jusqu'au 4 octobre. 22 h 30 dim. ; Captain Mercier : jusqu'au 28 septembre. 22 h 30 lun.

BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Emmanuel et Sylvain Sourdeix : 22 h 45 *mer., jeu. ; Loulou Laguerre, Jacky Sam*son : 22 h 45 lun., mar.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Rhoda Scott : 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. ; Carol Cass : 22 h 45 lun., mar. Chant, Georges Arvanitas (piano), Luigi Trussardi *(basse) ; Turk Mauro* : jusqu'au 27 septembre. 22 h 45 dim. Georges Arvanitas (piano), *Luigi Trussardi (basse).*

BOUFFONS THÉATRE (42-38-35-53). Elan : 16 h sam.

CAFÉ BALTARD (42-33-74-03). Libidum : 23 h ven. ; Almost Presley : 23 h sam.

CAFÉ DE LA PLAGE (47-00-91-60). Salsa Live Michel Gomez : 23 h ven. ; Bobby Few : 23 h sam.

CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62). *Soul Time : 22 h 30 lun., mar.*

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Riverside City Band : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Philippe de Preissac Jazz Group : 21 h 30 dim., lun., mar.

LA CIGALE (49-25-81-75). Mortadela : *jusqu'au 11 octobre. 20 h 30 mer., jeu.,* ven., sam., dim., mar.

CINQUIÈME AVENUE (45-00-00-13). Solo : 1 h mer. ; Luc Bertin : 1 h jeu.

CITY ROCK (47-23-07-72). Nomade in *France : 0 h mer. ; Acide Barette : 0 h* jeu. ; Les Cochons dans l'espace : 0 h ven. ; Kart : 0 h sam. ; Lucky Strike : 0 h dim. ; Agence : 0 h lun. ; Shacking Blues : 0 h mer.

DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Fiesta Flamenca : jusqu'au 10 octobre. 21 h *lun., mar. De Pepe de Cordoba. Danses,* guitares et chants flamenco.

ELYSÉE-MONTMARTRE. Gwar : 19 h 30 mar.

ESPACE ORNANO (42-55-57-57). *Pretty Maids : 19 h 30 mar.*

FRONT PAGE (42-36-98-69). Ze Boom : jusqu'au 30 septembre. 22 h 30 mer. ; Coke Tale : 22 h 30 jeu. ; Blues and Bluesy : 22 h 30 ven. ; Shakin Blues : 22 h 30 sam. ; House Band : jusqu'au 25 octobre. 22 h 30 dim. ; Frog*mouth : jusqu'au 29 septembre. 22 h 30* lun., mar.

GIBUS (47-00-78-88). Crystal Tears : 23 h mer. ; Soirée Rough Trade : 23 h ven.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). *Pierre* Schiller Trio : 21 h ven. ; Trio New Orleans : jusqu'au 26 septembre. 21 h sam.

HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). *Marina Xavier : 22 h 15 mer. ; Pep Jet :* 22 h 15 jeu. ; Soul Time : 22 h 15 ven. ; *Stoke Boka : 22 h 15 sam.* ; The Transcontinental Cow-boys : 22 h 15 lun. ; The Kiwi's [illegible]

JARDIN D'ACCLIMATATION (39-58-49-41). Philippe Maté Jazz Quartet : jusqu'au 27 septembre. [illegible]

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Alfredo Rodriguez : 22 h 30 *mer.,* jeu., ven., sam. ; T. S. Monk : jusqu'au 10 octobre. 22 h 30 lun., mar. ; *Boto et Novos Tempos* : jusqu'au 4 octobre. 22 h 30 dim.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Ramadolf & The Music Maker's : 22 h mer., jeu. ; Spenky Wilson Quartet : 22 h ven., sam. ; Felix Reyes Quartet : 22 h lun. ; Bernard *Maury, Michel Grailler : 22 h 30 mer.* Piano.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Belle Epoque : 0 h mar.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's *Jazz Combo* : 21 h mer. ; *Jacques* Caroff Group : 21 h jeu. ; Michel Mardigian Jazz Group : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar. ; Michel Bescont Trio : 21 h lun.

LE MADIGAN (42-27-31-51). *Frédéric* Sylvestre, Jacques Vidal : 22 h 30 lun. Guitare, contrebasse ; Stéphane Guillaume, Christophe Lerrieu : 22 h 30 mar. Saxophone, piano, Jacques Vidal (contrebasse).

LE MONTANA (45-48-93-08). Trio Phi*lippe de Preissac : 22 h 30 mer.,* jeu., ven., sam. ; Chris Henderson Duo : jusqu'au 27 septembre. 22 h 30 dim. ; Trio René Urtreger : jusqu'au 29 septembre. 22 h 30 lun., mar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). *Olivier* Franc : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; *Pierre Calligaris : 22 h lun., mar.*

NEW MORNING (45-23-51-41). Inner Circle : 21 h mer. ; Paquito D'rivera *Quintet : 21 h jeu.* ; Archie Shepp Quartet : 21 h ven. Saxophone, Horace Parlan (piano), Wayne Dockery *(basse),* Steve McCraven (batterie) ; House of Love : 21 h sam. ; Hugh Hopper, Phil Miller : 21 h mar. Basse, guitare, Pip Pyle (batterie), Didier Malherbe (saxo*phone).*

NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Monika des Surfs, Vintana : 21 h 30 *mer., jeu.* ; Morango Trio : 21 h 30 ven., sam. ; Jean-Yves Candela : 21 h 30 *lun., mar.*

OLYMPIA (47-42-25-49). Moon Martin : 20 h 30 lun.

***PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-*BERCY** (40-02-60-02). Johnny Hallyday : jusqu'au 4 octobre. *20 h 30* mer., jeu., ven. ; 21 h sam. ; 17 h dim.

PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). *Otis Grand : 22 h mer.* ; Von Magnet : 22 h lun., mar. ; Triptyque Wim Mertens : jusqu'au 1er octobre. 22 h ven. ; *Jimmy Olhid* : 22 h jeu.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE *(43-21-56-70). Chance Orchestra : 21 h,* jeu. ; Le 78 All Stars : 21 h ven. ; Five O'Clock *Jazz Group : 21 h sam. ; Vox* Office : 21 h mar. ; Steve Lacy : 21 h mar.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Saxomania : 21 h mer. ; *Claude Neau, Fais-moi mal : 21 h jeu.* ; High Society Jazz Band : 21 h ven. ; West Land : 21 h sam. ; *New Jazz Band'Art* : 21 h lun. ; Claude Bolling Trio : 21 h mer.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Hein Van de Geyn, Ron Van Rossum : *23 h mer. Contrebasse, piano ; Turk* Mauro, Emmanuel Bex, Christophe Marguet : jusqu'au 26 septembre. 23 h jeu., ven., sam. Saxophone, orgue, batterie ; Jean Bardy : 23 h mar. Contrebasse, Stéphane Belmondo (trompette), Bibi Louison (piano), Philippe Soirat (batterie).

REX CLUB (45-08-93-89). Sylmarils : 23 h 30 mer. Soirée Metallic Jungle ; Wake up : jusqu'au 29 octobre. 23 h jeu. ; Head Cleaner : 23 h ven. Soirée Planète rock ; Nuits exotiques : jusqu'au 31 octobre. 23 h sam. ; Les Bidibuls & the Trices : 23 h mar.

SLOW CLUB (42-33-84-30). Stéphane Guérault Dixieland Jubilee : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Maxim Saury : 22 h *mar.*

SUNSET (40-26-46-60). Simon Goubert, *Siegfried Kessler* : 22 h 30 ven., sam. ; Maurice Vander Trio : 22 h 30 lun. ; Emmanuel Sourdeix Trio : 22 h 30 *lun. ; Serge Adam Quartet : 22 h 30* mar.

TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58). Flor de tango : jusqu'au 17 octobre. 22 h 30 *mer.,* jeu., ven., *sam.* Sandra Rumolino (chant), Juan Carlos Carrasco (piano), Roberto Tormo (contrebasse), Toto Damario (bandonéon) ; Trio Hugo Diaz : jusqu'au 30 septembre. 20 h 30 *mer., jeu.,* ven., sam., mar. Hugo Diaz (bandonéon), Luis Etchebarne (piano), Venicio Ascone (contrebasse).

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Coke Tale : 22 h mer. ; Long Distance : 22 h jeu. ; Le Grand Blues Band : 22 h ven. ; Chinois & Co : 22 h sam. ; Ducky Smokton : 22 h lun. ; Jean-Jacques Milteau & Friends : 22 h mar. ; Pick-up : 1 h sam.

LA VILLA (43-26-60-00). Billy Hart, Graham Haynes, James Lewis : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. Batterie, trompette, basse ; Billy Hart, Niels Lan Doky, James Lewis : 22 h 30 lun., mar. Batterie, piano, basse.

ZÉNITH (42-08-60-00). Neville Brothers : 20 h sam.

Périphérie

MONTREUIL. INSTANTS CHAVIRÉS (42-87-25-91). Daniel-Jean *Renaud* : 21 h mer. ; Eric Lohrer Trio : 21 h jeu. Guitare, Laurent Camuza (basse), Olivier *Le Goas (batterie)* ; The Sashimi's : 21 h ven. Serge Lazarevitch, Noël Akchote (guitare), *Hélène Labarrière* (contrebasse), Steve Arguelles (batterie) ; MSBG *Blues Band : 21 h sam.* Vincent Bucher (chant, harmonica), François Bodin (guitare), Christophe Garros (basse), Rémy Marchand (batterie) ; Franck Tortiller, Alex Grillo, Vincent Courtois : 21 h mar. Vibraphone, violoncelle.

SAINT-DENIS. MJC (42-43-44-33). Les Rats, Spécimen : 20 h sam.

CHANSON

BATACLAN (47-00-30-12). Richard Desjardins : jusqu'au 10 octobre. *20 h 30 ven., sam., mar.*

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). La Chanson plus bifluorée : jusqu'au 3 octobre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., mer.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs.

PLACE DES ABBESSES. Javas bleues : jusqu'au 4 octobre. 18 h ven., sam., dim.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Maxime-René Climent : *jusqu'au 27 septembre. 19 h* jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Tais-toi Maxime. ; *Les gros qui tachent : jusqu'au 2 novembre.* 20 h 30 jeu., ven., sam., lun. ; 18 h 30 dim.

THÉATRE DE LA RENAISSANCE (42-08-18-05). Nilda Fernandez : jus*qu'au 9 octobre. 21 h sam., dim., mar.*

THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Marie-Hélène Féry : jusqu'au 25 octobre. 15 h dim. Le Paris des années 20.

TOURTOUR (48-87-82-48). *Douce* France : jusqu'au 31 octobre. 19 h mer., jeu., ven., sam., mar. ; Loufz'hybride concert : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Les Bêtes à cornes : 22 h 15 mer., jeu., ven., sam. ; Manuel Brault : jusqu'au 31 octobre. 22 h 15 mar.

Périphérie

FONTENAY-SOUS-BOIS. SALLE JAC*QUES-BREL* (48-75-44-88). *Le Grand* Orchestre du Splendid : 20 h 30 sam. Couac.

SAINT-MAUR. THÉATRE (48-89-99-10). Michel Delpech : 20 h 45 sam.

BALLETS

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Compagnie A fleur de peau : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. *L'Equivoque, Denise Namura (chor.).*

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Compagnie les Petits Cailloux : jusqu'au 4 octobre. 21 h mer., jeu., ven., sam., mar. ; 17 h dim. La mort viendra et elle aura tes yeux. Danièle Paume (chor.).

THÉATRE DU TRIANON (42-62-35-00). Juana Amaya y su grupo : 20 h 30 lun. Avec Cristobal Reyes.

PARIS EN VISITES

MARDI 22 SEPTEMBRE

« Les passages couverts (deuxième parcours). Exotisme et dépaysement assurés », 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures, métro Porte de Choisy (P.-Y. Jaslet).

« *Une heure au Père-Lachaise* », 11 heures et 15 heures, porte principale, *boulevard de Ménilmontant* (V. de Langlade).

« Mouffetard et ses secrets. De la *maison* du Père Goriot aux convulsionnaires de Saint-Médard pour finir aux arènes de Lutèce », 11 heures, 14 h 45 et 17 h 45, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Montmartre : cités d'artistes, ruelles, jardins et village », 14 heures, métro Abbesses (M.-C. Lasnier).

« Demeures Renaissance *du* Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« Le Palais *de justice en activité* », 14 h 30, devant le 6, boulevard du Palais (C. *Merle*).

« Hôtels et jardins du Marais sud. *Place des Vosges* », *14 h 30,* sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« De Saint-Médard *au jardin royal*, par l'hôtel Scipion Sardini », 14 h 30, devant l'église Saint-Médard (Paris capitale historique).

« *Riches heures du Palais-Royal* et galeries environnantes », 14 h 30, 2, *place du Palais-Royal* (D. Fleuriot).

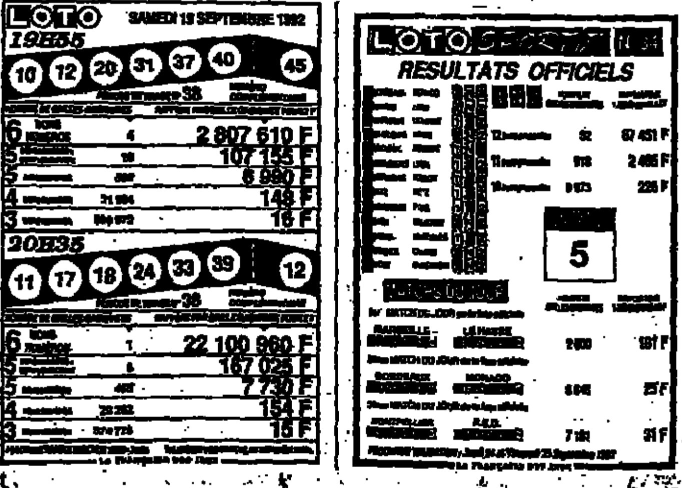
« L'histoire de la franc-maçonnerie évoquée à travers les collections du Musée du Grand-Orient de France » (limité à trente personnes), 14 h 45, 16, rue Cadet (Monuments historiques).

« Le passage du Caire et son quartier », 15 heures, sortie métro Sentier (Monuments historiques).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des *hôpitaux parisiens, et la médecine* autrefois », 15 heures, entrée de l'*Hôtel-Dieu, côté parvis de* Notre-Dame (Paris autrefois).

« Lieux de mémoire à Neuilly », 15 heures, métro Sablons, sortie jardin d'acclimatation (Paris et son histoire).

« Le café Procope et l'ancienne Comédie Française », 16 heures, 13, rue de l'Ancienne-Comédie (Tourisme culturel).



Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE S.A.
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télex : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 *Télex : 206.806F*

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 *Télex : 261.311F*

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الأصل

Le Monde

La course aux éco-labels



Qu'ils se nomment l'« Ange bleu » en Allemagne, le « Cygne blanc » en Scandinavie ou, plus prosaïquement, « NF environnement » en France, les éco-labels s'imposent partout... dans le désordre. En attendant le label européen.

page 36

Le dur succès des Coréens de Californie



La deuxième ville coréenne après Séoul est... Los Angeles. Révélée par les émeutes du printemps, cette nouvelle communauté asiatique y possède ses commerces, ses banques, ses églises et même ses journaux.

page 39

L'ÉCONOMIE

Métier : ex-président

Après avoir dirigé l'Amérique de 1976 à 1980, Jimmy Carter s'est reconverti dans l'action humanitaire

A quoi peut bien s'occuper un homme après avoir tenu les rênes du pays le plus puissant du monde ? Il peut jouer au golf, être de toutes les mondanités, donner des conférences pour des cachets dignes des stars d'Hollywood ou encore écrire des livres pour blanchir une mémoire entachée de scandale. Mais Jimmy Carter fait exception. Après avoir dirigé l'Amérique d'une main faible, il se sert de sa carte de visite pour s'épanouir enfin dans ce qu'il estime être *« sa vraie mission »*. D'origine sudiste, l'ex-président, né en 1924, peut désormais concilier ses profondes valeurs chrétiennes et sa vie publique.

Alors qu'en janvier 1981 Nancy Reagan le pousse sur le pas de la porte, pressée de redécorer sa Maison Blanche, le candidat vaincu sait qu'il a encore un rôle à jouer dans cette Amérique qui l'a désavoué. En 1982, la Fondation Carter voit le jour à Atlanta, Georgie. Contrairement à la bibliothèque présidentielle, entretenue par le gouvernement, la Fondation Carter est depuis le début de son existence entièrement financée par de généreux donateurs, soit plus de cinq cents fondations, entreprises et personnes physiques de tous pays. Ils sont une quinzaine, comme Coca-Cola, la Fondation Delta Airlines, la Fondation Japan Shipbuilding Industry, le royaume d'Arabie saoudite, à offrir une contribution de plus de 500 000 dollars chacun.

Anne-Laurence Fitère

Lire la suite page 39

Marasme ou krach ?



L'affolement des marchés monétaires depuis une semaine n'est pas de bon augure. Au-delà de l'incertitude liée au référendum français, il a révélé un malaise profond des investisseurs internationaux. Car la reprise, qu'on croyait proche, ne vient pas. Quels que soient le pays ou le secteur, les signaux d'alarme se multiplient. Endettement des Etats, déflation des actifs – notamment immobiliers – fragilisation des banques, et surtout taux d'intérêts excessifs, supérieurs à la rentabilité des investissements, tout se mêle pour déprimer l'économie. Deux ans de marasme ? C'est l'hypothèse optimiste. Ou alors l'accident : le krach.

Lire page 37 l'article de François Renard

Suez malade de ses victoires

La plus grande compagnie financière européenne a grandi trop vite depuis 1987. Après la démission, le 4 septembre, du président de Victoire, sa principale filiale, les milieux financiers s'interrogent sur la stratégie et même l'avenir du groupe

DE Sparte à Alexandre, l'histoire fourmille de conquérants invincibles sur les champs de bataille mais incapables de gérer leurs victoires et finalement de leur survivre. La comparaison, osée, revient de plus en plus souvent dans la bouche des détracteurs de Suez pour décrire la difficile situation de la première compagnie financière européenne. Car si sa croissance a été spectaculaire, les fonds propres ayant quintuplé en six ans – de 10,2 milliards de francs fin 1986 à 48,6 milliards aujourd'hui, – Suez est empêtré dans la gestion d'un ensemble disparate qui va de la banque aux métaux non ferreux en passant par l'assurance, l'immobilier, la chimie et le ciment. La rentabilité ne cesse de décroître et la plupart des filiales sont confrontées à des problèmes graves.

La tâche de Gérard Worms, le président de la compagnie financière, est d'autant plus compliquée qu'il lui faut dans le même temps composer avec un actionnariat fragile et dilué tout en tentant d'asseoir à l'intérieur une autorité contestée. Et pour arranger les choses, Suez est en conflit larvé depuis deux ans avec son premier actionnaire, l'UAP (6,5 %), au sujet de la participation de 34 % de ce dernier dans l'assureur Victoire. *« On a beau suivre le groupe depuis des années et tenter de comprendre ses multiples changements de stratégie et l'addition des difficultés, on finit par s'y perdre »*, avoue un analyste financier. Du coup, se multiplient depuis plusieurs mois les hypothèses les plus folles sur l'avenir de Suez, allant d'une OPA imminente à une prise de contrôle plus subtile, en passant par la cession de pans entiers du groupe ou le démantèlement pur et simple. Quel peut être l'avenir de cette vieille dame de la finance française ?

Héritière de la Compagnie universelle créée en 1858 par Ferdinand de Lesseps pour gérer le canal de Suez, la société n'amorce sa carrière de holding financier qu'un siècle plus tard, après la nationalisation, en 1956, dudit canal. Mais jusqu'au milieu des années 80 l'essentiel des activités reste centré sur la banque, qui représente la moitié des actifs, avec notamment Indosuez. L'histoire du groupe s'emballe subitement en 1987, après sa privatisation.

BATAILLES BOURSIÈRES • La Compagnie financière gagne alors à la Bourse bataille sur bataille : c'est en 1988 la prise de contrôle de la Société générale de Belgique, puis en 1989 celle de Victoire, sans oublier l'OPA victorieuse sur Perrier. En quelques années la taille du groupe triple. Le holding, devenu conglomérat, possède environ 70 milliards de francs d'actifs, gère près de 150 milliards de francs et réalise 60 % de son activité hors de France. Une médaille qui a son revers. Pour l'actionnaire d'abord. La croissance a été financée par une politique active de dilution du capital. Le nombre d'actions est passé de 63,5 millions à la fin de 1986 à plus de 140 millions aujourd'hui. Mais les résultats n'ont pas suivi. Croissance et rentabilité divergent, et les résultats exceptionnels prennent une place grandissante. *« Le rythme soutenu des acquisitions a masqué un temps l'inexorable dégradation du résultat d'exploitation et l'importance prise par le produit des cessions d'actifs »*, explique un analyste financier. Les profits exceptionnels représentent en 1991 34,5 % d'un résultat net de 3,83 milliards – contre 30 % en 1990 et 14,6 % en 1989.

Ce qui n'a pas empêché pour la deuxième année consécutive une baisse du bénéfice par action (31 francs), à comparer au niveau de 34,6 francs par titre atteint au moment de la privatisation. Le cours d'introduction (317 francs) est un souvenir : l'action Suez vaut aujourd'hui moins de 260 francs... Le groupe bénéficie certes de circonstances atténuantes. Au moment où il aurait fallu digérer tranquillement ses achats, il a été victime d'un retournement de conjoncture catastrophique. Au lieu de se compenser, ses différentes activités sont victimes en même temps des cycles économiques. Avec aujourd'hui 30 % de ses actifs dans la banque, 30 % dans l'assurance, 10 % dans l'immobilier et 30 % dans l'industrie, la compagnie subit de plein fouet le ralentissement de la croissance.

Le déficit d'ACEC-Union minière, filiale spécialisée dans les métaux non ferreux de la Société générale de Belgique, représente à lui seul 3 francs en moins de bénéfice par action Suez. La provision de 650 millions de francs prise par la banque Indosuez pour ses pertes sur le siège parisien des NMPP équivaut à 5 francs en moins de profit par titre. Le potentiel de redressement est en théorie important. Mais, dans un ensemble de cette taille, des problèmes nouveaux se créent à mesure que les anciens disparaissent. La crise de l'immobilier va obliger notamment les filiales de crédit spécialisé regroupées dans l'ensemble Crédisuez à faire des provisions considérables. La seule banque La Hénin a 17 milliards de francs d'engagements dans l'immobilier. Quand à la banque Indosuez, ses dirigeants ont déjà prévenu que l'effort de « nettoyage » de bilan entrepris l'an dernier allait se poursuivre.

Eric Leser

Lire la suite page 39

M O D E   D ' E M P L O I

ENVIRONNEMENT

La course aux éco-labels

Après deux ans de préparation et trois mois d'existence, l'éco-label français piétine L'établissement d'un éco-bilan s'avère difficile, et les industriels, d'abord impatients, traînent aujourd'hui les pieds en attendant l'éco-label européen

LES Allemands, une fois de plus, ont été les premiers. Sous la pression d'une opinion particulièrement soucieuse de préserver l'environnement, écologistes et associations de défense du consommateur ont mis en place, dès 1978, un éco-label baptisé Ange bleu. Même si le label n'offre aucune garantie technique, il a suscité l'intérêt – parfois courroucé – des industriels du monde entier. Et l'on a vu fleurir depuis des modèles déposés comme le Cygne blanc en Scandinavie, l'Eco-Mark au Japon et le Choix environnemental au Canada.

L'Europe des Douze ne pouvait rester à l'écart de ce mouvement. Bruxelles a donc demandé à chaque Etat membre, au printemps dernier, d'étudier un secteur de la production à labelliser, afin d'établir un protocole harmonisé pour un futur label européen. Les Danois ont choisi le papier, une spécialité scandinave, les Anglais les machines à laver, et les Français les peintures et vernis, ainsi que les piles.

En France, le label NF-Environnement n'a vu le jour officiellement que le 25 juin dernier, avec deux parrains : l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) et l'Association française de normalisation (AFNOR). L'INERIS élabore le réglement technique qui est soumis aux pouvoirs publics, au comité de la marque et au conseil scientifique. L'AFNOR reçoit les dossiers des industriels candidats à la labellisation et accorde le label après avis du comité de la marque et du conseil scientifique. L'INERIS, enfin, contrôle la conformité des produits labellisés.

ÉTIQUETAGE • Un protocole très précis a été défini pour l'examen de la trentaine de dossiers parvenus à l'AFNOR. Pour qu'une peinture ou un vernis obtienne le label, l'INERIS contrôle l'impact sur les milieux aquatiques, la teneur en solvants, l'absence de pigments dangereux et de substances cancérigènes, vérifie qu'elle ne contient ni plomb, ni étain, ni mercure, etc. En même temps, car c'est la condition du label, l'institut vérifie que la «valeur d'usage» du produit répond bien aux normes de la meilleure qualité attendue par le consommateur. Il ne faudrait pas qu'une peinture «propre», mais de mauvaise qualité, obtienne le label. A ce jour, une quinzaine de marques ont obtenu le label NF-Environnement. A l'INERIS, on se démène pour élaborer les règlements techniques concernant les cosmétiques, les produits d'entretien ménagers et les sacs-poubelle. *«Nous avons décidé de nous limiter aux shampooings*, explique Michel Nominé, directeur scientifique de l'INERIS et expert-rapporteur du règlement «cosmétiques». *C'est un produit grand public, dont l'impact sur l'environnement est évident, étant donné le volume consommé et ses effets sur l'eau.»*

SERVICE D'OBTENTION DU BREVET ECOLABEL
LABORATOIRE D'ANALYSES

Mais il ne suffit pas de se limiter à un produit pour que les choses soient simples. Quels critères retenir? Doit-on privilégier la valeur d'usage ou les qualités «écologiques»? Un shampooing peut non seulement laver, mais gonfler les cheveux ou les faire briller. Tout comme un produit d'entretien peut laver, récurer, lustrer, voire parfumer... En outre, il n'est pas facile de faire travailler ensemble des marques concurrentes, qui ont toutes des secrets de fabrication à protéger. *«Les multinationales des cosmétiques ne sont plus pressées d'obtenir un label français, alors que se prépare le label européen»*, observe Michel Nominé.

La préparation de ce label européen, justement, suscite des remous à l'INERIS. *«Chaque pays travaille pour son industrie nationale*, affirme Jean-Pierre Le Calvez, expert-rapporteur du règlement «produits d'entretien ménagers». *Les tests pratiqués sont parfois aberrants. Il faut dire que l'éco-bilan demandé par Bruxelles coûte très cher et prend beaucoup de temps. Cela retarde tout de plusieurs mois.»*

Le président du comité de la marque, Dominique Olivier, chargé de mission auprès du directeur général de la Compagnie générale des eaux, ne cache pas non plus son inquiétude : *«Alors que les enjeux commerciaux sont énormes, on voit des groupes de travail boucler hâtivement leurs règlements dans leur coin.»* Pourtant, la structure quadripartite du comité de la marque (Etat, industriels, consommateurs, écologistes) semblait offrir toutes les garanties de sérieux.

PERPLEXE • Mais Bruxelles est pressé. La DG 11, direction communautaire chargée de l'environnement, voudrait voir les premiers labels européens attribués avant la fin de l'année. Quitte à ce que coexistent, pendant quatre à cinq ans, labels nationaux et label européen. Ce qui fait que le consommateur va se retrouver bientôt avec une multitude d'étiquetages qui vont le laisser perplexe.

Comment faire le départ entre l'Ange bleu indiqué sur un produit allemand, le label NF-Environnement marqué sur un vernis français, l'éco-label CEE et la bombe aérosol qui *«protège la couche d'ozone»* parce qu'elle ne contient pas de CFC? *«Il a fallu des années pour que l'Ange bleu s'installe*, observe Dominique Olivier. *Il faudra aussi des années pour que le label européen soit reconnu par le grand public. Nous sommes dans une phase de rodage. Tout devrait aller plus vite ensuite, quand les protocoles d'agrément deviendront routine»*.

Une fois de plus, la preuve est faite qu'une entreprise communautaire comporte lourdeurs et pesanteurs administratives. Mais on ne peut pas réclamer l'harmonisation des règles du jeu sans en passer par là. L'Ange bleu, structure légère qui se mêle de tout, n'apparaissait pas sérieux aux industriels. L'éco-label tricolore ou européen, plus solide, nécessite une lourde machinerie, trop lente au gré des consommateurs.

Roger Cans



HUMEUR • par Josée Doyère

Le GaG des fumeurs de brunes

LES amoureux invétérés des Gitanes et autres Gauloises, fidèles à la fumée bleutée du tabac brun, au délice de ses âcretés puissantes, se rebiffent. Non contre la sollicitude quelque peu appuyée de ceux qui ne manquent pas une occasion de remarquer qu'ils détruisent leur santé (*«Moi, c'que j'en dis, c'est pour ton bien...»*), ni même contre l'agressivité des «militants de la lutte antitabac» dont la grossièreté (elle fait penser à celle du fumeur de cigare qui naguère ne s'inquiétait pas de savoir si sa fumée gênait ses voisins...) touche parfois à l'hystérie. Non, c'est à Michel Charasse qu'ils en veulent.

Réunis à quelques-uns en association informelle, ils laissent leur porte-parole énumérer leurs griefs : ils accusent pêle-mêle le ministre du budget de plusieurs méfaits.

Il a diminué le diamètre de leurs cigarettes (qui n'est plus de 8 mm, mais de 7,9 mm), ce qui les prive de la savoureuse expression *«tige de huit»* (ou, dans les milieux plus populaires, *«tronc de huit»*). Diminuant de diamètre, chaque cigarette contient moins de tabac, et donc le prix a augmenté, de façon détournée, ce qui est illégal, puisque le prix des cigarettes est taxé, et que les hausses doivent intervenir par décret. Ce faisant, il a falsifié l'indice des prix, *«ce qui constitue une turpitude»*.

Plus grave encore, il a changé le goût de leur poison favori (pour cause d'harmonisation européenne), et – selon eux – ces nouvelles cigarettes *«sont dégueulasses»*. Pour satisfaire sa passion, le véritable amateur doit se fournir à *Moscou ou à Pékin, où*, paraît-il, on trouve encore des *«vraies»* brunes. Un trafic est en train de naître, par la faute de Michel Charasse, qui va ainsi *«foutre en l'air»* la balance commerciale de la France...

Naïvement, j'ai interrompu mon interlocuteur au moment où une véritable apocalypse économique allait surgir, comme si on n'avait pas assez de raisons de s'angoisser, avec le chômage, le dollar, Maastricht, et j'en passe.

Un sourire narquois m'a indiqué qu'il convenait de prendre tout cela au second degré, et que le GaG (pour «Gitanes and Gauloises», ce qui est un rien snob), la pseudo-association de ces fumeurs impénitents, n'allait pas derechef traîner le ministre du budget devant les tribunaux. N'empêche : M. Charasse devrait se méfier : la révolte gronde chez les amateurs de brunes! ■

LOIS ET DÉCRETS

Poste et France Télécom

Une vingtaine de décrets modifient les statuts des différents corps de La Poste et de France Télécom. Ces textes définissent les fonctions, le recrutement et les échelons de ces différents corps : service de dessin de France Télécom, infirmiers, surveillants (de France Télécom), contrôleurs divisionnaires (de France Télécom), contrôleurs, agents d'exploitation, assistants administratifs, techniciens des installations, agents de service et ceux des services techniques, agents des services de distribution et de l'acheminement (de La Poste), chefs d'établissement, personnels administratifs supérieurs, réviseurs des travaux de bâtiment, assistants de service social, aides-techniciens des installations (France Télécom), techniciens des corps automobiles, ouvriers d'État, contremaîtres, corps de l'imprimerie des timbres-poste, receveurs ruraux de La Poste, corps du service des lignes (de France Télécom).

D'autre part, le ministre des P et T a présenté au conseil des ministres du 9 septembre un décret fixant le nouvel échelonnement indiciaire applicable à chaque corps à compter du 1er juillet 1992, améliorant les carrières des agents.

Décrets nº 92-924 à 92-945 du 7 septembre 1992, *Journal officiel* du 8 septembre 1992, pp. 12310 à 12374.

Cyclomoteurs

Un décret sur la sécurité des cyclomoteurs interdit toutes les transformations ayant pour objet d'augmenter la puissance du moteur des cyclomoteurs et la fabrication, l'importation, la détention, la vente et la distribution à titre gratuit d'articles le permettant, sous peine d'amendes (correspondant à celles prévues pour les contraventions de cinquième classe).

Décret nº 92-987 du 10 septembre 1992, *Journal officiel* du 16 septembre 1992, pp. 12765 et 12766.

Produits imitant des denrées alimentaires

Un décret interdit les produits qui imitent de trop près les denrées alimentaires par leur forme, leur odeur, leur couleur, leur aspect et leur conditionnement, en raison des risques d'accident : les enfants, notamment, pourraient les confondre. Ces produits doivent être de dimensions suffisantes pour ne pas pouvoir être avalés par des enfants de moins de trois ans. Dans un délai de trente jours, à compter de l'entrée en vigueur de ce texte, les fabricants et les distributeurs devront retirer de la vente les produits non conformes sous peine d'amendes (correspondant à celles prévues pour les contraventions de cinquième classe : 3 000 à 6 000 francs).

Décret nº 92-985 du 9 septembre 1992, *Journal officiel* des 14 et 15 septembre 1992, p. 12714.

Fonds national de solidarité

Un arrêté fixe le montant des contributions dues par le Fonds national de solidarité au Fonds spécial d'assurance-vieillesse pour l'année à 1 606,4 millions de francs.

Arrêté du 20 août 1992, *Journal officiel* du 16 septembre 1992, p. 12766.

Précisions

□ Dans l'article intitulé «Airbus et les curieux» paru dans nos éditions du mardi 1er septembre, la société «Image et management» a été par erreur citée sous le nom d'«Image et communication».

□ Les graphiques accompagnant l'article « Le technocrate, le politique et la banque centrale », (*le Monde de l'économie* du 15 septembre portaient sur les moyennes *annuelles* entre 1960 et 1990 des taux de chômage et des taux d'inflation des différents pays européens, et non sur les moyennes *mensuelles*, comme une erreur de fabrication nous l'a fait indiquer.

□ Le graphique sur les prix en région parisienne depuis 1901 dans le *Monde de l'économie* daté du 15 septembre était fondé sur les chiffres de l'INSEE

LA COTE DES MOTS

Modérateur

Le récent débat télévisé du 3 septembre sur TF 1 consacré au traité de Maastricht a, semble-t-il, suscité l'éclosion, à travers la presse, du terme *modérateur*, appliqué, en la circonstance, au présentateur, Guillaume Durand.

Si certains se précipitent sans réfléchir sur le moindre mot à la mode – sans doute ceux-là, d'ailleurs, doivent-ils dire : *«in»*, – il est permis, ou plutôt recommandé, de ne pas suivre leur «exemple», du moment que le mot ainsi mis sur un piédestal est : 1) *un anglicisme*; 2) *un contresens*.

Dès lors que l'on examine un tant soit peu la question, on s'aperçoit en effet que *modérateur* est en l'occurrence inadéquat, impropre, puisque le journaliste n'eut pas à calmer un public enfiévré, ni à rappeler à l'ordre des «panélisés» agressifs, ni à apaiser un chef de l'Etat toujours maître de ses nerfs. Encore moins à pondérer un Philippe Séguin qui de lui-même en rajoutait – peut-être excessivement pour l'intérêt du débat et pour la défense de son point de vue – dans la modération courtoise, voire dans la fadeur et l'urbanité quasi révérencielle.

D'où vient donc ce *modérateur* surgi mal à propos, alors que nul arbitre, conciliateur, ou médiateur, n'a eu à intervenir?... Eh bien, de l'anglo-saxon (issu du latin) *moderator*, dont la signification est très éloignée des acceptions connues en français de *modérateur*, notamment : «qui tempère des opinions exaltées».

En réalité, ce *moderator* typiquement anglo-saxon désigne – dans le langage de la publicité, de la communication et des affaires – un *meneur de jeu*, un *directeur des débats*, dont l'un des rôles est d'aiguillonner la verve et la pugnacité (de bon aloi...) des participants! Il existe donc d'excellents équivalents «bien de chez nous», comme disait Jean Nohain, et qui n'ont pas à être supplantés par un vocable qui introduit un faux sens.

Qu'on ne compte pas, pour ce mot, sur une ratification de notre part, fondée sur une *modération* critiquable.

Jean-Pierre Colignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... ... à l'autre

RÉAJUSTEMENT AU SEIN DU SME. Une dévaluation de 3,5 % de la lire italienne et une réévaluation de 3,5 % des autres monnaies du système monétaire européen ont été décidées le 13 septembre (*le Monde* du 15 septembre).

BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT ALLEMANDS. Le 14 septembre, au lendemain du réalignement des parités du SME, la Bundesbank a abaissé d'un demi-point son taux d'escompte, ramené de 8,75 % à 8,25 %, à la grande satisfaction des partenaires de l'Allemagne (*le Monde* du 15 septembre).

LANCEMENT DU PEA. Le Plan d'épargne en actions, nouveau produit de placement à long terme défiscalisé, a été lancé officiellement le 14 septembre.

INTERVENTIONS DE LA BANQUE D'ITALIE. Moins de quarante-huit heures après la dévaluation de la lire, la banque centrale italienne a dû intervenir de nouveau mardi 15 septembre sur le marché des changes où elle a injecté l'équivalent de 2,7 milliards de francs pour soutenir sa monnaie (*le Monde* du 17 septembre).

HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT BRITANNIQUES. Pour raffermir le cours de la livre sterling, la Banque d'Angleterre a relevé le 16 septembre de deux points, à 12 %, ses taux d'intérêt. La lire italienne et la peseta restaient très attaquées sur des marchés houleux (*le Monde*, dernières éditions du 17 septembre).

LA LIVRE ET LA LIRE QUITTENT LE SME, LA PESETA EST DÉVALUÉE. La tourmente monétaire a fini, jeudi 17 septembre, par faire exploser le SME. Les monnaies les plus faibles, la lire italienne et le sterling britannique, se sont mises en congé du mécanisme de change européen, tandis que la peseta espagnole était dévaluée de 5 % (*le Monde* du 18 septembre).

PLAN D'AUSTÉRITÉ EN ITALIE. Le gouvernement de Giuliano Amato a annoncé le 17 septembre une série de mesures draconiennes visant à réduire de 465 milliards de francs le déficit budgétaire. Hausse des impôts, gel des traitements des fonctionnaires et des pensions en 1993, relèvement de cinq ans de l'âge de la retraite, moindres prestations de sécurité sociale (*le Monde* du 19 septembre).

MARDI 22 SEPTEMBRE. Paris. «Entretiens Condorcet». 4e rencontres annuelles de la formation professionnelle sur le thème «Entreprise, formation, qualification» (jusqu'au 24 septembre).
Washington. Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international, à l'occasion des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale (jusqu'au 24 septembre).

MERCREDI 23 SEPTEMBRE. Budapest. Visite officielle du premier ministre polonais, Mme Hanna Suchocka (jusqu'au 24 septembre).
Paris. Colloque sur l'évaluation des politiques locales, organisé par l'Institut d'études politiques de Paris (jusqu'au 24 septembre).

JEUDI 24 SEPTEMBRE. Tchécoslovaquie. Nouvelles élections présidentielles.
Marseille. «Campagne» du ministère de l'industrie sur les problèmes de l'environnement, avec Dominique Strauss-Kahn.

VENDREDI 25 SEPTEMBRE. Paris. Présentation des premières conclusions de la Commission du suivi sur le permis à points.

SAMEDI 26 SEPTEMBRE. Paris. Premières assises de l'écologie politique tenues à l'initiative des Verts (jusqu'au 27 septembre).
Journées portes ouvertes dans de nombreux bâtiments officiels (jusqu'au 27 septembre).
Metz. Meeting de rentrée de FO.

DIMANCHE 27 SEPTEMBRE. France. Elections sénatoriales.
Suisse. Référendum sur le percement de nouvelles transversales ferroviaires à travers les Alpes.
Blackpool (Grande-Bretagne). Congrès annuel du parti travailliste (jusqu'au 2 octobre).
Roumanie. Elections présidentielle et législatives.
Pékin. Visite officielle du président sud-coréen, Roh Tae-Woo (jusqu'au 30 septembre).
Lomé (Togo). Référendum constitutionnel.

LUNDI 28 SEPTEMBRE. Bruxelles. Réunion des ministres de l'économie et des finances de la CEE.
Paris. Assemblée plénière du Conseil supérieur des Français à l'étranger (jusqu'au 2 octobre).

Marasme ou krach?

La reprise, trop souvent annoncée, n'est pas au coin de la rue. Le marasme actuel risque au mieux de durer deux ans. Au pire, il pourrait dégénérer en effondrement. L'affolement des marchés monétaires, ces derniers jours, en a donné un avant-goût



LA bourrasque qui a balayé les marchés des changes européens la semaine dernière n'était pas seulement une crise monétaire. Elle traduisait aussi le malaise profond de tous les acteurs de l'économie face à l'avenir. Quel que soit le secteur, quel que soit le pays, les investisseurs cherchent en vain une raison d'espérer. Maastricht ou pas Maastricht, à moyen terme, plus personne ou presque n'ose parler de reprise économique durable, que ce soit aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe. Ce qui nous menace, c'est dans le meilleur des cas un marasme d'au moins deux ans. Ou au pis un second scénario, beaucoup plus noir, dans lequel des «accidents» sont susceptibles de déclencher la panique, avec une chute des marchés boursiers, dont celle observée au Japon n'est que la première.

Seule certitude, les prévisions des économistes patentés s'assombrissent à vue d'œil, comme si l'Histoire s'accélérait, avec des prises de conscience brutales que les gouvernements suivent avec retard, comme toujours lorsqu'il s'agit d'annoncer de mauvaises nouvelles aux électeurs. Les organismes de prévision, l'OCDE en tête, ne font que réviser en baisse leurs pronostics, et les clignotants passent au rouge les uns après les autres.

MOROSITÉ • Pas par pays, la revue de détail ne porte guère à l'optimisme. En France, après deux tentatives de reprise avortée, au deuxième trimestre 1991 après la guerre du Golfe et au premier trimestre 1992, la morosité s'est véritablement installée, [illegible] ment dans deux secteurs [illegible] épargnés, la grande distribution alimentaire et les loisirs (hôtellerie et tourisme). Les dirigeants du groupe Carrefour, quoi qu'ils en disent, redoutent une sévère crise de consommation et ceux d'Accor ont entrepris de serrer les boulons avec vigueur pour une période qui à leur avis pourrait être de dix ans, en n'excluant pas des baisses de tarifs. Ne parlons pas du bâtiment, qui, de l'avis des professionnels et des banquiers qui les financent, subit sa plus grande crise depuis les années 30, par la première fois en phase avec la dépression mondiale dans ce secteur.

En Grande-Bretagne, la crise est evaluée, là encore, à deux ans par les dirigeants du groupe Pearson, qui mettent l'accent sur l'énorme endettement des ménages dans l'immobilier, endettement dont le poids est aggravé par les taux d'intérêt historiquement élevés. En Italie, le programme de redressement péniblement élaboré par le nouveau gouvernement prévoit l'équivalent de 465 milliards de francs d'économies budgétaires, dont plus de la moitié en impôts nouveaux, et une diminution des dépenses publiques. S'il est réellement appliqué, le pays risque d'entrer carrément en récession ou tout au moins en stagnation prolongée, surtout après une dévaluation de la lire ratée.

En Espagne, où l'inflation va atteindre 7 % en fin d'année avec un déficit budgétaire en augmentation de 46 %, le «plan d'ajustement» présenté par le gouvernement de Felipe Gonzalez va entraîner une baisse de la consommation, et le ministre de l'économie, Carlos Solchaga, exclut toute reprise avant 1994. Même en Allemagne, malgré l'effort énorme d'investissement en ex-RDA et le boom du bâtiment, la croissance de l'industrie se ralentit très nettement.

> **Les gouvernements, trop endettés, n'ont plus les moyens de relancer leurs économies.**

Quant au Japon, l'économie s'enfonce dans le pessimisme général. Le moral des chefs d'entreprise est tombé au plus bas depuis seize ans et la perspective d'un redressement s'éloigne de plus en plus, jusqu'à l'échéance des deux ans fatidiques. Le plan gouvernemental lancé le 28 août pour un montant global de plus de 400 milliards de francs n'est pas susceptible d'agir rapidement ni efficacement : il ne contient aucune mesure pour relancer la consommation, n'ouvre de crédits supplémentaires qu'à des investissements que personne ne veut engager, et se borne à faire racheter par un organisme *ad hoc* une partie des créances immobilières des banques.

Aux Etats-Unis enfin, en dépit des déclarations optimistes des officiels, toujours démenties, la consommation n'a pas repris pour trois raisons bien simples : les chiffres de l'emploi restent désespérément plats, l'endettement des ménages exagéré, et les banques réticentes à prêter.

Quel espoir peut-on nourrir de voir l'horizon s'éclairer et de sortir du marasme avant deux ans? Il est bien mince. D'abord parce que les gouvernements, trop endettés à l'exception du Japon, n'ont plus les moyens de relancer leurs économies par «reflation», à moins d'ébranler la confiance dans leur monnaie et de faire ainsi monter les taux d'intérêt, comportement suicidaire.

Ensuite, une redoutable conjonction de facteurs vient peser sur toute tentative de reprise. La diminution des dépenses d'armement dans les pays industrialisés, conjuguée avec la braderie des équipements militaires des pays de l'Est, est en train de stopper ou tout au moins de freiner l'un des moteurs des économies. Ailleurs, la chute des prix des matières premières affecte gravement les pays producteurs, dont la demande de produits industriels s'affaiblit dangereusement.

Enfin, les besoins de financement des Etats augmentent, ne serait-ce qu'en raison du ralentissement économique, qui diminue les recettes : la France en fait amèrement l'expérience. Résultat : l'ascension des taux d'intérêt à court terme pénalise les trésoreries et entraîne celle des taux à long terme, renchérissant ainsi les crédits à l'investissement dans l'industrie et dans le logement. A cet égard, on reste songeur devant les propos d'un Maurice Allais, prix Nobel d'économie, qui trouve «*justifiés*» les taux d'intérêt d'aujourd'hui (*le Monde* du 13 juillet 1991), en évacuant le problème posé par la désinflation, phénomène capital qui modifie les anticipations et diminue les risques d'érosion monétaire tout autant que les espoirs de plus-value.

Le marasme de l'immobilier, à la fois universel et gravissime, est provoqué essentiellement par ce phénomène *(lire encadré)*.

On ne le répétera jamais assez : la persistance de taux d'intérêt supérieurs de plus de six points à l'inflation, record historique, et dépassant à la fois le taux de rentabilité de la plupart des investissements et le rythme de croissance de l'économie est un poison insidieux qui va infecter la planète entière pour de très longues années.

A moins que ne se réalise entre-temps le deuxième scénario, le plus noir, dont l'affolement des marchés la semaine dernière a pu donner un avant-goût. Au Japon, après l'éclatement de la bulle immobilière, puis de la bulle bancaire, on peut redouter celui de la bulle industrielle, dans ce pays en pleine surproduction avec des entreprises massivement surinvesties. En ce cas, la chute de la Bourse de Tokyo pourrait reprendre. Selon Marc Varangot, analyste gérant de portefeuilles, qui avait prophétisé, dans le scepticisme général au début 1989, l'effondrement du Nikkei, l'indice pourrait encore chuter de moitié. Aux Etats-Unis, il prédit aussi un recul de 1 000 à 1 500 points de l'indice Dow Jones, encore au voisinage de son niveau record de 3400, établi en juin dernier. Au niveau actuel (3260 ces derniers jours), le rapport cours-bénéfice moyen est analogue à celui qui prévalait à la veille des grands krachs de 1929, 1974 et 1987.

Cette rechute n'est pas invraisemblable. Compte tenu des promesses inconsidérées des candidats à l'élection présidentielle aux Etats-Unis, le déficit budgétaire risque de dépasser largement les 300 milliards de dollars (500 milliards avec les collectivités locales). Les lendemains d'élections déchanteraient cruellement, avec une hausse possible du taux d'intérêt à long terme, marque de défiance des prêteurs étrangers et catastrophe pour les banques.

AUTOMATISMES • Bref, si la reprise économique n'est pas au rendez-vous et si, comme on peut s'y attendre, les résultats des sociétés sont médiocres, la «bulle boursière» peut crever à nouveau, ce qui déclenchera une tempête financière dans le monde entier bien plus grave que celle d'octobre 1987, où les économies, en pleine croissance, ne se souciaient pas trop d'un accident dû, en grande partie, aux automatismes aveugles des ordinateurs de gestion. En ce cas, une déflation planétaire provoquerait une dévaluation générale des actifs et une fuite éperdue vers la liquidité, comme en 1929.

Sans doute l'Histoire ne se répète-t-elle jamais, elle bégaie, mais, pas plus aujourd'hui que dans les années 30, le monde n'est à l'abri d'accidents très graves. Simplement ils ne seront pas de même nature, puisque les gouvernements s'efforceront de limiter leurs effets, au lieu de les aggraver comme en 1929. Disposeront-ils alors des moyens suffisants? C'est toute la question. L'exemple de la spéculation déchaînée sur les monnaies européennes la semaine passée n'est guère encourageant.

François Renard

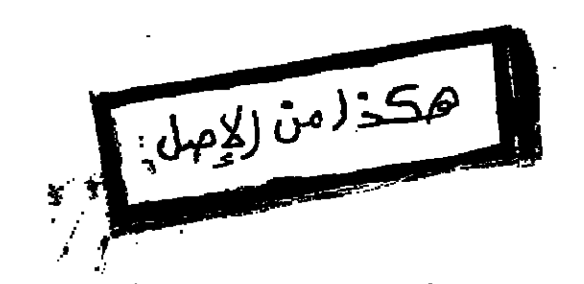
L'immobilier au cœur de la crise

Aux Etats-Unis, l'immobilier connaît sa plus grande crise depuis les années 30 : il faudra près de dix ans pour résorber les stocks d'immeubles de bureaux inoccupés (20 % du parc total). Mais le marasme est général. La faillite du numéro un de l'immobilier mondial, Olympia and York, avec ses 18 milliards de dollars de dettes, a littéralement tétanisé les banques créancières. Conséquence logique, les loyers des bureaux se sont effondrés à 50 % de leur niveau de 1987, et beaucoup de banques ont été ou sont contraintes de brader les immeubles qu'elles financent et dont elles sont devenues, bon gré mal gré, propriétaires. Le spectre de la dévaluation des actifs dans l'immobilier plane sur tous les marchés mondiaux.

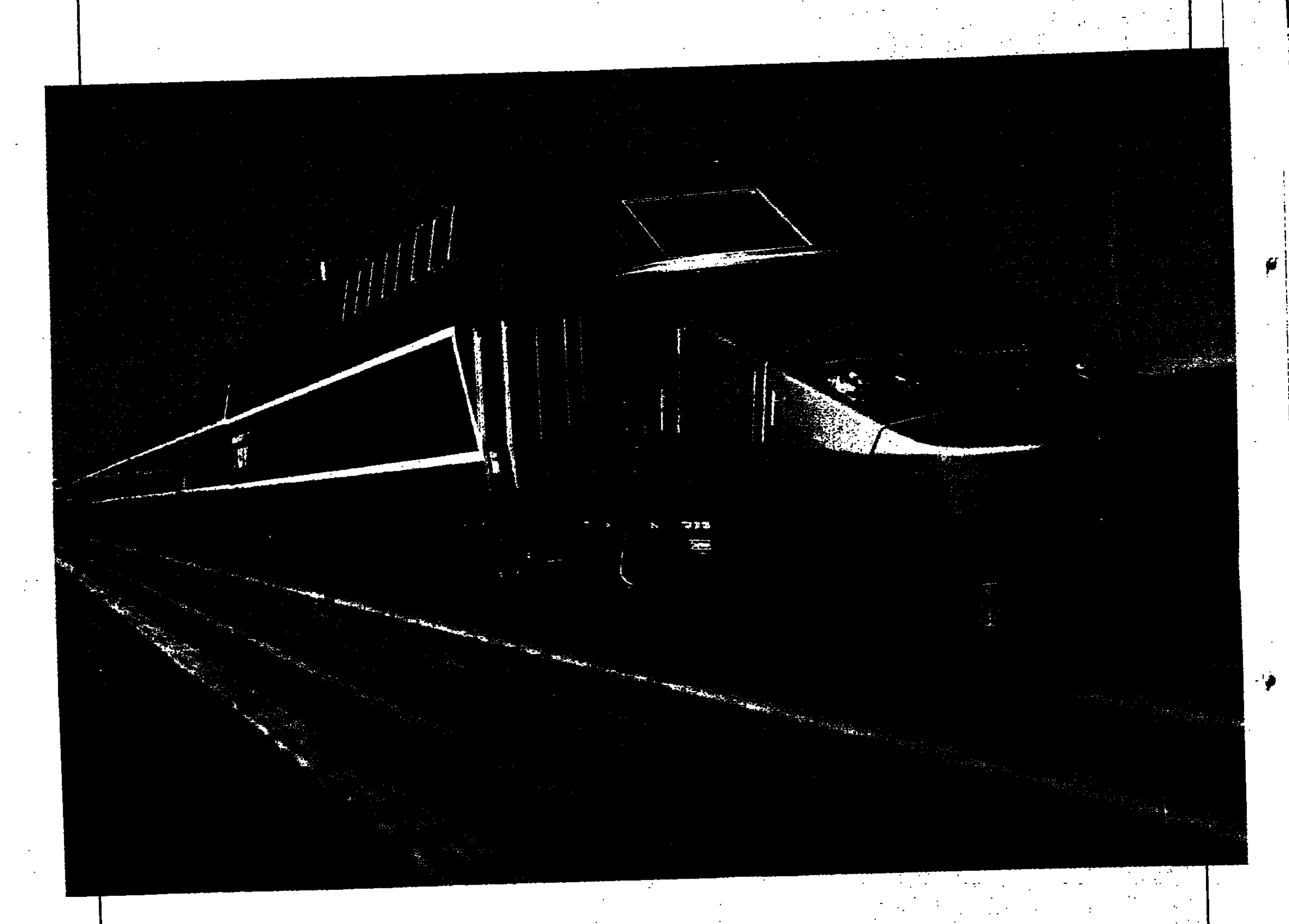
La prodigieuse expansion de ces actifs, spéculatifs dans la plupart des cas, avait nourri, pour une bonne part, la croissance des économies mondiales de 1986 à 1990. Pis encore : elle avait été financée par de l'endettement et des crédits. Cet endettement subsiste, et à des taux d'intérêt historiquement élevés.

Or, en période de déflation, les taux d'intérêt ne baissent pas – ou en tout cas moins rapidement que la valeur des actifs. Les banques françaises sont en train d'en faire la douloureuse expérience, hésitant entre liquider leurs gages immobiliers – avec une perte importante mais un nettoyage de leur bilan – et conserver ces créances dans l'attente de jours meilleurs. En ce cas, elles risquent de cumuler la dépréciation de leurs actifs avec la charge des sommes immobilisées, qui leur coûte 10 % par an. Un véritable dilemme qui va peser sur leurs résultats pendant plusieurs années.

F. R.



Vu sous cet angle, l'Europe est vraiment proche.



**Référendum sur la construction européenne : un grand événement national.
Pour en comprendre les effets,
la SNCF est heureuse de permettre à certains voyageurs des TGV
de mieux s'informer grâce au journal « Le Monde ».**

**Vous trouverez « Le Monde » chaque jour
dans les relais H des gares.**

Le Monde



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

Le dur succès

ÉTATS-UNIS

Le dur succès des Coréens de Californie

Révélée par les émeutes de Los Angeles, la communauté coréenne offre un nouvel exemple de réussite économique d'un groupe d'immigrants fondée sur l'épargne, le travail et le goût des études

LOS ANGELES
Correspondance

LA deuxième ville coréenne après Séoul est... Los Angeles. A l'ouest de *Downtown*, on reconnaît *Koreatown* à sa forêt de signes en écriture syllabique qui s'étale sur des centaines de blocs. On les découvrit lors des émeutes de Los Angeles au printemps dernier : leurs commerces dans le quartier de South Central furent les premières cibles des pillages – les dommages sont évalués à 400 millions de dollars – et on les vit souvent les défendre l'arme au poing.

Leur présence est récente, contrairement aux Japonais et Chinois, arrivés dès le milieu du siècle dernier. L'immigration coréenne n'a vraiment commencé que dans les années 50, sous la dictature du général Park : les Etats-Unis comptaient à peine 100 000 Coréens en 1970, 357 000 en 1980, mais 800 000 au dernier recensement, en 1990. Après avoir atteint 36 000 émigrants par an entre 1986 et 1987, le flot a ensuite baissé. Cet exode, le premier dans l'histoire de la Corée du Sud, a été motivé, selon les intéressés, par l'attrait de la prospérité des Etats-Unis et de leur système d'éducation (une obsession nationale).

Cette population est très concentrée : près du tiers des Américains-Coréens vivent en Californie : ils y forment la cinquième communauté asiatique après les Philippins, les Chinois, les Japonais et les Vietnamiens (par ordre d'importance), mais ne représentent [illegible]

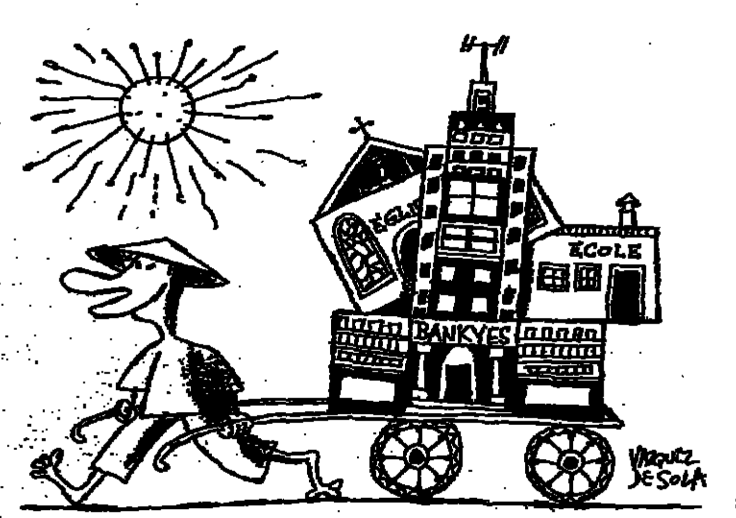
INDÉPENDANTS • Autorisés à sortir de leur pays 100 000 dollars, les Coréens arrivent généralement aux Etats-Unis avec beaucoup moins, contrairement aux Japonais qui, souvent, viennent y investir. *« La communauté a essentiellement gagné de l'argent ici, en travaillant dur et en épargnant »*, insiste Kee W. Ha, président de la chambre de commerce coréenne de Los Angeles. Comme beaucoup d'autres immigrants avant eux, c'est en travailleurs indépendants qu'ils s'installent et réussissent : près de 50 % travaillent à leur compte (la plus forte proportion de tous les groupes « ethniques »). L'annuaire commercial *Korea Business Directory* ne comporte pas moins de mille pages pour la seule agglomération de Los Angeles !

« Par nature, les Coréens ont l'esprit d'entreprise. Notre pays a encaissé des coups, nous avons survécu à l'époque coloniale, à la guerre, et nous pensons que c'est à chaque individu de se battre, explique Peter Kang, banquier spécialisé dans le prêt immobilier, arrivé au Colorado en 1969 avec ses parents. *Les Japonais réussissent en équipe*, ajoute-il, *les Coréens sont des individualistes qui aiment être les premiers de la classe. »*

Mais ils bénéficient d'un système d'accès au capital proche des tontines chinoises ou africaines, qui est un facteur-clé de leur réussite. Les nouveaux arrivés, dépourvus de références bancaires, ont recours au *« kye »* (prononcer « kèh »), d'un mot coréen qui signifie « lien » et « engagement ». Ce système extrêmement ancien est souvent géré par les femmes, traditionnellement responsables des finances familiales. Il fonctionne en gros ainsi : dix personnes, des amis, se réunissent pour verser 1 000 dollars chaque mois, touchent des intérêts sur les sommes qu'ils ont versées et ont droit, leur tour venu, d'emprunter au fonds commun.

La mise peut varier de 100 dollars à 50 000 et représente [illegible] fois l'organisateur du *kye*, mais ce peut être celui qui offre l'intérêt le plus élevé ; ou bien l'on tire au sort, ou encore on établit un calendrier en fonction des besoins des participants. Tout repose sur la confiance mutuelle.

La communauté coréenne n'aime guère parler des *kyes*, par crainte d'être taxée d'archaïsme et parce que les intérêts perçus échappent au fisc, bien que le *kye* soit



légal (et même ait été reconnu par un tribunal de San Francisco en 1989). Mais ce système de crédit est encore très largement utilisé par les immigrants non seulement pour financer le démarrage de petites entreprises, mais aussi pour les grosses dépenses de consommation du ménage ou l'éducation des enfants. *Certains participent même à plusieurs kyes à la fois.* Ces sortes de coopératives, appuyées sur une tendance naturelle à l'épargne, permettent de mobiliser rapidement et massivement des capitaux.

BANQUES • Elles coexistent avec un système bancaire officiel. Il existe aujourd'hui en Californie huit banques destinées à la clientèle [illegible] Angeles, détient 38 % du « marché », la Hanmi Bank (22 %), les *California Center Bank*, Wilshire State Bank, Seoul Bank Branch of California... Elles totalisent plus de 1 milliard de dollars de prêts. La Hanmi Bank propose même à ses clients des plans d'épargne rivalisant avec les avantages du *kye*, le risque en moins.

Sur les 2 300 commerces coréens pillés ou détruits en mai dernier, 330 avaient obtenu des prêts bancaires – dont les remboursements sont aujourd'hui compromis – représentant un montant total de 45 millions de dollars, 4 % de l'encours des banques. *« C'est peu »*, estime un journaliste du *Korea Times*, qui y voit une preuve *de plus que les petites entreprises* puisent leur financement prioritairement dans les *kyes*, qui n'exigent pas de garanties. *Il est impossible* d'évaluer l'étendue des pertes de ce [illegible] parallèle.

Commerces de détail, artisanat et « services de proximité » constituent l'activité économique naturelle de ces immigrants, que leur faible connaissance de l'anglais [illegible] du travail américain, mais qui, disposant d'une mise de fonds et d'une [illegible] au travail. La première spécialité (15 % du total) est la confection, avec de *petits ateliers-boutiques, qui font un* chiffre d'affaires de 2 milliards de dollars. Viennent ensuite l'épicerie, les *services* (photocopie, imprimeries, cordonniers, etc.), la blanchisserie, et enfin les magasins de spiritueux (8 %).

Aptes à saisir les occasions, les Coréens n'ont pas hésité à ouvrir des boutiques dans le quartier pauvre noir de South Central (comme dans des quartiers comparables de New-York). Le pas-de-porte y coûte environ 25 % de moins qu'ailleurs, les risques quotidiens (vols, dégradations, attaques) y sont certes plus *grands mais les marges bénéficiaires* plus importantes : l'absence de concurrence permet des prix élevés – que les Noirs *leur reprochent* violemment – notamment sur les ventes d'alcools. Ils y ont également ouvert des *swap meet*, marchés couverts pratiquant la vente au rabais, très fréquentés par les Noirs et les *latinos*, dans ces zones urbaines désertées par les supermarchés.

Mais South Central, où ils n'habitent pas, n'est qu'une base de départ pour ces entrepreneurs mobiles : une fois amorti l'investissement initial, ils se lancent dans le commerce de gros, les chaînes de magasins ou s'efforcent de passer à l'échelle industrielle – leur priorité actuelle.

GÉNÉRATION • Les immigrés de la deuxième génération (ou de celle qu'on dénomme *« 1,5 »*, c'est-à-dire née en Corée mais éduquée aux Etats-Unis), libérés du handi*cap linguistique, ayant un niveau* d'éducation bien supérieur à la moyenne américaine (1), se sont spécialisés dans les professions médicales, légales, les assurances, l'immobilier. Le *Korea Center*, un immeuble huppé sur Wilshire Boulevard en plein *Koreatown*, abrite douze étages de cabinets d'affaires. Le président de la Chambre de commerce coréenne y a ses [illegible] Etats-Unis en [illegible] ses études supérieures, il a décroché un doctorat à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA), puis travaillé chez Hughes Aircraft avant de s'établir à *son compte*.

Du Rotary Club à la Korean-American Grocers Association, de nombreuses associations assurent les échanges d'informations économiques et commerciales nécessaires. *Le* réseau de médias est unique en son genre : trois quotidiens coréens possèdent une édition à Los Angeles (le plus important, *The Korea Times*, tire à 60 000 exemplaires), la station de radio Radio Korea diffuse vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et la chaîne internationale KSCI offre vingt heures de programmes télévisés par *semaine. Sans oublier le rôle crucial* des 600 églises coréennes de confession chrétienne de Californie du Sud *qui remplissent* une fonction non seulement spirituelle, mais sociale et même économique (il n'est pas rare en effet que les *« kyes »* se forment entre membres d'une même paroisse).

Malgré leurs succès, *les* Américains-Coréens sont néanmoins encore des *outsiders* dans la société américaine et même californienne. Ils n'ont aucun représentant dans l'assemblée de l'Etat ; d'ailleurs, si 60 % d'entre eux sont naturalisés américains, très peu sont inscrits sur les listes électorales, et Jay Kim, un républicain de Californie, sera peut-être le premier d'entre eux élu au Congrès en novembre prochain. S'estimant mal défendue par la police lors des émeutes du printemps dernier, mal représentée par la municipalité, insuffisamment indemnisée, la communauté *coréenne en a tiré les leçons* ; ses leaders ont compris qu'il leur faut désormais « apprendre » le système politique américain aussi efficacement qu'ils ont assimilé ses rouages économiques.

Malgré leur déception (*« notre rêve américain est parti en fumée »*, clamait une banderole en mai dernier), les Coréens ne renoncent pas : *« Nous ne partirons pas, nous travaillerons encore plus dur »*, lance Ken Park, un chef d'entreprise. Et Yoon Hee Kim, représentant de la communauté auprès du maire de Los Angeles, d'ajouter : *« Par instinct, nous sommes des survivants. »*

Claudine Mulard

(1) *Dans le comté de Los Angeles,* 49 % des Coréens ont fait des études supérieures contre 20 % pour l'ensemble de la population, et 9 % d'entre eux au lieu de 31 % n'ont pas achevé leurs études secondaires.

Métier : ex-président

Suite de la page 35

Au rang des « sponsors » figurent encore les fondations d'American Express, de Rockefeller et de Playboy, les entreprises AT&T, General Motors, IBM, les banques Citizens Trust, First National ou encore le Comité des Juifs américains et plus d'une centaine de riches personnalités. Les apports *oscillent* entre *500 000* et 1 000 dollars, un tiers se situant dans le bas de la fourchette (*500 000-1 000 dollars*). *Ainsi, la* fondation a, sur dix années, levé 150 millions de dollars et dispose chaque année d'un budget de 17,5 millions de dollars.

Promouvoir la démocratie, résoudre les conflits mondiaux et lutter contre la faim, tels sont les objectifs de cette association à but non lucratif, qui s'est baptisée elle-même : *« the impossible negociations network »* (le réseau des missions impossibles). Jimmy Carter en est le fondateur, mais aussi le *membre* le plus actif. Quand il n'est pas juché sur un toit à réparer les maisons des quartiers défavorisés, *Jimmy Carter* sillonne le monde – dans un Boeing offert par de généreux donateurs – à la rencontre des plus grands dignitaires. Il met dans la balance sinon son charisme, du moins son prestige d'ex-président pour servir de médiateur dans les conflits les plus épineux. *« Nous n'allons pas là où les autres peuvent aller,* dit-il ; *nous remplissons les vides. »* Pendant que le monde a les yeux rivés sur l'invasion du Koweït par l'Irak, Carter, lui, se préoccupe de la guerre civile en Ethiopie et au Liban. A Haïti, au Nicaragua, au Panama, il se bat contre la fraude électorale et obtient l'envoi d'observateurs par l'ONU. Il organise en 1989 une rencontre au siège de sa fondation entre les rebelles érythréens et le gouvernement éthiopien. On dit de même que ses visites en Syrie ont facilité le dialogue entre George Bush et Hafez El Assad. Bref, Carter, comme dans un théâtre d'ombres chinoises, projette sur la scène mondiale une silhouette agrandie qui lui permet de tenir enfin un rôle à sa mesure, celui de l'homme de toutes les paix.

*Son organisation non gouver*nementale, dont l'action est totalement inconnue en France, mène un *autre combat, luttant à son* échelle contre la faim et la maladie dans le tiers-monde. Son programme, dénommé *« Global 2000 »*, est né de la rencontre de trois hommes, le richissime industriel japonais Ryochi Sasakawa, le prix Nobel de la paix 1970, Norman Borlaug et Jimmy Carter. L'idée est de propager en Afrique la « révolution verte » que Norman Borlaug a déjà lancée en Inde et au Pakistan.

RÉVOLUTION VERTE • Les fermiers, taxés de conservatisme, ne bousculent leurs habitudes que si la preuve leur est donnée qu'ils gagneront au changement. Quarante d'entre eux se sont livrés au *Ghana, au Soudan et en Zambie*, à une expérience digne de la publicité comparative : cultiver sur 0,4 hectare le *maïs et le sorgho* selon la technologie « recommandée » par Global 2000 et le reste des champs selon les méthodes traditionnelles. Le résultat ? Une productivité deux fois et demi supérieure. Et c'est ainsi que, conquis, ils ont répandu le progrès sur le reste du pays. Ils sont déjà, seulement au Ghana, plus de soixante-cinq mille à avoir adopté la nouvelle méthode.

La démonstration sur le terrain serait insuffisante si elle ne s'accompagnait pas *de démarches* auprès des infrastructures locales. Jimmy Carter intervient alors pour convaincre le ministère de l'agriculture d'organiser l'encadrement technique, les banques d'accorder des crédits aux petits fermiers et le gouvernement d'assurer la stabilité des prix sur les marchés agricoles. Le progrès est le résultat d'un puzzle complexe dont chaque morceau est remis au pays. A lui d'assurer l'assemblage et d'aller progressivement vers l'autosuffisance alimentaire.

En 1987, le programme Global 2000 s'attaque à un autre front et orchestre la lutte contre le *dracunculiasis* ou la maladie du vers guinéen. Sous son égide flottent les drapeaux de nombreuses organisations internationales, l'UNICEF, le CDC (Center for Disease Control), l'OMS, qui unissent leurs efforts pour éliminer cette horrible maladie de la surface du globe, comme ils l'ont fait précédemment pour la petite vérole. Cent millions de personnes en Inde, au Pakistan et dans dix-sept pays africains sont menacées et trois millions sont contaminées chaque année par la simple absorption d'eau. La maladie ne se guérit pas, mais se prévient grâce au filtrage de l'eau ou à son traitement chimique. A charge pour la fondation d'initier les populations à ces gestes préven*tifs, mais aussi d'attirer* les dons de généreux sponsors.

Jimmy Carter récompense aussi ceux *qui « font le bien »*. Il décerne chaque année un prix de 100 000 dollars aux « héros des droits de l'homme ». *Alors* que chacun achète sa place au paradis, Jimmy Carter a, au moins, gagné sur terre sa réhabilitation politique : l'Amérique s'attendrit enfin sur lui et, c'est une consolation, le sacre son meilleur ex-président.

Anne-Laurence Fitère

Suez malade de ses victoires

Suite de la page 35

En dépit des promesses maintes fois répétées, l'année 1992 risque d'être encore médiocre, même si le travail de fond entrepris pour redresser la Générale de Belgique commence à porter ses fruits. La direction est accusée d'avoir bâti au gré des circonstances un conglomérat sans savoir *où elle allait et sans réelle stratégie*. Suez s'en défend tout en reconnaissant implicitement le bien-fondé de certaines critiques. *« Il faut injecter plus de stratégie dans la phase de recentrage du groupe »*, avoue M. Worms. *« Mais 70 % de l'activité est consacrée à la distribution de produits et de services financiers, notre métier de base »*, ajoute-t-il. Pour les 30 % restants, le discours a beaucoup évolué. Qualifiée de choix stratégique majeur en 1988, l'industrie traditionnelle est quasiment considérée aujourd'hui comme un des avatars de l'histoire mouvementée du groupe. Ainsi toute la partie industrie lourde de la Société générale de Belgique (métaux non ferreux mais aussi chimie, sidérurgie et cimenterie) pourrait progressivement être cédée. A condition de trouver des acheteurs, et donc de redresser les entreprises.

La SGB ressemble a un chantier perpétuel. Depuis son acquisition en 1988, elle est en restructuration permanente. Il faut dire que son *bénéfice par action* n'a cessé de se réduire : de 284 francs belges en 1989 à 107 en 1990 et finalement *63 en 1991. Si la digestion de la* SGB est difficile, celle de Victoire, cette fois, pour d'autres raisons, ne se fait pas sans mal.

Victoire, principale filiale du groupe et deuxième compagnie d'assurances française est en fait victime de sa réussite. En prenant le contrôle en 1988 de la troisième compagnie d'assurances allemande (Colonia), Victoire a attiré l'attention de Suez et... celle de l'UAP.

N'ayant déjà plus les moyens de ses ambitions, Suez, quand il s'est emparé en 1989 de Victoire, a dû faire appel à un allié. L'UAP est donc entré à hauteur de 34 % dans le capital de Victoire avec pour objectif d'y rester le moins longtemps possible et de mettre la *main en échange sur Colonia*. Mais le scénario ne s'est pas déroulé du tout comme prévu. Les dirigeants *de Victoire et une partie des* actionnaires de Suez se sont refusé à lâcher Colonia et à démanteler une compagnie d'assurances d'une telle qualité.

A coup de négociations à rebondissements et d'acords dénoncés *in extremis*, l'« affaire » Suez-UAP traîne en longueur depuis maintenant deux ans. Dernier épisode en date, la démission au début du mois de Jean Arvis, le président de Victoire, et son remplacement par Worms lui-même.

CLARIFIÉE • A première vue, la situation devrait en être clarifiée, car Jean Arvis était un adversaire déclaré de toute coopération avec l'UAP, mais Gérard Worms va avoir beaucoup de mal à convaincre les Allemands de Colonia de la nécéssité d'un rapprochement avec un groupe français nationalisé. En outre, Victoire a besoin d'un dirigeant à plein temps. Suez aussi... *« Jean Peyrelevade a mis dix-huit mois à assimiler les phénomènes d'assurance, cela demande du temps »*, explique un assureur. *« Mais c'est peut-être ce que M. Worms veut gagner. »*

Le président de Suez vient à nouveau d'affirmer son autorité face à un « baron ». Il l'avait déjà fait en 1991 en remplaçant à la tête de la SGB Hervé de Carmoy par Gérard Mestrallet. Mais avec une équipe de trois cents personnes, la compagnie financière semble bien petite pour diriger à distance des mastodontes comme la Société générale de Belgique ou l'ensemble Victoire-Colonia. Un progrès toutefois : le holding contrôle maintenant la remontée des flux financiers en ayant diminué les participations des actionnaires minoritaires dans ses filiales.

Ce qui ne donne pas pour autant à Suez les moyens de gérer à la fois le développement d'une *grande banque, de la deuxième* compagnie d'assurances française et d'un grand groupe industriel. *Aux yeux des experts, la vente* d'actifs dans les années à venir sera nécessaire pour se recentrer sur les métiers les plus profitables, et surtout d'assurer une capitalisation suffisante des filiales bancaires et de crédit, contraintes par le ratio Cooke à disposer de fonds propres importants.

Le groupe et ses dirigeants risquent de toute façon de se voir dicter des choix radicaux par les actionnaires, sans avoir le temps d'attendre des jours meilleurs. Le dossier Suez est depuis plusieurs mois sur la table de grandes banques d'affaires. La vulnérabilité de son capital et la décote considérable entre son cours de Bourse (moins de 260 francs) et la valeur d'actif par action (540 francs) en fait une proie tentante. Certains analystes financiers s'interrogent sur la stratégie d'AXA dont l'étendue de la participation dans Suez n'est pas vraiment connue.

Le destin de la plupart des conglomérats géants a été à la fin des années 80 de disparaître ou de se séparer d'une grande partie de leurs activités. La Compagnie financière de Suez a-t-elle une autre alternative ?

Eric Leser

CONJONCTURE

INDICATEUR • Les prix

Dilemmes allemands

LA prudence s'impose dans l'évaluation des risques inflationnistes en Allemagne et dans l'estimation de ce que pourrait être l'orientation future de la politique monétaire outre-Rhin. A 3,5 % en douze mois, la hausse des prix à la consommation n'a certes rien de très préoccupant. Pourtant, nombreuses sont les raisons susceptibles d'empêcher un changement marqué des pratiques de la Bundesbank.

Dans les cinq «nouveaux Länder» de l'ex-RDA, le vaste chantier de l'unification ne peut guère avancer sans la poursuite de la remise à niveau des prix, des salaires et de la productivité. Or ce rattrapage s'accompagnera nécessairement de plusieurs années d'inflation soutenue. A ce titre, le rythme annuel des hausses de prix dans la partie orientale d'Allemagne, actuellement de 13 %, est presque une performance compte tenu de l'écart de niveau de vie avec l'Ouest.

Dans l'ex-RFA, d'autres facteurs alimentent les risques inflationnistes. Ils ne se situent plus, comme en 1990 et 1991, du côté de l'appareil productif ou des salaires, car l'important ralentissement de la production et la forte dégradation du marché du travail ont absorbé le surcroît de tensions sur les capacités de production et mis un frein aux exigences salariales. C'est en revanche du côté de l'habitat que les tensions perdurent. La saturation du parc de logements disponibles entraîne un renchérissement peu habituel des loyers et de l'accès à la propriété, dont les excès régionaux ont tout lieu de préoccuper les autorités monétaires allemandes, en raison du germe inflationniste qu'ils représentent. Dans ce cas, même si les conditions macro-économiques peuvent faciliter de nouvelles baisses de taux d'intérêt en Allemagne, toutes les chances sont réunies pour que de telles baisses ne se fassent qu'au compte-gouttes.

ALLEMAGNE

1,8 en % · 1,5 · 1,2 · 0,9 · 0,6 · 0,3 · 0,0 · -0,3 · -0,6

91 mars: 0,4 · avril: 0,3 · mai: 0,4 · juin: 0,2 · jul.: 0,0 · AOÛT: 0,2

Sur 12 mois : 3,5%

FRANCE

91 mars: 0,3 · avril: 0,3 · mai: 0,3 · juin: 0,1 · jul.: 0,3 · AOÛT: 0,1

Sur 12 mois : 2,7%

GRANDE-BRETAGNE

91 mars: 0,5 · avril: 1,6 · mai: 0,3 · juin: 0,1 · jul.: -0,4 · AOÛT: 0,2

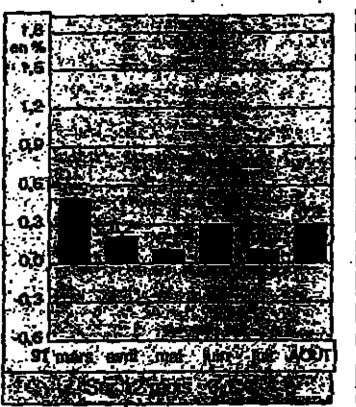
Sur 12 mois : 4,2%

ITALIE

91 mars: 0,4 · avril: 0,4 · mai: 0,5 · juin: 0,3 · jul.: 0,2 · AOÛT: 0,1

Sur 12 mois : 5,3%

ÉTATS-UNIS



JAPON

Évolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

RÉGION • L'ex-URSS

Vers la zone rouble

EN ex-URSS, la dislocation de l'espace monétaire unique était inscrite dans la logique des événements. Presque tous les Etats se sont désormais dotés d'une quasi-monnaie pour contrer la politique d'émission restrictive menée depuis le début de l'année par la Russie – seule héritière de la planche à billets soviétique –, qui les a tout particulièrement touchés : sur les 409,9 milliards de roubles imprimés au premier semestre de 1992, 15,8 % seulement leur étaient destinés. Bien plus, leurs banques centrales, à l'instigation de Parlements ou de gouvernements marqués par les pratiques d'antan, distribuent généreusement des crédits en roubles à l'économie, n'hésitant pas à bafouer les conventions monétaires internes à la CEI.

Ayant ainsi perdu la maîtrise de sa masse monétaire, la Russie s'estime empêchée en partie d'assurer le succès de son programme de stabilisation économique. A la veille de la seconde étape de son plan de réformes et sur les recommandations pressantes du FMI, elle sommait, au début de l'été, ceux de ses partenaires qui ne s'étaient pas encore clairement prononcés de choisir, avant le 1er octobre, entre la zone rouble et l'indépendance monétaire.

Il est vrai qu'avec les Etats baltes et l'Ukraine le processus est déjà bien engagé. L'Estonie est la première à avoir sauté le pas en remplaçant, le 20 juin, le rouble par la couronne, mais tout n'est pas réglé pour autant. Certes, les discussions bilatérales ont débouché sur un accord satisfaisant, au dire de tous : la dette commerciale de l'Estonie à l'égard de la Russie, évaluée fin juillet à 3,8 milliards de roubles, est provisoirement gelée et chacune des deux parties a ouvert à l'autre une ligne de crédit dans sa propre monnaie, la Russie ayant besoin de couronnes, principalement pour payer soldes et retraites de ses militaires demeurés en terre estonienne.

Mais comment fixer la parité entre la couronne et le rouble? Le très grand déséquilibre du commerce russo-estonien plaide pour une dévaluation par rapport au rouble, mais la fierté nationale la juge inacceptable... Il aura fallu à la Banque d'Estonie près de deux mois pour publier la première cotation. Encore ne s'agit-il là que de papier-monnaie, les opérations en monnaie scripturale s'effectuant toujours, semble-t-il, en roubles ou, le cas échéant, en devises fortes.

Avec l'Ukraine, la partie n'a pas été facile et ce n'est qu'après des semaines de discussions stériles qu'un accord a été trouvé, le 23 juin à Dagomys, sur les bords de la mer Noire. Il instaure un contrôle des transactions et un système de règlement des échanges entre les deux pays, leurs prix devant être alignés sur ceux du marché mondial, et prévoit les modes de remboursement des dettes accumulées de part et d'autre par les entreprises.

Un seul point reste cependant encore en litige, l'Ukraine ayant d'ores et déjà déclaré qu'elle ne restituerait pas à la Banque centrale de Russie les quelque 20 milliards de roubles qu'elle détient en billets lors de l'introduction de la grivna, dont la date, après avoir été maintes fois annoncée, serait aux dernières nouvelles arrêtée courant septembre.

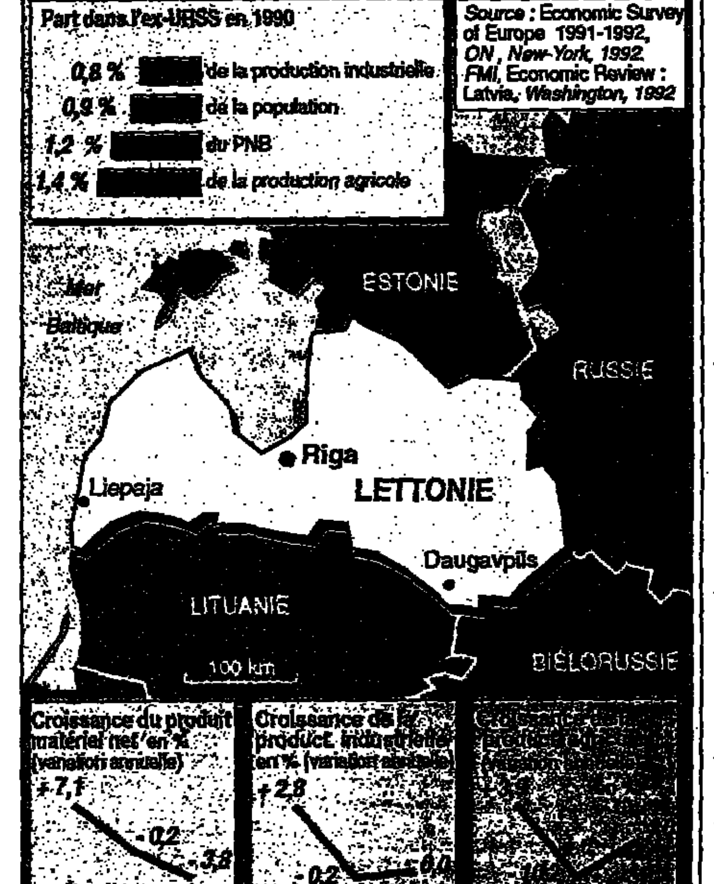
En attendant, l'Ukraine vit sous le régime du coupon, une décision politique prise par le gouvernement contre l'avis formel de la Banque centrale – mais qui n'a pas été imposée à la Crimée, – le coupon étant devenu la seule unité utilisable dans le circuit fiduciaire (paiement de l'intégralité des salaires, retraits des caisses d'épargne). Un coupon qui, au demeurant, ne cesse de se dévaluer par rapport au rouble sur le marché noir...

Il restait à tirer de ces discussions bilatérales des règles générales quant aux modalités de sortie de la zone rouble et à la réorganisation de cette dernière. Ce fut fait avec la signature, le 6 juillet à Moscou, par les présidents des Etats membres de la CEI d'un accord déjà paraphé par les chefs de gouvernement, le 26 juin à Minsk. Tout Etat disposé à émettre sa propre monnaie doit en informer ceux qui appartiennent toujours à la zone rouble dans un délai de trois mois, engager avec eux des négociations sérieuses sur leurs relations monétaires passées et futures et rendre à la Russie les roubles qu'ils auront retirés de la circulation moyennant peut-être rétribution, ce point n'ayant pas encore été précisé.

Rester dans la zone rouble, en revanche, impliquera pour les pays candidats, quand bien même ils utiliseraient dans leurs transactions internes une monnaie au nom et aux caractéristiques physiques différents de ceux du rouble, de renoncer à toute autonomie en matière monétaire. En effet, leurs instituts d'émission seront subordonnés à la Banque centrale de Russie, qui n'autorisera d'augmentation de la masse monétaire en circulation que dans le cas où la balance des paiements du pays concerné présentera un excédent durable sur la Russie, de même qu'il reviendra aux autorités russes d'établir le taux d'intérêt des banques centrales de la zone et le montant des réserves obligatoires, ainsi qu'un cours fixe de change entre les monnaies nationales et le rouble.

Pour l'heure, selon le ministre russe des relations économiques extérieures, seuls la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizstan auraient l'intention de rester dans la zone rouble, les trois autres Etats d'Asie centrale demandant à s'y maintenir de façon provisoire. Quant aux autres, ils tourneraient la page.

Marie-Agnès Crosnier
CEDUCEE,
La Documentation française



PAYS • La Lettonie

Aux prises avec le nationalisme

AU premier anniversaire de l'indépendance, l'heure n'est guère à l'optimisme en Lettonie. Ce pays jouissait d'atouts économiques certains dans l'ensemble soviétique, mais, coupé de son hinterland avec lequel il réalisait de 85 % à 90 % de son commerce, il se retrouve aujourd'hui dans une situation peu enviable. Or les échanges qu'il maintenait encore avec le reste de l'ex-URSS sont désormais quasiment paralysés par la politique des changes instaurée le 8 août dernier par la Banque centrale. Après avoir mis en circulation, en mai, le rouble letton, en attendant l'introduction du lat prévue pour janvier 1993, celle-ci a fixé, pour faire barrage à l'inflation importée, des taux de conversion en roubles différenciés selon leur provenance, mais avec, dans tous les cas, un avantage à la monnaie nationale.

Déjà, comme dans les autres pays baltes, la perte de fournisseurs et de débouchés traditionnels avait entraîné une forte chute de l'activité économique. La production industrielle, qui s'était tenue en équilibre en 1991, a reculé en glissant de 29,5 % au cours des sept premiers mois de 1992 et, à l'approche de l'hiver, l'approvisionnement énergétique est encore plus tendu que l'année dernière : les stocks sont au plus bas et les devises trop rares pour pouvoir les reconstituer. Aussi les Lettons ont-ils été prévenus qu'ils seraient privés de chauffage et d'eau chaude les jours ouvrables, triste perspective pour des gens qui ont vu baisser, sous l'effet d'une inflation à trois chiffres, leur salaire réel de 28 % par rapport à janvier-juillet 1991.

Les privatisations qui devraient redonner un souffle à l'économie sont, elles, bloquées par le processus de restitution des biens à leurs propriétaires d'avant 1940, ainsi que par les virulents débats parlementaires – où les positions dures semblent en passe de l'emporter – sur l'étendue des droits à attribuer aux non-nationaux (48 % de la population totale). Déjà ces derniers se sont vu refuser l'accès à la propriété de la terre. Ils pourraient devenir les parias de la société au cas où serait adoptée la loi votée en première lecture, qui répartit les certificats donnant droit à l'acquisition de parts d'entreprises en fonction de l'appartenance ethnique.

Des voix s'élèvent dans le pays contre ces mesures discriminatoires : celles-ci risquent non seulement de retirer à l'économie l'essentiel de ses forces vives, puisque près de 85 % des emplois industriels sont occupés par des Slaves, et notamment des Russes, mais aussi de remettre en cause l'aide tant attendue des organisations financières internationales. Les partisans du nationalisme pur et dur sauront-ils entendre raison?

M.-A. C.

SECTEUR • L'emballage

La France favorisée

L'EMBALLAGE, dit-on, est un bon indicateur de l'activité économique. C'est aussi, malgré la difficulté à fixer les contours de ce secteur disparate, l'une des branches majeures de l'économie mondiale, avec un chiffre d'affaires évalué par l'Institut français de l'emballage et du conditionnement (IFEC) à 1 300 milliards de francs – équivalent grosso modo à celui de l'informatique. Un marché mondial où les Etats-Unis pèsent lourd (32 %), immédiatement suivis par la Communauté européenne (29 %) et le Japon (16 %).

C'est dire si le marasme persistant outre-Atlantique freine l'activité des entreprises. Ne dit-on pas que les ventes de Coca-Cola, Seven Up, Sprite et autres boissons non alcoolisées stagneront cette année de New-York à San-Francisco? Coca-Cola et son rival Pepsi se consoleront sans doute avec leur belle progression en Amérique latine et en Europe de l'Est. Mais leurs fournisseurs américains de bouteilles ou de «canettes» en métal (les «boîtes-boisson») en sont pour leurs frais. Même morosité au Japon, où les industriels du secteur avaient choisi de différer leurs investissements avant l'été. Le plan de relance adopté fin août renversera-t-il la tendance?

En Europe, les perspectives de croissance s'annonçaient plus favorables. Supérieures d'un point en moyenne au taux de progression nord-américain pour les trois ou cinq ans à venir, selon la plupart des analystes. La consommation moyenne d'emballage par personne n'y affichait-elle pas un retard certain sur celle des Américains? 250 kilogrammes par an et par habitant outre-Atlantique; 190 et 180 en Allemagne et en France; 116 en Europe en moyenne.

Le marché des canettes devait même s'envoler (+ 9 % par an), tout comme celui du conditionnement des produits de luxe (+ 8 %). La hausse des taux d'intérêt, l'atonie générale de la conjoncture, ont conduit à revoir ces prévisions à la baisse. «En Europe du Nord, note Sandra Bernard, analyste à la société de Bourse Meeschaert-Rousselle, les capacités de production de «boîtes-boisson» sont désormais excédentaires.» Chaque ouverture d'usine, il est vrai, augmente brutalement la production de 1,2 à 1,5 milliard de canettes par an, pour une activité – la vente des boissons non alcoolisées – soumise, en tout état de cause, aux aléas du climat.

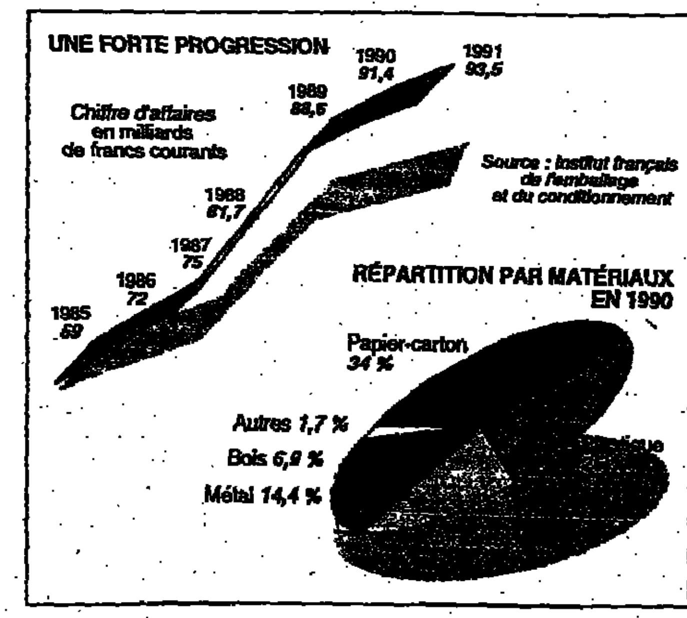
Première puissance européenne dans ce secteur, avec une production de matériaux d'emballage (papier-carton, plastique, verre, métal, etc.) évaluée à 110 milliards de francs, l'Allemagne a cessé de tirer la croissance. La production britannique (80 milliards de francs) connaît, ici comme ailleurs, l'une de ses plus longues récessions.

L'Italie (84 milliards) et l'Espagne (16 milliards) affrontent une conjoncture difficile. Mais l'Hexagone ne se porte pas mal, si l'on en croit Albert Merlin, directeur des études économiques de Saint-Gobain. «Les récoltes vinicoles ont été bonnes, ce qui est loin d'être négligeable. Quant aux exportations agricoles, elles progressent régulièrement.» La généralisation du «suremballage» (le film plastique enserrant les pots de yaourt, par exemple) sur les rayons des grandes surfaces contribue aussi au soutien de l'activité.

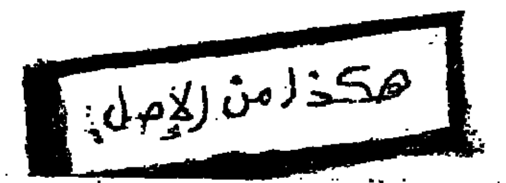
L'an dernier, le chiffre d'affaires des matériaux d'emballage a progressé de 2 %, atteignant, selon l'IFEC, 93,5 milliards de francs (107 milliards si l'on ajoute la production de machines de conditionnement et d'accessoires comme la colle, les agrafes, etc.). Une croissance moyenne qui masque de réelles disparités. Les boîtes et «bouchages» métalliques, après plusieurs années difficiles, ont progressé de 3,2 % en tonnage et de 4 % en chiffre d'affaires.

Le carton ondulé, porté par la vague écologique, a vu sa production s'accroître de 2,1 % en tonnage et de 1,6 % en chiffre d'affaires, les exportations augmentant de 19 %. Les emballages plastiques rigides ont progressé, les souples reculé. Quant au verre, il a fait mieux que ce que l'on attendait (+ 2 % en tonnage, + 1 % en volume).

Pierre-Angel Gay



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du *Monde*.



NOTRE JOURNAL VA NAÎTRE AVEC L'EUROPE, PENSEZ-VOUS QUE CE SOIT PAR HASARD?

Ici prenez la parole et participez à la création de Globe hebdo.

Décrivez l'hebdo dont vous avez envie, décrivez aussi l'hebdo dont vous ne voulez plus.

....

....

....

....

....

....

....

....

....

....

....

....

....

....

Renvoyez votre réponse, ***sous enveloppe non affranchie*** à : GLOBE LIBRE REPONSE 2326-75, 75581 PARIS CEDEX 12, ou tapez 3615 GLOBE. Vous recevrez gratuitement le N° 1 de Globe hebdo, et pourrez, ***si vous le désirez***, bénéficier des avantages réservés aux ***abonnés fondateurs***. N'oubliez pas d'***indiquer*** vos nom et adresse :

Nom ______________________ Prénom ______________________

Adresse ______________________

Localité ______________________ Code postal ______________________

BIENTÔT

Globe *hebdo*

ÉCONOMIE

BILLET

Une Europe à cinq

Le système monétaire européen (SME) va-t-il sortir conforté de la tourmente monétaire et de la réponse positive donnée par les Français au référendum sur le traité de Maastricht ? Telle est bien la question centrale qui va se poser pendant des jours et probablement des semaines.

Les Anglais ont déjà précisé leur position, qui n'est pas précisément encourageante. La livre sterling ne réintégrera pas le SME avant que la Grande-Bretagne obtienne satisfaction sur plusieurs points essentiels. Le mot « réparation » n'est pas prononcé, mais l'idée est bien celle-là : nous avons été lâchés par les Allemands, qui en ont plus fait pour soutenir la lire et le franc que pour venir en aide à la livre. M. Major et son chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, estiment que la coopération monétaire ne fonctionne pas bien et veulent obtenir des assurances sur ce point, c'est-à-dire une réforme du SME.

Autre exigence anglaise : les Allemands, qui sont en grande partie responsable, de la tourmente monétaire par leurs déclarations sur la nécessité de dévaluer certaines monnaies, doivent changer non seulement d'attitude, mais de politique économique en commençant par abaisser leurs taux d'intérêt. A l'évidence, le différend anglo-allemand est devenu fondamental. On voit mal dans ces conditions comment le SME pourrait rapidement récupérer la livre.

L'Italie, de son côté, après avoir assuré la semaine dernière qu'elle rejoindrait dès mardi 22 septembre les mécanismes du SME, a fait savoir, à l'issue de la réunion des ministres des finances européens dimanche soir 20 septembre à Washington, qu'elle se donnait une « nouvelle période d'observation des marchés » avant de reprendre ses obligations.

Plutôt qu'à la disparition ou à l'éclatement du SME, c'est peut-être l'apparition – cette fois-ci officielle – d'une Europe à deux vitesses à laquelle nous allons assister. Non seulement les ministres des Douze ont réaffirmé leurs engagements à l'égard du SME (ils pouvaient difficilement faire autre chose), mais, comme l'a dit M. Wim Kok, ministre néerlandais des finances, « les pays qui ont suspendu leurs monnaies du SME doivent mettre leurs économies en ordre plutôt que de demander une modification du système ».

Aussi serré que soit la victoire du « oui », l'axe franco-allemand va tenir bon. Après l'élimination dans la tourmente monétaire de plusieurs pays incapables de suivre le rythme, va réapparaître la petite Europe des origines moins l'Italie. C'est elle qui devrait donner naissance à un ensemble économico-politique très intégré, disposant d'une monnaie unique. Une Europe à cinq qui pourrait prendre des initiatives pour accélérer le processus d'unification monétaire.

ALAIN VERNHOLES

La réunion du G 7 à Washington

La tourmente monétaire laissera des traces

estime M. Michel Sapin

M. Michel Sapin, ministre français de l'économie et des finances, n'aura pas attendu *l'ouverture solennelle*, mardi 22 septembre au matin à Washington, de la quarante-septième *assemblée générale* annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le ministre de *l'économie et des finances* est reparti lundi pour Paris. Il doit y discuter avec le président de la République et M. Pierre Bérégovoy des propositions que la France entend faire au prochain sommet des Douze convoqué par la Grande-Bretagne.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Le sujet à l'ordre du jour du prochain sommet européen sera d'*« améliorer »* le fonctionnement du système monétaire européen, qui vient d'essuyer *« une des plus graves tourmentes monétaires »* que l'on ait encore connue. De quoi pourrait-il bien s'agir ? Les douze ministres des finances n'ont pas abordé la question lors des deux apartés d'une demi-heure chacun qu'ils ont tenus dimanche après-midi pour mettre au point un communiqué laconique (cinq lignes) dans lequel ils se sont *« félicités du résultat du référendum français »*, estimant que celui-ci *« atténuera les tensions sur les marchés des changes »*. A cette occasion, ils ont [dernière ligne du texte] *« réitéré leur engagement à l'égard du système monétaire européen, facteur-clé de la stabilité économique et de la prospérité en Europe »*. Des sérieuses divergences d'opinions pourraient se manifester à propos des *« améliorations »* à lui apporter.

La règle essentielle du SME, maintenue jusqu'à ce jour par la volonté farouche de la Bundesbank, est que les crédits de montant illimité auxquels a droit la banque centrale d'une monnaie « attaquée » sur le marché doivent être remboursés dans les trois mois. Ainsi les deutschemarks que la Bundesbank vient de mettre, en quantité massive, à la disposition de la Banque d'Angleterre et de la Banque d'Italie pour racheter respectivement livres sterlings et lires, ces DM devraient être résorbés au cours du trimestre prochain. C'est pourquoi les interventions intraeuropéennes ne sont guère inflationnistes, au contraire de celles sur le dollar. L'enjeu est considérable.

M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, a précisé qu'en conséquence de ses interventions récentes la Bundesbank a vu ses réserves se gonfler (par achat de devises faibles) de l'équivalent de 60 milliards de deutschemarks. Ce dernier chiffre se compare avec une augmentation de réserves de 15 milliards de DM pendant l'année 1987, année de grande spéculation contre le dollar.

L'épreuve du feu

Même s'il se maintient, le retour attendu du calme sur les marchés des changes n'effacera pas de sitôt les *« traces profondes »* (pour reprendre l'expression du ministre français) laissées sur le système européen par la récente tempête. La Grande-Bretagne et l'Italie, qui ont, la semaine dernière, décidé de laisser *« temporairement »* flotter leurs monnaies respectives, n'ont indiqué à Washington aucune date pour les réintégrer dans le *« mécanisme de change »* du SME. Pour sa part, le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, a subordonné à deux conditions la réintégration de la livre : que les économies britannique et allemande soient plus « en phase », qu'on s'entende sur une réforme du fonctionnement du SME.

Autre « trace » laissée par l'ébranlement de ces derniers jours : l'ajournement probable de la diminution des taux promise, notamment en France, en cas de victoire du « oui ». Celle-ci, a dit M. Sapin *« ouvre une perspective de baisse »*. *« Le franc a subi l'épreuve du feu, il en a acquis un statut nouveau au sein du SME »*, a encore déclaré le ministre français.

Samedi, les ministres du groupe des Sept (Etats-Unis, Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, France, Italie, Canada) s'étaient donné le mot pour laisser leurs couteaux au vestiaire. Le Britannique et le Français ont assuré en chœur aux journalistes qu'aucune pression n'avait été faite sur leur collègue allemand, M. Theo Waigel. Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est contenté de plaider pour des politiques de croissance, lesquelles, a-t-il dit, ne sont pas incompatibles avec le maintien de la stabilité. Ce thème est repris dans le communiqué des Sept. A titre d'exemple, ce texte fait référence aux réductions de taux qui ont eu lieu, récemment, *« dans divers pays »* (sans faire allusion à de nouvelles) ainsi qu'à l'annonce des mesures de relance japonaises.

S'exprimant dans un langage plus direct, M. Karl-Otto Poehl a dit, à l'occasion d'une conférence qu'il a donnée en marge des réunions monétaires (la prestigieuse conférence annuelle dite « Per Jacobsson »), tout le mal qu'il pensait de la gestion de la crise. *« Absence de leadership et de véritable coopération »*, a dit l'ancien président de la Bundesbank (1980-1991) à propos des décisions prises le dimanche précédent : dévaluation de la lire et réduction d'un demi-point du taux d'escompte allemand. Selon lui, un abaissement de taux plus important aurait été possible si on avait conclu un accord plus hardi sur les changements de parité. M. Poehl a parlé de la *« détérioration de la situation économique, financière, politique »* de son pays, se demandant si le DM serait encore en bonne posture pour jouer le rôle d'« ancre » du système européen.

Le communiqué des Sept annonçait encore que ministres et gouverneurs avaient discuté avec des représentants de la Fédération de Russie du programme de réformes. Force est de constater que l'attention s'est presque entièrement concentrée sur la nouvelle crise monétaire en Occident. Il a fallu le communiqué du groupe des Vingt-Quatre (représentant ce qu'on appelait naguère le « tiers-monde ») pour insister sur la libéralisation du commerce, chapitre sur lequel les pays en voie de développement ont fait des progrès et les pays industriels ont plutôt reculé.

PAUL FABRA

Le communiqué

« Rétablir des relations stables et durables entre les taux de change »

Le groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), réuni samedi 19 septembre à Washington, a publié, à l'issue de la réunion, le communiqué suivant :

« Les ministres et les gouverneurs réaffirment l'engagement pris par leurs chefs d'Etat et de gouvernement au sommet de Munich de renforcer la croissance mondiale sans relancer l'inflation. Depuis lors, des mesures visant à accélérer la reprise économique ont été prises, notamment des réductions de taux d'intérêt dans divers pays et l'annonce récente des mesures de relance japonaises. Ces mesures permettront de conforter la reprise mondiale et contribueront à une plus grande stabilité des marchés des changes.

» Les ministres et les gouverneurs se sont inquiétés de la récente volatilité des marchés financiers mondiaux. Ils estiment important de rétablir des relations stables et durables entre les taux de change. Les ministres et les gouverneurs continueront à coopérer et à surveiller étroitement la situation économique et financière dans leurs pays et prendront les mesures supplémentaires appropriées, si nécessaire, pour obtenir une croissance soutenue et une plus grande stabilité des monnaies.

» Les ministres et les gouverneurs ont aussi rencontré des représentants de la Fédération de Russie et ont discuté du programme de réforme de la Russie. Ils ont invité instamment la Russie à intensifier ses efforts pour mettre en œuvre une réforme économique d'ensemble. Ils ont aussi invité instamment la Banque mondiale à constituer un groupe de soutien consacré à l'assistance technique en faveur de la Russie pour y discuter l'assistance technique bilatérale et multilatérale. »

Après avoir racheté 40 % du « Point » et créé un GIE commun

La Générale occidentale (« l'Express ») s'intéresse à la radio RFM

S'exprimant samedi 19 septembre devant le club Médiathème, au cinquième Salon des directeurs de communication (*« Top Com »*) de Deauville, Mme Françoise Sampermans, PDG de la Générale occidentale (GO), filiale communication du groupe Alcatel-Alsthom – groupe Express, groupe de la Cité –, a confié que les 40 % du capital du *Point* rachetés par la GO représentaient une *« transaction de moins de 100 millions de francs »* (*le Monde* du 18 septembre).

Elle a réaffirmé qu'il n'était pas question de *« coordonner ni de rattacher les rédactions du* Point et de l'Express : *cela aboutirait à un produit bâtard qui dérouterait les lecteurs et ferait perdre 100 000 exemplaires »*. *« L'idée est plutôt de stimuler la concurrence et l'émulation entre les deux hebdomadaires, et de redynamiser nos titres »*, a-t-elle ajouté.

Mme Sampermans a aussi évoqué la diversification de la GO dans le domaine des médias. Citant l'exemple de la création du futur groupement d'intérêt économique (GIE), prestataire de services de *l'Express* et du *Point*, qui devrait *« apporter des gains de productivité »*, elle a précisé : *« Dans un contexte de récession et de chiffre d'affaires en baisse, nous sommes condamnés à atteindre la taille critique, par croissance externe, en construisant un groupe de presse avec d'autres médias. »*

« Le dossier est à l'étude »

La GO a ainsi refusé d'investir dans *la Tribune de l'Expansion*. *« En revanche, nous avons été sollicités par NRJ, désireux de prendre le contrôle de RFM, avant que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'y oppose. Le dossier est à l'étude. »*

La maison-mère de *l'Express*, la GO, fondée par M. James Goldsmith, dispose d'un énorme « trésor de guerre », qui résulte de la vente de forêts aux Etats-Unis et de la chaîne de distribution Grand Union.

Y.- M. L.

Attendu depuis deux mois

Le programme économique du gouvernement algérien cherche à réduire les importations

Favoriser les investissements industriels qui permettront de réduire les importations, attirer les capitaux étrangers, créer un marché libre des devises et des zones franches... Attendu depuis deux mois, le programme économique du gouvernement algérien de M. Belaïd Abdeslam est désormais connu dans ses grandes lignes.

Dévoilé dimanche 20 septembre, par la presse algérienne, ce plan de 68 pages vise en priorité à *« réduire de manière draconienne le besoin d'importer »*. Ainsi prévoit-il d'accorder des réductions d'impôts aux entreprises innovantes capables de fournir des solutions de rechange aux importations. Quant aux produits importés faisant concurrence à des produits locaux, ils seront interdits. En revanche, Alger souhaite favoriser les investissements étrangers (la publication d'un code des investissements est annoncée). La participation des partenaires étrangers au capital des filiales des entreprises publiques n'aura pas de limite sauf *« dans les secteurs stratégiques* (en clair, l'industrie des hydrocarbures) *où cette participation est limitée à 49 % »*.

Le gouvernement algérien envisage, par ailleurs, la création officielle d'un *« marché libre de devises »* pour une période transitoire de trois ans *« en coopération avec le Fonds monétaire international (FMI) »*.

Si ce plan de rigueur, qui s'accompagne d'un alourdissement de la fiscalité pour les hauts revenus, ne suffit pas, *« le gouvernement sera obligé de demander au peuple de faire preuve d'austérité »*. Il est vrai que la situation du pays est délicate, avec une dette extérieure (26 milliards de dollars) qui accapare 70 % des recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures.

La filière bois

Hiag investit 400 millions de francs dans les Vosges

ÉPINAL

de notre correspondante

Le groupe suisse Hiag a annoncé récemment un projet d'investissement de plus de 400 millions de francs pour l'extension de sa filiale Pannovosges sur le site de Rambervillers (Vosges). *Le groupe allemand* Pfleiderer GmbH s'associe à Hiag pour ce projet. Le choix du site vosgien répond à un certain nombre d'atouts stratégiques : emplacement au cœur du marché européen, et d'un massif forestier offrant une grande capacité d'approvisionnement.

Filiale du groupe suisse Hiag depuis 1978, Pannovosges produit des panneaux de particules haut de gamme destinés au bâtiment et à l'industrie du meuble. *Son chiffre* d'affaires annuel est de 120 millions de francs, pour un effectif de 82 personnes. Cet investissement aura pour effet d'augmenter la capacité de production et le chiffre d'affaires de Pannovosges, dont les effectifs croîtront directement de 150 à 170 personnes à partir de 1994.

L'impact économique, tant en amont (exploitations forestières, scieries) qu'en aval (transports, commerce), devrait permettre au total la création de 350 emplois. Ses effets sur la balance commerciale française de la filière bois – traditionnellement déficitaire – devraient être bénéfiques, puisqu'une part significative de la production sera exportée essentiellement vers les marchés allemand et suisse.

CLAUDINE CUNAT

Le directeur général du FMI se félicite du « oui » français à Maastricht

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, s'est félicité, dimanche 20 septembre, du « oui » français à Maastricht. *« Ce qui est bon pour la France est bon pour l'Europe et également bon pour le monde »*, a déclaré M. Camdessus à la sortie du comité intérimaire du FMI.

Le renforcement de la coopération monétaire européenne *« renforcera les perspectives de stabilité et de croissance durable de l'économie mondiale »*, a ajouté M. Camdessus, soulignant que *« les grandes décisions de l'histoire de France ont toujours été adoptées par des majorités étroites »*. *« C'est comme ça qu'on a instauré la République et qu'on a chassé le général de Gaulle »*, a-t-il précisé.

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

La visite de M. Durieux à Prague et à Bratislava

Inquiétudes pour deux projets d'investissement français en Tchécoslovaquie

La France a été le premier investisseur étranger en Tchécoslovaquie au cours du premier semestre de cette année, ce qui en fait le troisième investisseur dans le pays depuis 1990. L'information a été publiée par la Banque centrale tchécoslovaque au moment même ou M. Bruno Durieux, ministre français délégué au commerce extérieur, effectuait – du lundi 14 au mercredi 16 septembre – une visite officielle à Prague et à Bratislava et alors que des incertitudes pèsent sur la concrétisation de deux importants projets de coopération.

PRAGUE

de notre correspondant

M. Bruno Durieux, venu réaffirmer à Prague et à Bratislava l'intérêt que les entreprises et le gouvernement français portent au développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays, a défendu plusieurs projets de coopération importants, en particulier la construction d'un métro Val à Bratislava et les offres du consortium Framatom-Cogema-Siemens pour l'équipement d'une centrale nucléaire à Temelin (Bohême du Sud).

Ces projets ont en effet été mis à mal pendant son séjour puisque le gouvernement slovaque a remis en cause, mardi 15 septembre, le Val à Bratislava : les caisses de l'Etat et de la ville sont vides. L'entreprise tchèque d'électricité (Cseske Elektricke Zavody, CEZ) a d'autre part choisi l'américain Westinghouse aux dépens de Framatome pour équiper les deux premiers blocs de la centrale nucléaire de Temelin.

Le ministre français, qui a rencontré le directeur général de CEZ, ne baisse toutefois pas les bras, car le gouvernement de Pragne doit encore approuver le choix de CEZ. Le consortium franco-allemand est par ailleurs toujours en lice pour l'équipement des tranches 3 et 4 et propose la construction d'une usine de fabrication de combustible nucléaire. A propos du métro de Bratislava, M. Durieux a laissé la porte ouverte à de nouvelles négociations, Matra et l'Etat français étant prêts à participer à la moitié du financement.

Malgré ces deux déceptions, qui ont *« valeur de test symbolique »*, dans la compétition économique pour les marchés tchécoslovaques, les journées passées en Tchécoslovaquie auraient été *« très encourageantes »*. Les chiffres des échanges bilatéraux et des investissements français en Tchécoslovaquie ont contribué à rehausser le moral du gouvernement et des entrepreneurs français après la mauvaise année 1991.

Sur un total de 448 millions de dollars (2,2 milliards de francs environ) d'investissements étrangers en Tchécoslovaquie au premier semestre 1992, la France représente 25,4 % du total, devant l'Allemagne (22,9 %) et les Etats-Unis (15,5 %). Ces bons résultats permettent ainsi à la France de remonter à la troisième place sur l'ensemble des investissements opérés depuis 1990 (au total 1,1 milliard de dollars), avec une part de 11,8 %, juste derrière les Etats-Unis (11,9 %) mais bien entendu loin de l'Allemagne (52,1 %).

Les échanges bilatéraux ont, de leur côté, doublé entre 1989 et 1991 et ont continué à progresser début 1992. Les exportations sur la Tchécoslovaquie ont crû de 17 % et les importations de 30 %. La position commerciale de la France s'est ainsi améliorée par rapport à ses concurrents de l'OCDE, passant de la cinquième place en 1988 à la troisième en 1991, avec 7,6 % de parts de marché derrière l'Allemagne (47,6 %) et l'Autriche (12,5 %), mais devant l'Italie (7,2 %).

M. Durieux n'a pas oublié de rappeler à ses partenaires l'effort financier consenti par le gouvernement français en faveur de la Tchécoslovaquie. Le montant total des concours financiers apportés ou prévus par la France depuis 1990 s'élève à environ 5 milliards de francs, soit 4 milliards de contrats garantis et de promesses en cours, 800 millions de francs de participation française aux financements multilatéraux et 200 millions de coopération technique.

MARTIN PLICHTA

Une personne sur dix en dessous du seuil de pauvreté

Dramatique augmentation du coût de la vie en Russie

Le coût de la vie a été multiplié par près de sept en Russie durant le premier semestre 1992, viennent d'indiquer les *Izvestia*, rapportant les dernières statistiques gouvernementales.

La dramatique inflation que connaît le pays et ses conséquences sociales ont été au centre des entretiens qu'ont eus à la fin de la semaine dernière M. Boris Eltsine et son premier ministre, M. Egor Gaidar. La situation en Russie est d'autant plus grave qu'alors même qu'aucune amélioration n'est en vue (les prix de l'énergie payés par les entreprises industrielles ont doublé) la production manufacturière a reculé de 21,5 % en juillet dernier (par rapport à juillet 1991) et de 27,2 % en août. La production des produits de base comme le pétrole et le charbon a chuté d'environ 10 % cet été, et pour la première fois la production de gaz naturel a reculé de 3 % en août par rapport à août 1991.

Les statistiques gouvernementales montrent qu'une personne sur dix vivant en Russie est en dessous du seuil de pauvreté. – *(AFP.)*

VIE DES ENTREPRISES

La concurrence sur le marché de la micro-informatique

Hewlett-Packard lance des petits ordinateurs grand public

LYON

de notre bureau régional

Cinq mois, à peine, après avoir évoqué sa volonté de concurrencer IBM et Bull, sur le marchés des grands systèmes informatiques (*le Monde* du 15 mai), le constructeur à capitaux américains Hewlett-Packard (HP), industriellement implanté dans l'Isère, avec 1 800 salariés, vient d'annoncer, simultanément à Lyon et Paris, le lancement de nouveaux modèles de micro-ordinateurs de la gamme Vectra. Avec ces modèles, *« notre entreprise entre officiellement dans la guerre des prix de la micro-informatique »*, a estimé M. Patrick Max, directeur des ventes pour la micro-informatique HP dans le Sud-Est. La politique de remise sur les prix ne sera pas modifiée, à l'égard du réseau de distribution. Le prix d'entrée de la gamme, destinée aux utilisateurs d'applications de gestion, aux professionnels de la finance et de la mercatique, a été *fixé à seulement* 9 940 francs hors taxes.

Le constructeur américain estime son avantage de prix à – 10 %, à qualité supérieure, par rapport aux matériels concurrents. Il reconnaît que certains « clones », c'est-à-dire *des appareils « plagiant »* l'architecture de modèles d'IBM, resteront moins coûteux *mais* offrent des performances moindres, en particulier lors de l'entrée en fonctionnement et du raccordement en réseaux.

Les nouveaux appareils *ont été* conçus à Grenoble et sont fabriqués, pour l'ensemble des marchés européens, dans l'établissement de l'Isle-d'Abeau, déjà en charge des ordinateurs de forte puissance. L'effectif ne sera pas accru, l'industriel s'attendant à une hausse momentanée du plan de charge, et mettant en œuvre des investissements matériels et immatériels déjà engagés.

Selon M. Marc Pugens, directeur de communication pour les sites industriels de HP France, la capacité de production est estimée à 20 000 unités par mois et peut être rapidement augmentée sans nouveaux investissements. Dans la mauvaise conjoncture affectant le marché de l'informatique, HP France fait état d'une forte croissance de chiffre d'affaires et de résultat net, durant les neuf premiers mois de l'année.

G. B.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PACTE

□ **Total : convention entre l'Etat, les AGF, le GAN et le Crédit lyonnais.** – *Le Crédit lyonnais* et les *compagnies* d'assurances AGF et GAN, actionnaires *publics* du *groupe pétrolier* Total, ont signé le 26 juin une convention avec l'État, a annoncé, vendredi 18 septembre, la Société des Bourses françaises (SBF). Les signataires, qui détiennent au total 15,45 % du capital du groupe, déclarent *« agir de concert »*. Ces entreprises *« se sont engagées à ne pas céder leurs actions »*, même si *« par exception »* sont autorisées les cessions entre signataires. Cette convention est conclue pour une durée de dix ans, mais après cinq ans les parties détermineront *« s'il y a lieu de modifier le principe et les conditions d'incessibilité des titres visés pour la durée du pacte restant à courir »*. Le récent désengagement de l'Etat de Total s'est traduit par la cession aux *AGF de 458 867 actions*, de 2 426 083 actions au GAN et de 411 775 actions au Crédit lyonnais. L'Etat français ne détient plus que 10 028 298 actions, soit 5,43 % des 184 817 292 actions existantes.

EMPLOI

□ **Siemens supprime 1 800 emplois dans son secteur Techniques médicales.** – *Le géant industriel allemand* Siemens a annoncé vendredi 18 septembre 1 800 suppressions d'emplois sur les 31 000 de son secteur « techniques médicales » durant l'exercice 1992-1993 (clos fin septembre); 900 emplois seront supprimés en Allemagne et autant à l'étranger. Siemens n'exclut pas de nouvelles suppressions d'emplois au cours des deux prochains exercices. Le secteur « techniques médicales » de Siemens représente un chiffre d'affaires de 7,8 milliards de marks (25 milliards de francs) pour l'exercice 1991-1992.

RACHATS

□ **La CAMIF prend le contrôle de Delachaux et Niestlé.** – La CAMIF, *troisième entreprise de vente par correspondance* en France, a annoncé jeudi 17 septembre qu'elle rachetait 67 % de la maison d'édition suisse Delachaux et Niestlé. La CAMIF avait déjà un pied dans l'édition avec Eclectis, créée en 1990 et dirigée par Bernard Willerval, un ancien de Larousse. C'est cette société qui a pris *le contrôle de la maison d'édition* suisse, fondée en 1861, et connue pour ses ouvrages dans le domaine de la pédagogie et de la nature. David Ferret, président de Delachaux et Niestlé depuis 1974 est confirmé dans ses fonctions. Les ouvrages édités par Eclectis seront désormais vendus en librairie à la suite d'un accord avec Albin-Michel, annonce également la CAMIF.

□ **Continental Can : le retour de M. Donald Baiton.** – M. Donald Baiton est fidèle à Continental Can. *Celui qui fut* le *président de cet ex*-leader de l'emballage avant d'en claquer bruyamment la porte il y a neuf ans, vient d'en racheter la raison sociale. Reprise en *1984* par le Peter Kiewit Group, un conglomérat diversifié, la compagnie Continental Can n'existe aujourd'hui plus que par son nom, l'essentiel de ses actifs ayant été cédés par appartements. M. Baiton a décidé de récupérer cette dénomination *pour en* baptiser Viatech, sa nouvelle société, une ancienne firme d'ingénierie devenue sous sa houlette... un groupe d'emballage. Viatech a racheté plusieurs sociétés en Europe parmi lesquelles le français Ferembal, l'allemand Dixie Union Verpackingen, l'espagnol Onena Bolsas de Papel.

DIFFICULTÉS

□ **Le groupe Hafnia est en vente.** – Le deuxième groupe d'assurances danois, Hafnia, en cessation de paiement depuis le 19 août (*le Monde* du 21 août), *« s'apprête soit à fusionner, soit à être mis en vente »*, a indiqué le président du conseil d'administration, M. Holgen Lavesen. Les compagnies d'assurances dommages et d'assurances vie et Hafnia Bank seront cédées en bloc. Cette annonce de mise en vente est un aveu de l'échec du plan de sauvetage mis en place à la fin du mois d'août. Deux groupes français, l'UAP *et* Paribas, *détiennent* respectivement 6,3 % et 2,5 % du capital de Hafnia.

RÉORGANISATION

□ **Whirlpool Europe se prépare au marché unique.** – Le géant américain *de l'électroménager* Whirlpool Corp. vient d'annoncer une réorganisation de sa filiale européenne, Whirlpool International. Outre un changement de nom (Whirlpool International devient Whirlpool Europe BV), le groupe entend répondre à *« la disparition des frontières commerciales »* par la création d' *« une nouvelle structure de logistique à gestion centralisée »* intégrant *« les filiales nationales de vente sur des bases régionales »*. Un nouveau découpage a ainsi été dégagé : la France est regroupée avec le Portugal, l'Espagne et la Belgique et M. Alain Grimm-Hecker, actuellement PDG de Whirlpool France, devient Regional Vice-President l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas et le Danemark réuniront leurs forces. Enfin la troisième région regroupera le Royaume-Uni, l'Irlande, la Norvège et la Finlande, *l'Italie restant séparée. Les stratégies* des différentes marques du groupe – Bauknecht, Philips-Whirlpool, Ignis et Laden, demeurent, en revanche, inchangées.

RAPPROCHEMENT

□ **Bosch-Siemens et Maytag Corp : accord de coopération dans l'électroménager.** – Bosch-Siemens Hausgerate GmbH, filiale « électro-ménager » des groupes allemands Siemens et Bosch, a annoncé la signature d'un accord de coopération avec *le groupe* américain Maytag Corp. Les deux partenaires vont collaborer dans les domaines des aspirateurs, des distributeurs automatiques et de l'achat de composants. Aucun échange de participation n'est prévu pour l'instant. Avec *un chiffre d'affaires consolidé* d'environ 7 milliards de marks (23,8 milliards de francs), *Bosh-Siemens* est le deuxième fabricant européen d'électroménager, sous les marques Bosh, Siemens, Constructa et Neff. Maytag a un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de dollars (15 milliards de francs) et emploie 22 000 personnes.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 septembre ↓

Déception et préoccupation

La déception a marqué la journée de lundi 21 septembre dans un marché calme. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une baisse de 0,72 % et perdu jusqu'à 2,4 % au cours des premiers échanges, se dépréciait de 2,32 % en milieu de séance. Les intervenants étaient préoccupés par l'évolution des taux d'intérêt après le timide *« oui » au référendum et par la fermeté* du deutschemark face au franc. Le *score serré de la consultation n'a pas* permis aux boursiers de continuer la hausse amorcée la semaine dernière (+4,51 %). Au contraire, les investisseurs étrangers à l'origine de la forte vague d'achats jeudi et vendredi étaient les premiers à prendre leur bénéfice *lundi matin, redoutant les incertitudes* liées à la crise monétaire internationale. Cette tendance était perceptible dimanche soir dans les salles de marché.

Pour la première fois un soir de vote, les banques et sociétés de Bourse ont ouvert leur marché pour réagir dans l'instant au scrutin. L'initiative fut accueillie avec satisfaction par les négociateurs, qui furent nombreux à venir spontanément travailler. *Ils s'attendaient* à une soirée riche en transactions, il *n'en fut rien. Le seul moment un peu* actif fut entre des rumeurs venues de *Londres à 19 h 30 donnant les résultats* et leur confirmation à Paris une demi-heure plus tard à 20 heures. Durant cette période l'indice CAC 40 progressa à peine d'un 1 % avant de rebaisser.

Le soulagement mitigé de dimanche soir s'est depuis transformé en déception le lendemain. Parmi les valeurs en forte baisse figuraient Canal + après l'annonce d'une baisse de 29 % de ses résultats semestriels. *La cotation dut* même un moment être suspendue. *Déconvenue également autour du* Club Méditerranée, qui ne pourra tenir ses *prévisions annoncées* en juin en raison des résultats de sa filiale américaine et de la mauvaise conjoncture de l'été.

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,60 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,50 %
– Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1991

	11-9-92	18-9-92
Valeurs franç. à rev. variable	100,8	104,2
Valeurs industrielles	105,3	108
Valeurs étrangères	86,3	90,2
Pétroles-Energie	90,7	94,8
Chimie	122,4	126,6
Métallurgie, mécanique	104,9	109,4
Electricité, électronique	110,4	112,8
Bâtiment et matériaux	99,5	103,6
Ind. de consom. non alim.	114,4	118,5
Agro-alimentaire	103,4	107,4
Distribution	101,7	101,8
Transports, loisirs, services	100,3	103,1
Assurances	89,4	94,3
Crédit bancaire	103,2	106,5
Sicomi	78,9	81,1
Immobilier et foncier	83	82
Investissement et portefeuille	88,3	91,7

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs franç. à revenu fixe	99,2	99,6
Emprunts d'État	99,3	99,5
Emprunts garantis et assimilés	99,6	99,5
Sociétés	99,1	99,5

Base 100 en 1949

Valeurs franç. à rev. variable	3 800,8	3 980,86
Valeurs étrangères	3 420,88	3 574,5

Base 100 en 1972

Valeurs franç. à rev. variable	557,12	576,9
Valeurs étrangères	462,5	490,5

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. fr. à rev. fixe	117,3	119
Emprunt d'État	119,84	120,25
Emprunts garantis et assimilés	117,3	117,9
Sociétés	118,3	117,16

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

	4-9-92	11-9-92
Indice général	481,5	486
Produits de base	419	437,5
Construction	415	428,7
Biens d'équipement	247,4	258,4
Biens de consom. durables	528	580,5
Biens de consom. non durables	827	828,2
Biens de consom. alim.	871,4	898,2
Services	486,2	498,2
Sociétés financières	487	425,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	384,8	388,5
Valeurs industrielles	592,4	612,6

TOKYO, 21 septembre ↓

Effritement

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse lundi, l'indice Nikkei clôturant à 18 066,24 points en repli de 100,56 points, soit 0,6 %. Après avoir monté jusqu'à mi-séance de 0,75 %, la tendance s'est inversée et le marché a clôturé en baisse dans un volume de 230 millions de titres environ contre 330 millions vendredi.

L'approche du jour férié de mercredi et l'incertitude sur les marchés des changes après le résultat du référendum en France sur le traité de Maastricht ont maintenu beaucoup d'investisseurs sur la défensive. De plus, le marché était agité par des rumeurs selon lesquelles le président russe Boris Eltsine était sur le point de démissionner. Des achats soutenus liés à l'indice ont cependant limité le mouvement de repli.

VALEURS	Cours du 18 sept.	Cours du 21 sept.
Ajinomoto	1 320	1 320
Bridgestone	1 100	1 110
Canon	1 310	1 290
Fuji Bank	1 780	1 810
Honda Motors	1 430	1 400
Matsushita Electric	1 200	1 200
Mitsubishi Heavy	548	555
Sony Corp.	4 280	4 200
Toyota Motors	1 460	1 460

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4685	4652	Immob. Hôtelière	1000	....
Amault Associés	171	179 50	Inmt. Computer	130	....
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	53	52
Bque Vernes	680	690	Locamic	73 60	73 60
Boiron (Ly)	475	475	Matra Comm.	300	295 70
Boisset (Lyon)	214	....	Molex	125 20	132
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	828	840	Publ.Filipacchi	425 10	....
Calberson	220	210	Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	314	314
Cardif	734	725	Select Invest (Ly)	88	88
C.E.G.E.P.	163	153	Serbo	190	....
C.F.P.I.	258	288	Sopra	309	315
C.N.I.M.	1090	1050	TF1	474 50	475
Codetour	262 50	260 20	Thermador H. (Ly)	325	320 10
Conforama	....	....	Unilog	258	259
Creeks	87 40	....	Viel et Cie	93	93
Dauphin	245	245	Y. St-Laurent Groupe	815	802
Delmas	1020	1020			
Demachy Worms Cie	352	....			
Devanlay	1080	1035			
Deville	124	124			
Dolisos	120	120			
Editions Belfond	179	187			
Europ. Propulsion	189 90	180 50			
Finacor	95 50	95 50			
G.F.F. (group.fonc.f.)	48	....			
G.L.M.	358	343			
Gravograph	167	165			
Guintoli	765	....			
I.C.C.	163 60	162 10			
Idianova	82	....			

MATIF

Notionnel 10 %. – *Cotation en pourcentage du 18 septembre 1992*
Nombre de contrats estimés : 254 620

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	108,06	108,40	108,68
Précédent	107,40	107,82	108,20

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 92	Déc. 92	OPTIONS DE VENTE Sept. 92	Déc. 93
106	0,02	5,13	0,17	0,10

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 21 281

COURS	Septembre 92	Octobre 92	Novembre 92
Dernier	1 910	1 926,50	–
Précédent	1 868	1 882,50	–

CHANGES

Dollar : 5,0985 F ↓

Le dollar était en repli à Paris, lundi 21 septembre, cotait 5,0985 F au fixing *contre* 5,12 vendredi à la clôture. Le résultat du référendum s'est traduit par une baisse du dollar et une nouvelle chute de la livre.

FRANCFORT	18 sept.	21 sept.
Dollar (en DM)	1,4992	1,4908

TOKYO	18 sept.	21 sept.
Dollar (en yens)	124,33	124

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (21 sept.)	9 15/16-10 1/16 %
New-York (20 sept.)	3-1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	17 sept.	18 sept.
Valeurs françaises	105,60	
Valeurs étrangères	90,10	
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	494,46	494,90
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 852,74	1 882,94

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	17 sept.	18 sept.
Industrielles	3 315,70	3 327,05

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	17 sept.	18 sept.
100 valeurs	2 483,90	2 567
30 valeurs	1 815,20	1 885,20
Mines d'or	88,70	79,90
Fonds d'Etat	89,22	89,74

FRANCFORT

	17 sept.	18 sept.
Dax	1 584,56	1 589,33

TOKYO

	18 sept.	21 sept.
Nikkei Dow Jones	18 166,80	18 066,24
Indice général	1 354,05	1 355,51

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	5,0690	5,0710	5,1535	5,1595
Yen (100)	4,0846	4,0887	4,1442	4,1518
Ecu	6,6720	6,6862	6,6497	6,6794
Deutschemark	3,4080	3,4100	3,4145	3,4212
Franc suisse	3,8648	3,8716	3,8906	3,9017
Lire italienne (1000)	4,0200	4,0500	3,9358	3,9834
Livre sterling	8,6950	8,7450	8,7063	8,7735
Peseta (100)	4,8513	4,8636	4,7895	4,8185

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	4 3/16	4 5/16	3 7/8	4	3 3/4	3 7/8
Ecu	11 3/4	12	10 3/4	11	10 3/8	10 5/8
Deutschemark	8 5/8	9	8 3/4	9 1/8	8 5/8	9
Franc suisse	7	7 1/8	7	7 1/8	7	7 1/8
Lire italienne (1000)	22 3/4	23 1/4	17	17 1/2	16	16 1/2
Livre sterling	9 3/4	10	9 1/8	9 3/8	8 5/8	8 7/8
Peseta (100)	13 1/2	14 1/2	13 1/4	14 1/4	13 1/8	14 1/8
Franc français	10 1/16	10 5/16	9 15/16	10 3/16	9 13/16	10 1/16

La Bourse de Stockholm condamne Bilspedition à une amende de 1,4 million de francs

Les autorités boursières de Stockholm ont condamné la société de transport *Bilspedition* à une amende de 1,5 million de couronnes suédoises (1,4 million de francs) pour avoir dissimulé à trois occasions aux actionnaires des informations importantes. *La société est accusée d'avoir* volontairement négligé l'incidence que pourrait avoir sur ses résultats la vente des actions de la compagnie aérienne Linjeflyg. Selon le conseil de direction de la Bourse, Bilspedition aurait aussi dû *révéler* les *pertes* importantes de Linjeflyg. Durant l'été 1991, la société a annoncé un bénéfice semestriel d'un demi-milliard de couronnes suédoises (490,6 millions de francs), alors qu'en réalité il était plus élevé. Elle a aussi évalué le bénéfice *prévu pour 1991 à 600 millions* de couronnes suédoises (566 millions de francs), alors que, selon un rapport ultérieur, le résultat était de 109 millions de couronnes suédoises (*102 millions de francs*). – *(AFP.)*

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4740	C.N.E 3%	4770	4775	4800	+ 0 63
830	B.N.P. T.P.	836	830	827	- 1 08
905	Cr.Lyon. T.P.	900	900	908	+ 0 89
1532	Renault T.P.	1656	1659	1650	- 0 36
1600	Rhone Poul. T.P.	1657	....	....	....
1028	Saint Gobain T.P.	1010	1022	1028	+ 1 78
795	Thomson T.P.	783	782	797	+ 1 79
800	ACCOR	807	808	586	- 3 46
699 93	Air Liquide	800	793	786	- 1 75
620	Alcatel-Alsthom	666	660	656	- 1 50
1530	Ale.Superm.	1590	1548	1548	- 2 64
260	A L S P I	250	245	245	- 2 00
390	AGF Sté Centrale	425	420	419	- 1 41
132	Avenir H. Média	124 80	116	116 90	- 6 33
755	Axa (ex Cie Midi)	800	814	814	+ 1 75
140	Bafip	168	169 90	169	+ 0 60
97	Bail-Equipem.	93 50	94	93	- 0 53
690	Bail Investiss.	680	680	680	....
305	Bancaire	385	380	363 50	- 5 58
740	Bazar H.-V.	670	....	....	....
1200	Berger (M)	1250	1250	1240	- 0 80
490	Bertrand Faure	398	395	385	- 3 27
775	Bic	810	812	804	- 0 74
1030	B.I.P.	1040	1080	1065	+ 2 40
190	BIS	190	189 50	189 50	- 0 26
330	B N P (Ci)	390	389	378	- 3 08
885	Bollore Tech.	860	865	864	+ 0 61
3000	Bongrain	3350	3175	3280	- 2 08
540	Bon-Marché	528	525	524	- 0 76
525	Bouygues	545	548	538	- 1 28
88	BP France	89	89	89	+ 1 14
960	B S N	1013	1025	1008	- 0 49
1210	Canal Plus	1304	1150	1108	- 15 0
172 71	Cap Gem.S.	198	196 90	197 50	- 0 25
179	Carnaudmetalbox	190	189 50	187 10	- 1 53
2450	Carrefour	2179	2179	2161	- 0 83
133	Casino	150 50	148	145 10	- 3 58
89	Casino ADP	92	90 60	90	- 2 17
435	Castorama D.L.	450	448	438	- 2 67
165	C.C.F.	200 60	194	194 20	- 3 19
35	CCMC Ly.	36 90	36 60	35 40	- 4 07
375	C.D.M.E.	372 60	374	374	+ 0 38
142	C.E.G.I.D.	149 90	140 10	149	- 0 60
73	Centrest (Ny)	65 80	65	64 80	- 1 52
365	C.E.P. Comm.	349	327 50	330	- 5 44
96	Cerus	86 40	87	86 70	+ 0 35
705	Cetelem	850	850	828	- 2 59
220	CF Im.	227 50	230	225	- 1 10
265	CGI Info.	252	259	259	+ 2 78
945	C G I P	1020	982	989	- 3 04
600	CGP	634	603	603	- 4 89
1100	Chargeurs S A	1240	1224	1185	- 4 44
290	Christian Dior	298	300	299	....
570	C I C A (M)	532	535	535	+ 0 56
380	Ciments franc.	378	379	378	....
569 60	Clarins	596	605	601	+ 0 84
440	Club Méditer.	423	420	402	- 4 96
775	Colas	780	795	780	- 1 27
195	Cpt. Entrep.	187	188	188	+ 0 53
1110	Compt Mod.	1080	1099	1055	- 2 31
225	CPR (Paris Réa.)	233	235	229 10	- 1 67

[illegible]

COMPTANT (sélection)

Obligations

[illegible]

Actions

[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B T P	50	50	Métal Déployé	390	380
Cambodge	994	1000	Mors	69	68
Carbone Lorraine	380	378	Navigation (Nle)	186	188
Case Poclain	4 50	4 50	Optorg	297	305
C.B.C.	285	280	Ordial (Cl)	518	505
C.E.G.F (Fagor)	670	....	Origny-Desvroise	615	615
Comptoir Blanzy	323	331	Palais Nouveauté	1286	1308
Cerages	36 20	36 20	Paluel Marmont	580	....
Champex Ny	43 10	....	Parfinance	164	165
CIC (CIP)	155 80	155 90	Paris France	195	195

Étrangères

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV (sélection) 18/9

[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 096	....	4 9	5 4
Ecu	6 668	....	....	....
Allemagne (100 dm)	341 950	....	329	349
Belgique (100 F)	16 547	....	16	17
Pays-Bas (100 fl)	303 580	....	291	311
Italie (1000 lires)	4 050	....	3 6	4 2
Danemark (100 krd)	87 730	....	82	90
Gde.Bretagne (1 L)	8 934	....	8 5	9 3
Grèce (100 drachmes)	2 693	....	2 3	3
Suisse (100 f)	394 050	....	381	401
Suède (100 krs)	91 450	....	82	90
Norvège (100 k)	84 390	....	79	87
Autriche (100 sch)	48 602	....	46 9	49 9
Espagne (100 pes)	4 854	....	4 6	5 1
Portugal (100 esc)	3 840	....	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 197	....	3 8	4 2
Japon (100 yens)	4 096	....	4	4 2

Marché libre de l'or

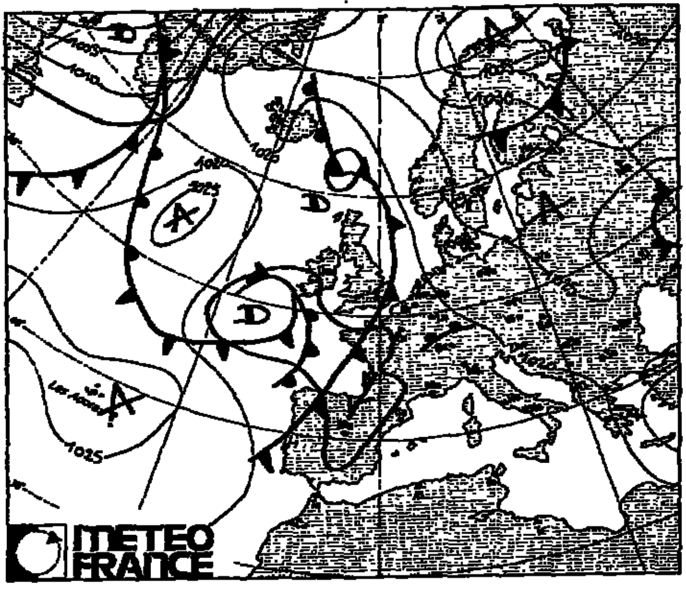
MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/9
Or fin (kilo en barre)	57000	57200
Or fin (en lingot)	57650	57400
Napoléon (20f)	339	337
Pièce Fr (10 f)	365	.....
Pièce Suisse (20 f)	333	331
Pièce Latine (20 f)	336	325
Souverain	425	415
Pièce 20 dollars	1875	1905
Pièce 10 dollars	940	1000
Pièce 5 dollars	545	.....
Pièce 50 pesos	2190	2135
Pièce 10 florins	340	330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu

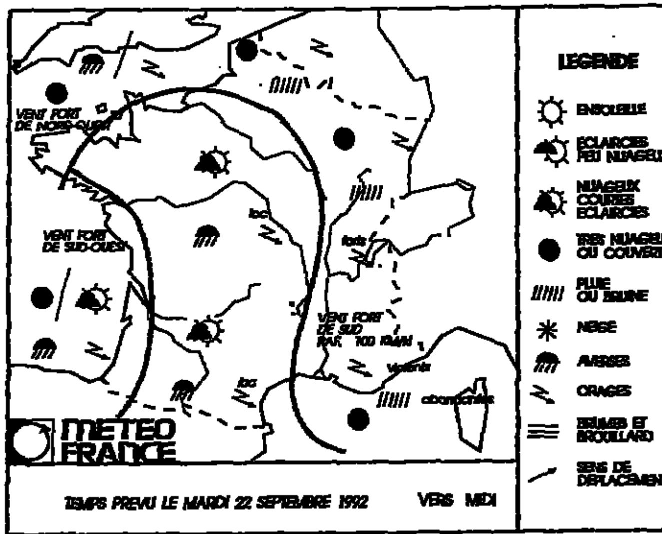
هكذا من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 22 SEPTEMBRE 1992



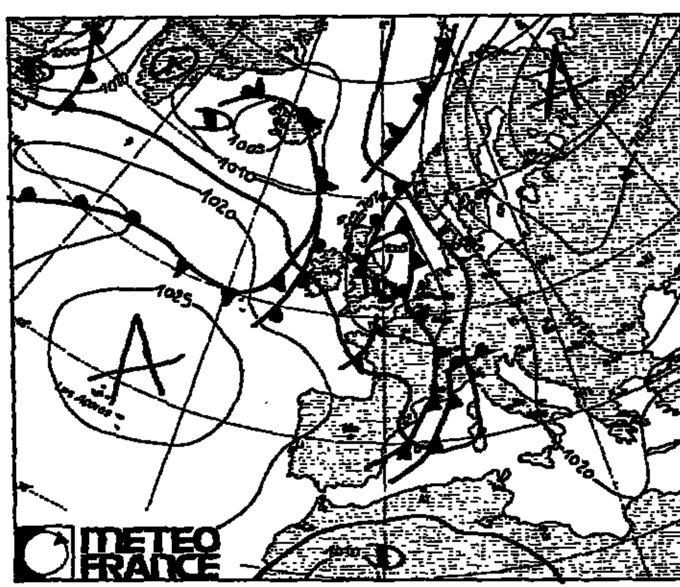
Mardi : mauvais temps généralisé, pluies abondantes et orages forts, surtout sur la moitié est. – Sur la Bretagne et le long des côtes de la Manche, le temps sera maussade. Le ciel restera très nuageux, il pleuvra, et des orages pourront éclater dans la journée. Le vent, de secteur nord-ouest, soufflera avec des pointes à 50 kilomètres à l'heure.

Sur les régions situées le long des côtes atlantiques, des averses se produiront jusqu'en mi-journée, puis le temps sera variable, avec alternances de passages nuageux et d'éclaircies. Le vent de sud-ouest du matin s'orientera à l'ouest l'après-midi, avec des pointes de 50 à 60 kilomètres à l'heure.

Sur le reste du pays, le temps sera nuageux partout, avec beaucoup de pluies, d'averses, et localement d'orages qui toucheront une large bande s'étendant des Pyrénées à la Picardie - Nord - Pas-de-Calais dès le début de la journée. Ces pluies s'étendront à la moitié est dans le courant de la journée, et les orages pourront y être parfois violents. Les précipitations pourront être abondantes sur les versants sud du Massif Central et des Alpes. Le vent, de secteur sud, soufflera en rafales sous les averses et les orages, avec des pointes atteignant de 60 à 70 kilomètres à l'heure sur Provence-Côte d'Azur, et même 100 kilomètres à l'heure dans la vallée du Rhône.

Les températures minimales s'étaleront de 11 à 13 degrés sur la moitié nord, de 13 à 16 degrés dans le Sud-Ouest, et de 17 à 19 degrés sur le littoral méditerranéen. Quand aux températures maximales, limitées par les orages, elles ne dépasseront pas 17 degrés le long des côtes de la Manche, de 18 à 20 degrés dans l'intérieur et 25 degrés dans le Sud-Est et en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 23 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-9-92
Valeurs extrêmes relevées entre le 20-9-1992 à 18 heures TUC et le 21-9-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	26	15	D
BIARRITZ	22	15	D
BORDEAUX	22	16	D
BOURGES	24	12	C
BREST	18	13	P
CAEN	20	14	C
CHERBOURG	17	14	P
CLERMONT-FER.	26	12	N
DIJON	23	10	B
GRENOBLE	27	13	D
LILLE	20	12	C
LIMOGES	22	14	O
LYON	24	13	D
MARSEILLE	27	18	N
NANCY	22	10	N
NANTES	19	11	C
NICE	24	18	D
PARIS-MONTS.	21	14	N
PAU	26	16	C
PERPIGNAN	24	19	C
RENNES	20	13	C
ST-ETIENNE	22	12	N
STRASBOURG	21	12	B
TOULOUSE	28	19	C
TOURS	22	14	C
POINTE-A-PITRE	30	24	D

ÉTRANGER			
ALGER	31	16	D
AMSTERDAM	18	12	C
ATHÈNES	28	17	D
BANGKOK	33	26	N
BARCELONE	27	19	D
BELGRADE	24	7	D
BERLIN	17	10	D
BRUXELLES	18	13	C
LE CAIRE	30	20	D
COPENHAGUE	18	10	D
DAKAR	31	26	D
DELHI	34	21	D
DJERBA	–	–	–
GENÈVE	22	11	D
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	24	13	D
JÉRUSALEM	25	13	D
LISBONNE	24	15	C
LONDRES	19	12	C
LOS ANGELES	25	17	C
LUXEMBOURG	20	12	N
MADRID	31	12	D
MARRAKECH	31	16	N
MEXICO	26	17	N
MILAN	26	16	C
MONTRÉAL	17	7	N
MOSCOU	15	6	D
NAIROBI	25	14	C
NEW-YORK	22	14	N
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	29	17	N
PÉKIN	21	13	N
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	28	16	D
SEVILLE	30	20	N
SINGAPOUR	32	21	N
STOCKHOLM	15	9	C
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	25	18	T
TUNIS	30	22	D
VARSOVIE	17	8	C
VENISE	25	14	D
VIENNE	23	14	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 21 septembre

TF 1

20.45 Variétés : Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker. Avec Régis Laspalès, Philippe Chevallier, Anne Roumanoff, un hommage aux pompiers, Jacques Balutin, Robert Lamoureux, Véronique Sanson, Marc Lavoine, Florent Pagny, Philippe Lafontaine, Pierre Schott.
22.45 ▶ Magazine : Durand la nuit. Présenté par Guillaume Durand. Invité : Christian Clavier.
0.10 Magazine : Minuit sport. Boxe thaï.

F 2

20.50 Cinéma : La Révolution française. 1. *Les Années lumière.* ■■ Film franco-italo-germano-canadien de Robert Enrico (1989).
23.40 Journal et Météo.
0.00 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

F 3

20.45 Cinéma : Club de rencontres. □ Film français de Michel Lang (1987).
22.35 Journal et Météo.
22.50 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
23.00 Océaniques. Magazine international de l'Opéra. Le Festival de Salzbourg : *De la maison des morts,* de Janacek et *Saint François d'Assise,* de Messiaen ; Le Festival Rossini à Pesaro ; A l'Opéra de Vichy : *Didon et Enée,* de Purcell et *Syllabaire pour Phèdre,* d'Ohana.
23.55 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
0.40 Musique : Portée de nuit. Jazz. Avec Antoine Illouz, trompette ; Philippe Drouillard, guitare ; Thierry Fanfant, basse ; Jean-Philippe Fanfant, batterie ; P. Villanueva, clavier.

M 6

20.45 Cinéma : Invasion Los Angeles. ■■ *Film américain de John Carpenter (1988).*
22.35 Cinéma : Cléopâtre, une reine pour César. ■■ Film italo-français de Victor Tourjansky (1962).
0.15 Magazine : Culture rock.

CANAL +

20.35 *Cinéma : Veraz.* ■ Film franco-italo-espagnol de Xavier Castano (1990).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Le Journal du cinéma.
22.20 *Cinéma : A nos amours.* ■■■ Film français de Maurice Pialat (1983).
23.55 Cinéma : La Fissure 2. □ Film américain de Tibor Takacs (1989).
1.25 Cinéma : Les Derniers Jours d'un empire. ■ Film italo-yougoslave d'Anthony Dawson (1963).

ARTE

20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Cinéma : Woyzeck. ■■ Film allemand de Werner Herzog (1979).
22.00 Court métrage : La Merveille de l'amour. D'Uwe Wilhelm.
22.10 Cinéma : Au revoir, monsieur Grock. ■ Film français de Pierre Billon (1949).

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. Deux cents ans après : faut-il sauver la République ? Avec Pierre Chaunu, Claude Nicolet, Blandine Barret-Kriegel, Odile Rudelle, Bertrand Renouvin.
21.30 *Avignon 92.* *Caresse, d'après* Sergi Belbel (Espagne).
22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité des arts plastiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Ella Fitzgerald (jusqu'au 25 septembre).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 octobre 1991 lors des Semaines musicales d'Ascona) : Fanfare et *Choral pour orchestre op. 54 b, de* Hovland ; Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur op. 58, de Beethoven ; *Symphonie n° 1 en mi mineur op. 39, de* Sibelius, par l'Orchestre symphonique de Bergen, dir. Ole Kristian Ruud ; Boris Berman, piano.
22.30 Espace libre.
23.09 Ainsi la nuit. Par Roubina Saidkhanian. Sonate pour violon et piano en la majeur, de Franck ; Mazurkas pour piano op. 50, de Szymanowski ; Trio pour piano, violon et violoncelle en la mineur op. 50, de Tchaïkovski.
0.33 L'Heure bleue. L'actualité internationale du jazz, par Henri Renaud. Count Basie et son trio ; Clifford Brown ; Le Sextette de Benny Goodman ; Parutions nouvelles ; Jazz en concert.

Mardi 22 septembre

TF 1

17.25 Série : Loin de ce monde.
17.55 Série : *Hélène et les garçons.*
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 *Magazine : Coucou, c'est nous !* Présenté par Christophe Dechavanne.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à *1.10*).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 *Cinéma : L'Etudiante.* □ Film français de Claude Pinoteau (1988).
22.35 Les Films dans les salles.
22.45 *Cinéma :* Quand faut y aller, faut y aller. □ Film italien d'E. B. Clucher (1983).
0.40 Magazine : Le Club de l'enjeu.

F 2

17.15 Magazine : Giga. *La Fête à la maison ; Quoi de neuf docteur ? ;* Reportages.
18.30 Le Jeu !
19.15 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
19.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin, *Météo et Journal des courses.*
20.50 Cinéma : *La Révolution française.* 2. Les Années terribles. ■■ Film franco-italo-germano-canadien de *Richard Heffron (1989).*
23.30 ▶ Documentaire : *Prénom Marianne.* De Djamila Sahraoui.
0.00 Journal et Météo.
0.15 Magazine : Le Cercle de minuit.

F 3

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.55 Magazine : *Une pêche d'enfer.*
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour. *La Voyageur et le clair de lune,* d'Antal Szerb.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélire.
20.15 Divertissement : La Classe.
20.40 INC.
20.45 Les Aventures de Tintin. L'île noire.
21.40 Magazine : Faut pas rêver. Equateur : les mineurs des glaces, de Geneviève Roger ; France : Un Gallé dans la ville, de Jean-Marc Robert et Jean-Bernard Mercier ; Espagne : El Rocio, les gardiens de la Vierge, de Pedro Secorun, Jorge Rodriguez et Ferran Figuerola.
22.35 Journal et Météo.
22.50 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
23.05 Série : Le Masque de Satan.
0.40 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

M 6

17.15 Jeu : *Zygopolis.*
17.35 Série : Campus Show.
18.05 Série : Booker.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Divertissement : **Le mardi c'est permis.** Présenté par Amanda McLane.
20.45 Téléfilm : Le Chat le plus riche du monde. De Greg Beeman, avec Ramon Bieri, Steven Kampmann.
22.30 Téléfilm : *La Vengeance du Mohican.* De Dick Friedenberg.
0.15 Magazine : Culture pub.

CANAL +

16.05 Cinéma : Dans la peau d'une blonde. □ *Film américain de Blake Edwards (1991).* Avec Ellen Barkin, Jimmy Smits, Lorraine Bracco.
18.00 Canaille peluche. Don Coyotte et Sancho Panda.
— En clair jusqu'à 20.35 —
18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet.
18.50 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
19.20 *Magazine : Nulle part ailleurs.* Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Patrick Timsit.
20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.
20.35 Cinéma : Total Recall. ■■ Film américain de Paul Verhoeven (1990).
22.20 Flash d'informations.
***22.30 Cinéma : Jours de tonnerre.* □** Film américain de Tony Scott (1990) (v.o.).
0.15 Cinéma : Le Démon d'Halloween. □ Film de Stan Winston (1987).

ARTE

17.00 Documentaire : Le European Jazz Ensemble en compagnie de la Kahn Family et de Joachim Kühn. De Dieter Hens (rediff.).
18.10 Documentaire : Jazzmasters. Randy Weston, de Terry Carter (rediff.).
19.00 Documentaire : Albanie, les réfugiés de l'Adriatique. *Extrait du magazine Transit, de Daniel* Leconte (rediff.).
19.30 Documentaire : Les Murs de sable. De Giorgio Serafini.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. L'éducation des jeunes filles. Soirée proposée par Anne Barbé et Françoise Dumas.
20.41 Documentaire : *La Naissance des demoiselles.* De Dominique Gros.
21.10 Documentaire : Une jeune fille à Fleury. De Solveig Anspach.
21.30 Téléfilm : L'Age tendre. De Yves Laumet, avec Régine Mazelle.
22.55 Documentaire : Entre mère et fille. D'Anne Barbé.
23.30 *Téléfilm : La Désenchantée.* Extrait du long métrage de Benoît Jacquot.
0.00 Court métrage : Dis-moi oui, dis-moi non. De Noémie Lvovsky.

FRANCE CULTURE

***20.30* Archipel science.** *Le grand calcul scientifique.*
21.30 Tu reconnaîtras Marianne. Avec Maurice Agulhon, Hubert Tonka, Geneviève Fraisse.
22.40 *Les Nuits magnétiques.* *Lieux-dits.* 1. Constantin Cavafy et Alexandrie (1).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Didier Blonde (les Voleurs de visages).
0.50 Musique : Coda.

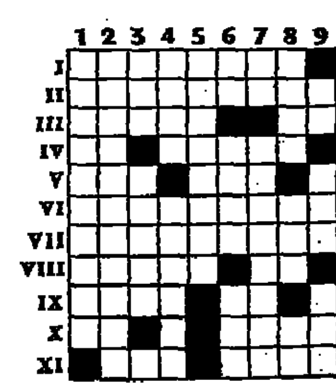
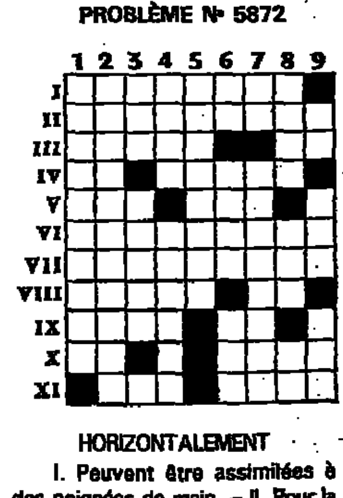
FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 septembre 1990 à Eisenstadt) : Trio pour violon, violoncelle et piano *en ut majeur Hob XV/27, de Haydn ;* Trio rapsodie op. 11, de Takacs ; Trio pour violon, violoncelle et piano en mi bémol *majeur Hob XV/30, de Haydn ; Elégie pour* violoncelle et piano, Elégie pour violon et piano, de Liszt ; Trio pour violon, violoncelle *et piano op. 90, extrait, de Dvorak, par le* Trio Schubert de Vienne (Boris Kuschnir, violon ; Martin Hornstein, violoncelle ; Claus-*Christian Schuster, piano).*
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraieb. Lakmé, extraits, de Delibes ; Récital René Verdière, ténor (œuvres de Massenet, Meyerbeer, Saint-Saëns, Bruneau, Verdi).
23.09 Ainsi la nuit. *Sonate pour violon et piano* en mi bémol majeur op. 18, de R. Strauss ; Wesendonck-lieder, de Wagner ; *Andante et variations pour deux pianos, deux violon*celles et cor en si bémol majeur, de Schumann.

□ **Canal Plus Espagne va lancer deux chaînes *thématiques* sur le satellite Astra.** – Le groupe Canal Plus Espagne (qui associe le groupe Prisa (*El País*) et la chaîne cryptée française) va lancer au début de *1993* deux chaînes *thématiques* et payantes de télévision par satellite. Cinémania diffusera des films de repertoire, CNC (sciences, nature, culture) se consacrera aux documentaires. Ces deux chaînes viseront principalement les foyers déjà abonnés à Canal Plus Espagne (440 000 actuellement). Pour les diffuser, Canal Plus Espagne a loué deux canaux sur le satellite Astra 1 B, et pris deux autres options *sur le futur Astra 1 C.* Cela permet à la Société européenne de satellites luxembourgeoise (qui exploite les satellites Astra) de pénétrer sur le marché espagnol, qu'elle visait depuis longtemps.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5872

HORIZONTALEMENT

I. Peuvent être assimilées à des poignées de main. – II. Pour la fêter, il faut de la galette. – III. Le coup du parrain. Participe. – IV. Article. On les prend pour *s'amuser.* – V. Bandes *d'étoffe.* Baba dans un conte. – VI. Accueilli par des claques. – VII. Qui appartient à un petit groupe. – VIII. Un travail qui demande des forces. Mœurs. – IX. Crochet. Pronom. – X. Note. Qui a eu de la peine. – XI. Transpira. Est à côté de l'Atlas.

VERTICALEMENT

1. Recouvrir des sièges. – 2. Recouvrent des muscles. – 3. Un petit grain. Pas atteints. – 4. Une menace pour les reins. Passera la main. – 5. Une belle retraite. – 6. Possessif. Bon quand il n'y a rien à redire. En Belgique. – 7. Préposition. Dans la banlieue de Reims. – 8. Variétés d'argile. Qui ont tout quitté. Conjonction. – 9. En France. Comme la bouche quand on est assis. A la tête dure.

Solution du problème n° 5871

Horizontalement

I. Bière. Avalanche. – II. Simplicité. At. – III. Recrutement. Pl. – IV. Rôle. Avit. Emier. – V. Ana. Chinoiserie. – VI. Vau. Nabot. Ans. – VII. Epaule. *Lasagne.* – VIII. *Dignité. Tué.* – IX. Epiée. Futales. – X. Mes. R.A.F. Eponine. – XI. Tiédeur. Ni. A.M. – XII. SSE. Socs. Lave. – XIII. Su. Ut. Geôlier. – XIV. Œil. Bidoche. Ti. – *XV. Nef. Défenses.* Se.

Verticalement

1. Barrage de Mosson. – 2. *Eon.* Pipe. Suée. – 3. Esclavagiste. If. – 4. Rire. Aune. Il. – 5. Emu. Cuillères. – 6. Ptah. Et. Adoubé. – 7. Alevin. Effectif. – 8. Viminal. Us. De. – 9. Acétobacter. Gon. – 10. Lin. Ios. A.P. Becs (*cf.* « fraise »). – 11. *Attestation.* Ohé ! – 12. *Né. Me.* Guenilles. – 13. Piranesi (*cf.* « Piranèse »). *At.* – 14. Haleine. Navets. – 15. Etirés. Crémerie.

GUY BROUTY

Les réactions après le « oui » au référendum

Le franc à nouveau attaqué

Le soulagement n'aura pas duré longtemps sur les marchés financiers internationaux, après l'annonce d'un oui étroit au référendum français sur le traité de Maastricht. Lundi 21 septembre, le cours du deutschemark à Paris qui, dimanche après 20 heures et le lendemain matin, était revenu de 3,42 francs à 3,40 francs puis 3,39 francs, est remonté très rapidement à 3,42 francs, niveau auquel la Banque de France a bloqué son ascension comme elle l'avait fait à la veille du week-end.

A l'origine de ce très inquiétant retour de flamme, on trouve, d'abord, la poursuite du glissement de la livre et de la lire sur le marché des changes après leur mise en flottement mercredi dernier. Lundi matin, ces monnaies ont ajouté près de 2 % à leur baisse de la fin de la semaine dernière qui atteint, maintenant, 11 % et 14 % respectivement par rapport à leur ancien cours pivot. Ce glissement tire par contagion le franc à la baisse. D'autre part, beaucoup estiment que le Système monétaire européen (SME) n'existe virtuellement plus et qu'il se trouve pratiquement réduit au mark et à ses satellites néerlandais et belge. Du coup, la spéculation attaque à nouveau notre monnaie qui se trouve dans la même position inconfortable qu'à la veille du référendum.

« La crise est totale et le vote de la France, surtout si étroit, n'a rien réglé », s'exclamait un opérateur, ajoutant : *« Si cela continue, la Banque de France ne pourra pas tenir indéfiniment, même si elle relève massivement ses taux directeurs ; il faudra alors laisser le mark flotter à la hausse. »*

Plus que jamais, la parole est aux politiques, certains suggérant une baisse simultanée des taux d'intérêt en France et en Allemagne.

La lire « en observation »

La lire, qui ne réintégrera pas le système monétaire européen mardi 22 septembre, comme il avait été annoncé la semaine dernière, et restera *« en observation »*. La peseta, qui a échappé à un véritable carnage, essaie de tenir sa dévaluation de 5 %, tandis que la Banque de Suède ramène de 500 % à 50 % son taux d'intervention, après l'annonce d'un plan de redressement sévère, avec augmentation des taxes sur l'essence et le tabac, et diminution des dépenses sociales.

M. Mitterrand souhaite une démocratisation des institutions européennes

On a bu du vin blanc de Maastricht, dimanche soir, à l'Elysée, pour fêter le « oui » des Français, mais personne n'a versé dans l'ivresse d'un triomphalisme qui eût été déplacé. M. François Mitterrand a donné le ton en faisant preuve d'une grande sobriété dans son bref commentaire télévisé. Reprenant le fil du propos qu'il avait tenu le 1er juillet, lorsqu'il avait justifié le recours au référendum, le président de la République a dégagé le résultat de la consultation de toute interférence de politique intérieure. Il a réaffirmé qu'il n'y avait *« ni vainqueurs ni vaincus »* et il s'est réjoui qu'en ce jour mémorable – *« l'un des plus importants de l'histoire de notre pays »* – les *« considérations partisanes »* se soient effacées devant les convictions, sans oublier de rendre hommage à ceux des citoyens *« qui, en votant « non », ont voulu*, a-t-il dit, *sauvegarder des valeurs dans lesquelles ils croient »*.

En un instant tout était dit, et, s'il n'y avait eu un léger voile dans sa voix, on aurait presque oublié que M. Mitterrand se relevait à peine de son opération de la prostate, tant la satisfaction se lisait sur son visage aux traits encore tirés. Car le président de la République était visiblement content d'avoir réussi dans sa périlleuse entreprise, et ses collaborateurs apparaissaient encore plus heureux que lui, malgré l'étroitesse de sa victoire.

Auréolé de ce succès, le président de la République s'est entretenu par téléphone, dès lundi, des moyens de remédier au désordre monétaire européen avec le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et avec le premier ministre britannique, M. John Major, ainsi qu'avec le président des Etats-Unis, M. George Bush, qui souhaitait converser avec lui.

« Plus rien ne sera comme avant »

Mais, dès dimanche soir, M. Mitterrand a commencé à tirer certaines conclusions des réactions de rejet suscitées au sein de l'électorat populaire par la perspective de l'Union européenne. Les réflexions qu'il a échangées avec ses plus proches collaborateurs et avec plusieurs membres du gouvernement reçus à l'Elysée, MM. Pierre Bérégovoy, Jack Lang, Roland Dumas, Mmes Elisabeth Guigou et Catherine Tasca, donnent à penser que la principale leçon qu'il en tire est que la première urgence devra consister, désormais, à démocratiser davantage les institutions européennes, afin que les aspirations des opinions nationales y soient vraiment prises en considération.

« Plus rien ne sera comme avant dans le fonctionnement de la Communauté, soulignait dimanche soir l'un des principaux collaborateurs du président de la République. *De gré ou de force, l'Europe devra devenir plus proche des gens et plus démocratique. C'est cela le principal acquis de la ratification des accords de Maastricht. »*

Dans l'entourage du chef de l'Etat, on admet volontiers, aujourd'hui, le bien-fondé des critiques taxant l'Europe d'avant-Maastricht de « déficit démocratique » et blâmant le caractère superficiel de son volet social. M. Mitterrand, longtemps sceptique, se serait donc converti à la nécessité d'établir de nouvelles procédures pour assurer à l'Union européenne des bases démocratiques plus solides, en renforçant, notamment, les pouvoirs du Parlement européen.

C'est ainsi que, au moment où ses adversaires le jugeaient gêné aux entournures par le minuscule « oui » des Français, M. Mitterrand s'employait déjà, comme d'habitude, à prendre tout le monde à contre-pied en proposant d'aménager le traité de Maastricht dans le sens souhaité par bon nombre de ses détracteurs.

ALAIN ROLLAT

La Turquie achète des hélicoptères américains

La Turquie a décidé d'acheter aux Etats-Unis soixante-quinze hélicoptères militaires Black-Hawk fabriqués par Sikorsky, de préférence à une offre concurrente du consortium franco-allemand Eurocopter. Ce contrat, d'un montant de 855 millions de dollars (environ 4 100 millions de francs), a été annoncé lundi 21 septembre à Ankara par le premier ministre turc, M. Süleyman Demirel.

« Ce nombre d'hélicoptères est suffisant pour nos besoins actuels », a déclaré le premier ministre dans une conférence de presse. – *(AFP.)*

□ **M. Dumas (PS) :** *« La France a passé le gué ».* – M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a estimé, lundi 21 septembre, que la France avait *« passé le gué »* : *« Il va falloir gérer l'affaire danoise, regarder de près ce qui s'est passé en France et quelles vont être les conséquences dans les autres pays »*, a-t-il ajouté, en soulignant qu'il faudrait également *« engager une réflexion sur le plan intérieur »*. M. Dumas a renouvelé sa proposition d'un débat au Parlement.

□ **M. Marchelli (CFE-CGC) :** *« bon sens ».* – M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, s'est félicité, lundi 21 septembre, du *« vote plein de bon sens »* des Français. *« Il fallait dire « oui » à l'Europe parce que nous avons besoin d'être une grande puissance économique, scientifique, industrielle et commerciale afin d'assurer notre avenir, et particulièrement notre avenir social »*, a ajouté M. Marchelli.

L'UDF entre soulagement et inquiétude

M. Giscard d'Estaing souhaitait que les Français apportent un *« oui fier »* à l'Europe. Il ne pourra que partager avec MM. Mitterrand, Chirac ou Barre le mérite d'avoir épargné à l'Europe un *« non honteux »* de la France. L'essentiel est sauf, mais, pour son compte personnel, sans doute pouvait-il escompter mieux. Son ambition était de rallier à la cause du *« oui »* 70 % des sympathisants UDF. Cet objectif-là ne sera pas atteint et la victoire du « non » dans sa région d'Auvergne est une contrariété supplémentaire.

Un « non » eût certainement été pour M. Giscard d'Estaing une catastrophe. Un grand « oui » lui aurait donné des ailes. Au lendemain de ce petit « oui », l'ancien président navigue entre le soulagement, le sentiment, malgré tout, du devoir accompli, mais aussi une certaine circonspection quant à l'avenir. Dans son propre camp, malgré l'autosatisfaction officielle, ce ne fut pas toujours commode.

Les centristes ont souvent fait bande à part, non sans résultats d'ailleurs, ainsi qu'en atteste la très nette victoire du « oui » dans la Bretagne de M. Méhaignerie. Ils ont beaucoup fait sans le faire savoir. MM. Dominique Baudis et Jean Lecanuet furent les seuls dignitaires centristes à se mobiliser directement aux côtés de M. Giscard d'Estaing. Quant à ceux du Parti républicain, ils ont le plus souvent brillé par leur absence. La retraite forcée de M. François Léotard s'est fait sérieusement sentir. En son absence, beaucoup, par petits calculs, se sont refusés à faire le lit de M. Giscard d'Estaing.

Pour autant, tout n'est pas sombre pour lui. M. Giscard d'Estaing a su renouer avec Mme Simone Veil et M. Raymond Barre. Aujourd'hui, M. de Villiers ne semble pas en mesure de le déstabiliser à la tête de la confédération.

Une opération-vérité

Au sein de l'UDF, il sort de cette campagne avec plus d'ennemis qu'il n'en avait en y entrant. De sorte que l'UDF ne devrait avoir aucune peine à mettre en valeur sa relative homogénéité face à un RPR pris dans des turbulences bien plus sérieuses.

M. Giscard d'Estaing fut moins disert, dimanche soir, sur l'impératif de l'union de l'opposition. Cette réserve relève peut-être d'une raison plus profonde. Certains dirigeants de l'UDF dissimulaient mal leur *« trouble »* face au désarroi de l'opinion. MM. Jacques Barrot et Charles Millon commençaient à parler de leur espoir d'une alternance *« crédible et sans faux-semblants »*. *« Il serait malhonnête*, ajoutait M. Longuet, *de faire un « embrassons-nous, Folleville ». Il faut d'abord dire clairement ce que nous voulons les uns et les autres. »* A moins qu'il ne s'agisse d'humeurs de circonstance, il se pourrait que l'UDF déclenche rapidement une opération-vérité sur l'état de son union avec le RPR.

DANIEL CARTON

La mort du restaurateur Jacques Pic

Le restaurateur Jacques Pic est mort d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante-neuf ans, dans la nuit du 18 au 19 septembre, à Valence (Drôme), ville où il tenait l'un des meilleurs restaurants de France. Il perpétuait la tradition gastronomique d'une famille originaire de l'Ardèche, dans un restaurant aujourd'hui noté trois étoiles au Guide Michelin.

∴

« Pic à Valence ! C'était, depuis des lustres, une halte gourmande renommée. Jacques Pic y avait succédé à son père André, et, si l'on ne servait plus de repas dans le jardin, la salle climatisée restait coquette, accueillante et... prometteuse de délices. Car, après « le papa », Jacques Pic avait repris le « piano », assisté de son fils Alain et de la charmante épouse de ce dernier. On ne reverra plus Jacques Pic, qui nous a brusquement quittés, mais dans cet adieu de tristesse et d'amitié nous restent les souvenirs... Et les lendemains, car Alain Pic, comme son père, fan de la truffe, des bons produits et des plats du terroir mis au goût du jour, continuera. Pic à Valence, toujours une adresse phare. »

COURTINE

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE, 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 - 21 septembre 1992 a été tiré à 549 074 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-médecine » : les pirogues de Bercy

De nouvelles pirogues datant du néolithique moyen ont été exhumées du site archéologique de Bercy sur les berges parisiennes de la Seine, un site qui s'avère d'une extraordinaire richesse.

هكذا من الأصل